



HAL
open science

Transport et distribution du gaz naturel en Russie orientale : enjeux économiques, politiques et territoriaux

Sophie Hou

► **To cite this version:**

Sophie Hou. Transport et distribution du gaz naturel en Russie orientale : enjeux économiques, politiques et territoriaux. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2015. Français. NNT : 2015PA010650 . tel-02493991

HAL Id: tel-02493991

<https://theses.hal.science/tel-02493991v1>

Submitted on 28 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Ecole doctorale de Géographie de Paris
UMR 8586 PRODIG

Thèse de doctorat pour obtenir le grade de Docteur de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Discipline : Géographie

Transport et distribution du gaz naturel en Russie orientale. Enjeux économiques, politiques et territoriaux



Sophie Hou

Sous la direction de Yann Richard, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Présentée et soutenue publiquement le 27 novembre 2015

Composition du Jury :

Géraud Magrin, Professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Examineur)

Jean Radvanyi, Professeur, Institut National des Langues et Civilisations Orientales
(Rapporteur)

Yann Richard, Professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Directeur)

Laurent Touchart, Professeur, Université d'Orléans (Rapporteur)

Yvette Vaguet, Maître de Conférences, Université de Rouen (Examineur)

Remerciements

Je tiens à remercier les nombreuses personnes qui ont participé, de près ou de loin, de façon inconsciente ou consciente (voire douloureusement consciente ?), à toutes les étapes de ce travail de thèse.

Merci à mon directeur de thèse, Yann Richard, pour avoir accepté de diriger ce travail, ainsi que pour sa réactivité, son écoute, sa gentillesse, ses conseils et sa relecture scrupuleuse.

Merci à Géraud Magrin, Jean Radvanyj, Laurent Touchart et Yvette Vaguet d'avoir accepté de faire partie de mon jury.

Merci à Marie-Hélène Mandrillon, Laurent Coumel, Marc Elie et Marie-Claude Maurel, dont j'ai suivi avec intérêt le séminaire « L'Environnement à l'Est » à l'EHESS pendant plusieurs années. Ce séminaire (et les cafés post-séminaires) m'a permis d'exposer mes recherches et d'en discuter dans une atmosphère chaleureuse ainsi que de découvrir d'autres champs de recherche, approches, thématiques et terrains.

Merci aux membres du centre d'études franco-russe de Moscou pour m'avoir, dès mon premier séjour à Moscou en master 1, aidée à organiser mes missions de recherche. De nouveau, merci à Jean Radvanyi, qui en était le directeur.

Merci à Amandine Regamey et à Philippe Comte pour m'avoir permis de suivre en auditrice libre les cours de russe à l'Université Paris 1 – ce qui m'a donné l'occasion de rendre beaucoup de rédactions truffées d'erreurs avant de partir en Russie. Et merci à mes professeurs de russe de lycée et de classe préparatoire, Mme Genévrier et Mme Melnik-Ardin, sans lesquelles je n'aurais jamais fait une thèse sur la Russie.

Merci à toutes les équipes pédagogiques avec lesquelles j'ai eu l'occasion de travailler dans le cadre de mes missions d'enseignement de doctorante contractuelle puis d'ATER, à l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, à l'Université de Bourgogne et enfin à l'ENS de Lyon. Merci pour m'avoir accueillie et aidée à faire mes premiers pas. L'enseignement a accompagné constamment ces années de thèse. Il m'a permis d'acquérir des expériences enrichissantes, de prendre du recul, de faire des pauses (certes, il faut l'avouer, moins

bienvenues à mesure que les échéances se rapprochaient) et d'échanger des idées dans de nombreux domaines, que ce soit avec des collègues ou avec des étudiants. Enseigner m'a permis de progresser et d'élargir mon horizon.

Merci aux membres du laboratoire PRODIG et plus particulièrement aux membres du thème 3 « Géographie politique des ressources » pour m'avoir intégrée à leurs discussions et pour m'avoir permis de prendre le train en marche en participant au projet d'ouvrage collectif. Ces réflexions m'ont poussée à approfondir la notion de ressource dans cette thèse.

Merci à Christophe, Justin et Rebecca, puis Larissa, pour m'avoir fait une place dans leur bureau dijonnais.

Merci à tous ceux qui ont accepté, malgré (ou à cause de ?) leur surprise de voir une Française s'intéresser à la gazéification de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe, de me rencontrer au cours de mes missions de recherches et de répondre à mes questions, souvent avec beaucoup de patience, de thé et de petits gâteaux. Un grand merci en particulier aux membres de l'Institut du Système énergétique d'Irkoutsk, de l'Université de géographie d'Irkoutsk, de l'université Polytechnique de Tomsk.

Merci à tous mes relecteurs pour leur lecture (tant pis pour la répétition) attentive et diligente.

Merci à tous ceux qui ont fait de mes séjours en Russie des moments agréables, d'échange et de découverte. Un grand merci à Macha et Irina (pour m'avoir fait découvrir des lieux de Moscou que je n'aurais pas trouvés et pour leur grande gentillesse), à Natalia (pour des thés et des visites fort sympathiques), à Mikhail et Marina Rozhanskij (pour leur aide et leur hospitalité), à Ania et sa famille (pour les *šašliki* au bord du Baïkal, les nombreuses promenades et conversations, les *mansy*... je maîtrise presque la technique pour les manger, et pour m'avoir nourrie comme un coq en pâte), à Andrey et Ludmila (merci de m'avoir accueillie sous une pluie torrentielle à Vladivostok, de m'avoir accompagnée jusqu'à une île paradisiaque de la mer du Japon et de m'avoir incitée à escalader le mont Pidán. Et merci pour les baskets qui n'ont pas survécu à cette escapade).

Merci à ceux qui ne sauront vraisemblablement jamais qu'ils apparaissent (anonymement, ce qui ne les aidera évidemment pas à se reconnaître) dans cette thèse et avec

lesquels j'ai discuté, partagé quelques instants et le plus souvent quelques victuailles, en particulier dans le transsibérien (mon humble paquet de biscuits, ma tablette de chocolat et mes nouilles instantanées ne faisaient pas le poids face aux cuisses de poulet, œufs durs, pommes de terre, tomates, concombres et gâteaux, je le reconnais).

Merci à tous mes amis, qui ont plus ou moins entendu parler de cette thèse et qui m'ont toujours encouragée, ne serait-ce que par les moments partagés, par leur bonne humeur, leurs invitations et leurs messages. Un grand merci aux Mousquetaires (Un pour tous et tous pour un !), à l'ex-B 38 (On est d'accord, plus de films d'horreur ?), à l'ex-A 10 (les phrases frigo...), au groupe du Café Filtre (une petite partie de tarot ?) et à tous les autres ! Et – dans l'ordre alphabétique, puisqu'il fallait en trouver un – merci à Anne-Laure (ah, les rendez-vous place Saint-Michel !), Audrey et Geoffroy (allo ? Je suis de passage...), Aurélia (l'impro me manque), Chantha (pour son soutien musclé –aïe !), Chanrot (pour ne m'avoir jamais laissée mourir de faim...), Charles (même si tu es du côté obscur), Chloé (pour m'avoir envoyé la Force... en étant aussi du côté obscur d'ailleurs !), Claire (pour avoir partagé mes perplexités administratives et pédagogiques, mais bien sûr pas que !), Delphine (la mystérieuse... qui se reconnaîtra !), Eglantine (pour avoir toujours gardé le lien, même avec quelqu'un d'aussi téléphonophobe, ce qui est une belle performance), Florent (pour un gâteau inoubliable et surtout pour tout le reste), Helen (qui eût cru que les versions me conduiraient jusqu'à Vladivostok ?), Jean et Viktorija (pour leur bonne humeur et leur (bon) humour), Julia (entre autres pour avoir été la petite fenêtre qui recueillait tant de jérémiades et de pensées absurdes), François (pour le partage de magnifiques expériences littéraires... ou pas), François et Maria (pour être toujours calmes, souriants et accueillants), Laura et Rémy (pour toutes les expériences partagées ! Entre géographes...), Laurent (à des milliers de kilomètres, le plus souvent), Marie-Hélène (toujours à la pointe de l'épée !), Matthieu et Marion (pour de jolies randonnées et une belle énergie), Nathalie (tu n'as connu de moi que la version évanescence, voire gazeuse – gazéifiée ? –, avec un peu de chance tu rencontreras la version solide), Sigrid (Hauts les cœurs ! Combien de messages avons-nous échangé au juste ? Réflexion faite, peut-être vaut-il mieux ne pas les compter), Tatiana (qui a accompagné ma première expérience moscovite et m'a fait découvrir les sushis russes).

Merci à ma famille.

Avant-propos

La translittération de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin

Règles adoptées

Les règles de translittération internationales ISO 9 : 1995 ont été respectées sauf pour le caractère я, qui a été transcrit par « ja » et non « â » :

Cyrillique/Cyrillic	Français
А а	A a
Б б	B b
В в	V v
Г г	G g
Д д	D d
Е е	E e
Ё ё	Ë ë
Ж ж	Ž ž
З з	Z z
И и	I i
Й й	J j
К к	K k
Л л	L l
М м	M m
Н н	N n
О о	O o
Ө ө	Ö ö
П п	P p
Р р	R r
С с	S s
Т т	T t
У у	U u
Ү ү	Ü ü
Ф ф	F f
Х х	H h
Ц ц	C c
Ч ч	Č č
Ш ш	Š š
Щ щ	Šč šč
Ы ы	Y y
Ь ь	'
Ъ ъ	''
Э э	E e
Ю ю	Ju ju
Я я	Ja ja

Quelques exceptions

Pour les noms propres, la translittération a été effectuée selon les règles ci-dessus quand les auteurs ou compagnies n'avaient pas eux-mêmes adoptés une translittération. Lorsque c'était le cas, c'est leur version qui a été conservée. Exemples : on a écrit Gazprom Mezhregiongaz et non Gazprom Mežregiongaz, Kalashnikov V. et non Kalašnikov V.

Pour les noms connus, la traduction usuelle a également été conservée. Exemples : on a écrit Boris Eltsine, Vladimir Poutine et non Boris Elcin, Vladimir Putin.

Pour les noms de lieux, la même démarche a été adoptée. On a suivi les règles de translittération présentées dans le tableau sauf dans les cas où il existait une traduction reconnue en langue française. Exemples : on a écrit Krasnoïarsk, Sakhaline, Kamtchatka, Tchita, Irkoutsk et non Krasnojarsk, Sahalin, Kamčatka, Čita, Irkutsk.

La translittération des noms des gisements a pu poser quelques difficultés car on trouve plusieurs translittérations différentes dans la littérature et dans la presse. De plus, les noms des gisements existent sous plusieurs formes (adjectif ou nom). En général, on a choisi de respecter les règles de translittération et de garder la forme adjectivale. Les exceptions sont les gisements de Kovykta et de Čajanda, dont les formes adjectivales sont Kovyktinskoe et Čajandinskoe.

Autres choix de traduction et de typographie

Lorsque les noms ont fait l'objet d'une francisation anciennement établie, celle-ci a été conservée. Exemples : on parle de Moscou et non de Moskva, de Saint-Pétersbourg et non de Sankt-Petersburg.

Pour les noms russes fréquemment employés, un pluriel en « s » a été adopté. Ainsi, on parlera des oblasts, des kraïs ou des raïons, alors que les pluriels russes seraient oblasti, kraïa et raïony.

Les mots russes « oblast », « kraï » et « raïon », employés tels quels dans la littérature française, n'apparaissent pas en italique.

Les frontières de la Fédération de Russie

Lorsque le travail de thèse a commencé, en septembre 2011, la Crimée n'était pas rattachée à la Fédération de Russie. Elle n'est donc pas incluse dans le propos et n'apparaît pas sur la plupart des cartes.

L'exclave de Kaliningrad n'apparaît pas sur toutes les cartes.

Les sujets de la Fédération de Russie

Par commodité pour les lecteurs français, le mot région a été utilisé. Il correspond ici à des sujets fédéraux dont le statut varie (oblast, kraï, okroug autonome, république, ville fédérale). Ces sujets étaient au nombre de 89 à la naissance de la Fédération de Russie, ils sont 85 en septembre 2015 (à la suite de fusions survenues entre 2005 et 2008 ainsi que de l'annexion de la Crimée). Les oblasts et les kraïs sont des régions de droit commun, tandis que les républiques disposent de leur propre constitution en élisant un président.

Sommaire

Remerciements	3
Avant-propos	6
Sommaire	10
Introduction générale	12
Présentation méthodologique	30
Première partie :	53
La gazéification, un programme impulsé par le centre et relayé vers les périphéries	53
Introduction de la première partie	54
Chapitre 1. Le secteur gazier au sein du système énergétique russe	55
Chapitre 2. Le programme de gazéification dans son contexte	95
Chapitre 3. La gazéification présentée dans les discours : un projet ambitieux à forte dimension sociale.....	118
Chapitre 4. Le cadre opérationnel du programme de gazéification : acteurs et modalités d'action	142
Conclusion de la première partie.....	167
Deuxième partie :	170
Les traductions spatiales de la gazéification, une structuration centre/périphérie du territoire ?	170
Introduction de la deuxième partie	171
Chapitre 5. Énergie et organisation spatiale	172
Chapitre 6. Un réseau et un espace énergétiques russes déséquilibrés.....	186
Chapitre 7. La place de la Russie orientale	216
Chapitre 8. Le bilan du programme de gazéification	248
Conclusion de la deuxième partie.....	275
Troisième partie :	279
Les stratégies à l'œuvre et leurs obstacles, révélateurs de tensions centre/périphérie ?	279
Introduction de la troisième partie.....	280
Chapitre 9. Une faible mise en ressource des réserves gazières des régions orientales, soumises à de fortes contraintes	281
Chapitre 10. Approvisionnement régional et projets d'exportation	308
Chapitre 11. Le contrôle sur les ressources en gaz de Russie orientale : renforcement de l'emprise du centre et lutte pour l'appropriation.....	344
Chapitre 12. Répartition des compétences et tensions centre/périphérie	378
Conclusion de la troisième partie	419

Quatrième partie :	422
Étude de cas : des périphéries plus ou moins intégrées, exploitées ou marginalisées	422
Introduction de la quatrième partie.....	423
Chapitre 13. L’oblast de Tomsk, une périphérie intégrée ou en voie d’intégration ?	431
Chapitre 14. L’oblast d’Irkoutsk, une périphérie dominée, théâtre de tensions	455
Chapitre 15. La République de Bouriatie, une périphérie délaissée.....	487
Chapitre 16. Le kraï du Primorié, une périphérie qui pourrait avoir un rôle stratégique ?.....	500
Chapitre 17. Le kraï du Kamtchatka, une périphérie vitrine du volontarisme du centre ?.....	520
Conclusion de la quatrième partie	531
Conclusion générale	534
Bibliographie	551
Sitographie	578
Tables	580
Table des acronymes	580
Table des compagnies	582
Table des tableaux	585
Table des graphes	588
Table des cartes	590
Table des photographies.....	592
Table des encarts	592
Table des matières	593

Introduction générale

Contexte et pré-requis

1. La Russie et les hydrocarbures... et le marché domestique

En 2014, la compagnie publique gazière russe Gazprom a vendu 207 milliards de mètres cubes de gaz naturel sur les marchés d'exportation... et 217,2 milliards de mètres cubes sur le marché domestique¹. La Russie livre plus de gaz naturel à son marché domestique qu'elle n'en exporte². C'est donc un grand pays exportateur de gaz naturel, mais aussi un grand consommateur, ce que l'on néglige trop souvent. Les études se focalisent principalement sur son statut de producteur-exportateur. Il faut dire que la Russie était le deuxième producteur (après les États-Unis) et le premier exportateur mondial de gaz en 2014³. Ainsi, dans la partie du rapport synthétique de l'*Energy Information Administration* (EIA)⁴ dédié à la Russie consacrée au gaz naturel, les réserves, la production, les exportations et les gazoducs d'exportations sont successivement analysés, mais il n'est pas du tout fait mention de la consommation domestique⁵.

Or, la Russie est aussi le deuxième consommateur de gaz du monde (toujours après les États-Unis). Et non seulement les volumes de gaz naturel russe vendus sur le marché domestique sont supérieurs aux volumes exportés, mais le gaz naturel a une importance cruciale dans la consommation énergétique des ménages et des entreprises russes. Il existe

¹ Gazprom, « Gazprom in questions and answers », 84 p., 2015, http://www.gazpromquestions.ru/fileadmin/f/2015/download/view_version_eng_24.06.2015.pdf, consulté le 21 juillet 2015.

² Gazprom n'est pas le seul producteur de gaz naturel en Russie, même s'il en est le principal (73 % de la production russe en 2014). Cependant, la compagnie dispose du monopole de l'exportation par gazoducs. Les autres producteurs ne modifient donc pas le rapport entre marché domestique et marchés d'exportation en faveur de ce dernier.

³ British Petroleum, « BP Statistical Review of World Energy 2015 », <http://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/Energy-economics/statistical-review-2015/bp-statistical-review-of-world-energy-2015-full-report.pdf>, consulté le 30 juillet 2015.

⁴ L'Agence d'Information sur l'énergie des États-Unis, créée en 1977, est une agence indépendante au sein du ministère de l'Énergie des États-Unis dont le rôle est de collecter des données et de fournir des analyses.

⁵ EIA, « Russia », dernière actualisation le 28 juillet 2015, <http://www.eia.gov/beta/international/analysis.cfm?iso=RUS>, consulté le 30 juillet 2015.

ainsi des enjeux propres au marché domestique. L'augmentation des prix du gaz est l'un d'entre eux, de même que l'utilisation du gaz associé produit par les compagnies pétrolières.

2. Particularités du gaz naturel et conséquences spatiales

Le gaz naturel possède plusieurs particularités qu'il faut souligner. Il s'agit d'une énergie qui a connu un développement plus tardif que le pétrole (Furfari, 2007), car elle ne possède pas de marché captif et se trouve en concurrence avec d'autres sources d'énergie (Angelier, 1994). Son état gazeux impose de fortes contraintes en termes de coûts et de modalités de transport : il nécessite des infrastructures complexes. Les pays consommateurs de gaz naturel doivent donc remplir des conditions techniques et économiques particulières. Le gaz est principalement transporté par des gazoducs qui sont la traduction concrète des relations entre exportateurs et importateurs sur le long terme. Les coûts de construction des pipelines sont tels qu'ils impliquent entre les deux parties des liens forts, commerciaux aussi bien que politiques. Cela explique que le marché gazier soit encore peu mondialisé (par rapport au pétrole, par exemple) et soit surtout régionalisé, même si des évolutions s'esquissent avec le développement du gaz naturel liquéfié (GNL) (Legault, 2007).

Le coût des infrastructures induit une certaine inertie. En effet, l'industrie gazière est une industrie de réseau, c'est « une activité organisée autour d'une infrastructure lourde, c'est-à-dire pour laquelle le montant des coûts fixes est relativement élevé par rapport aux coûts variables » (Percebois, 2001, p. 819). Dans le cas du secteur du gaz naturel, cette infrastructure est le réseau de gazoducs, qui peut être assimilé à un « monopole naturel » car sa duplication aurait un coût extrêmement élevé.

3. Le gaz naturel en Russie

A ces caractéristiques s'ajoutent des particularités russes. La Russie a hérité de la période soviétique d'un réseau qui s'inscrit dans les frontières de l'ex-URSS et qui répond aux logiques qui sous-tendaient le bloc soviétique. Ce réseau est tourné presque exclusivement vers l'ouest (Teurtrie, 2008). Il est presque entièrement contrôlé par Gazprom qui possède le monopole de l'exportation par gazoducs. La compagnie a succédé à l'ancien ministère soviétique du gaz. Elle domine l'industrie gazière russe et est présente à toutes ses étapes. L'une des particularités, héritée également de l'époque soviétique, concerne les prix

du gaz. Ils sont bien inférieurs sur le marché domestique, malgré les tentatives de réformes et les objectifs d'alignement sur les prix à l'exportation (Henderson, 2011).

Enfin, il existe un très fort déséquilibre spatial dans le secteur gazier russe. En effet, la production est concentrée dans les grands gisements du bassin de l'Ob, dans le district fédéral de l'Oural⁶, et les régions consommatrices sont celles de la partie occidentale du pays. En revanche, la Russie orientale consomme très peu de gaz naturel. Elle dispose de gisements d'hydrocarbures sur son territoire, mais très peu sont mis en valeur actuellement. Aussi sa production est-elle marginale à l'échelle de la Fédération.

Le gaz naturel est donc une énergie dont l'ancrage spatial est fort et pour laquelle la Russie constitue un terrain d'étude intéressant. Les régions orientales russes se distinguent du reste du territoire et sont au cœur d'enjeux, sinon nouveaux, du moins remis sur le devant de la scène au cours des dernières décennies.

4. La Russie orientale

Plusieurs délimitations peuvent être retenues lorsque l'on parle de Russie orientale. Il existe en effet diverses définitions administratives et économiques. Dans cette thèse, la Russie orientale correspond aux districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient, qui comprennent respectivement douze et neuf sujets fédéraux⁷. Cette région possède une place ambiguë à l'échelle du pays. Si elle représente plus de la moitié de la superficie du pays et possède des frontières avec la Chine ainsi qu'une ouverture sur l'océan Pacifique, elle est très faiblement peuplée. De plus, les conditions naturelles et climatiques sont extrêmement contraignantes sur la plus grande partie du territoire. Le débat sur son rôle et sur sa mise en valeur est ancien. Aux partisans de son développement s'opposent les tenants de son « abandon » relatif. Ces derniers prônent une mise en valeur très ciblée de la région et proposent de renoncer à maintenir la population de ces territoires (Hill, Gaddy, 2003). Le débat porte également sur les bénéficiaires de l'exploitation économique de la Russie orientale. La démarche adoptée

⁶ Les districts fédéraux, en russe *federal'nye okruga*, correspondent à une subdivision administrative de la Fédération de Russie. Créés en 2000, ils sont au nombre de neuf depuis le rattachement de la Crimée (celle-ci constituant le district fédéral de Crimée) à la Russie. Ils sont administrés par des représentants plénipotentiaires du gouvernement fédéral.

⁷ Les sujets fédéraux (en russe *sub'ekty Rossijskoj Federacii*) sont les entités qui composent la Fédération de Russie et qui sont représentés au Conseil de la Fédération de Russie. Au nombre de 85 depuis le rattachement de la Crimée à la Russie en mars 2014, ils appartiennent à différentes catégories : Républiques, kraïs, oblasts, villes fédérales, oblast autonome et okrougs autonomes. Voir avant-propos.

pendant la période soviétique a été qualifiée de prédatrice et les habitants de Sibérie et d'Extrême-Orient ont exprimé à plusieurs reprises des velléités d'autonomie par rapport au centre fédéral. Malgré les richesses en matières premières dont elle dispose et sa situation frontalière par rapport aux pays de l'Asie-Pacifique, la région connaît des difficultés économiques et démographiques.

Au cours des années 2000, elle a fait l'objet d'une attention accrue. Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, l'accent a été mis sur la nécessité de développer cette Russie d'Asie et sur les perspectives offertes par et pour cette région (Radvanyi, 2013). Le contentieux frontalier avec la Chine a été réglé en 2008 et les programmes de développement régionaux se sont succédé. Parmi les objectifs de la « Conception de long terme de développement socio-économique de la Fédération de Russie pour la période allant jusqu'en 2020 »⁸, on trouve le rééquilibrage du territoire par la création de nouveaux centres dans le Sud ainsi qu'en Sibérie orientale et en Extrême-Orient. Le document souligne également la volonté du gouvernement russe de renforcer les relations avec les pays de l'Asie-Pacifique. Parmi les initiatives visant à atteindre ces objectifs, un ministère pour le Développement de l'Extrême-Orient a été créé en mai 2012 et un programme fédéral « Développement social et économique de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal » a été approuvé le 29 mars 2013. L'importance de la Russie orientale a également été mise en exergue dans les discours des dirigeants russes. Ainsi, dans son discours devant l'Assemblée fédérale, le 12 décembre 2013, le président Vladimir Poutine a déclaré :

« Le retournement de la Russie vers l'océan Pacifique, le développement dynamique de tous nos territoires orientaux nous ouvrira non seulement de nouvelles perspectives économiques, de nouveaux horizons, mais nous donnera aussi des instruments supplémentaires pour mener une politique extérieure active. [...] De nouveau, je le souligne : les ressources de l'État et des entreprises doivent aller au développement et à l'accomplissement des objectifs stratégiques. Tels que, par exemple, l'essor de la Sibérie et de l'Extrême-Orient. C'est notre priorité nationale pour tout le XXI^e siècle⁹ ».

Malgré les intentions affichées et les initiatives proposées, on peut s'interroger sur les impacts des programmes consacrés au développement de l'Est (Radvanyi, 2013).

⁸ Gouvernement de la Fédération de Russie, « Conception de long terme de développement socio-économique de la Fédération de Russie pour la période allant jusqu'en 2020 », 2008.

⁹ Vladimir Poutine, Discours devant l'Assemblée fédérale, 12 décembre 2013, <http://kremlin.ru/events/president/news/19825>, consulté le 15 juin 2015, traduction de l'auteur.

Le secteur énergétique est l'un des premiers domaines concerné et plusieurs projets ont reflété l'intention de la Russie de se tourner vers les pays asiatiques. Les programmes gouvernementaux et ceux des entreprises ont accordé une place particulière à la Sibérie et à l'Extrême-Orient. Parmi les réalisations, on peut citer la construction de l'oléoduc *Sibérie orientale-Océan Pacifique* (Hou, 2009). Des projets de gazoducs vers la Chine et le Pacifique existent depuis plusieurs décennies mais peinaient à se concrétiser. Or, alors que des tensions ont émergé entre la Russie et les pays de l'Union européenne dans le cadre de la crise ukrainienne, un accord gazier a été conclu avec la Chine en mai 2014 et la construction du gazoduc *Force de Sibérie* a été lancée.

L'objet d'étude

La « Conception de long terme du développement socio-économique de la Fédération de Russie pour la période allant jusqu'en 2020 » identifiait plusieurs priorités en Russie orientale :

« Le principal facteur de développement des régions de Sibérie et de l'Extrême-Orient est la résolution sur le long terme des problèmes de la gazéification, de la mise en place de réseaux électriques, de l'optimisation des tarifs de transport et de l'énergie, de la modernisation et de la création de nouveaux ports maritimes [...] et de la création d'un système unifié de transport et de communication reliant les principaux centres de l'Extrême-Orient et les intégrant également aux systèmes de transport russes et mondiaux¹⁰ ».

La gazéification apparaît donc comme un problème prioritaire pour les régions de l'Est russe. Dans cette thèse, le mot russe *gazifikacija* a été traduit par commodité par gazéification, même si le terme n'a pas le même sens en français¹¹. La gazéification désignera donc un ensemble de mesures relevant de « la prise de décisions scientifiques et techniques, de la conception de projets, de la réalisation de travaux de construction et de la mise en œuvre de mesures organisationnelles, dont le but est de convertir les infrastructures du secteur résidentiel et industriel ainsi que d'autres infrastructures au gaz naturel, utilisé comme

¹⁰ Gouvernement de la Fédération de Russie, « Conception de long terme de développement socio-économique de la Fédération de Russie pour la période allant jusqu'en 2020 », 2008, traduction de l'auteur.

¹¹ La définition de gazéification, selon le *Trésor de la langue française*, est la suivante : « A. – Transformation d'une substance en gaz. B. – 1. Incorporation d'un gaz à un liquide. 2. Procédé de fermentation d'un liquide qui vise à rendre celui-ci gazeux. »

combustible et ressource énergétique¹² ». Plus simplement, elle renvoie au développement du réseau de basse pression (gazoducs assurant le transport jusqu'aux consommateurs finaux).

La gazéification du territoire russe a lieu depuis la mise en valeur des gisements gaziers et a été mise en œuvre progressivement sur le territoire, en parallèle des progrès accomplis dans l'exploitation du gaz naturel. La gazéification en elle-même ne peut donc pas être considérée comme une nouveauté.

Cependant, dans les années 2000, plusieurs changements ont été observés. En effet, sous l'impulsion du gouvernement russe, Gazprom a lancé un programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie dont l'exécution, les objectifs, l'ampleur et les modalités se démarquent des précédentes initiatives. Le projet a été conçu au niveau du centre et est appliqué dans les différentes régions de la Fédération de Russie qu'il inclut. Son appellation officielle de « Cinquième projet national » montre bien l'importance qui lui est accordé à l'échelle du pays et le rôle qu'il est censé jouer en termes d'amélioration du niveau de vie de la population russe¹³. Il traduit une volonté de réduire les disparités régionales d'accessibilité des consommateurs russes au gaz naturel et d'aboutir à une relative homogénéisation du territoire fédéral dans ce domaine.

Le programme étant né dans les années 2000 et étant toujours en cours, on peut donc à la fois observer le projet dans sa dynamique et bénéficier d'un certain recul. Il est possible d'évaluer les réalisations qui ont été effectuées durant la décennie et d'observer les variations dans l'intensité et le rythme de progression de la gazéification au cours de cette période.

Les objectifs de la thèse

La gazéification sert d'entrée à l'analyse de plusieurs grandes thématiques et questionnements. Elle permet d'abord d'étudier le secteur gazier russe et certains de ses grands enjeux, notamment en termes de développement du réseau de transport. Cela incite à réfléchir au rôle de l'énergie et plus précisément du gaz naturel comme facteur organisateur de l'espace.

¹² Définition donnée par la Loi fédérale sur l'approvisionnement en gaz de la Fédération de Russie de mars 1999.

¹³ Les « Projets nationaux prioritaires » correspondent à un programme gouvernemental lancé par Vladimir Poutine en 2005 dans le but d'améliorer la qualité de vie en Russie. Le programme se décline en quatre « Projets prioritaires » : Santé, Education, Logement et Agriculture.

Il s'agit également de saisir le fonctionnement de l'État russe en tant que Fédération en s'intéressant aux relations entre centre et régions : qui prend les décisions et comment celles-ci sont-elles appliquées ? C'est le cas des territoires orientaux qui est privilégié dans cette thèse. Quelle est leur place dans l'espace et l'économie russes ?

Enfin, le programme de gazéification permet de réfléchir aux continuités et ruptures dans la logique de planification. Quels sont les obstacles rencontrés dans sa mise en œuvre ? Que révèlent les dysfonctionnements ? Existe-t-il des conflits entre les acteurs ? A quel(s) niveau(x) s'observent-ils ?

Problématisation et hypothèses de travail

1. Etudier le programme de gazéification sous trois aspects

La gazéification, qui sert d'angle d'attaque pour explorer les grandes thématiques précédemment citées, comporte trois volets. C'est à la fois un programme sur le papier, un processus et un ensemble de résultats. Appréhender la gazéification sous son premier aspect, c'est-à-dire comme un programme qui se traduit par un document ou un ensemble de documents, permet d'identifier et d'analyser les intentions initiales des acteurs qui en sont à l'origine. Elle peut être aussi étudiée comme un processus : on s'intéresse alors à la mise en relation d'acteurs qui agissent à différentes échelles, au déploiement des moyens mis en œuvre par ces acteurs, aux discours produits au cours de la réalisation. Enfin, on peut s'intéresser aux résultats et faire un bilan de la gazéification. La géographie des réseaux gaziers est modifiée par ce programme. Les objectifs initiaux ont-ils été atteints ? Que révèlent les écarts par rapport à ces objectifs ?

Les projets élaborés avant la phase d'exécution expriment diverses conceptions du réseau gazier et du territoire qui correspondent à celles des acteurs en présence. Dans l'oblast d'Irkoutsk se sont ainsi opposés deux projets de gazéification, l'un soutenu par TNK-BP¹⁴ et l'administration régionale, l'autre par Gazprom. L'argumentaire déployé par les acteurs pour défendre leurs projets et les critiques qu'ils émettent à l'égard des initiatives concurrentes mettent en évidence de grands enjeux posés par la gazéification. Les discours émanant du

¹⁴ Coentreprise pétrolière russe et britannique entre *Tjumenskaja Neftjanaja Kompanija* (Compagnie pétrolière de Tioumen) et *British Petroleum* fondée en 2003 et rachetée en 2013 par Rosneft.

gouvernement fédéral véhiculent l'idée d'un territoire russe unifié et d'une cohésion atteinte et symbolisée par le réseau gazier.

Le processus de formation du réseau se fait à partir de la synthèse et de l'interaction de ces projets. Gabriel Dupuy (1987) s'est penché sur ce processus et sur la distinction entre ce qu'il appelle le « réseau de projets transactionnels » et le « réseau technique ». Le premier relève du désir et de la virtualité et rassemble les projets individuels des acteurs qui correspondent aux différents points du réseau et souhaitent y être raccordés. Le second est le réseau tel qu'il se forme, en fonction des contraintes techniques et économiques. Dans le cas de la gazéification, il existe plusieurs visions du réseau et des demandes peuvent émaner des consommateurs. Cependant, l'initiative ne vient pas uniquement ou prioritairement de ces derniers. Un programme est imposé par le haut : les consommateurs peuvent faire la demande de raccordement, mais les projets de gazéification sont élaborés en amont. Lors de la phase d'exécution, des limitations matérielles, techniques, économiques et politiques apparaissent. Des conflits peuvent se déclarer.

Au bout du compte, le réseau qui se met en place est issu d'un compromis entre le réseau maximum (c'est-à-dire le réseau virtuel qui ne tiendrait pas compte des contraintes techniques et économique et relierait tous les points de peuplement et tous les bâtiments), les moyens à disposition et les conditions réelles (Raffestin, 1981). Il est l'aboutissement de la négociation, du compromis et/ou de relations de domination entre les acteurs. Le résultat traduit donc des rapports de forces : il tient compte des différents intérêts en jeu ou reflète la prédominance d'un acteur ou d'un ensemble d'acteurs. Ainsi, comme l'affirmait Claude Raffestin (1981) :

« Tout réseau est une image du pouvoir ou plus exactement du pouvoir du ou des acteurs dominants. Tout réseau révèle [...] une certaine maîtrise de l'espace. »

Le réseau n'est pas un objet neutre mais l'expression d'une stratégie et de l'exercice d'un pouvoir. Il peut renforcer des configurations spatiales existantes ou les faire évoluer en tenant compte de nouvelles polarités.

Le tableau ci-dessous récapitule les trois angles sous lesquels le programme de gazéification peut être appréhendé. Ils correspondent à trois étapes successives mais il faut se garder d'une approche strictement chronologique : des liens dialectiques existent entre eux. Par exemple, au cours de l'exécution du programme, les plans et documents de travail peuvent être réexaminés et modifiés.

Tableau 1 : Trois approches du programme de gazéification

<i>Processus</i>		
Amont	→	Aval
ÉLABORATION	RÉALISATION	RÉSULTAT
Positionnement dans un cadre plus vaste. Mise en place d'un système d'acteurs. Enjeux. Discours. Objectifs.	Echanges entre les acteurs, négociations, coopération et/ou conflit, compromis ou domination. Evolution par rapport aux objectifs fixés.	Construction d'infrastructures. Rapports de pouvoir entérinés et traduits spatialement. Ecart par rapport aux objectifs initiaux. Critiques.
←	←	←
Modifications apportées	Réexamen du projet initial	Remise en cause
<i>Rétroactions</i>		

Un fil directeur apparaît : la question des relations entre le centre fédéral et les régions. Le Programme fédéral est décliné à l'échelle régionale ; la réalisation se fait conjointement par Gazprom et les autorités régionales et donne lieu à des conflits entre ces acteurs ; le bilan met en évidence des différences entre les régions et la permanence de contrastes forts au sein du territoire de la Fédération de Russie, notamment entre Russie occidentale et Russie orientale, mais aussi entre les régions de l'Est.

2. Le recours au modèle centre/périphérie

La place centrale des relations entre les sujets fédéraux et le centre incite à recourir au modèle centre/périphérie. Ce dernier a une longue histoire : on le trouve dans la pensée de Werner Sombart (*Der Moderne Kapitalismus*, 1902) et il est repris par la suite par des économistes comme Samir Amin (1973). Il a alors en particulier été utilisé à l'échelle mondiale pour penser le développement et ses inégalités. Les économistes ne sont pas les seuls à en avoir fait usage. On le retrouve également chez l'historien Fernand Braudel (1967) et le sociologue Immanuel Wallerstein (1980 ; 2006). Ces derniers se sont intéressés aux économies-mondes et ont ainsi décrit une forte hiérarchisation entre la zone centrale, qui

accumule le capital, la main-d'œuvre et l'innovation, la semi-périphérie et la périphérie, dont le rôle est cantonné à fournir des matières premières et des hommes¹⁵. Des zones périphériques au degré de développement décroissant s'échelonnent à mesure que l'on s'éloigne du centre. Immanuel Wallerstein distingue, en dehors des centres de l'économie-monde capitalistes et des périphéries dominées, des semi-périphéries, qui correspondent à des centres devenant des périphéries ou, à l'inverse, à des périphéries qui rompent leur dépendance au centre (Saunier, 2000).

En géographie, Alain Reynaud (1981) est l'un des premiers à se saisir du modèle. Là encore, l'accent est mis sur les rapports de domination entre le centre et la périphérie. Le centre n'a pas de signification géométrique, c'est « là où les choses se passent », il est associé à l'idée de pouvoir¹⁶. Il n'est pas toujours unique : il peut exister un centre principal et des centres secondaires. La périphérie, qui se définit négativement par rapport au centre, se caractérise en particulier par son absence d'autonomie en matière décisionnelle. Les interactions entre centre et périphérie diffèrent selon leur intensité et leur nature. Alain Reynaud propose un modèle hiérarchique qui distingue plusieurs types de périphéries selon leurs rapports au centre. Les périphéries intégrées, elles-mêmes pouvant correspondre à divers cas de figure (périphéries intégrées et exploitées, périphéries intégrées et annexées, associés), les périphéries comptant sur leurs propres forces, autonomes par rapport au centre, les isolats et angles morts. Isolats et angles morts renvoient à des territoires en marge dont la relation avec le centre est extrêmement ténue. Les distinctions effectuées dans ce cadre ne sont pas immuables : la relation centre/périphérie est une relation dynamique.

L'application du concept s'est faite d'abord à l'échelle mondiale, mais peut être mobilisée à toutes les échelles. D'autre part, même si dans la réflexion d'Alain Reynaud, la distance au centre est le principe fondamental de différenciation et d'organisation spatiale. La notion de périphérie ne renvoie pas nécessairement à une continuité territoriale et à un éloignement. Les périphéries peuvent aussi bien être lointaines et réticulaires que proches et contiguës¹⁷. Le modèle centre/périphérie s'adapte donc parfaitement à un réseau hiérarchisé.

¹⁵ Entrée « Économie-monde, empire-monde », Beaud Michel, Dollfus Olivier, Grataloup Christian, Hugon Philippe, Kébadjian Gérard, Lévy Jacques (dir.), *Mondialisation: les mots et les choses*, Karthala Editions, 1999, 358 p.

¹⁶ Reynaud Alain, « Centre et périphérie », in Bailly Antoine, Ferras Robert, Pumain Denise (dir.), *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica, 2e édition, 1995, 1167 p.

¹⁷ Entrée « Économie-monde, empire-monde », Beaud Michel, Dollfus Olivier, Grataloup Christian, Hugon Philippe, Kébadjian Gérard, Lévy Jacques (dir.), *Mondialisation: les mots et les choses*, Karthala Editions, 1999, 358 p.

L'historien Georges Saunier (2000, p. 179) fait observer :

« Il faut garder à l'esprit que le concept de centre et périphérie se trouve nécessairement lié à un objet historique spécifique : si l'on change d'objet, on ne peut plus traiter du centre et de la périphérie dans les mêmes termes. »

Cette remarque est valable pour les recherches historiques, mais elle est aussi valide de façon plus générale pour les objets géographiques ou pour d'autres champs disciplinaires.

Le couple centre/périphérie est une entrée souvent mobilisée pour analyser le territoire russe et le fonctionnement politico-institutionnel de la Fédération. D'un point de vue linguistique, Olga Inkova (2008) observe que les termes de centre (*centr*) et de périphérie (*periferija*) existent en russe et reflètent l'importance du modèle en Russie, liée à aux dimensions géographiques du pays. Le centre, dans le contexte russe, ne prête pas à confusion, que ce soit d'un point de vue économique, politique ou linguistique :

« Quant au mot russe *periferija*, il a, selon les dictionnaires, le sens de « territoire éloigné du centre du pays », et est mentionné parmi les synonymes de *provincija*. On constate donc que, du moins dans la langue russe, le centre du pays, c'est sa capitale et probablement la région attenante. D'autre part, on peut remarquer que l'épithète qui sert à qualifier la périphérie et la province en russe est *éloigné*. [...] Si l'on prend la notion de centre, il est clair que le centre géographique de la Russie ne coïncide ni avec son centre politique, ni avec ce qu'on appelle la région économique centrale. Ainsi, le centre géographique de la Russie est la région de Krasnoïarsk, alors que la région qu'on appelle centrale, du point de vue économique et politique, est le territoire autour de Moscou. On ne peut pas ne pas se rappeler à ce propos les paroles de l'historien russe Vassili Ključevskij : « En Russie, le centre se trouve à la périphérie. » (Ključevskij 1968 : 28) » (Inkova, 2008).

Marie-Claude Maurel (1982) a étudié les relations centre/périphérie au sein de l'Union soviétique en appréhendant le territoire comme une production, c'est-à-dire par l'ensemble des actions par lesquelles le système soviétique s'approprié, contrôle et gère l'espace dans une visée d'intégration territoriale. L'État disposait de la mainmise sur l'exploitation des ressources et la gestion des territoires.

Les relations entre régions et pouvoir fédéral ont suscité une attention particulière après la disparition de l'URSS, lorsque les vellétés d'indépendance se sont exprimées et que les sujets fédéraux ont entrepris séparément des négociations bilatérales avec le centre, aboutissant à un « fédéralisme à la carte » (Gazier, 1994 ; Mandrillon, 1994 ; Radvanyi,

1994 ; Raviot, 1996). Elles ont continué à susciter l'intérêt dans les années 2000, cette fois, au contraire, à la faveur d'une recentralisation. Dans le cadre de la politique de restauration de la « verticale du pouvoir », Vladimir Poutine a lancé une série de mesures destinées à mettre en conformité la législation des sujets fédéraux avec le droit fédéral, à renforcer le contrôle de l'État fédéral sur les régions et à réduire les prérogatives de ces dernières (Raviot, 2007).

Le secteur des hydrocarbures, qui joue un rôle crucial dans l'économie et la politique internationale et intérieure de la Russie, n'a pas échappé à ces logiques de décentralisation / recentralisation. A partir des années 2000, le secteur des hydrocarbures a fait l'objet d'une reprise en main par l'État qui s'est opérée par le biais de plusieurs amendements législatifs, modifiant notamment les modalités d'attribution des licences d'exploration et d'exploitation (Locatelli, 2011). Cette réaffirmation du contrôle de l'État s'est aussi traduite par la constitution de « champions nationaux », c'est-à-dire de grandes compagnies étatiques (Finon, Locatelli, 2007 ; Dubois, 2009 ; Du Castel, 2010). Gazprom en est l'exemple type, d'autant que le secteur gazier n'a pas connu la privatisation qui a affecté le secteur pétrolier à la disparition de l'Union soviétique.

4. Formulation de la problématique

Le programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie, qui relève d'un double objectif, celui de renforcement du secteur des hydrocarbures et de son contrôle par l'État et celui de développement des régions russes orientales, fait appel à la grille de lecture offerte par le modèle centre/périphérie. Dans quelle mesure la gazéification des régions de la Fédération de Russie relève-t-elle d'une stratégie de centralisation ? Comment les rapports centre/périphérie se lisent-ils à travers le prisme de la gazéification ?

Il s'agit d'étudier comment la gazéification exprime les rapports de pouvoir, à la fois au travers de la mise en place du programme, des interactions entre les acteurs et de la forme prise par le réseau.

5. Les hypothèses

Trois hypothèses serviront de fil directeur de notre raisonnement.

La gazéification est subordonnée à d'autres objectifs et intérêts

La première hypothèse concerne les objectifs de la gazéification de la Russie orientale. La gazéification est présentée comme une mission confiée à Gazprom par le gouvernement russe, comme un grand programme social réalisé par Gazprom. Il ne s'agit pas de remettre totalement en cause cette dimension sociale mais de la remettre en perspective par rapport à d'autres logiques dans le contexte particulier des régions orientales. En effet, si la gazéification représente des coûts et des travaux non négligeables dans la partie ouest de la Russie dont le territoire est déjà parcouru par un réseau gazier, la situation est différente dans la Russie de l'Est. Il n'existe presque pas de réseau de transport du gaz naturel dans les régions russes orientales, qui représentent de très grandes superficies, donc des distances considérables, et dont le peuplement est faible et dispersé. Dans un tel contexte, les investissements nécessaires au développement du réseau gazier sont extrêmement élevés et les bénéfices faibles. Cependant, dans les programmes fédéraux, la gazéification est présentée comme un facteur indispensable au développement de ces territoires. Les programmes de gazéification des régions orientales peuvent-ils exister sur cette seule base ? Si d'autres logiques que les livraisons aux consommateurs locaux ne sont pas présentes, la gazéification semble peu envisageable.

Cette première piste nous conduit à décrypter les enjeux de la gazéification. Quelles sont les conditions de sa réalisation ? L'étude de différentes régions permettra de les identifier. Il s'agira aussi de faire une comparaison entre les intentions et les objectifs initialement présentés et les réalisations. Ce qui nous amènera à poser deux autres questions : dans quelle mesure le programme de gazéification est-il conditionné par d'autres intérêts ? La gazéification est-elle réellement un objectif prioritaire ?

Gazprom est l'acteur clé de la gazéification et exerce sa domination sur le programme

La deuxième hypothèse découle de la première. S'interroger sur le caractère prioritaire de la gazéification par rapport à d'autres enjeux renvoie à la question des logiques qui sous-tendent le programme. Parmi les logiques entre lesquelles il faut arbitrer, on retrouve une tension qui s'observe classiquement lors de la formation d'un réseau : celle entre les dimensions économique et politique. S'agit-il de prendre en compte le critère de la rentabilité

ou celui de raccordement maximal afin de garantir un accès aussi égalitaire que possible au réseau ? Gabriel Dupuy (1987) souligne l'importance de la nature de l'opérateur :

« Dans le premier [exemple illustrant l'effet des contraintes évoquées par C. Raffestin], l'opérateur, assimilable aux pouvoirs publics, fait prévaloir une logique politique. Dans le second, l'opérateur est une entreprise. C'est la logique économique qui joue à plein pour contraindre le réseau transactionnel. »

Cette tension est présente dans le cas étudié ici. Gazprom, en tant qu'entreprise, a des impératifs économiques mais c'est aussi une compagnie contrôlée par l'État et en charge d'une mission sociale. Comment peut-elle concilier deux dimensions du programme, envisagé d'une part comme outil d'aménagement du territoire et d'autre part comme instrument de contrôle du secteur gazier de la gazéification ?

Il s'agit d'analyser les relations entre les acteurs et de comprendre leurs rôles, leurs responsabilités, leurs poids respectifs, leurs capacités d'action et leur marge de manœuvre. Les régions sont-elles en mesure d'imposer leurs visions et leurs attentes à Gazprom ? Les conflits offriront un moyen d'en juger. Sur quels sujets se cristallisent-ils ? Qui opposent-ils ? Quels sont leurs résultats ? En faveur de qui le rapport de forces joue-t-il ?

Le programme met en évidence l'ambiguïté de la relation entre Gazprom et l'État. On peut faire le lien avec la première hypothèse et avec la question des objectifs. Ceux de la compagnie ne coïncident pas nécessairement avec ceux du gouvernement fédéral.

Le programme de gazéification permet de différencier les régions russes et de faire des distinctions entre les régions de Russie orientale

La troisième hypothèse repose sur l'idée que la gazéification met en évidence des disparités territoriales, économiques et politiques entre les régions russes et que les régions de Russie orientale, si elles se différencient de celles de l'ouest, ne constituent pas un ensemble homogène.

Des différences existent entre les sujets fédéraux, que ce soit dans l'avancée de la gazéification, dans les résultats attendus ou dans les relations entre les acteurs. Le programme de gazéification représente un filtre qui permet de distinguer plusieurs catégories de régions et donne un éclairage sur le fonctionnement de la Fédération de Russie. Les différences dépendent des caractéristiques physiques, démographiques et économiques des régions, mais aussi de facteurs politiques. Comment prendre en compte ces divers aspects ? Le rôle des

régions dans le secteur énergétique et dans l'espace gazier permet-il d'expliquer les différences observées entre les territoires ?

En suivant cette piste, on cherchera à comprendre l'organisation spatiale du secteur gazier russe et la façon dont les régions se positionnent dans cette organisation.

Ainsi, on tentera de montrer que le programme de gazéification n'est pas uniquement un grand programme social mais aussi la traduction d'une stratégie de contrôle politique et économique de Gazprom, favorisée par le gouvernement fédéral, ce qui donne aux régions une importance variable en fonction de leur potentiel et de leur rôle. Cela explique également que le programme de gazéification est appliqué différemment selon les régions.

Organisation de la thèse

Après un cadrage méthodologique, la thèse est construite en quatre grandes parties.

Dans la première partie, le programme de gazéification sera principalement appréhendé comme cadre d'action. Il s'agira de montrer qu'il est une initiative prise au niveau du centre fédéral et relayée par les périphéries ainsi que de remettre le programme de gazéification dans son contexte. Cette remise en contexte nécessite d'abord de revenir sur les caractéristiques du secteur gazier russe et sur sa place au sein du système énergétique du pays. Les grandes notions mobilisées dans les réflexions sur l'énergie seront également explicitées (chapitre 1). La gazéification doit aussi être replacée dans une perspective historique puisque le développement des réseaux de transport et de distribution s'est déroulé à partir de la mise en valeur des gisements gaziers. Son retour sur le devant de la scène est à mettre en lien avec des programmes régionaux et sectoriels élaborés à différentes échelles (chapitre 2). Il a donné lieu à de nombreux discours, produits notamment par Gazprom. L'analyse de ces discours montre que le programme se présente avant tout comme un projet social (chapitre 3). Enfin, s'intéresser à la gazéification comme cadre induit de revenir sur les acteurs qu'elle implique. Le dernier chapitre de la première partie interrogera ainsi la notion d'acteurs ainsi que le fonctionnement de la verticale du pouvoir et le rôle clé de Gazprom (chapitre 4).

La deuxième partie vise à comprendre l'organisation du secteur gazier et du réseau de transport du gaz naturel en Russie. Elle mettra en évidence l'existence d'une logique centre-

périphérie à l'échelle fédérale. D'abord, les liens entre énergie et territoire seront explorés et la notion d'espace gazier sera utilisée afin de hiérarchiser et de mettre en relation les territoires (chapitre 5). En effet, en Russie, l'observation du réseau gazier permet de mettre en évidence un fort contraste entre partie occidentale et partie orientale du pays. Les pôles de production sont très concentrés spatialement et, du point de vue de la consommation, la fracture ouest/est s'affirme. Les prix du gaz révèlent également des disparités entre les régions (chapitre 6). L'étude de l'organisation du secteur gazier met ainsi en exergue les spécificités de la Russie orientale, ce qui nous conduit à réfléchir sur la place de cette région au sein de la Fédération de Russie (chapitre 7). Pour compléter le tableau de la traduction spatiale de la gazéification, on en fera le bilan, ce qui n'est pas sans soulever quelques difficultés, notamment à cause du problème de la fiabilité et de l'harmonisation des données. Il existe aussi des confusions dans la liste des régions incluses dans le programme. Finalement, le bilan est mitigé et donne lieu à des critiques (chapitre 8). Pourquoi ce bilan en demi-teinte ?

La troisième partie cherchera à répondre à cette question. La faiblesse des réalisations s'explique notamment par l'opposition entre plusieurs acteurs. Les tensions centre/périphérie sont l'une des lectures que l'on peut faire, même s'il convient d'y apporter des nuances. Les facteurs d'explication sont les fortes contraintes des territoires orientaux et leur faible peuplement, qui expliquent la modeste mise en valeur des réserves de Russie orientale. Cela nous permettra de mener une réflexion sur la notion de ressource et sur le passage de la réserve à la ressource (chapitre 9). Dans ces régions où la consommation est faible et les consommateurs dispersés, l'exploitation des gisements gaziers se conçoit également dans une perspective d'exportation. Un arbitrage s'observe entre les deux objectifs (chapitre 10). La Russie orientale n'a attiré l'attention de Gazprom que récemment. L'implantation de la compagnie dans cette région s'est accompagnée d'une appropriation des réserves qui a pu donner lieu à des tensions (chapitre 11). Les conflits qui ont émergé autour de la gazéification sont aussi liés à la répartition des compétences et aux moyens qui sont à la disposition des acteurs. Les projets de Gazprom succèdent aux initiatives régionales et attribuent aux acteurs régionaux des responsabilités qu'elles peinent à remplir (chapitre 12).

La quatrième partie sera consacrée à des études de cas qui permettront d'affiner l'analyse et de développer les enjeux de la gazéification à l'échelle régionale. Chaque chapitre correspondra à une région, avec une progression vers l'est. La première région étudiée est l'oblast de Tomsk, située en Sibérie occidentale et raccordée au système unifié

d'approvisionnement de Gazprom. La gazéification s'y déroule à un rythme modeste, limitée dans ses perspectives et ses financements (chapitre 13). Deux régions de Sibérie orientale seront ensuite étudiées. D'abord l'oblast d'Irkoutsk, qui dispose de réserves considérables mais où la gazéification est conflictuelle et les réalisations presque inexistantes. Le programme y a d'ailleurs été interrompu (chapitre 14). La République de Bouriatie est quant à elle à une région marginalisée dans le domaine gazier, où le programme régional est gelé (chapitre 15). Cette partie se clôturera sur les cas de deux régions d'Extrême-Orient. Dans le kraï du Primorié, la gazéification a coïncidé avec l'accueil du Sommet de l'APEC, mais ses résultats sont très limités. La région dispose de perspectives d'exportation qui pourraient ouvrir de nouveaux horizons (chapitre 16). Enfin, le kraï du Kamtchatka est une région confrontée à de graves problèmes énergétiques à cause de son éloignement. De petits gisements se trouvent sur son territoire et leur exploitation a débuté avec la réalisation du programme de gazéification, qui est ici un geste politique (chapitre 17).

Présentation méthodologique

Cette présentation sera relativement brève car les références et la démarche seront abordées plus en détail au cours du développement.

1. État de l'art

1.1. Géographie et énergie

La façon dont la géographie a investi les questions énergétiques sera examinée dans le chapitre 9, c'est pourquoi nous ne traiterons pas cet aspect ici. On peut toutefois faire le constat suivant : des recherches sur les problématiques énergétiques ont été menées par des géographes, mais l'énergie est restée un champ relativement peu exploré en géographie. Dans le contexte de la redéfinition des rôles des acteurs de l'énergie et de la transition énergétique, un regain d'intérêt et de nouvelles approches se développent cependant (Labussière, Nadaï, 2015).

1.2. Géopolitique, économie et énergie

Le domaine de l'énergie fait surtout l'objet d'analyses à caractère géopolitique ou économique, ce qui s'explique par les aspects techniques et le rôle stratégique du secteur énergétique, dont l'étude peut difficilement s'affranchir de l'analyse de rapports de force et de jeux politiques. Le titre du livre dirigé par Annette Ciattoni et Yvette Veyret, *Géographie et géopolitique des énergies* (2007), met en évidence la nécessité de tenir compte de ces aspects. Le caractère stratégique de l'énergie en fait un objet d'étude privilégié pour la géopolitique, comme en témoignent de nombreux ouvrages (Favennec, 2007 ; Furfari, 2007 et 2012) ou encore le numéro d'*Hérodote* publié en 2014 sur le thème « Géopolitique de l'énergie »¹⁸. Les hydrocarbures, en particulier, sont placés au cœur des réflexions (Dubois, 2007 ; Giraud, Boy de la Tour, 1987 ; Sébille-Lopez, 2006). La situation est souvent analysée à l'échelle mondiale : la répartition des ressources sur la planète est décrite, les pays sont classés selon

¹⁸ Géopolitique de l'énergie, *Hérodote*, Paris, La Découverte, n°155, 2014-10/12, 176 p.

les catégories de pays producteurs et de pays consommateurs et les flux qui les relient ainsi que les relations commerciales et politiques sont étudiés.

Ces études ont une composante économique. Certaines la mettent davantage en exergue que la dimension politique (Sevette, 1976). L'énergie est également un objet d'étude pour les économistes comme Jean-Pierre Hansen et Jacques Percebois (2010). Elle est un secteur que l'on peut étudier par divers biais, celui des marchés, de la formation des prix, de la régulation ou des entreprises. L'approche peut aussi privilégier une source d'énergie en particulier. Le cas du gaz naturel est ainsi abordé dans plusieurs ouvrages (Angelier, 1994 ; Terzian, 1998).

Ces lectures mettent en évidence les enjeux politiques et économiques indissociables de l'énergie et permettent de saisir les enjeux généraux relatifs à l'énergie. Elles soulignent de forts contrastes au sein de l'espace mondial, liés non seulement à la répartition des ressources, mais aussi aux politiques, aux réglementations adoptées et aux relations internationales. Elles s'attachent à évaluer l'importance de la Russie dans le monde d'un point de vue énergétique et par rapport à d'autres pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbures.

1.3. La Russie et l'énergie

L'énergie est un aspect incontournable de l'économie et de la politique russes. Les caractéristiques énergétiques sont donc évoquées dans les ouvrages de géographie de référence sur la Russie (Eckert, 2007 ; Marchand, 2007 ; Radvanyi, 2007) et David Teurtrie (2010) fait de la thématique énergétique l'un des trois grands volets abordés dans sa *Géopolitique de la Russie*.

Si le poids des hydrocarbures dans l'économie russe est déterminant, son évaluation fait l'objet de recherches et de débats (Kuboniwa, 2009 ; Kuboniwa, Tabata, Ustinova, 2005). Les chiffres varient selon les auteurs et les estimations.

L'importance du secteur énergétique pour la Russie conduit les chercheurs à articuler leurs analyses autour de la notion de puissance énergétique. Fiona Hill (2004) met en évidence le rôle des hydrocarbures dans le retour de la Russie sur la scène internationale et son affirmation comme une « superpuissance énergétique » dans les années 2000. D'autres auteurs font le même constat : Marshall Goldman (2008) considère également que les ressources énergétiques ont permis à la Russie de renouer avec un statut de superpuissance et que l'arrivée de Vladimir Poutine constitue un tournant dans l'histoire de ce pays et dans celle de son secteur énergétique. Les auteurs soulignent les contreparties de la prédominance des

hydrocarbures et les faiblesses qu'elle engendre (Tompson, 2007 ; Rutland, 2008). Stefan Bouzarovski et Mark Bassin (2011) optent pour une approche plus originale en s'intéressant à la façon dont les systèmes énergétiques influencent les discours et les pratiques de construction identitaire de la Russie. Ils se penchent sur la place de l'exploitation et de la gestion des ressources énergétiques dans les discours et les débats sur l'identité nationale, les relations internationales, la stratégie de développement et le rôle du pays à l'échelle mondiale.

Ces travaux lient l'importance du secteur des hydrocarbures pour la Russie à celle du pays sur la scène internationale à travers la notion de (super)puissance énergétique. Ce sont principalement les relations économiques et politiques avec l'extérieur qui sont alors examinées.

Parmi ces études, les relations entre la Russie et les pays européens ont suscité un grand intérêt, en particulier dans la littérature francophone et européenne. Les analyses mettent l'accent sur les dépendances et complémentarités entre les deux pôles (Boussena, Locatelli, 2010 ; Campaner, 2006, Dasseleer, 2009 ; Locatelli, 2012 ; Nies, 2008 ; Pirani, 2009). L'impact du facteur énergétique sur la diplomatie russe est un champ de recherche à part entière, que l'intérêt se porte sur les relations Russie-Europe ou Russie-Asie (Bayou, 2010 ; Sugino, 2004).

Si la politique énergétique russe est mise en relation avec celle de ses partenaires commerciaux, les évolutions du secteur des hydrocarbures en Russie sont également étudiées en elles-mêmes. Andrej Koržubaev (2007) en a dressé un tableau en les mettant en perspective dans le contexte mondial et en s'intéressant aux orientations des documents fédéraux officiels tels que la « Stratégie énergétique » du pays.

L'organisation interne du secteur a également donné lieu à de multiples publications. Parmi les principaux chercheurs dans ce domaine, on peut citer Catherine Locatelli, qui, depuis son analyse du modèle d'organisation des entreprises énergétiques après la disparition de l'URSS (Locatelli, 1998), s'est intéressée à divers aspects du secteur énergétique russe en conciliant une approche économique et politique. Elle a notamment souligné le renforcement du contrôle de l'État (Locatelli, 2011).

Le secteur gazier constitue un sujet d'étude à lui seul. Les grands enjeux auxquels il est confronté ont été mis en évidence par Jonathan Stern (2005), qui abordait notamment la question du déclin de la production des grands gisements de gaz naturel, celle de la place des

producteurs indépendants¹⁹ et des réformes du marché domestique. Les réflexions sur l'équilibre entre marchés domestique et d'exportation ont été poursuivies par Leslie Dienes (2007). Dans son article, il insiste sur la permanence du contraste spatial entre consommation et production depuis la période soviétique. La dissociation entre les deux s'est même renforcée avec la croissance de la part des exportations et leur rôle dans l'économie russe. Le développement de l'usage du gaz sur le marché domestique incite l'auteur à s'interroger sur les capacités de livraison de la Russie et sur les prix du gaz.

La question des prix est en effet déterminante pour comprendre à la fois l'organisation du secteur gazier russe et la politique de Gazprom à l'égard de ses partenaires commerciaux. La faiblesse des prix sur le marché domestique et les tentatives de réformes pour parvenir à un alignement sur les prix à l'exportation sont des thématiques traitées dans diverses publications (Eliseeva 2008 ; Henderson, 2011 ; Mitrova, Makarov, Malahov, 2005).

Un autre défi auquel le secteur gazier russe doit faire face a été étudié : il s'agit du maintien du niveau de la production. En effet, les grands gisements qui assurent actuellement la majorité de la production russe sont entrés en phase de déclin et les projets de mise en valeur de nouveaux gisements sont onéreux et peu avancés, ce qui engendre des incertitudes (Sagers, 2007). Tandis que Jonathan Stern (2009) questionne l'insuffisance des investissements dans le secteur, Christophe-Alexandre Paillard (2007) met ce problème en lien avec la domination de Gazprom dans l'industrie du gaz et la faiblesse des prix sur le marché domestique, qui rend les nouveaux investissements peu rentables.

Un point de vue très critique sur la gestion des hydrocarbures, et en particulier sur celle du secteur gazier, a été exprimé par Vladimir Milov²⁰ et Boris Nemtsov²¹ dans leur rapport « Putin i Gazprom » (« Poutine et Gazprom ») (2008). Tous deux ont par ailleurs rédigé plusieurs rapports dénonçant différents aspects de la politique de Vladimir Poutine. Selon eux, la stagnation de la production russe de gaz naturel s'explique par la corruption et par une mauvaise gestion, Gazprom se reposant uniquement sur les gisements déjà mis en exploitation.

Énergie et Russie sont donc un couple classique abordé de nombreuses manières par les chercheurs. La thématique du transport des hydrocarbures et des réseaux de pipelines n'a

¹⁹ Il s'agit des producteurs de gaz naturel en dehors de Gazprom.

²⁰ Vladimir Milov fut adjoint du ministre de l'Énergie de la Fédération de Russie de mai à octobre 2002 et dirige actuellement un groupe de réflexion indépendant sur l'énergie.

²¹ Boris Nemtsov était un homme politique russe qui fut ministre de l'Énergie d'avril à novembre 1997, sous la présidence de Boris Eltsine, ainsi qu'un opposant à Vladimir Poutine. Il fut assassiné le 27 février 2015.

pas non plus été délaissée. Les réseaux d'hydrocarbures, comme le constatait David Teurtrie (2007), sont souvent envisagés dans le cadre de relations bilatérales. Dans les études européennes, il s'agit principalement de celles entre la Russie et l'Union européenne. Les projets de gazoducs d'exportation, soulevant des enjeux directs pour les pays de l'Union européenne, sont ainsi évoqués dans de nombreux travaux. Jonathan Stern, Simon Pirani et Katja Yafimava (2015) s'interrogent par exemple sur la signification de l'abandon du projet *South Stream*. Les réseaux sont également appréhendés dans un cadre régional (Smith, 2004).

Enfin, ils ont fait l'objet d'une approche par la petite échelle dans les travaux de Jean Radvanyi (2002) et de David Teurtrie (2008). La problématique est alors celle de la réorganisation des réseaux de transport et de l'insertion de la Russie dans son contexte spatial. La dislocation de l'URSS a eu un impact sur l'ensemble de ces derniers, les réseaux existants se révélant inadaptés aux nouvelles frontières étatiques (Radvanyi, 2002). Dans le cas des pipelines, la Russie se trouvait dans une situation de dépendance à l'égard des nouveaux États et s'est lancée dans plusieurs projets pour échapper aux contraintes du transit. C'est également ce qu'a montré David Teurtrie (2008). Il s'appuie sur le réseau pétrolier et gazier pour étudier la stratégie de la Russie. La démarche adoptée dans la thèse s'approche de la sienne. Cependant, David Teurtrie, s'il rappelle que le réseau domestique s'est développé à partir de l'armature du réseau d'exportation, ne le prend pas en compte. Or, c'est justement l'objet de notre étude.

Peu de travaux s'intéressent au réseau de transport et de distribution du gaz naturel dans les frontières de l'espace russe. Le développement des réseaux gaziers est presque toujours mis en relation avec les enjeux d'exportation et l'approvisionnement du marché domestique russe est peu pris en compte. Le programme de gazéification est donc peu évoqué dans la littérature scientifique francophone et anglophone. Il est fait mention de la gazéification, en particulier en Russie orientale, mais sans entrer dans les détails (Dienes, 2007). En Russie, des travaux universitaires se sont emparés du sujet. Ainsi, Natal'ja Makryševa (2011) a rédigé une thèse sur la gazéification de l'Extrême-Orient russe. Si son approche possède des points communs avec la nôtre, en particulier en ce qui concerne la justification du choix du terrain d'étude, elle s'en démarque nettement. Il s'agit d'une thèse d'économie dont l'objectif est d'élaborer un modèle de prévision de la capacité de paiement des ménages et une méthode pour déterminer le choix le plus pertinent des modalités de gazéification (construction de conduites et/ou approvisionnement en gaz de pétrole liquéfié). Si l'étude aboutit à une distinction entre espaces ruraux et urbains, elle n'accorde pas d'importance aux problématiques spatiales.

Des articles scientifiques se sont également penchés sur des cas régionaux, comme celui de l'oblast de Tcheliabinsk, en privilégiant le prisme des difficultés rencontrées dans la réalisation du programme (Kobeleva, 2013). Enfin, un ouvrage a été consacré à la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk et fait le point sur son histoire, ses objectifs et son bilan (Stojanov, Fedčišin, Kudrjašov, Usov, 2011).

1.4. La Russie orientale

Quant à la Russie orientale, elle est aussi relativement négligée dans les recherches francophones. Il existe peu d'ouvrages de géographie qui lui sont spécifiquement consacrés et les angles d'approche sont éloignés du nôtre : on peut citer par exemple la monographie de Laurent Touchart (1998) sur le lac Baïkal. La thématique énergétique a été abordée par Yvette Marchand-Vaguet (2005), qui a proposé une réflexion sur l'exploitation des hydrocarbures dans le bassin de l'Ob (situé dans le district de l'Oural mais dans la région économique de Sibérie occidentale) et sur la logique d'intégration que cette exploitation a impulsée. Il ne s'agit toutefois pas exactement des mêmes territoires que ceux qui sont retenus ici. Au cours des dernières années, quelques articles de géographie en langue française ont été publiés sur la région, comme celui de Jean Radvanyi (2013) qui met en évidence les récentes velléités de mise en valeur de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient et les remet en perspective sur le long terme. Le cas de l'Extrême-Orient a été analysé par Cédric Gras et Vyacheslav Shvedov (2010).

Parmi les études anglophones, on peut citer les travaux de Leslie Dienes (1987), qui s'intéressait à l'Asie soviétique, et surtout à l'ouvrage de Fiona Hill et Clifford Gaddy (2003) qui abordent la question de la mise en valeur de la Russie orientale sous un angle volontairement polémique. Nodari Simonia (2004) a étudié la Russie orientale sous l'angle de la mise en valeur des réserves en hydrocarbures et de la lutte pour leur contrôle.

Dans la littérature russe, il existe logiquement davantage de publications sur la région, issues notamment des centres de recherche localisés en Russie orientale, qu'il s'agisse des Instituts de géographie et Universités ou des Sections de Sibérie et de l'Extrême-Orient de l'Académie des Sciences de Russie. Dans ces travaux, l'échelle adoptée est souvent celle de la région au sens de sujet fédéral (Vinokurov, Suhodolov, 2009) ou celle de la région du Baïkal ou de l'Extrême-Orient (Baklanov, Romanov, 2012). Ils font apparaître les spécificités des

régions orientales en termes de développement, de relations avec le centre fédéral et avec le reste de la Russie, ainsi que l'existence de différences au sein de cette Russie asiatique.

Quant à la thématique de l'énergie dans la région, si elle est peu mise en avant par les études francophones, des analyses lui sont consacrées aux États-Unis, au Japon et en Russie (Koržubaev, Filimonova, Eder, 2010) et elle est centrale dans les travaux produits par les centres de recherche régionaux (Université polytechnique de Tomsk, Institut des systèmes énergétiques d'Irkoutsk, Université d'Extrême-Orient). La problématique énergétique est reliée à celle de la coopération avec les pays de la région Asie-Pacifique. Ainsi, l'Institut des systèmes énergétiques d'Irkoutsk organise régulièrement des colloques en partenariat avec les pays asiatiques dans le cadre d'un projet de l'APEC sur l'intégration de la Russie dans la région Asie-Pacifique d'un point de vue énergétique²².

2. Sources utilisées

Les principales sources utilisées apparaissent dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Présentation des sources principales

Auteur	Nature	Intitulé	Date
Gouvernement fédéral	Programme de développement à l'échelle fédérale	Conception de long terme de développement social et économique de la Fédération de Russie jusqu'en 2020	Décret du 17 novembre 2008
	Programmes régionaux	Développement économique et social de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal jusqu'en 2013	Décret du 15 avril 1996
		Stratégie de développement social et économique de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal jusqu'en 2025	Décret du 28 décembre 2009
		Stratégie de développement social et économique de la Sibérie jusqu'en 2020	Décret du 5 juillet 2010
		Développement social et économique de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal	Décret du 29 mars 2013

²² Institut des systèmes énergétiques, Centre de recherche international sur les infrastructures énergétiques Asia-Energy, « Energy Links Between Russia and East Asia: Development Strategies for the XXI Century », Irkoutsk, Institut des systèmes énergétiques, Section sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, 30 août - 2 septembre 2010.

	Programmes sectoriels	Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020	Décret du 28 août 2003	
		Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2030	Décret du 13 novembre 2009	
		Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030	Décret 2008	
		Programme de création d'un système unifié de production, de transport et d'approvisionnement en gaz en Sibérie orientale et en Extrême-Orient en prenant en compte les perspectives d'exportation de gaz vers les marchés chinois et des autres pays de la région Asie-Pacifique	Décret du 3 septembre 2007	
	Documents législatifs principaux*	Loi fédérale « Sur l'approvisionnement en gaz de la Fédération de Russie »	17 mars 1999	
		Loi fédérale « Sur le sous-sol »	21 février 1992	
		Loi fédérale « Sur l'exportation de gaz »	18 juillet 2006	
	Décrets fixant les tarifs du gaz naturel	Décrets du Service Fédéral des tarifs	2013-2015	
	Gazprom	Rapports	Rapports d'activité annuels	2002-2014
			Gazprom en questions/réponses	2010-2015
Conférences de presse		Approvisionnement en gaz du marché domestique. Réalisation du programme de gazéification des régions russes.	2007-2012	
		Gazprom en Russie orientale, Entrée sur les marchés de l'Asie-Pacifique	2008-2012	
Magazine de la compagnie		Gazprom Žurnal (publication mensuelle)	2004-2013	
Site internet		Communiqués de presse	18 janvier 2002 – 20 mai 2014	
Administrations régionales	Programmes de développement régional	Divers intitulés selon les régions.	Diverse selon les régions.	
	Programmes de développement sectoriel et/ou de gazéification	Divers intitulés selon les régions.	Diverse selon les régions.	
	Sites internet des gouvernements régionaux	Communiqués de presse	2002-2013	
Municipalités	Programmes de	Divers intitulés selon les régions.	Diverse selon les	

	gazéification		municipalités
Journalistes	Articles consultés sur Factiva	Entrée « <i>gazifikacija</i> » (« gazéification ») dans la presse russe fédérale et régionale	2010-2012
		Entrée « <i>gazifikacija + Irkutskaja oblast'</i> » (« oblast d'Irkoutsk ») dans la presse russe fédérale et régionale	2006-2012
	Divers	Divers	2006-2015
Contact avec lequel un entretien a été effectué	Données de compagnies, d'ONG, données cartographiques, statistiques et scientifiques	Divers	Diverses

*La date donnée est celle de la première approbation des lois qui ont par la suite été amendées à plusieurs reprises.

Les données utilisées ont plusieurs origines. Il s'agit d'abord de documents fédéraux, dont l'étude a permis de replacer la gazéification parmi les objectifs et enjeux du secteur gazier russe et du développement régional. Les documents publiés par Gazprom constituent un corpus fourni. Outre les rapports annuels et les comptes-rendus de conférences de presse, on a pu utiliser le magazine publié par la compagnie, *Gazprom Žurnal*, dont les articles sont plus détaillés et plus rigoureux que les communiqués de presse disponibles sur le site de la compagnie. Le bilan a été fait sur toutes les informations disponibles, de 2002 à mai 2014. Le site a pu être consulté ultérieurement, mais à partir de mai 2014, il ne l'a pas été de façon systématique. Toutes ces données correspondent à une grande masse d'informations. Les articles n'ont pas toujours beaucoup d'intérêt sur le fond, le traitement de l'information n'étant pas approfondi (ils font par exemple mention d'une rencontre entre Gazprom et le gouverneur d'une région, du lancement d'un projet), mais ils fournissent des informations et permettent surtout de voir quelles sont les données relayées par Gazprom, quelles sont les thématiques et les régions qui apparaissent le plus.

Au niveau régional, les programmes de développement socio-économique des régions ont été consultés, de même que les programmes concernant le secteur énergétique et les programmes de gazéification régionaux lorsqu'ils existaient. Quand cela a été possible, on a aussi eu recours aux documents produits à l'échelon municipal. Les sites des gouvernements régionaux ont été analysés systématiquement pour chaque région étudiée. Une recherche a été faite et tous les matériaux contenant le terme « *gazifikacija* » ont été retenus. Les dates de début de la collecte de ces données varient en fonction des régions mais la recherche

systematique a été interrompue en août 2013. De même que pour les communiqués de presse de Gazprom, les informations se bornent parfois à énoncer un fait, mais leur étude permet de voir la fréquence avec laquelle le thème de la gazéification apparaît sur la scène régionale et sous quels aspects il est traité.

Des sources de presse ont également été consultées. Avant les séjours de terrain, l'outil Factiva, qui regroupe des sources d'actualité et d'information, a été utilisé et un ensemble d'articles publiés au cours de l'année 2011-2012 a été réuni. La recherche portait sur les articles en langue russe issus de la presse fédérale et régionale et sélectionnés sur la base de la mention du terme « *gazifikacija* ». Cette collecte a permis d'avoir une première approche de la gazéification pour en avoir une vision plus précise avant le premier séjour de terrain.

Une collecte d'informations a également été effectuée pour une région en particulier, celle de l'oblast d'Irkoutsk. La période retenue a été plus longue (2006-2012) dans le but d'avoir un aperçu du processus de gazéification préalable au travail de terrain.

Ces données ont été complétées par la consultation de documents de diverses natures dans les bibliothèques en Russie : ouvrages et articles scientifiques, données statistiques, publications des administrations régionales et presse régionale. Par ailleurs, d'autres sources de presse ont été consultées. La qualité de l'ensemble des articles de presse était extrêmement variable et il était indispensable de les recouper pour en tirer des informations utilisables.

Des informations ont également été obtenues auprès des acteurs rencontrés. Anatolij Malevskij, qui travaillait pour la *Vostočno Sibirskaja Gazovaja Kompanija*, m'a par exemple fourni des données relatives à cette compagnie. Jennifer Sutton, de l'ONG *Baikal Environmental Wave*, m'a donné l'ensemble de sa documentation et de ses échanges avec les compagnies gazières dans le cadre du projet de gazoduc à partir de Kovykta.

3. Démarche adoptée

Le programme de gazéification est étudié à trois stades (ceux-ci n'étant pas strictement chronologiques et successifs) : celui de son élaboration, celui de sa réalisation et enfin celui de son bilan. On peut ajouter à ces étapes le stade préliminaire, qui pourrait être rattaché à celui de l'élaboration et qui renvoie au contexte plus général du programme. L'étude des trois phases a nécessité de mobiliser différentes sources (voir tableau 3), même si cette vision est un peu simplificatrice.

Tableau 3 : Phases du programme de gazéification étudiées et sources utilisées

Étape	Aspect étudié	Sources mobilisées
PRÉLIMINAIRE	Compréhension des enjeux. Positionnement par rapport à un contexte plus large.	- Littérature scientifique.
ÉLABORATION	Cadre de la gazéification	- Programmes fédéraux, régionaux et des entreprises - Documents législatifs
	Fonctionnement du système d'acteurs (tel qu'il est prévu)	- Programmes
	Présentation et discours	- Rapports de la compagnie. - Communiqués de presse de la compagnie. - Sources de presse fédérale et régionale. - Communiqués de presse des autorités régionales.
RÉALISATION	Interactions entre les acteurs et conflits éventuels	- Entretiens. - Sources de presse.
RÉSULTAT	Forme prise par le réseau et organisation spatiale du secteur gazier	- Documents officiels. - Documents statistiques.
	Appréciation des acteurs	- Entretiens. - Presse.

Un travail bibliographique, nécessaire à la compréhension des enjeux et à la préparation du terrain, a d'abord été réalisé. Il a été mené en France et poursuivi en Russie, à la Bibliothèque nationale de Moscou et dans les bibliothèques et centres de recherche régionaux (voir tableau 6).

A l'issue de ce premier travail bibliographique, de grandes thématiques ont été identifiées et les principaux acteurs ont été repérés.

Une étude des discours sur la gazéification a été réalisée à partir des publications de Gazprom en particulier. L'abondance de la documentation rendait difficile un traitement de l'intégralité des articles de presse. Il s'agissait de voir comment la gazéification était présentée par la compagnie pour pouvoir mesurer les éventuels écarts entre l'image véhiculée par les discours et la réalité. La démarche adoptée est expliquée plus en détail dans le chapitre concerné (voir chapitre 7).

Le travail préliminaire a aussi consisté à sélectionner des régions pour effectuer des missions de terrain et à préparer une première grille d'interprétation et de questions.

4. Le terrain

4.1. Le choix du terrain

4.1.1. *Le choix de l'échelle régionale*

Le premier objectif était de retracer l'histoire, les grandes étapes de la gazéification à l'échelle de la Fédération de Russie, d'identifier les grands enjeux et de comprendre le fonctionnement général du programme. Cependant, l'analyser uniquement à petite échelle, celle du territoire fédéral, permet difficilement de saisir son fonctionnement et d'aller au-delà de l'image présentée dans les documents et dans les discours.

Ainsi, le choix a été fait de privilégier l'échelle régionale. L'analyse n'a pas été menée à plus grande échelle car il aurait été difficile, en raison des contraintes temporelles, de réaliser une comparaison entre plusieurs régions si une analyse au niveau local avait été effectuée. La décision a donc été prise de ne pas étudier l'exécution de la gazéification dans une ville ou une municipalité. En effet, un tel travail aurait été intéressant mais ne s'inscrivait pas dans la démarche adoptée. L'idée était d'obtenir une vision du programme de gazéification dans son ensemble, de voir comment il était appliqué dans plusieurs régions et de comprendre ce qui les différenciait ainsi que d'apporter un éclairage sur les rapports entre le centre et les régions. Or, d'un point de vue politique, la région semble le choix le plus cohérent pour appréhender les relations centre/périphérie en Russie.

De plus, les programmes de gazéification sont pensés par région, ce qui justifie également le choix de l'échelle régionale comme cadre privilégié d'analyse et d'appréhension. Les discussions se déroulent d'abord entre Gazprom et les autorités régionales. Ces dernières participent à l'élaboration du schéma de gazéification et doivent coopérer avec la compagnie.

Cependant, la gazéification concerne une soixantaine²³ de régions de la Fédération de Russie. Il était impossible de toutes les étudier. Il fallait donc en sélectionner plusieurs. Deux solutions pouvaient être envisagées : choisir un échantillon de sujets fédéraux représentatifs des différents cas de figure existant à l'échelle du pays ou se limiter à une partie du territoire pour constituer une sélection. Constituer un échantillon représentatif à l'échelle de la Russie

²³ Le nombre de sujets fédéraux inclus dans le programme de gazéification des régions de Russie de Gazprom varie selon les années.

semblait une tâche difficile. Il existe en effet une grande variété de situations et il n'était pas aisé, à l'aide des informations dont on disposait avant de réaliser les premières recherches de terrain, d'identifier des régions qui pouvaient servir d'exemples types. Atteindre une certaine représentativité, dans ce contexte, semblait compromis. La décision a donc été prise de restreindre l'analyse à une partie du territoire.

4.1.2. La Russie orientale

Le choix a été fait de s'intéresser exclusivement à la Russie orientale, entendue ici comme les districts fédéraux de Sibérie (même si une attention accrue se porte sur la Sibérie orientale) et d'Extrême-Orient. Cela se justifie par plusieurs raisons, présentées dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Les caractéristiques de la Russie orientale du point de vue de la gazéification

Caractéristiques	Conséquences	Conséquences méthodologiques
Particularités communes à l'ensemble de la Russie orientale	Un ensemble régional isolé dans les politiques fédérales et les stratégies de Gazprom	Un ensemble régional ayant une pertinence du point de vue du secteur gazier
Absence ou quasi absence de réseau gazier	Faible implantation initiale de Gazprom	Plus de facilité pour mesurer les avancées
	Spécificité des objectifs	Plus de simplicité dans le secteur de la distribution du gaz naturel
	Prix non régulés par le Service Fédéral des Tarifs	
Difficultés de mise en valeur et liens avec les problématiques d'aménagement du territoire	Contraintes des territoires (contraintes physiques, climatiques et humaines)	Existence de nombreux programmes (sources à étudier)
	Mise en valeur souhaitée par l'État	Possibilité d'étudier la coopération entre Gazprom et le gouvernement fédéral
Relations particulières avec le centre fédéral	Vellétés d'autonomie et critiques à l'égard des politiques menées par le centre	Un terrain propice à l'étude des relations centre/périphérie
Présence de gisements d'hydrocarbures	Programmes prévoyant de créer et de développer des centres de production de gaz naturel en Russie orientale	Prise en compte de la mise en valeur des gisements dans le développement des réseaux gaziers
Proximité avec les pays de l'Asie-Pacifique	Possibilités d'exportation vers l'Asie	Prise en compte de perspectives d'exportation comme objectif du développement du réseau gazier

La Russie orientale est identifiée par Gazprom comme par le gouvernement fédéral comme une région présentant certaines caractéristiques. Du point de vue de Gazprom, il s'agit de la partie du territoire russe qui n'est pas raccordée à son système unifié d'approvisionnement en gaz. L'isoler par rapport au reste de la Russie est donc justifié. Au premier rang des particularités présentées par la région se trouve l'absence ou la quasi absence de réseau gazier sur le territoire au moment du lancement du programme de gazéification. Le gaz occupait une place très marginale dans le mix énergétique des sujets fédéraux orientaux. Ces derniers ne sont pas inclus dans les zones tarifaires du Service Fédéral des tarifs et la question des prix du gaz se pose en d'autres termes que dans les régions occidentales. Cette situation présente un avantage : il est plus facile de mesurer les progressions quand elles s'effectuent *ex nihilo*. De plus, la situation est moins complexe, notamment du point de vue des acteurs impliqués. En effet, dans les régions de la Russie occidentale, depuis longtemps reliées au réseau gazier, le secteur de la distribution du gaz naturel est peu lisible. Après la chute de l'Union soviétique, ce secteur a été privatisé et le Glavgaz a été démantelé en une multitude de compagnies de distribution au statut plus ou moins clair et qui opèrent sur des territoires plus ou moins grands. Dans les régions orientales, le cadre est plus simple. Il existe peu de compagnies de distribution du gaz et il s'agit de compagnies de distribution de gaz de pétrole liquéfié (transporté par voie ferrée et non par conduites).

Par ailleurs, la Sibérie et l'Extrême-Orient sont des territoires qui présentent de fortes contraintes et sont difficiles à mettre en valeur : ils sont soumis à de rudes conditions physiques et climatiques, éloignés des grands centres économiques du pays, peu peuplés et en proie à des difficultés dans le domaine économique et social. Des projets de développement ont été lancés par le gouvernement fédéral, ce qui permet de disposer d'un ensemble de documents. Il existe donc un lien entre les problématiques d'aménagement du territoire et la gazéification de ces régions. Dans ce contexte, le développement du réseau de gazoducs apparaît comme la traduction d'une politique d'aménagement volontariste qui s'oppose à l'abandon de territoires périphériques aux conditions naturelles difficiles. L'opposition entre rentabilité des projets et objectifs d'équité territoriale et de développement est particulièrement exacerbée.

La question de la mise en valeur du territoire a donné lieu à des débats sur le pillage des ressources, organisé par le centre à son profit au détriment des régions. Les acteurs régionaux manifestent donc une certaine méfiance à l'égard de l'État fédéral. La Russie

orientale entretient des relations particulières avec le centre, ce qui en fait un terrain d'étude privilégié pour l'analyse des rapports centre/périphérie.

La région dispose de réserves en gaz naturel dont la majorité n'est pas encore exploitée. L'un des objectifs prônés par le gouvernement russe est de mettre en exploitation les gisements orientaux. On peut donc mettre en lien les enjeux relatifs à la production et la construction du réseau de gaz naturel.

Enfin, les régions de Russie orientale se situent à proximité de l'Asie-Pacifique, une zone en forte croissance et demandeuse en hydrocarbures. Le développement des réseaux se fait également dans une perspective d'exportation vers l'est. On peut donc interroger les liens entre développement des réseaux régionaux et exportation et différencier les sujets de Sibérie d'Extrême-Orient dans cette optique (présence de gisements ou non sur le territoire, localisation, distance par rapport aux marchés asiatiques).

4.1.3. Les critères de sélection des régions étudiées

Après avoir fait le choix des régions étudiées, il fallait encore en sélectionner quelques unes pour faire des études de cas. Pour cela, on s'est appuyé sur différents critères :

- L'inclusion dans le programme de gazéification, le nombre de régions orientales concerné étant limité.
- Le fait que les sujets fédéraux soient raccordés ou pas au système unifié d'approvisionnement en gaz de Gazprom.
- Les objectifs fixés.
- Les modalités de la gazéification (prévision de construire des gazoducs ou d'approvisionner les consommateurs en bonbonnes de gaz de pétrole liquéfié).
- La localisation géographique et les délimitations administratives (Sibérie, Sibérie orientale, Extrême-Orient).
- L'existence ou l'absence de réserves de gaz et de gisements mis en exploitation sur le territoire.
- L'existence ou l'absence de perspectives d'exportation.
- La situation économique régionale (présence d'un secteur industriel développé, produit régional brut...).
- La volonté politique de réaliser la gazéification (émanant du centre ou des régions), avec l'idée que certaines régions constituent des vitrines du programme.
- Le succès ou l'échec de la gazéification.

4.1.4. Les régions retenues

Le terrain a été réalisé dans cinq régions.

- **Moscou :**

Moscou a été retenu en tant que lieu de prise de décisions (présence du gouvernement fédéral, siège de Gazprom) et de concentration de la documentation (bibliothèques).

- **L'oblast de Tomsk :**

L'oblast de Tomsk est une région qui se différencie des autres sujets fédéraux étudiés. En effet, elle appartient au district fédéral de Sibérie et à la région économique de Sibérie occidentale et est raccordée au système d'approvisionnement en gaz unifié de Gazprom. La compagnie s'y est implantée précocement par rapport aux autres régions orientales et a fait de Tomsk sa tête de pont pour agir en Sibérie et en Extrême-Orient. L'oblast est également la première région sibérienne à s'être dotée d'une « Stratégie énergétique ». Par ailleurs, elle dispose de gisements gaziers mis en exploitation au début des années 2000. Les informations consultées avant le travail de terrain laissaient penser que la gazéification s'y déroulait de façon satisfaisante. Inclure la région dans notre étude permettait d'établir une comparaison entre une région déjà reliée au réseau gazier de Gazprom et des régions qui ne le sont pas.

- **L'oblast d'Irkoutsk :**

Dans les documents étudiés avant les séjours de terrain, le cas de l'oblast d'Irkoutsk apparaissait de façon récurrente. La région présente un certain nombre de caractéristiques intéressantes. Elle se situe en Sibérie orientale et est censée se trouver au cœur des programmes gaziers et de développement. Le Programme gazier oriental prévoit ainsi de faire d'Irkoutsk l'un des quatre nouveaux centres de l'industrie gazière de la Russie orientale. La région dispose en effet de réserves non négligeables en gaz naturel, parmi lesquelles celles du gisement de Kovykta. Des projets de gazéification existent depuis plusieurs années. Cependant, très peu de travaux ont été réalisés et un conflit est apparu entre deux projets de gazéification.

- **La République de Bouriatie :**

La Bouriatie est une région de Sibérie orientale dépourvue de ressources gazières, dont l'approvisionnement énergétique dépend en partie de l'oblast d'Irkoutsk. Elle se situe en dehors des grands corridors d'exportation vers les marchés asiatiques. Son secteur industriel est peu développé et les points de peuplement sont de petite taille. Dans les documents de Gazprom, la République était désignée comme une région pilote pour la « gazéification

autonome »²⁴. Il s'agissait donc de voir comment cette dernière était réalisée dans le contexte d'une région n'ayant aucune ressource en gaz.

- **Le kraï du Primorié :**

Le kraï du Primorié se situe en Extrême-Orient et dispose d'une façade sur l'océan Pacifique. La région ne possède pas de gisements d'hydrocarbures mais se trouve à proximité de l'oblast de Sakhaline où sont mis en exploitation plusieurs champs gaziers. La gazéification a été lancée en lien avec un événement international, la tenue du Sommet de l'APEC à Vladivostok en 2012. Elle dépend du gazoduc Vladivostok Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok et se comprend dans le cadre d'un projet d'exportation qui ferait de Vladivostok un terminal pour les exportations de gaz naturel liquéfié.

A ces régions a été ajouté le kraï du Kamtchatka, une région isolée, à la situation géographique symbolique (péninsule à l'extrémité orientale du pays), faiblement peuplée, en proie à des problèmes d'approvisionnement énergétique.

4.2. Déroulement du terrain

Il s'agissait d'étudier le déroulement de la gazéification dans les quatre régions que sont les oblasts de Tomsk et d'Irkoutsk, la République de Bouriatie et le kraï du Primorié. Pour cela, on s'est intéressé aux réalisations, à l'écart entre l'exécution du programme et à son contenu initial, aux enjeux, aux acteurs et aux interactions entre eux.

Ces quatre cas ont été comparés. On a tenté de mettre en évidence les points communs et les spécificités et de les expliquer, l'idée étant de voir ce que l'étude de ces régions nous apprendait sur la gazéification de la Russie orientale.

Deux séjours ont été réalisés, le premier du 12 avril au 2 juin 2012, à Moscou et Irkoutsk, le second du 16 mai au 13 août 2014 à Moscou, Tomsk, Irkoutsk, Oulan-Oudé et Vladivostok.

Lors de ces séjours, la littérature russe sur la question a été consultée et des entretiens semi-directifs ont été effectués auprès de quatre types d'acteurs : des entreprises, des administrations, des chercheurs et des ONG. Le travail préparatoire avait permis notamment d'identifier des acteurs et de prendre contact au préalable avec des chercheurs, des

²⁴ La gazéification autonome désigne l'approvisionnement des consommateurs en bonbonnes de gaz.

administrations et des compagnies. D'autres acteurs ont été contactés une fois sur place. La prise de contact a parfois été difficile et a nécessité de passer par de nombreux intermédiaires.

Dans le cadre des entretiens, des questions identiques ont été posées au sujet de l'historique et des objectifs de la gazéification, des avantages offerts par le gaz naturel pour la région et les consommateurs, des acteurs impliqués, des sources de financement et des obstacles rencontrés. Des questions propres à chaque région ont également été posées. Les entretiens ont été préparés en amont mais une certaine souplesse a été conservée dans leur organisation : les questions ont aussi été adaptées au discours tenu par les acteurs et aux informations obtenues. Ils ont été précisés et modifiés au cours des terrains.

4.2.1. Liste des entretiens et des lieux fréquentés

Tableau 5 : Liste des entretiens réalisés

Interlocuteur	Statut / Fonction	Date
1^{er} séjour de terrain (3 avril 2012 – 2 juin 2012)		
Moscou		
Vladimir Kolossov	Institut de géographie de l'Académie des Sciences de Russie, Laboratoire de recherches géopolitiques	06 avril 2012
Dmitri Aksënov et Ekaterina Čybakova	ONG " <i>Prozračnyj Mir</i> " / " <i>Transparent World</i> " (participation à l'évaluation du projet de gazoduc à partir de Kovykta)	09 avril 2012
Igor Tomberg	Institut des études orientales	11 avril 2012
Anna Sirina	Institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie des Sciences de Russie (participation à l'évaluation du projet de gazoduc à partir de Kovykta)	12 avril 2012
Roman Važenkov	ONG <i>Greenpeace</i> (participation à l'évaluation du projet de gazoduc à partir de Kovykta)	13 avril 2012
Tat'jana Nefëdova	Institut de géographie de l'Académie des Sciences de Russie	13 avril 2012
Mikhaïl Klejndlin	ONG <i>Greenpeace</i> , en charge du projet Altaï	17 avril 2012
Alexej Gromov	Institut de la Stratégie énergétique	20 avril 2012
Julien Gebel	Attaché à l'énergie à l'ambassade de France en Russie	20 avril 2012
Vladislav Karasevič	Directeur de Gazprom Promgaz	20 avril 2012
Irina Kiršina	Gazprom Promgaz	25 avril 2012
Evguenij Melehin	Gazprom Promgaz	25 avril 2012

Alexej Knižnikov	WWF Russie, en charge des projets liés aux hydrocarbures	26 avril 2012
Irkoutsk		
Nikolaj Voropaj	Institut des systèmes énergétiques de la Branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie	10 mai 2012
Natal'ja Sysoeva	Département des problèmes économiques et sociaux régionaux du centre scientifique d'Irkoutsk de l'Académie des Sciences	12 mai 2012
Il'ja Usov	Directeur de la Direction des innovations du ministère des Technologies de l'information, du développement de l'innovation et des communications de l'oblast d'Irkoutsk	13 mai 2012
Jennifer Sutton	ONG " <i>Baikal Environmental Wave</i> "	13 mai 2012
Anatolij Malevskij	Institut de géographie, auparavant au comité de direction de <i>Vostočno-Sibirskaja Gazovaja Kompanija</i>	17 mai 2012 21 mai 2012
Alexandr Abalakov	Institut de géographie, département du pétrole et du gaz	17 mai 2012
Anatolij Golovin	Institut de géographie, ex-directeur général de la compagnie Irkoutsk Gazprom, Directeur adjoint de Sidanko	21 mai 2012 24 mai 2012
Marina Djakovič	Institut de médecine (recherches sur les impacts de la gazéification)	23 mai 2012
Svetlana Muzyčuk et Boris Saneev	Institut des systèmes énergétiques de la Branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie	24 mai 2012
Natal'ja Bezik	Directrice du Département de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk	29 mai 2012
2^e séjour de terrain (16 mai 2013 – 13 août 2013)		
Moscou		
Vladislav Karasevič	Directeur de Gazprom Promgaz	22 mai 2013
Alexej Gromov	Institut du secteur énergétique et des finances de Moscou	25 mai 2013
Igor Tomberg	Institut des études orientales de Moscou	27 mai 2013
Tomsk		
Andrej Dmitriev	Directeur de la Chaire des Ressources naturelles, Université polytechnique de Tomsk	04 juin 2013
Grigorij Bojarko	Chaire d'économie des ressources naturelles, Université Polytechnique de Tomsk	5 juin 2013

Dmitrij Vejs	Directeur du Comité de gazéification du département de l'Énergie de l'oblast de Tomsk	10 juin 2013
Evgenij Makarenko	Département des grands travaux de l'administration de la ville de Tomsk	13 juin 2013
Svetlana Bašmakova	Centre Hériot-Watt	13 juin 2013
Aleksandr Rudačenko	Directeur de la Chaire du transport et du stockage du pétrole et du gaz, Université polytechnique de Tomsk	20 juin 2013
Galina Makarevič	Gazprom Transgaz Tomsk	21 juin 2013
Irkoutsk		
Jennifer Sutton	ONG " <i>Baikal Environmental Wave</i> "	29 juin 2013
Svetlana Muzyčuk, Aleksandr Ižbuldin, Elena Majsjuk	Institut des systèmes énergétiques de la branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie	01 juillet 2013
Aleksandr Košev	Institut des systèmes énergétiques de la branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie	01 juillet 2013
Anatolij Malevskij	Institut de géographie, auparavant au comité de direction de <i>Vostočno-Sibirskaja Gazovaja Kompanija</i>	02 juillet 2013
Anatolij Golovin	Institut de géographie et directeur de la compagnie « PKF Naftalajt »	02 juillet 2013
Trois membres du département	Département de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk	02 juillet 2013
Aleksandr Abalakov	Institut de géographie, département du pétrole et du gaz	03 juillet 2013
Natalia Sysoeva	Département des problèmes économiques et sociaux régionaux du centre scientifique d'Irkoutsk de l'Académie des Sciences	04 juillet 2013
Mikhail Vinokurov	Recteur de l'université d'économie et de droit d'Irkoutsk	04 juillet 2013
Oulan-Oudé		
Eduard Batocyrenov	Secrétaire scientifique de la section bouriate de la Société de géographie de Russie, chercheur de la section bouriate de l'Académie des Sciences	08 juillet 2013
Tumun Rydzynov	Doctorant en géographie	08 juillet 2013
Temur Boldaev et Aleksej Burkov	Département du développement du complexe énergétique de la République de Bouriatie	16 juillet 2013
Vladivostok		
Aleksej Lipatnikov	Directeur de la Compagnie Dal'regiongaz	19 juillet 2013

Oleg Svidan	Directeur de la subdivision du Primorié de la filiale de Gazprom Mezhrefiongaz Novossibirsk en Extrême-Orient	21 juillet 2013
Matvej Romanov	Institut de géographie de la section extrême-orientale de l'Académie des sciences	30 juillet 2013
Petr Baklanov	Directeur de l'Institut de géographie de la section extrême-orientale de l'Académie des sciences	30 juillet 2013
Aleksandr Burnaevskij	Ingénieur en chef, compagnie Primorskij Gaz	02 août 2013
Nikolaj Lovygin	Directeur du département de l'énergie du kraï du Primorié	05 août 2013
Galina Janbaeva	Directrice du Département pour les économies d'énergie et le développement des infrastructures, Direction du complexe énergétique de la ville de Vladivostok, Vladivostok,	06 août 2013
Aleksandr Gul'gov	Directeur de la Chaire du pétrole et du gaz de l'Université de Vladivostok, directeur de la compagnie « Dvnipi »	06 août 2013
Elena Parhomenko	Directeur adjointe du département et des combustibles du kraï du Primorié	07 août 2013

Tableau 6 : Bibliothèques et lieux fréquentés

Moscou	Bibliothèque nationale de Russie (Bibliothèque Lénine)
Tomsk	Bibliothèque de l'université polytechnique de Tomsk
Irkoutsk	Bibliothèque de l'oblast d'Irkoutsk (Bibliothèque Molčanov)
	Institut des systèmes énergétiques d'Irkoutsk
Oulan-Oudé	Bibliothèque du centre scientifique bouriate de la section sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie
	Bibliothèque nationale de la République de Bouriatie
Vladivostok	Bibliothèque Gorki du kraï du Primorié

4.2.2. Difficultés et limites du terrain

L'organisation du terrain a présenté quelques difficultés. Ainsi, l'entrée en contact avec des personnes ressources a nécessité du temps car les recherches ne s'inscrivaient pas dans un cadre préexistant et ne s'appuyaient pas sur un réseau de relations déjà établies, ce réseau a dû être constitué progressivement. Il a donc fallu prendre contact par le biais de nombreux messages et appels téléphoniques.

D'autre part, il a été difficile d'anticiper la situation sur le terrain. La situation telle qu'elle pouvait être vue de France, à partir des informations collectées, ne correspondait pas souvent à la réalité régionale. Le décalage était difficile à prévoir et à estimer. Il était également difficile de savoir dans quelle mesure les acteurs accepteraient le dialogue avant de se rendre réellement sur le terrain. Pour essayer de limiter autant que possible ce problème, une prise de contact a été effectuée au préalable.

Certains entretiens n'ont pas pu être obtenus. À Moscou, rencontrer des interlocuteurs s'est révélé délicat. Le siège de Gazprom n'a pas été accessible, mais des contacts ont été pris avec quelques filiales impliquées dans la gazéification. Cependant, malgré plusieurs échanges par courriels et par téléphone avec Gazprom Mezhrefiongaz, il n'a pas été possible d'obtenir un entretien. À Irkoutsk, j'ai contacté Gazprom Mezhrefiongaz et Gazprom Dobycha Irkutsk et j'ai rencontré le directeur de Gazprom Mezhrefiongaz, mais il a refusé de répondre aux questions.

Même lorsqu'il était possible de mener un entretien, on peut souligner certaines limites. Certains entretiens ont surtout reflété un discours officiel. Dans le cas de l'oblast d'Irkoutsk, on a pu observer une disproportion quantitative entre les discours des opposants aux projets de Gazprom et ceux de Gazprom. Cependant, le silence est lui-même une information : le refus d'une rencontre s'explique partiellement par l'échec des programmes.

Enfin, il faut noter que l'accès à certains documents m'a été refusé en tant que doctorante étrangère.

Première partie : La gazéification, un programme impulsé par le centre et relayé vers les périphéries

Photographie 1 : Présence du réseau de distribution de gaz naturel dans le paysage de Tomsk



Photographies prises par Sophie Hou, Tomsk :

- 1- En haut à gauche : le 09 juin 2013
- 2- En haut à droite : le 24 juin 2013
- 3- En bas à gauche : le 22 juin 2013
- 4- En bas à droite : le 11 juin 2013

Le réseau de distribution du gaz naturel est bien visible dans les villes : le gaz est transporté dans des conduites le plus souvent peintes en jaune (photographies 1 et 2). Le passage du gaz naturel se lit aussi sur les plaques fixées sur les murs, indiquant le diamètre et la pression des tuyaux (photographie 3).

Introduction de la première partie

L'objectif de cette première partie est d'étudier la gazéification en tant que programme. Pour cela, il faut d'abord présenter le secteur gazier russe, ses caractéristiques, son poids pour l'économie russe et les défis auxquels il est confronté aujourd'hui, ce qui permet de replacer la gazéification dans le cadre des évolutions qui affectent l'ensemble du secteur (chapitre 1). Afin de comprendre quand et dans quel contexte le programme de gazéification actuel a été mis en œuvre, il faut s'intéresser à l'histoire du développement du réseau de transport du gaz naturel en Russie ainsi qu'aux autres programmes qui ont été lancés en même temps que la gazéification (chapitre 2). Différents objectifs sont poursuivis et certains d'entre eux sont particulièrement mis en évidence, ce qui incite à analyser les discours, en particulier ceux produits par Gazprom, puisque la compagnie est l'acteur principal (chapitre 3). Identifier son rôle et ses relations avec les autres acteurs est la dernière étape dans l'appréhension du programme (chapitre 4).

Il s'agit dans cette partie de cerner la gazéification telle qu'elle apparaît sur le papier, c'est-à-dire avant qu'elle soit mise en œuvre, ou du moins indépendamment de sa mise en œuvre. On prend en compte uniquement sa présentation et son fonctionnement théorique, tel qu'il était prévu initialement. Les relations centre-périphérie sont ici appréhendées par la hiérarchie qui préside à l'élaboration des programmes et qui est induite par ces derniers.

Les principales questions qui serviront de fil directeur sont les suivantes :

- Quel est le contexte (temporel, spatial et de l'industrie du gaz russe) dans lequel a été lancée la gazéification ?
- A quels enjeux est-elle associée ?
- Comment est-elle présentée par Gazprom ? Existe-t-il des discours divergents à son sujet ?
- Dans quelle mesure le cadre créé pour et par la gazéification correspond-il à l'expression de relations centre-périphérie ?

Chapitre 1. Le secteur gazier au sein du système énergétique russe

Etudier les réseaux de transport et de distribution du gaz naturel en Russie nécessite de revenir au préalable sur le contexte dans lequel leur développement se réalise, ainsi que sur les caractéristiques du secteur du gaz naturel russe. Pour cela, il faut d'abord évoquer quelques notions importantes dans le domaine de l'énergie.

1. Le système énergétique

1.1. Définition

La géographie de l'énergie a d'abord négligé l'approche systémique. Les analyses s'attachaient à étudier la localisation des ressources, les zones de production et les zones de consommation ainsi que les échanges qui les relient. Cependant, l'expression « système énergétique » apparaît dès les premiers travaux de géographie sur l'énergie, notamment chez Pierre George (1950), même si son approche est essentiellement descriptive. Elle est aussi employée par certains auteurs pour analyser la situation de l'Union soviétique dans les années 1970 (Dienes, Shabad, 1979), mais est fréquemment utilisée sans être précisément définie, comme si sa compréhension allait de soi. Aussi allons-nous revenir sur cette notion pour tenter de mieux la cerner.

Le système énergétique possède les caractéristiques inhérentes à tout système. Il constitue une entité autonome par rapport à son environnement, organisée en structure stable et composée de plusieurs éléments en relation d'interdépendance (Denise Pumain, *Hypergéographie*). Il s'agit de déterminer quels éléments en font partie. L'emploi de l'expression « système énergétique » semble renvoyer à deux acceptions différentes. L'une est utilisée notamment par des spécialistes de l'énergie, des économistes, comme Jean-Pierre Hansen et Jacques Percebois (2010). Elle leur permet de mettre l'accent sur les processus et les interactions par lesquels on passe des énergies primaires aux énergies secondaires, puis finales et utiles. Cette conception a certes son intérêt, mais elle ne permet pas de faire apparaître le rôle des autres composantes. John Doneric Chapman introduit véritablement la notion de « système énergétique » dans le champ de la géographie de l'énergie et en propose une définition dans son ouvrage *Geography and Energy*. Selon lui, l'analyse géographique de l'énergie passe par celle des systèmes énergétiques, systèmes socio-économiques en interaction avec des

systèmes biophysiques. Il définit ainsi le système énergétique par l'interaction de différentes structures : fonctionnelle, économique, organisationnelle, spatiale, environnementale et sociale, lesquelles font intervenir des variables diverses (voir tableau 7).

Tableau 7: Les composantes d'un système énergétique selon John Chapman

Structure	Variables
Fonctionnelle	Technologies
Economique	Bénéfices et coûts
Organisationnelle	Réglementation
Spatiale	Distance et densité
Environnementale	Ressources
Sociale	Valeurs et perceptions

Source : Chapman, 1989.²⁵

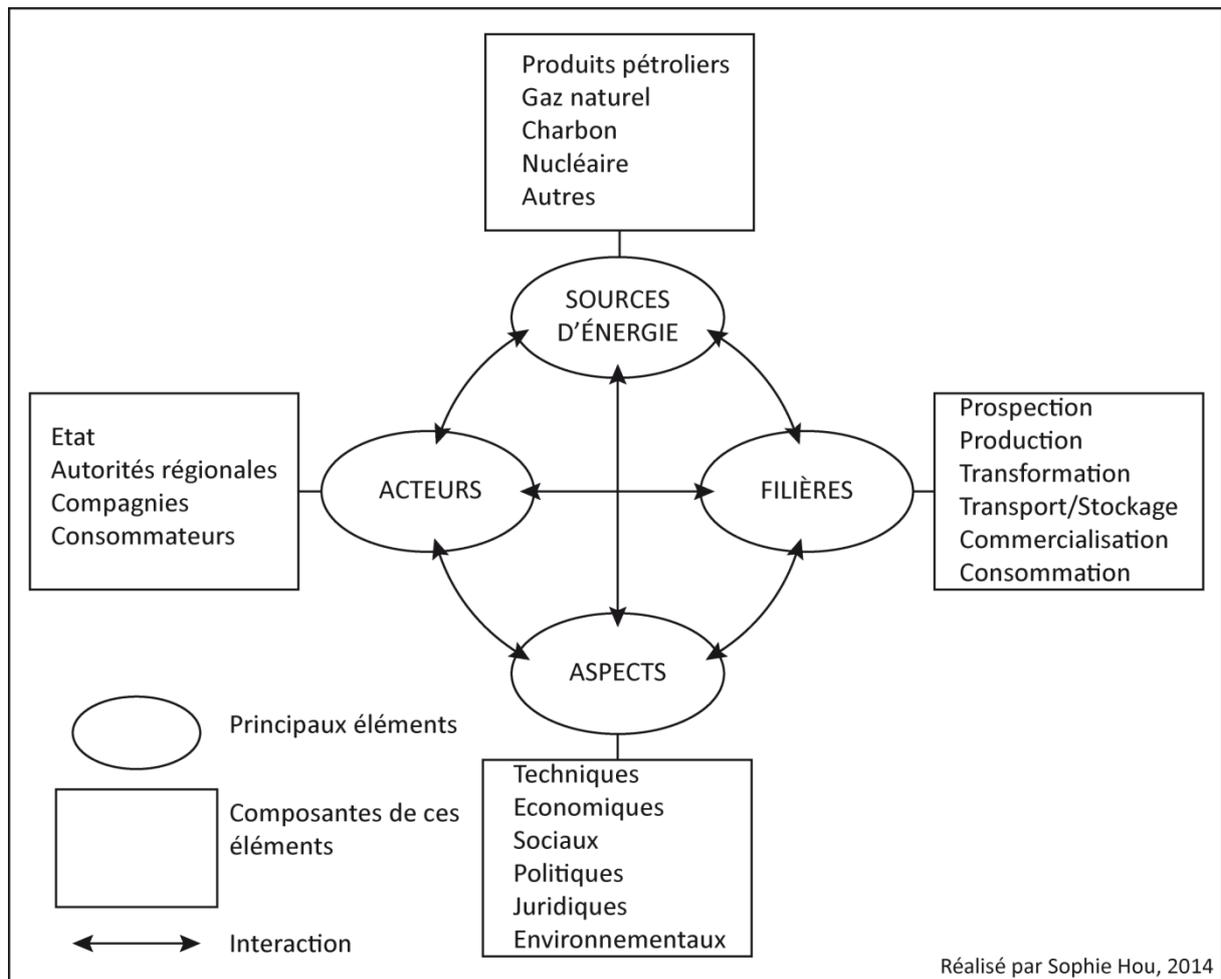
L'expression de système énergétique est l'objet de brèves définitions dans d'autres publications. Ainsi, dans un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA) (2013), il est défini comme : « l'ensemble des techniques et procédés d'extraction et de conversion qui permet d'assurer des services énergétiques aux utilisateurs finals ». Une définition plus complète est donnée dans un rapport de la Direction générale Énergie de la Commission des Communautés européennes (Girod, 1991) :

« Un système énergétique comprend tous les processus (ou activités) de prospection, de production, de transformation et d'utilisation de l'énergie, avec les opérations successives qui les composent et leurs différents aspects : techniques, économiques, sociaux et financiers. Il inclut aussi tous les acteurs qui participent au fonctionnement du système, de façon directe (producteurs, distributeurs) ou indirecte (utilisateurs de l'énergie des secteurs domestique, commercial et industriel). »

Cette définition semble plus intéressante : elle permet de tenir compte des multiples dimensions du système énergétique et de mettre en valeur leurs interactions (voir schéma 1). Les différentes composantes peuvent être hiérarchisées : si toutes ont un rôle à jouer, certaines sont privilégiées au détriment des autres. Chaque système énergétique se différencie ainsi des autres et correspond également à un contexte précis.

²⁵ Il semble qu'une erreur se soit glissée dans l'ouvrage de Chapman, qui fait correspondre structure spatiale avec valeurs et perception, et structure sociale avec distance et densité.

Schéma 1 : Le système énergétique à partir de la définition donnée par le rapport de la Direction générale Énergie



Le rapport propose également quelques clés de lecture. Ainsi, des catégories sont énoncées pour caractériser les systèmes énergétiques : il peut s'agir de systèmes centralisés ou décentralisés, intégrés ou non intégrés, ayant recours à des « énergies traditionnelles » ou à des « énergies modernes ». Bien que de telles catégories puissent faciliter l'analyse et la lisibilité des systèmes énergétiques, ces typologies sont souvent réductrices. Si l'on reprend toutefois cette grille de lecture, le système énergétique russe apparaît comme un système centralisé et intégré, fondé sur des énergies traditionnelles (hydrocarbures et charbon).

La notion de système repose sur l'idée de stabilité, c'est-à-dire d'une certaine permanence au cours du temps. Cependant, celle-ci n'est pas synonyme d'immuabilité, aussi un système énergétique n'est-il pas un objet figé, il faut tenir compte de sa dimension temporelle. Les différentes composantes sont constamment en interaction dans un équilibre évolutif : le poids des divers éléments et leur hiérarchie varient selon la période considérée et les circonstances. Un système connaît des évolutions, plus ou moins progressives ou brutales.

Le système énergétique ne fait pas exception à la règle, comme le fait observer Larry Hughes (2012) :

« Les systèmes énergétiques sont dynamiques, ils changent au cours du temps en s'adaptant par exemple au développement de nouvelles technologies énergétiques, à la hausse des prix de l'énergie, aux préoccupations du public au sujet des impacts environnementaux de la production d'énergie, aux changements des habitudes de consommation et au vieillissement des infrastructures existantes. »²⁶

Les changements sont complexes étant donné le nombre d'éléments mis en relation, ce qui induit une certaine inertie. En étudiant les programmes de développement du secteur gazier, il est nécessaire de prendre en considération ce contexte. Le seul secteur du gaz naturel recouvre déjà toute une chaîne d'activités et d'acteurs, mais il faut également le replacer dans un ensemble plus vaste. Son évolution a des répercussions sur d'autres activités et est donc soumise à d'autres enjeux. Dans quelle mesure peut-on entreprendre des transformations du secteur gazier sans affecter l'ensemble du système, et quelles sont les conséquences des transformations affectant le secteur gazier sur le système énergétique ?

Il y a deux façons de considérer le système : s'intéresser à son organisation interne ou mettre l'accent sur les entrées et les sorties, sur les flux d'énergie (Hughes, 2012). Le système énergétique est un système ouvert, en relation avec son environnement. Pour l'appréhender, il faut saisir les relations qui le lient aux autres systèmes. Ainsi, comme le mentionne le rapport de la Direction Énergie (Girod, 1991) :

« [L'analyse] ne saurait être entreprise en se cantonnant à l'intérieur du système et en limitant l'observation aux seuls phénomènes qui en relèvent directement, tels que les volumes de production et de consommation, les transformations des sources primaires en produits dérivés, ou le niveau des prix de l'énergie. Au contraire, c'est le plus souvent au travers des rapports que le système énergétique entretient avec les autres systèmes constitutifs de la réalité sociale, économique, démographique, géographique que se situent les clés d'interprétation véritablement utiles. [...] Les activités énergétiques s'exercent dans un environnement socio-économique particulier qui influence leur déroulement. »

L'organisation du système énergétique, dans le cas étudié, recoupe notamment celle du système politique, qui structure les relations hiérarchiques entre les différents échelons

²⁶ Traduction de l'auteur.

administratifs. En effet, l'organisation politique et institutionnelle induit des mécanismes de prise de décision et de réglementation du secteur énergétique. Elle détermine également les prérogatives et responsabilités des acteurs situés à chaque échelon. De plus, le système énergétique russe évolue en partie en fonction des ambitions politiques de l'État. Lors de son analyse et de celle des éléments qui le constituent, il est indispensable de prendre en compte la société dans laquelle il s'inscrit. Les principaux éléments de contexte à même d'exercer une influence peuvent se situer à plusieurs échelles et concerner plusieurs aspects (voir tableau 8).

Tableau 8 : Éléments extérieurs pouvant influencer le système énergétique

Échelle	Aspect
Internationale Nationale Régionale	Politique Economique Social Environnemental

Il existe une relation étroite entre le système énergétique et la société. Selon John Chapman (1989), chaque société se dote d'un système énergétique qui lui est propre. Celui-ci dépend des caractéristiques de la société en question et s'en fait le reflet, de même qu'il peut contribuer à la transformer. Timothy Mitchell (2013) met en évidence l'interdépendance entre formes politiques et sociales et système énergétique. Ce dernier constitue donc un angle d'approche pour appréhender des thématiques plus vastes et pour comprendre les caractéristiques d'une société particulière. Galina Kurlyandskaya, Gleb Potakovitch et Mikhail Subbotin (2010) soulignent le lien entre le secteur pétrolier et gazier russe, colonne vertébrale du système énergétique de la Russie, et la situation économique ainsi que politique dans le pays comme sur la scène internationale :

« Depuis son instauration il y a plus de 130 ans, l'industrie pétrolière et gazière de Russie est demeurée d'une grande importance pour les régimes russes qui se sont succédé – pour le régime tsariste, communiste tout comme pour l'actuelle Fédération de Russie. Le destin de cette industrie a fidèlement reflété les changements de la situation des systèmes économiques et politiques, aussi bien que les changements de la situation géopolitique et économique internationale. »

L'étude du système énergétique russe nous permettra alors de dépasser le cadre de la seule question énergétique et de mettre en évidence certains traits de la Fédération de Russie.

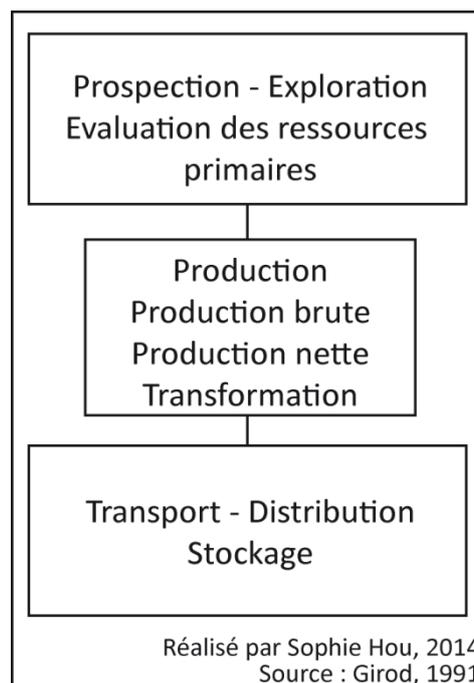
1.2. Les éléments d'analyse du système énergétique : les filières, le bilan énergétique, le bouquet énergétique

Le système énergétique ainsi défini peut être appréhendé de diverses manières, grâce à plusieurs indicateurs et par le biais de différents angles d'approche. Le but n'est pas ici de proposer une liste exhaustive des outils qui permettent de saisir l'organisation et le fonctionnement du système énergétique, ce qui semblerait d'ailleurs très ambitieux étant donné sa complexité. L'objectif est plus modestement de revenir sur quelques éléments qui peuvent être mobilisés et qui paraissent intéressants pour se saisir de la question.

1.2.1. Les filières

Chaque filière composant le système énergétique forme un tout que l'on peut étudier en lui-même. Une filière énergétique est définie « comme l'ensemble des chaînes qui conduisent un produit énergétique donné sur le marché des utilisations finales » (Girod, 1991). Elle met en évidence des relations verticales autour d'un produit. Trois grands segments sont identifiés (voir schéma 2) : le premier correspond aux activités de prospection et d'exploration des ressources, le second relève de leur production et de leur transformation, le troisième comprend leur transport, leur distribution et leur stockage.

Schéma 2 : Les grands segments d'une filière



Chaque source d'énergie crée autour d'elle toute une filière que l'on peut étudier de l'amont à l'aval, comme le suggèrent André Giraud et Xavier Boy de la Tour (1987). Ils proposent une approche qu'ils désignent comme l'« analyse géopolitique de filières ». Ils entendent par là une « étude des rapports de force qui déterminent, dans une large mesure, le déroulement des échanges et le comportement des agents économiques ». Celle-ci a pour champs d'investigation la géographie et la démographie, l'économie et les finances, le domaine technique, la politique, et s'attache à analyser une filière de l'évaluation des réserves à la distribution, en évaluant les positions de force s'exerçant aux différentes étapes. Chaque segment est en étroite relation avec les autres et il est important de saisir les articulations entre les différents stades (Girod, 1991). Chacun d'entre eux soulève des intérêts et des enjeux spécifiques tout en s'inscrivant dans des stratégies plus larges, concernant l'ensemble de la filière. De la même façon, des acteurs distincts interviennent au niveau de chaque segment mais peuvent entretenir des relations plus ou moins fortes ou être placés sous l'autorité d'autres acteurs qui contrôlent une partie ou la totalité de la filière et en ont donc une vision d'ensemble.

Pour analyser un segment de la filière, il est important de savoir comment il s'inscrit dans l'ensemble de la chaîne et de quelles manières les autres stades qui la constituent sont susceptibles d'avoir un impact sur lui. Il est également intéressant de distinguer les spécificités du segment en question des caractéristiques partagées par tous les éléments de la filière.

1.2.2. Le bilan énergétique

Pour caractériser le système énergétique, selon le rapport de la Direction Énergie (Girod, 1991) :

« Le cadre de synthèse le plus connu est le bilan énergétique: il représente formellement la succession des opérations et des flux énergétiques depuis la production jusqu'à la consommation. Il est partout l'objet de travaux destinés à le compléter, à le détailler, ou à l'actualiser annuellement. Mais il a ses propres limites et ne saurait constituer à lui seul l'Instrument de synthèse du système énergétique. »

En d'autres termes, il s'agit de « la représentation comptable de la façon dont est produite, importée, transformée l'énergie d'un pays au cours d'une période, l'année généralement » (Hansen et Percebois, 2010, p. 3). Le bilan énergétique est le produit de

« contraintes de la géographie (disponibilité ou non de ressources énergétiques nationales) » et du poids de l'histoire (politiques énergétiques suivies) » et met ainsi en évidence de très fortes disparités entre les pays.

1.2.3. Le bouquet ou mix énergétique

Le bouquet énergétique est un autre indicateur utile pour caractériser le système énergétique d'un territoire en l'appréhendant du point de vue de sa consommation en énergie, c'est-à-dire en mesurant la part de chaque énergie dans sa consommation (Brault et Dollet, 2013, p. 277) :

« Le bouquet (ou mix) énergétique se définit comme la répartition des énergies primaires (hydrocarbures, gaz, éolien, hydraulique, solaire, nucléaire, biomasse...) dans la production d'énergies directement utilisables comme l'électricité, la chaleur, etc., et ceci quelle que soit l'échelle. Sa composition résulte principalement de la disponibilité des ressources, de leurs coûts d'exploitation et des retours en termes de services rendus, de minimisation des risques et des impacts environnementaux (émission de gaz à effet de serre notamment) et de gains économiques, et ce à une période donnée. »

Le bilan énergétique et le bouquet énergétique donnent tous deux un aperçu de la sécurité énergétique, le premier en montrant si le pays est autosuffisant ou s'il doit importer de l'énergie pour sa consommation, donc en appréciant sa dépendance extérieure, le second en évaluant la diversité des énergies consommées, donc en estimant la dépendance à l'égard des sources d'énergie. Le mix énergétique est équilibré si les différentes énergies sont représentées à parts égales, ou déséquilibré s'il y a domination d'un type d'énergie.

Le recours à la notion de système énergétique permet de mettre en évidence la complexité du secteur énergétique. Analyser le secteur du gaz et le développement des réseaux gaziers ne relève pas seulement de questions techniques mais sollicite de multiples aspects et il est nécessaire de faire le lien entre ceux-ci pour comprendre les réels enjeux soulevés par le programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie.

2. La sécurité énergétique

2.1. Définitions

Par le concept de sécurité énergétique, on dispose d'un moyen d'évaluer un système énergétique de façon générale. Il permet de porter un jugement global, de repérer des atouts et des faiblesses. L'idée que l'approvisionnement ininterrompu en énergie possède une importance critique pour le bon fonctionnement d'une économie explique l'intérêt porté à la sécurité énergétique (Kruyt *et al.*, 2009). Toutefois, préciser ce que l'on entend exactement par sécurité énergétique n'est pas chose aisée. Les définitions ont évolué au cours du temps et plusieurs coexistent actuellement. Le concept a été enrichi progressivement et des indicateurs plus ou moins nombreux sont proposés pour le cerner.

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, la sécurité énergétique était liée à l'approvisionnement en carburants de l'armée puis très vite à celui de la société toute entière (Cherp et Jewell, 2011). Les crises pétrolières des années 1970 renforcent cette dimension et associent sécurité énergétique et interruptions potentielles de livraisons de pétrole du Moyen-Orient (APEREC, 2007). La sécurité énergétique est essentiellement abordée sous un angle stratégique et géopolitique (Cherp et Jewell, 2011).

Cependant, les définitions ne se restreignent pas à ce domaine. Comme le rappelle Catherine Locatelli (2013), la définition la plus sommaire est celle donnée par l'Agence internationale de l'énergie (IEA) en 2001 :

« Pour l'AIE, « la sécurité énergétique est définie en termes de capacité physique des fournisseurs à satisfaire une demande à un prix donné ». Elle inclut à ce titre une dimension « physique » se référant à une offre énergétique fiable et disponible en quantité suffisante et une dimension économique liée aux aspects de volatilité et de niveaux de prix. »

Certains auteurs critiquent cette définition : Xavier Labandeira et Baltasar Manzano (2012) soulignent le fait qu'il n'est pas précisé si la disponibilité doit être continue, si la satisfaction de la demande tient compte de l'hétérogénéité des sources d'énergie et que la définition reste trop vague sur la question des prix.

Des conceptions plus larges de la sécurité énergétique existent. L'Asia Pacific Energy Research Centre (APEREC, 2007) définit la sécurité énergétique comme :

« La capacité d'une économie à garantir la disponibilité de l'approvisionnement en énergie en temps voulu et de manière durable tout en assurant un prix de l'énergie qui ne nuise pas aux performances de l'économie. »²⁷

Ce centre de recherche est à l'origine de « l'approche des 4 A » : disponibilité (*Availability*), accessibilité (*Accessibility*), accessibilité des prix (*Affordability*) and acceptabilité (*Acceptability*). Trois éléments fondamentaux de la sécurité énergétique sont distingués : le caractère physique de la sécurité énergétique, la disponibilité et l'accessibilité aux sources d'approvisionnement ; la dimension économique, la capacité financière à acquérir les ressources et à développer les infrastructures énergétiques et la dimension environnementale, l'usage de ressources d'une façon respectueuse des principes du développement durable. Benjamin Sovacool et Marilyn Brown (2009) reprennent également ces éléments mais introduisent l'idée de régulation et mentionnent aussi l'efficacité énergétique.

Vlado Vivoda (2010) critique l'approche qui repose essentiellement sur la fourniture en pétrole et la gestion de crise. Il met en avant la nécessité de s'adapter aux évolutions du contexte. En s'appuyant sur d'autres travaux, il mentionne quatre défis majeurs que le concept de sécurité énergétique devrait inclure. Le premier correspond aux questions environnementales comme le changement climatique. Le deuxième est lié au développement des nouvelles technologies dans la mesure où le rôle des énergies alternatives et renouvelables s'accroît. Le troisième relève de la gestion de la demande. Celle-ci n'est pas un donné, il peut y avoir des augmentations de la demande, ou à l'inverse de fortes réductions et donc des surplus de l'offre. Les derniers types de défis mentionnés sont d'ordres socio-culturels et politiques et se manifestent sur la scène domestique, par le développement du syndrome NIMBY²⁸ et de préoccupations de justice environnementale qui suscitent des débats autour de la construction de certaines infrastructures. Vlado Vivoda ajoute d'autres éléments à incorporer dans le concept de sécurité énergétique :

- la « sécurité humaine », c'est-à-dire la capacité de l'État considéré à fournir à l'ensemble de sa population des services de base, comme l'accès à la sécurité ;
- la dimension internationale, soit l'implication de l'État dans les réflexions internationales et sa coopération internationale au sujet des questions énergétiques ;

²⁷ Traduction de l'auteur.

²⁸ NIMBY correspond à l'acronyme « Not in my backyard », traduit en français par « Pas dans mon arrière-cour ». ou « Pas dans mon jardin ». Le syndrome NIMBY désigne la réaction d'opposition des riverains lorsque des équipements publics, générateurs de nuisances, doivent être construits dans leur voisinage.

- les relations publiques, c'est-à-dire ce qui touche à la participation du public, les campagnes de sensibilisation sur les questions liées à la sécurité énergétiques ;
- enfin la politique, c'est-à-dire l'existence ou non d'une politique de sécurité énergétique apte à réagir face aux défis nouveaux comme traditionnels.

La sécurité énergétique a historiquement d'abord été une préoccupation de pays importateurs et aujourd'hui encore, « la plupart des études conçoivent la sécurité énergétique en termes de sécurité d'approvisionnement en pétrole » (Vivoda, 2010). Cependant, si le pétrole a longtemps fait l'objet de toutes les attentions, les réflexions actuelles s'élargissent à d'autres énergies, en particulier le gaz naturel. Bien que, comme l'affirment de nombreux auteurs (Vivoda, 2010 ; Labandeira et Manzano, 2012), la question ait été abordée prioritairement du point de vue des pays importateurs, elle se pose en réalité également pour les pays producteurs et exportateurs. Les dirigeants de l'OPEC ont insisté pour que la sécurité énergétique soit considérée d'un point de vue global, comme un concept mettant en relation pays exportateurs et importateurs (Labandeira, Manzano, 2012). Les tentatives des pays importateurs de réduire leurs importations énergétiques ne sont pas sans conséquences sur les producteurs d'énergie. Dans cette perspective, il faudrait tenir compte non seulement du niveau des prix, mais aussi de leur volatilité. Cependant, cette conception n'est pas unanimement partagée. Dans l'article de Bert Kruyt *et al.* (2009), l'expression « sécurité énergétique » est considérée comme le synonyme de *security of supply* (SOS), c'est-à-dire sécurité de l'approvisionnement.

Les définitions de la sécurité énergétique sont nombreuses, mais on peut mettre en évidence certains points sur lesquels la majorité d'entre elles se rejoignent. La plupart soulignent son caractère multidimensionnel (Locatelli, 2013 ; Costescu Badea, 2010). Aleh Cherp et Jessica Jewell (2011), revenant sur l'émergence et la construction du concept, constatent que les premières approches de la sécurité énergétique relevaient de théories politiques et stratégiques, puis que les sciences naturelles et techniques et l'économie ont été sollicitées. Ils proposent d'examiner la sécurité énergétique sous trois perspectives, chacune liée à l'un des trois grands champs cités précédemment. Ils distinguent ainsi la souveraineté (*sovereignty*, dimension géopolitique), la robustesse (*robustness*, liée aux sciences naturelles et techniques) et la résilience (*resilience*, liée à l'économie). L'APEREC (2007) évoque également trois composantes fondamentales – les composantes physique, économique et le domaine du développement durable – tout en soulignant par ailleurs l'importance de la géopolitique. Bert Kruyt, D. P. van Vuuren, H. J. M. deVries et H. Groenenberg (2009), qui font un état des lieux au sujet du concept de sécurité énergétique, reprennent ces quatre

dimensions, de même qu'une étude américaine mentionnée par l'IEA (2011), qui y ajoute un autre élément : la fiabilité des infrastructures. Il en ressort que pour appréhender la sécurité énergétique dans sa conception élargie, il faut faire appel à la géopolitique aussi bien qu'à des éléments physiques, relevant de l'économie, du domaine social et environnemental.

Si de grandes dimensions sont ainsi distinguées, c'est pour être mises en relation à travers le concept de sécurité énergétique, et non pour être étudiées séparément. Aleh Cherp et Jessica Jewell (2009) leur reconnaissent un intérêt tout en critiquant le caractère arbitraire de telles classifications. L'IEA (Jewell, 2011), si elle évoque deux dimensions, physique et économique, mentionne la critique qui est faite de cette approche et le caractère artificiel de cette distinction. La nécessité de tenir compte de tous les éléments et d'adopter une approche globale est prônée par Benjamin Sovacool et Jessica Brown (2009). Lorsque les analyses se penchent plus précisément sur les facteurs qui jouent un rôle dans la sécurité énergétique, on constate que presque tous recourent plusieurs composantes (APEREC, 2007). Par exemple, la question de l'accessibilité à l'énergie, telle qu'elle apparaît dans l'article de Bert Kruyt *et al.* (2009), possède un caractère géopolitique, dans la mesure où l'accès aux ressources est conditionné par l'absence de concordance dans la répartition des zones de production et des centres de consommation. Il se comprend en tenant également compte des coûts. Cependant, maintenir une interaction entre tous les aspects évoqués n'est pas sans difficulté, d'autant qu'ils peuvent entrer en opposition. Il s'agit non de privilégier l'un d'entre eux mais de rechercher un équilibre.

Un autre point transcendant le cloisonnement disciplinaire et que l'on retrouve dans de nombreux travaux est la division domestique/externe (Jewell, 2011 ; APEREC, 2007). Ainsi, il est possible, pour améliorer la sécurité énergétique, d'agir sur des facteurs domestiques, comme par exemple l'efficacité énergétique, ou sur des facteurs externes, comme la diversification des fournisseurs d'énergie. Cette idée de diversification est également un élément clé. Elle prend trois aspects distincts. Dans l'idéal, la diversification doit être celle des fournisseurs, celle des énergies consommées et doit également être spatiale : les infrastructures doivent être localisées à des lieux différents pour limiter les impacts en cas d'atteinte à l'une d'entre elles (Sovacool et Brown, 2009).

Enfin, la sécurité énergétique est un concept dynamique. Elle ne correspond pas uniquement à un état de fait, mais aussi à une capacité à faire face à une situation de crise, à des changements brutaux. Aleh Cherp et Jessica Jewell (2009) font de la résilience l'une de ses trois grandes composantes et le modèle élaboré par l'IEA (Jewell, 2011), le « Model of

Short-term Energy Security » (MOSES), propose une classification des indicateurs selon une distinction risques/résilience.

L'existence de modèles tels que le MOSES montre que les définitions de la sécurité énergétique ont une dimension pratique. Les auteurs cherchent à repérer une série d'indicateurs simples (Vivoda, 2010) et/ou complexes (Kruyt *et al.*, 2009 ; Jewell, 2011 ; Costescu Badea, 2010) dans le but d'établir des modèles, des classifications et des typologies qui constitueraient une aide pour les politiques adoptées dans le domaine de l'énergie.

Comme en atteste le nom du modèle de l'IEA, la question de la temporalité joue un rôle essentiel. La sécurité énergétique peut être envisagée à court ou à long terme et les enjeux ne sont pas les mêmes. Sur le court terme, les préoccupations centrales sont les interruptions dans l'approvisionnement tandis que les analyses sur le long terme prennent en compte les aspects structurels des systèmes énergétiques (Kruyt *et al.*, 2009) et la stabilité politique des régions (Locatelli, 2013).

La sécurité énergétique peut être étudiée à différentes échelles. Souvent, elle est analysée à l'échelle étatique ou supranationale, comme pour l'Union européenne, ou encore régionale, dans le cas par exemple de l'Asie-Pacifique (Vivoda, 2010 ; Shadrina, 2010), mais il est également possible de s'intéresser à la sécurité énergétique à une plus grande échelle, celle de régions intra-étatiques. Evgeny Melekhin et Irina Kirshina (2010) soulignent ainsi que la sécurité énergétique de la Russie renvoie aussi à celle de ses composants (les sujets fédéraux). Or, si la dépendance énergétique ne représente pas un défi pour la Russie en général, il en est autrement pour 40-45 % des sujets fédéraux, qui sont confrontés aux problèmes de disponibilité et d'accessibilité (volumes, prix et possibilité de transport) des ressources énergétiques et dont l'autosuffisance peut être faible. Si l'échelle prise en compte est susceptible de varier, certains auteurs privilégient un aspect particulier, une énergie.

On peut donc s'interroger sur ce que recouvre la sécurité énergétique lorsqu'on l'applique au gaz naturel. L'IEA (Jewell, 2011) identifie les indicateurs suivants (voir tableau 9).

Tableau 9 : Dimensions et indicateurs de la sécurité énergétique pour le gaz naturel selon l'IEA

	Risques	Résilience
Externe	Dépendance de l'importation Stabilité politique des fournisseurs	Points d'entrée : terminaux GNL, gazoducs Diversité des fournisseurs
Domestique	Production off-shore	Capacité de stockage du gaz naturel Intensité gazière

Catherine Locatelli (2013) isole également quelques indicateurs qui concernent spécifiquement le gaz naturel (voir tableau 10).

Tableau 10 : Quelques indicateurs de la sécurité énergétique appliquée au gaz naturel d'après Catherine Locatelli (2013)

	Vulnérabilité	Dépendance
Approche par les volumes	Consommation gazière <i>per capita</i> . Degré de concentration. Caractéristiques de l'offre.	Importations / consommation totale de gaz
Approche économique	-	Consommation de gaz / PNB

La comparaison de ces deux tableaux est instructive, elle met en évidence la diversité des perspectives adoptées pour évaluer la sécurité énergétique, même lorsque celle-ci est restreinte à une énergie en particulier, ainsi que la diversité des indicateurs qui en découle.

La majorité des études tentent d'établir un modèle global, applicable à tout État ou territoire, pour mesurer la sécurité énergétique. Cependant, nombre d'entre elles mettent aussi en avant l'importance des spécificités nationales : « Les différences de styles nationaux, de conditions géologiques et géographiques influencent également les conceptions de la sécurité énergétique »²⁹ (Sovacool et Brown, 2009). L'analyse de la sécurité énergétique d'un territoire nécessite de bien cerner le contexte national sans s'enfermer dans des considérations générales abstraites (Cherp et Jewell, 2011). Bert Kruyt *et al.* (2009) rappellent : « Il n'y a pas d'indicateur idéal dans la mesure où la notion de sécurité énergétique dépend fortement du contexte. »³⁰ Les préoccupations diffèrent selon les États. Leur histoire modèle leur façon d'appréhender la sécurité énergétique. Beaucoup de pays ont une vision restreinte de la

²⁹ Traduction de l'auteur.

³⁰ Traduction de l'auteur.

sécurité énergétique et n'accordent d'attention qu'à l'un des critères précédemment cités (Sovacool et Brown, 2009).

La sécurité énergétique est un concept multidimensionnel qui fait l'objet de définitions multiples et plus ou moins larges. Bert Kruyt *et al.* (2009) s'interrogent sur ce problème de restriction ou d'élargissement de la définition et sur le danger de diluer le concept à force de vouloir y faire entrer trop d'éléments. Sa complexité n'a rien d'étonnant : le système énergétique est également une notion complexe.

2.2. Sécurité et politique énergétiques russes

Comme nous l'avons vu précédemment, la façon dont la sécurité énergétique est appréhendée varie non seulement dans le temps mais aussi dans l'espace. L'une des difficultés pour proposer une définition de la sécurité énergétique est que chaque pays en a sa propre conception (Cherp et Jewell, 2011). Celle-ci dépend de facteurs naturels, par exemple de la présence de ressources énergétiques sur le territoire national, mais aussi de facteurs moins facilement identifiables, d'un ensemble d'héritages et de représentations. Selon les contextes et les préoccupations du moment, la sécurité énergétique prend en compte différents éléments. Cependant, si le concept de sécurité énergétique repose sur une situation observable, un ensemble de faits objectifs et de données quantifiables, il est mis en pratique, notamment dans le cadre de décisions politiques. Il peut exister un décalage entre la définition théorique et scientifique de la sécurité énergétique et sa mise en application. Ainsi, les questions environnementales apparaissent souvent davantage comme une contrainte que comme un objectif prioritaire pour les décideurs politiques (Jewell, 2011).

Les actions déployées dans le secteur énergétique dépendent de la vision qu'ont les responsables politiques et économiques ainsi que de leur capacité de les mettre en œuvre. La politique énergétique élaborée par le pays donne un aperçu de ce qui est entendu par sécurité énergétique. La sélection des indicateurs utilisés pour évaluer la sécurité énergétique reflète en grande partie les discours dominants (Cherp et Jewell, 2011). La politique n'est certes pas l'unique levier qui exerce une influence sur le secteur énergétique, mais c'est celui qui nous intéresse et il peut être analysé à travers les sources disponibles, comme la « Stratégie énergétique de la Fédération de Russie ».

La définition que Jacques Percebois (2001) donne de la politique énergétique montre bien son lien avec la sécurité énergétique :

« La politique énergétique peut être définie comme l'ensemble des objectifs retenus par la puissance publique pour assurer l'approvisionnement énergétique du pays dans les meilleures conditions de coût et de sécurité, et des moyens réglementaires et incitatifs mis en œuvre pour l'obtention de ces objectifs, objectifs et moyens étant coordonnés dans le respect des choix prioritaires fixés par la collectivité et sous la limitation des contraintes physiques, environnementales, économiques et sociales existantes. »

Cependant, une telle définition dépend du pays dont il est question. Ici, les objectifs mis en avant sont la sécurité d'approvisionnement et l'accessibilité (géopolitique comme économique) de l'énergie. Il s'agit du point de vue d'un pays importateur et il ne correspond pas exactement à la situation russe.

La démarche poursuivie par un certain nombre de chercheurs est de rechercher une compréhension globale de la sécurité énergétique, d'identifier des indicateurs applicables à toutes les situations. Ici, dans le cadre de notre travail, il s'agit surtout d'évaluer les caractéristiques de la Russie et de comprendre quels sont les critères principaux à prendre en compte. Qu'est-ce que la sécurité énergétique pour la Russie ? Cette question recouvre deux aspects. D'une part, quelle est la situation du pays en termes de sécurité énergétique ? D'autre part, comment la Russie conçoit-elle sa sécurité énergétique, quels discours entourent ce concept ?

Le concept de sécurité énergétique est intéressant car il permet de confronter le système énergétique d'un pays tel qu'il existe en soulignant ses forces et ses faiblesses aux priorités identifiées par les acteurs, notamment par le biais des discours et des politiques mises en œuvre. Ainsi, des documents tels que la « Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2030 » reflètent une vision de la sécurité énergétique. Il s'agit donc de présenter brièvement le secteur énergétique russe et les principaux objectifs qui lui sont assignés.

3. Le secteur énergétique russe

3.1. La Russie, une puissance énergétique

La Russie apparaît comme un pays central sur la scène énergétique mondiale (voir tableau 11). Elle se situe au troisième rang mondial par sa production comme par sa

consommation d'énergie primaire³¹. Elle est le deuxième producteur mondial de pétrole comme de gaz naturel, occupe la quatrième place pour la production d'électricité³², la troisième pour la production d'énergie nucléaire³³. Elle possède d'importantes réserves en charbon qui la placent au second rang dans le monde, mais dont la production reste relativement modeste, elle ne représente que 0,2 % de la production mondiale.

Tableau 11 : Réserves, production et consommation d'énergie de la Russie en 2013

Énergie	Réserves		Production		Consommation	
	Rang	Estimation	Rang	Estimation	Rang	Estimation
Pétrole	7	11,9 (milliers de millions de tonnes)	2	526,3 millions de tonnes	4	147,5 millions de tonnes
Gaz naturel	2	32,9 trillions de m ³	2	592,3 milliards de m ³	2	416,2 milliards de m ³
Charbon	2	157010 millions de tonnes	6	168,1 millions de tep	5	93,9 millions de tep
Electricité	-	-	4	996,3 milliards de kWh	4	861,5 milliards de kWh
Nucléaire	-	-	3	23,6 gigawatts	3	40,3 millions de tep

Sources : BP, 2013 ; EIA, 2013.

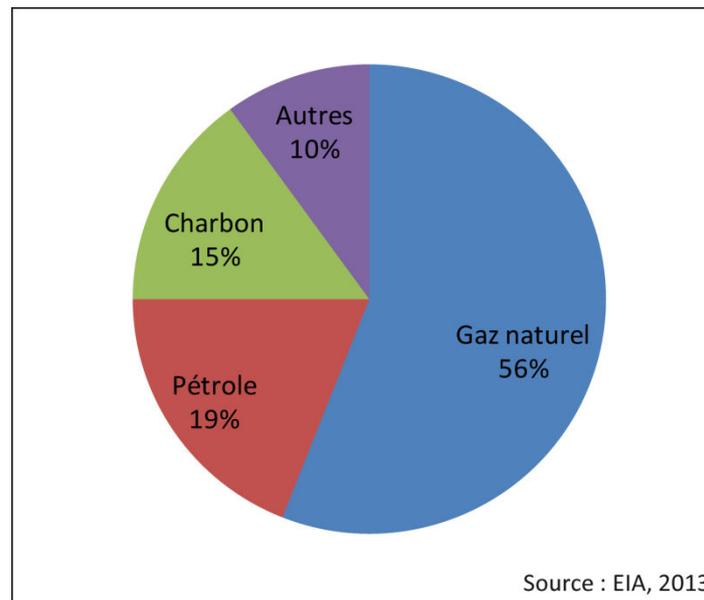
Le bouquet énergétique de la Russie montre l'importance du gaz naturel pour la consommation en énergie primaire du pays : le gaz naturel représente 56 % du mix énergétique, loin devant le pétrole et le charbon (voir graphe 1).

³¹ EIA, 2013.

³² BP Statistical Review of World Energy 2013.

³³ EIA, 2013.

Grphe 1 : Bouquet énergétique de la consommation en énergie primaire de la Russie en 2011



Les énergies fossiles dominent largement dans la génération d'électricité : le pétrole, le gaz naturel et le charbon génèrent environ 68 % de l'électricité en Russie, devant l'énergie hydraulique (20 %) et nucléaire (11 %) ³⁴.

Sur la scène énergétique, la Russie joue tous les rôles, c'est aussi bien un producteur, un consommateur, un exportateur, un importateur qu'un pays de transit, et toutes ces dimensions doivent être prises en compte (Shadrina, 2010).

3.2. Le rôle clé des hydrocarbures

Le secteur de l'énergie occupe un rôle clé en Russie. D'un point de vue économique, son poids est considérable. Les estimations varient selon les sources et les modes de calcul : Masaaki Kuboniwa, Shinichiro Tabata et Natalya Ustinova (2005) ont souligné ces écarts. En 2001, les statistiques russes évaluaient ainsi à 6,7 % la part du secteur du pétrole et du gaz dans le PIB de la Russie. Or, en prenant en compte le commerce et le transport des hydrocarbures, les auteurs sont arrivés au chiffre de 20,5 % pour cette même année. Michael Bradshaw (2006) met également l'accent sur ce problème d'évaluation : selon la Banque Mondiale et l'OCDE, le mode de calcul des statistiques officielles introduit un biais et conduit

³⁴ EIA, 2013.

à une sous-estimation du poids des ressources naturelles dans les comptes nationaux. Pour ces dernières années, on retrouve des divergences. Selon Masaaki Kuboniwa (2009), la part du pétrole et du gaz représente 62 % des exportations de la Russie et 16,9 % de son PIB. Pour Galina Kurlyandskaya, Gleb Potakovitch et Mikhail Subbotin (2010), le secteur des hydrocarbures s'élève à 20-25 % du PIB russe, ce qui correspond aux estimations du Département de l'énergie des États-Unis. D'après Samuele Furfari (2007) et Pol-Henry Dasseleer (2009), cependant, ces chiffres s'appliqueraient au seul secteur du gaz.

Certains auteurs mentionnent une diminution de la part des hydrocarbures dans le PIB russe en raison de la crise économique et de la baisse des cours du pétrole. Pour Sergei Aleksashenko (2010), les revenus liés au gaz et au pétrole correspondraient à 10 % du PIB en 2010, ce qui est aussi le chiffre donné par Sapir (2013). Cependant, celui-ci constate : « les hydrocarbures ne représentent que 10 % du PIB de la Russie – mais 50 % de ses recettes fiscales ». Les hydrocarbures ont joué un rôle essentiel dans le décollage économique du pays au cours des années 2000 (Dubois, 2009). Trois types d'impôts sont prélevés : l'impôt sur les entreprises, prélevé sur les bénéfices réalisés, l'impôt sur l'extraction et les taxes à l'exportation sur les matières premières et les produits (Shadrina, 2010). Le secteur pétrolier est mis plus lourdement à contribution que le secteur gazier : en 2007, les revenus tirés du pétrole correspondaient à 14 % du PIB et ceux tirés du gaz naturel à 4,7 % du PIB.

Cédric Durand et Maxime Petrovski (2008) mettent l'accent sur l'augmentation continue du poids de l'exploitation des ressources naturelles dans l'économie en fournissant non seulement la moitié des revenus du budget fédéral, mais aussi en constituant l'essentiel des exportations. « En 2011, le pétrole, les produits pétroliers, le gaz et l'électricité ont représenté 70,3 % des exportations russes », ce qui représente une augmentation par rapport à 2000 (53,8 %). La Russie, grâce à ses exportations énergétiques, possède un solde commercial positif.

Le secteur énergétique ne représente pas uniquement une source de revenus pour le pays, il constitue également un instrument diplomatique, un levier de pouvoir sur la scène internationale. A partir des années 2000, des évolutions se sont esquissées dans la diplomatie russe, impulsées par l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Celui-ci, dans la thèse qu'il a présentée à l'Institut d'État des Mines en 1997, promouvait une approche stratégique pour l'extraction des matières premières, liant celle-ci à la croissance économique de la Russie sur le long terme (Dasseleer, 2009). Pavel Baev (2009) applique le concept de super puissance énergétique à la Russie de Poutine.

Le facteur énergétique occupe une place croissante et prend une importance primordiale en particulier dans les pays de l'espace post-soviétique (Buckrell, Dubien, 2004). Les hydrocarbures apparaissent comme un moyen de pression à leur égard ou un instrument de coopération avec l'Union européenne (Rucker, 2003). Viviane Ducastel (2010) utilise l'expression de « diplomatie active de l'énergie » et met en évidence la façon dont la Russie a recours au facteur énergétique de manière différenciée selon ses partenaires :

« L'axe prioritaire est la diversité des partenariats énergétiques qui stabilise la politique énergétique russe sur trois orientations : un outil de contrôle de ses partenaires en utilisant l'arme de la dépendance énergétique, notamment à l'égard de l'Europe ; un outil de renforcement de ses capacités de production et de distribution par rapport aux capitaux étrangers pour se moderniser, notamment face à la Chine et aux États-Unis mais aussi à travers ses grandes sociétés nationales énergétiques ; et un outil d'expansion de son influence géopolitique par des stratégies d'acquisition, notamment avec l'étranger proche (World energy policy, 2002). »

La politique extérieure énergétique de la Russie prend des formes diversifiées et cherche à atteindre des objectifs variés.

3.3. Défis et conception de la sécurité énergétique de la Russie

La « Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2030 » (2009) propose la définition suivante de la sécurité énergétique : « La sécurité énergétique permet et conditionne la quantité suffisante des ressources, la disponibilité économique, l'acceptabilité environnementale et technologique³⁵ ». Cette définition reprend plusieurs points abordés précédemment et semble essentiellement situer la réflexion sous l'angle de l'offre, de la satisfaction des besoins énergétiques du pays, ce qui peut sembler paradoxal dans la mesure où la sécurité énergétique de la Russie renvoie prioritairement à la sécurité de la demande (Huotari, 2011). Cependant, l'ensemble du document permet de mieux cerner ce que recouvre la sécurité énergétique pour la Russie, ainsi que les enjeux auxquels est confronté le secteur énergétique russe :

³⁵ Traduction de l'auteur.

« L'objectif de la politique énergétique de la Russie est de maximiser l'efficacité de l'usage des ressources énergétiques et la capacité du secteur énergétique à soutenir la croissance de l'économie, à améliorer la qualité de vie de la population et à promouvoir le renforcement des positions économiques internationales du pays³⁶ ».

De nombreux objectifs sont associés à la politique énergétique, ce qui renvoie aux multiples dimensions du système énergétique et à son rôle clé pour le pays. Une différenciation des défis domestiques et extérieurs est opérée (voir tableau 12).

Tableau 12 : Les principaux objectifs de la politique énergétique russe selon la Stratégie énergétique

	Défis domestiques	Défis extérieurs
Le secteur énergétique doit :	<ul style="list-style-type: none"> - Remplir son rôle vital dans le développement économique du pays - Satisfaire la demande domestique en ressources énergétiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Surmonter les risques associés à l'instabilité des prix des marchés énergétiques mondiaux et la volatilité des prix de l'énergie. - Contribuer à l'amélioration des activités économiques à l'étranger et au renforcement des positions russes dans le système économique mondial.

Source : Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2030, 2009.

Cette distinction permet de faire apparaître clairement les défis identifiés. Cependant, les défis domestiques et internationaux ne sont pas à dissocier dans la mise en œuvre concrète des politiques énergétiques, ils sont étroitement associés (Kaveshnikov, 2010).

La « Stratégie énergétique » met en avant les faiblesses du secteur énergétique et les enjeux que leur existence suscite. L'un des problèmes souligné est celui de la dépendance de l'économie vis-à-vis du secteur énergétique. Son poids primordial dans l'industrie, les exportations et les revenus de la Russie soulève des débats sur l'importance des ressources naturelles pour le pays : Michael Bradshaw (2006) et Rudiger Ahrend (2005) s'interrogent sur l'application de la « malédiction des ressources naturelles » dans le cas de la Russie, de même que William Tompson (2007), qui se demande s'il faut voir dans la Russie un « Venezuela du froid ». Le gouvernement russe est bien conscient de la place prépondérante du secteur énergétique dans l'économie et les faiblesses qu'une telle situation induit, notamment la

³⁶ Traduction de l'auteur.

dépendance à l'égard des conjonctures économiques internationales. Les rapports du ministère des Finances témoignent de la volonté de réduire la part du secteur énergétique dans l'économie du pays, fixant des objectifs en ce sens et employant l'expression de « balance budgétaire non pétro-gazière ».

Les préoccupations de la Russie en tant que pays producteur apparaissent également à travers le document. En effet, une autre dépendance dont souffre la Russie est celle à l'égard des exportations. Cette dépendance s'observe en termes de revenus (voir *supra*), par la nature des produits exportés et aussi en termes de débouchés. Ce sont surtout des matières premières qui sont exportées. Il s'agit pour la Russie de développer les activités de transformation. Du point de vue des débouchés, les exportations de la Russie se font principalement vers l'ouest. Dans ce contexte, elle cherche à diversifier ses partenaires commerciaux. De plus, l'accès aux pays d'Europe occidentale, qui paient les hydrocarbures aux prix les plus élevés et constituent donc les marchés les plus rentables, se fait en traversant des pays de transit, comme les pays baltes ou l'Ukraine. La construction du gazoduc *Nord Stream* au fond de la mer baltique permet à la Russie de livrer l'Allemagne et d'autres pays européens en contournant les pays de transit.

Un autre problème est évoqué dans la « Stratégie énergétique » : celui de l'intensité énergétique de la Russie, c'est-à-dire de sa consommation en énergie par unité de PIB. Celle-ci est parmi les plus élevées du monde. En 2007, elle était de 384 tep pour un million de dollars de PIB en parité de pouvoir d'achat pour une moyenne mondiale plus de deux fois inférieure (Sagers et Pannell, 2008). Les facteurs climatiques jouent un rôle, de même que l'héritage industriel soviétique. De plus, l'efficacité énergétique est faible, tandis que la faiblesse des prix favorise les gaspillages et n'incite pas à investir pour réaliser des économies d'énergie. Dans le domaine environnemental, le bilan de la Russie est peu satisfaisant. En 2012, le pays est le troisième émetteur mondial de CO₂. Le secteur énergétique est responsable de plus de 50 % des émissions atmosphériques de Russie, de plus de 20 % des rejets dans les eaux de surface et de plus de 70 % des émissions de gaz à effet de serre³⁷. La Russie apparaît également comme le pays qui brûle les plus grandes quantités de gaz en torchère, loin devant le Nigéria : en 2011, elle était responsable de 27 % du gaz torché dans le monde (1,320 milliard de m³)³⁸. La faible efficacité énergétique s'explique notamment par la

³⁷Gouvernement de la Fédération de Russie, Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2030, 2009.

³⁸EIA, 2013.

vétusté des infrastructures, favorisant les fuites et la pollution dans le cas des oléoducs, à la fois synonyme de faibles performances énergétiques et de risques technologiques.

La « Stratégie énergétique » évoque également la nécessité d'effectuer des travaux d'exploration et d'exploitation pour maintenir un volume de production permettant d'approvisionner marchés domestique et d'exportation. Afin d'entretenir les infrastructures, d'en construire de nouvelles, de mener des travaux d'exploration et de développer de nouvelles capacités de production, le besoin en capitaux est fort. Dans le seul secteur des hydrocarbures, la « Stratégie énergétique de la Russie » (2009) estimait qu'il s'élève, pour la période des années 2009 à 2030, à 1 174-1 215 milliards de dollars. Pour le seul secteur gazier, ce montant estimé s'élève à une somme comprise entre 565 et 590 milliards de dollars. Cependant, la politique russe à l'égard des compagnies étrangères dans le secteur énergétique témoigne d'une certaine méfiance, en particulier après 2004. L'accès des entreprises étrangères aux ressources énergétiques fait l'objet de mesures restrictives (Shadrina, 2010).

Une autre faiblesse évoquée par la « Stratégie énergétique » est la lenteur du développement des infrastructures énergétiques en Sibérie orientale et en Extrême-Orient. Or, le secteur énergétique doit aboutir à « un nouveau modèle de développement spatial fondé sur un développement équilibré des infrastructures énergétiques et de transport »³⁹. A l'heure actuelle, celles-ci sont lacunaires dans l'Est du pays et il existe de fortes inégalités spatiales dans l'approvisionnement énergétique selon les régions de Russie.

Si le tableau des enjeux auxquels le secteur énergétique russe est confronté, dressé par la « Stratégie énergétique », semble plutôt exhaustif, tous les aspects n'occupent pas nécessairement une place aussi importante dans les discours, les politiques et les programmes. Ainsi, certains éléments sont fréquemment mis en avant, comme la situation d'interdépendance du pays avec ses partenaires européens, tandis que les préoccupations environnementales semblent secondaires. Jack Sharples (2013) affirme ainsi : « la politique environnementale a été jusqu'ici bien moins prioritaire pour le gouvernement russe qu'assurer la sécurité des exportations russes d'hydrocarbures »⁴⁰.

Ces grands enjeux permettent de remettre en perspective l'étude du secteur gazier, pour lequel une grande partie de ces observations est valable et se déclinent sous différentes formes.

³⁹ Gouvernement de la Fédération de Russie, Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2030, 2009 ; traduction de l'auteur.

⁴⁰ Traduction de l'auteur.

4. Le secteur du gaz naturel

La Russie est considérée comme un géant gazier : elle se place parmi les premiers pays producteurs et exportateurs de gaz naturel dans le monde (*voir supra*).

4.1. La filière du gaz naturel

Il s'agit ici de revenir sur quelques éléments qui permettent de comprendre le fonctionnement de l'ensemble de la filière avant de s'intéresser à ses différents segments. Il faut d'abord exposer les spécificités du gaz naturel. Celui-ci a connu un développement tardif, comme le rappelle Jean-Pierre Angelier (1994). Au XIX^e siècle, le gaz n'était qu'un sous-produit du pétrole. « Ce n'est qu'à partir du moment où les techniques de la sidérurgie en ont rendu possible le transport sur longue distance qu'une véritable industrie du gaz s'est constituée. » En effet, son état gazeux en fait une énergie difficile et chère à transporter. En termes d'équivalent énergétique, le transport du gaz coûte de sept à dix fois plus cher que celui des produits pétroliers. Ceci explique que le marché du gaz soit davantage régionalisé que mondialisé, comme celui du pétrole. Il repose sur des infrastructures coûteuses, comme le relève Samuele Furfari (2007a) :

« [Ce qui en fait donc] une énergie de pays riches. En effet, seuls les pays disposant d'un développement suffisamment avancé sont en mesure de supporter les investissements lourds nécessaires à la création d'un réseau de transport et de distribution allant jusqu'au domaine résidentiel individuel. »

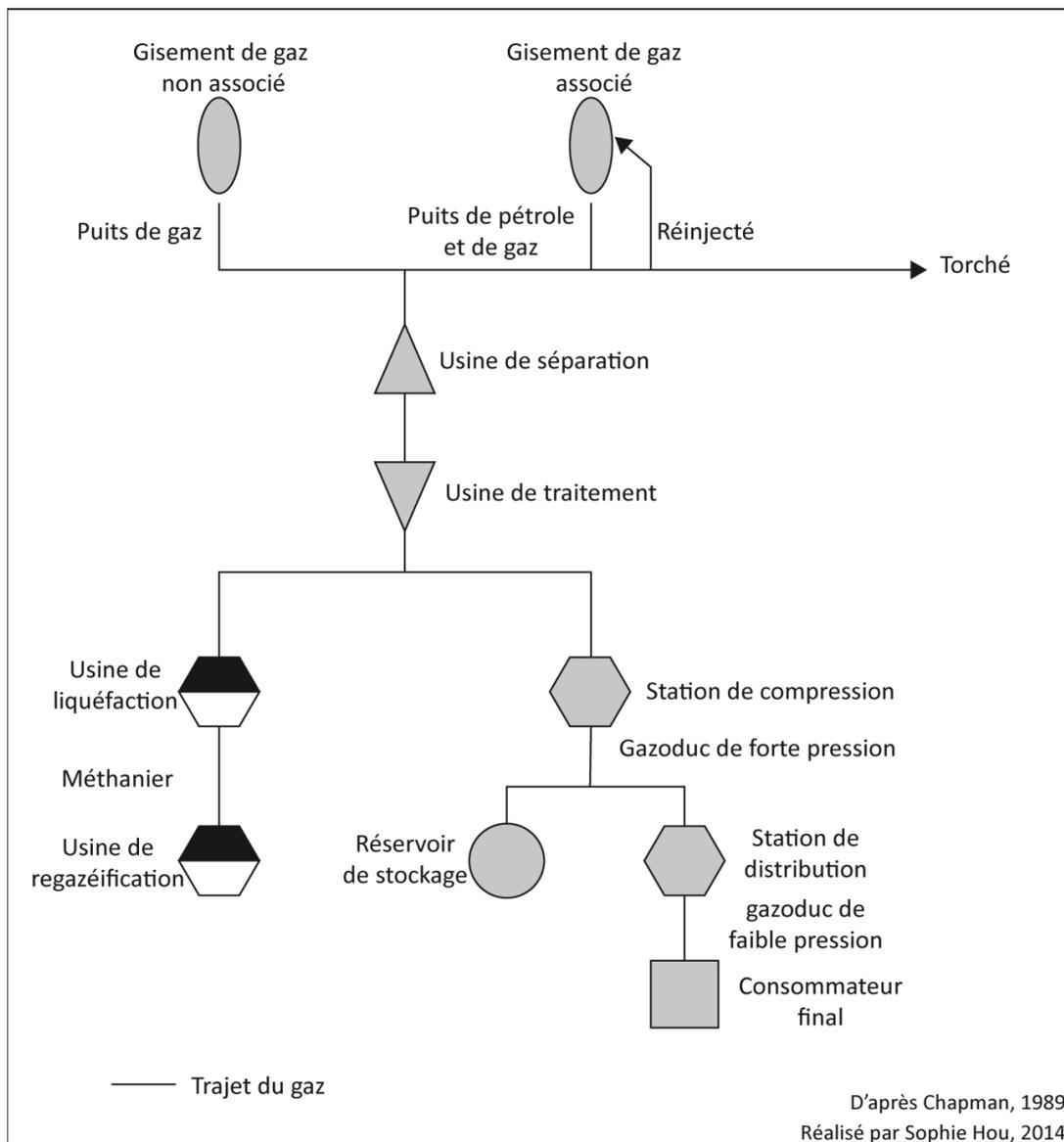
Le retour sur investissements des dépenses se fait sur le long terme et les économies d'échelle ne sont envisageables que si la demande est dense, c'est-à-dire si les consommateurs sont concentrés spatialement (Angelier, 1994). La distribution suppose l'existence d'une masse critique de consommateurs (Hansen, Percebois, 2010). Le gaz ne bénéficie pas, à l'inverse du pétrole, de marchés captifs, aussi est-il en concurrence avec les autres énergies, avec le prix desquelles son prix doit être comparable pour être attractif. Son atout est son caractère d'énergie propre : composé essentiellement de méthane, lors de sa combustion, il ne libère que peu de soufre et d'oxydes d'azote, ne produit pas de cendres ni de particules solides. L'apparition d'un marché gazier repose sur quatre facteurs principaux : la disponibilité des technologies qui permettent l'extraction et le transport ; la découverte d'un marché potentiel ;

la nécessité de diversifier les énergies pour réduire la dépendance pétrolière ; la mise en œuvre des investissements nécessaires à son transport et à sa distribution (Furfari, 2007, tome 1).

La première étape de la filière du gaz naturel correspond à l'exploration-production (voir schéma 3). Le gaz naturel peut être extrait d'un puits de gaz ou de pétrole, ou d'un champ de condensat. Le gaz issu d'un puits de gaz ou d'un champ de condensat est appelé gaz « non associé », celui qui est tiré d'un puits de pétrole « gaz associé ». Dans les deux cas, le gaz à l'état brut ne possède pas les caractéristiques exigées pour son transport par gazoduc. Avant d'être déplacé, le gaz doit être traité, ce qui prend la forme de plusieurs phases : extraction des huiles et condensats, extraction de l'eau, séparation des liquides de gaz naturel et extraction du soufre et du dioxyde de carbone (Legault, 2007). Puis vient l'étape du transport, qui constitue le chaînon le plus lourd de l'industrie gazière. Celui effectué par conduites est le plus utilisé. Le gaz naturel peut également être transporté par la mer, mais il faut pour cela le liquéfier en abaissant la température à -167°C , pour qu'il n'occupe alors plus que $1/645^{\text{e}}$ de l'espace du volume initial. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le transport maritime par méthanier du gaz naturel n'est pas vraiment plus souple que le transport par pipelines dans la mesure où il nécessite des opérations de liquéfaction puis de regazéification. « Que le méthane soit transporté par conduite ou par bateau réfrigéré, l'opération implique un lien rigide entre le lieu de production et le lieu de consommation » (Angelier, 1994). Les étapes suivantes sont le stockage et la distribution, lors de laquelle le gaz est convoyé jusqu'au consommateur final.

L'industrie gazière, reposant sur des infrastructures de transport et de distribution nombreuses et coûteuses, fait partie de ce qu'on appelle les industries de réseaux et correspond à une situation de monopole naturel, c'est-à-dire à « une forme de marché particulière correspondant au constat que la manière la plus efficace d'organiser la production est de la confier à une seule entreprise » (Hansen, Percebois, 2010). Dupliquer les infrastructures représente des coûts si élevés qu'ils sont dissuasifs. En Russie, Gazprom détient presque le monopole du transport du gaz naturel. Construire deux réseaux de gazoducs à partir des mêmes zones de production pour alimenter les mêmes centres de consommation n'est pas envisageable, le marché concurrentiel n'est donc pas viable.

Schéma 3 : La filière du gaz naturel



Dans le cas de la Russie, le quasi monopole exercé dans l'industrie gazière est bien visible. Le secteur du gaz naturel a connu un sort différent de celui du secteur pétrolier, privatisé après la chute de l'Union soviétique. Le secteur énergétique russe a connu de profondes restructurations depuis 1992, mais elles ont affecté différemment les secteurs pétrolier, gazier et électrique (Locatelli, 1998). Le secteur pétrolier a été éclaté en différentes entreprises, tandis que le secteur gazier a conservé une organisation centralisée avec une compagnie, Gazprom, héritière directe du ministère soviétique du Gaz. Gazprom est présente à toutes les étapes de la filière gazière, de l'exploration-production à la distribution. Le système de prix et de livraisons sur le marché domestique contribue à éliminer toute forme de concurrence (voir *infra*). Cependant, des changements ont été observés au cours des dernières

années et la domination de Gazprom sur le marché domestique s'est affaiblie, ce qui se traduit notamment par un accroissement de la part des autres producteurs de gaz naturel en Russie. (Locatelli, 2013).

4.2. La base productive

La Russie figure parmi les premiers producteurs de gaz naturel dans le monde. Avant la Seconde Guerre mondiale, il n'y avait pas d'industrie du gaz en Union soviétique et 87 % de la production était associée à celle du pétrole (Dienes et Shabad, 1979). C'est à partir de la seconde moitié du XX^e siècle que l'industrie gazière se développe véritablement. Au cours du temps, un « glissement spatial » de la production des hydrocarbures s'observe (Marchand, 2007). En Union soviétique, le gaz est d'abord extrait des gisements pétroliers d'Azerbaïdjan et d'Ukraine, puis en Russie : dans le bassin Volga-Oural, avec la découverte du gisement d'Orenbourg en 1966, et surtout en Sibérie occidentale (Angelier, 1994). A partir de la fin des années 1960, les réserves s'accroissent rapidement et plus de 70 % se concentrent dans les champs géants de l'oblast de Tioumen (Dienes et Shabad, 1979). Le gisement de Zapoljarnoe est découvert en 1965, Urengoj et Medvež'e en 1966 et Jamburg en 1969. La mise en exploitation de celui de Medvež'e, le plus accessible, est effectuée en 1972. Urengoj, le plus grand, a commencé à produire en 1978. La production a rapidement crû et a atteint son maximum en 1992, date à partir de laquelle elle a diminué, en conservant cependant une part cruciale dans la production russe (Marchand-Vaguet, 2005).

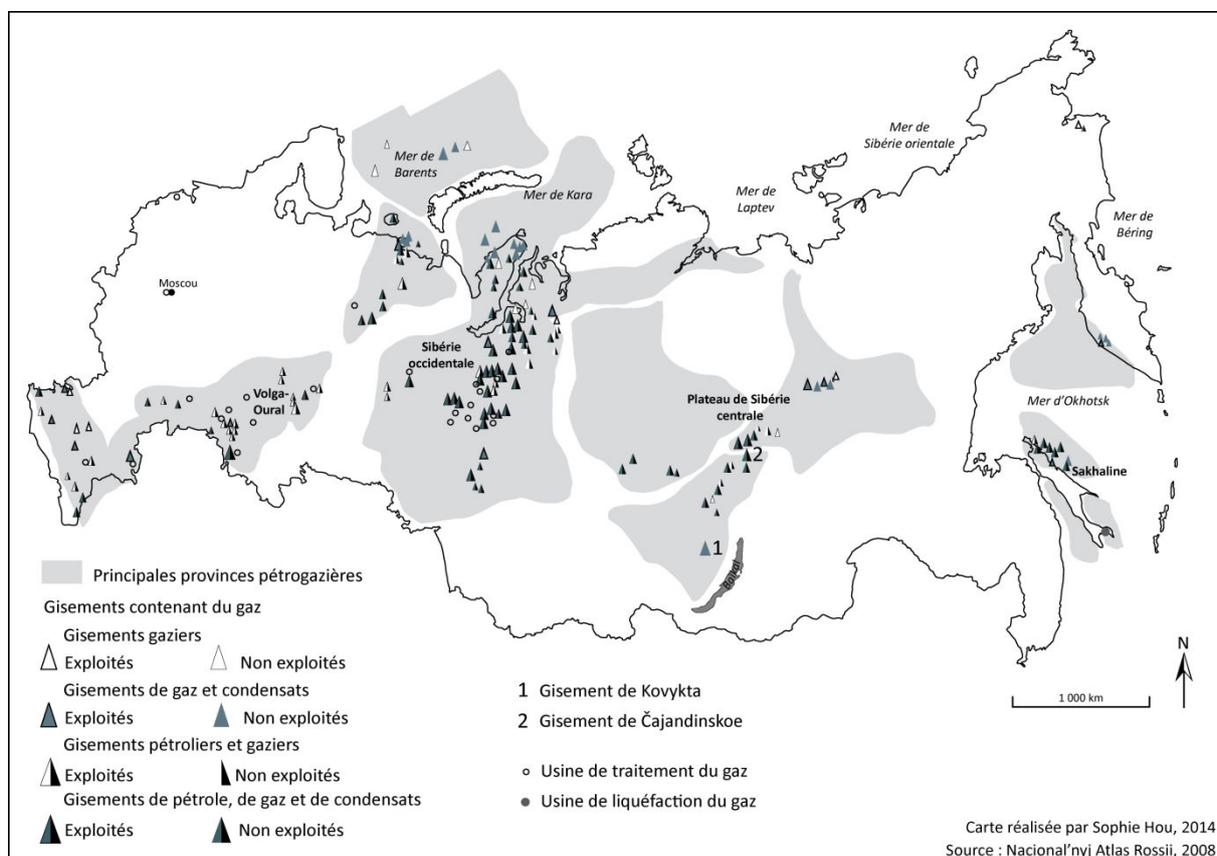
Tableau 13 : Production de gaz naturel russe par région en 2012

Région de production	Sujet de la Fédération	Production (millions de m ³ /jour)
Sibérie occidentale	Okroug autonome des Yamalo-Nenets	14 800
	Okroug autonome des Khantys-Mansis	99,1
Sibérie et Extrême-Orient	Oblast de Tomsk	11,3
	Kraï de Krasnoïarsk	5,7
	Oblast d'Irkoutsk	5,7
	République de Sakha (Iakoutie)	5,7
	Oblast de Sakhaline	76,5
Volga-Oural	Oblast d'Orenbourg	42,5
	Oblast Astrakhan	31,1
	Autres	19,8
Nord-Ouest	République des Komis	8,5
Nord-Caucase		2,8

Source : EIA, 2013.

Aujourd'hui encore, les okrougs autonomes des Yamalo-Nenets et des Khantys-Mansis constituent la principale zone de production de la Russie (voir tableau 13). Cette province gazière se situe sur le territoire du district fédéral de l'Oural, dans la région dite de Sibérie occidentale (qui n'est administrativement pas en Sibérie si l'on prend en compte le découpage des districts fédéraux). Cependant, la production des gisements géants d'Urengoï, de Jamburg et de Medvež'e est en phase de déclin. Les programmes de développement du secteur gazier visent à mettre en valeur de nouveaux champs, notamment en Russie orientale dans le cadre du Programme gazier oriental.

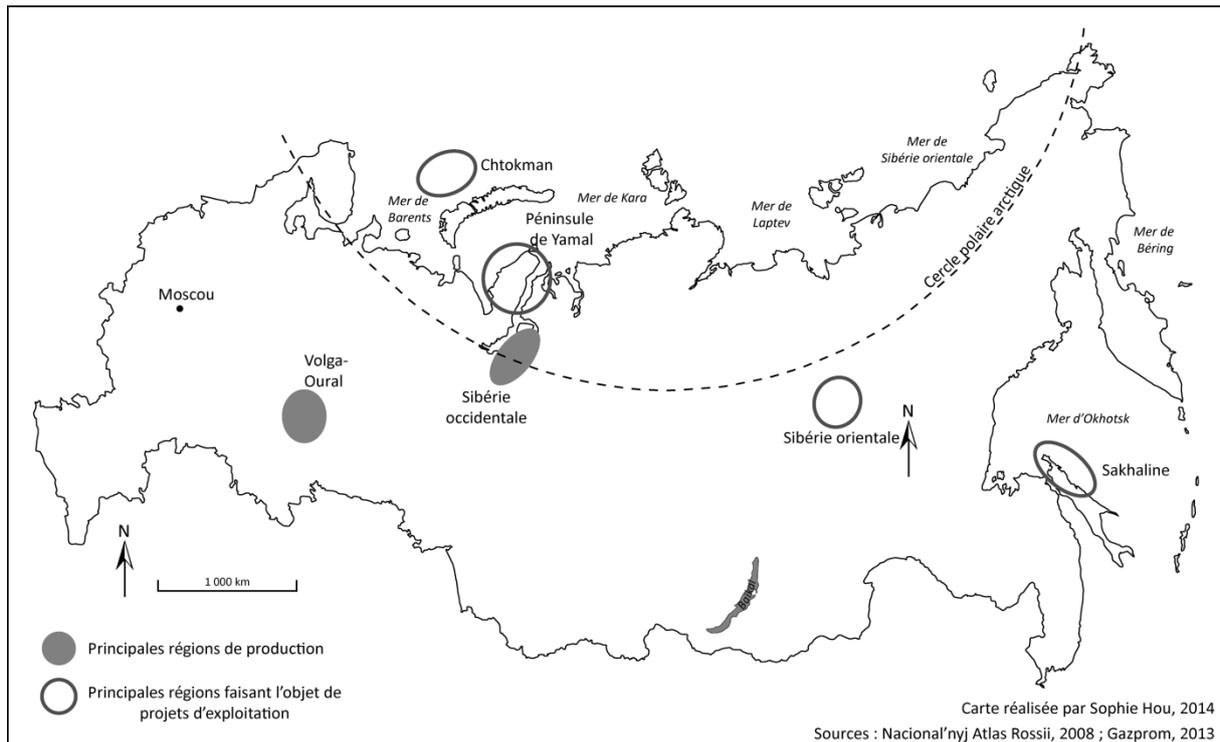
Carte 1 : Les gisements de gaz naturel en Russie



La production gazière russe se caractérise par une double concentration (Marchand, 2007) : elle repose sur un petit nombre de gisements très concentrés spatialement (voir carte 1). De plus, il existe un décalage spatial entre les régions productrices et les centres de consommation, situés dans l'ouest du pays. Or, le développement de nouveaux gisements nécessite de s'éloigner de plus en plus de ces bassins de consommation de Russie occidentale, de mettre en valeur des réserves situées plus au nord ou à l'est du territoire (voir carte 2), ce qui accroît les distances de transports et induit la construction d'infrastructures. Les difficultés

techniques sont grandes en raison des conditions climatiques, physiques et géologiques et les coûts sont élevés. De 2001 à 2012, la production s'est étendue à d'autres lots des grands gisements comme ceux d'Urengoj, de Jamburg ou de Medvež'e. De nouveaux gisements ont été mis en exploitation, parmi lesquels Zapoljarnoe (2001) et plus récemment des gisements de la péninsule de Yamal⁴¹.

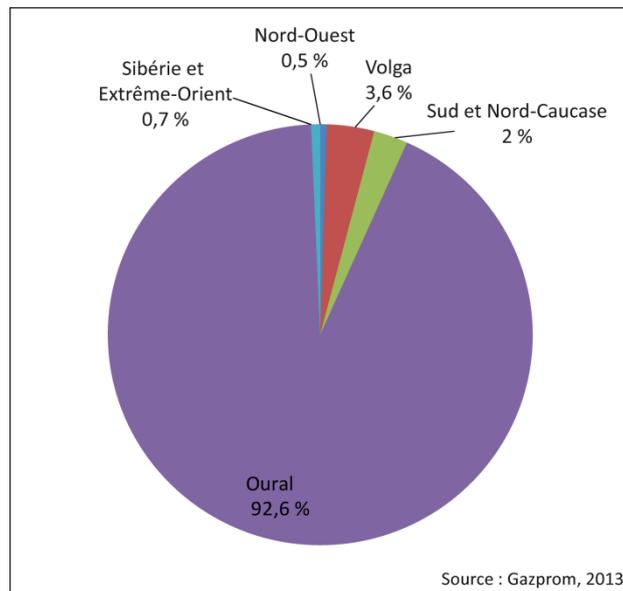
Carte 2 : Les principales régions gazières actuelles et en devenir



L'essentiel de la production est assuré par Gazprom. Même si au cours des dernières années, le poids des producteurs indépendants (compagnies privées, comme Novatek, la plus grande compagnie gazière russe indépendante, ou compagnies pétrolières) s'est accru, la compagnie a produit 74 % du gaz extrait en Russie en 2012 (Gazprom, 2013). Les caractéristiques géographiques de la production du gaz russe sont surtout liées aux activités de Gazprom et on observe la même répartition spatialement très déséquilibrée de la production de la compagnie (voir graphe 2).

⁴¹ Gazprom, « Gazprom en questions/réponses », 2013.

Grphe 2 : Répartition de la production de gaz de Gazprom par districts fédéraux en 2012

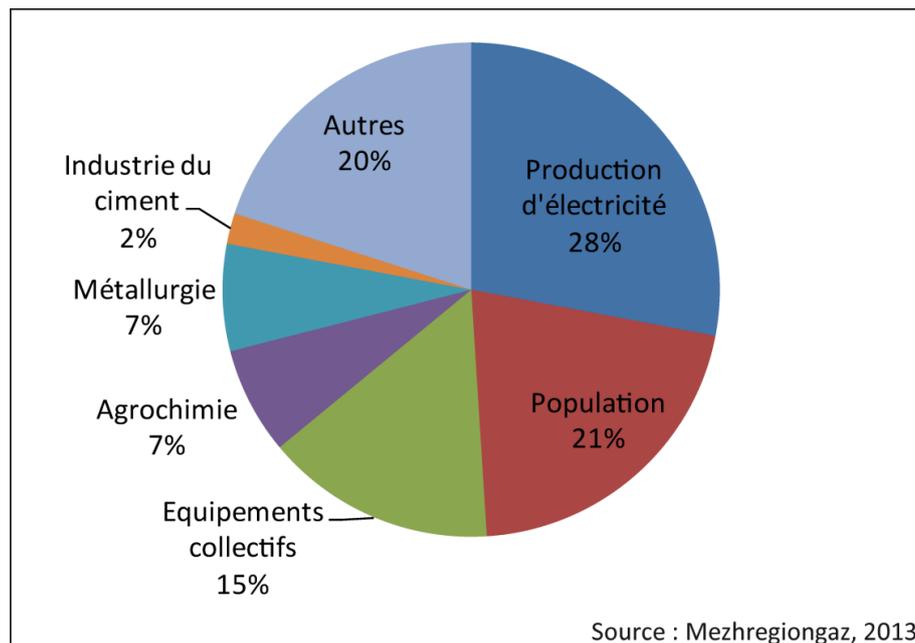


4.3. La Russie, pays consommateur de gaz

La Russie compte parmi les grands consommateurs d'énergie (voir *supra*) et en particulier de gaz naturel, celui-ci dominant son mix énergétique (voir graphe 1). Le gaz naturel représente plus de 50 % de l'énergie primaire consommée en Russie et les centrales thermiques électriques fonctionnent à plus de 70 % au gaz⁴². Les consommateurs appartiennent à différentes catégories (voir graphe 3). Le secteur de l'électricité et la consommation des ménages représentent à eux seuls près de 50 % de la consommation de gaz naturel en Russie.

⁴² Site de Mezhrefiongaz, consulté le 11 avril 2013.

Graphe 3 : Les consommateurs russes de gaz naturel fourni par Gazprom en 2012



Cette prédominance du gaz dans la consommation russe s'explique notamment par ses prix relativement faibles sur le marché domestique.

4.4. La question des prix du gaz

Depuis 1990, la Russie a maintenu de faibles prix du gaz sur son marché domestique, bien inférieurs à ceux pratiqués sur les marchés d'exportation. La régulation est une tâche dont s'est d'abord chargé le ministère de l'Énergie, puis la Commission fédérale de l'Énergie en 1997 et enfin le Service Fédéral des Tarifs en 2001 (Henderson, 2011). La faiblesse des prix était à l'origine permise par trois facteurs : le monopole de Gazprom sur l'approvisionnement et la vente du gaz en Russie ; la compensation offerte par le prix élevé des exportations ; le fait que le gaz est extrait des gisements mis en valeur pendant la période soviétique, c'est-à-dire pour l'exploitation desquels les investissements les plus lourds ont été en très grande partie déjà réalisés. Cependant, malgré la régulation de l'État, au début des années 1990, les prix augmentèrent très rapidement, ce qui, loin de générer des revenus supplémentaires, engendra un grave problème de non paiement. En 1997, Gazprom n'était payé que pour 29 % de ses ventes de gaz sur le marché domestique (Henderson, 2011). Une « mission sociale » est attribuée à Gazprom : assurer l'approvisionnement des consommateurs russes malgré des prix faibles et des impayés élevés (Terzian, 1998). Une distinction est

opérée entre les catégories de consommateurs : les consommateurs industriels paient le gaz beaucoup plus cher que les ménages. Le secteur industriel subventionne le secteur résidentiel. Le système de péréquation prend également une dimension spatiale : Gazprom ne réalise pas de bénéfices ou du moins pas de bénéfices comparables sur les différents marchés. Le système repose ainsi sur une double péréquation tarifaire (entre marché domestique et marchés d'exportation et entre catégories de consommateurs (voir tableau 14)).

Tableau 14 : Prix du gaz naturel sur les marchés domestique et d'exportation

Prix du gaz (en \$ pour 1 000 m3)	Marché intérieur russe : 60 % des ventes mais 30 % des revenus		Marché d'exportation européen : 30 % des ventes mais 70 % des revenus	
	Pour les ménages russes	Pour l'industrie russe	A l'exportation vers les ex- Républiques soviétiques	A l'exportation vers l'Union européenne
En 2004*	16	32	54	140
En 2006*	29	43	110	255
En 2009**	32	43	-	-
En 2010***	62	82	-	-

Sources : *Furfari, 2008 ; **Site de Gazprom ; ***Alexei Miller, discours d'octobre 2010.

Il existe une autre forme de subvention croisée entre les régions. Même si des zones tarifaires sont délimitées au sein du territoire russe, elles ne reflètent pas entièrement les différences de coûts entre les régions (Ahrend et Tompson, 2005).

Cependant, cette situation soulève de multiples débats. Elle a longtemps empêché Gazprom de réaliser des profits sur le marché domestique, puisque la compagnie vendait son gaz à perte (Ahrend et Tompson, 2005 ; Furfari, 2007). Les faibles prix du gaz sont considérés comme une subvention du secteur gazier au reste de l'économie russe. Des pressions internationales sont exercées, notamment par l'OMC. Les évolutions sont lentes. En 2000, le prix du gaz pour les consommateurs industriels ne représentait que 12 % du prix à l'exportation. En 2005, cet écart se réduisit, mais seulement de 42 % (Henderson, 2011), ce qui conservait une différence significative entre le prix sur le marché domestique et celui du gaz vendu aux partenaires commerciaux. En 2006, le président Vladimir Poutine s'est donné pour tâche d'accélérer ces évolutions en fixant l'objectif d'atteindre la parité avec les prix à l'exportation en 2011. Parmi les justifications de cette décision, en plus des objectifs de satisfaire aux exigences de l'OMC et de permettre à Gazprom de réaliser des profits sur le marché domestique, il était question d'améliorer l'efficacité énergétique et d'atteindre la libéralisation du marché gazier. Selon Vladimir Poutine, la faiblesse des prix du gaz induisait

une consommation excessive, de faibles économies d'énergie, ainsi que la dépendance de l'économie entière vis-à-vis d'une seule source d'énergie. Cette situation peut avoir des conséquences néfastes pour les autres secteurs énergétiques et représente un danger pour l'approvisionnement en énergie de l'économie et de la population. La réforme des prix du gaz naturel se rattache ainsi à une stratégie de sécurité énergétique de la Russie.

Quelles sont les résultats de la réforme des prix du gaz ? Une évolution a bel et bien eu lieu. Les profits issus de la vente du gaz sur le marché domestique sont réels : en 2009, Gazprom a annoncé avoir réalisé pour la première fois des bénéfices grâce à ses ventes sur le marché domestique⁴³. Les profits annoncés étaient de 70 milliards de roubles, soit moins de 10 % des bénéfices totaux (Henderson, 2011), mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un changement notable. La réforme n'a cependant pas été entièrement appliquée. L'objectif initialement fixé d'atteindre le niveau des prix à l'exportation en 2011 a été repoussé à 2015 et une augmentation progressive des prix a été prévue (voir tableau 15), mais il semble que cette augmentation soit pour l'heure bien en-deçà des prévisions.

Tableau 15 : Prévisions du Service Fédéral des tarifs

Année	2011	2012	2013	2014	2015
Prix sur le marché domestique par rapport au prix d'exportation	60 %	70 %	80 %	90 %	100 %

Source : Henderson, 2011.

La réforme a rencontré plusieurs obstacles. L'un d'eux est lié à la restructuration du secteur de l'électricité dont il est question depuis 2000. Le gaz représentant 48 % du combustible utilisé pour générer de l'électricité en 2008, il était difficile de dissocier les deux secteurs et il s'agissait d'harmoniser leur libéralisation. Un autre problème était l'augmentation des prix du gaz pour les ménages. Dans un premier temps, l'augmentation a surtout concerné les consommateurs industriels. La politique menée par le gouvernement au cours des quinze dernières années a été de réduire l'écart entre les prix du secteur résidentiel et ceux du secteur industriel et des évolutions en ce sens se sont accomplies : si en 1997, le prix payé par les ménages représentait 40 % du prix industriel, il était de 78 % de ce prix en 2010-2011 (Henderson, 2011). Cependant, la question revêt une dimension hautement politique et le calendrier des élections joue sur le rythme de l'augmentation des prix.

⁴³ Discours d'Alexei Miller, octobre 2010, site de Gazprom, consulté en janvier 2011.

La question des prix a un rôle important dans le projet de gazéification des régions russes. Elle peut être examinée du point de vue de Gazprom : s'agit-il de fixer des prix qui permettent, dans une certaine mesure, de réaliser des bénéfices ? Elle peut également être appréhendée du point de vue des consommateurs : la conversion au gaz naturel qu'il s'agit de réaliser dans le cadre du programme de gazéification permet-elle de s'approvisionner en énergie à moindre coût ? Ainsi, la question des mécanismes de fixation des prix et des modalités de vente du gaz dans l'est du pays « figure parmi les questions cruciales » du programme gazier oriental (Timoshilov, 2008). La gazéification est un projet qui s'inscrit dans la longue durée. Il s'agit de construire des infrastructures qui lient producteur et consommateurs sur le long terme. La perspective de l'augmentation des prix du gaz soulève des incertitudes : selon Gazprom, le programme permettrait aux régions orientales de s'approvisionner à moindre coût en énergie. D'un autre côté, la compagnie milite pour que les prix du gaz vendu dans l'est ne soient pas régulés mais en concurrence avec les autres énergies. Sur cette question des prix, des contradictions entre objectifs sociaux et économiques peuvent voir le jour.

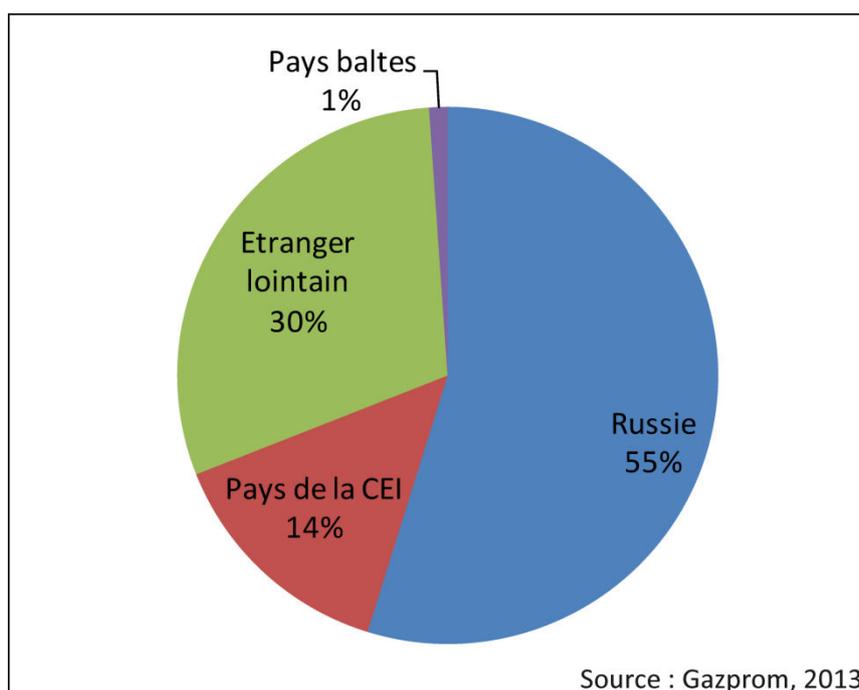
4.5. Le rôle clé des exportations

En 2012, la Russie a exporté 200,7 milliards de m³ de gaz naturel dont 185,9 par gazoducs et 14,8 de gaz naturel liquéfié (GNL)⁴⁴. Elle a réalisé 28,4 % des exportations mondiales de gaz, ce qui en fait le premier exportateur de la planète. Dans un contexte où les prix du gaz sur le marché domestique sont maintenus à un niveau relativement bas et n'ont pas assuré pendant longtemps de réels profits aux compagnies gazières (voir *supra*), les exportations jouent un rôle clé. Plus de la moitié des livraisons sont effectuées sur le marché russe (voir graphe 4). Le gaz naturel est transporté vers les marchés situés à l'ouest de la Russie : le principal, correspondant sur le graphique à l'appellation « étranger lointain », est constitué des pays européens, les trois premiers d'entre eux étant l'Allemagne (16,7 % des exportations totales), la Turquie (13,3 %) et l'Italie (7,5 %)⁴⁵. Les pays de la Communauté des États indépendants (CEI) arrivent en seconde place.

⁴⁴ BP, Statistical Review of World Energy, 2013.

⁴⁵ Gazprom, « Gazprom en questions/réponses », 2013.

Graph 4 : La structure des exportations de gaz naturel de Gazprom en 2012



Si les marchés d'exportation, en termes de volumes de gaz livrés, sont supplantés par le marché domestique, ils sont à l'origine de l'essentiel des revenus. En 2005, Rudiger Ahrend et William Tompson (2005) estimaient que les exportations représentaient un tiers des ventes de Gazprom mais les trois-quarts de ses bénéfices. Le poids des revenus tirés de l'exportation est aisément compréhensible lorsque l'on compare les prix du gaz sur les différents marchés (voir tableau 16).

Tableau 16 : Prix moyen du gaz vendu par Gazprom sur différents marchés (en roubles/1 000 m³)

	2009	2010	2011	2012
Russie	1 885,0	2 345,5	2 725,4	2 964,2
Etranger lointain	7 216,6	7 420,7	9 186,6	10 104,4
Pays baltes et de la CEI	5 483,7	6 416,5	7 802,1	8 016,4

Source : Gazprom, 2013.

Les exportations de gaz sont l'objet d'un monopole : depuis la loi fédérale « Sur l'exportation du gaz » du 18 juillet 2006, entrée en vigueur en 2007, seule la compagnie Gazprom a le droit d'exporter le gaz naturel.

4.6. Le transport et la distribution du gaz naturel en Russie

Le transport du gaz naturel en Russie fait l'objet d'un monopole. Le réseau de gazoducs appartient intégralement à Gazprom, sauf quelques tronçons de gazoducs reliant les gisements d'autres compagnies au reste du réseau. Pourquoi s'intéresser au transport ? Que peut apporter l'analyse des derniers maillons de la chaîne de la filière du gaz naturel à la compréhension du secteur gazier russe ? L'entrée par la question du transport et de la distribution présente un avantage d'un point de vue pratique : il est plus aisé d'avoir accès à l'information que si l'on s'intéresse aux ressources en elles-mêmes. De plus, le transport est étroitement lié à la ressource. Comme le souligne John Chapman (1989), « des équipements de transport sont nécessaires à et entre la plupart des étapes de la chaîne énergétique »⁴⁶. Le transport n'est pas seulement un segment de la filière énergétique, il joue aussi un rôle à tous les stades du processus. De plus, les ressources ne sont pas le fondement, ou du moins pas l'unique fondement, à partir duquel le système énergétique se met en place. Le rapport de l'IAEA (2013) le met en évidence :

« On pense souvent que les ressources énergétiques stimulent le système énergétique - essentiellement de haut en bas. En fait, c'est l'inverse qui se produit, le système étant dominé par la demande de services énergétiques. Si la richesse d'un pays en ressources énergétiques est un élément essentiel de la planification énergétique, c'est la technologie qui fait le lien entre les ressources et l'approvisionnement en services énergétiques. »

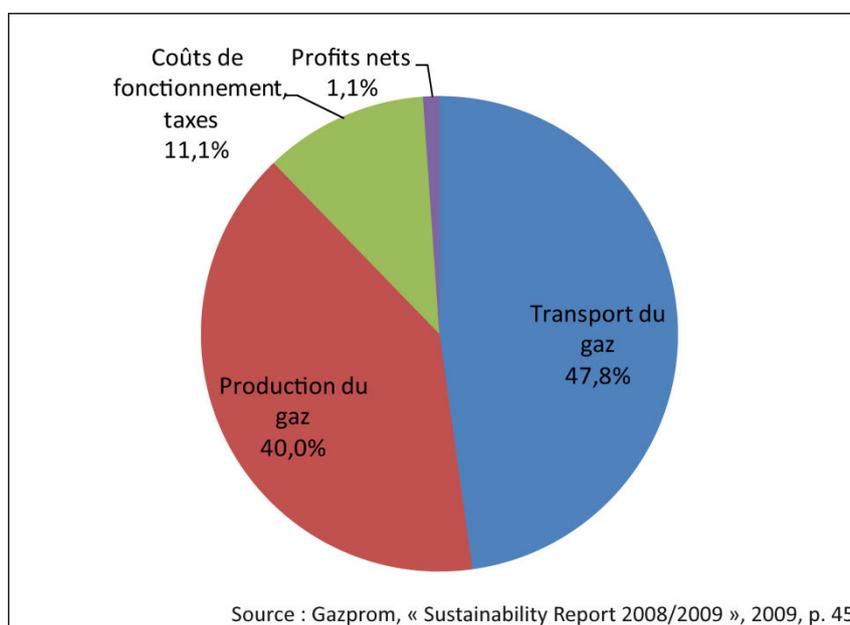
Pour que les réserves soient mises en valeur et deviennent véritablement des ressources, il faut d'une part qu'il existe un marché pour elles, mais aussi que les infrastructures de transport soient mises en place, d'où leur rôle crucial. La relation est celle de la poule et de l'œuf : pour mettre en valeur des ressources, il est nécessaire de développer le réseau de transport et de distribution, mais pour l'étendre, il est nécessaire qu'il existe des gisements mis en valeur.

Le transport est le chaînon le plus lourd de l'industrie gazière (Angelier, 1994). Il nécessite des réseaux fixes, formés de gazoducs et de stations de compression. Un gazoduc est constitué par des tubes d'acier soudés les uns aux autres, il peut être de diamètre et de pression variables. Les stations de compression, installées tout au long du parcours, ont pour rôle de donner au gaz une vitesse de transport suffisante (30 km/heure en moyenne) (Hansen,

⁴⁶ Traduction de l'auteur.

Percebois, 2010). La distribution du gaz naturel jusqu'aux consommateurs finaux se fait grâce à des stations de distribution et des gazoducs de plus faible pression. Le réseau russe de gazoducs souffre de sa vétusté. Près de 75 % des gazoducs de forte pression ont plus de 20 ans et parmi ceux-ci, 38 % ont plus de 30 ans (Gazprom, 2013). Rudiger Ahrend et William Tompson (2005) observent : « Le réseau de transport exige donc de Gazprom bien davantage d'investissements en capital que ses activités de production »⁴⁷. En effet, en 2009, l'année où la compagnie réalise des bénéfices sur le marché domestique pour la première fois, les coûts du gaz naturel qu'elle vend sur ce marché correspondent pour près de 50 % aux coûts de transport, devant la production (40 %) (voir graphe 5).

Graphe 5 : La répartition de ce que couvrent les prix du gaz livré par Gazprom sur le marché domestique



Le transport du gaz naturel induit donc de lourds investissements et des infrastructures rigides, c'est pourquoi la construction de gazoducs ne s'effectue que lorsqu'il y a accord entre producteur et consommateur. Le développement du réseau gazier donne ainsi à voir la concrétisation de liens commerciaux et politiques.

Le secteur de la distribution du gaz naturel en Russie est un segment de la filière moins lisible que les autres, car moins dominé par Gazprom et moins encadré. A l'époque soviétique, le réseau gazier de faible pression (de distribution) n'était pas rattaché à la même

⁴⁷ Traduction de l'auteur.

structure que le réseau de forte pression : la charge en revenait au Glavgaz (*glavnoe upravlenie po gazifikacii gorodov*), créé en 1948. La distribution du gaz naturel était à la fois subordonnée au ministère du Logement (Minžilkomhoz) et à l'exécutif des oblasts. Une réforme eut lieu à la fin des années 1980, le Glavgaz se tourna vers la production tandis que Rosstrojgazifikacija rassembla toutes les infrastructures gazières des républiques, kraïs et oblasts. En 1992, cette structure passa de la tutelle du ministère du Logement à celle du ministère de l'Énergie⁴⁸.

A la chute de l'URSS, le complexe d'approvisionnement en gaz fut privatisé et éclata en 300 *gazoraspredelitel'nye organizacii* (GRO, organisations de distribution de gaz) appartenant à des propriétaires privés. Cependant, dans les années 1990, leur situation était très difficile et elles accumulaient les dettes. Aujourd'hui, une certaine confusion règne encore. Gazprom est actif dans le secteur de la distribution aux côtés d'un grand nombre de compagnies, parfois régionales ou locales. Des efforts pour réglementer la distribution du gaz naturel et pour fusionner les compagnies de distribution du gaz naturel sont réalisés : Gazprom rassemble tous ses actifs de la distribution gazière dans sa filiale Gazpromregiongaz, tandis que l'État devait transférer ses actions dans les GRO à une structure étatique, Rosgazifikacija. Il était ensuite prévu de les réunir pour créer une unique compagnie, sous le contrôle de Gazprom, cependant, le projet ne s'est pas concrétisé. Actuellement, Gazpromregiongaz, devenu Gazpromgazoraspredelenie, est le plus gros holding de distribution de gaz du pays. Constitué de 263 filiales, il contrôle un réseau de distribution de 650 900 km dans 66 régions du pays⁴⁹.

Conclusion

Etudier la gazéification nécessite d'avoir une vision plus large du secteur gazier russe, du système et de la politique énergétiques du pays. Les projets gaziers doivent être replacés dans le contexte des différents enjeux fédéraux et régionaux et notamment de la conception de la sécurité énergétique de la Russie. Le secteur des hydrocarbures est au cœur de ces enjeux en raison de son rôle clé pour l'économie russe. Si le gaz naturel est moins mis à contribution que le pétrole pour alimenter les recettes budgétaires, ses faibles prix sur le marché

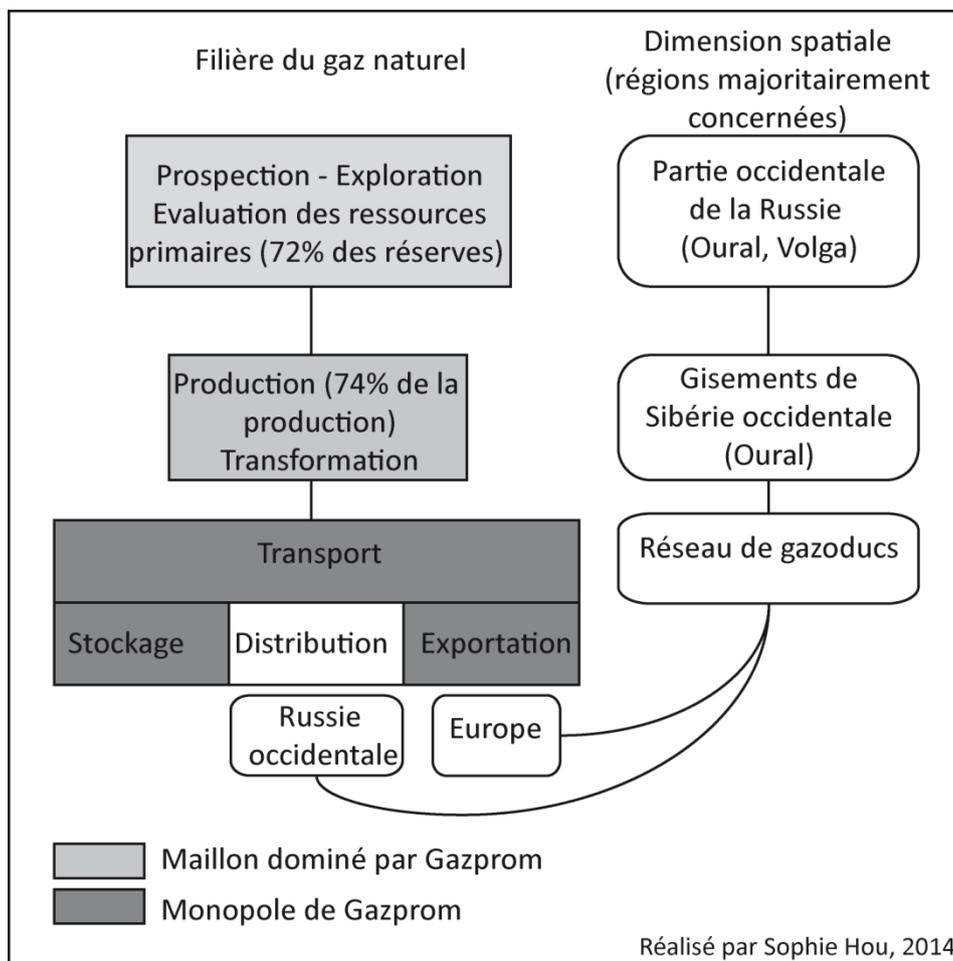
⁴⁸ Gazprom, *Gazprom Žurnal*, 2004-2013.

⁴⁹ Site de Gazpromgazoraspredelenie, consulté le 24 février 2014.

domestique constituent un soutien à l'ensemble de l'économie russe et à la population. Il est la première source d'énergie utilisée par la Russie. Le secteur gazier est dominé par Gazprom.

La compagnie intervient à tous les maillons de la filière gazière, contrôle plus de 70 % des réserves du pays, assure l'essentiel de la production, possède les réservoirs de stockage et détient le monopole sur l'exportation et le transport. Ainsi, la filière du gaz naturel russe se caractérise par la domination ou le monopole de Gazprom dans chaque secteur d'activité (voir schéma 4). A ces différents secteurs correspondent des lieux bien distincts, majoritairement situés à l'ouest du pays mais éloignés les uns des autres, ce qui donne une importance toute particulière au transport. Ainsi, « les infrastructures de transport jouent un rôle crucial dans la capacité de l'État à contrôler la politique énergétique⁵⁰ » (Huotari, 2011).

Schéma 4 : La filière gazière en Russie



⁵⁰ Traduction de l'auteur.

Chapitre 2. Le programme de gazéification dans son contexte

Il s'agit ici de remettre le programme de gazéification en perspective par rapport à la progression de la gazéification depuis ses débuts et par rapport aux documents qui constituent l'environnement institutionnel du programme. Entre les années 1990 et les années 2000, l'importance, les modalités, les acteurs, les espaces concernés et les objectifs de la gazéification changent. On passe d'une gazéification menée à l'échelle régionale par des acteurs régionaux à un projet fédéral réalisé avant tout par Gazprom. Cette évolution s'inscrit dans un changement de contexte politique. La gazéification illustre les phases de décentralisation et de centralisation de la Russie. Durant les années 1990, les régions possédaient une certaine autonomie par rapport au pouvoir fédéral, tandis qu'un mouvement de centralisation s'est observé dans les années 2000, en particulier avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir (voir *infra*). Ceci montre bien la façon dont la gazéification reflète les logiques politiques et les rapports de force au sein de l'État.

1. Aperçu historique de la gazéification ; un changement d'envergure et d'organisation

1.1. Les débuts de l'industrie gazière et la gazéification en Union soviétique

La construction de réseaux de transport et de distribution du gaz naturel n'est certes pas une nouveauté en Russie et elle se déroule sur le long terme. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la Russie prérévolutionnaire avait recours au gaz manufacturé, mais dans un nombre très limité de villes : Moscou, Saint-Pétersbourg, Odessa, Kharkov, Riga et Rostov. Dans ces villes même, son usage était restreint (Elliot, 1974). Le gaz manufacturé était utilisé pour l'éclairage public, mais il a fallu attendre le début du XX^e siècle pour qu'il entre dans les habitations. En 1914, seuls 2 700 appartements à Moscou et 3 000 à Saint-Pétersbourg utilisaient le gaz. L'industrie du gaz, après la guerre civile, a accru sa production mais a continué d'avoir un rôle mineur dans l'approvisionnement énergétique. Les premières tentatives sérieuses de prospection et d'utilisation industrielle du gaz naturel commencèrent au début des années 1920 mais l'industrie gazière n'acquies une véritable importance qu'avec la Seconde Guerre mondiale et la découverte des vastes réserves gazières sur le territoire de l'Union soviétique (Kolibaba, Nikišov, Ometova, 2013).

On peut ainsi considérer que la gazéification a commencé au milieu du XX^e siècle. En Union soviétique, la construction des gazoducs pour transporter le gaz sur de longues distances a commencé un peu avant la Seconde Guerre mondiale : en 1941, Lvov a été relié au gisement de Dashava par un pipeline (Elliot, 1974). Le conflit mondial a donné une impulsion significative au développement du secteur gazier. Le pays s'est trouvé confronté à une pénurie de combustible et a commencé à se tourner massivement vers l'utilisation du gaz naturel pour satisfaire les besoins des équipements collectifs et de l'industrie (Kolibaba, Nikišov, Ometova, 2013). Les premiers gazoducs sur le territoire de la RSFSR ont été construits : le gazoduc Bougouroslan-Pokhivistnevo-Kouïbychev en 1943, le gazoduc parcourant 788 km entre les gisements de l'oblast de Saratov et Moscou en 1946⁵¹.

Dans les années 1950, l'importance du secteur gazier pour l'économie de l'URSS est devenue évidente et la politique énergétique soviétique a encouragé le développement de l'industrie gazière. Le 6^e plan quinquennal (1956-1960), prévoyait de multiplier par quatre la production de gaz (Elliot, 1974). Cette nouvelle importance du gaz s'est également traduite par des changements dans la structure administrative. L'industrie du gaz, auparavant rattachée au ministère du Pétrole, a pris son autonomie. Le Glavgaz SSSR a été créé en 1956 (voir *supra*) (Kolibaba, Nikišov, Ometova, 2013). L'industrie du gaz a alors été reconnue comme une branche indépendante de l'économie sous l'autorité d'un seul organisme. Le ministère de l'Industrie gazière de l'URSS a été créé une décennie plus tard, en 1965. Grâce aux réserves considérables du bassin Oural-Volga et de Sibérie occidentale, les transitions énergétiques planifiées ont été accélérées. Si on observe dans les années 1970 une politique de remplacement du charbon par le pétrole, dans les années 1980, une politique de remplacement du pétrole par le gaz a été mise en œuvre (Angelier, 1994).

Tandis que les grands gisements étaient progressivement mis en exploitation, les grands gazoducs d'exportation ont été construits :

- le gazoduc « *Bratstvo* » (Fraternité), achevé en 1967, qui transporte du gaz extrait du gisement d'Orenbourg, dans l'Oural, jusqu'à la Tchécoslovaquie puis la Pologne, la République démocratique allemande et la Hongrie
- le gazoduc « *Soyuz* » (Union) qui transporte également, depuis 1976, le gaz d'Orenbourg jusqu'à la frontière entre l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie

⁵¹ Plotnikov Vladimir, Hrenkov Nikolaj, « Gaz glja fronta » (« Du gaz pour le front »), *Gazprom Žurnal*, N°9, septembre 2013, p. 36-40.

- le gazoduc « *Sijanie Severa* » (Aurore boréale), mis en service en 1976, qui achemine le gaz d'Urengoj vers la Tchécoslovaquie.

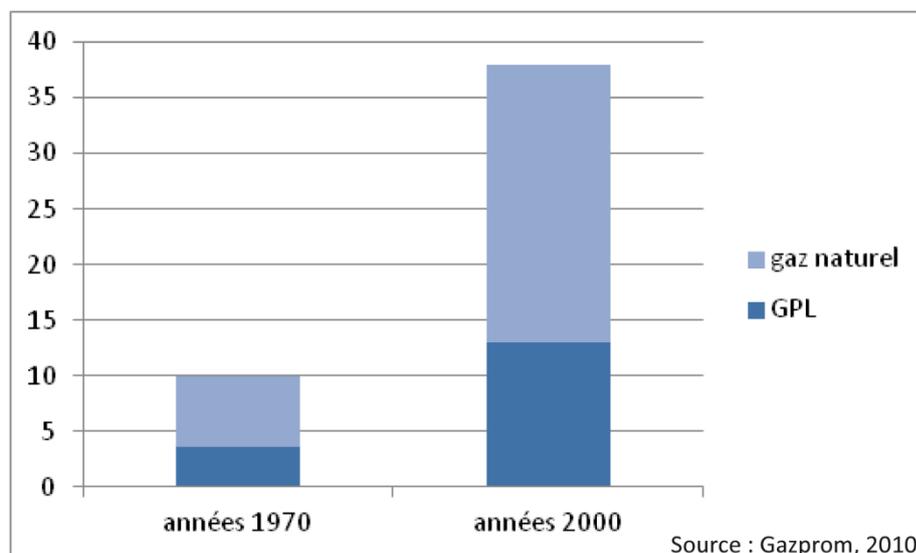
A partir du gisement d'Urengoj, six grands gazoducs ont été construits entre 1981 et 1985, dont un pipeline pour approvisionner l'Europe occidentale. A la fin des années 1980, six gazoducs ont également été installés pour transporter le gaz de Jamburg (Locatelli, 1992). Le développement du réseau russe de gazoducs s'est fait vers les régions occidentales de l'URSS et vers les pays situés à l'ouest de son territoire.

En août 1958, un décret sur le développement de l'industrie gazière et la gazéification des entreprises industrielles et des villes de l'URSS a été promulgué. Dans le cadre du 8^e plan quinquennal (1966-1970), 1 325 villes et 34 000 villages ont été approvisionnés en gaz (Elliot, 1974). La consommation domestique de gaz naturel a crû à mesure que le réseau de gazoducs s'est déployé. Dès les années 1970, le gaz naturel représentait 1/5^e de la consommation énergétique de l'URSS et plus de 100 millions de Soviétiques l'utilisaient comme principal combustible domestique. Il est devenu la principale source d'énergie pour certaines régions économiques. Ainsi, il représentait 45 % du bouquet énergétique de la région centrale, 34 % de celui du nord-ouest et sa part était supérieure à 50 % dans le Caucase du Nord et l'Asie centrale.

La gazéification emprunte deux voies distinctes : elle se fait au moyen du gaz naturel (méthane) et du gaz de pétrole liquéfié (GPL, propane-butane). Dans de nombreuses régions, le propane-butane est arrivé dix ou vingt ans avant le méthane⁵². L'usage du GPL se répandit de façon massive à partir de 1959 même si l'utilisation du gaz naturel prédominait : dans les années 1970, sur dix millions de ménages gazéifiés en Russie, seuls 3,6 millions l'étaient en GPL. Cette tendance se confirma par la suite : au début des années 2000, 13 millions d'habitations étaient gazéifiées par propane-butane, la moitié se trouvant en milieu rural, tandis que ce chiffre s'élevait à 25 millions pour le gaz naturel. Aujourd'hui, la consommation de la population en propane-butane est inférieure à celle de la période soviétique. A cela trois raisons principales : dans les années 1990, la production diminua, les prix augmentèrent, le système de production et de livraison fut désorganisé. Le gaz naturel s'imposa progressivement face au GPL mais aussi face aux autres énergies : marginal avant la Seconde Guerre mondiale, il domine actuellement le bouquet énergétique russe.

⁵² Hrenkov Nikolaj, « Parallelnaja gazifikacija » (« La gazéification parallèle »), *Gazprom Žurnal*, N°10, octobre 2010, p. 6-9.

Graph 6 : Nombre de ménages ayant accès au gaz de pétrole liquéfié et au gaz naturel en Russie dans les années 1970 et 2000



1.2. La gazéification dans les années 1990 : des projets avant tout régionaux

En 1991, le niveau de gazéification de la Russie soviétique était de 40 %⁵³. La gazéification faisant partie des responsabilités sociales assumées par Gazprom, la compagnie l'a poursuivie, mais lentement. Au cours de la décennie, le niveau moyen de gazéification a continué à augmenter : en 1999, il était de 47,5 % (Vinogradova, 2012). Dans les années 1990, les conséquences du passage à l'économie de marché et de la libéralisation se sont fait sentir : la consommation du gaz de la Russie a changé brutalement selon les catégories de consommateurs. La demande du secteur résidentiel et de la population a été multipliée par plus de trois tandis que celle de l'industrie a été divisée par deux⁵⁴. Dans cette période de déstabilisation, l'extension du réseau de gazoducs de faible pression a continué, mais s'est faite de façon chaotique et sans coordination, d'autant que la crise économique a gelé la construction de certaines infrastructures. Gazprom était alors officiellement en charge de la gazéification et s'occupait des réseaux de distribution en plus du développement des gazoducs de forte pression. Lorsqu'au milieu des années 1990, la compagnie s'est intéressée à la gazéification, ce fut sous un autre angle, celui du problème des impayés. Elle a alors créé un

⁵³ Pourcentage de consommateurs ayant accès au gaz naturel.

⁵⁴ Kirillov Denis, « Nacional'nyj proekt' » (« Un projet national »), *Gazprom Žurnal*, N°12, décembre 2005, p. 6-9.

groupe de travail au sein de VNIIGAZ, une de ses filiales spécialisées dans la recherche⁵⁵. Ce groupe a élaboré des projets de gazéification pour certaines régions de Russie et en 1997, le premier projet d'approvisionnement en gaz et de gazéification a été mis au point pour l'oblast d'Orel. Un deuxième a été élaboré pour l'oblast d'Astrakhan.

Cependant, avant les années 2000, la gazéification des sujets de la Fédération de Russie s'est jouée essentiellement à l'échelle locale et dépendait avant tout des pouvoirs régionaux. Si certaines régions ont cherché à développer le réseau de distribution du gaz, d'autres sont loin d'en avoir fait une priorité et les initiatives restent limitées. Dans les magazines publiés par la compagnie Gazprom, un regard critique est porté sur la façon dont la gazéification a été menée avant que le programme de gazéification ne soit mis en place. Valerij Matjušečkin, directeur adjoint du Département du transport, du stockage et de l'utilisation du gaz de la compagnie Gazprom, a ainsi déclaré :

« Autrefois tout dépendait de la personnalité du gouverneur. S'il était favorable à la gazéification de la région, elle progressait constamment. Si le dirigeant voyait seulement son propre profit, alors, les indicateurs montraient que la construction de conduites de raccordement ainsi que la création de systèmes de distribution étaient en progression, cependant tous les consommateurs potentiels (si tant est qu'ils aient existé) n'étaient pas raccordés, le raccordement se faisait seulement pour chaque objet pris séparément. En conséquence, dans certains sujets fédéraux, nos conduites étaient utilisées à seulement 1 à 5 % et même moins. De fait, le processus s'est déroulé de manière incontrôlée et donc de façon extrêmement inefficace. »⁵⁶

Quelques exemples de gazéification réussie ont pu être observés. La République du Tatarstan apparaît comme un cas atypique de gazéification volontariste réalisée sur l'impulsion des autorités régionales. Les débuts de la gazéification du Tatarstan furent modestes : un premier tube fut construit après la Seconde Guerre mondiale et des travaux plus importants furent réalisés à la fin des années 1980. En 1994, le gouvernement du Tatarstan et la compagnie Gazprom ont signé un accord de coopération sur une période de cinq ans. La République du Tatarstan fut ainsi l'un des premiers sujets de la Fédération de Russie à passer un tel accord avec Gazprom (Minnahmetov, 2002). La gazéification fut réalisée à partir de

⁵⁵ Une liste des compagnies est dressée en fin d'ouvrage.

⁵⁶ Kirillov Denis, « Dviženie na Vostok » (« Mouvement vers l'est »), *Gazprom Žurnal*, N°3, mars 2008, p. 10 ; traduction de l'auteur.

gaz associé⁵⁷ et achevée en 2002. Bien qu'elle ne dispose pas de gisements de gaz naturel sur son territoire, la région devint un des leaders de la gazéification en Russie, avec un niveau de gazéification supérieur à 99 % dans les villes et de 95,5 % dans les campagnes⁵⁸. Mais le Tatarstan fait figure d'exception et ne reflète pas ce qui s'est observé dans les autres régions russes. Durant cette période, il n'a existé aucune stratégie fédérale de gazéification du pays et les réseaux de distribution étaient principalement financés par les budgets régionaux et les consommateurs⁵⁹.

Les projets de gazéification sont mentionnés dans la loi « sur l'approvisionnement en gaz » de 1998 et stipulait que l'État devait les soutenir au moyen de programmes fédéraux, interrégionaux et régionaux. Ainsi, avant le programme de gazéification auquel nous nous intéressons, il est tout de même question de projets envisageant la gazéification à l'échelle fédérale. Valerij Matjušečkin déclare : « Le projet actuel est loin d'être le premier qu'a réalisé Gazprom »⁶⁰ et évoque notamment un programme « présidentiel » fédéral de « Gazéification de la Russie », qui aurait existé de 1996 à 2000. Cependant, on trouve très peu de traces de ce programme. Les projets de gazéification passés ont souffert d'un manque de coordination entre les acteurs et l'attention s'est portée avant tout sur les gazoducs. Les principaux indicateurs utilisés ne prenaient pas en compte le raccordement des appartements, des chaufferies et des entreprises au réseau mais les kilomètres de conduites qui les reliaient aux réseaux de distribution.

1.3. Le changement des années 2000 : la prise en main de la gazéification par Gazprom

1.3.1. L'élaboration d'un programme de gazéification par Gazprom

C'est à partir des années 2000 que le processus s'est accéléré. La gazéification devint alors un projet défini et formalisé. En effet, le gouvernement russe et la compagnie Gazprom ont lancé un nouveau projet de gazéification à l'échelle fédérale. Il n'est pas aisé de donner une date précise, car plusieurs sont évoquées. En 2001, Gazprom aurait ainsi élaboré un schéma général d'approvisionnement en gaz et de gazéification des régions de la Fédération

⁵⁷ Gaz se trouvant dans un gisement de pétrole et séparé de ce dernier lors de l'extraction. Il peut être brûlé en torchères, réinjecté dans le gisement ou valorisé.

⁵⁸ Borisov Aleksandr, « Gaz v každyj dom » (« Du gaz dans chaque maison »), *Gazprom Žurnal*, N°7-8, juin-juillet 2005, p. 40-42.

⁵⁹ Kirillov Denis, « Nacional'nyj proekt' » (« Un projet national »), *Gazprom Žurnal*, N°12, décembre 2005, p. 6-9.

⁶⁰ Kirillov Denis, « Dviženie na Vostok » (« Mouvement vers l'est »), *Gazprom Žurnal*, N°3, mars 2008, p. 10.

de Russie en coopération avec des institutions environnementales⁶¹. Des initiatives furent prises par le gouvernement au cours des années suivantes. En 2002, le ministère de l'Énergie tenta par exemple de mettre en place un programme fédéral et lança un appel d'offre remporté par Promgaz, une filiale de Gazprom. Cependant, le ministère se rétracta. De son côté, Gazprom publia en 2003 un document intitulé « Conception de la participation de l'OA O Gazprom⁶² dans la gazéification des régions de la Fédération de Russie », présentée comme une priorité pour la compagnie qui se déclarait prête à la prendre en charge⁶³. Entre 2002 et 2004, Gazprom aurait dépensé environ 9,1 milliards de roubles dans les projets de gazéification. Cependant, si la compagnie portait le projet, l'impulsion fut également donnée par le gouvernement et en particulier par le président Vladimir Poutine. Celui-ci souleva la question de la gazéification en juin 2005 et incita Gazprom à accélérer les travaux dans cette direction⁶⁴. Les sommes qu'il était prévu de consacrer à la gazéification dans les projets d'investissement de la compagnie furent alors augmentées significativement, passant de 5,2 milliards à 9,2 milliards de roubles. Cependant, malgré le rôle du gouvernement et ses directives, le programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie mis au point cette même année était entièrement le fait de Gazprom et ne relevait d'aucun ministère ou agence fédérale.

Le montant des sommes allouées au projet fut de plus en plus élevé au cours des années 2000, ce qui met bien en lumière le changement qui s'est opéré en 2005 (voir graphe 7). A partir de cette année, les budgets accordés à la gazéification ont considérablement augmenté pour atteindre récemment des records : 29 milliards de roubles⁶⁵ en 2011, près de 34 milliards⁶⁶ en 2012⁶⁷. Grâce à ces efforts, le niveau de gazéification du pays serait passé officiellement de 54,2 % à 63,2 % entre 2005 et 2011. Cependant, la fiabilité de ces chiffres est sujette à caution car on observe des différences selon les documents. Les sommes prises en compte recouvrent des dépenses qui n'ont en réalité pas été affectées aux livraisons de gaz naturel aux consommateurs russes et qui n'ont quasiment pas influé sur le niveau de

⁶¹ Gazprom, « Gazprom Sustainability Report 2010-2011 », 2011, p. 110.

⁶² OAO est l'acronyme de « *Otkrytnoe Akcionernoje Obsčestvo* », c'est-à-dire société anonyme à capital variable.

⁶³ Kirillov Denis, « Nacional'nyj proekt' » (« Un projet national »), *art. cit.*

⁶⁴ Kirillov Denis, « Dviženie na Vostok » (« Mouvement vers l'est »), *art. cit.*

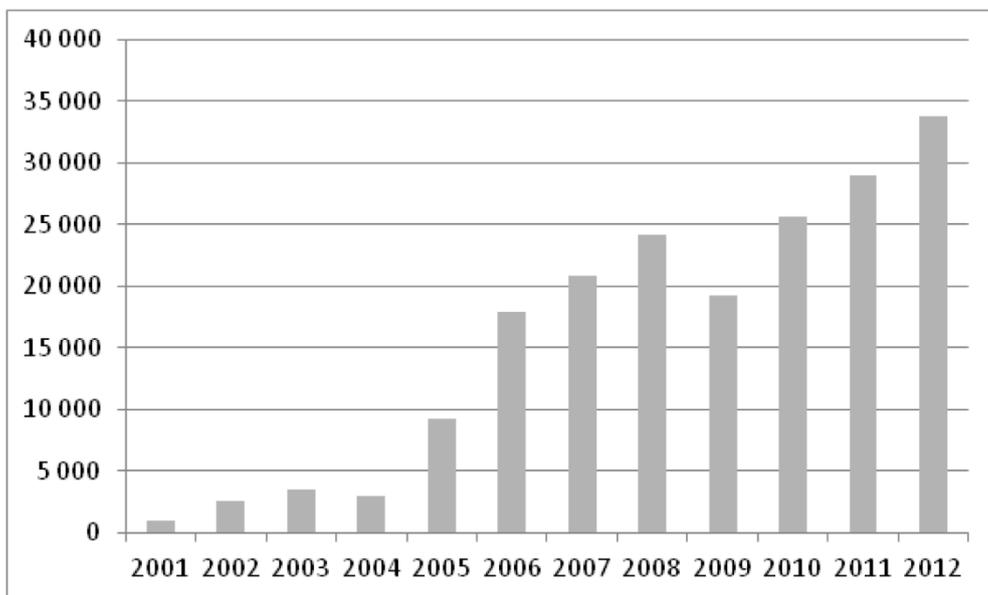
⁶⁵ Soit une somme équivalente à environ 697,6 millions d'euros au taux de conversion du 31 décembre 2011 (1 rouble était alors égal à 0,02405 euros), <http://fr.exchange-rates.org/Rate/RUB/EUR/31-12-2011>, consulté le 10 mai 2013.

⁶⁶ Soit 845,3 millions d'euros au taux de conversion du 31 décembre 2012 (1 rouble = 0,02486 euro), <http://fr.exchange-rates.org/Rate/RUB/EUR/12-11-2012>, consulté le 10 mai 2013.

⁶⁷ Gazprom, « Gazprom Annual Report 2012 », 2013.

gazéification. Il s'agit par exemple des dépenses pour construire les infrastructures pour les Jeux Olympiques dans la région de Sotchi ainsi que pour l'accueil du Sommet de l'APEC en Extrême-Orient (Vinograda, 2012). D'ailleurs, l'estimation des dépenses consacrées à la gazéification n'est pas seule sujette à caution. Les chiffres officiels présentés par Gazprom surpasseraient la réalité. Olga Vinograda (2012) considère que la moyenne du pays serait inférieure de 10 % à celle donnée par la compagnie. Non seulement ces chiffres possèdent une dimension politique mais les données ne sont pas faciles à recueillir : pour obtenir le niveau de gazéification, on collecte des données publiées par différents organismes, situés à différentes échelles, principalement les ministères fédéraux et régionaux ainsi que Gazprom.

Graphe 7 : Les dépenses consacrées à la gazéification entre 2001 et 2012 (millions de roubles)



Sources : Gazprom, Rapport annuel, 2012 ; Gazprom en questions/réponses, 2012.

Le programme fut actualisé et une deuxième version du programme de gazéification fut mise au point en décembre 2009, dans laquelle une classification des régions russes était effectuée (voir chapitre 4). Il s'agissait de tenir compte de la faible densité de la population et de l'éloignement des points de peuplement les uns des autres dans certaines régions, en particulier en Sibérie et en Extrême-Orient. Gazprom évoquait une gazéification autonome (*avtonomnaja gazifikacija*), c'est-à-dire une gazéification reposant sur l'usage de GPL et par la suite du GNL, comme solution alternative pour de telles régions.

1.3.2. Une nouvelle ampleur et une extension spatiale de la gazéification

La gazéification suppose des travaux de grande envergure. Pour la seule année 2012, Gazprom aurait construit 3 400 km de gazoducs, alimenté en gaz 429 communes dans 40 régions, raccordé au gaz 54 000 appartements et maisons et aurait converti 473 chaufferies au gaz. Au cours des années 2000, le niveau moyen de gazéification du pays a progressé à un rythme plus rapide. En 2005, il était de 54 %. Au cours de la période 2005-2007, le programme de gazéification aurait concerné 13 millions d'habitants et permis d'atteindre le chiffre de 62 % (67 % dans les villes et 44 % dans les campagnes) puis de 64,4 % en 2012⁶⁸ (voir tableau 17). Le programme prévoit de l'accroître encore et d'arriver à un niveau de gazéification de 85 % d'ici 2020, ce qui signifierait une augmentation de 22 % en 8 ans et nécessiterait de doubler le rythme moyen de croissance des six dernières années (Vinograda, 2012).

Tableau 17 : Bilan du Programme de gazéification pour la période 2005-2012

Investissements	180 milliards de roubles
Réseaux	1 527 réseaux d'interconnexion, soit 22 000 km
Raccordements	600 000 appartements et maisons, 3 627 chaufferies dans 2 953 villes
Evolution du niveau de gazéification	Passage de 53,3 % à 64,4 % ➤ Dans les villes de 60 à 70,1 % ➤ Dans les espaces ruraux de 34,8 à 53,1 %

Source : Gazprom Annual Report 2012, p. 64.

A l'heure actuelle, c'est quasiment l'ensemble du territoire qui est concerné par le projet. Des accords de coopération ont été signés entre Gazprom et presque tous les sujets de la Fédération de Russie. Avec ce programme de gazéification, le projet a pris une toute autre ampleur. Viktor Iljušin, le directeur du département en charge de la coopération avec les régions de la Fédération de Russie de Gazprom, le soulignait :

« Il y a dix ans, Gazprom s'occupait aussi de la gazéification, mais pas dans les mêmes proportions qu'à présent. Avant, il y avait des cas isolés, alors qu'aujourd'hui ce processus se déroule véritablement à l'échelle de toute la Russie »⁶⁹.

⁶⁸ Gazprom, Rapport annuel de 2012.

⁶⁹ Pravosudov Sergej, « Interesy "Gazproma" sovpadajut s govudarstvennymi » (« Les intérêts de Gazprom coïncident avec ceux de l'État »), *Gazprom Žurnal*, n°7-8, juillet-août 2007, p. 16-20 ; traduction de l'auteur.

Les premières sommes consacrées à la gazéification ont servi à construire des infrastructures dans 25 régions du pays. Dès 2006, 53 sujets de la Fédération étaient concernés par la construction ou les projets de mise en place d'infrastructures⁷⁰, puis 58 en 2007 et 64 en 2009. On trouve des informations légèrement divergentes dans les documents publiés par la compagnie. En 2010-2011, le programme de gazéification aurait couvert 66 ou 69 régions. En 2012, Gazprom aurait signé des contrats avec 81 sujets de la Fédération de Russie et aurait passé des accords de gazéification avec 66 régions⁷¹. Les différences constatées peuvent être dues à la multiplicité des accords passés par Gazprom avec les autorités régionales (voir chapitre 8).

1.3.3. Une inclusion progressive des régions orientales

Les premières régions à entrer dans le programme de gazéification furent les régions déjà consommatrices de gaz naturel, couvertes par le système de transport de Gazprom ou situées non loin du réseau de transport existant, c'est-à-dire des régions de l'ouest du pays. Cependant, pour Gazprom, la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient offraient des perspectives de production et d'exportation vers de nouveaux marchés, aussi la compagnie a-t-elle annoncé son intention d'accélérer la gazéification de ces régions. Elle a également déclaré que sur le long terme, la partie orientale du pays deviendrait la principale priorité de la compagnie dans le cadre du programme de gazéification des régions de Russie⁷².

Le programme de gazéification s'est de plus en plus déployé dans l'Est et il compte parmi les outils de développement territorial des régions orientales⁷³. Il s'agit d'un programme de Gazprom, non d'un ministère, mais le cadre de sa conception et de sa réalisation se superpose au cadre administratif de la Fédération de Russie : l'échelle retenue est celle de la région, comme l'indique l'intitulé « Programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie »⁷⁴. Gazprom reprend donc le maillage administratif auquel vient se superposer le maillage complexe des filiales de Gazprom, maillage interne à l'entreprise (voir *infra*). Pour la réalisation des objectifs fixés par la « Stratégie énergétique », la compagnie a créé au préalable une série de filiales dans l'Est du pays. La plus ancienne est Vostokgazprom,

⁷⁰ Kirillov Denis, « Dviženie na Vostok » (« Mouvement vers l'est »), *art. cit.*

⁷¹ Gazprom, Rapport annuel de 2012.

⁷² Hrenkov Nikolaj, « Novye magistrali » (« De nouveaux gazoducs »), *Gazprom Žurnal*, N°7-8, juillet-août 2009, p. 14-17.

⁷³ Pravusudov Sergeij, « Ot Kubani do Sahalina » (« Du Kouban à Sakhaline »), *Gazprom Žurnal*, N°1-2, janvier-février 2010, p. 41-43.

⁷⁴ Les régions correspondent aux sujets de la Fédération de Russie.

installée dans l'oblast de Tomsk. Dans le kraï de Krasnoïarsk, deux filiales ont été créées : Krasnoïarskgazprom pour les produits pétroliers et Krasnoïarskgazodobytcha pour l'extraction du gaz naturel et des condensats. A Irkoutsk se trouve la filiale Irkutskgazprom. Novossibirskregiongaz, située à Khabarovsk, s'occupe de la vente de gaz aux consommateurs de l'oblast de Sakhaline et des kraïs de Khabarovsk et du Primorié⁷⁵.

Aujourd'hui, les régions orientales sont déjà en grande partie, officiellement du moins, parties prenantes du projet. En 2008, cinq ont été incluses dans le programme : les kraïs de Krasnoïarsk, de Khabarovsk et du Kamtchatka, la République de Sakha (Iakoutie) et l'oblast de Sakhaline. Gazprom a conclu des accords de gazéification avec neuf régions de Sibérie Orientale et d'Extrême-Orient. L'oblast d'Irkoutsk a été la première des régions orientales à être incluse dans le programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie de Gazprom. Un schéma général d'approvisionnement en gaz et de gazéification a été élaboré pour le district fédéral d'Extrême-Orient, et des schémas similaires ont été réalisés pour les kraïs du Kamtchatka, du Primorié, de Khabarovsk et de Krasnoïarsk, pour la République de Sakha (Iakoutie) et pour l'oblast autonome juif (Birobidjan).

2. Une constellation de programmes

Les projets de développement des réseaux de gazoducs sur le territoire de la Fédération de Russie sont inscrits dans plusieurs documents de planification et de prospective. Le programme de gazéification peut être mis en lien avec des programmes à plusieurs échelles, relevant aussi bien d'une logique sectorielle que d'une logique régionale.

2.1. Des programmes relevant d'une logique sectorielle

A l'échelle fédérale, plusieurs programmes énergétiques ont été élaborés. Les principaux sont la « Stratégie énergétique de la Fédération de Russie jusqu'en 2030 » et le « Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030 ». Trois stratégies énergétiques ont été élaborées depuis que la Fédération de Russie existe. Publiée en 1995, la première couvrait la période allant jusqu'en 2010 et avait surtout un caractère technique. En 2003, la deuxième, dont les prévisions vont jusqu'en 2020, est un document plus abouti qui

⁷⁵ Oblasts et kraïs correspondent à deux types de sujets de la Fédération de Russie.

propose une prévision détaillée du développement du secteur énergétique. La dernière Stratégie, qui fait une prospective jusqu'en 2030, se démarque par son approche : il ne s'agit pas tant de faire une prévision que d'établir un modèle de développement du secteur énergétique avec des objectifs ciblés et chiffrés (Bushuev, Saenko, Gromov, 2010). Toutefois, ces trois stratégies témoignent d'une continuité, chaque version a pour vocation de rectifier la précédente et de l'adapter aux évolutions. La « Stratégie énergétique » n'est pas un programme d'action mais un document cadre qui fixe des priorités et des points de repères avec lesquels les autres programmes doivent être en conformité⁷⁶. Selon Aleksej Gromov, à l'heure actuelle, les documents sont en accord et le problème ne réside pas dans la concordance entre eux mais dans l'insuffisance des réalisations et des capacités budgétaires des régions (voir chapitre 11). Si les objectifs généraux des programmes fédéraux sont relativement clairs, notamment concernant la gazéification, on peut s'interroger sur l'efficacité des stratégies. En effet, la mise en application n'est pas sans poser quelques difficultés et les objectifs sont revus à la baisse à l'échelon régional.

Parmi eux, le « Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030 », publié en 2008, est un document plus précis et plus concret.

« [Son objectif principal est] de déterminer les orientations stratégiques de développement du secteur gazier pour assurer l'approvisionnement fiable en gaz des consommateurs russes et le respect des obligations établies par les accords intergouvernementaux et les contrats de livraison de gaz naturel conclus avec les pays étrangers »⁷⁷.

Il existe également des documents établis par d'autres acteurs que l'État fédéral et/ou couvrant des territoires à plus grande échelle. Chaque sujet de la Fédération de Russie prépare un programme énergétique régional, parfois intitulé stratégie énergétique. Les compagnies énergétiques ont également leurs propres programmes d'investissements. Ainsi, le programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie est un document élaboré et suivi par Gazprom et non le programme d'un ministère (voir *supra*).

Dans la « Stratégie énergétique » comme dans le « Schéma général de développement du secteur gazier », les régions orientales font l'objet d'une attention particulière. Ainsi, dans la « Stratégie énergétique », sur les cinq initiatives stratégiques du développement du

⁷⁶ Entretien avec Aleksej Gromov, Directeur de l'Institut de la Stratégie énergétique, Moscou, 20 avril 2012.

⁷⁷ Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030, 2008, p. 2, traduction de l'auteur.

complexe énergétique russe, quatre sont liées à des problèmes de développement sur le long terme de l'industrie énergétique dans la région orientale de la Russie (Bushuev, Saenko, Gromov, 2010). Parmi les principaux problèmes de sécurité énergétique identifiés figure la lenteur du développement des infrastructures énergétiques en Sibérie orientale et en Extrême-Orient.

Le « Programme gazier oriental », établi par décret en septembre 2007, identifie des objectifs à atteindre dans le domaine gazier sur ces territoires. Il semble se situer à la croisée des logiques sectorielles et régionales : il s'agit d'identifier les objectifs à atteindre dans le domaine gazier sur le territoire des régions de l'Est de la Russie. Des documents avaient été élaborés dans le passé pour planifier le développement des réserves énergétiques des régions russes orientales. Ainsi, entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, la Section sibérienne de l'Académie des Sciences de l'URSS avait préparé les premiers documents stratégiques de mise en valeur des ressources potentielles de la plateforme sibérienne (Koržubaev, Sokolova, Filimonova, 2012). Cependant, le « Programme gazier oriental » se démarque par l'envergure de ses ambitions. Ce serait un programme sans précédent pour l'Est de la Russie par l'étendue du territoire concerné et par l'importance du projet. Il nécessite, pour sa réalisation, des investissements de 2,5 milliards de roubles et induit la construction de 11 000 km de gazoducs à haute pression⁷⁸. Il s'agit de développer l'industrie gazière dans l'Est de la Russie en s'appuyant sur quatre centres de production : les centres de Sakhaline, de la République de Sakha, de l'oblast d'Irkoutsk et de Krasnoïarsk. Les dirigeants de Gazprom le présentent comme un « méga-projet » :

« Je pense que ce n'est pas une exagération de dire que le développement des ressources en pétrole et en gaz de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient est un méga-projet, le cinquième des méga-projets qui ont été réalisés en Extrême-Orient et en Sibérie au cours des cent dernières années. Je pense que ce n'est pas une exagération de comparer ce projet avec le Transsibérien, la ligne Baïkal-Amour, le développement des capacités hydrauliques et la Route maritime du nord »⁷⁹.

Le « Programme oriental » possède un statut fédéral et a été élaboré par le ministère de l'Énergie. Cependant, c'est Gazprom qui en est le coordinateur et qui a la responsabilité de sa

⁷⁸ Ananekov Aleksandr, « Kompleksnyj podhod » (« Une approche intégrée »), *Gazprom Žurnal*, N°6, juin 2008, p. 10-13.

⁷⁹ Gazprom, «Gazprom in Eastern Russia. Entry into Asia-Pacific Markets », Conférence de presse, 24 juin 2008.

réalisation. Aussi, bien qu'il soit fédéral, il est considéré comme le programme de la compagnie davantage que comme un document du gouvernement.

Les grands objectifs qui apparaissent dans ces documents de planification sectorielle révèlent plusieurs préoccupations (voir tableau 18), parmi lesquelles figurent notamment les questions d'approvisionnement du marché domestique comme des marchés d'exportation, mais aussi les questions d'intégration et de développement des territoires orientaux.

Tableau 18 : Les principaux objectifs mentionnés dans la Stratégie énergétique, le Schéma général de développement du secteur gazier et le Programme gazier oriental

	Stratégie énergétique	Schéma général de développement du secteur gazier	Programme gazier oriental
Sécurité d'approvisionnement	-Approvisionner de façon fiable et ininterrompue les marchés domestiques et d'exportation	-Déterminer des étapes de développement de l'industrie du gaz et synchroniser exploitation, extraction, transport, stockage, traitement et distribution du gaz afin d'approvisionner les marchés domestique et d'exportation	-Renforcer la stabilité de l'approvisionnement en gaz en Russie en conformité avec la Stratégie énergétique de la Russie -Optimiser les flux de transport du gaz dans la région et dans le pays
Développement et réforme du secteur gazier	-Améliorer la structure organisationnelle de l'industrie gazière afin d'augmenter ses performances économiques, développer un marché du gaz libéralisé	-Prendre des mesures pour stimuler le développement du secteur gazier	
Faire du secteur énergétique une richesse	-Assurer des revenus stables pour le budget de la Russie en conformité la politique énergétique de l'État		
Coordination des actions		-Assurer la coordination du marché gazier -Énoncer des orientations pour les organes étatiques russes et les régions afin de coordonner perspectives de développement de l'industrie gazière et plans de développement du secteur énergétique aux échelles du pays et des régions	-Se constituer comme une partie du Schéma général de développement du secteur gazier
Intégration de l'Est et développement régional	-Développer le système unifié d'approvisionnement en gaz et mener une expansion vers l'Est de la Russie, renforcer l'intégration interrégionale sur cette base		-Elaborer une variante optimale de la mise en valeur des ressources de Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient pour en faire des régions au développement dynamique, élever le niveau de vie et améliorer l'activité de production de toute la population -Créer les conditions pour une croissance économique dans la région
Exportation vers les pays asiatiques			-Prendre en compte la croissance de la demande en gaz naturel russe en Asie-Pacifique et parvenir à des conditions d'exportations plus efficaces et profitables pour l'État
Autres		-Estimation de la consommation de produits de secteurs associés (tubes, machines)	-Lier les projets de développement de la région avec la réalisation de potentiels projets internationaux

2.2. Des programmes relevant d'une logique régionale

Il existe également un panel de programmes qui relèvent principalement d'une logique régionale. Des stratégies de développement régional sont produites à plusieurs échelles. A l'échelle de la Fédération de Russie, la « Conception du développement socio-économique sur le long terme de la Fédération de Russie sur la période allant jusqu'en 2020 » (2010) esquisse les grandes lignes à suivre dans un grand nombre de domaines. Les principaux défis auxquels doit répondre le secteur énergétique sont mentionnés. L'aspect territorial des politiques n'est pas réellement mis en avant, même s'il est question d'atténuer le déséquilibre spatial du pays et le document a pour vocation d'être très général. Des programmes spécifiquement centrés sur les régions orientales ont été élaborés depuis une dizaine d'années autour de cet objectif.

Un programme cible fédéral intitulé « Développement économique et social de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal jusqu'en 2030 » a été approuvé par décret gouvernemental le 15 avril 1996. Ce programme a été repris en 2009 par la « Stratégie de développement socio-économique de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal jusqu'en 2025 ». Ces deux documents font le constat d'un écart entre le caractère stratégique des régions russes orientales, lié à leur situation géographique et à leur richesse en matières premières et leur faiblesse en termes de développement socio-économique. Il s'agit d'améliorer ce dernier afin de maintenir un certain poids démographique dans l'est du pays. Un programme gouvernemental de la Fédération de Russie « Développement socio-économique de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal », publié en mai 2013, atteste de l'intérêt que le gouvernement russe porte à ces régions, ce que confirme également la création d'une Commission gouvernementale sur les questions relatives au développement socio-économique de l'Extrême-Orient la même année. Le district fédéral sibérien a également fait l'objet d'un document spécifique, la « Stratégie de développement socio-économique de la Sibérie jusqu'en 2020 ». Dans ces documents, les questions énergétiques sont présentes, même si elles sont la plupart du temps abordées sans être détaillées et sans que des mesures concrètes soient évoquées. Ils mentionnent cependant le développement du système d'approvisionnement en gaz sur le territoire des régions orientales. Enfin, à l'échelle des sujets de la Fédération de Russie, des programmes régionaux sont également réalisés, comme le montre l'exemple de l'oblast d'Irkoutsk (voir tableau 19). Les programmes sont élaborés à différents niveaux politico-administratifs et échelles et leur mise en œuvre se décline à diverses échelles territoriales.

Tableau 19 : Les programmes énergétiques et de développement des régions de Russie orientale

Rédacteur	Date	Programme	Echelle d'application
Ministères fédéraux	2009	« Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2030 »	Fédération de Russie
	2008	« Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030 »	Fédération de Russie
	2008	« Programme visant à la création d'un système de production, de transport et d'approvisionnement en gaz unifié en Sibérie orientale et en Extrême-Orient en tenant compte des potentialités d'exportation du gaz sur les marchés chinois et d'autres pays de la région Asie-Pacifique »	Sibérie orientale et Extrême-Orient
	2009	« Stratégie de développement socio-économique de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal jusqu'en 2025 »	Extrême-Orient et région du Baïkal
	2010	« Stratégie de développement socio-économique de la Sibérie jusqu'en 2020 »	Sibérie
	2013	« Développement socio-économique de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal »	Extrême-Orient et région du Baïkal
Gazprom	2009	Programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie	Fédération de Russie
	2005, 2009	Schéma général de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk	Oblast d'Irkoutsk
Oblast d'Irkoutsk	2008	« Programme de développement socio-économique de l'oblast d'Irkoutsk jusqu'en 2020 »	Oblast d'Irkoutsk
	2006	« Programme de développement du complexe énergétique et thermique de l'oblast d'Irkoutsk jusqu'en 2010 »	Oblast d'Irkoutsk
	2010	« Programme ciblé de long terme "La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk de 2011 à 2015" »	Oblast d'Irkoutsk
Ville de Bratsk ⁸⁰	2011	« Programme cible de long terme "La gazéification de la ville de Bratsk de 2011 à 2015" »	Ville de Bratsk

On observe un regain d'intérêt pour les régions orientales du pays, en particulier depuis 2007 (voir chapitre 7). Toutes sont incluses dans le périmètre de plusieurs programmes (voir carte 3).

⁸⁰ Ville située dans l'oblast d'Irkoutsk.

Carte 3 : Les régions concernées par les différents programmes



2.3. Quelle coordination entre les deux types de programmes ?

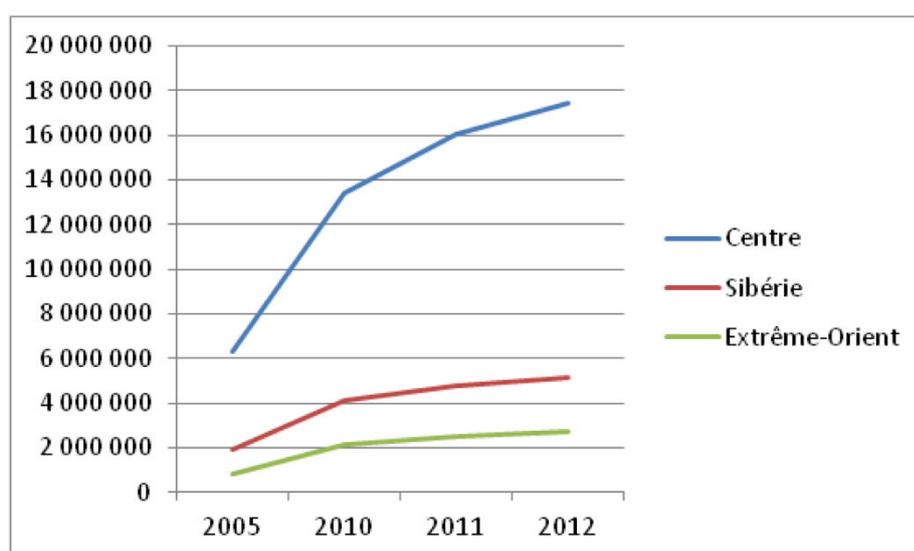
Le lien entre, d'une part, le développement du secteur gazier et, d'autre part, le développement de l'économie de la Russie et le développement régional est mis en évidence par plusieurs auteurs (Fonin, Korzhubaev, 2010) ainsi que par des documents officiels. Comme le souligne Elena Shadrina (2010) :

« Etant donné le rôle que le secteur énergétique joue dans l'économie russe, il est considéré comme l'un des leviers les plus efficaces pour le redressement industriel et économique des

régions en difficulté. L'exemple le plus révélateur en est l'histoire contemporaine du développement des ressources énergétiques de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient. »⁸¹

Les deux logiques, sectorielle et territoriale, semblent associées. Selon les dirigeants de Gazprom⁸², le programme oriental a été élaboré en fonction de la vision et des objectifs de l'État pour les territoires de l'est et, d'après eux, le scénario de développement a changé en 2008. Il s'agit notamment de développer la région à un rythme accéléré pour réduire l'écart de taux de croissance entre la Russie centrale et l'Est.

Graph 8 : Produit régional brut des districts fédéraux du Centre, de Sibérie et d'Extrême-Orient entre 2005 et 2012 (en millions de roubles)



Source : Rosstat, « Regiony Rossii. Social'no-ekonomičeskie pokazateli » (« Les régions de Russie. Indicateurs socio-économiques »), 2014.

L'évolution des objectifs expliquerait l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement socio-économique de l'Extrême-Orient jusqu'en 2025. En effet, plusieurs mesures pour le développement des régions orientales se sont succédé (voir schéma 5).

Selon Gazprom, il est important que la stratégie contienne des prévisions concernant le bilan énergétique régional et plus précisément le gaz naturel afin de pouvoir estimer les besoins en gaz dans le temps⁸³. Ainsi, la compagnie affirme que le « Programme oriental » doit devenir une composante importante de la Stratégie de développement socio-économique

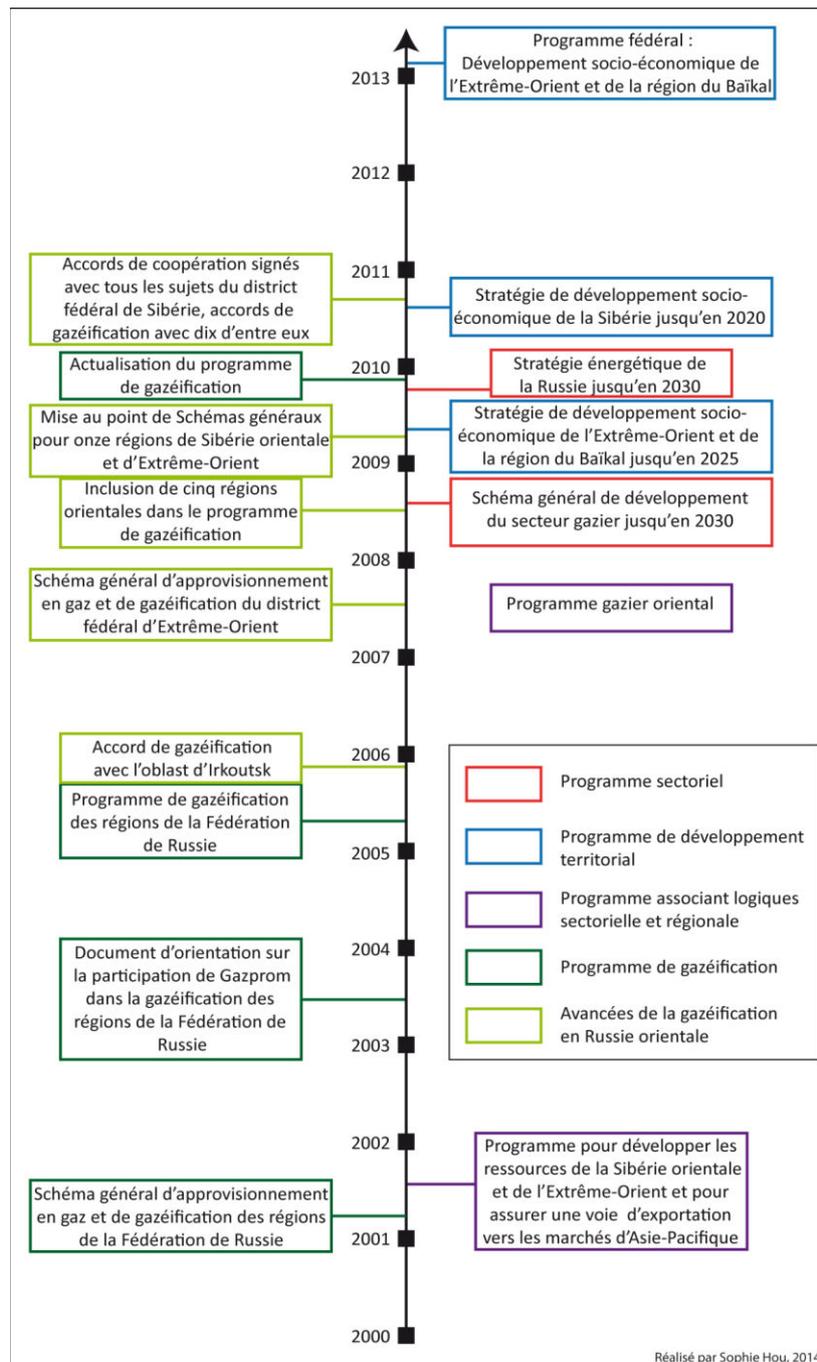
⁸¹ Traduction de l'auteur.

⁸² Gazprom, « Gazprom in Eastern Russia. Entry into Asia-Pacific Markets », Conférence de presse, 24 juin 2008.

⁸³ *Ibid.*

de l'Extrême-Orient jusqu'en 2025⁸⁴. Le programme contient des scénarios de développement économique des régions orientales, selon lesquels, dans la perspective d'un développement accéléré de l'Est du pays, Gazprom prévoit une croissance de la demande en gaz des consommateurs dans pratiquement toutes les régions orientales.

Schéma 5 : Chronologie de Programmes énergétiques et de développement de l'Est



⁸⁴ Ananenkov Aleksandr, « Kompleksnyj podhod » (« Une approche intégrée »), *art. cit.*

Le soutien de l'État est indispensable à la compagnie parce que le développement du secteur énergétique nécessite de grands investissements, rentables sur le long terme, et parce que beaucoup d'infrastructures énergétiques ont un rôle social et ne sont pas rentables (Korneyev et Bobkov, 2010), en particulier dans les régions orientales. Ainsi, les compagnies énergétiques ont besoin de l'appui financier de l'État. Gazprom a mis à plusieurs reprises l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre des mesures gouvernementales pour rendre possible l'exploitation des ressources en hydrocarbures et la construction des infrastructures dans les régions orientales. La coordination entre les programmes nécessite une synchronisation des mesures, une répartition des charges financières et suppose aussi coordination entre les acteurs, en particulier entre les acteurs gouvernementaux et les compagnies. Cela concerne principalement Gazprom, dont les dirigeants, lors de conférences de presse et dans leurs déclarations, insistent sur ces aspects et sur les responsabilités des régions (voir chapitres 8 et 12).

Conclusion

Le réseau de transport et de distribution du gaz naturel s'est constitué dès la mise en exploitation des gisements gaziers. Les régions occidentales de Russie ont été les premières à être raccordées au réseau et à être approvisionnées en gaz. Après la disparition de l'Union soviétique, Gazprom était en charge du réseau de gazoducs et de la gazéification. Cependant, celle-ci ne représentait pas une priorité et n'était pas mise en exergue dans les discours. Les progressions dépendaient alors essentiellement des initiatives prises au niveau régional. Un changement s'est esquissé dans les années 2000, lorsqu'un programme de gazéification est élaboré. La gazéification s'inscrit dans toute une série de programmes sectoriels et régionaux. Il s'agit notamment de relier les régions orientales de Russie au réseau gazier.

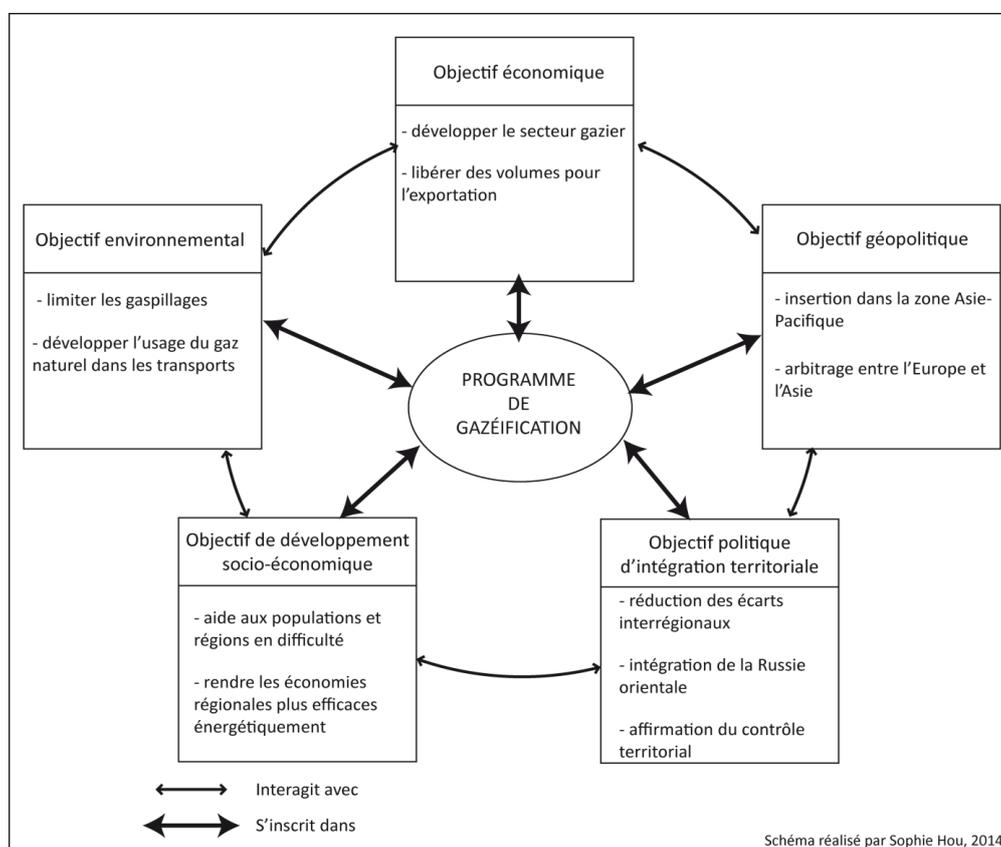
Le programme de gazéification est associé à de multiples enjeux. Certains d'entre eux apparaissent explicitement dans les programmes mentionnés précédemment, d'autres sont plus implicites. Les objectifs peuvent se comprendre à différentes échelles (voir tableau 20).

Tableau 20 : Les objectifs associés à la gazéification selon les échelles considérées

Echelle	Objectif
Individus, population de l'oblast	Améliorer la qualité de vie, le confort.
Municipalités	Réduire les dépenses consacrées au fonctionnement des chaufferies grâce à une plus grande efficacité énergétique
	Utiliser le gaz naturel comme carburant (transports en commun...)
Région	Assurer la sécurité énergétique de l'oblast, en particulier la fiabilité des approvisionnements des points de peuplement isolés
	Donner une impulsion au développement économique, notamment par la constitution d'un centre de production et de chimie gazière
	Améliorer la situation environnementale régionale
Fédération de Russie	Uniformiser le territoire national en reliant l'oblast à l'ESG
	Diversifier territorialement la production de gaz naturel en Russie par la mise en valeur de nouveaux gisements
	Utiliser les potentialités de transit de la région et intégrer la Russie dans les marchés énergétiques de l'Asie-Pacifique.

La gazéification possède ses propres objectifs mais s'inscrit également dans des enjeux plus généraux, qui concernent tout le secteur gazier et les intérêts stratégiques de la Russie (voir schéma 6). Les différents aspects du système énergétique sont mis en interaction à travers le programme.

Schéma 6 : Les grands objectifs du programme de gazéification



Les objectifs qui gravitent autour de la gazéification font intervenir plusieurs dimensions. La gazéification est ainsi associée au développement socio-économique : elle permettrait de résoudre les problèmes d’approvisionnement énergétique et de fournir une énergie fiable pour les entreprises comme pour la population, pour laquelle le gaz naturel représente une amélioration des conditions de vie. Le développement du réseau gazier sur l’ensemble du territoire représenterait une intégration territoriale à l’échelle fédérale et permettrait aussi d’ouvrir de nouveaux débouchés d’exportation et donc de pouvoir mettre en concurrence les marchés européens et asiatiques⁸⁵. Initialement, dans la perspective d’une augmentation du prix du gaz naturel sur le marché domestique, la gazéification pouvait également revêtir des aspects économiques. La gazéification possède enfin un volet environnemental. Les programmes évoquent la mise en valeur du gaz associé ainsi que le développement de l’usage du gaz comme carburant. De plus, l’utilisation du gaz devrait permettre l’amélioration de la situation environnementale (la réduction des émissions polluantes atmosphériques). Ces divers objectifs sont évoqués tour à tour dans les discours.

⁸⁵ Cette mise en concurrence est toutefois à relativiser car les gisements destinés à approvisionner les pays asiatiques ne seraient pas ceux qui fournissent le gaz aux pays européens. De plus, il s’agit d’un objectif de moyen ou long terme car la concurrence entre les deux marchés ne peut pas être immédiatement effective étant donné l’ampleur des investissements et travaux à réaliser.

Chapitre 3. La gazéification présentée dans les discours : un projet ambitieux à forte dimension sociale

Si de multiples objectifs gravitent autour de la gazéification, tous n'ont pas la même importance et tous n'apparaissent pas explicitement dans la présentation du programme. Les documents qui mentionnent la gazéification sont nombreux : documents officiels (programmes fédéraux et régionaux), articles de presse, publications de la compagnie. Il est intéressant de les étudier et de les comparer. Les documents émis par Gazprom font l'objet d'une attention particulière. En effet, leur analyse permet de comprendre comment l'acteur chargé de la réalisation du programme à l'échelle fédérale présente la gazéification. On pourra voir par la suite si la vision véhiculée par les discours de Gazprom concorde avec celle qu'en ont les acteurs régionaux lors de la phase de réalisation.

1. Les discours comme objet d'analyse

La gazéification induit l'élaboration de documents et la mise en œuvre de travaux de construction, mais aussi la création de discours, qui jouent des rôles divers et non négligeables. Leur analyse est l'une des dimensions de l'étude des acteurs qui est abordée plus spécifiquement dans ce chapitre. Les discours contribuent à définir les acteurs et à les différencier. Comme l'écrit Guy Di Méo (2008) :

« Quelle que soit la situation de l'acteur par rapport au territoire, on notera que son discours est essentiel. C'est le vecteur du sens (des sens différents) qui lui est attribué et qui nourrit les actions dont il est l'objet. »

Les discours produits donnent un sens à l'action et positionnent les acteurs par rapport au territoire mais aussi les uns par rapport aux autres. C'est la production des discours liés à la gazéification qui nous intéresse et non leur réception, qui nécessiterait des études approfondies plus difficiles et surtout bien plus longues à mettre en œuvre.

L'étude de la production de discours sur la gazéification invite à poser les questions suivantes : dans quelle mesure s'agit-il d'un thème médiatique et médiatisé ? Qui produit les discours ? Quels sont les angles sous lesquels le sujet est abordé ? Les documents publiés au sujet de la gazéification ne manquent pas. Ils émanent d'abord des acteurs institutionnels, comme les administrations fédérales ou régionales. Gazprom et ses filiales sont une autre

source majeure de documents. Enfin, la presse, qu'il s'agisse de la presse régionale et locale ou fédérale, et les médias, comme les journaux télévisés, relayent également les informations ayant trait à la gazéification. On a retenu ici uniquement les documents publiés par Gazprom. Ce choix s'explique par le fait qu'il s'agit de l'acteur principal, celui qui a un rôle majeur et qui est à l'origine du programme tel qu'il existe. La compagnie produit une abondance de documents de différents types. Une sélection a été opérée : les publications analysées sont des rapports d'activité annuels ainsi que les articles mis en ligne sur le site de la compagnie sur une période allant de 2002 à 2014.

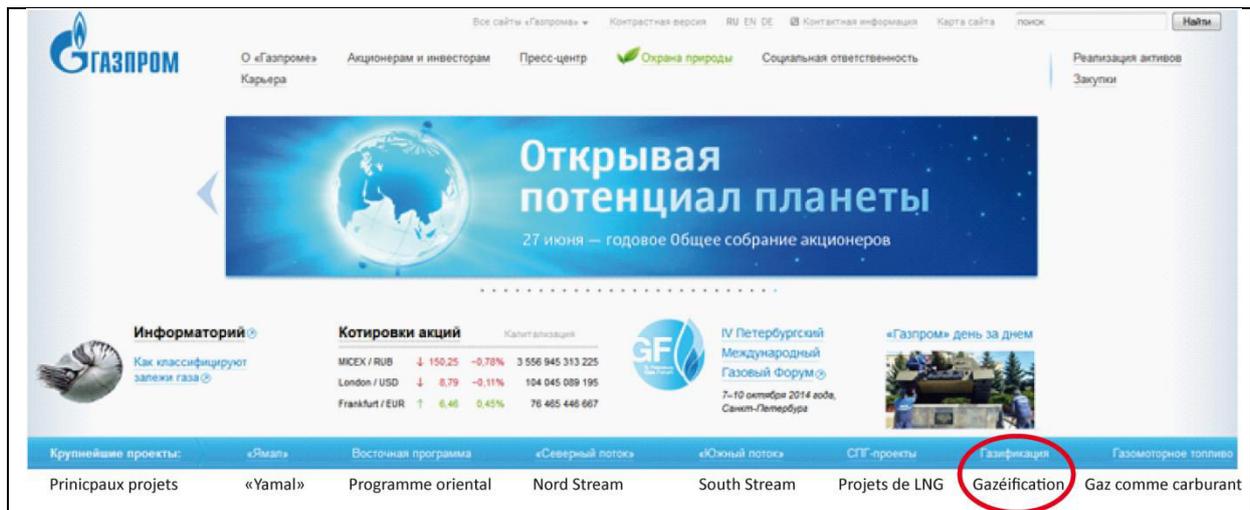
L'objectif est de déterminer quelle est la vision de la gazéification que la compagnie cherche à donner et quels sont les objectifs qu'elle met en avant à travers ces textes. Les discours analysés sont conçus pour être diffusés, pour véhiculer un message et une image auprès d'un public extérieur. Ils ne donnent pas un aperçu des représentations internes à Gazprom mais ils permettent d'appréhender les représentations que la compagnie cherche à donner du programme de gazéification et d'elle-même à travers ce programme.

L'analyse des discours portant sur la gazéification est faite sans avoir recours à un logiciel. Accomplir une étude plus approfondie grâce à un tel outil serait sans doute intéressant et permettrait de faire des analyses plus fines, mais nécessiterait plus de temps. D'autre part, la nature des textes du corpus limite la diversité des formulations et des champs lexicaux. En effet, les rapports annuels sont des documents qui obéissent à des contraintes formelles et stylistiques. Les articles publiés sur le site de la compagnie présentent en partie les mêmes restrictions : les textes visent avant tout à délivrer une information et sont souvent bâtis sur le même modèle, sans préoccupation stylistique, les mêmes expressions revenant d'un texte à l'autre.

2. La présentation de la gazéification sur le site de Gazprom

L'une des premières façons d'aborder la manière dont Gazprom présente le programme de gazéification est de consulter le site de la compagnie et de voir la place qui revient à la gazéification. Elle apparaît parmi les « grands projets » aux côtés des projets « Yamal », du « Programme oriental », « Nord Stream », « South Stream », des « Projets relatifs au gaz naturel liquéfié » et des « Projets relatifs au gaz naturel pour véhicule », elle a donc une visibilité immédiate sur le site (voir encart 1).

Encart 1 : Capture d'écran de la page d'accueil du site de Gazprom, consultée le 9 juillet 2014



Une page est spécifiquement consacrée à la gazéification. On y trouve non seulement un texte, mais également trois photographies et une vidéo. La première est celle d'une installation gazière à proximité de maisons, assurant l'approvisionnement en gaz de la population. Sur la deuxième, on voit un engin de construction, tandis que la dernière a été prise lors de l'inauguration de l'arrivée du gaz à un point de peuplement, au moment de l'allumage d'un flambeau. Ces trois photographies mettent l'accent sur différents aspects de la gazéification : celle-ci apparaît à travers ses résultats (première photographie), mais aussi sous forme de processus, de mise en œuvre (deuxième). C'est également le résultat que met en avant la troisième photographie, mais en se focalisant sur un moment symbolique et en mettant en valeur le rôle des décideurs, qui président la cérémonie devant les habitants rassemblés.

La vidéo est un reportage de 30 minutes en russe. Elle n'est disponible que sur la version russe du site et non sur sa version anglaise. Ce reportage retrace les différentes étapes nécessaires pour arriver à l'utilisation du gaz dans la maison, de l'extraction à la distribution et à la consommation. Il s'adresse à un grand public et non à un public de spécialistes : il s'agit d'expliquer le fonctionnement de la filière gazière de façon simple et générale. Le reportage commence par une scène dans une cuisine et cherche à faire le lien entre le quotidien des consommateurs et les activités de Gazprom. Le gaz est allumé pour faire chauffer de l'eau ou préparer à manger : il représente facilité d'utilisation et confort pour les consommateurs. Puis les étapes de la chaîne gazière sont expliquées, les difficultés inhérentes à chacune d'elles étant mises en valeur. Le reportage montre lui aussi l'arrivée du gaz dans un village : un flambeau est symboliquement allumé, puis on vérifie dans les maisons que les

équipements domestiques fonctionnent bien. L'arrivée du gaz est qualifiée d'« événement important », source de réjouissance pour la population. Des femmes du village sont interrogées et déclarent qu'avant la gazéification, chez elles, ce n'était pas agréable, il n'y avait pas d'eau chaude, tandis que le gaz est un vrai changement, elles peuvent dorénavant réguler la température, la qualité de vie change, « c'est le bonheur », le tout sur un fond de musique émouvante. Le document se termine avec un retour au cadre de départ, dans un intérieur confortable, et la présentatrice souligne que de nombreuses étapes sont nécessaires entre l'extraction du gaz et son utilisation domestique et qu'il faut prendre toute la mesure du travail réalisé. Il s'agit donc, à travers ce reportage, de s'adresser avant tout à un public de consommateurs russes et de leur montrer à la fois les bienfaits de la gazéification et l'ampleur des activités de la compagnie, qui se présente ici comme œuvrant à l'amélioration des conditions de vie des ménages russes.

Dans le texte également, la gazéification est avant tout présentée comme un projet social d'envergure fédérale. On remarque que la date de 2001 est évoquée comme étant la date à laquelle Gazprom a commencé à adopter des programmes régionaux de gazéification élaborés conjointement avec les autorités des sujets de la Fédération de Russie. On retrouve également la date de 2005, associée à une intensification des activités visant à augmenter le niveau de gazéification dans les régions russes. Cette année est également présentée comme une date charnière dans le reportage vidéo. Le texte mentionne les régions russes orientales en leur accordant un paragraphe spécifique : la gazéification de ces régions est considérée comme une tâche à part.

3. La gazéification dans les rapports annuels de Gazprom

Les rapports annuels de Gazprom correspondent aux rapports d'activité que la compagnie publie chaque année ainsi qu'aux rapports « Gazprom en questions/réponses ». Les rapports annuels présentent les différentes activités de la compagnie, ses réalisations, mettent l'accent sur les projets en cours. On dispose des rapports annuels de Gazprom pour les années 2002 à 2012. Gazprom publie également un rapport « Gazprom en questions/réponses ». On dispose de ce rapport pour les années 2010, 2011 et 2012 seulement. Pour appréhender la façon dont la gazéification apparaît dans ces publications, la première question que l'on se pose est la suivante : dans quelle mesure la gazéification est-elle évoquée ? Fait-elle l'objet d'une présentation et à quel point cette dernière est-elle détaillée ? Il s'agit également d'étudier plus spécifiquement le contenu, le descriptif qui est donné de la

gazéification. Comment est-elle présentée ? A quelles dimensions (économique, sociale, politique, environnementale) est-elle associée et à quel type de programme est-elle assimilée ?

L'évolution de la visibilité de la gazéification au cours du temps peut correspondre à une évolution quantitative du nombre d'occurrences, de pages ou de paragraphes consacrés au sujet. Si la gazéification, au début des années 2000, est déjà mentionnée parmi les réalisations de la compagnie, elle n'a pas une grande visibilité. Ainsi, elle n'est que rapidement évoquée dans le « Rapport annuel » de 2002. Un changement se produit entre les années 2002 et 2003 avec la mise au point d'un document officiel décrivant la « Participation de Gazprom à la gazéification » (voir chapitre 2). Mais on observe surtout un changement à partir de 2005, année où la gazéification fait l'objet d'un programme spécifique. Dans le « Rapport annuel » de 2005, la gazéification des régions russes est présentée comme l'un des objectifs clés de Gazprom. Le programme, selon Gazprom, bénéficie du soutien du gouvernement en tant que projet social d'importance nationale. D'après les documents, la gazéification prend donc une envergure nouvelle. Elle occupe de plus en plus de place dans les publications de Gazprom : une présentation plus détaillée en est faite, avec un bilan, le nombre de kilomètres de réseaux construits, de points de peuplements concernés, les équipements raccordés au système d'approvisionnement, le nombre de régions nouvellement incluses dans le programme et le montant des investissements consacrés.

L'évolution s'exprime également par un changement qualitatif. Ce qui évolue au cours de la décennie est également la façon dont la gazéification est présentée (voir tableau 21). La gazéification est d'abord présentée comme un aspect important de la politique régionale de Gazprom, de la coopération entre la compagnie et les sujets de la fédération. Elle apparaît alors comme relevant avant tout des relations entre Gazprom et les régions. Puis elle devient un « projet d'importance nationale » qui s'inscrit dans la stratégie fédérale de la compagnie et du gouvernement fédéral russe. Cette expression de « projet d'importance nationale » se transforme en « projet *social* d'envergure nationale ». A partir de 2006, la dimension sociale de la gazéification est mise en évidence dans les rapports de Gazprom. Des objectifs sont explicitement associés à la gazéification⁸⁶ : elle doit contribuer au développement plus intensif de l'économie du pays, à l'augmentation de la sécurité énergétique, notamment au niveau régional, à l'augmentation significative du niveau de vie de la population, en particulier de la population vivant en milieu rural. La compagnie met en avant la gazéification

⁸⁶ Gazprom, Rapport annuel de 2007.

en tant qu'outil de développement régional. Dans les rapports, au cours des dernières années, la gazéification devient le grand projet social de Gazprom. Elle apparaît d'ailleurs à la première place sous le titre « Réalisation de projets importants d'un point de vue social » (Rapport annuel de 2012).

Tableau 21 : Les expressions employées au sujet de la gazéification dans les Rapports annuels de Gazprom de 2002 à 2012

Date	Aspects associés à la gazéification				Objectifs évoqués
	Dimension régionale	Dimension sociale	Echelle nationale	Importance stratégique	
2002	-	-	-	-	-
2003	Point crucial de la politique régionale de Gazprom.	-	-	-	Un moyen pour Gazprom d'accroître son rôle dans certains segments de l'industrie gazière (distribution, accès aux consommateurs finaux).
2004	Un aspect fondamental de la coopération de Gazprom avec les sujets de la Fédération	-	-	-	-
2005	-	Un projet social...	... d'importance nationale.	L'un des objectifs clés de Gazprom.	-
2006	-	-	Un des projets nationaux...	... de la plus haute priorité par son importance stratégique.	-
2007		Un projet social...	... d'importance nationale.	-	-Développement plus intensif de l'économie du pays - Augmentation de la sécurité énergétique du pays - Augmentation significative du niveau de vie de la population, en particulier en milieu rural.
2008	-	Un Programme d'importance sociale.	-	L'un des domaines prioritaires de Gazprom.	-
2009	-	Un projet qui a une importance sociale spéciale...	... pour la Russie.	-	-
2010	-	Un projet d'importance sociale. Un des plus importants projets de Gazprom ayant une signification sociale	-	-	-

		spéciale			
2011	-	Un projet social... Un des projets les plus importants de Gazprom ayant une signification sociale.	... à l'échelle du pays.	Un domaine d'activité stratégique.	<ul style="list-style-type: none"> - Construire une nouvelle base de consommateurs de gaz - Améliorer le niveau de vie des habitants, surtout en milieu rural.
2012	-	-	-	<p>Un domaine d'importance stratégique.</p> <p>Une activité d'une importance stratégique de Gazprom en Russie avec un impact direct sur le développement social et économique des régions et le niveau de vie de la population.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Atteindre le niveau de gazéification économiquement viable - Satisfaire la demande des consommateurs en gaz - Accroître le potentiel économique des régions russes.

Dans la mesure où l'on ne dispose des rapports « Gazprom en questions/réponses » que pour les années 2010, 2011 et 2012, il n'est pas possible d'effectuer une étude et une comparaison de l'évolution de la présentation de la gazéification au cours de la dernière décennie. Dans les trois documents, la gazéification est évoquée assez brièvement et un bilan est dressé. Pour les trois années, le rapport est sensiblement identique. Les informations tirées de l'analyse de ces textes sont limitées. La gazéification est surtout présentée dans sa dimension sociale : « l'un des projets orientés vers le marché domestique les plus importants par son échelle et son aspect social » et apparaît également dans le chapitre consacré aux responsabilités sociales de l'entreprise. On retrouve l'idée que le programme repose sur la coopération avec les régions et celle que les régions orientales du pays constituent un nouvel enjeu.

4. La gazéification dans les articles d'actualité de Gazprom

4.1. Description des textes et premiers éléments d'analyse

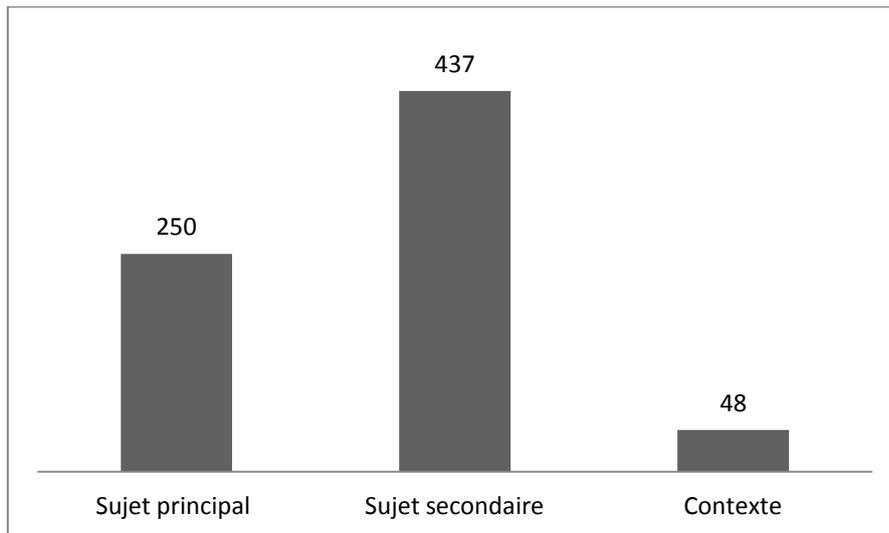
Les communiqués de presse de Gazprom ont été collectés sur le site de la compagnie. Les premiers articles disponibles ont été postés en 2002, ce qui permet de rassembler des textes tout au long de la période allant de janvier 2002 à juin 2014, soit une période de 12 ans et 6 mois. Comme le souligne Dominique Maingueneau (2012), la forme prise par les discours, c'est-à-dire leur longueur, leur présentation, le type de textes auxquels on a affaire et leur format, joue un rôle et induit une certaine relation avec le destinataire. Ces textes sont de longueur variable : certains font moins de 100 mots, d'autres plus de 900. Il n'est pas utile d'identifier un énonciateur de façon très précise : dans ce cadre d'analyse, Gazprom est considéré comme un acteur homogène. L'auteur individuel importe peu. Le support des discours n'est pas accessoire : il s'agit d'articles publiés en russe et en anglais sur le site internet de la compagnie. Ce sont donc des nouvelles émises pour des destinataires russes mais aussi pour des destinataires étrangers. Le support internet permet le recours à des photographies, à des illustrations en couleurs ainsi qu'à un système de liens vers d'autres pages web. Ces communiqués ne sont pas des articles de presse que tous les lecteurs d'un journal sont susceptibles de parcourir, ce sont des textes que l'on lit lorsque l'on consulte le site internet de Gazprom, à l'issue d'une recherche. Ils contiennent les informations que la compagnie souhaite fournir à la presse.

Leur but est essentiellement informatif et les textes sont souvent construits sur le même modèle : on part d'un fait, par exemple une rencontre entre un représentant de Gazprom et le gouvernement régional, ou encore la signature d'un accord entre les deux parties, et à partir de là, quelques précisions sont apportées. Le titre reprend le fait mis en valeur, le corps de l'article le détaille, et il peut y avoir un encart sur le contexte et des illustrations (photographies ou cartes). Les articles citent parfois des paroles prononcées par les décideurs (dirigeant de Gazprom ou chef d'exécutif régional). On constate que si le style des textes est très impersonnel, les déclarations des décideurs correspondent à un discours stéréotypé qui a recours aux mêmes expressions.

Il existe sur le site une entrée « gazéification » qui permet de sélectionner un ensemble d'articles. Cependant, ce n'est pas cette entrée automatique qui a été utilisée, car elle laisse de côté de nombreux textes dans la mesure où la recherche ne s'étend qu'au cours d'une période récente, les années 2012 à 2014. Pour sélectionner les articles, le terme « gazéification » a été utilisé comme principal critère. Ce sont avant tout les articles qui comportent le mot « gazéification », pas seulement ceux dont la gazéification est le sujet principal, qui ont été recueillis. Le but est aussi de voir dans quels contextes, à quels sujets il est question de gazéification. Dans la mesure où l'on cherche à évaluer l'importance de la gazéification dans l'action régionale de Gazprom, les articles qui évoquent une coopération à l'échelle régionale entre Gazprom et l'un des sujets de la Fédération de Russie ont été ajoutés. Les communiqués de presse publiés sur le site de Gazprom de janvier 2002 à juin 2014 forment un ensemble de 5 340 articles, dont 795 ont été retenus pour être analysés. 735 articles ont été sélectionnés sur le critère de la mention du mot « gazéification » ; 60 sur celui de la thématique de la coopération régionale. On s'intéresse aux évolutions perceptibles au cours de la période 2002-2014, aux thématiques évoquées ainsi qu'aux régions mentionnées. On cherche en particulier à voir quelle est la place occupée par les régions orientales.

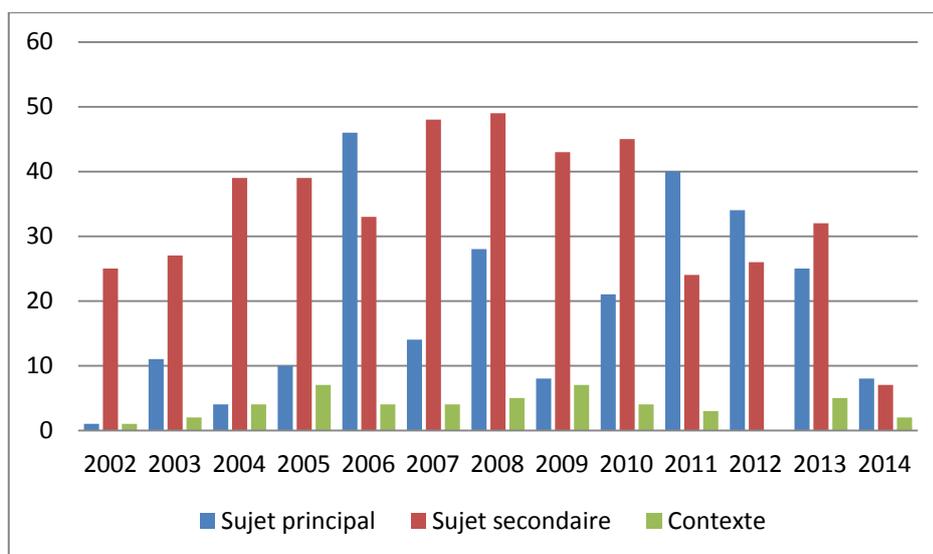
On a distingué plusieurs types de communiqués selon l'importance de la gazéification par rapport au thème de l'article : il peut s'agir du sujet principal, du ou d'un sujet secondaire, ou encore d'un simple élément de contexte. On constate que la gazéification, si elle fait l'objet d'un certain nombre d'articles en tant que sujet principal, apparaît surtout comme un thème cité de façon secondaire dans les communiqués (voir graphe 9), associé à d'autres thématiques.

Graphe 9 : La gazéification par rapport au thème de l'article



Au cours de la période, la gazéification est mentionnée en moyenne dans environ 15 % des articles publiés, ce qui est non négligeable. On constate que la gazéification est un sujet qui prend une importance croissante (voir graphe 10). Avant l'année 2005, la part des textes consacrés à la gazéification est bien plus faible et la gazéification est alors essentiellement un sujet secondaire dans les communiqués. L'importance de la date de 2005, déjà soulignée dans les rapports et autres documents, est ici confirmée. Le pic du nombre de textes publiés est observé pour l'année 2006 (86 textes, soit environ 20 % des publications annuelles). Après que le programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie a été élaboré, il est progressivement mis en place sur le territoire russe, ce qui donne lieu à la signature d'accords de gazéification entre Gazprom et chaque région incluse dans le programme, d'où le pic de 2006. Après 2006, le nombre de mentions de la gazéification ne suit pas une évolution linéaire. Ainsi, on observe une baisse notable en 2013.

Graphe 10 : Le nombre d'articles sur la gazéification au cours de la période 2002-juin 2014



4.2. Les thématiques abordées et les régions évoquées

Les textes ont été parcourus au préalable afin de comprendre leur construction et de repérer les éléments qui semblaient à première vue récurrents. Une grille d'analyse a ensuite été réalisée. Même s'il s'agit au premier abord de textes dont le style ne se prête pas à l'argumentation, ces articles ne sont pas aussi neutres qu'ils peuvent paraître. La compagnie met l'accent sur certains aspects de la gazéification, le discours est orienté, « conçu en fonction d'une visée du locuteur » (Maingueneau, 2012). Les grandes thématiques que l'on trouve en lien avec la gazéification sont présentées dans le tableau suivant :

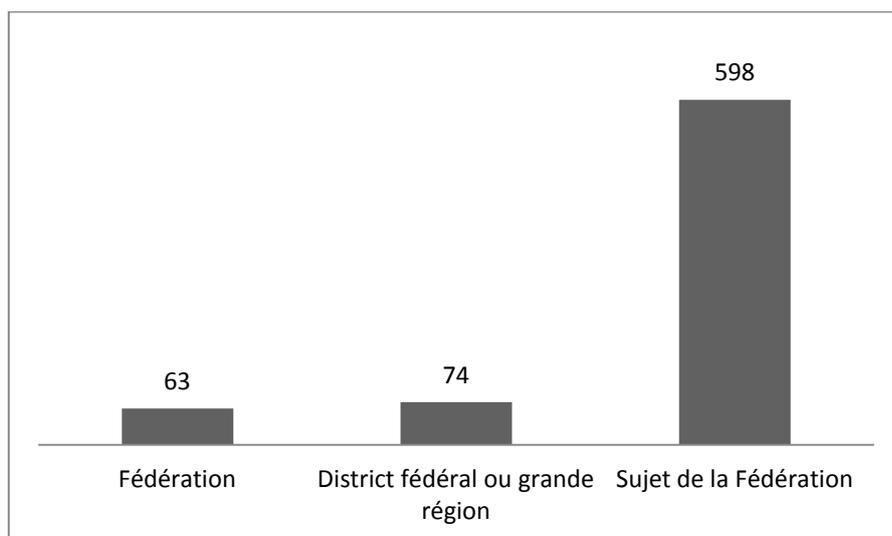
Tableau 22 : Thématiques présentes dans les articles

Thématique	Éléments associés à la gazéification
Environnementale	La gazéification est présentée comme un moyen de réduire les nuisances, les émissions atmosphériques liées au charbon, le gaz étant une énergie plus propre.
Développement économique régional	La gazéification permettrait de donner une impulsion à l'économie régionale, rendrait certains secteurs plus concurrentiels et plus attractifs, améliorerait l'emploi et le produit intérieur régional.
Economique	La gazéification permettrait à Gazprom de renforcer son accès aux consommateurs finaux.
Sociale	La gazéification améliorerait le bien-être de la population, la qualité de vie, en particulier dans les espaces ruraux.
Sécurité d'approvisionnement énergétique régional	La gazéification assurerait un approvisionnement fiable et ininterrompu aux régions.

On cherche à évaluer l'importance de ces thématiques mais également à prendre en compte le lien entre gazéification et mise en valeur des régions orientales, le lien effectué entre gazéification et exportation, et enfin dans quelle mesure la gazéification apparaît comme un grand projet ayant une envergure fédérale. Il s'agit d'évaluer à quelle fréquence les différentes thématiques apparaissent. On peut également s'interroger sur la cooccurrence entre elles : lesquelles sont mises en relation ? Le classement en fonction de la tonalité, du positionnement par rapport à la gazéification n'est pas réellement pertinent puisque le programme est celui de Gazprom, l'auteur des articles. La vision donnée de la gazéification est donc toujours positive. On peut cependant nuancer légèrement cette affirmation : si la gazéification est toujours considérée comme positive en elle-même, certains communiqués rendent compte d'éléments négatifs associés à la mise en œuvre du programme. Ces obstacles sont explicitement désignés comme étant du ressort des acteurs régionaux, qu'il s'agisse du problème de la dette de la région à l'égard de Gazprom ou du retard pris par rapport aux engagements dans le cadre des travaux de gazéification. On constate toutefois que peu d'échecs sont évoqués dans les communiqués.

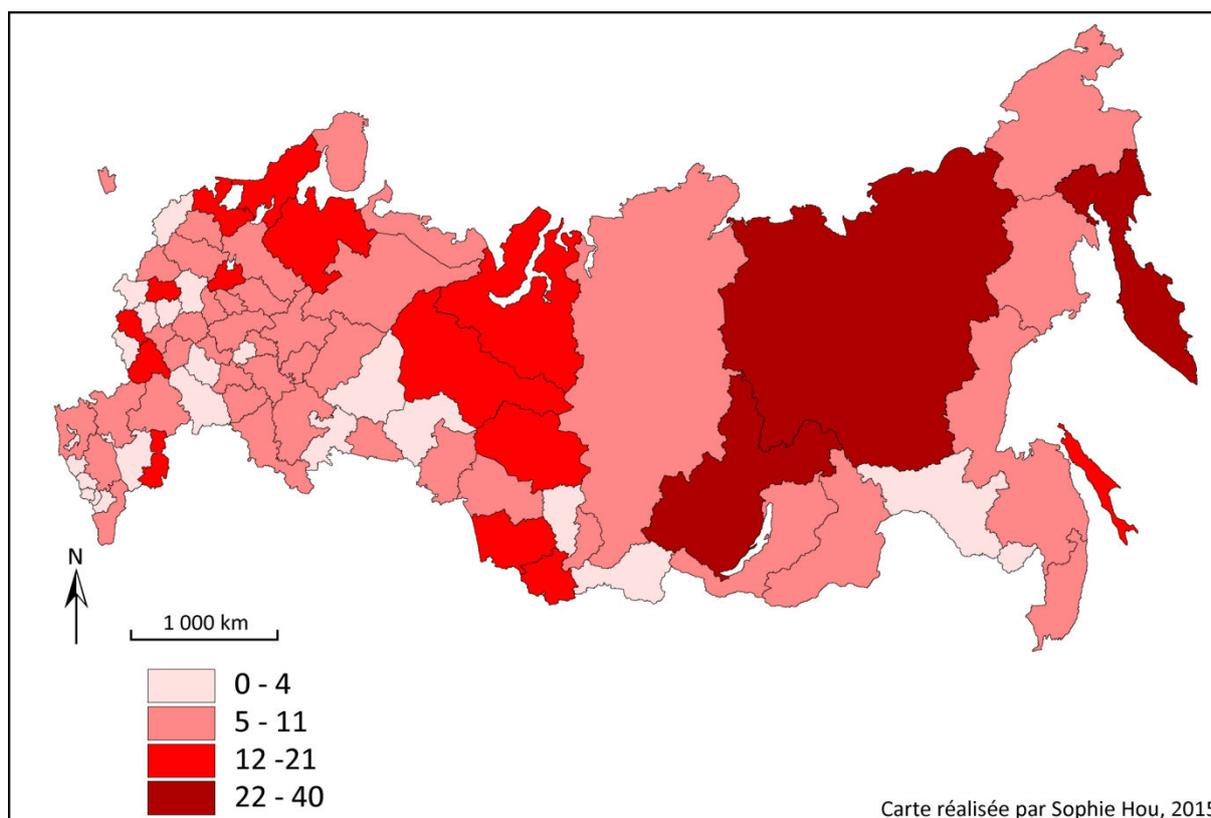
La gazéification s'affirme progressivement comme un élément clé de coopération entre Gazprom et les régions. Alors que durant les années 2002 à 2006, il était question de coopération Gazprom/région, sans que le sujet de la gazéification soit mentionné, il est, à partir de 2007, automatiquement évoqué dans le cadre des projets de Gazprom à l'échelle régionale. La gazéification est devenue un élément structurant de la coopération entre Gazprom et les sujets de la Fédération de Russie. L'échelle régionale est de loin la plus présente (voir graphe 11). La région s'affirme bien comme le cadre privilégié dans lequel la gazéification est élaborée et réalisée.

Graphe 11 : Echelle considérée dans les articles mentionnant le terme gazéification



Presque tous les sujets de la Fédération ont fait l'objet d'un article (voir carte 4). C'est le cas pour toutes les régions des districts fédéraux du Centre, de l'Oural, de la Volga, du Nord-Ouest, du Sud, du Nord-Caucase. Les régions qui n'apparaissent pas se situent en Russie orientale : une région du district fédéral de Sibérie et deux du district fédéral d'Extrême-Orient ne sont pas mentionnées. Cependant, les régions orientales sont bien représentées dans la revue de presse, et en particulier certaines d'entre eux : la République de Sakha (Iakoutie), en Extrême-Orient, est la région la plus souvent mentionnée (40 occurrences), suivie par l'oblast d'Irkoutsk (33) en Sibérie, et le Kamtchatka (30). Ces trois régions font partie des régions d'Extrême-Orient et de Sibérie. Cela montre bien que des projets de mise en valeur des régions orientales et de développement de leur secteur énergétique sont envisagés et réalisés.

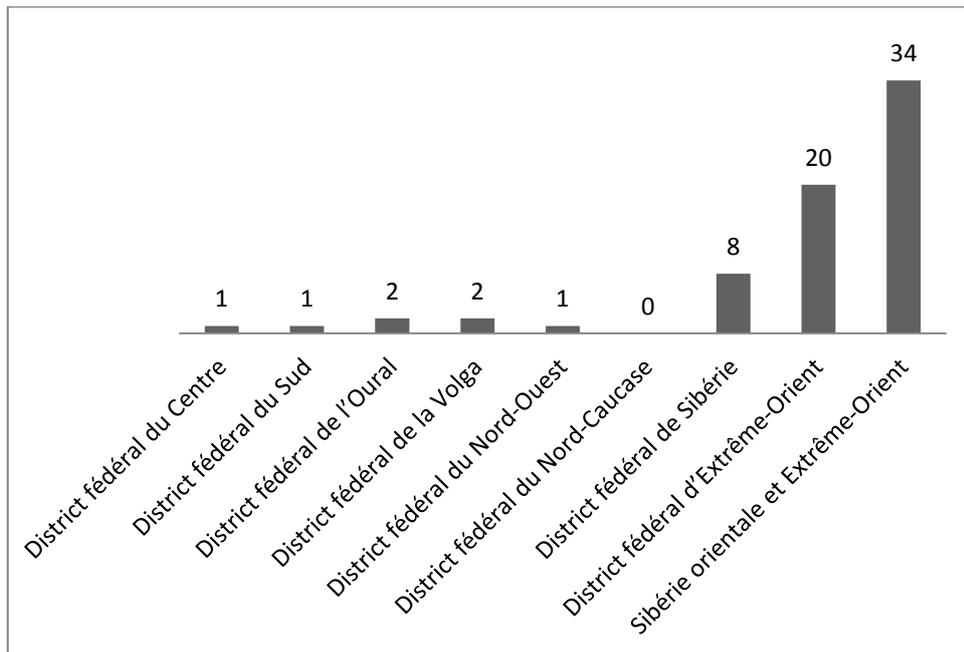
Carte 4 : Nombre de mentions des sujets de la Fédération de Russie



Si des régions comme la République de Sakha apparaissent fréquemment sur toute la période de 2002 à 2014, le Kamtchatka n'est pas mentionné avant 2007. Cette date n'a rien d'anodin : elle correspond au début de la mise en œuvre du « Programme gazier oriental » et à l'entrée de la région dans le programme de gazéification. Les régions de Sibirie et d'Extrême-Orient sont davantage mentionnées à partir de 2006.

L'importance des projets en Russie de l'est et des programmes orientaux se lit dans les communiqués de presse. Ce sont 116 articles qui ont pour sujet ou mentionnent le « Programme oriental » (dans sa première ou dans sa deuxième version), soit 14,6 % du total. Lorsque les textes concernent de grandes régions, on constate qu'il s'agit avant tout des régions orientales (voir graphe 12). Si les autres districts fédéraux ne sont mentionnés que quelques fois, ceux de Sibirie et d'Extrême-Orient se démarquent nettement, et la région Sibirie orientale et Extrême-Orient encore plus.

Graphe 12 : Les grandes régions mentionnées dans les communiqués de presse



Si l'on s'intéresse à présent aux objectifs énoncés, on constate que si beaucoup d'articles sont très succincts et se contentent de délivrer des informations officielles et techniques (rencontre entre le gouvernement régional et les directeurs de Gazprom, signature d'un accord, montants consacrés à la gazéification, longueur du réseau de gazoducs prévus ou construits...), une partie d'entre eux mentionnent les avantages de la gazéification, ses effets positifs. Ceux-ci apparaissent de façon plus ou moins marquée (voir tableau 23). Le premier bienfait associé à la gazéification est d'abord son impact positif sur le développement socio-économique des régions, puis l'amélioration du niveau de vie de la population. Ses conséquences positives sur l'environnement sont ensuite mentionnées, de façon bien moins fréquente. La place des espaces ruraux est parfois mise en évidence, de même que l'objectif de garantie des approvisionnements et de sécurité énergétique.

Tableau 23 : Les effets positifs de la gazéification selon les communiqués de presse

Mention de la gazéification en lien avec :	Nombre d'occurrences	A partir de
Développement socio-économique régional	72	2004, surtout 2006
Amélioration des conditions de vie de la population	30	2004, surtout 2006
Amélioration de la situation environnementale	21	2004, surtout 2006
Approvisionnement des consommateurs régionaux et sécurité énergétique	19	2002
Aide aux espaces ruraux	19	2006
Exportations vers l'Est	14	2006

La gazéification est présentée avant tout comme l'un des outils au service du développement régional. L'objectif social du programme est aussi mis en avant, notamment à travers l'amélioration du niveau de vie des habitants. Dans 11 articles, la gazéification est qualifiée de « grand projet social ». L'amélioration de la situation environnementale par le recours à une énergie moins polluante est un élément présent dans les discours mais relativement peu prégnant, de même que les préoccupations relatives à l'approvisionnement et à la sécurité énergétique. Un autre élément laisse penser que l'environnement n'est pas la préoccupation principale de Gazprom : sur les 21 occurrences de l'environnement, il n'est mentionné seul que dans quatre textes. L'amélioration de la situation environnementale n'est donc pas le but premier de la gazéification ; elle est habituellement évoquée parmi les autres objectifs, comme l'un de ses avantages. La dimension économique du programme pour la compagnie elle-même n'est que peu présente dans les textes. Les questions de rentabilité et de coûts de la gazéification ne sont explicitement mentionnées que dans quelques articles (7).

Ces différentes thématiques n'apparaissent pas de façon uniforme au cours de la période. Au cours du temps, ce ne sont pas les mêmes avantages qui sont associés à la gazéification. Au début de la période, en 2002 et 2003, les questions de rentabilité et de coût de la gazéification sont les plus présentes, tandis qu'elles n'apparaissent plus après 2005. On observe un changement de présentation de la gazéification : avec l'élaboration du nouveau programme, une orientation plus sociale est donnée. Le développement socio-économique entre dans le discours à partir de 2004 et surtout de 2006. De la même façon, le critère environnemental n'est pas mentionné avant 2006. Il en est de même pour l'amélioration des conditions de vie. Les années 2005-2006 sont un tournant pour la façon dont la gazéification est présentée. De nouvelles thématiques apparaissent. En 2005, le nouveau programme est

élaboré et présenté, la gazéification est qualifiée de « grand projet social », puis on ne retrouve plus que rarement cette expression. Il s'agit d'une expression utilisée essentiellement lors du lancement du programme, afin de le mettre en valeur.

Une autre évolution que l'on peut évoquer est celle qui concerne les illustrations des communiqués de presse, qui sont de plus en plus nombreuses. Cela ne correspond pas tant à un changement de présentation de la gazéification qu'à une évolution et une modernisation du site de Gazprom. Cependant, on peut remarquer quelques changements dans le sujet des illustrations. Au cours des premières années, ce sont essentiellement des photographies des représentants de la compagnie et du pouvoir exécutif régional. De telles photographies sont toujours bien présentes, mais apparaissent également des cartes du réseau de gazoducs à l'échelle régionale et des photographies des cérémonies d'inauguration des infrastructures gazières régionales.

5. Une analyse qualitative des discours sur la gazéification dans d'autres documents

La gazéification apparaît également dans bien d'autres documents, notamment la Revue de Gazprom, *Gazprom Žurnal*. On y trouve des articles plus détaillés et rédigés de façon moins neutre. On retrouve cependant les mêmes thématiques principales et l'accent est mis sur les mêmes aspects. C'est surtout la dimension sociale qui est privilégiée. La gazéification est présentée comme un projet social et non économique⁸⁷, même si les articles rappellent qu'elle est tout de même fondée sur un principe de rentabilité minimale⁸⁸. Il est également fait mention de l'amélioration du niveau de vie de la population et de celle de la situation environnementale⁸⁹.

Si les thématiques sont récurrentes, les images associées à la gazéification le sont également. Les exemples donnés, les entretiens réalisés reprennent souvent le personnage de la vieille dame vivant à la campagne et pour laquelle le raccordement au gaz représente un

⁸⁷ Gulejkova Natalija, « Process gazifikacii rossijskih regionov trebuet skoordirovannyh dejstvij » (« Le processus de gazéification des régions russes nécessite des actions coordonnées »), *Gazprom Žurnal*, N°6, juin 2005, p. 36-37 ; Kirillov Denis, « Dviženie na Vostok » (« Mouvement vers l'est »), *Gazprom Žurnal*, N°3, mars 2008, p. 10 ; Hrenkov Nikolaj, « Gazifikacija židkom vide » (« La gazéification au moyen de gaz liquéfié »), *Gazprom Žurnal*, N°1-2, janvier-février 2012, p. 26-29.

⁸⁸ Frolov Aleksandr, « Gazprom vpolnjaet objazatel'stva » (« Gazprom remplit ses obligations »), *Gazprom Žurnal*, N°7-8, juillet-août 2007, p. 16-17.

⁸⁹ Kirillov Denis, « Novaja Žizn' » (« Une vie nouvelle »), *Gazprom Žurnal*, N°12, décembre 2007, p. 22-25 ; Lagunova Irina, Gulejkova Natalija, « Eto tol'ko načalo » (« C'est seulement le début »), *Gazprom Žurnal*, N°1-2, janvier-février 2008, p. 28-29.

nouveau confort dans la vie quotidienne. Dans un article consacré au projet de gazéification autonome du kraï de Perm⁹⁰, les nombreux bienfaits de la gazéification pour la région et ses habitants sont mis en relief. La figure évoquée est ainsi celle d'une vieille femme de 87 ans, pour laquelle l'arrivée du gaz va de pair avec de meilleures conditions de vie.

Photographie 2 : L'exemple d'une vieille femme se chauffant au bois (kraï de Perm)



Source : Hrenkov Nikolaj, « Gazifikacija židkom vide » (« La gazéification au moyen de gaz liquéfié »), *Gazprom Žurnal*, N°1-2, janvier-février 2012, p. 27.

Photographie 3 : Avant et après la gazéification



Source : Anatolij Mariničev (Mezhregiongaz), « Gazifikacija Regionov Rossijskoj Federacii » (« La gazéification des régions de la Fédération de Russie »), rencontre des dirigeants de Gazprom avec les médias, Moscou, 19 mars 2010.

⁹⁰ Hrenkov Nikolaj, « Gazifikacija židkom vide » (« La gazéification au moyen de gaz liquéfié »), *art. cit.*

La gazéification est également souvent mise en scène lors des cérémonies d'inauguration qui donnent lieu à un rassemblement de la population et des acteurs clés ainsi qu'à des spectacles. L'image de ces cérémonies est souvent utilisée, elle permet de mettre en avant une autre catégorie de la population : les enfants, comme on le voit sur les photographies (voir photographies 3 et 4). Ces célébrations sont aussi l'occasion, pour Gazprom, de mettre l'accent sur les spécificités régionales et de mettre en évidence la coopération entre les acteurs régionaux et la compagnie.

Photographie 4 : Spectacle lors de la cérémonie en l'honneur de la gazéification



Source : Kirillov Denis, « Novaja Žizn' » (« Une vie nouvelle »), *Gazprom Žurnal*, N°12, décembre 2007, p. 25.

Photographie 5 : Cérémonie en l'honneur de la gazéification dans la République de l'Altai (« La chaleur de Gazprom pour les habitants de la République de l'Altai ! »)



Source : Kirillov Denis, « Gaz prišel v Gorno-Altajsk » (« Le gaz est arrivé à Gorno-Altaišk »), *Gazprom Žurnal* N°12, décembre 2008, p. 30.

Photographie 6 : Cérémonie du flambeau dans la République de l'Altai



Source : Kirillov Denis, « Gaz prišel v Gorno-Altajsk » (« Le gaz est arrivé à Gorno-Altaišk »), *Gazprom Žurnal* N°12, décembre 2008, p. 31.

Photographie 7 : Cérémonie en l'honneur de la gazéification dans l'oblast d'Irkoutsk



Source : Lagunova Irina, Gulejkova Natalija, « Eto tol'ko načalo » (« C'est seulement le début »), *Gazprom Žurnal*, N°1-2, janvier-février 2008, p. 29.

L'inauguration du gazoduc jusqu'à la ville de Bratsk s'est faite en présence du représentant plénipotentiaire du président dans le district fédéral de Sibérie, Anatolij Kvaškin, d'une délégation de Gazprom, parmi laquelle Aleksandr Ananenkov (président adjoint du Conseil d'administration) et Vitalij Markelov (directeur général de Tomsktransgaz), du directeur général d'Itera, Vladimir Makeev, de députés de l'Assemblée législative de l'oblast d'Irkoutsk, du gouverneur adjoint de la région, Jurij Paraničev et du maire de Bratsk, Sergej Serebrennikov.

Il existe également de nombreux articles au sujet de la gazéification dans la presse fédérale comme régionale. On a consulté également des reportages télévisés diffusés aux informations ainsi que les communiqués de presse publiés sur les sites des administrations régionales des sujets de la Fédération étudiés. Le contexte influe sur la façon dont la gazéification est présentée, notamment dans les communiqués des régions, mais aussi dans la presse locale et régionale. Dans un contexte électoral ou lorsque les habitants ont la possibilité de s'adresser à un élu pour lui faire part de leurs revendications, il est fait mention de la gazéification. Si la Revue de Gazprom fait état de quelques obstacles à surmonter pour réaliser la gazéification, notamment la question du prix du gaz et de son augmentation ainsi que des conséquences sur la population⁹¹, les documents de presse contiennent plus de

⁹¹ Frolov Aleksandr, « Gazprom vpolnjaet objazatel'stva » (« Gazprom remplit ses obligations »), *art. cit.*

critiques à l'égard du programme. Ce ne sont pas seulement des problèmes de responsabilité et d'endettement des régions qui sont mentionnés, mais aussi le fait que, pour Gazprom, la gazéification n'est pas prioritaire et que la compagnie poursuit d'autres objectifs⁹². Des retards dans les projets de gazéification de certaines régions, notamment en Russie orientale, sont évoqués dans la presse⁹³, alors qu'ils n'apparaissent pas ou très peu dans les documents diffusés par Gazprom. Ainsi, par exemple dans le cas de l'oblast d'Irkoutsk, les discours produits sont en décalage avec la réalité. Les revues de presse mentionnent la création de groupes de travail qui n'existent que de façon théorique et les avancées dont font état les textes publiés n'ont pas davantage de réalité.

Conclusion

Au cours des années 2000, la gazéification a été de plus en plus mentionnée dans les publications de Gazprom. Plusieurs aspects du programme sont évoqués, mais celui qui est le plus mis en exergue est le volet social, lié à l'amélioration des conditions de vie de la population. L'arrivée du gaz donne lieu à des cérémonies d'inauguration auxquelles participent des représentants de la compagnie et des autorités régionales. Il est souvent fait recours à certains stéréotypes, en particulier celui de la vieille femme habitant une maison à la campagne, pour laquelle le passage du chauffage au bois au chauffage au gaz représente une amélioration considérable dans le quotidien. Si le bilan est effectué à l'échelle fédérale dans les Rapports annuels de Gazprom, les articles publiés dans la Revue de presse de la compagnie évoquent principalement les cas régionaux. On constate que parmi ces derniers, les régions orientales ont pris une place croissante au cours de la deuxième moitié des années 2000. Certaines d'entre elles, comme le kraï du Kamtchatka, font partie des sujets fédéraux les plus cités.

L'analyse des discours produits par Gazprom fait apparaître l'institutionnalisation de la gazéification, devenue un programme, dans les années 2000. Elle montre bien que la

⁹² Pëtr Orehin, « Socializm ? Net, biznes ! (« Du socialisme ? Non, des affaires ! »), *Business Week*, 12 mars 2007.

⁹³ Dokučeva Larisa, « Gazifikacija regionov Dal'nego Vostoka idët medlenno » (« La gazéification des régions d'Extrême-Orient avance lentement », *RIA Novosti*, 01 février 2012 ; Itarov Evgenij, « Gazifikacii Dal'nego Vostoka dolgo ždut » (« La gazéification de l'Extrême-Orient est attendue depuis longtemps », *Zolotoj Rog*, 31 janvier 2012.

compagnie souligne le caractère social du projet, ainsi que l'intérêt pour les régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient.

Chapitre 4. Le cadre opérationnel du programme de gazéification : acteurs et modalités d'action

Les chapitres précédents ont apporté un éclairage sur le contexte dans lequel le programme de gazéification a émergé, sur son contenu et sur la façon dont il est présenté. Pour compléter le tableau du programme, il faut également aborder la question des acteurs chargés de le réaliser. Il s'agit dans un premier temps de définir ce que recouvre le terme « acteurs », puis de les identifier et d'expliquer leur rôle et la répartition des responsabilités dans le cadre de la gazéification.

1. Qu'entend-on par acteur ?

S'intéresser au cadre opérationnel du programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie nécessite d'étudier les acteurs qui y prennent part et de réfléchir aux réalités que recouvre le terme acteurs. Sa définition n'est pas aussi aisée qu'on pourrait le penser de prime abord. On a en effet souvent recours à une tautologie pour l'expliquer. Ainsi, l'acteur serait « celui qui agit » (Grossman, 2010 ; Di Méo, 2008), les acteurs seraient « ceux qui sont "en action" » (Hoyaux *et al.*, 2008). Ceci appelle une définition de l'action. D'un point de vue minimaliste, l'action est « ce qui modifie le rapport aux choses et aux gens. » Ce serait d'abord une mise en interaction et tous les opérateurs de cette interaction seraient les acteurs, formant un système :

« Ce qui rend l'acteur précieux, c'est qu'il est toujours l'élément d'un système auquel nombre d'autres acteurs et agents plus discrets participent aussi. On ne peut concevoir l'acteur qu'en interaction avec d'autres acteurs et agents » (Di Méo et Buléon, 2005).

Il ne suffit donc pas d'identifier et d'étudier séparément les acteurs. Il faut mettre en évidence les relations qui existent entre eux. Cependant, plusieurs points sont à préciser : les acteurs sont-ils à l'initiative de leurs actions ? Déterminent-ils eux-mêmes leurs objectifs ? Comment peut-on prendre en compte la dimension temporelle de l'action ?

Le concept d'acteur est au cœur de débats dans le champ des sciences sociales. Plusieurs termes sont employés : acteur, agent, sujet, actant. Des distinctions sont opérées selon différents critères, notamment, dans le cas d'opposition entre acteur et agent, celui de la dépendance par rapport au système social.

« Le vocabulaire sociologique tend à distinguer les deux concepts d'agent et d'acteur. Par agent, on désigne l'individu qui exécute une tâche, qui est essentiellement déterminé à agir par des conditions qui lui sont imposées. Par acteur, on désigne l'individu qui agit selon ses propres desseins, selon ses propres motivations » (Akoun, Ansart, 1999).

Ainsi, l'agent est inscrit dans un système social dont il porte les exigences sans représenter d'intérêts personnels, ce qui le rend interchangeable, tandis que l'acteur dispose de davantage de marge de manœuvre par rapport au système social (Passeron, 2001).

Ces distinctions sont certes dignes d'intérêt mais nous n'allons pas nous y attarder. En effet, dans ce chapitre, il s'agit d'analyser le système d'acteurs tel qu'il est mis en place par le programme, c'est-à-dire celui qui est établi lors de l'élaboration des politiques et des documents. Dans cette optique, ce n'est pas à la personnalité des acteurs ni à leurs motivations que nous nous intéressons, mais au rôle qui leur est accordé et à la façon dont leurs rapports sont déterminés officiellement. Ce sont les acteurs tels qu'ils apparaissent « sur le papier » qui font l'objet de notre analyse. On utilisera le terme acteurs par commodité, même s'il s'agira davantage de « ceux qui sont censés agir » que de ceux qui agissent. Les actions seront prises en compte, mais dans un deuxième temps. En effet, avant de nous intéresser aux relations entre les acteurs et à leur rôle réel lors de la mise en œuvre de la gazéification, on cherche dans ce chapitre à étudier la répartition des rôles initialement prévue. Cela permet de comprendre le cadre créé par le programme et, par la suite, de voir si des écarts s'observent par rapport à ce cadre.

Notre démarche donne la priorité aux acteurs collectifs ; l'échelon privilégié n'est pas celui de l'individu et la trajectoire personnelle des acteurs est très peu mobilisée. On s'attache davantage à mettre l'accent sur les acteurs en tant que représentants d'un niveau de pouvoir, qu'il s'agisse de l'État ou d'une compagnie. Cela ne signifie pas que leur comportement ne relève pas de leurs caractéristiques individuelles et personnelles : il s'agit d'un choix méthodologique, les acteurs étant tout à la fois des représentants du système social, des individus, des sujets et des personnes, pour reprendre les notions de la géographie sociale. Le fait de privilégier les entités collectives ne veut pas dire que l'on renonce à une analyse des jeux d'acteurs. En effet, comme le soulignent André Akoun et Pierre Ansart (1999) dans leur définition :

« À certaines conditions, ce terme [d'acteur] peut-être appliqué à un collectif. Une entreprise, une institution qui coordonnent les comportements de leurs membres dans des actions

communes et assurent une continuité à leurs initiatives constituent des acteurs de la vie économique ou institutionnelle » (Akoun et Ansart, 1999).

Les acteurs collectifs, compagnies, gouvernement fédéral, autorités régionales ou locales, peuvent être assimilés, sur un certain nombre de points, à des individus. Ils possèdent ainsi des « compétences intentionnelles et stratégiques » et sont « porteurs d'un discours ». Ils sont également soumis aux temporalités et aux contextes de l'action (Di Méo et Buléon, 2005). Ils se différencient des acteurs individuels notamment par la portée de leur action, ce qui est la raison pour laquelle on a choisi de les privilégier, dans la mesure où l'on s'intéresse ici surtout à des logiques qui se déploient à l'échelle de vastes territoires, celle de la Fédération de Russie et de ses régions.

La démarche adoptée cherche à mettre en évidence le rôle des acteurs institutionnels, les interactions entre eux et les rapports de force au sein du secteur gazier. Mais c'est également la nature même du programme de gazéification, lié à un secteur clé de l'économie russe et élaboré par une compagnie étatique sur la demande du gouvernement russe, qui donne une place prépondérante à ces acteurs institutionnels. Même si une lecture par les acteurs n'est, de façon générale, pas nécessairement une analyse par les puissants, les dirigeants, comme le rappellent Hoyaux *et al.* (2008), c'est un peu le cas pour le programme de gazéification. A première vue, la place des populations est relativement marginale : le rôle des habitants-consommateurs est pris en compte, mais ils ne sont pas considérés comme de véritables acteurs qui auront un rôle à jouer dans le programme.

Dans ce chapitre, nous allons donc étudier les acteurs en tant qu'agents, selon les rôles qui leur sont attribués dans les documents officiels. En effet, dans un premier temps, ce ne sont pas les processus ni les résultats qui retiennent notre attention, mais le cadre opérationnel. Poser les éléments de ce cadre nous permettra par la suite d'étudier les éventuels décalages entre le système d'acteurs défini par les documents officiels et celui qui fonctionne véritablement. Certains auteurs s'interrogent sur la « pertinence » des acteurs identifiés par les décideurs et les chercheurs. Selon Gabas (2003), « un acteur "pertinent" est celui que l'on regarde et que l'on retient en fonction de son objet de recherche. Un acteur est stratégique selon l'étude menée et les objectifs de politique économique explicitement affichés. » Or, les politiques publiques et les études scientifiques ne s'appuient pas toujours sur les acteurs qui ont un rôle primordial et les acteurs visibles ne sont pas nécessairement les plus influents, « ceux qui ont du pouvoir ». La réflexion évoque un tout autre contexte et s'intéresse avant

tout aux politiques publiques dans les pays en développement et à l'efficacité des politiques publiques dans un contexte où elles n'impliquent pas toujours certains acteurs économiques et où les institutions publiques sont en position de faiblesse face aux bailleurs de fonds. Cependant, ce qui nous intéresse est l'idée que la mise en place d'une politique donne lieu à la sélection d'un ensemble d'acteurs considérés comme « pertinents » et qu'il peut exister un décalage plus ou moins grand entre la vision véhiculée par cette politique et la réalité des rapports de forces. Nous reviendrons sur les questions suivantes : y a-t-il une adéquation entre les acteurs désignés par le programme et les acteurs qui détiennent le pouvoir ? Le rôle de chacun est-il respecté ?

2. Des critères de classification ?

L'analyse des acteurs aboutit ou débute souvent par leur classification. Celle-ci se fait par le recours à divers critères. Certains sont habituels et évoqués de façon presque automatique : on distingue ainsi les acteurs institutionnels, les acteurs privés, les acteurs individuels et collectifs. D'autres critères peuvent être mobilisés, comme celui de l'échelon auquel se situent les acteurs :

« L'approche par le jeu des échelles spatiales est une entrée intéressante de la notion d'acteur car elle permet de souligner la complexité des emboîtements des décisions, ainsi que la nécessité de ne sous-estimer aucun de ces niveaux d'action du fait de l'importance de l'impact des uns et des autres » (Terrier, 2006).

Une telle approche incite à ne négliger aucun des participants du processus étudié. L'analyse du jeu d'acteurs permet de comprendre les modalités de la distribution du pouvoir, notamment entre les échelons administratifs. La question de l'ancrage spatial des acteurs se pose également. Ainsi, Guy Di Méo distingue les acteurs selon leurs rapports aux territoires de l'action. Il propose trois grandes catégories : les acteurs endogènes, exogènes et transitionnels (Di Méo, Buléon, 2005). L'acteur endogène est « originaire et imprégné des lieux où il vit, auxquels il s'identifie pleinement et prioritairement ». Au contraire, l'acteur exogène considère le territoire avec plus de distance, « il agit sur l'espace de vie des autres, souvent dans l'espoir de réaliser un profit ». Ce n'est pas son territoire de vie qui est directement concerné par l'action entreprise. Quant à l'acteur transitionnel, il correspond à une situation intermédiaire. Il est intéressant de voir quelle est la catégorie d'acteurs la plus

présente : la prédominance de l'une ou de l'autre permet d'appréhender les questions de la dépendance, de la domination et de l'instrumentalisation.

Les territoires peuvent être vus par les acteurs comme des espaces de vie ou du moins des lieux d'ancrage, mais aussi comme des territoires de référence, c'est-à-dire comme les « échelles auxquelles les acteurs définissent leurs stratégies (objectifs, modes d'action, lecture du système d'acteurs, conduisant au passage d'alliances) » (Subra, 2008). Il ne s'agit pas uniquement de penser les acteurs par leur appartenance territoriale mais de prendre également en compte les territoires inclus dans leurs stratégies. De multiples territoires de référence sont impliqués : ils divergent fortement d'un acteur à l'autre. De plus, chaque acteur n'est pas rattaché à un territoire de référence fixe et unique : certains définissent leurs actions à partir de la combinaison de plusieurs territoires de références qui ne sont pas nécessairement ceux dans lesquels ils sont inscrits spatialement. L'articulation entre les acteurs locaux et les acteurs situés à des niveaux supérieurs est parfois délicate car il est difficile de ménager l'intérêt commun ou la cohésion nationale tout en intervenant localement de façon efficace. L'approche en termes de territoire de référence sera sollicitée par la suite dans notre réflexion. Dans un premier temps, ce sont surtout les échelons administratifs concernés par le programme qui retiendront notre attention.

L'action peut prendre différentes formes, les acteurs peuvent être plus ou moins impliqués et intervenir à divers stades du processus. Ainsi, en politique publique, la notion d'acteur « recouvre deux dimensions, l'une concernant la contribution de l'acteur au processus politique et l'autre l'impact ou l'influence de cette contribution sur le résultat » (Grossman, 2010). Cette perspective peut être adoptée pour analyser le programme de gazéification. La première dimension évoquée correspondrait à l'implication des acteurs dans l'élaboration du programme ; la deuxième à leur participation à sa réalisation. Comme le faisait remarquer Jan Ake Dellenbrant (1986), dans son étude sur la politique régionale en Union soviétique, lorsque l'on étudie les acteurs des politiques, il ne faut pas seulement tenir compte de ceux qui les impulsent, mais également de ceux qui les réalisent. Jan Ake Dellenbrant constatait : si les décisions politiques demeurent très centralisées, « les échelons administratifs régionaux et locaux jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre des décisions politiques ». Cette remarque s'applique bien à la gazéification. Les acteurs concernés peuvent être à l'origine des projets et/ou avoir des responsabilités dans leur réalisation.

Leur rôle peut être plus ou moins grand, ce qui peut servir de critère. Le rôle des acteurs, le nombre de fonctions qu'ils remplissent et le caractère plus ou moins stratégique de ces dernières déterminent le statut des intervenants. Cela nécessite de s'intéresser à la

répartition des fonctions et des compétences entre les acteurs. Observe-t-on une concentration ou un partage des fonctions ? La capacité d'action des différents acteurs peut également être appréhendée par le biais du ou des rôle(s) qui leur est (sont) attribué(s). Le rapport de la Direction Générale Énergie (Girod, 1991) souligne l'existence de différences de capacités d'action entre les acteurs dans le domaine énergétique :

« Par acteurs (ou agents selon une terminologie plus économique et plus courante) on entend les acteurs "actifs" qui ont des stratégies et des projets particuliers, qui sont capables de les faire aboutir et dont la planification énergétique doit s'efforcer de coordonner les plans d'action ; mais également les acteurs "passifs" qui n'interviennent pas directement et individuellement dans la définition des choix et dans la prise de décision, mais qui participent au processus de développement, qui ont des objectifs et des intérêts, sans être en mesure de les faire toujours prévaloir, ceux qui n'ont que "tactiques". »

Selon cette distinction, Gazprom serait un acteur actif alors que les autorités régionales et les autres compagnies qui interviennent dans le secteur gazier seraient des acteurs passifs, n'ayant pas les moyens d'édifier de véritables stratégies mais devant s'adapter à celle de Gazprom (voir *infra*).

D'autres critères peuvent être mobilisés mais ne s'appliquent pas à des acteurs considérés comme de simples agents. Ainsi, il est possible de classer les acteurs selon leurs positionnements par rapport aux discours dominants. Ici, il s'agirait par exemple de distinguer les acteurs pour ou contre la gazéification. Un tel classement ne serait pas inintéressant mais serait peut-être un peu simpliste. De plus, y avoir recours nécessiterait de procéder à des distinctions subtiles et assez difficiles à opérer. Cependant, sans s'y reporter de façon structurante, il sera possible d'utiliser ce critère de façon ponctuelle. Les acteurs peuvent également être réunis en fonction de leurs intérêts et de leurs objectifs, de la hiérarchie qu'ils opèrent parmi ceux-ci. La difficulté est alors d'identifier ces objectifs, puisque les acteurs ne révèlent qu'une partie d'entre eux, la dissimulation pouvant être volontaire comme plus ou moins involontaire.

L'un des écueils à éviter lorsque l'on cherche à différencier et regrouper les acteurs selon leurs divergences et leurs points communs est de ne pas tenir compte des lignes de fracture internes qui peuvent exister. Ainsi, on pourrait être tenté de faire de l'État un acteur unique, cependant, comme Philippe Subra (2008) le souligne, « bien souvent l'État n'intervient pas comme un acteur unique, unifié, cohérent ». Il « est traversé par des logiques diverses, selon les niveaux géographiques (services centraux/déconcentrés) et surtout en

fonction des différents ministères ou grandes administrations, de leurs missions et de leurs cultures respectives et des rivalités internes qui peuvent les opposer (et opposer les ministres). » Ces observations, appliquées à l'implication de l'État français dans l'aménagement du territoire, peuvent être transposées à l'État russe. La représentation de l'État russe dans le programme de gazéification n'est pas dénuée d'ambiguïté compte-tenu du statut particulier de l'entreprise Gazprom (voir *infra*).

Constituer des catégories d'acteurs en mobilisant les critères mentionnés est indispensable : cela facilite la clarté de l'analyse et permet de repérer de grandes tendances dans les rapports de force. Les documents officiels proposent implicitement une lecture par catégories d'acteurs. Cependant, il ne faut pas non plus rester prisonnier d'une telle approche. Les acteurs ne correspondent pas à une « personnalité », une intentionnalité, un rôle uniques : ils appartiennent le plus souvent à plusieurs catégories à la fois. Hervé Gumuchian *et al.* (2003) mettent en évidence le statut nécessairement « multi-casquette » de l'acteur, c'est-à-dire sa capacité à changer de rôle, à jouer plusieurs rôles en même temps, à s'engager dans des actions multiples, à diversifier sa présence et son intervention. Les acteurs ne sont pas non plus figés dans le temps et leur comportement, leurs objectifs peuvent changer. Même lorsqu'ils jouent le rôle qui leur a été attribué et s'inscrivent dans le schéma prédéterminé, ils n'interviennent pas nécessairement en permanence mais peuvent être sollicités de façon ponctuelle ou lors de certaines phases du programme uniquement. L'action possède une dimension temporelle qu'il faut prendre en compte. Les acteurs jouent donc « soit des rôles variés dans le temps, soit plusieurs rôles au même moment (sur un même lieu, ou sur des lieux multiples) » (Gumuchian *et al.*, 2003).

Il est donc possible d'aborder l'étude des acteurs sous différents angles. Le premier, adopté ici, est l'analyse des acteurs en tant qu'agents, la répartition des rôles entre eux et leurs interactions sur le papier. La deuxième entrée peut se faire par l'étude de ces interactions telles qu'elles ont lieu au moment de l'action. Si l'on considère que les acteurs ne se définissent pas en eux-mêmes mais par leurs actions, l'action est le moment où l'on peut réellement observer les acteurs et les différencier. La qualification de l'action permet alors de construire des catégories d'acteurs (Gumuchian *et al.*, 2003). On peut alors chercher à voir s'il existe ou non un décalage avec le schéma prédéterminé et si ce dernier doit être complexifié.

3. Le cadre du programme de gazéification

3.1. Une typologie des régions russes : différentes modalités de gazéification

Le programme de gazéification procède à une classification des régions russes selon leurs caractéristiques. Le « Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030 » dresse les lignes directrices de développement de la gazéification en répartissant les sujets en cinq groupes selon leur système de distribution, leur niveau de gazéification et de consommation, les usages du gaz naturel et la présence ou non de ressources gazières sur leur territoire (voir tableau 24). Cette classification met en évidence l'hétérogénéité du territoire de la Fédération de Russie en matière de gazéification, ainsi que les différences régionales dans l'ampleur des projets à mettre en œuvre.

En 2009, le programme de gazéification a été actualisé et une typologie a été établie par Gazprom. Les modalités de gazéification ont évolué depuis la conception du premier programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie. Il s'agissait alors uniquement d'approvisionner les consommateurs russes en gaz en développant le réseau de distribution. La typologie des sujets de la Fédération apparaissant dans le « Rapport de Durabilité de Gazprom » (2009) classe les régions russes selon quelques critères. Selon la catégorie à laquelle elles appartiennent, différentes options de gazéification sont envisagées, comme celle de fournir du gaz de pétrole liquéfié transporté par camions et pas du gaz transporté par conduites. Cette évolution dans les façons d'envisager la gazéification peut être mise en rapport avec l'entrée des régions orientales dans le programme de gazéification à partir de 2007. Avant cette date, les régions qui y étaient incluses étaient presque toutes déjà reliées au système de distribution de gaz unifié de Gazprom. Les régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient, quant à elles, correspondent aux groupes 4 et 5 du classement du « Schéma général » (voir tableau 24) et aux deux dernières catégories figurant dans le « Rapport de Durabilité » (voir tableau 25). L'inclusion de l'Est russe change donc la donne : il s'agit de gazéifier des régions dont les systèmes de distribution sont isolés ou inexistant, ce qui nécessite des investissements supérieurs et induit une faible rentabilité.

Tableau 24 : La typologie des régions russes énoncée dans le « Schéma général de développement du secteur gazier »

Groupe	Caractéristiques	Grandes orientations
Groupe 1	Régions possédant un système développé de gazoducs de haute pression et de gazoducs entre lieux de peuplement. Niveau de consommation de gaz proche de la saturation ou l'ayant déjà atteint. Part du gaz dans le mix énergétique déjà élevée.	Améliorer l'efficacité énergétique et les économies d'énergie. Développer le recours aux ressources locales sur les marchés régionaux. Mettre en place des mesures de reconstruction du système d'approvisionnement.
Groupe 2	Régions où subsiste un petit nombre de raïons (districts) non gazéifiés.	Construire de nouveaux gazoducs entre les lieux de peuplement, ainsi que des gazoducs de distribution. Développer la gazéification des logements et des collectivités. Développer la gazéification des consommateurs industriels. Elargir le spectre d'utilisation du gaz naturel (transports...). Améliorer l'efficacité énergétique. Assurer le maintien technique.
Groupe 3	Régions où une part importante du territoire n'est pas gazéifié et ne peut être approvisionnée par les gazoducs existants.	Construire de nouveaux gazoducs. Elaborer et réaliser des programmes afin d'utiliser des méthodes alternatives d'approvisionnement des consommateurs en gaz naturel.
Groupe 4	Régions pratiquement pas gazéifiées. Les infrastructures du Système unifié d'approvisionnement sont absentes ou très éloignées des consommateurs potentiels. Territoires faiblement peuplés. Présence de gisements de gaz naturel.	Mettre en valeur de nouvelles ressources gazières, développer des systèmes locaux de distribution de gaz. Réaliser la gazéification en premier lieu en approvisionnant les consommateurs le long des gazoducs de forte pression, les grandes villes et les zones industrielles. Construire de nouveaux gazoducs pour assurer la distribution pour les collectivités et la population.
Groupe 5	Régions éloignées du Système d'approvisionnement unifié, possédant sur leur territoire des gisements gaziers.	Mettre en valeur de nouvelles ressources gazières dans les sujets voisins, construire de nouvelles magistrales à partir de ces gisements. Desservir les consommateurs non couverts par le réseau de gaz (gaz liquéfié).

Tableau 25 : Les trois catégories de régions et les options de gazéification selon le Rapport de Durabilité de Gazprom

CATEGORIES DE REGIONS	Régions pourvues de systèmes de gazoducs développés et connectés au Système de distribution de gaz unifié	Régions disposant de systèmes locaux de distribution de gaz indépendants du Système de distribution unifié ou de gaz (gisements de gaz condensé)	Régions sans connexions avec le Système de distribution unifié de gaz et sans système de distribution de gaz local ou de gisements de gaz
MODALITES DE GAZEIFICATION	Principalement des gazoducs. Gazéification locale autonome*. Gazéification combinée (développement de réseau de distribution et construction d'infrastructures de gazéification autonomes.	Création de nouveaux ou développement de systèmes de distribution de gaz existants. Connexion à des systèmes dans les régions voisines. Gazéification autonome des régions éloignées sans ou avec des systèmes de distribution peu développés.	Gazéification autonome.

*Il s'agit d'assurer l'approvisionnement gazier de la région sans pour autant la raccorder au Système d'approvisionnement unifié.

Source : Gazprom, « Sustainability Report 2008/2009 ».

A l'échelle de la Fédération de Russie, des façons différentes d'assurer l'approvisionnement des consommateurs sont donc étudiées. Cependant, quelle que soit la catégorie dans laquelle est classée la région, les étapes déterminées par le programme de gazéification sont les mêmes et les mêmes acteurs sont impliqués.

3.2. Une procédure et des acteurs identiques dans toutes les régions

3.2.1. Documents et acteurs

Les principaux acteurs impliqués dans le programme sont d'abord ceux qui ratifient les documents officiels. Afin de réaliser la gazéification d'une région, un ensemble de documents est élaboré (voir tableau 26). Dans un premier temps, les autorités régionales et Gazprom signent un accord de coopération ainsi qu'un accord de gazéification. Un schéma de gazéification, plus technique et plus précis, est ensuite élaboré. Des plannings sont également réalisés sur plusieurs années afin de coordonner la construction des gazoducs de haute pression par Gazprom et celle des réseaux urbains par les autorités régionales. En effet, si cette coordination n'est pas assurée, le gaz ne peut parvenir jusqu'aux consommateurs.

Tableau 26 : Documents successivement élaborés pour réaliser la gazéification d'une région

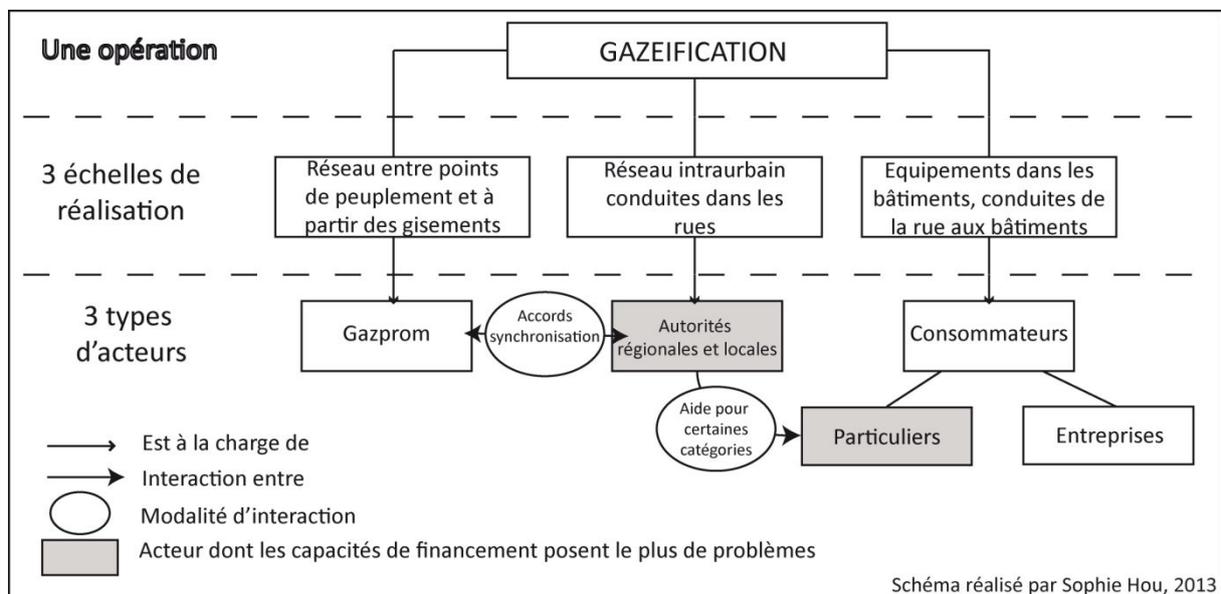
Documents (par ordre chronologique)	Nature
Accord de coopération	Document établissant une série de projets prioritaires de coopération entre Gazprom et la région.
Accord de gazéification	Document prévoyant la réalisation d'autres documents et de projets liés à l'approvisionnement régional en gaz, aux économies d'énergie, à l'utilisation des ressources gazières de la région.
Schéma général de gazéification à l'échelle régionale	Document identifiant les consommateurs à l'échelle régionale, déterminant le tracé et les caractéristiques (diamètre, pression) des gazoducs.
Plannings de synchronisation	Document visant à assurer la synchronisation des travaux de Gazprom et des autorités régionales.
Document de gazéification à l'échelle municipale	Document à dimension technique visant la réalisation concrète des travaux, planifiant la construction des conduites urbaines et des infrastructures.

Les documents évoqués sont élaborés, ratifiés et réalisés par Gazprom et ses filiales et par les autorités régionales et locales. Les agents impliqués dans le programme de gazéification peuvent donc être classés en deux catégories. La première regroupe les acteurs institutionnels : les organes de l'État fédéral, les autorités régionales et locales, la seconde les compagnies gazières, essentiellement Gazprom et ses filiales. Du point de vue de la prise de décision, de la conception des plans de construction des infrastructures gazières, ce sont les seuls à qui un rôle est attribué.

Le programme de gazéification prévoit l'implication d'acteurs situés à différents échelons (voir schéma 7). En réalité, l'État fédéral n'a qu'un faible rôle dans la gazéification. Il n'intervient que par l'intermédiaire de programmes généraux et, en quelque sorte, par le biais de Gazprom, puisque la compagnie est majoritairement détenue par l'État. Les différents échelons administratifs correspondent à des compétences et des échelles de réalisation distinctes. Ainsi, Gazprom est chargé de construire les gazoducs de gros diamètre et de forte pression qui relient entre eux les centres de peuplement, tandis que les autorités régionales et locales sont en charge des gazoducs de faible pression qui constituent le réseau de distribution au sein des centres de peuplement, dans les rues. Quant aux consommateurs finaux, individus et entreprises, ils assurent leur propre équipement (conduites pour relier le bâtiment au réseau urbain, chaudières, chauffe-eau, gazinières) et participent aux frais dans la mesure où ils

devront acheter le gaz qu'ils consomment. Les compagnies de distribution interviennent également pour livrer le gaz aux consommateurs une fois les travaux réalisés. Ces deux derniers types d'acteurs sont très peu mentionnés dans les documents. On peut opérer une distinction entre les acteurs qui possèdent le pouvoir de décision en amont et qui ont la responsabilité de la réalisation en aval et les acteurs considérés comme « passifs » dans les programmes, qui ne leur réservent aucun rôle. La population locale est ainsi peu impliquée dans le processus de prise de décision. Ce sont toutefois des acteurs à prendre en compte, dans la mesure où ils sont nécessairement concernés par les travaux de gazéification et que leurs capacités à s'équiper mais aussi, par la suite, à payer pour leur consommation en gaz, influent sur les estimations et la décision de la compagnie.

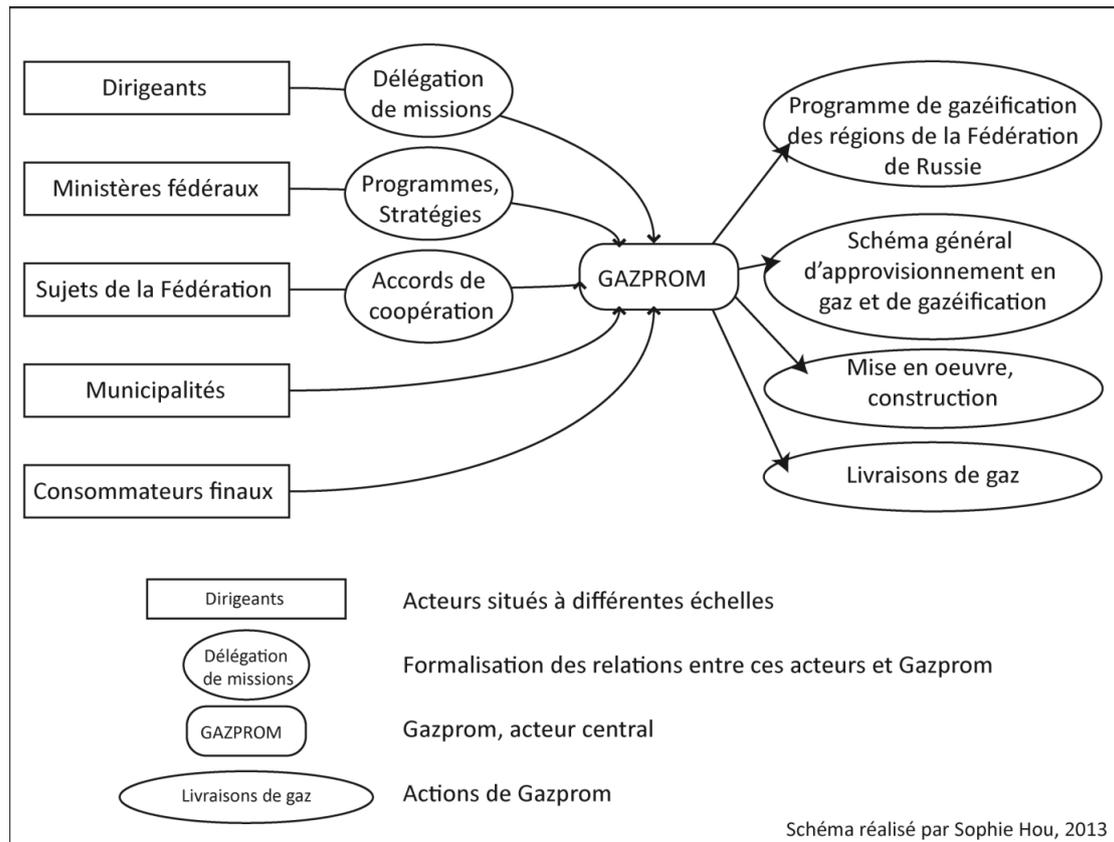
Schéma 7 : La répartition des compétences entre les acteurs de la gazéification



3.2.2. Gazprom, acteur clé

Gazprom joue incontestablement le rôle d'acteur clé dans la gazéification. Le programme de gazéification est d'abord un programme de la compagnie, même s'il a une dimension fédérale, et Gazprom est l'acteur central, celui qui entretient des relations avec tous les autres, qui est impliqué à toutes les échelles concernées et dans la réalisation de presque toutes les étapes du projet (voir schéma 8).

Schéma 8 : Le rôle de Gazprom



Gazprom, acteur dominant du secteur gazier russe, est l'héritier du ministère soviétique de l'Industrie du gaz. A la disparition de l'URSS, celui-ci est remplacé par une compagnie publique devenue en 1992 une compagnie par actions. En 2005, l'État russe en reprend le contrôle en acquérant plus de 50 % des actions. Gazprom est coté en bourse depuis le 1^{er} janvier 2006. La compagnie contrôle toute la filière du gaz naturel en Russie, de l'exploration à l'exportation et à la vente. Ses activités ne se limitent pas au secteur gazier, elle cherche à se diversifier et est également active dans les secteurs du pétrole (GazpromNeft), de l'électricité, du nucléaire, ainsi que dans celui des médias (Gazprom-Média). Gazprom est la plus grande compagnie gazière du monde et occupe une place particulière en Russie, comme l'écrivaient Vladimir Milov et Boris Nemtsov (2008) :

« Il est difficile de trouver une compagnie d'une telle échelle et avec un tel degré d'influence politique et économique en Russie. Ce n'est pas pour rien qu'Evguenij Jasin appelait Gazprom « le porte-monnaie de l'État » : par son degré de concentration de ressources financières et ses

capacités de les mobiliser rapidement quels que soient les objectifs, la compagnie n'a pas son pareil »⁹⁴.

Gazprom est une compagnie qui emploie 431 200 personnes⁹⁵. Elle possède des actions dans 249 compagnies dont 80 sont des filiales dont elle détient la totalité des actions⁹⁶. La participation de la compagnie à la gazéification se traduit par l'implication de ses nombreuses filiales auxquelles des rôles distincts sont dévolus (voir tableau 27).

Tableau 27 : Principales filiales de Gazprom impliquées dans la gazéification des régions de Russie orientale

Compagnie	Date de création	Parts détenues par Gazprom	Activités
VNIIGAZ	Créé en tant qu'institut en 1948.	100 %	Dirige les recherches scientifiques dans le cadre de grands projets et programmes. Parmi ceux-ci : Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030, Programme oriental gazier.
Promgaz	Créé en tant qu'institut en 1949.	98,71 %	Expertise, recherche, élaboration des documents. Divers champs de recherche : politique énergétique régionale, gazéification, distribution et utilisation du gaz naturel, mise en valeur des petits gisements et des ressources en gaz de couche.
Mezhregiongaz	21 décembre 1996	100 %	Vente de gaz naturel à toutes les catégories de consommateurs de la Fédération de Russie. Rôle d'investisseur dans le programme de gazéification, réalise la construction des gazoducs entre les points de peuplement.
Gazprom Gazoraspredeleniye	2004	100 %	Distribution du gaz naturel (235 compagnies de distribution dans 68 régions de la Fédération de Russie).
Gazprom Invest Vostok	2007	100 %	Réalisation des projets d'investissement de Gazprom en Russie orientale.
Vostokgazprom	1999	99,98 %	Spécialisée dans la production de pétrole et de gaz, en particulier dans la mise en valeur des gisements d'hydrocarbures à structure complexe. Parmi les trois premières compagnies de l'industrie pétrolière dans le district fédéral sibérien
Gazprom Transgaz Tomsk	1977, devient Gazprom Transgaz Tomsk en 2008	100 %	Transport du gaz et infrastructures de transport.
Gazprom Dobycha Irkutsk		100 %	Exploitation des gisements de gaz et de condensat dont la licence est détenue par Gazprom dans l'oblast d'Irkoutsk.

Sources : sites de Gazprom et de ses filiales.

⁹⁴ Traduction de l'auteur.

⁹⁵ Gazprom, « Gazprom v voprosah i otvetah », 2013.

⁹⁶ Site de Gazprom, consulté le 24 avril 2014.

Les filiales de Gazprom interviennent à différentes étapes de la gazéification, selon une organisation sectorielle. Elles se spécialisent dans divers secteurs d'activité. Elles sont aussi organisées par région : certaines sont implantées plus particulièrement en Russie orientale, comme Vostokgazprom, ou même uniquement dans un sujet fédéral comme Gazprom Dobycha Irkutsk. Notons que le tableau n'est pas exhaustif. D'autres entreprises sont impliquées, notamment les filiales régionales des compagnies évoquées. Ainsi, par exemple, Gazprom Mezhregiongaz se décompose en 48 filiales régionales.

3.3. La gazéification, une illustration du fonctionnement de la « verticale du pouvoir » ?

3.3.1. Une centralisation du pouvoir en Russie depuis les années 2000

Le programme de gazéification désigne un ensemble d'acteurs et détermine les relations qui les relient. Il donne à voir l'articulation entre ces acteurs situés à différentes échelles : impulsé par le centre, il est ensuite décliné à l'échelle des régions et des municipalités. Le programme constitue donc un angle d'approche pour étudier les rapports entre le centre fédéral et les sujets de la Fédération. Ceux-ci sont fréquemment analysés dans leurs composantes politique (Gazier, 2008 ; Gelman, 2007 ; Raviot, 2010 ; Ross, 2010) et budgétaire (Sapir, 2001) : de nombreuses réflexions sont menées sur le contrôle exercé par le président de la fédération sur les chefs d'administration régionaux, sur la façon dont le système politique et législatif répartit les compétences entre les échelons politico-administratifs. Dans le cadre de notre analyse, il est nécessaire de prendre en compte ces éléments. Cependant, il faut analyser les rapports de force entre les différents échelons du pouvoir tels qu'ils se manifestent à travers un programme ayant une dimension concrète.

La question des rapports entre le centre et les échelons inférieurs est récurrente pour la Russie. Les chercheurs distinguent plusieurs phases successives de centralisation et de décentralisation. A la chute de l'Union soviétique, sous le gouvernement de Boris Eltsine, des logiques centrifuges dominant (Radvanyi, 1990). Cette régionalisation des années 1990 est moins le fait d'une stratégie délibérée des institutions fédérales qu'une évolution spontanée et peu maîtrisable liée aux transformations qui touchent tout le pays (Gelman, 2007). Durant cette période, un transfert des principaux leviers du pouvoir vers les régions est opéré. D'autre part, le gouvernement fédéral conclut avec les régions des accords bilatéraux, établissant ainsi un « fédéralisme "asymétrique", tant dans l'établissement des relations entre le Centre et les régions que dans la définition des statuts politique et économique des "sujets" de la Fédération

de Russie » (Gelman, 2007). Au cours des années 1995 à 1998, 46 traités bilatéraux accordent des privilèges économiques et politiques aux autorités régionales, accroissant le nombre de domaines relevant des compétences de celles-ci (Ross, 2010).

En 2000, l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir correspond à une redéfinition des relations entre le centre et les régions et à une phase de centralisation du pouvoir (Kolossoff, 2007). Jean-Robert Raviot (2010) souligne ce mouvement de centralisation ainsi que son caractère cyclique :

« L'histoire de la Russie moderne semble être rythmée par l'alternance régulière de cycles de centralisation politique avec en toile de fond un élément de continuité : l'existence de "féodalités" dont la puissance et les degrés d'institutionnalisation varient dans le temps et dans l'espace. Dès lors, la « restauration de la verticale du pouvoir » mise en œuvre par Vladimir Poutine peut être considérée comme un nouveau cycle de réaffirmation de la souveraineté du centre sur les périphéries. »

Vladimir Gelman (2007) qualifie cette évolution de « nouveau centralisme », l'ancien centralisme » faisant référence à celui de la période soviétique. Anne Gazier (2008) rappelle aussi la filiation avec la conception hiérarchique des relations entre le centre et la périphérie de la période soviétique. La centralisation impulsée par Vladimir Poutine se manifesta par l'adoption par le président russe d'une série de réformes visant à réaffirmer le pouvoir du centre sur les régions. Il s'agissait de mettre en conformité la législation régionale avec la Constitution fédérale. Une commission spéciale, dirigée par Dmitri Kozak, fut créée dans ce but et les traités bilatéraux qui avaient été conclus durant les années 1990 furent abrogés dans les années 2000 (Ross, 2010). La répartition des compétences entre la Fédération et les sujets fut redéfinie et les autorités fédérales acquirent de nouveaux moyens de contrôle sur les régions (Gazier, 2008). Un nouveau découpage administratif fut mis en place : sept grands districts fédéraux furent créés, ayant à leur tête des représentants plénipotentiaires du président nommés et révoqués par celui-ci. Cela permit au pouvoir fédéral de disposer de relais entre le président et les régions, de se déconcentrer et de renforcer son emprise sur le territoire (Raviot, 2010). En 2004, une nouvelle loi donna au président de la fédération le droit de désigner les chefs d'administration régionaux, auparavant élus.

On observe bien, durant le gouvernement de Vladimir Poutine, un renforcement du pouvoir du centre au détriment de celui des régions. Cependant, si une centralisation s'est effectivement opérée, il ne faut pas non plus la surestimer, comme le fait remarquer Denis Eckert (2007). En effet, malgré les réformes, la « verticale du pouvoir » ne fonctionne que

partiellement et la hiérarchie entre centre fédéral et pouvoirs régionaux est loin d'être strictement délimitée. La vie politique locale échappe en partie au contrôle du centre et les gouverneurs conservent une place cruciale. Ainsi, « malgré l'intervention accrue du pouvoir fédéral et notamment du Président dans l'action régionale, les régions conservent des libertés qui sont loin d'être négligeables » (Gazier, 2008). Les chefs d'administration régionaux disposent toujours d'une grande marge de manœuvre dans la gestion de leur région. De plus, ce sont uniquement les exécutifs régionaux qui font l'objet d'un contrôle accru du centre tandis que les assemblées régionales demeurent élues au suffrage universel. Jean-Robert Raviot (2010) observe quant à lui que le centre fédéral, sous la présidence de Vladimir Poutine comme sous celle de Dmitri Medvedev, est resté dans une logique de négociation avec les dirigeants régionaux les plus puissants.

3.3.2. Fonctionnements et dysfonctionnements de la « verticale du pouvoir » dans le cadre de la gazéification

La centralisation est un thème récurrent dans la rhétorique politique. Pour désigner les rapports entre centre et sujets fédéraux et le renforcement du contrôle du centre sur les régions, les discours officiels emploient l'expression de « verticale du pouvoir » ou « verticale exécutive ». Elle désigne « de façon imagée et frappante, le lien devant exister entre le Président de la Russie et les dirigeants des "sujets de la Fédération" » (Gazier, 2008), c'est-à-dire l'« ensemble cohérent de mécanismes concrétisant la chaîne de subordination entre les organes fédéraux, régionaux et locaux » (Radvanyi, 2007). Son fonctionnement repose sur des « courroies de transmission » qui relient les différents échelons administratifs. On peut analyser la verticale du pouvoir telle qu'elle apparaît dans le cadre de la gazéification, en termes de répartition de la prise de décision, des compétences, des charges financières et en évaluant la marge de manœuvre des différents acteurs. Les principales orientations de la gazéification sont déterminées au niveau fédéral par le programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie élaboré par Gazprom. Ces orientations doivent être reprises et appliquées aux échelons inférieurs : on constate l'existence d'une organisation hiérarchique verticale descendante, essentiellement sous le contrôle de Gazprom. Les travaux actuels sur la construction d'infrastructures mettent souvent l'accent sur la notion de gouvernance, sur une forme décentralisée du pouvoir et sur la participation des acteurs locaux dans une logique *bottom-up*. Le développement de la gouvernance correspond à une volonté de mieux prendre en compte les intérêts des divers acteurs en présence dans une logique de négociation et de développement local. Dans les pays du Sud, il est étudié en particulier dans le cadre des

réformes de services publics. Une telle grille de lecture ne correspond pas au programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie. En effet, le secteur gazier est un secteur stratégique, contrôlé par l'État et dominé par une grande compagnie publique, ce qui n'est guère propice à une prise en compte accrue des intérêts non étatiques, à la concertation avec une multiplicité d'acteurs et à la remontée des demandes des habitants. Comme l'expliquait Vladislav Karasevič⁹⁷, directeur de Promgaz⁹⁸ :

«Tout vient d'en haut. C'est un système centralisé. Je ne sais pas si c'est bien ou mal, mais c'est comme ça. Chez nous, tout fonctionne de cette manière. Il y a d'abord un concept, un document général, puis des programmes [au niveau régional]. »

La prise de décision à l'échelle de la Fédération de Russie ne constitue pas une exception politique et culturelle. Comme l'observent Guy Di Méo et Pascal Buléon (2005) :

« le recours à une action exogène se justifie au moins dans deux circonstances. D'une part, quand il s'agit de redistribuer les ressources dans l'optique d'une recherche d'équité inter-territoriale. D'autre part, lorsque l'intérêt public ou le besoin d'arbitrage politique impose de recourir à une échelle décisionnelle ou incitative supérieure, dépassant les bornes de la localité. »

Les acteurs exogènes au territoire concerné par un projet sont parfois incontournables et ils relèvent souvent d'un échelon politique et administratif différent. On se trouve dans le cas étudié dans la recherche d'une intégration régionale, c'est-à-dire du raccordement des régions orientales au réseau russe de transport et de distribution de gaz. Il s'agit d'une politique menée au niveau fédéral.

Le programme de gazéification s'appuie sur une organisation pyramidale (voir schéma 9). Même si les accords et documents relatifs à la gazéification sont ratifiés par Gazprom et par les autorités régionales, les deux parties n'ont pas le même pouvoir de contrôle sur le processus. La capacité à agir des acteurs est très inégale. Gazprom détient les rênes du programme de gazéification et les autres acteurs sont soit inclus dans le processus selon ses règles – les relations sont fixées au préalable, déterminées par des accords – , soit exclus – ils ne sont pas considérés comme des acteurs ayant une réelle capacité de décision et susceptibles de peser dans le projet. La gazéification n'est mise en œuvre que si la compagnie

⁹⁷ Entretien avec Vladislav Karasevič, directeur de Promgaz, Moscou, 20 avril 2012.

⁹⁸ Voir *supra*, tableau 27.

s'implique réellement. Dans certains cas, les accords de gazéification ont été signés, des documents de planification ont été produits, mais les travaux de construction des gazoducs et des infrastructures gazières sont au point mort car ils sont jugés trop coûteux et non rentables par Gazprom.

La répartition des charges financières peut aussi être un obstacle à la gazéification. La réalisation du programme nécessite des financements très lourds. Dans ses rapports et publications officiels, la compagnie attribue les retards pris dans les travaux de gazéification aux manquements des régions envers leurs engagements :

« Sur les rythmes de la gazéification influe le fait que les pouvoirs régionaux tentent de faire entièrement reposer sur les épaules de la population une partie des dépenses pour le raccordement des villages au système de distribution »⁹⁹.

En moyenne, dans une même région, la somme nécessaire pour raccorder un bâtiment d'habitation au réseau gazier varierait de 16 000 à 218 000 roubles. Cette somme comprend la construction du réseau de distribution intracommunal, celle d'un gazoduc reliant ce réseau et le bâtiment et enfin les équipements (chaudière etc.). Or, « pour la majorité de la population de notre pays, [cette somme] n'est pas mobilisable »¹⁰⁰. Pour Gazprom, la solution est simple : c'est aux pouvoirs régionaux et locaux qu'il appartient de résoudre le problème en prenant en charge la plus grosse partie des travaux afin que les habitants n'aient pas à payer. Cependant, les administrations régionales soulignent la faiblesse de leurs capacités financières par rapport aux tâches qui leur sont dévolues. Même si elles endossent une partie des dépenses et mettent en place des mesures d'aide à certaines catégories de consommateurs, la somme à déboursier par les habitants pour équiper leur logement peut être trop élevée par rapport à leurs revenus. Dans l'oblast de Tomsk, selon Dmitrij Vejs¹⁰¹, le directeur du département de gazéification de la région, le coût d'une chaudière s'élève à 1 600 roubles. Les aspects financiers de la gazéification soulèvent donc des difficultés à plusieurs niveaux. Les mécanismes de centralisation et de redistribution en matière fiscale et budgétaire laissent une faible marge de manœuvre aux pouvoirs régionaux (voir chapitre 12).

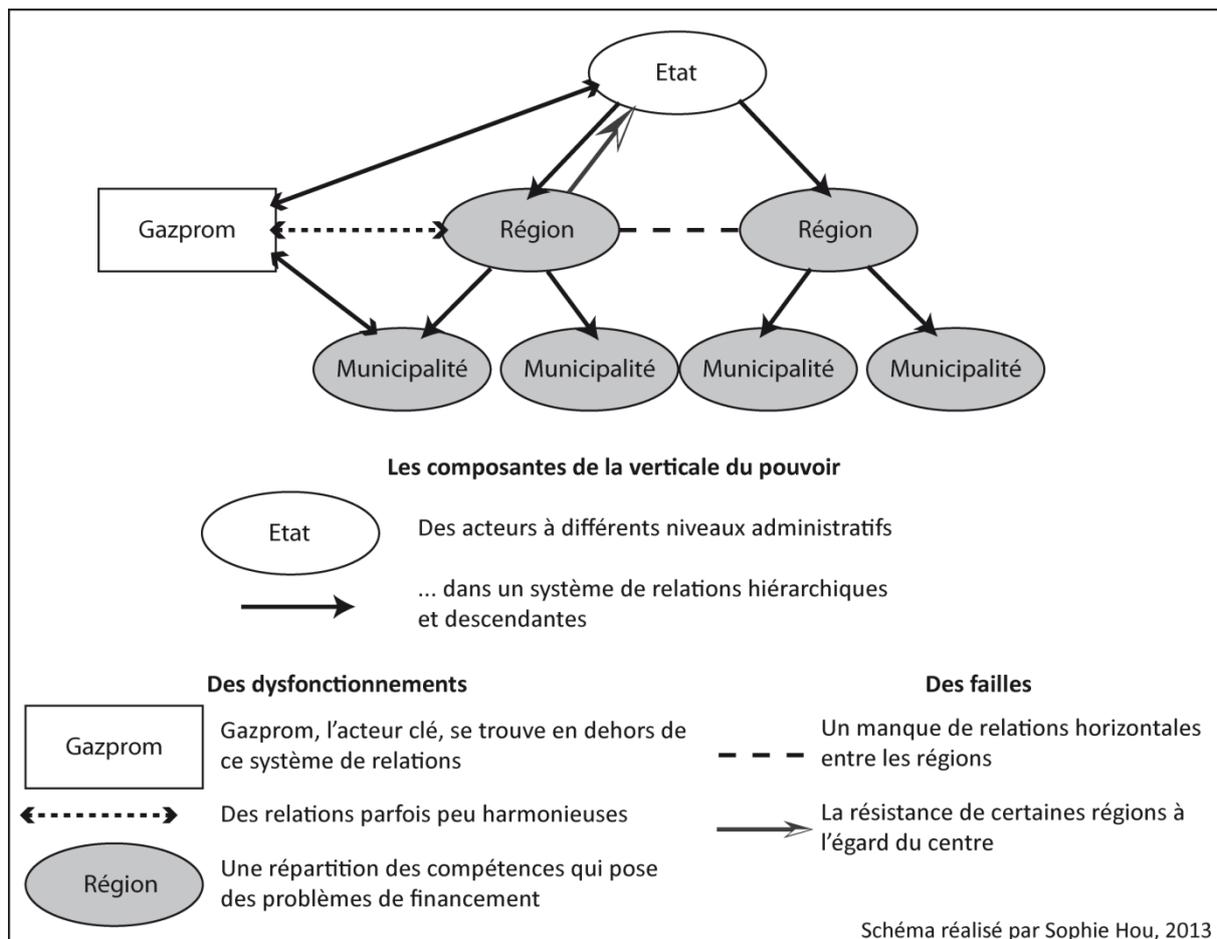
⁹⁹ Kirillov Denis, « Gazifikacija » (« Gazéification »), *Gazprom Žurnal*, N°3, mars 2008, p. 6-9.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité pour la gazéification de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

Le schéma 9 met en évidence le rôle clé de Gazprom et certains des problèmes qui caractérisent le déroulement de la gazéification. Outre les problèmes de capacités de financement, des tensions peuvent se déclarer entre Gazprom et les autorités régionales, comme on le verra par la suite (voir chapitre 12 et quatrième partie).

Schéma 9 : La verticale du pouvoir dans le cadre de la gazéification



D'autre part, la coopération entre les régions est faible, voire inexistante, dans le cadre du programme de gazéification. Il n'y a pas de concertation ni d'accord sur la gazéification entre les régions limitrophes, alors même que des complémentarités fonctionnelles peuvent exister, dans la mesure où les gisements à partir desquels le gaz doit être transporté jusqu'aux consommateurs ne se trouvent que dans quelques régions. De plus, les gazoducs de pression élevée traversent les territoires de plusieurs régions. La coordination entre les projets gaziers des différentes régions ne s'effectue pas par le biais de l'architecture administrative mais par le fonctionnement interne de la compagnie (voir chapitre 12). Ainsi, dans les régions du district fédéral d'Extrême-Orient, il n'existe aucune coopération régionale entre les sujets,

mais la cohérence des projets et le bon fonctionnement des travaux sont permis par la coordination entre les diverses filiales de Gazprom qui œuvrent sur différents territoires. C'est donc une organisation politique et administrative avant tout sectorielle qui prévaut, plutôt qu'une logique régionale.

La question du rôle de l'État fédéral dans le programme de gazéification se pose. Si le programme de gazéification est une initiative du gouvernement fédéral, il est intégralement élaboré et placé sous le contrôle de Gazprom. Il est intéressant de remarquer que le programme de gazéification est qualifié officieusement de « cinquième projet national », ce qui le place au même rang que les quatre projets nationaux officiels qui concernent l'éducation, la santé, le logement et l'agriculture et qui ont été lancés en septembre 2005, c'est-à-dire à peu près en même temps que le programme de gazéification. Anne Gazier (2008) observe que ces projets témoignent d'une intervention du président de la fédération

« ... dans des domaines qui n'ont rien de régalien et qui relèvent des trois niveaux de pouvoir (fédéral, régional et local). [...] Ces "projets", placés sous le contrôle du Président et sous la responsabilité d'un premier adjoint du chef du gouvernement, font intervenir tout à la fois les ministères fédéraux concernés, les sujets de la Fédération et, dans une moindre mesure, les municipalités. »

Le parallèle avec le programme de gazéification n'est pas dépourvu de pertinence : les mêmes acteurs sont impliqués. En revanche, l'acteur placé directement à la tête du projet n'est ici pas le président, mais la compagnie Gazprom. Cela conduit à s'interroger sur son rôle de « courroie de transmission » au service des intérêts de l'État. Une certaine ambiguïté existe autour du centre de la verticale du pouvoir observable dans le cadre du programme de gazéification : il ne correspond pas exactement à l'État fédéral. Celui-ci ne participe pas directement à la gazéification. D'ailleurs, dans certaines occasions, Gazprom en appelle au soutien de l'État. Ainsi, dans un entretien¹⁰², à la question : « L'État peut-il apporter une aide quelconque à la compagnie au cours de la réalisation du programme de gazéification ? », Aleksandr Karasevič, directeur général de Promgaz, répond :

« Cela va sans dire, il peut, et même, probablement, doit aider. Il y a bien sûr des problèmes que Gazprom n'est pas en mesure de résoudre. Par exemple, nous demandons que le

¹⁰² « Nužno menjat' strukturu energonotreblenija regionov » (« Il faut changer le bouquet énergétique des régions »), *Gazprom Žurnal*, N°12, décembre 2005, p. 11.

gouvernement prenne la décision d'un soutien institutionnel à la gazéification. Pour investir efficacement 35 milliards de roubles, il est nécessaire d'avoir une politique des prix et des tarifs cohérente, d'œuvrer activement pour la transformation du mix énergétique, d'introduire des technologies d'économies d'énergie. Les initiatives législatives de l'État doivent ici jouer un rôle positif »¹⁰³.

L'État fédéral est impliqué dans le processus de façon indirecte, en tant qu'adjuvant, tandis que Gazprom s'occupe de remplir la mission qui lui a été confiée.

3.3.3. Gazprom, une compagnie au cœur de multiples débats

La place de Gazprom et la nature de la compagnie font débat à plus d'un titre parmi les chercheurs comme parmi les décideurs politiques. Plusieurs points suscitent la polémique : sa structure de monopole gazier intégré, ses performances économiques et ses liens avec le pouvoir et son statut d'instrument politique au service de l'État russe. Certains auteurs (Paillard, 2007 ; Milov et Nemtsov, 2008) voient avant tout Gazprom comme un acteur poursuivant des visées politiques et dont la cohérence économique est insatisfaisante. Christophe-Alexandre Paillard (2007) va jusqu'à employer l'expression de « Suicide énergétique ». Il critique la stratégie de Gazprom, considérant qu'elle ne prend pas en compte la relance de la production par la mise en exploitation de nouveaux champs. Les besoins en investissements sont très élevés mais ne sont pas assurés. Selon lui, cela menace la capacité de Gazprom à honorer ses contrats et relève d'une volonté de préserver, à court terme, des intérêts individuels. Vladimir Milov et Boris Nemtsov (2008) estiment que Gazprom correspond à l'un des principaux projets personnels de Vladimir Poutine. Ils rappellent les mots prononcés par celui-ci : « La compagnie Gazprom est plus qu'une société par actions. Toute l'économie du pays s'appuie à un degré considérable sur le secteur gazier. » Les liens entre la compagnie et le pouvoir se traduisent par des relations personnelles. La reprise en main du secteur gazier par Vladimir Poutine se manifeste par des changements à la tête de Gazprom : en 2000, Dmitri Medvedev succède à Viktor Tchernomyrdine au poste de président du conseil des directeurs de Gazprom et, en mai 2001, Alexeï Miller prend la place de Rem Viakhirev en tant que directeur général de la compagnie. Comme Charles-Alexandre Paillard (2007), Vladimir Milov et Boris Nemtsov (2008) critiquent la mauvaise gestion de la compagnie et en particulier l'insuffisance du développement de nouvelles capacités de

¹⁰³ Traduction de l'auteur.

production. Ils soulignent que les livraisons de gaz aux consommateurs russes n'ont pas augmenté depuis la création de Gazprom.

Cependant, d'autres auteurs adoptent un autre point de vue sur la question. Aurélie Bros et Yann Richard (2011) nuancent la vision de Gazprom comme un levier de puissance aux mains de l'État russe utilisé à des fins géopolitiques et mettent en avant les logiques industrielles et économiques qui influent sur le déploiement international de la compagnie. Quant à Pol-Henry Dasseleer (2009), il constate effectivement que les principaux gisements russes arrivent en phase de déclin, que des sommes très élevées sont nécessaires pour l'exploration et la mise en exploitation de nouveaux gisements et que Gazprom semble avoir d'autres priorités, ce qui pose souvent problème aux analystes européens. Toutefois, il n'attribue pas cette politique d'investissement à un manque de lucidité ou de prise en compte d'intérêts autres que personnels. Selon Pol-Henry Dasseleer, Gazprom aurait opté pour une logique de développement financier, ce qui explique également que la compagnie se soit diversifiée dans les autres secteurs énergétiques. D'autre part, elle n'aurait pas réellement intérêt à accroître sa production plus que de raison mais plutôt à entretenir une politique de la rareté du gaz naturel.

La structure intégrée de Gazprom est également remise en question. En réalité, ce débat est ancien et se pose à la fois en Russie et sur la scène internationale. En Russie, il s'est tenu tout au long des années 1990 (Locatelli, 2013) et il a été relancé en 1997 par Boris Nemtsov, alors ministre de l'Énergie (Locatelli, 1998 ; Ougartchinska, 2008). Celui-ci militait pour le démantèlement de Gazprom, la séparation des fonctions de production et de transport au sein de la même compagnie. Il cherchait aussi à l'obliger à régler ses retards de paiement des impôts. Cependant, les tentatives de réformes n'ont pas abouti et l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir est allée dans le sens de la réaffirmation de Gazprom. Il déclarait en février 2003 :

« En tant que compagnie d'importance stratégique, Gazprom doit et a toujours été considéré comme un organisme unifié. Le sujet est clos. Personne ne pourra restructurer Gazprom sans l'accord de l'État » (Ougartchinska, 2008).

Le débat n'est cependant pas enterré et se pose avec plus d'acuité alors que l'Union européenne prône un modèle d'organisation dé-intégré et concurrentiel.

« Le "modèle Gazprom" issu de la réforme des années 1990 est aujourd'hui remis en cause tant par les évolutions du marché gazier européen que par les changements internes au marché gazier russe » (Locatelli, 2013).

Gazprom, compagnie occupant un rôle clé en Russie, est donc un acteur qu'il n'est pas aisé d'appréhender. Séparer sa dimension politique de sa dimension industrielle et commerciale est artificiel et ne paraît pas pertinent, les deux aspects de la compagnie semblent indissociables. Son statut dans le programme de gazéification reflète cette ambiguïté puisqu'elle est en un sens le relais des intentions de l'État fédéral qui lui a délégué une mission sociale et d'aménagement tout en étant une entreprise obéissant au moins partiellement à des objectifs de rentabilité. L'exemple de Gazprom montre bien qu'il peut être difficile de classer les acteurs dans des catégories rigides. La compagnie apparaît comme un « acteur multi-casquette » (Gumuchian *et al.*, 2003), ayant à jouer plusieurs rôles au même moment et susceptible d'endosser diverses responsabilités et de chercher à atteindre des buts différents au cours du temps.

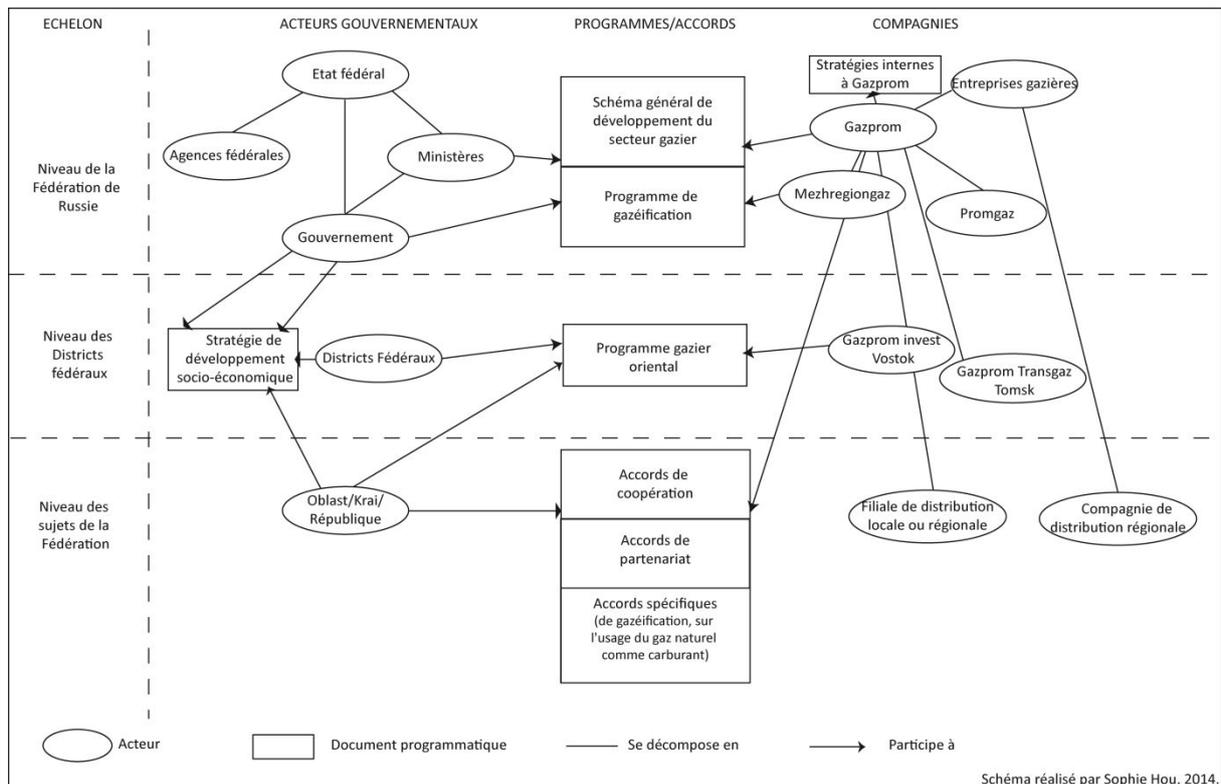
Conclusion

Notre étude du programme de gazéification s'appuie des acteurs collectifs organisés dans un système pyramidal reliant l'échelon fédéral à l'échelon régional puis local. Au premier abord, ce système s'inscrit dans la « verticale du pouvoir » prônée par le gouvernement de Vladimir Poutine, d'autant que le secteur gazier, en raison de son caractère stratégique, est contrôlé par l'État par l'intermédiaire de Gazprom. La compagnie apparaît comme l'acteur principal et le cadre opérationnel de la gazéification met en évidence son rôle clé. Le programme est élaboré et exécuté avant tout par la compagnie qui contrôle, via ses multiples entreprises filiales, toutes les étapes de réalisation et assure la coordination des projets dans l'ensemble du territoire. Les acteurs collectifs impliqués par la gazéification sont complexes, d'autant que les acteurs étatiques et les compagnies peuvent se décomposer en multiples organes et filiales (voir schéma 10). Le programme lui-même renvoie à un grand nombre de documents.

Il a été essentiellement question des acteurs identifiés par les programmes et de la répartition des compétences entre eux sur le papier (qui est censé participer ? qui doit faire quoi ?). Quelques éléments de réflexion sur le fonctionnement réel du système d'acteurs ont toutefois été introduits, notamment au sujet des éventuels dysfonctionnements de la verticale du pouvoir. Il n'est en effet pas aisé de séparer l'analyse du cadre préexistant à l'action et de

l'action elle-même et la démarche est quelque peu artificielle, mais elle nous permettra de mener une réflexion sur l'application du programme et de déterminer si le schéma initial est respecté. Ce cadre suggère une forte hiérarchie entre centre et périphérie dans le domaine de la prise de décision.

Schéma 10 : Acteurs et programmes de la gazéification



Conclusion de la première partie

La gazéification des régions russes est l'un des projets qui concernent le secteur gazier. Celui-ci possède une importance cruciale pour la Russie. Il est largement dominé par Gazprom, qui produit plus des deux tiers du gaz russe et détient le monopole de l'exportation par gazoducs. Etudier le secteur gazier nécessite de s'intéresser à ses caractéristiques et à son fonctionnement, mais aussi à son insertion dans le système énergétique. Dans la mesure où il fait partie de ce système, son évolution est conditionnée par un grand nombre de paramètres et ses enjeux dépassent la seule industrie gazière. Ceux-ci possèdent une dimension économique aussi bien que politique.

Les objectifs de la gazéification sont ainsi à mettre en lien avec les priorités identifiées dans la « Stratégie énergétique de la Russie » ainsi qu'avec les questions de sécurité énergétique qui se posent pour le pays. La conception de la sécurité énergétique varie selon les États et leurs préoccupations. Le gaz naturel joue un rôle clé pour la Russie, que cela soit à l'échelle internationale ou à l'échelle fédérale. D'une part, les exportations de gaz sont à l'origine de revenus considérables. D'autre part, le gaz domine le bouquet énergétique russe et permet aux consommateurs domestiques d'être approvisionnés en une énergie bon marché (même si les prix du gaz ont augmenté au cours des dernières années). Pour assurer sa sécurité énergétique, la Russie, en tant qu'exportateur d'hydrocarbures, doit assurer ses débouchés (en termes d'accessibilité, de volumes et de prix) et diversifier ses itinéraires d'exportation. En tant que pays producteur, elle doit aussi maintenir son niveau de production en mettant en valeur de nouveaux gisements. Enfin, en tant que pays consommateur, elle doit assurer son approvisionnement énergétique. Si le bilan énergétique russe est positif, la sécurité énergétique s'appréhende à différentes échelles et à l'échelle régionale, certains sujets fédéraux rencontrent des problèmes d'approvisionnement énergétique, notamment dans les régions orientales.

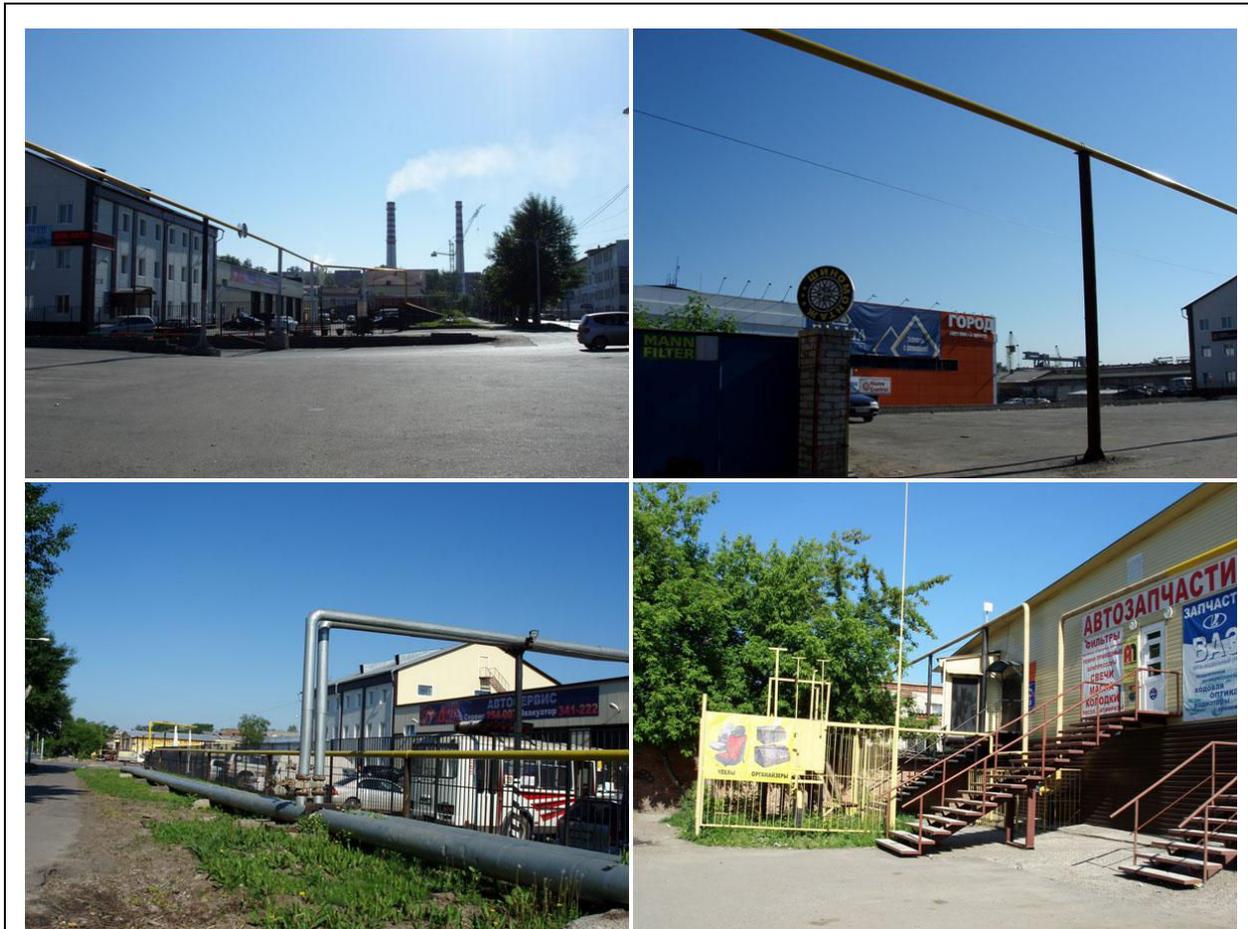
Pour répondre aux enjeux de sécurité énergétiques, plusieurs facteurs peuvent être mobilisés et une façon de les distinguer est de s'appuyer sur l'opposition facteurs domestiques/externes. Dans cette optique, le programme de gazéification fait partie des facteurs domestiques. Il s'agit de développer le réseau de transport et de distribution du gaz naturel pour mieux approvisionner le marché domestique. Dans la « Stratégie énergétique » de la Russie, on retrouve ces deux volets. Parmi les objectifs de la politique énergétique du

pays sont mentionnés le renforcement de sa situation économique internationale et l'amélioration de la qualité de vie de la population.

C'est ce dernier point qui est mis en valeur dans les discours. Le programme de gazéification est présenté par Gazprom et par le gouvernement russe comme un grand projet social ayant pour but l'amélioration des conditions de vie des ménages. Les discours sur la gazéification se sont multipliés alors que la gazéification gagnait une importance nouvelle au cours des années 2000, sous l'effet de décisions prises par les dirigeants russes. La gazéification est réalisée de façon centralisée, dans un cadre où le gouvernement fédéral et Gazprom jouent un rôle déterminant, tandis que lors de la période précédente, l'extension du réseau de distribution dépendait principalement des initiatives prises au niveau régional. La gazéification s'inscrit dans de nombreux programmes sectoriels et régionaux. Le programme est élaboré dans une logique hiérarchique descendante. En effet, le pouvoir de décision est détenu par le gouvernement fédéral et par Gazprom, qui apparaît comme l'acteur clé, présent à tous les échelons politico-institutionnels. Les régions sont en situation de subordination.

Deuxième partie :
Les traductions spatiales de la gazéification, une structuration
centre/périphérie du territoire ?

Photographie 8 : Zone industrielle de Tomsk



Photographies prises par Sophie Hou, Tomsk, le 22 juin 2013.

Les conduites de gaz, soutenues par des poteaux, ne sont pas enterrées et passent en hauteur, ce qui leur évite de subir les cycles de gel et de dégel des sols.

Introduction de la deuxième partie

Le modèle centre/périphérie permet de faire une lecture de l'organisation des relations entre État fédéral et sujets de la Fédération de Russie dans le cadre des programmes énergétiques et plus spécifiquement gaziers. On a vu dans la première partie que la gazéification, dans son fonctionnement, induisait une hiérarchie descendante. Dans cette partie, il s'agit d'étudier son expression spatiale : dans quelle mesure la géographie du gaz naturel en Russie induit-elle une organisation centre/périphérie ?

Pour cela, il faut d'abord revenir sur la façon dont l'énergie influence l'organisation spatiale et réciproquement. On s'appuiera sur les travaux liant énergie et géographie et sur la notion d'espace énergétique (chapitre 5). Plusieurs projets témoignent de la volonté de réorganiser l'espace gazier hérité de l'époque soviétique et de mettre à profit la situation eurasiatique du pays. Pour l'heure, la configuration du réseau de transport du gaz naturel et de l'espace énergétique russes souligne le contraste entre la Russie occidentale et la Russie orientale, renforcé par les zonages établis en fonction des prix du gaz (chapitre 6). Les régions orientales se distinguent du reste du territoire fédéral, en particulier dans le domaine énergétique (chapitre 7). Enfin, il s'agira d'établir le bilan du programme de gazéification afin de voir quelles sont ses conséquences spatiales (chapitre 8).

Voici les questions qui seront posées dans cette partie :

- Quelle est la traduction spatiale des questions énergétiques ? Quels sont les enjeux énergétiques soulevés par les contraintes spatiales ? A l'inverse, quels sont les enjeux territoriaux que font émerger les activités énergétiques ?
- Quelle est l'organisation spatiale induite par le secteur gazier en Russie ? Quels zonages peut-on observer en fonction de la production, de la consommation, du transport et de la distribution du gaz naturel ?
- Cette organisation correspond-elle au modèle centre/périphérie ?
- En quoi les régions orientales constituent-elles un ensemble spécifique du point de vue énergétique ?

Chapitre 5. Énergie et organisation spatiale

Le gaz naturel, en raison de sa nature, nécessite des infrastructures de transport complexes qui concrétisent spatialement les liens entre ses lieux de production et de consommation. Dans ce chapitre, il s'agit d'abord de s'intéresser plus généralement à l'association entre énergie et territoire et à la façon dont elle a été explorée par les chercheurs, puis de reprendre les pistes proposées en les appliquant au cas du gaz naturel et en les approfondissant.

1. Énergie et territoire

L'énergie entretient de nombreux liens avec le territoire. Elle induit en effet une spatialisation particulière, ne serait-ce qu'en raison de la localisation des ressources énergétiques : non seulement les gisements ne sont pas répartis uniformément sur les territoires, mais ils se différencient nettement par les réserves qu'ils contiennent et par la qualité de celles-ci, ce qui accentue les inégalités et la concentration des ressources. La présence et la localisation des gisements de gaz naturel, comme ceux de pétrole, sont liées à différents facteurs : l'accumulation de matière organique, une sédimentation lente, la présence de pièges structurels ou stratigraphiques (Legault, 2007). La localisation des centres de production d'hydrocarbures dépend fortement de ces facteurs physiques, même si ceux-ci ne sont pas les seuls à intervenir. Mais les relations entre énergie et territoire sont beaucoup plus riches que cela, la géographie de l'énergie ne se limite pas à l'étude de la répartition des lieux de production. C'est toute la chaîne énergétique qui possède une inscription spatiale. Chacun de ses segments dépend en partie des caractéristiques territoriales et exerce en retour une influence sur le territoire.

Gerald Manners (1964), dans ses réflexions sur l'objet de la géographie de l'énergie, distingue trois ensembles de questions à laquelle elle s'intéresse :

« Dans l'étude de la géographie de l'énergie, trois ensembles de questions méritent une attention particulière. Le premier concerne les industries énergétiques elles-mêmes. Où sont-elles localisées, pourquoi sont-elles localisées ainsi et comment leur production varie-t-elle selon les lieux, à la fois en quantité et en qualité ? Les structures de production sont-elles saisonnières ? Le deuxième ensemble de questions est lié au transport de l'énergie. D'où et vers où l'énergie est-elle transportée et pourquoi ? Quels sont les caractéristiques économiques

et les méthodes de son transport ? Y a-t-il des caractéristiques saisonnières dans les flux énergétiques, et quels sont les changements majeurs qui prennent place dans ces mouvements ? Le troisième ensemble de questions concerne la consommation d'énergie. Quels changements ont lieu dans les structures géographiques de la consommation d'une énergie en particulier, quel est le mix énergétique d'une région ou d'une économie spécifique et change-t-il avec le temps ?¹⁰⁴ »

Il s'agit donc de s'intéresser à la production d'énergie, à son transport et à sa consommation. Des questions relatives à l'organisation spatiale sont associées à chacune de ces trois dimensions. Bernadette Mérenne-Schoumaker (2007) le souligne également :

« La géographie s'intéresse depuis longtemps déjà à la question de l'énergie car l'énergie est une clé de lecture des territoires. L'énergie a bien entendu une dimension géographique en raison de l'inégale répartition dans le monde des productions et des consommations et des flux que cela engendre. »

Pour faire une géographie de l'énergie, il faut prendre en compte la localisation de la production des ressources énergétiques, mais également celle de leurs marchés de consommation. Les deux localisations ne se superposent pas. Il est rare que les zones de production coïncident avec les zones de consommation : il y a une dissociation entre lieux d'extraction et lieux de consommation, ce qui induit la mise en place de flux et d'infrastructures de transport. Le transport, dans le domaine énergétique, joue un rôle majeur, dans un contexte de demande croissante en énergie dans le monde (Manners, 1964).

En outre, la traduction spatiale des activités énergétiques se lit lors de leurs évolutions : « Toute transformation économique, s'inscrivant dans l'espace, est aussi transformation géographique » (Curran, 1981). Ainsi, les « interrelations énergie-espace » s'observent par exemple lors du recours à de nouvelles sources d'énergie, qui entraîne la modification de la répartition géographique des disponibilités, ou encore dans le changement d'échelle du volume de la production, de la consommation et des échanges des sources d'énergie.

Ce n'est pas seulement à travers la localisation de la production et de la consommation et les flux de transport que s'exprime l'interaction énergie/territoire. Celle-ci dépend de la répartition des lieux directement liés à l'énergie, que ce soit pour la production ou la

¹⁰⁴ Traduction de l'auteur.

consommation, mais aussi de la répartition des activités et de la population. L'énergie est à mettre en relation avec des facteurs économiques, sociaux, culturels et politiques qui s'inscrivent eux-aussi dans l'espace :

« La question de l'énergie est en interaction forte avec l'organisation de l'espace géographique : l'inégale répartition des lieux de production, le transport et la distribution de l'énergie à destination des utilisateurs finaux, la consommation d'énergie et ses liens avec la répartition des activités productrices, de peuplement et de l'habitat, constituent des systèmes territorialisés. L'analyse des systèmes énergétiques intègre celle des contraintes et des solutions techniques existantes ou à venir, l'organisation économique de la production des marchés, les usages socialement différenciés de l'énergie et les mécanismes politiques de la décision en matière d'investissement et de régulation » (Kergomard, 2013, p. 26).

Le système énergétique interagit avec de nombreux domaines, Pierre George (1950) le faisait déjà remarquer :

« La géographie de l'énergie apporte aussi sa contribution à l'intelligence du monde et appelle des analyses précises de la production et de la consommation dans les divers pays, et de la part ou du profit des diverses classes sociales de chaque pays. L'étude de la répartition de la consommation de l'énergie comporte l'examen de multiples problèmes de géographie économique et de géographie sociale, car l'usage de l'énergie est à la base des civilisations matérielles les plus diverses. »

L'organisation territoriale du système énergétique peut se lire à plusieurs échelles. On peut esquisser une géographie de l'énergie à l'échelle mondiale, mais aussi à l'échelle d'un pays. On constate que l'échelle nationale est souvent privilégiée par les auteurs car l'État apparaît comme un acteur disposant de moyens d'intervention importants (Battiau, 2008). L'énergie peut aussi être étudiée à l'échelle intra-étatique : au sein d'un même pays, les différentes catégories de consommateurs se distinguent par leur consommation énergétique et la répartition inégale des ressources et des consommateurs s'observe également à grande échelle. De plus, l'énergie peut donner naissance à des régions et des paysages spécifiques : Pierre George (1950) faisait référence aux paysages nés de l'exploitation minière ; Yvette Marchand-Vaguet (2005) s'intéresse à la façon dont l'industrie gazière structure le territoire en Sibérie occidentale.

Si l'organisation territoriale est affectée par les activités énergétiques, les caractéristiques du territoire exercent aussi une influence sur l'organisation énergétique. Ainsi, la localisation, la taille et la densité de peuplement d'un marché de consommation ont un impact sur son approvisionnement énergétique. La distance par rapport aux lieux de production joue en effet un rôle important : en fonction de l'éloignement des consommateurs, leur approvisionnement est plus ou moins coûteux et rentable et différentes options sont envisagées. La densité de population est une autre caractéristique à prendre en compte, en particulier dans le cas du gaz naturel et de l'électricité, qui nécessitent la construction de réseaux de transport et de distribution (Angelier, 1994). Le type de consommateurs (ménages, entreprises, collectivités...) et leur capacité de paiement est elle aussi une donnée à intégrer à la réflexion. La taille et la localisation d'un marché de consommation ont donc un impact considérable et contribuent à déterminer les sources d'énergie qui peuvent y être vendues et les coûts de leur transport (Manners, 1964). Ainsi, le marché, lui-même composé d'un grand nombre de petits marchés (entreprises, résidences, véhicules etc.), influence fortement la géographie de l'énergie, de même que l'économie des transports.

Pour le gaz naturel, le transport et les caractéristiques du marché induisent des choix énergétiques et techniques particuliers. Le transport de l'énergie et son coût ont des conséquences sur l'approvisionnement en lui-même – il faut atteindre un seuil de rentabilité – et sur les modalités d'approvisionnement. Dans le cas du gaz, il existe une alternative entre le transport de gaz naturel par gazoducs et le transport de gaz de pétrole liquéfié (GPL) dans des conteneurs pressurisés qui peuvent être convoyés par des moyens de transport discontinu (Manners, 1964). La deuxième option permet de satisfaire les demandes de petits marchés dispersés. Gazprom envisage les deux options pour approvisionner en gaz les consommateurs russes : la compagnie a des projets de « gazéification autonome », c'est-à-dire par GPL, dans les régions à faible densité de peuplement.

Chaque source d'énergie possède sa propre géographie. Chacune se distingue par la répartition de ses ressources et par les facilités ou contraintes de mise en valeur, de transport, de commercialisation et d'utilisation. Ainsi, parmi les hydrocarbures, on observe des différences. La géographie du gaz naturel et celle du pétrole ne sont pas similaires. Non seulement les zones de production ne sont pas les mêmes, mais, dans le cas du pétrole, il existe un marché mondialisé : le pétrole, liquide, se transporte aisément par voie maritime, à l'inverse du gaz qui doit être liquéfié. Ainsi, le marché du gaz n'est pas unifié, mais régionalisé. Il est segmenté en trois grandes zones géographiques, qui correspondent à différentes logiques de formation des prix, le marché nord-américain, le marché européen et le

marché asiatique (Hansen, Percebois, 2010). La géographie du gaz naturel connaît des évolutions, mais bien que les projets de liquéfaction ouvrent de nouvelles perspectives de transport, elles restent pour l'instant limitées. L'observation faite par André Giraud et Xavier Boy de la Tour (1987) il y a quelques décennies reste d'actualité, en particulier dans le cas russe : les conditions d'exploitation du gaz naturel sont de plus en plus sévères. Les réserves sont de plus en plus éloignées des grandes régions de consommations, et une part de plus en plus grande de ces réserves est difficile à exploiter d'un point de vue technique et économique.

A l'échelle de la Russie, le réseau de gazoducs, même s'il possède des traits communs avec ceux des autres voies de communication, présente certaines spécificités. Il peut certes être comparé à celui des oléoducs, qui innervent le territoire selon une logique similaire, cependant, les inégalités de développement sont peut-être légèrement moins apparentes : les oléoducs parcourant le territoire de la Fédération de Russie ne représentent qu'une longueur de 70 000 km¹⁰⁵, tandis que les gazoducs de haute pression représentent 160 400 km. Leur réseau forme une infrastructure plus hiérarchisée et plus différenciée que celui des oléoducs, puisqu'il transporte de gros volumes de gaz naturel sur de longues distances aussi bien que de petites quantités jusqu'au consommateur final (Eckert, 2007). De plus, les zones de production du gaz ne coïncident pas avec les bassins pétroliers. Elles n'ont pas non plus connu la même chronologie de mise en valeur, ce qui influe sur la trame des réseaux de pipelines.

La ressource gaz naturel est étroitement liée à son réseau de transport et de distribution. Le gaz naturel, en raison de son état gazeux, présente des contraintes très fortes en matière de transport (voir *supra*). Le recours à la liquéfaction nécessite des infrastructures de haut niveau technologique. Le transport par pipelines permet de convoier de plus grands volumes de gaz et reste, dans bien des cas, le mode le moins coûteux et le plus pratique. Ainsi, l'extension du réseau de gazoducs représente de façon directe une extension du marché de consommation du gaz naturel. Sans ce réseau, le gaz n'est pas utilisé et n'est donc pas une ressource au sens où l'entend Claude Raffestin (1981). Il reste à l'état de matière. Celle-ci préexiste à l'action humaine et ne devient ressource qu'à l'issue d'un processus de production. Il faut pour cela l'intervention d'un acteur mobilisant une technique. Dans le cas du gaz naturel, cette technique comprend les méthodes et moyens d'extraction, mais aussi les

¹⁰⁵ Site de Transneft, consulté en juin 2014, <http://transneft.ru/about/>

infrastructures de transport. Le gaz naturel est ainsi une ressource énergétique qui se spatialise essentiellement par la forme du réseau.

La géographie de l'énergie relève de facteurs physiques, économiques et sociaux, mais aussi de facteurs politiques. Si la présence de réserves énergétiques dépend uniquement de facteurs physiques, la décision de mener des travaux d'exploration puis de mise en valeur correspond à des choix politiques. De même, la localisation des infrastructures énergétiques est déterminée par des logiques économiques et politiques. C'est ce que met en évidence Roger Brunet (2001) : la localisation des infrastructures énergétiques telles que les raffineries de pétrole et les centrales nucléaires varie en fonction des choix effectués, de l'existence ou non d'une politique d'aménagement. Si, jusqu'aux années 1970-1980, une telle politique visait un relatif équilibre territorial, on a assisté plus récemment à son déclin et à une reconcentration des infrastructures sur les axes principaux. De plus, le contexte géopolitique et le souci de la sécurité énergétique peuvent avoir des conséquences sur les flux énergétiques et sur les choix politiques. On peut penser à la décision de la France de développer son parc nucléaire pour renforcer son indépendance énergétique dans le contexte des crises pétrolières des années 1970 (Beltran, 2003). Le choix fait par l'Allemagne de fermer le sien après la catastrophe de Fukushima est un autre exemple de choix politique adopté en réaction à un contexte international particulier. La construction des grands pipelines internationaux s'inscrit dans des logiques géopolitiques, d'autant qu'elle nécessite un accord entre les pays partenaires qui correspond à un engagement sur le long terme entraînant une dépendance réciproque entre pays producteurs et acheteurs (Giraud, Boy de la Tour, 1987). Le système énergétique d'un pays dépend donc bien en partie de décisions politiques, des acteurs en position de force et de la détermination de modèles énergétiques différents, accordant une place plus ou moins importante aux différentes sources d'énergies, par exemple aux énergies renouvelables.

2. Énergies et temporalités

L'énergie correspond à des temporalités spécifiques. Les matières premières ont leurs périodes de gloire et leurs périodes sombres, leur caractère stratégique évolue et leur géographie se modifie (Giraud, Boy de la Tour, 1987). Les sources d'énergie dominantes se succèdent au cours du temps : bois, charbon, charbon et pétrole, pétrole, gaz naturel et nucléaire, chaque étape étant associée à un modèle de société particulier. L'exploitation du gaz naturel est relativement récente : elle commence dans les années 1950 et son importance

s'accroît à partir des années 1970 et des crises pétrolières : des campagnes de prospection sont lancées dans le monde et de grandes infrastructures construites (Furfari, 2007). Comme on l'a vu dans la première partie, ces phases de développement du secteur gazier sont observées en URSS à partir du plan quinquennal de 1956-1960 et surtout des années 1970 (Nies, 2010). Par ailleurs, on cherche souvent à évaluer les réserves d'hydrocarbures par le nombre d'années restant jusqu'à leur épuisement. Marion King Hubbert, un géophysicien américain, prédit en 1956 que le maximum de la production pétrolière américaine serait atteint dans les années 1970 et entrerait ensuite en déclin. Depuis que cette estimation s'est vérifiée, on parle de Courbe de Hubbert et un mouvement cherchant à prévoir le pic pétrolier mondial s'est formé. Le débat sur l'épuisement des réserves d'hydrocarbures oppose les « pessimistes » aux « optimistes ». Les « pessimistes » ne tiennent que peu compte des avancées technologiques, qui permettent par exemple la récupération d'une plus grande partie des hydrocarbures contenus dans les gisements. De plus, la consommation ne suit pas une évolution linéaire et sa prévision n'est pas aisée. Enfin, il est difficile d'évaluer avec exactitude les réserves à l'échelle mondiale : de nouveaux gisements continuent à être découverts. L'évaluation des réserves n'est pas un simple calcul. Comme l'écrivent Thierry Bréchet et Patrick Van Brusselen (2007) :

« La notion de réserve est une notion *aléatoire* (incertitude sur la taille des gisements connus et sur la possibilité de découvrir de nouveaux gisements) et *technico-économique* (elle dépend des technologies d'extraction, qui évoluent, et du contexte économique, notamment du prix de vente du pétrole). »

Le flou peut être entretenu et instrumentalisé : l'annonce des réserves est un acte politique (Furfari, 2008). Ce sont les compagnies, privées ou nationales, qui publient leurs chiffres sans l'intervention d'aucune autorité indépendante (Bréchet et Van Brusselen, 2007). La fiabilité de tels chiffres doit être relativisée. Il existe d'ailleurs plusieurs façons de comptabiliser les réserves selon les pays. La Russie a ainsi recours à des catégories qui lui sont propres et ne correspondent pas à des standards internationaux. La dominance d'une source d'énergie n'est pas uniquement remise en cause du fait du déclin des réserves, elle peut être concurrencée par de nouvelles sources d'énergie. Même si l'une d'entre elles joue un rôle plus important à l'échelle mondiale, il n'y a pas prédominance absolue d'une source d'énergie sur les autres. Selon les pays, les zones géographiques, la consommation varie et les mix énergétiques diffèrent. Au sein d'un ensemble comme celui de l'Union européenne, on

observe ainsi des cas bien distincts : si la France a fait le choix du nucléaire, la Grande-Bretagne a opté pour le charbon puis le gaz naturel et les pays scandinaves pour l'hydraulique (Cirelli, 2014).

Ce qui évolue est également le rapport à l'énergie : selon les périodes, elle est considérée comme abondante et facile à obtenir, ou rare. Samuele Furfari (2007a) distingue trois cycles dans la géopolitique de l'énergie. D'abord un « âge d'or énergétique » dans les années 1950-1973, durant lequel l'énergie coûte peu et son utilisation paraît illimitée. Puis surviennent les crises énergétiques des années 1970-1990. La crainte du manque de ressources apparaît. Enfin, le dernier cycle, qui est toujours en cours actuellement, est caractérisé par l'incertitude.

Les processus de mise en valeur des ressources énergétiques ont eux aussi une temporalité particulière : ils sont longs et suivent plusieurs étapes. Ainsi, celles qui sont associées au gaz naturel sont les suivantes : prospection, exploration, production, exploitation industrielle, puis pic de la production, déclin et fermeture. Si l'on peut s'intéresser à des opérations ponctuelles et aux perspectives à court terme, il est nécessaire de prendre en compte la longue durée. Les périodes prises en compte par les divers programmes énergétiques russes s'étendent sur plusieurs décennies et on constate que l'évaluation de la durée des différentes étapes est sujette à des incertitudes. Il existe un délai entre la découverte de nouveaux champs d'hydrocarbures et leur exploitation et ce délai peut être très long. Ainsi, le gisement de Chtokman, en mer de Barents, a été découvert en 1988. Un projet de mise en exploitation du champ gazier a été signé par Gazprom, Total et Statoil en 2008, puis a été retardé de trois ans en 2010 avant d'être gelé en 2012. Aujourd'hui, le gisement n'est toujours pas exploité. Même une fois la décision prise, il faut du temps avant que la situation change : la construction des infrastructures s'étend sur une période de plusieurs mois. Les évolutions peuvent être liées à de nouvelles mises en valeur, mais peuvent aussi s'observer du côté de la demande et de la consommation avec le développement de nouveaux usages, comme l'utilisation du gaz naturel comme carburant automobile. Cela nécessite également de construire des infrastructures et de favoriser la création d'un marché de consommation. Ainsi, la question de la coïncidence de la temporalité spécifique à la chaîne énergétique et à ses différentes étapes avec les temporalités liées aux divers aspects du système énergétique peut se poser. Dans la mesure où il existe un délai entre le lancement d'un projet énergétique et sa concrétisation, des évolutions sont susceptibles de le remettre en cause, qu'elles soient d'ordre géopolitique, économique ou social, en lien avec les prix de l'énergie et les choix de consommation.

L'énergie suscite des transformations spatiales, comme le montre notamment Yvette Marchand-Vaguet (2005) au sujet de la Sibérie occidentale. Le développement de l'industrie d'extraction des hydrocarbures modifie la fonction économique de la région du bassin de l'Ob : une transition économique qui commence à partir des années 1960 se met en place. C'est aussi le peuplement qui est transformé : la région connaît une croissance démographique et un peuplement de type urbain alors que des villes nouvelles se créent. Mais c'est également la place de la région au sein de la Fédération de Russie et les relations qu'elle entretient avec le centre qui sont modifiées. Yvette Marchand-Vaguet montre que, dans une lecture centre/périphérie, la région du bassin de l'Ob peut d'abord être considérée comme une périphérie dominée. Progressivement, cependant, avec sa croissance économique, elle connaît une certaine intégration : elle bénéficie en partie des activités pétrolières et gazières et reçoit des investissements. Les territoires peuvent ainsi connaître des transformations démographiques, sociales et économiques induites par le secteur énergétique.

3. Espace gazier et relations centre/périphérie

Peu de travaux proposent une formalisation des liens entre espace et énergie et montrent la façon dont l'énergie organise l'espace à différentes échelles. Donald Curran (1981) emploie l'expression d'espace énergétique. Pour lui, cette notion ne s'applique qu'à des pays dont le secteur industriel est développé, nécessitant un secteur énergétique lui-même développé. Il propose de chercher des critères pour distinguer un espace énergétique et d'abord de s'appuyer sur l'idée d'une cohérence interne. Un espace énergétique se caractériserait par des règles communes, un régulateur commun et une circulation libre des flux énergétiques :

« Pour définir un espace énergétique, il faut examiner les divers critères utilisables et surtout tenir compte de divers degrés, inégalement forts et inégalement harmonisés, d'appartenance à un tel espace. Tout d'abord, on observe un certain nombre de régions à l'intérieur desquelles la densité et la cohérence des activités et des politiques énergétiques sont maximales. Ce sont les espaces nationaux ou des ensembles de types « marché commun » où production, consommation et circulation des produits énergétiques obéissent aux mêmes règles et ne butent pas sur des contraintes liées à l'existence de frontières » (Curran, 1981, p. 146).

L'espace énergétique décrit par Donald Curran est hiérarchisé : il comprend des noyaux denses et des zones périphériques, qui sont elles-mêmes hiérarchisées. Tandis que le centre

exerce un pouvoir de contrôle, les périphéries se situent, par rapport à lui, dans une situation de dépendance plus ou moins grande, qui peut être due à différents facteurs. Ainsi, la périphérie d'un espace énergétique se caractériserait de la façon suivante :

« On peut admettre qu'appartiennent à la périphérie d'une région énergétique forte les pays dans lesquels la ou les puissances du « centre » considéré exercent un contrôle majoritaire des sources d'énergie (produites ou consommées), ou bien avec lesquels se développent d'importants intérêts commerciaux croisés, au stade de la production ou au stade de la distribution. Pour les échanges commerciaux, il semble qu'une dépendance de l'ordre de 10 % à l'égard d'un fournisseur ou d'un client déterminé chiffre à peu près le seuil d'appartenance à un espace énergétique, un taux supérieur au tiers signifiant en général une véritable intégration. Bien entendu, le phénomène de dissymétrie est fréquent : le taux de dépendance peut être beaucoup plus grand pour le fournisseur ou pour le client que pour son partenaire. »

L'espace énergétique décrit par Donald Curran (1981) est donc un ensemble régional couvrant plusieurs pays, mis en relation par des flux énergétiques. Il s'agit d'un espace discontinu dans la mesure où les lieux reliés ne sont pas forcément contigus et peuvent être séparés par des frontières ou des limites régionales. Il est fortement hiérarchisé, avec un ou des centres, des centres secondaires et des zones périphériques. Le centre peut exercer un contrôle sur ces dernières, en maîtrisant les activités de production comme en polarisant une grande partie des ressources pour sa consommation, le volume des échanges commerciaux permettant de délimiter les contours de l'espace énergétique. Celui-ci n'est pas figé dans le temps mais il évolue selon la conjoncture, les volumes et les destinations des flux énergétiques étant susceptibles de varier. Ainsi, les espaces énergétiques sont « mouvants et flous ». Une attention particulière étant accordée à la sécurité énergétique et à la diversification des approvisionnements, il est rare qu'un pays ne dépende que d'un importateur, si bien que les espaces énergétiques « se chevauchent de plus en plus fréquemment », certains pays ne participant « que marginalement, parce que trop peu importants ou trop partagés entre influences différentes » (Curran, 1981, p. 147).

On peut émettre quelques critiques de la définition de l'espace énergétique proposée par Donald Curran. D'abord, on peut s'interroger sur les deux seuils retenus, de 10 % et de 33 % des importations ou exportations énergétiques. Le choix opéré n'est pas explicite. Il s'agit de prendre en compte le critère quantitatif, mais le degré de dépendance et d'intégration ainsi mesuré semble arbitraire. De plus, aucune précision n'est donnée : prend-on ici en considération l'ensemble des ressources énergétiques ou seulement une catégorie ? Mesure-t-

on la dépendance en volumes ou en valeur des importations ou exportations énergétiques ? Il pourrait être intéressant d'inclure dans la réflexion le nombre de fournisseurs ou clients. Plutôt que de se fonder uniquement sur la relation liant deux partenaires, on pourrait envisager de prendre en compte l'importance relative de l'exportateur ou de l'importateur pour les deux pays en retenant, par exemple, les trois premiers fournisseurs ou clients. Le classement de ces derniers permettrait alors de délimiter des espaces énergétiques superposés.

D'autre part, l'échelle privilégiée semble être celle de l'État ou celle du marché commun, dans la mesure où c'est tout d'abord la cohérence interne, liée à une régulation énergétique commune, qui est mise en avant. En réalité, l'appartenance à l'espace énergétique dépend aussi des échanges commerciaux. Or, l'espace énergétique aux contours dessinés par les échanges commerciaux n'aurait pas la même configuration qu'un espace énergétique défini par l'existence d'une régulation énergétique commune et serait vraisemblablement plus vaste. Ainsi, par exemple, des flux d'hydrocarbures lient la Russie et l'Union européenne, cependant, il existe bien des divergences entre les deux partenaires au sujet de la régulation du secteur énergétique. De plus, l'échelle de l'État n'est pas nécessairement la seule échelle qu'il est important de prendre en compte. Au sein d'un État, il peut exister de forts contrastes et les régions d'un pays donné peuvent entretenir des relations énergétiques plus étroites avec les régions d'un autre pays qu'avec d'autres régions du même pays. L'espace énergétique peut donc s'analyser à différentes échelles.

« Les territoires de l'énergie sont multiples, multi-échelles et possèdent des contours mouvants en fonction des entrées retenues : les territoires de production, de consommation ou de gestion se superposent rarement », constatent Hélène Avocat et Camille Chanard (2012). On tentera, pour appréhender les territoires de l'énergie, non de tenir compte de ces entrées de façon indépendante, mais de s'intéresser à l'articulation entre ces différents territoires dans le cas d'une seule source d'énergie. En effet, les réflexions faites par Donald Curran au sujet de l'énergie en général peuvent s'appliquer à une unique source d'énergie. Dans notre cas, on parlera ainsi d'espace gazier. L'étude du seul gaz naturel simplifie d'ailleurs la caractérisation des espaces et l'identification de relations de dépendances.

On a dit précédemment que les transformations énergétiques avaient des répercussions sur le territoire et vice-versa. L'espace énergétique dépend des propriétés de l'espace politique et économique auquel il se superpose. Mais c'est aussi un espace organisé selon les fonctions des territoires qu'il met en relation (production, consommation, transit), dépendant en partie de facteurs naturels (ressources, facilité d'exploitation, possibilité de transport). La géographie de l'espace énergétique ne peut donc correspondre parfaitement à la géographie de

l'espace national. Ainsi, les pôles de l'espace gazier ne sont pas nécessairement des pôles économiques et politiques de la Fédération de Russie. Même si les ressources gazières peuvent être à l'origine d'un développement économique régional et faire des régions productrices des pôles économiques à l'échelle nationale, ceux-ci seront rarement des pôles qui concentrent le peuplement, les activités tertiaires ou les fonctions métropolitaines, comme le montre l'exemple des régions productrices du bassin de l'Ob (Marchand-Vaguet, 2005). Le critère de la régulation politique est certes important, mais ce sont surtout le rôle des différentes régions et les liens concrétisés par les infrastructures ou les échanges commerciaux que l'on retiendra.

L'espace gazier comprend et rassemble les différentes étapes de la chaîne gazière et peut prendre à la fois la forme de territoires et de réseaux. Afin d'étudier son organisation, il est nécessaire de prendre en compte la ou les fonctions des différentes régions. Il s'agit d'un espace ponctuel (Dézert, 1973), qui se présente comme un agencement de lieux bien délimités mis en interaction tout en laissant de côté les lieux qui n'ont pas de rôle à jouer dans son fonctionnement. On cherchera à distinguer les espaces de production, les espaces de transit, les infrastructures de transport, les espaces de traitement et les espaces de consommation. Une autre fonction est à ajouter : la fonction de décision. En effet, il s'agit également de repérer les espaces de commandement à partir desquels le contrôle sur la filière gazière s'exerce. Cet espace gazier possède une certaine inertie par rapport aux évolutions politiques et économiques. Comme il a été dit, il se constitue sur le temps long car il nécessite des investissements et des coûts considérables.

Ce n'est pas la seule fonction des espaces au sein de la chaîne gazière qui permette d'opérer des distinctions entre eux. Ils se hiérarchisent ainsi par leur production : dans le cas de la Russie, par exemple, la production gazière est très concentrée spatialement (voir supra) ; la région de Sibérie occidentale domine largement les autres régions d'extraction du gaz naturel. Mais l'on peut également s'intéresser à la consommation à elle seule : elle différencie fortement les territoires et les consommateurs. Guy Di Méo (1983), dans sa thèse sur les hydrocarbures en France, met en évidence l'existence des disparités de consommation énergétique lisibles à différentes échelles : « La consommation française des hydrocarbures, étudiée d'un point de vue géographique ou sous un angle individuel, se révèle un bon indicateur des disparités du développement industriel national, voire dans certains cas de ses contrastes socio-économiques. »

L'espace gazier recouvre des espaces hiérarchisés entretenant les uns avec les autres de rapports de domination et de dépendance. Il peut donc être appréhendé par le modèle

centre/périphérie tel qu'il a été développé notamment par Alain Reynaud (1981). Tandis que le centre apparaît comme le lieu de concentration du pouvoir politique, financier et économique ainsi que de l'innovation, de certaines catégories d'activités, se distingue par son niveau de vie et représente une certaine masse démographique, la périphérie se définit en négatif, notamment par son absence d'autonomie en matière décisionnelle. Le centre n'est pas forcément unique : il peut y avoir un centre principal et des centres secondaires. Alain Reynaud distingue plusieurs types de périphéries selon leurs relations avec le centre et leur degré d'intégration. A la marge se trouvent les isolats, les angles morts. Les périphéries intégrées sont classées en trois catégories : la périphérie exploitée, la périphérie annexée et l'associat. Les relations qui unissent centre et périphéries sont évolutives : l'intégration peut s'accroître et les rapports de pouvoir peuvent se transformer, voire s'inverser. La notion de centre/périphérie peut être appliquée au domaine de l'énergie, c'est la démarche qu'a adoptée Yvette Marchand-Vaguet (2005) en montrant comment la mise en valeur des hydrocarbures dans le bassin de l'Ob a renforcé et renouvelé les rapports centre-périphérie. L'application du modèle centre/périphérie au secteur gazier suppose qu'on accorde une attention particulière aux activités qui relèvent de ce secteur. Cependant, il ne s'agit pas de négliger les autres dimensions. Ainsi, le critère de la concentration de la population, dans le cadre de l'analyse du secteur énergétique, n'aura pas forcément la même signification. Mais la masse démographique n'est pas un critère négligeable puisqu'elle induit un marché de consommation important, surtout si la densité de population est élevée. L'intérêt du modèle centre/périphérie est de proposer une grille pour analyser sous différents angles les relations entre ces deux types d'espaces. Comment la dépendance vis-à-vis du centre se manifeste-t-elle ? Quelle est la marge de manœuvre des régions par rapport au centre ? Dans quelle mesure existe-t-il une articulation entre les régions ?

Conclusion

Ne serait-ce que qu'en raison de l'inégale répartition des réserves énergétiques sur la surface du globe, les questions énergétiques peuvent être étudiées d'un point de vue spatial. La notion d'espace énergétique esquissée par Donald Curran présente l'intérêt de réunir et d'articuler les territoires selon leurs fonctions et selon leurs interdépendances. On cherchera donc à définir l'espace gazier centré sur la Russie.

Dès lors, plusieurs questions émergent, d'abord en rapport avec la délimitation de l'espace gazier et sa configuration. Quels sont ses contours ? Comment peut-on délimiter les

territoires ? Correspondent-ils aux découpages administratifs ou économiques ? D'autre part, quelles sont les évolutions de l'espace gazier ? L'espace gazier est en interaction avec la société dans son ensemble et son organisation s'est constituée sur le temps long. Or, la Russie a connu des systèmes politico-économiques qui ont fortement marqué son organisation spatiale et doit composer avec le poids de ses héritages.

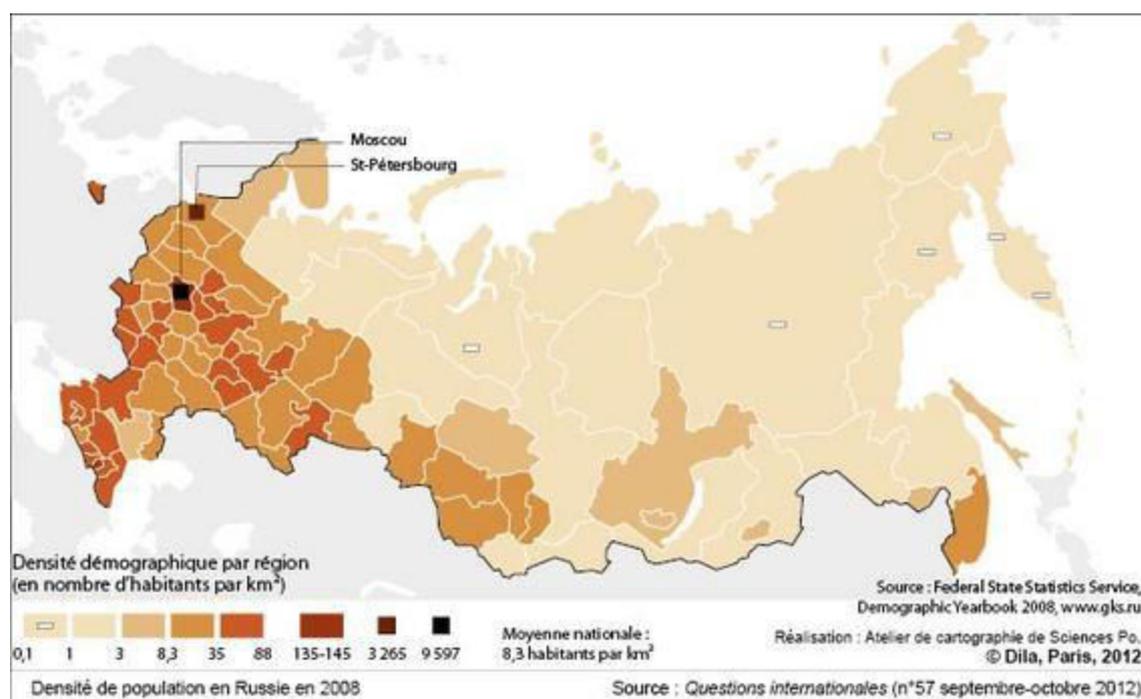
Chapitre 6. Un réseau et un espace énergétiques russes déséquilibrés

La Russie est le plus grand pays du monde par sa superficie. La répartition des hommes et des activités est très inégale sur ce vaste territoire, d'autant que ce dernier est marqué par de fortes contraintes physiques et climatiques. Ces déséquilibres se retrouvent dans le cas des réseaux énergétiques. Loin de desservir le territoire de façon uniforme, ils mettent eux aussi en évidence le contraste entre Russie occidentale et Russie orientale, même si les zones de production dépendent de facteurs physiques et ne sont pas nécessairement situées dans les principaux foyers de peuplement. Les réseaux, organisés en fonction de la desserte des grandes zones de consommation, raccordent l'ouest du pays aux bassins de production et sont incomplets dans l'Est du territoire russe.

1. Un fort contraste ouest/est

Les politiques de développement régionales se sont heurtées depuis longtemps, et notamment à l'époque soviétique, à la question de la localisation des ressources et à la distribution inégale des infrastructures et des capacités de production (Dmitrieva, 1996). S'il y a une répartition inégale des ressources en pétrole et en gaz sur le territoire, la structure des réseaux de transport d'hydrocarbures accentue les disparités régionales. Le réseau de gazoducs s'inscrit dans ce contexte spatial et reflète le déséquilibre ouest-est et sud-nord, de même que les autres réseaux de transport russes, comme la route ou la voie ferrée. Les réseaux russes se caractérisent par leur discontinuité (Eckert, 2007) : les infrastructures se font de plus en plus rares à mesure que l'on va vers l'est et le nord du territoire. Les voies de communication, développées en étoile autour de Moscou, sont relativement denses à l'ouest tandis qu'elles sont quasiment inexistantes à l'est. Cette dissymétrie spatiale repose en partie sur la répartition du peuplement et des activités au sein de l'espace russe.

Carte 5 : La densité de population par région russe



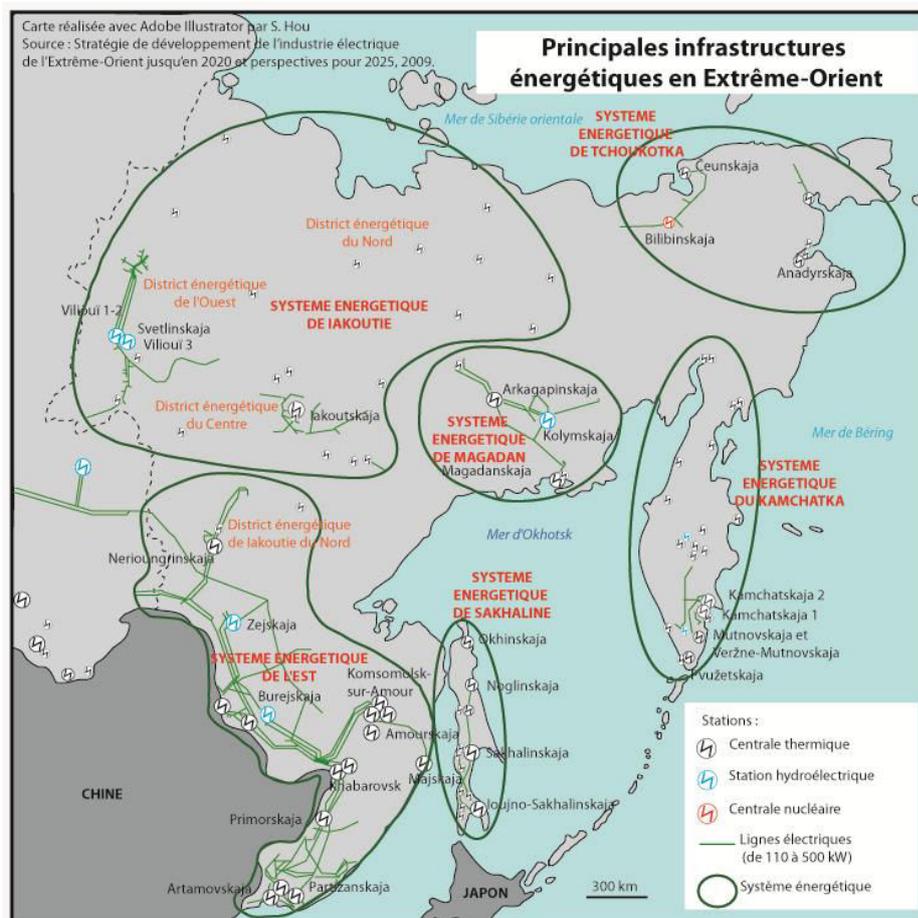
La Russie dite « européenne », à l'ouest de l'Oural, concentre population et activités (voir carte 5). Le réseau routier reproduit approximativement la répartition de la population, tandis que le réseau ferré intègre mieux les différentes parties du territoire. Le Transsibérien, doublé de la Magistrale Baïkal-Amour (BAM), assurent le raccordement de la Russie orientale, mais, en dehors de ce grand axe zonal, les liaisons ferroviaires sont très peu développées dans les régions de l'Est. Le déploiement du réseau électrique sur le territoire met en évidence l'isolement et la fragmentation de la Russie de l'est. Clifford Gaddy et Fiona Hill (2003) soulignent cette marginalisation des régions orientales en matière énergétique. Ils rapportent les propos tenus en août 2002 par Anatoliy Chabays, à la tête d'EES (*Edinaja Energetičeskaja Sistema Rossii*), la compagnie russe d'électricité, lors d'une conférence gouvernementale en Extrême-Orient :

« La structure du système énergétique en Extrême-Orient est tout à fait unique, et ne s'observe dans aucune autre région du pays. Il est construit de telle manière que seulement deux des systèmes électriques sont en fait reliés entre eux. Ce sont les systèmes du sud dans la République de Sakha, dans l'oblast de l'Amour, dans le kraï de Khabarovsk, et dans le kraï du Primorié. Tous les autres systèmes énergétiques sont isolés et opèrent indépendamment les uns des autres. Et cela, bien sûr, implique des contraintes très importantes sur toute proposition de stratégie énergétique, qui doivent être pensées séparément pour chaque première

partielle du système énergétique en Extrême-Orient, et séparément également pour les régions isolées » (Gaddy, Hill, 2003).

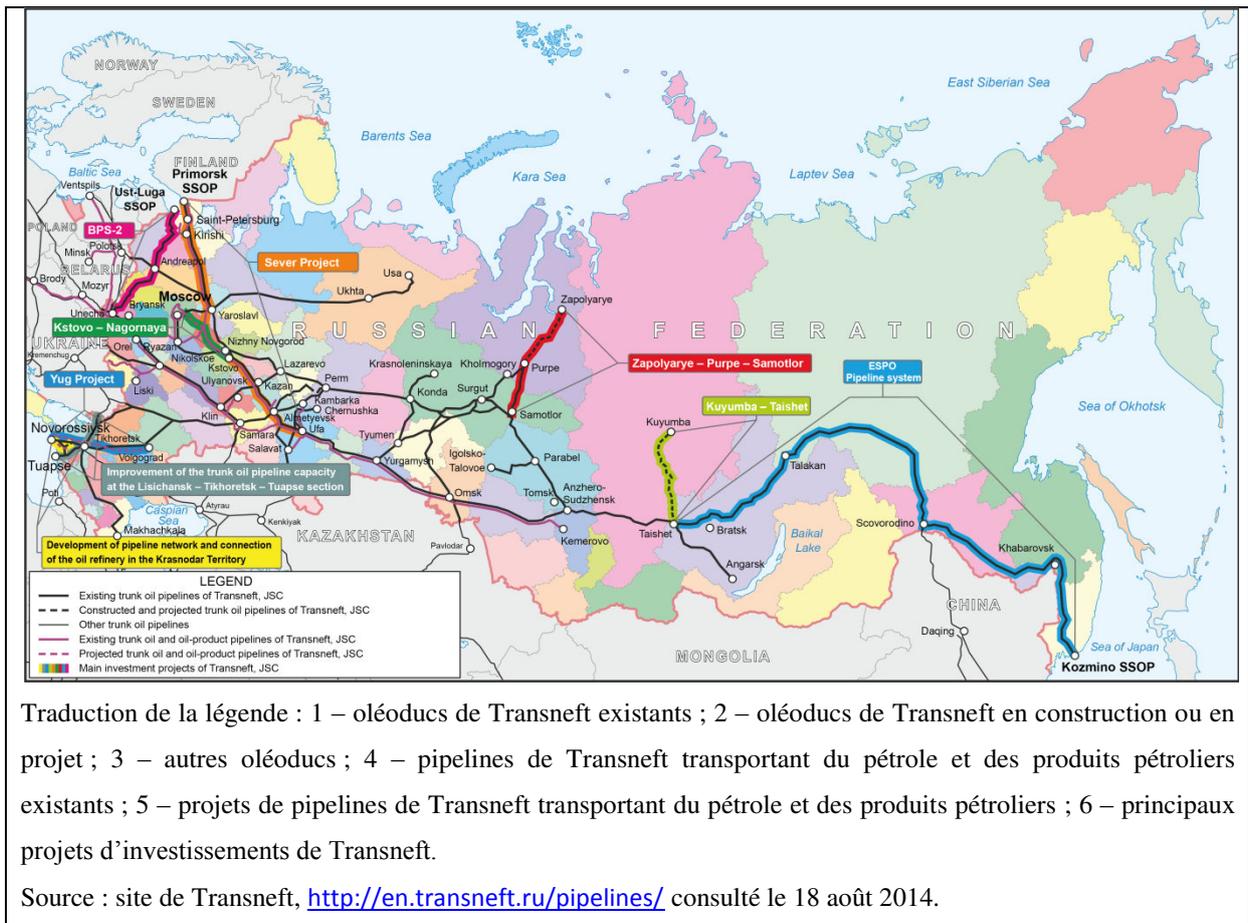
La carte 6 met en évidence cette fragmentation : six systèmes électriques isolés se distinguent. L'absence de lien entre le système énergétique régional de l'Extrême-Orient et le réseau national rend les problèmes de pénuries, dues aux nombreuses fragilités du système énergétique, d'autant plus aigus.

Carte 6 : Les systèmes électriques en Russie orientale



Les réseaux de transport d'hydrocarbures ne font pas exception par rapport aux autres infrastructures. Oléoducs comme gazoducs sont bien plus présents en Russie de l'ouest qu'en Russie de l'est, comme le montrent les cartes 7 et 8. Ainsi, le réseau d'oléoducs s'arrêtait à l'ouest du lac Baïkal avant la construction du pipeline *Sibérie orientale – océan Pacifique* en 2009 (Hou, 2009) (indiqué par un figuré linéaire bleu et par l'acronyme ESPO, c'est-à-dire *East Siberia – Pacific Ocean* sur la carte).

Carte 7 : Le réseau d'oléoducs de Transneft



Quant au réseau de gazoducs, il a longtemps laissé de côté la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient. A l'heure actuelle, ces régions ne sont toujours pas raccordées au système de transport de Gazprom (voir carte 8). Le système unifié d'approvisionnement en gaz (*Edinaja Sistema Gazosnabženija* ou ESG) de Gazprom n'inclut que quelques régions sibériennes et ne couvre pas la Russie de l'est. Des gazoducs ont cependant été construits, notamment sur les territoires du kraï du Kamtchatka, de l'oblast de Sakhaline et entre Sakhaline et Vladivostok. Un gazoduc est également en construction afin de raccorder les champs gaziers de la République de Sakha au pipeline Khabarovsk-Vladivostok.

Carte 8 : Le réseau de gazoducs de forte pression sur le territoire russe



Si un fort déséquilibre s'observe à l'échelle du territoire fédéral entre régions occidentales et orientales, les réseaux d'exportation, organisés dans le prolongement des réseaux russes, accentuent cette dissymétrie ouest-est. Les réseaux de transport d'hydrocarbures relient principalement la Russie à l'Europe tandis qu'il n'existe presque aucune voie majeure pour l'exportation des hydrocarbures vers l'est, en dehors de l'oléoduc *Sibérie orientale – Océan Pacifique*, qui permet désormais d'exporter du pétrole vers la Chine par la bretelle qui mène à Daqing ainsi qu'à destination du Japon via le terminal pétrolier de Kozmino sur le littoral Pacifique. La capacité de transport de ce pipeline est pour l'heure de 30 millions de tonnes par an. On peut rappeler que ce volume est plus de deux fois inférieur à la capacité du seul oléoduc *Droujba*. Pour ce qui est du gaz naturel, les exportations vers les pays asiatiques sont réalisées à partir de l'usine de liquéfaction du gaz située à Sakhaline, d'où les méthaniers peuvent transporter le GNL. Il est question de construire une autre usine de liquéfaction à Vladivostok, ce qui ferait du futur gazoduc République de Sakha-Vladivostok un nouveau corridor d'exportation vers l'Asie.

Le contraste est marqué entre, d'un côté, les régions situées à l'ouest de l'Oural, qui concentrent la population, les activités et les réseaux, de l'autre, les territoires orientaux, très faiblement peuplés et desservis de façon lacunaire par les réseaux de transport et de communication.

2. Des réseaux hérités de l'époque soviétique

Des étapes peuvent être distinguées dans la construction des réseaux énergétiques. Les réseaux de communication et les réseaux énergétiques ont été conçus à l'époque soviétique et dans un cadre spatial et politique qui était celui de l'URSS. La disparition de cette dernière a induit la mise en place de nouvelles frontières étatiques et a modifié les rapports entre les territoires autrefois compris dans l'Union soviétique. La Russie actuelle doit compter avec cet héritage dans de nombreux domaines et le secteur énergétique ne fait pas exception. Les relations énergétiques créent des liens sur le long terme (Nies, 2010), elles ne peuvent s'adapter rapidement aux changements de contexte politique en raison de la lourdeur des infrastructures. Aussi l'organisation de l'espace gazier continue-t-elle à dépendre fortement de l'histoire du développement du secteur gazier. La mise en valeur des gisements de gaz naturel de l'Union soviétique s'est faite en faveur des régions occidentales de la Russie. La première « autoroute gazière », achevée en 1946, a été construite de Saratov à Moscou (Ougartchinska, 2008). Les gisements de Sibérie occidentale, mis en exploitation à partir de la fin des années 1960, ont été raccordés aux régions centrales de Russie et prolongés jusqu'à l'Ukraine. Le réseau ainsi édifié lui a donné un rôle clé. En effet :

« [L'Ukraine] est alors la seule république à l'ouest de l'URSS bénéficiant d'un réseau gazier moderne et d'infrastructures de stockage [...]. La route la plus empruntée devient ainsi la ligne de la Sibérie orientale vers le sud-ouest, qui rejoint le réseau moscovite et traverse les régions industrielles et les champs gaziers ukrainiens », (Nies, 2010).

Des gazoducs d'exportation vers les pays européens sont rapidement mis en place, parallèlement à la construction d'oléoducs d'exportation qui a commencé quelques années auparavant. Le premier oléoduc, *Droujba*, a livré du pétrole à l'Allemagne de l'Est à partir de 1963. En 1968, le gazoduc Bratsvo a relié l'URSS à la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Pologne. Ainsi se sont mis en place de grands corridors d'exportation de gaz entre Union soviétique et pays européens via le territoire ukrainien.

La dissolution de l'URSS a provoqué une reconfiguration des frontières et des alliances ainsi que l'émergence de nouveaux rapports de force. Les réseaux, construits dans le contexte soviétique, ont été pensés à l'échelle d'un ensemble politique qui n'existe plus. Dans quelle mesure l'espace gazier, qui possède une forte inertie, s'est-il adapté aux évolutions ? Quelles coïncidences et quels écarts observe-t-on entre frontières politiques et organisation de

l'espace gazier ? Les conséquences importantes de la disparition de l'Union soviétique sur l'organisation de ces réseaux sont soulignées par Jean Radvanyi (2002) :

« L'organisation des réseaux de transport et des flux à l'intérieur de l'espace soviétique et sur ses marges était un des facteurs essentiels de la cohérence politique du système, un élément déterminant de la maîtrise de ses territoires. L'éclatement de l'URSS a considérablement modifié cette organisation. Car si elle s'apparente par bien des aspects à un processus de décolonisation, la prise d'indépendance des anciennes républiques fédérées a, du fait de la continuité spatiale, des implications beaucoup plus directes sur l'organisation de l'espace, sur l'identité territoriale russe elle-même que la rupture des liens coloniaux entre les vieilles métropoles européennes et leurs dépendances d'outre-mer. »

La dimension politique que possédaient les réseaux au sein de l'Union soviétique se manifestait aussi à plus petite échelle, celle du bloc de l'est (Nies, 2010). Ainsi, la construction de l'oléoduc *Droujba* s'inscrivait dans une logique politique : cimenter le bloc de l'est. Les noms donnés aux pipelines sont d'ailleurs révélateurs, qu'il s'agisse de l'oléoduc *Droujba* (Amitié) ou du gazoduc *Bratsvo* (Fraternité). Cependant, la disparition des entités politiques qu'étaient l'URSS et le bloc soviétique a remis en cause la cohérence de l'organisation des réseaux énergétiques. Comme le souligne Susanne Nies (2010), elle a eu cinq conséquences majeures. D'abord une conséquence en termes de relations et de prix de l'énergie : pour les pays qui étaient inclus dans l'Union soviétique ou dans le bloc de l'est, le gaz était fourni à des prix très bas qui ont alors été revus à la hausse. L'émergence de nouveaux États au sein du territoire de l'ex-URSS a soulevé la problématique du transit et des droits de passage par ces nouveaux États. Une troisième conséquence a été la chute de la production et de la consommation énergétiques. Il faut aussi mentionner la réorganisation du secteur énergétique, à la fois dans les pays de l'est et en Union européenne. Enfin, les infrastructures n'ont pas été renouvelées et leur vétusté s'accroît.

Le rôle de la Russie dans ce nouveau contexte est complexe, comme le met en évidence Jean Radvanyi (2002) : la Russie qui émerge en tant qu'État à la dissolution de l'URSS se trouve à la fois en « position de commandement pour les exportations d'hydrocarbures ou de métaux de plusieurs anciennes républiques » tout en étant elle-même « le principal fournisseur, voire, au début des indépendances, l'unique pourvoyeur en hydrocarbures de plusieurs pays (Ukraine, Biélorussie, États baltes) ». Une telle situation est à l'origine d'un réseau de dépendances croisées entre les États. La Russie se caractérise par la multiplicité des rôles qu'elle joue au sein de l'ex-Union soviétique. Elle est ainsi un pays de

transit pour les hydrocarbures des pays d'Asie centrale, un pays producteur et exportateur qui approvisionne d'autres pays de l'ex-URSS et enfin un pays consommateur. Les relations qu'elle entretient avec les différents pays soulèvent des enjeux variés et sont plus ou moins harmonieuses ou tendues. La Russie est confrontée à la problématique du transit ainsi qu'à celle des prix du gaz pour les pays appartenant précédemment à l'URSS et ses intérêts apparaissent opposés à ceux de ces États. C'est ce que met en évidence David Teurtrie (2008), qui souligne le rôle des infrastructures :

« La Russie cherche à se défaire de sa forte dépendance vis-à-vis des États de transit. Cette dépendance est due avant tout aux conséquences de la chute de l'URSS et à la perte de territoires et d'infrastructures au profit des nouveaux États indépendants. Elle est renforcée par la prépondérance des pipelines dans l'exportation du pétrole et surtout du gaz, pipelines qui réduisent la marge de manœuvre de l'État exportateur par rapport à la solution maritime. Cette prépondérance a encore été renforcée par la perte, suite à la dissolution de l'URSS, de ports stratégiques tels que Ventspils en mer Baltique et Odessa sur la mer Noire. »

Les réseaux de transport d'hydrocarbures, conçus à l'échelle soviétique, ont perdu leur cohérence à l'éclatement de l'URSS. Dans la mesure où les frontières ont été redessinées, ils ont été morcelés sur plusieurs territoires étatiques. La disparition de l'URSS correspond donc à l'émergence d'une discordance entre l'espace politique et l'espace fonctionnel. Elle ne peut être résorbée instantanément en raison de l'inertie des infrastructures. Dans ce contexte, plusieurs solutions peuvent être adoptées. La première suppose de se servir des infrastructures existantes en négociant avec les autres pays et peut passer par le rachat des réseaux nationaux. Dans ce cas, il n'y a pas de modification de la forme du réseau de pipelines, seulement une modification de son organisation. L'autre solution nécessite un temps plus long et consiste à redéployer les infrastructures, c'est-à-dire à modifier la forme du réseau, à l'étendre, à ouvrir de nouveaux itinéraires, de nouveaux débouchés... Ces deux solutions ne sont pas exclusives.

3. Une volonté de réorganiser l'espace gazier

3.1. Contrôle sur les infrastructures et les voies d'exportation, contournement des pays de transit

Dans l'introduction d'un numéro de la revue *Flux* consacrée aux réseaux et aux frontières, Sylvie Jaglin et Benjamin Steck (2008) s'interrogent : « Quelle est la capacité des

réseaux à infléchir les dynamiques territoriales, à provoquer des recompositions, à modifier même l'étendue des souverainetés ? ». On peut retourner la question. A l'inverse, dans quelle mesure les territoires mettent-ils en place un réseau conforme à leurs frontières ? Quelle est la capacité des États à reconfigurer les réseaux afin de mettre en œuvre leur stratégie, d'atteindre leurs objectifs, de sauvegarder leurs intérêts, sachant que la réorganisation des réseaux nécessite à la fois de longues durées et des investissements élevés ainsi que de surmonter des contraintes techniques ?

La relation d'interdépendance qui lie la Russie à l'Union européenne est souvent vue sous l'angle de la sécurité énergétique (voir partie 1) et perçue en terme de vulnérabilité. Du côté européen comme du côté russe, on cherche à l'atténuer. Comme on l'a dit précédemment, historiquement et structurellement, l'Europe est un débouché essentiel pour les exportations d'hydrocarbures russes. En 2012, les trois premiers importateurs de « l'étranger lointain » étaient l'Allemagne, la Turquie et l'Italie et ils ont acheté à la Russie à eux trois 76,1 milliards de m³ de gaz naturel¹⁰⁶. Les cinq premiers acheteurs de gaz russe étaient dans l'ordre décroissant l'Allemagne, l'Ukraine, la Turquie, la Biélorussie et l'Italie, ce qui montre la place à la fois des pays d'Europe occidentale et des pays de l'ex-URSS. Les prix auxquels le gaz est vendu varient selon les pays. Il existe plusieurs zones tarifaires (voir tableau 28).

Tableau 28 : Des prix du gaz différents selon les pays

Zone	Prix du gaz (roubles pour 1000 m³)
Russie	2 964,7
Pays de la CEI et pays baltes	8 016,4
Etranger lointain	10 104,4

Source : Gazprom, 2013.

A la disparition de l'URSS, les pays de la CEI bénéficiaient de tarifs préférentiels, ce qui constitue l'un des sujets de tensions entre ces pays et la Russie, désireuse d'augmenter les prix. De manière générale, les pays membres de l'UE sont les pays qui paient le gaz au prix le plus élevé. Ils représentent donc les partenaires commerciaux les plus intéressants pour la Russie, qui a davantage intérêt à leur vendre son gaz plutôt qu'aux pays de « l'étranger proche », pour reprendre l'expression russe. Cependant, l'organisation du réseau correspond à l'organisation soviétique, c'est-à-dire à une interdépendance avec les pays de l'ex-URSS. La Russie cherche à sortir de cette dépendance.

¹⁰⁶ Gazprom, Rapport annuel de 2013.

La Russie « n'a pas vraiment d'autre débouché réel [que l'Europe], du fait notamment des infrastructures héritées de l'URSS, elle est presque tout aussi dépendante de l'Europe pour la vente de ses matières premières », comme l'observe David Teurtrie (2008). Ce n'est pas tant la relation avec l'Europe et le poids de cette dernière dans ses exportations que la Russie cherche à faire évoluer que la relation aux pays de transit, qui prélèvent des droits de transit, constituent des débouchés moins intéressants et peuvent faire pression sur la Russie. Celle-ci souhaite maintenir sa place de premier fournisseur de gaz de l'Europe et cherche donc à renforcer son contrôle sur les routes de transit et sur les infrastructures (Nies, 2010).

Dans cette optique, la Russie mène ainsi une stratégie énergétique que David Teurtrie qualifie de stratégie de contrôle et de diversification. Il s'agit de reprendre la main sur les ressources, les routes et infrastructures de transport, notamment par le biais de champions nationaux, et de d'ouvrir de nouvelles voies d'exportation et de nouveaux débouchés. Cette stratégie s'est traduite par la prise de 50 % des actions de la compagnie biélorusse Beltransgaz qui possède le réseau de gazoducs de la Biélorussie par Gazprom en 2007 et par la mise en œuvre du projet *Nord Stream*, consistant à construire deux gazoducs de 1 224 km de long sous la mer Baltique afin de relier Vyborg, en Russie, et Greifswald, en Allemagne. Le premier gazoduc a été construit en 2011 et le second mis en service en 2012. Leur capacité de transport est de 55 milliards de m³ par an. Le projet *South Stream* était le pendant méridional de *Nord Stream* : il s'agissait de construire un gazoduc de 2 446 km sous la mer Noire, entre Russie et Turquie pour atteindre l'Italie et l'Autriche. Il a cependant été abandonné en décembre 2014 (Stern, Pirani, Yafimava, 2015). La Russie livre depuis 2003 du gaz directement à la Turquie par le gazoduc *Blue Stream*, qui traverse la mer Noire. De tels projets permettent de contourner les États de transit, comme l'Ukraine et les pays baltes (dans le cas de *Nord Stream*), et d'avoir directement accès aux marchés des pays d'Europe occidentale. La création de nouveaux ports pour l'exportation du pétrole russe relève de la même logique. Le terminal portuaire de Primorsk, sur la Baltique, construit dans les années 1900 et achevé en 2002, est ainsi le plus grand terminal pétrolier de la Russie par sa capacité (EIA, 2013). Sur la mer Noire, le port de Novorossiisk avait été renforcé dans le but de réduire la dépendance russe à l'égard du port d'Odessa (Teurtrie, 2008).

L'objectif de la Russie est de sécuriser les exportations, notamment en construisant de nouveaux gazoducs, d'avoir la maîtrise du transit et de ses tarifs, et Gazprom apparaît à la fois comme le symbole et l'outil de la stratégie russe (Lavergne, 2012).

3.2. Créer un réseau sur tout le territoire de la Fédération de Russie, d'ouest en est

Les différents maillons de la filière gazière contrôlée par Gazprom forment le Système unifié d'approvisionnement en gaz de la Fédération de Russie, *Edinaja Sistema Gazosnabženija* (ESG). Celui-ci englobe les gisements, les infrastructures de transport (gazoducs, stations de compression), les sites de stockage et les stations de transformation. Dans toutes les régions incluses dans l'ESG, le prix du gaz naturel est régulé au niveau fédéral. Coïncidant avec le réseau de gazoducs et l'implantation historique de Gazprom et des activités gazières, il ne couvre que l'ouest du pays (voir carte 8). Les différents programmes de développement du secteur gazier, dans le « Programme oriental » et le programme de gazéification, envisagent sur le long terme un raccordement de la Russie orientale à l'ESG et la constitution d'un réseau de gazoducs parcourant tout le territoire russe, des frontières occidentales jusqu'au Pacifique. Ainsi, le 15 mai 2013, Alexeï Miller¹⁰⁷ déclarait :

« Nous nous sommes donnés l'objectif ambitieux de créer la partie orientale du système d'approvisionnement de la Russie. La fiabilité, la stabilité des livraisons en gaz et les capacités du système de transport du gaz dans l'Est doivent être exactement les mêmes que celles de la partie occidentale de la Russie. Notre but final sera de réunir les parties occidentale et orientale et de créer enfin un Système unifié d'approvisionnement en gaz en Russie au sens propre. »

Les projets gaziers de la Russie mettent en avant plusieurs objectifs, liés au programme de gazéification. Il s'agit de développer le réseau de transport et de distribution à l'intérieur des frontières de la Fédération de Russie, donc de développer le marché domestique du gaz naturel dans un contexte où les prix du gaz augmentent pour les consommateurs russes (voir *supra* et *infra*), c'est-à-dire où le marché domestique devient plus rentable. Il s'agit également de prolonger le réseau vers l'est, en créant de grands corridors d'exportation à travers la Sibérie et l'Extrême-Orient jusqu'aux pays asiatiques et de faire ainsi de la Russie un pays approvisionnant en énergie Europe et Asie.

¹⁰⁷ Site de Gazprom, article publié le 15 mai 2013, <http://www.gazprom.ru/press/news/2013/may/article162246/>, consulté le 03 juin 2014, traduction de l'auteur.

3.3. Objectifs et perspectives d'évolution : une réorganisation sur le long terme avec une réorientation vers l'est

Dans les discours, la Russie met parfois en avant la réorientation de ses exportations énergétiques vers l'est. En réalité, même si des initiatives ont été prises en ce sens, elles ne représentent pas un renversement de situation. Actuellement, les marchés asiatiques ne peuvent concurrencer les pays européens pour les hydrocarbures russes. Lorsque l'on examine les projets de la Russie en vue de réorganiser son espace énergétique, il faut prendre en compte les objectifs, mais aussi les perspectives d'évolution et les temporalités. Une réorientation des exportations de gaz naturel vers l'Asie nécessite beaucoup de temps. Pour réduire la dépendance à l'égard de l'Europe, Gazprom et le gouvernement russe affichent la volonté de diversifier les débouchés vers l'Asie-Pacifique. Il était également question d'exporter vers les États-Unis, avant que l'exploitation du gaz de schiste ne bouleverse la donne. Cependant, une telle stratégie relève du long terme en raison des contraintes de développement de nouveaux gisements orientaux et d'installation des infrastructures vers les nouveaux débouchés (Finon, Locatelli, 2006). Réorienter les flux d'exportation du gaz naturel vers l'Asie suppose de construire des gazoducs sur de très longues distances à partir des gisements de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient, ainsi que des investissements financiers élevés et risqués. Dominique Finon et Catherine Locatelli (2006) estimaient en 2006 que les premières livraisons n'auraient lieu qu'en 2020 dans le cas où un accord serait conclu avant 2010. Or, aucun accord n'a réellement abouti avant celui de 2014, ce qui repousse l'échéance. Pendant longtemps, les projets gaziers entre la Russie et la Chine, comme le gazoduc *Altai*, ont échoué sur la question du prix du gaz, la Chine n'étant pas disposée à payer le même prix que les pays européens (Locatelli, 2011), dans la mesure où elle achète le gaz aux pays d'Asie centrale à un prix inférieur. Si le développement du secteur du GNL a pu être vu comme ouvrant de nouvelles perspectives pour diversifier les exportations, notamment à l'est, il faut les relativiser. D'une part, la mise en exploitation du gaz de schiste aux États-Unis fait de ce pays un importateur peu probable de gaz russe. D'autre part, il n'existe à l'heure actuelle qu'une seule usine de liquéfaction, située à Sakhaline et en activité depuis 2009, dont la capacité annuelle est de 9,6 millions de tonnes.

Les projets de développement vers l'est existent bel et bien, que ce soit le gazoduc *Altai* pour exporter du gaz naturel jusqu'à la Chine, le projet d'augmenter la capacité de transport de l'oléoduc *Sibérie orientale – Océan pacifique*, le prolongement du gazoduc qui relie Sakhaline à Vladivostok, ou encore le projet de créer une nouvelle usine de liquéfaction

à Vladivostok. Cependant, nombre d'entre eux sont discutés depuis des années mais n'existaient qu'à l'état de projets, n'ayant pour la plupart pas fait l'objet d'un accord ratifié. La situation a évolué avec le changement de contexte lié à la crise ukrainienne qui a commencé à la fin de l'année 2013. Alors que la Russie et la Chine étaient en discussion depuis une décennie sans parvenir à s'entendre sur les prix du gaz, un accord d'approvisionnement gazier a été conclu le 21 mai 2014 entre les compagnies Gazprom et *China National Petroleum Corporation* (CNPC) et signé en présence des présidents russe et chinois, Vladimir Poutine et Xi Jinping. L'accord porte sur un contrat de long terme, d'une durée de 30 ans. Il s'agit pour la Russie de livrer 38 milliards de m³ par an à la Chine. Alexeï Miller, le président de Gazprom, n'a pas révélé les prix du gaz pour lesquels les deux parties se sont entendues, arguant le secret commercial. Les médias mentionnent un prix de 350 dollars pour 1 000 m³. Cependant, les experts ont énoncé quelques doutes sur ce chiffre. Certains considèrent que le prix sera inférieur à 350 dollars, d'autres au contraire estiment qu'il sera supérieur et pourrait s'élever à 360-380 dollars pour 1 000 m³, ce qui correspond au prix auquel Gazprom vend le gaz aux pays européens¹⁰⁸.

Dans le contexte de la crise ukrainienne et de tension avec les pays occidentaux, on peut se demander si la Russie n'a pas été prête à faire quelques concessions à la Chine. La signature du contrat gazier a des conséquences économiques et une portée politique. La Russie met en avant la perspective de changer la direction de ses exportations gazières à moyen terme. Certains articles, ambitieux, avancent d'ailleurs la date de 2020¹⁰⁹. Certains discours mettent en exergue cette possibilité de réorientation : « Nous avons suffisamment de réserves pour livrer du gaz et à l'est et à l'ouest, a déclaré Dmitri Medvedev. Mais si l'on envisage le pire, de manière purement théorique, le gaz qui ne serait pas livré en Europe peut être envoyé en Chine »¹¹⁰. Ces paroles ont un sens politique, en revanche, si des évolutions sont possibles, elles ne peuvent être immédiates, puisque les infrastructures d'exportation vers la Chine n'existent pas encore.

¹⁰⁸ Marija Snytkova, « "Sdelka veka" postavila ČSA šah i mat » (« "L'accord du siècle" a fait échec et mat aux États-Unis »), *Pravda*, 22 mai 2014, <http://www.pravda.ru/economics/rules/globalcooperation/22-05-2014/1209086-gas-0/>, consulté le 20 août 2014.

¹⁰⁹ *Ibid.*

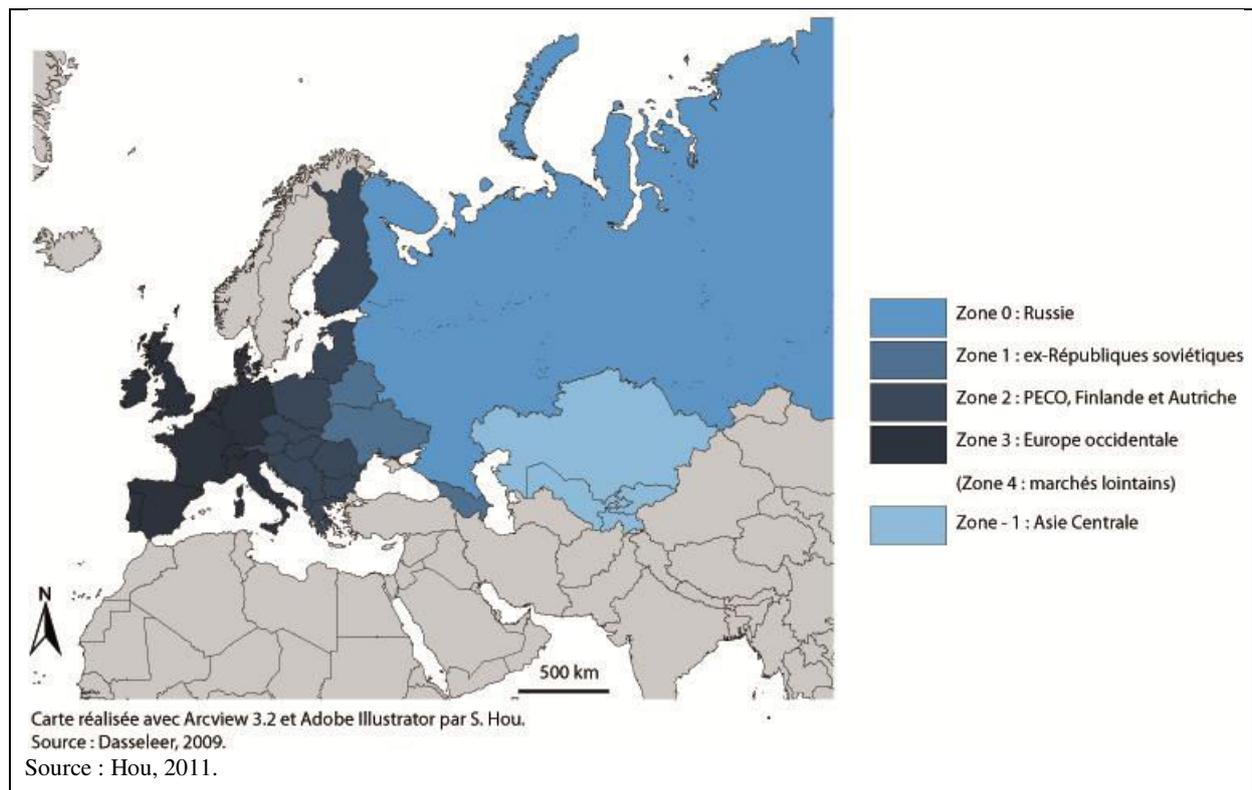
¹¹⁰ « Gaz : un accord à 400 milliards de dollars entre la Chine et la Russie », *Le Monde*, 21 mai 2014, http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/05/21/gaz-mega-accord-entre-la-chine-et-la-russie_4422950_3244.html, consulté le 20 août 2014.

4. La Russie, au cœur d'un espace gazier à l'échelle eurasiatique

Aujourd'hui, l'espace gazier dont la Russie est le centre de gravité se comprend à l'échelle du continent eurasiatique, il inclut l'Europe et les pays d'Asie centrale. La Russie se trouve au centre d'un espace gazier qu'elle organise. Pol-Henry Dasseleer (2009) propose de faire une « approche géoéconomique de Gazprom », celle-ci étant déterminée par un ensemble de conditions physiques (réseau de pipelines, état et localisation des réserves) et par les relations socio-historiques. Il affirme que la stratégie de Gazprom repose sur une géographie de l'espace eurasiatique qui fait la distinction entre différentes zones auxquelles sont attribués différents rôles : production, consommation, transit. L'organisation de Gazprom s'appuie sur la complémentarité entre les zones.

Celles-ci, pour Pol-Henry Dasseleer, sont au nombre de six et il les numérote de -1 à 4 (voir carte 9). La zone 0 est la Russie, qui correspond dans la géographie de Gazprom à un espace de production et de consommation. La zone 1 sont les ex-républiques soviétiques, devenues des pays de transit, qui dépendent du réseau de pipelines russe et paient ou payaient le gaz à un prix préférentiel. La zone 2 comprend les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ainsi que la Finlande : ces pays, dans l'aire d'influence soviétique, étaient intégrés à son réseau énergétique et la place de la Russie y est prépondérante à l'heure actuelle. La zone 3 désigne l'Europe occidentale, le marché d'où Gazprom retire l'essentiel de ses bénéfices, et la zone 4 les marchés lointains relativement marginaux mais voués à se développer. Reste la zone -1, l'Asie centrale, qui est dans ce schéma une zone de production, à laquelle Gazprom achète du gaz naturel pour le revendre aux autres zones. La *Stratégie énergétique* de la Russie et la stratégie de Gazprom se comprennent dans le cadre de cet espace gazier, qui tient compte des lieux de production, de transit et de consommation.

Carte 9 : La géographie selon Gazprom (d'après Pol-Henry Dasseleer)



Peut-on faire une lecture de cette géographie gazière en recourant au modèle centre-périphérie ? L'espace gazier ainsi décrit, décomposé en plusieurs zones fonctionnant de façon complémentaire, présente une continuité spatiale – les marchés lointains ne jouant actuellement qu'un rôle marginal – et se caractérise par un gradient de contrôle : à mesure que l'on s'éloigne de la Russie, le contrôle exercé par cette dernière sur les différentes zones décroît ou du moins devient moins direct. La Russie a une emprise sur les pays de l'ex-URSS et sur la plupart des PECO via la possession des infrastructures, la prédominance du gaz russe dans l'approvisionnement énergétique national ou le déséquilibre des relations commerciales comme dans le cas ukrainien. Cependant, alors que les pays d'Europe occidentale sont la principale source de revenus de Gazprom, le contrôle de la Russie sur ces États est moins fort. Il ne se traduit pas par une dépendance commerciale ou par l'emprise de Gazprom sur les réseaux de gazoducs nationaux. Il s'agit donc d'une situation dans laquelle le degré de contrôle sur la zone est inversement proportionnel à son importance commerciale. Le modèle centre-périphérie ne semble pas réellement pertinent à l'échelle de l'espace délimité. En revanche, il est relativement adapté pour décrire les relations qui unissent la Russie et son « étranger proche ». Celles-ci sont des relations dissymétriques qui engendrent des tensions et des situations conflictuelles.

On observe un gradient de dépendance politique, commerciale et économique et un gradient de contrôle, ce dernier étant celui des infrastructures, des compagnies, des voies d'exportation, des échanges ainsi que des prix. Les pays d'Asie centrale possèdent un certain nombre de caractéristiques qui en font des périphéries de la Russie : ils constituent un réservoir de matières premières, en particulier d'hydrocarbures, pour le centre. Ce sont des pays enclavés, qui sont donc confrontés à des problèmes d'accès aux marchés de consommation et qui ont pendant des années dépendu de la Russie pour transporter et vendre leurs hydrocarbures. Au cours des années 2000, la situation a cependant évolué : le Kazakhstan, dans le secteur pétrolier, et le Turkménistan, dans le secteur gazier, se sont tournés vers la Chine. Le Turkménistan a ainsi construit un gazoduc à travers le Kazakhstan et l'Ouzbékistan jusqu'à la Chine (Cabestan, 2011). Ce pipeline permet de réduire la dépendance du Turkménistan à l'égard de la Russie, même si la Chine lui achète le gaz à des prix moins élevés (Rousselot, 2011). En 2012, le pays exportait la moitié de son gaz vers la Chine selon l'EIA¹¹¹. Ce sont des pays en situation périphérique qui sont tirillés entre les deux centres russe et chinois.

Les relations entre la Russie et l'UE, en revanche, sont vues en termes d'interdépendance (voir *supra*), elles se caractérisent par un relatif équilibre des rapports de force d'un point de vue énergétique. Il n'y a pas de sens à considérer la Russie comme une périphérie de l'UE car elle dépend de cette dernière pour son équilibre financier (Richard *et al.*, 2007), mais cela n'en a pas davantage de faire de l'UE une périphérie de la Russie. On peut dire en revanche que la Russie inclut l'UE dans son espace énergétique et qu'elle est incluse dans le sien. Ce qui nous renvoie aux réflexions menées précédemment : les espaces énergétiques se chevauchent, ils ne sont pas exclusifs et leur configuration dépend de l'angle sous lequel ils sont considérés et de l'État dont le point de vue est privilégié. Chaque zone est par ailleurs impliquée dans d'autres relations et participe d'autres stratégies. Les pays d'Asie centrale, par exemple, se trouvent à la fois sous l'influence de la Russie et de la Chine ; l'approvisionnement énergétique des pays de l'UE dépend de plusieurs partenaires commerciaux.

Le modèle centre-périphérie ne s'applique donc pas réellement à l'échelle de l'espace défini par Pol-Henry Dasseleer (2009). Dans ce schéma, on distingue différentes zones selon leurs fonctions et l'intérêt qu'elles représentent pour la Russie. Chacune est associée à des

¹¹¹ Site de l'EIA, <http://www.eia.gov/countries/country-data.cfm?fips=tx>, consulté le 20 août 2014.

enjeux particuliers. Ce qui s'observe à l'échelle européenne se constate également à l'échelle de la Russie : on peut distinguer de grandes disparités au sein du pays, à la fois en termes de production, de consommation, de transit et de prix du gaz. Les régions russes se différencient sur des critères énergétiques et remplissent diverses fonctions : on peut donc établir une géographie de Gazprom et du gaz à l'échelle du pays.

5. Le gaz naturel, facteur de différenciations spatiales au sein du territoire de la Fédération de Russie

5.1. De fortes différences en termes de production et de consommation

Il existe des différenciations interrégionales liées au gaz naturel. Les régions russes ne possèdent pas le même bouquet énergétique selon leur disponibilité en gaz naturel, leur localisation et leur éloignement par rapport aux gisements et aux réseaux de transport et de distribution. Les énergies fossiles, au sein d'un territoire étatique, sont donc source de « déséquilibres spatiaux » (Battiau, 2008). Jean Radvanyi (2007) met l'accent sur le paradoxe de la situation de la Russie : les ressources de son territoire semblent la mettre à l'abri de toute crise d'approvisionnement, pourtant, cette « autosuffisance potentielle recouvre une situation très contrastée ». Comme on l'a vu précédemment (voir partie 1), les gisements sont concentrés spatialement sur le territoire : le district fédéral de l'Oural¹¹² représente plus de 90 % de la production de Gazprom en 2011¹¹³. De plus, si le gaz apparaît comme la principale énergie consommée en Russie, il est inégalement distribué et consommé selon les régions.

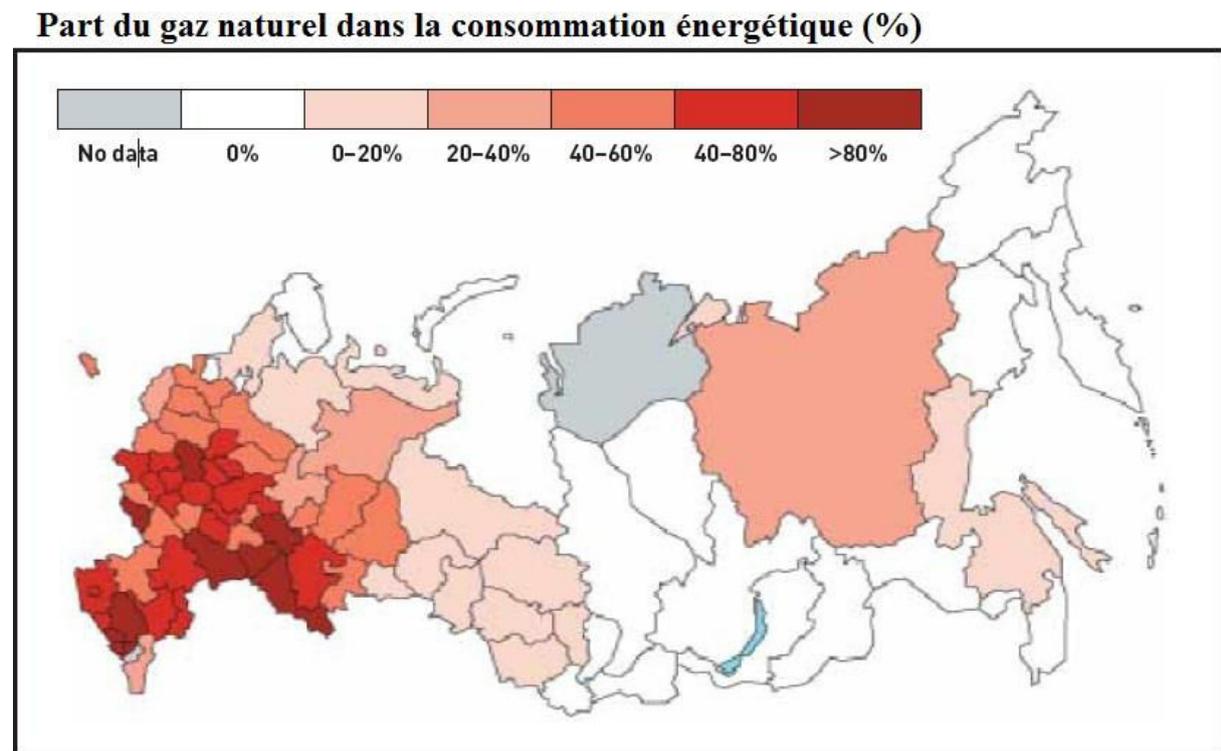
Ainsi, la carte du poids du gaz naturel dans la consommation en énergie des sujets de la Fédération de Russie reflète les grandes tendances de peuplement du pays ainsi que les logiques historiques de mise en place du réseau de gazoducs (voir carte 10). Même si la carte a été publiée il y a une dizaine d'années, les données à partir desquelles elle a été réalisée n'ont pas évolué significativement. On remarque que tous les sujets pour lesquels le gaz naturel représente plus de 40 % de la consommation énergétique se trouvent à l'ouest de l'Oural. Certaines régions sont encore très peu gazéifiées. Toutes n'ont donc pas été affectées de la même manière par la stratégie soviétique de passage au gaz naturel. Certaines utilisent

¹¹² Gisements de Jambourg, Urengoj, de la péninsule de Yamal.

¹¹³ Gazprom, Rapport annuel de 2012.

des sources d'énergie devenues extrêmement coûteuses du fait de l'arrêt de la subvention des prix après la disparition de l'Union soviétique. Le bilan énergétique régional est très différent selon les sujets de la Fédération de Russie. Le gaz naturel domine le mix énergétique national mais cette moyenne recouvre une réalité contrastée : les régions orientales consomment majoritairement du charbon (voir *infra*).

Carte 10 : Part du gaz naturel dans la consommation énergétique des sujets de la Fédération de Russie



Source: www.oilcapital.ru/news.asp?IDR=67&IDNEWS=19850

Note : Il manque sur la carte un tronçon de frontière (frontière septentrionale de l'okroug autonome de Jamalo-Nénésie).

Source : Dudek, Golub, Strukova, 2004.

Les régions russes se distinguent par leur fonctionnement au sein de l'espace gazier : certaines ont un rôle de production, d'autres sont des centres de consommation, d'autres n'en font pas réellement partie, ne disposant ni de ressources gazières – les réserves d'hydrocarbures étant absentes ou non mises en valeur – ni d'infrastructures permettant l'approvisionnement en gaz des consommateurs régionaux. Mais c'est aussi en fonction des prix que les sujets de la Fédération de Russie se différencient les uns des autres.

5.2. Un zonage tarifaire interne à la Russie

S'il existe un zonage tarifaire à l'échelle européenne (pays de la CEI, étranger lointain), il existe aussi un zonage interne à la Russie, ce qui n'est guère surprenant quand on pense aux distances de transport du gaz sur le marché domestique (voir tableau 29). Le gaz parcourt des milliers de kilomètres du gisement aux consommateurs, même pour approvisionner ceux qui se trouvent sur le territoire russe. La plus grande partie du trajet se fait d'ailleurs sur le territoire de la Russie.

Tableau 29 : Distances moyennes de transport du gaz extrait par Gazprom et ses filiales en 2013

Distance de transport moyenne du gaz extrait par Gazprom et ses filiales	Pour livrer du gaz :
3 295 km	A l'extérieur des frontières de la Fédération de Russie
2 916 km	Sur le marché domestique

Source : Service Fédéral des Tarifs, 2014.

5.2.1. L'évolution des zones tarifaires

Au sein du Système unifié d'approvisionnement en gaz de Gazprom, des zones tarifaires ont été mises en place. Plusieurs délimitations ont été adoptées au cours du temps. Rudiger Ahrend et William Tompson (2005) expliquent qu'en 1997, des zones tarifaires ont été créées. Elles étaient alors au nombre de sept et le sont restées jusqu'en 2004.

Tableau 30 : Les sept zones tarifaires en 2004

Zone tarifaire	Consommateurs industriels	Ménages	Prix pour les ménages rapportés aux prix pour les industries (%)
Zéro*	18,24	16,09	88,2
Un	21,98	17,06	77,6
Deux	25,62	18,59	72,5
Trois	28,71	19,97	69,6
Quatre	30,20	20,39	67,5
Cinq	31,62	20,80	65,8
Six	32,49	21,15	65,1

*Okroug autonome des Iamalo-Nenets.

Source : Ahrend, Tompson, 2005, d'après la Commission fédérale de l'énergie.

Plusieurs observations peuvent être faites à partir de ce tableau. La création des zones tarifaires relevait de la volonté de prendre en compte, dans une certaine mesure, la différence des coûts d’approvisionnement en gaz naturel selon les régions. La définition des zones a ainsi été faite en fonction de leur distance par rapport aux gisements, d’où la désignation de l’okroug autonome des Iamalo-Nenets comme Zone zéro : 87 % du gaz naturel russe y est produit. Les différences de prix entre cette Zone zéro et la Zone six étaient considérables, surtout pour les consommateurs industriels : ces derniers y achetaient le gaz deux fois moins cher que dans la zone six. Ils payaient un prix supérieur à celui que payaient les ménages, mais la différence entre les types de consommateurs n’était pas identique selon les régions : plus la région était éloignée, plus l’écart de prix était important. Les prix restaient davantage subventionnés pour la population, tandis que le secteur industriel était plus affecté par les coûts liés à la distance (Hou, 2011).

Depuis 2004, la situation a évolué, ces zones tarifaires ne sont plus en vigueur et un autre changement peut être souligné : le Service fédéral des Tarifs (*Federal’naja Služba po Tarifam*, FST) a remplacé la Commission fédérale de l’énergie¹¹⁴. Il est composé de plusieurs départements, dont un département de régulation des secteurs gazier et pétrolier auquel échoit un ensemble de responsabilités (voir encart ci-dessous).

Encart 2 : Les tâches du Service Fédéral des Tarifs (FST)

Le FST doit fixer :

- les prix de gros du gaz à la sortie des gazoducs de Gazprom et de ses filiales
- une fourchette des prix (limites minimale et maximale) du gaz vendu aux consommateurs russes
- les prix de gros du gaz produit par certains systèmes régionaux d’approvisionnement
- les tarifs de transport du gaz par gazoducs pour les entreprises indépendantes
- les tarifs de transport par les réseaux de distribution
- les prix du GPL à usage domestique.

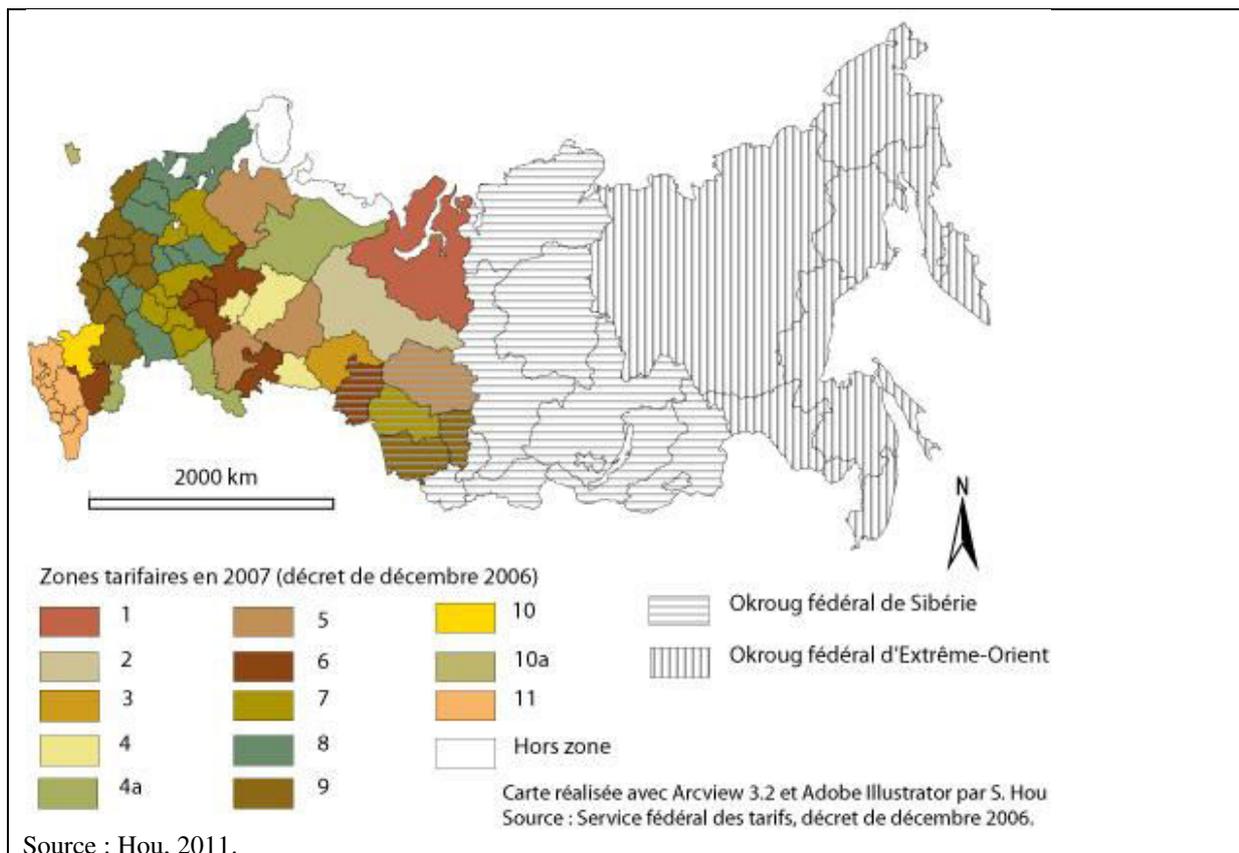
Les prix de gros du gaz pour les consommateurs russes, ménages comme industries, sont donc fixés par le FST. Le prix au détail lui, est déterminé par les organes exécutifs des sujets de la

¹¹⁴ FST, Rapport d’activité pour l’année 2013, 2014, disponible en ligne : http://www.fstrf.ru/about/activity/reports/12/GO_FST_2013_31_marta_2014.pdf, consulté le 11 juillet 2014

Fédération de Russie¹¹⁵, sur la base des prix de gros. Une méthode établie par le FST est censée être utilisée pour la fixation des prix au niveau des régions, prenant notamment en compte le tarif de transport du gaz par les compagnies de distribution.

Le décret du 5 décembre 2006 instaure, à partir de janvier 2007, non plus sept, mais treize zones (Service fédéral des Tarifs, décret N°338), comme le montre la carte (voir carte 11).

Carte 11 : Les zones tarifaires du gaz naturel en janvier 2007



Ces treize zones ne couvrent que 65 des sujets de la Fédération de Russie, qui étaient en 2007 au nombre de 89¹¹⁶. On observe le maintien d'une distinction entre les consommateurs industriels et la population, mais cette distinction est moins marquée : les prix du gaz naturel pour la population atteignent, dans le cas de l'écart le plus prononcé, 71,1 % des prix payés par les consommateurs industriels, alors qu'ils représentaient 65,1 % des prix pour le secteur

¹¹⁵ Résolution N°332 du gouvernement de la Fédération de Russie du 15 avril 1995 « O merah po uporjadočeniju gosydarstvenogo regulirovanija cen na gaz i syr'e dlja proizvodstva » (« Au sujet des mesures de réglementation des prix du gaz et des matières premières pour sa production par l'État »).

¹¹⁶ A partir de 2003, un processus de fusion des sujets de la Fédération de Russie a été engagé et en 2014, ils sont au nombre de 85.

industriel en 2004 (voir tableau 31). La zone « 10a » correspond à une unique oblast, celle de Kaliningrad. En raison de sa situation d'exclave, il paie l'énergie à un prix supérieur à celui payé par tous les autres sujets de la Fédération

Tableau 31 : Tarifs du gaz naturel sur le marché domestique au 1er janvier 2007 (en roubles/ 1 000 m³)

Zone	Prix pour les consommateurs industriels	Prix pour la population	Prix pour les ménages rapportés aux prix pour les industries (%)
Zone 1	779	779	100
Zone 2	937	835	89,1
Zone 3	1104	913	82,7
Zone 4	1242	986	79,4
Zone 4a	1198	958	80,0
Zone 5	1270	992	78,1
Zone 6	1306	1001	76,6
Zone 7	1320	1015	76,9
Zone 8	1382	1030	74,5
Zone 9	1427	1043	73,1
Zone 10	1477	1058	71,6
Zone 10a	1673	1196	71,5
Zone 11	1489	1058	71,1

A l'heure actuelle, c'est encore une autre division tarifaire du territoire qui prévaut, plus complexe encore. Le décret N°412 de décembre 2010 établissait les prix du gaz naturel pour 60 zones tarifaires à partir de janvier 2011. Ce zonage est celui qui est en usage aujourd'hui. Il s'appuie sur le découpage administratif du territoire fédéral : les zones correspondent pour la plupart à un ou plusieurs sujets de la Fédération de Russie. Les 56 premières zones couvrent ainsi 65 sujets. Les 55 premières sont constituées chacune d'un seul sujet, tandis que la 56^e englobe dix sujets ayant des caractéristiques communes : il s'agit des sept sujets qui forment le district fédéral du Nord Caucase ainsi que de trois sujets du district fédéral du Sud, c'est-à-dire des régions géographiquement proches. Les quatre dernières zones tarifaires sont classées à part, portant l'appellation de « Sujets de la Fédération dont l'approvisionnement en gaz aux consommateurs finaux est effectuée en fonction de la réalisation des travaux de l'extension du Système d'approvisionnement unifié », mais elles ne correspondent qu'à trois sujets : le kraï de l'Altaï, la République de l'Altaï et l'oblast d'Arkhangelsk. Cette dernière est divisée en deux zones tarifaires selon la portion de gazoduc qui la dessert.

Les différences de prix entre les zones tarifaires sont relativement fortes (voir tableau 32). Les prix du gaz varient presque du simple au double entre la zone 55, qui correspond au prix le moins élevé, et les zones 57 et 58, qui correspondent au plus élevé. L'écart est toutefois moins grand lorsque l'on ne tient pas compte des quatre dernières zones (57, 58, 59 et 60), classées à part : la zone 56 est alors celle pour laquelle les prix sont les plus chers. L'okroug autonome de Iamalo-Nénétsie était déjà la zone qui bénéficiait du prix le plus bas lors des délimitations précédentes. Cela s'explique par le fait qu'il s'agit de la première région productrice de gaz naturel de Russie, où se trouvent les plus grands gisements. A l'inverse, les prix sont plus élevés pour les territoires récemment reliés à l'ESG.

Tableau 32 : L'éventail des tarifs du gaz naturel selon les zones tarifaires à partir du 1^{er} juillet 2015 (zones des prix les plus bas et les plus élevés)

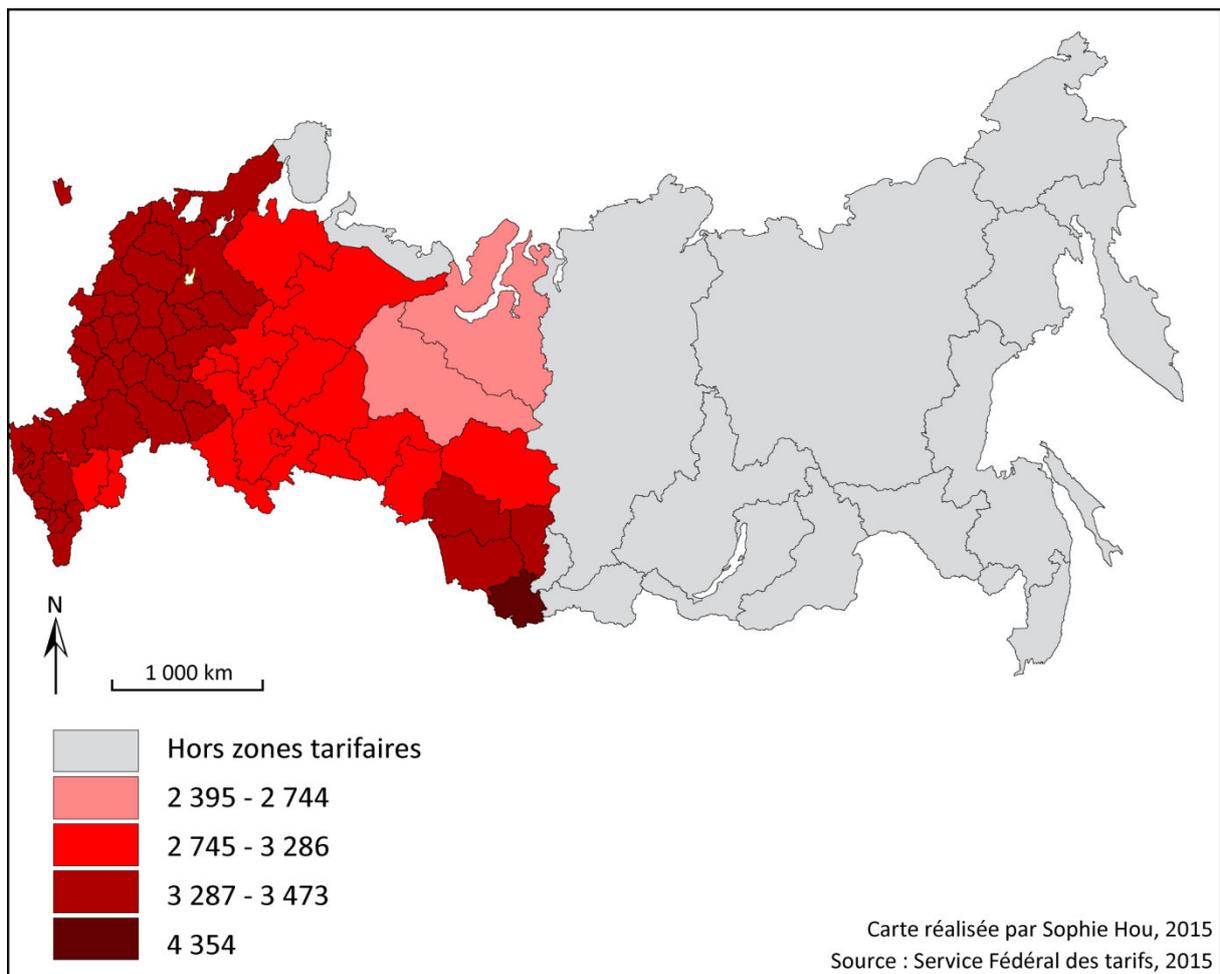
Zone tarifaire		Zone 55	Zone 56	Zones 57 et 58
Sujets concernés		Okroug autonome de Iamalo-Nénétsie	Les sept sujets de district fédéral du Caucase du Nord, le kraï de Krasnodar et l'oblast de Rostov	Territoires du kraï et de la République de l'Altai approvisionnés par le gazoduc Gorno-Altaiïsk-Biïsk-Altaiïsk
Prix du gaz naturel (roubles/1000 m³) à partir du 1^{er} juillet 2015	Pour la population	2 395	3 473	4 354
	Pour les consommateurs industriels (prix minimal-maximal)	2 228 – 2 451	4 149 – 4 564	4 250 – 4 675

Source : Service Fédéral des Tarifs, décrets du 17 mars 2015 et du 08 juin 2015.

Les prix sont fixés par zone tarifaire pour la population et les consommateurs industriels (voir cartes 12 et 13). Les zones sont les mêmes pour ces deux catégories de consommateurs. Au total, les tarifs gaziers sont fixés pour 68 sujets par le Service Fédéral des Tarifs. Si certains sujets du district fédéral de Sibérie sont inclus (les oblasts de Tomsk, d'Omsk, de Novossibirsk), les régions les plus septentrionales et les plus orientales se situent en dehors des zones tarifaires définies. La comparaison des deux cartes montre que, si les prix sont supérieurs pour les entreprises, les logiques de fixation des prix sont les mêmes pour les industries et pour les ménages. Les okrougs autonomes des Iamalo-Nénétses et des Khantys-Mansis, les principales régions de production du gaz naturel, sont celles où les prix sont les plus bas. Ils augmentent en fonction des distances par rapport à ces régions.

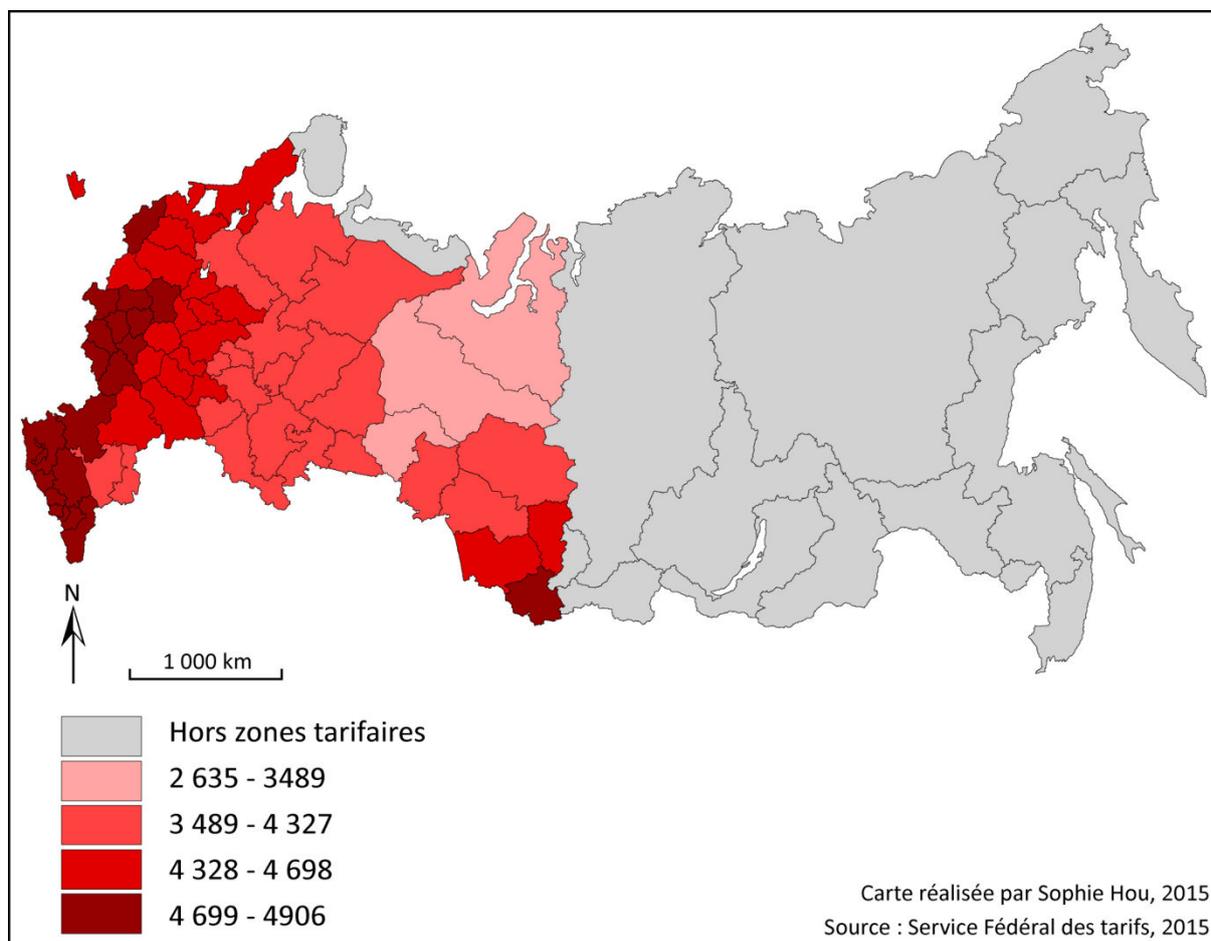
Le grand nombre de zones délimitées et les modifications de zonage vont dans le sens d'une meilleure prise en compte des distances et des coûts de transport. Le Service Fédéral des Tarifs a réévalué les prix du gaz à plusieurs reprises au cours des dernières années. Aucun changement n'a été apporté dans la délimitation des zones tarifaires, mais les tarifs du gaz ont augmenté entre 2013 et 2015 pour les deux catégories de consommateurs (voir *infra*).

Carte 12 : Les prix de gros du gaz naturel pour la population fixés par le décret du 17 mars 2015 (en roubles pour 1 000 mètres cubes)



Note : L'oblast d'Arkhangelsk et le kraï de l'Altaï ne correspondent pas à une seule zone tarifaire, leurs territoires sont divisés en deux zones distinctes, ce qui n'apparaît pas sur la carte.

Carte 13 : Les prix de gros du gaz naturel vendu par Gazprom aux consommateurs russes (prix maximaux par région) (en roubles pour 1 000 mètres cubes) à partir du 1^{er} juillet 2015 selon le décret du 08 juin 2015



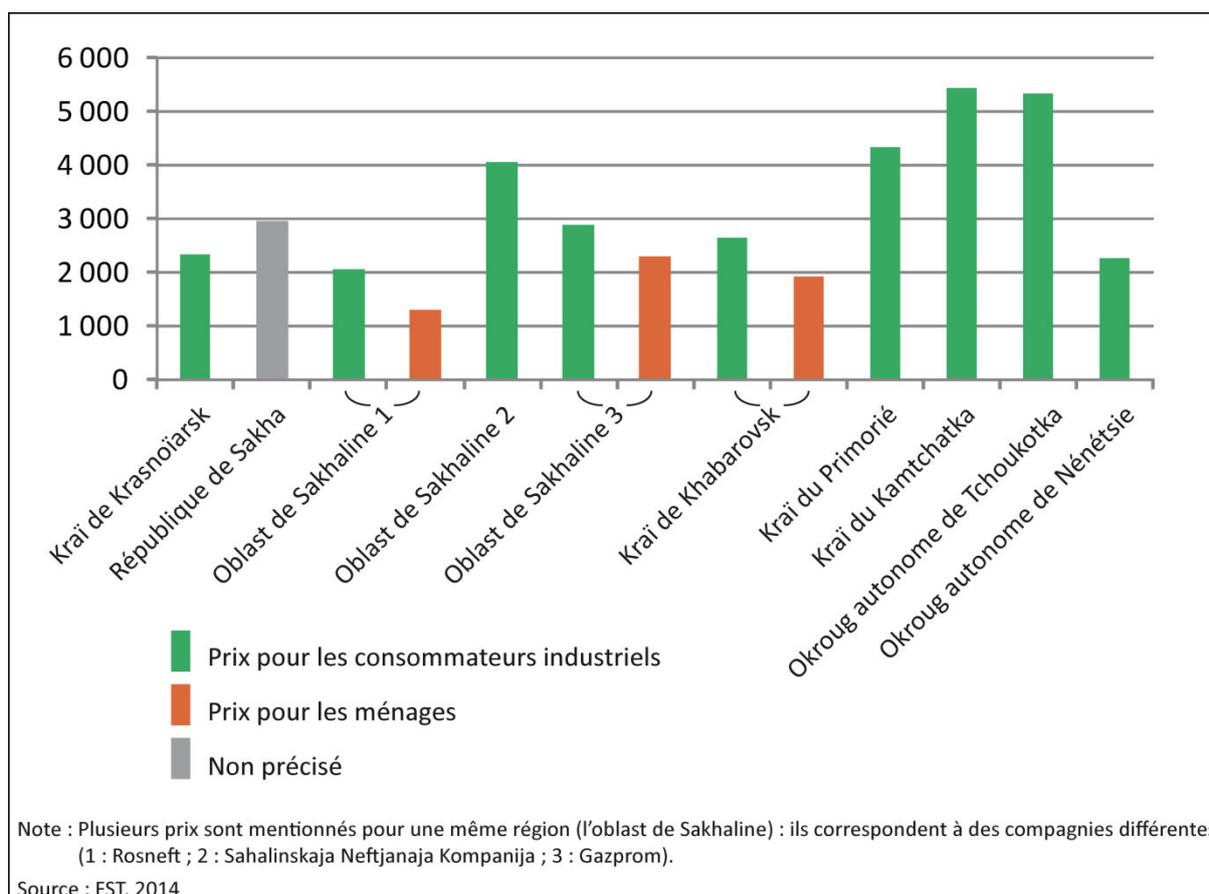
Note : L'oblast d'Arkhangelsk et le kraï de l'Altaï ne correspondent pas à une seule zone tarifaire, leurs territoires sont divisés en deux zones distinctes, ce qui n'apparaît pas sur la carte.

Note 2 : Le Service Fédéral des Tarifs fixe des prix minimaux et maximaux pour chaque zone. Ce sont les prix maximaux qui sont ici représentés.

5.2.2. La fixation des prix du gaz dans les régions non raccordées à l'ESG

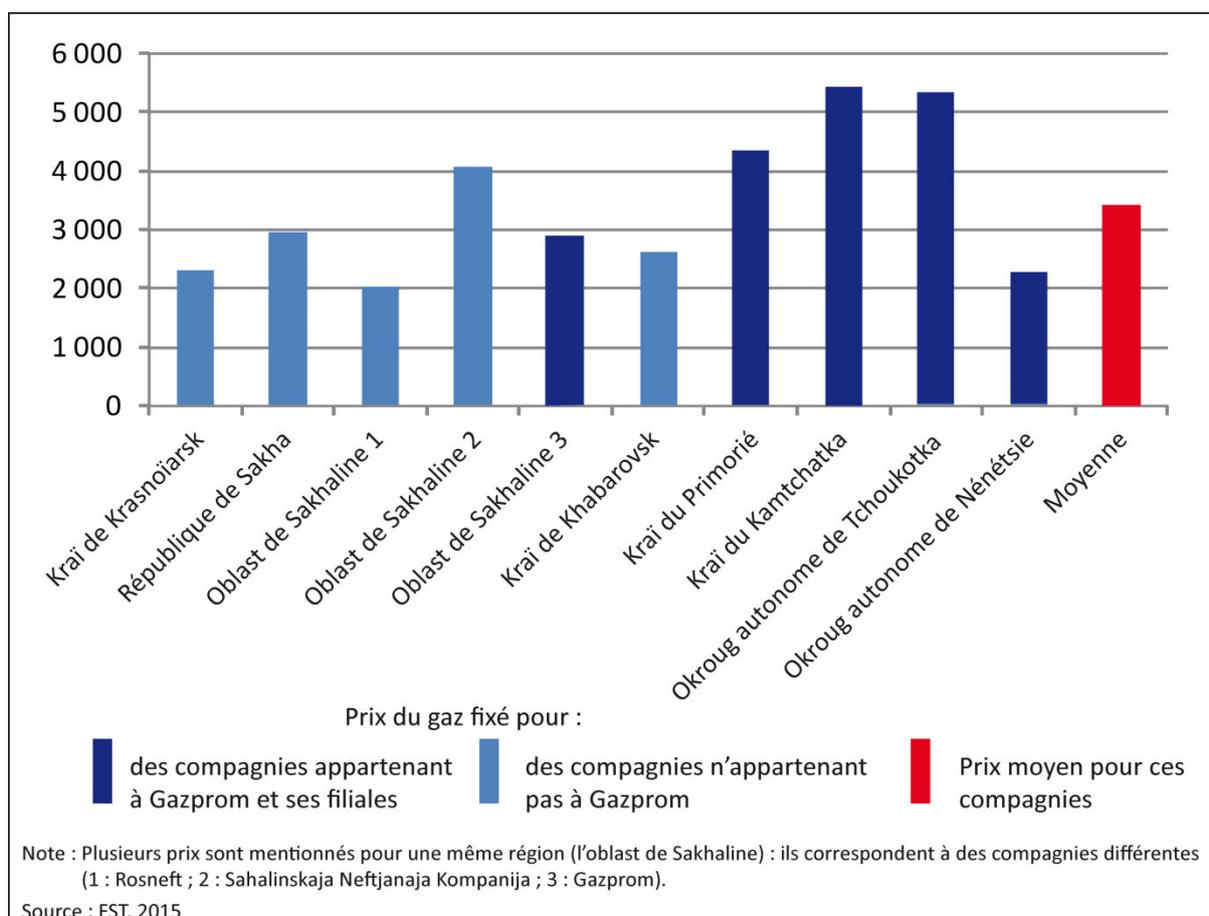
La majeure partie de la Russie orientale se trouve en dehors du système unifié d'approvisionnement de Gazprom et donc des zones tarifaires. Cependant, le FST a pour tâche de fixer également les prix de gros du gaz produit par certaines compagnies dans des régions non raccordées à l'ESG (voir graphe 13).

Graph 13 : Prix du gaz naturel pour des systèmes d'approvisionnement en dehors de l'ESG, régulé par le FST (en roubles pour 1 000 m³) en 2015



Les régions concernées sont toutes localisées en Russie orientale à l'exception de l'okroug autonome de Nénétsie, situé dans le district fédéral du Nord-Ouest : cinq se trouvent en Extrême-Orient et une (le kraï de Krasnoïarsk) dans le district fédéral de Sibérie. Pour ces régions, les prix de gros du gaz naturel varient de façon encore plus prononcée qu'entre les zones tarifaires desservies par l'ESG. Le prix du gaz fixé pour la compagnie Norilsk'gazprom dans le kraï de Krasnoïarsk, est inférieur au prix le plus bas fixé pour les zones tarifaires (il est de 2 315 roubles pour 1 000 mètres cubes alors que le prix de l'okroug autonome des Iamalo-Nénétses est compris entre 2 395 et 2 635 roubles pour 1 000 mètres cubes). En revanche, les prix du gaz vendu dans l'okroug autonome de Tchoukotka et l'oblast du Kamtchatka sont bien supérieurs à ceux des zones tarifaires raccordées à l'ESG (5 335,7 et 5 416,39 roubles pour 1 000 mètres cubes). Selon les compagnies, les prix peuvent varier au sein d'une même région, comme le montre le cas de l'oblast de Sakhaline.

Graphe 14 : Prix du gaz naturel régulé par le FST et hors ESG pour les consommateurs autres que les ménages en 2015 (en roubles pour 1 000 m³)



Dans ces régions, il existe également une différence entre les consommateurs industriels et les ménages. Les variations sont plus considérables pour les prix de gros pour les consommateurs industriels (voir graphe 14). De tels écarts reflètent notamment les différences de distance par rapport aux gisements ainsi que les coûts de construction des nouvelles infrastructures et de mise en valeur des champs, comme dans le cas du kraï du Kamtchatka. S'il existe des systèmes d'approvisionnement en dehors de l'ESG, en particulier dans les régions orientales, le gaz est avant tout à usage industriel et n'est pas utilisé par la population, ce qui est notamment lié à l'absence d'un réseau de distribution pour les ménages. Cela est mis en évidence par le fait que le FST ne fixe des prix pour la population que dans deux régions, le kraï de Khabarovsk et l'oblast de Sakhaline (voir graphe 13). Dans les autres sujets fédéraux, la gazéification ne concerne pas les ménages. Ces prix ne dépassent pas 2 300 roubles pour 1 000 m³ et sont donc inférieurs à la moyenne russe (3 191 roubles pour 1 000 m³ pour les ménages en 2015), ce qui semble relever d'une politique sociale dissociée des coûts réels d'approvisionnement.

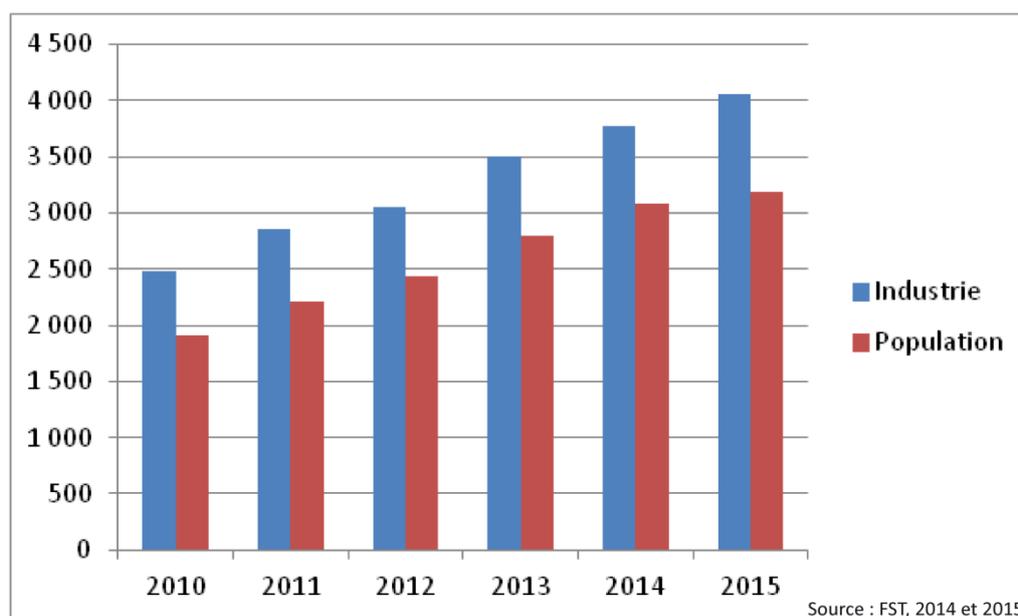
Le gaz naturel représente donc une source d'énergie dont les prix sont plus ou moins compétitifs selon les régions. Cependant, il faut également tenir compte du fait que les prix de l'énergie en général ne sont pas les mêmes pour les différents sujets fédéraux. Le kraï du Kamtchatka et la Tchoukotka, à cause de leur éloignement, paient ainsi l'énergie à un prix élevé et les prix du gaz, même s'ils sont nettement supérieurs à la moyenne russe, doivent être comparés avec les prix des produits pétroliers et du charbon.

5.2.3. Le système de subventions croisées des prix du gaz et ses évolutions

Traditionnellement, les prix du gaz vendu aux consommateurs russes correspondent à un système de subventions croisées à plusieurs niveaux (Ahrend, Tompson, 2005). D'une part, les prix du gaz sur le marché domestique sont subventionnés par les prix à l'exportation. D'autre part, il y a une péréquation entre les catégories de consommateurs, dans la mesure où la population paie un prix inférieur. Enfin, la péréquation est aussi spatiale : les régions les plus éloignées des lieux de production ne paient pas (ou pas entièrement) le prix du transport. Au cours des dernières années, la situation a connu quelques évolutions, comme le montrent d'abord, à partir de 1997, l'instauration d'un système de zones tarifaires distinguant les différentes régions russes et son affinage progressif. Les subventions interrégionales ont donc été réduites. Le changement ne concerne pas uniquement le découpage de l'espace de la Fédération de Russie en zones tarifaires, il touche également les prix du gaz (voir partie 1). La Loi de la Fédération de Russie sur l'approvisionnement en gaz de 1999 stipulait que les prix du gaz devaient être indexés à leur niveau d'avant 1990, qui reflétait la politique d'encouragement à l'usage du gaz naturel en Russie (Dudek, Golub, Strukova, 2004). Cependant, les prix du gaz sur le marché domestique ont augmenté pour toutes les catégories de consommateurs (voir graphe 15). On constate qu'entre janvier et juillet 2013, les tarifs du gaz naturel ont augmenté dans toutes les zones, à l'exception des deux dernières, pour lesquelles les prix sont les plus élevés. Le FST prévoit de poursuivre l'augmentation des prix du gaz sur le marché domestique, mais de façon modeste : de 2014 à 2016, les prix du gaz doivent augmenter de 4 à 6 % par an¹¹⁷.

¹¹⁷ Site du FST, <http://www.fstrf.ru/tariffs/answers/general/forecast/> consulté le 20 juillet 2014.

Graph 15 : Evolution des prix du gaz de 2010 à 2015 (en roubles pour 1 000 m³)



L’approvisionnement en gaz naturel est à l’origine d’une configuration du territoire russe en fonction de l’accès au gaz, mais aussi en fonction des tarifs pratiqués. Les tarifs pratiqués dans le secteur énergétique donnent lieu à un zonage de l’espace russe et mettent en évidence des logiques spatiales particulières. La géographie de la distribution gazière est spécifique et diffère de celle des autres sources d’énergie. Ainsi, par exemple, les tarifs de l’électricité sont établis pour chacun des sujets de la Fédération (décret d’octobre 2010).

Conclusion

L’industrie gazière russe fonctionne à l’échelle de l’espace eurasiatique. Les zones de production qui fournissent le gaz transporté et vendu par Gazprom ne se situent pas uniquement en Russie, mais aussi dans les pays d’Asie Centrale, et les bénéfices de la compagnie reposent en majeure partie sur les exportations, principalement vers les pays européens vers lesquels le réseau de gazoducs est orienté. Les enjeux du secteur gazier russe ne peuvent donc pas se comprendre uniquement à l’échelle de la Russie. Cependant, une organisation territoriale spécifique se dessine également à cette échelle. La dissymétrie entre ouest et est se retrouve sur le territoire russe. On peut ainsi faire la géographie de la Russie selon une approche énergétique et en s’appuyant plus spécifiquement sur le critère du gaz naturel. Il existe de grandes disparités entre les régions en termes de fonctions (production, consommation, transit), de desserte du territoire et de tarifs du gaz naturel.

Ces derniers sont définis par le Service Fédéral des Tarifs qui a opéré plusieurs découpages de la Russie en différentes zones tarifaires. Soixante existent actuellement. Les régions non comprises dans ces zones sont celles qui ne sont pas raccordées à l'ESG, c'est-à-dire les régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient. Le principal critère utilisé est celui de la distance par rapport aux gisements, donc du coût de transport. Plus les régions sont éloignées des lieux de production, plus le prix du gaz est élevé, pour les ménages comme pour les consommateurs industriels.

S'il est peu pertinent de recourir au modèle centre-périphérie pour appréhender les relations entre UE et Russie, l'utiliser pour étudier l'organisation au sein du territoire russe semble plus adéquat.

Chapitre 7. La place de la Russie orientale

Le territoire russe est marqué par de profonds déséquilibres démographiques, économiques et sociaux. Ces inégalités ne sont certes pas nouvelles et éliminer les écarts de niveau de développement entre les régions du pays figurait parmi les objectifs que le gouvernement soviétique s'était fixé (Pallot, Shaw, 1981). Cependant, aucune stratégie réellement cohérente n'a été suivie pour résorber les inégalités économiques entre les régions. Aujourd'hui, ces inégalités sont bien affirmées. Ainsi, Jean-Robert Raviot (2010) décrit l'espace russe comme un « territoire en archipels » :

« On ne peut guère parler d'un territoire à propos de cet espace géographique pourtant relativement uniforme, mais de *plusieurs* territoires ou, plus exactement, d'une série de petits îlots qui forment, dans la plus parfaite discontinuité géographique, une série d'archipels au beau milieu d'un océan qui, lui, n'offre guère de contrastes dans son immensité » (Raviot, 2010).

Il esquisse le tableau d'une Russie dont les contrastes correspondraient bien davantage au degré d'insertion dans des réseaux de diverses natures (réseaux économiques, politiques, de communication...) qu'aux découpages régionaux politico-administratifs. Dans un tel contexte, est-il pertinent de reprendre de telles délimitations pour analyser l'espace de la Fédération de Russie ? Pourquoi distinguer les régions de Russie orientale ? Il s'agit de se pencher sur la place de la Russie orientale au sein de la Fédération de Russie et dans le cadre du programme de gazéification.

1. Les caractéristiques de la Russie orientale

1.1. Quelles délimitations pour la Russie orientale ?

Si l'expression Russie orientale renvoie à la traditionnelle opposition ouest/est du territoire russe, elle n'est pas aussi transparente qu'on pourrait le penser. La limite de l'Oural, traditionnellement citée, ne correspond à aucun découpage administratif. Les limites administratives ont varié au cours du temps et ne s'appuient pas sur des critères physiques (Radvanyi, 2007). De nombreux découpages de l'espace soviétique ont été réalisés. Ainsi, par exemple, dans les années 1970, trois macro-régions étaient distinguées : la partie européenne de l'URSS, le Kazakhstan et l'Asie centrale, la Sibérie et l'Extrême-Orient. En 1976, un autre

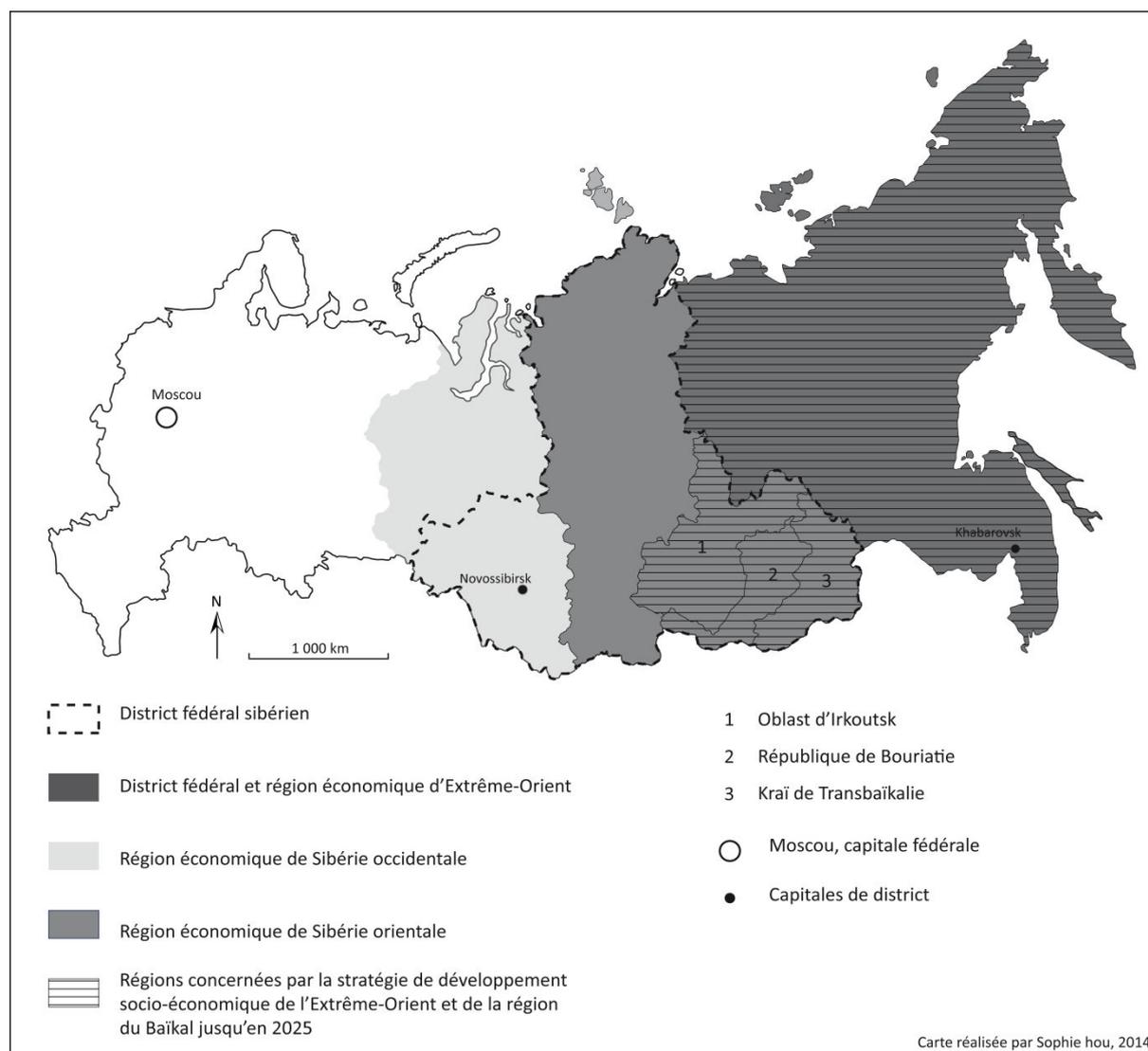
découpage est effectué, identifiant sept régions : Russie du nord et du centre, Russie du sud-est, Volga-Oural, Kazakhstan, Asie centrale, Sibérie et Extrême-Orient (Pallot, Shaw, 1981). Malgré l'évolution des délimitations macro-régionales, on constate que la Sibérie et Extrême-Orient se détachent à chaque fois et semblent donc posséder une certaine identité.

En fait, la multiplication et la superposition des délimitations créent une certaine confusion autour la définition de la Russie orientale. On peut d'abord citer le découpage territorial opéré par les districts fédéraux créés en 2000, au nombre de sept avant mars 2014 et passé au nombre de huit avec l'annexion de la Crimée par la Russie et la création d'un district fédéral de Crimée. Les deux districts fédéraux qui couvrent les régions les plus orientaux de Russie sont le district fédéral de Sibérie et celui de l'Extrême-Orient. Le district fédéral de Sibérie, cependant, n'inclut pas des régions traditionnellement considérées comme sibériennes, comme l'oblast de Tioumen et les districts autonomes des Khanty-Mansis et de Yamalo-Nenets, qui appartiennent au district fédéral de l'Oural. On distingue également des régions économiques, dont les limites diffèrent de celles des districts fédéraux. Ces régions économiques, fondées sur des critères physiques, climatiques, environnementaux, géologiques et économiques, sont actuellement au nombre de 13. Si la région économique d'Extrême-Orient correspond au district fédéral d'Extrême-Orient, il existe deux régions économiques qualifiées de « sibériennes » : celle de Sibérie occidentale et celle de Sibérie orientale, et ni l'une ni l'autre ne coïncide avec les limites du district fédéral de Sibérie. Les programmes de développement régional proposent encore d'autres découpages. Ainsi, le « programme de développement socio-économique de la région du Baïkal et de l'Extrême-Orient » approuvé par décret le 29 mars 2013 couvre les neuf sujets du district fédéral d'Extrême-Orient ainsi que trois sujets appartenant au district fédéral sibérien (la République de Bouriatie, l'oblast d'Irkoutsk et le kraï de Transbaïkalie) (voir carte 14).

La décision a été prise de reprendre les limites administratives des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient. On entendra donc par Russie orientale le territoire de ces deux districts. Ce choix a été effectué par des raisons de cohérence d'un point de vue strictement énergétique. En effet, inclure les régions du bassin de production de Sibérie occidentale, c'est-à-dire l'oblast de Tioumen, les districts autonomes des Khanty-Mansis et de Yamalo-Nenets dans l'analyse changerait considérablement la donne puisqu'il s'agit des régions qui constituent actuellement le principal bassin de production de Russie et où se trouvent les gisements géants. Elles sont donc dans une situation bien différente de celle du reste du territoire oriental de la Russie, dont les réserves d'hydrocarbures ont été peu ou pas exploitées. D'autre part, le choix a été fait de ne pas reprendre le découpage en régions

économiques pour s'intéresser aux territoires de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient. En effet, le système unifié d'approvisionnement en gaz parvient jusqu'à la région de Sibérie occidentale mais ne la dessert pas intégralement et il semblait intéressant de prendre en compte le cas de ces régions occidentales raccordées au réseau de transport du gaz mais où celui-ci est peu développé.

Carte 14 : Les délimitations régionales en Russie orientale



Si l'image que l'on a de la Russie, vue de l'Occident, correspond avant tout à la Russie « européenne », les régions orientales occupent une superficie considérable. Les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient correspondent respectivement à neuf et douze sujets de la Fédération. La superficie de ces deux districts est de plus de 11 millions de km² : 5 144 953 km² pour le district fédéral de Sibérie et 6 169 329 km² pour le district fédéral

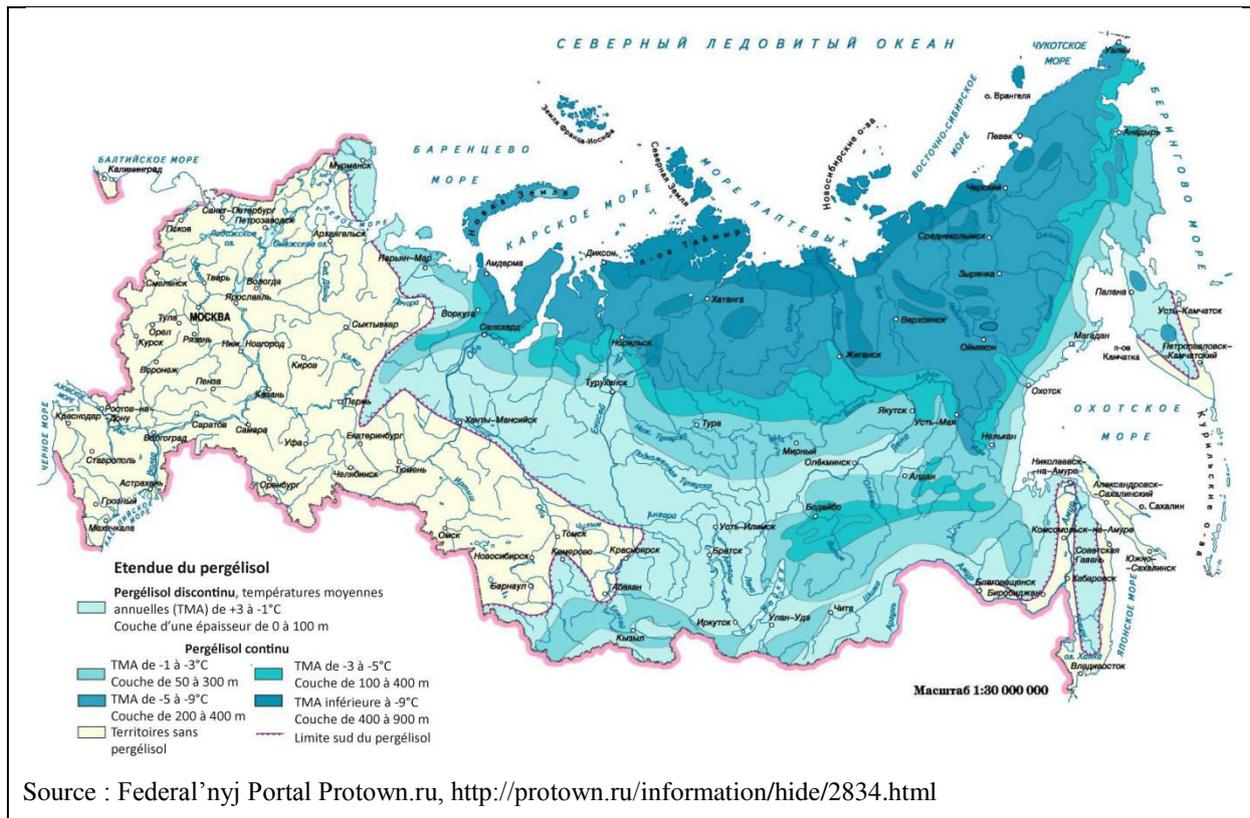
d'Extrême-Orient, le plus vaste de Russie. A eux seuls, Sibérie et Extrême-Orient représentent donc environ 66 % de la superficie de la Russie.

1.2. Un territoire marqué par les contraintes physiques et climatiques

La Russie orientale se caractérise par sa vaste superficie, mais aussi par des conditions physiques et climatiques contraignantes. Même s'il existe bien entendu des différences entre les régions au sein du vaste ensemble constitué par la Russie orientale, celui-ci présente le point commun d'être fortement affecté par ces contraintes, et avant tout celles du froid et de la continentalité. Ainsi, 50 % du territoire du district fédéral de Sibérie se trouve au Nord du 60^e parallèle. En Extrême-Orient, seulement 10 % du territoire bénéficie d'un climat tempéré (Dienes, 1987) et c'est dans cette région que l'on trouve les pôles du froid, en République de Sakha (Iakoutie), à Oimiakon et Verkhoiansk, où on a mesuré des minima absolus de -71°C et -68°C (Radvanyi, 2007). La température moyenne est négative huit mois par an à Iakoutsk (capitale de la République de Sakha), qui connaît 270 jours de gel par an, une moyenne hivernale de -43,6°C et ne reçoit que 250 mm de précipitations par an (Marchand, 2014). Il existe donc un gradient nord-sud auquel s'ajoute une division ouest-est en raison du contraste entre façade maritime et territoire continental. La circulation atmosphérique vient encore renforcer la continentalité. L'influence océanique n'a qu'une portée modérée : le relief, qui borde la côte sur presque toute sa longueur, la limite considérablement. Si la frange méridionale du littoral de l'Extrême-Orient russe bénéficie d'un climat plus clément, avec l'atténuation de la continentalité et l'augmentation des précipitations, presque tout le district fédéral connaît un hiver particulièrement rude, avec plus de neuf mois de gel par an et la partie septentrionale des mers bordières gèle tous les ans.

D'autres contraintes doivent être mentionnées, notamment celle du pergélisol, qui s'étend sur presque tout le territoire oriental de la Russie (voir carte 15).

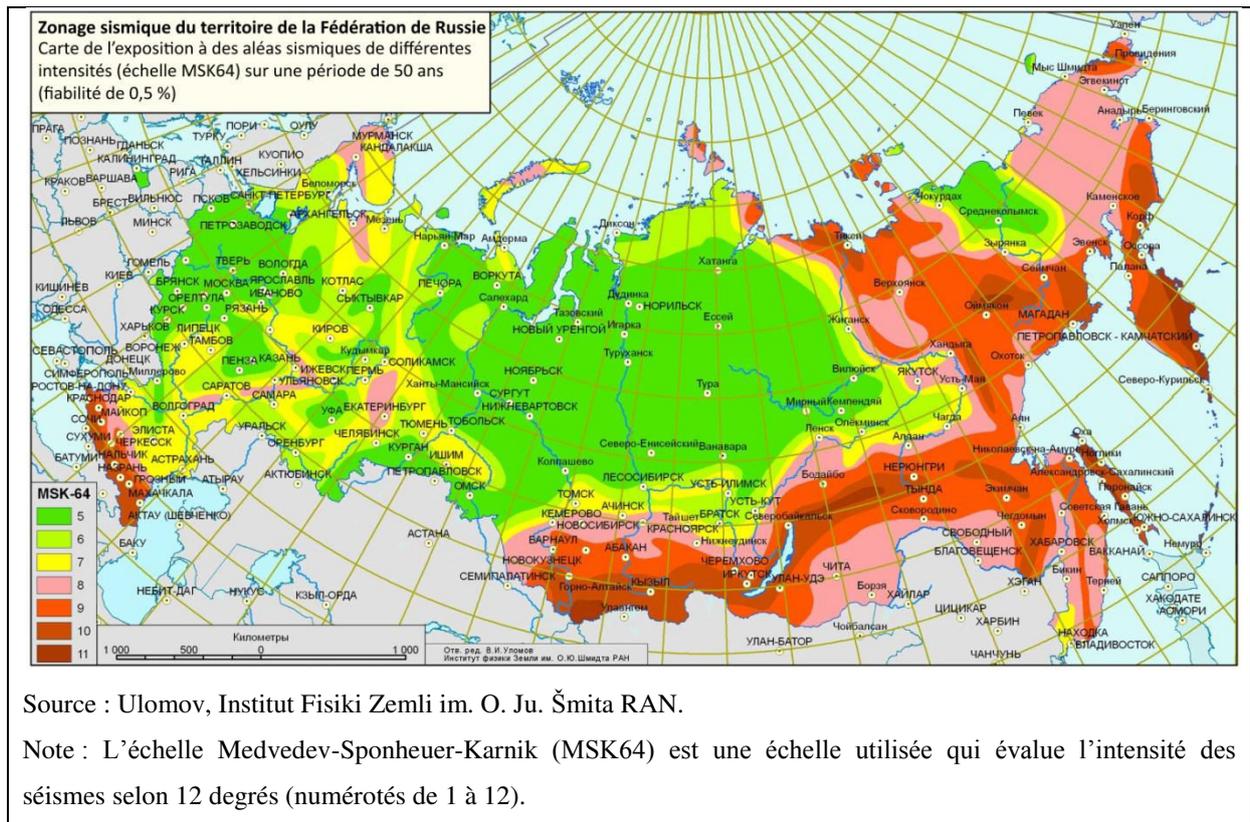
Carte 15 : L'étendue du pergélisol sur le territoire russe



Le pergélisol soulève des problèmes pour les constructions et tout type d'infrastructures et nécessite de prendre des mesures particulières : les constructions sont édifiées sur pilotis, des remblais sont posés pour les routes. Quant aux conduites, elles sont protégées de plusieurs couches de gaines et construites en hauteur au-dessus du sol pour ne pas s'enfoncer (Radvanyi, 2007).

Les moyennes et hautes montagnes occupent une superficie importante en Sibérie orientale et en Extrême-Orient, et le territoire est caractérisé par une forte sismicité. Les régions qui connaissent les séismes les plus violents se situent essentiellement à l'est de la Lena, la région du lac Baïkal correspondant à une zone particulièrement marquée par l'activité sismique (voir carte 16), ce qui n'est pas sans conséquence sur les infrastructures telles que les gazoducs.

Carte 16 : La sismicité en Russie



1.3. Une situation démographique et économique difficile

Sibérie et Extrême-Orient sont peu peuplés : d'après le recensement de 2010, environ 26 millions d'habitants y vivent (Federal'naja Služba Gosudarstvennoj Statistiki, 2010), 19,6 millions dans le district fédéral Sibérie et 6,4 dans le district fédéral d'Extrême-Orient, ce qui représente seulement 18,3 % de la population russe pour 66 % du territoire. A titre de comparaison, la seule ville de Moscou compte environ 10,6 millions d'habitants. L'Extrême-Orient est à la fois le district fédéral le plus vaste et le moins peuplé de la Fédération de Russie. Les densités moyennes sont donc extrêmement faibles (voir carte 5) : pour l'Extrême-Orient, elle est d'environ 1 habitant au km² et pour la Sibérie de 3,8 habitants au km² (voir tableau 33). Ces chiffres n'ont pas de signification réelle, dans la mesure où ces régions couvrent de vastes espaces vides et où la population se concentre dans le sud du territoire, le long de l'axe du Transsibérien, qui constitue « la colonne vertébrale » du développement sibérien (Radvanyi, 2007). La densité moyenne des régions de Sibérie et d'Extrême-Orient ne dépasse pas 30 habitants au km² et elle est inférieure à 1 habitant au km² pour 4 régions d'Extrême-Orient (la République de Sakha, le kraï du Kamtchatka, l'oblast de Magadan et l'okroug autonome de Tchoukotka). Les disparités de peuplement de la région sont manifestes

lorsque l'on compare les différentes régions : sur les 6,4 millions d'habitants du district fédéral d'Extrême-Orient, plus de la moitié se trouvent dans les kraï du Primorié et de Khabarovsk, tandis que l'okroug autonome de Tchoukotka ne compte que 48 591 habitants, soit 0,76 % de la population du district.

Tableau 33 : Population, superficie et densité des régions de Russie orientale en 2010

Région	Population (nombre d'habitants)	Superficie (km ²)	Densité (habitants/km ²)
District fédéral de Sibérie	19 561 087	5 144 953	3,80
République de l'Altaï	210 725	92 903	2,27
République de Bouriatie	963 492	351 334	2,74
République de Touva	317 056	168 604	1,88
République de Khakassie	539 151	61 569	8,76
Kraï de l'Altaï	2 490 714	167 996	14,83
Kraï de Transbaïkalie	1 116 974	431 892	2,59
Kraï de Krasnoïarsk	2 893 926	2 366 797	1,22
Oblast d'Irkoutsk	2 502 691	774 846	3,23
Oblast de Kemerovo	2 820 636	95 725	29,54
Oblast de Novossibirsk	2 649 871	177 756	14,91
Oblast d'Omsk	2 012 092	141 140	14,26
Oblast de Tomsk	1 043 759	314 391	3,32
District fédéral d'Extrême-Orient	6 440 385	6 169 329	1,04
République de Sakha (Iakoutie)	949 347	3 083 523	0,31
Kraï du Kamtchatka	342 245	464 275	0,74
Kraï du Primorié	1 981 970	164 673	12,04
Kraï de Khabarovsk	1 400 425	787 633	1,78
Oblast de l'Amour	860 686	361 913	2,38
Oblast de Magadan	161 248	462 464	0,35
Oblast de Sakhaline	510 834	87 101	5,86
Oblast autonome juif	185 039	36 266	5,10
Okroug autonome de Tchoukotka	48 591	721 481	0,07
TOTAL Sibérie et Extrême-Orient	26 001 472	11 314 282	2,30
District fédéral du Centre	37 117 984	650 200	57,09
District fédéral du Nord-Ouest	13 437 106	1 687 000	7,97
District fédéral du Sud	13 713 495	591 300	23,19
District fédéral du Nord Caucase	9 254 940	170 400	54,31
District fédéral de la Volga	30 109 389	1 037 000	29,04
District fédéral de l'Oural	12 280 123	1 818 500	6,75

Source : Federal'naja Služba Gosudarstvennoj Statistiki, 2010.

Si la Russie orientale est peu peuplée, le déséquilibre par rapport à l'ouest du pays ne fait que se renforcer depuis la disparition de l'URSS. Le déclin démographique est bien plus affirmé que dans les régions occidentales. Dmitri Medvedev, en 2010, a décrit le dépeuplement de l'Extrême-Orient comme « la tendance la plus alarmante, la plus dangereuse à laquelle nous devons faire face » (Kuhrt, 2012). Ainsi, entre 1989 et 2010, la Transbaïkalie a connu une évolution négative de -11,8 % de sa population, et l'Extrême-Orient de -19,6 %, tandis que la moyenne russe est de -2,8 % (Marchand, 2014). Le déclin est encore plus affirmé dans les régions les plus éloignées et les plus septentrionales, comme la Tchoukotka, l'oblast de Magadan ou le Kamtchatka. Jean Radvanyi (2013) souligne le rôle de la chute de l'Union soviétique dans la crise démographique. La tendance ne s'est pas inversée depuis : au cours des dernières années, les régions orientales continuent de perdre des habitants (voir tableau 34).

Tableau 34 : Solde migratoire des districts fédéraux orientaux (nombre d'habitants)

	District fédéral de Sibérie	District fédéral d'Extrême-Orient
2011	- 2 206	- 17 766
2012	- 7 561	- 19 881
2013	- 15 178	- 33 042

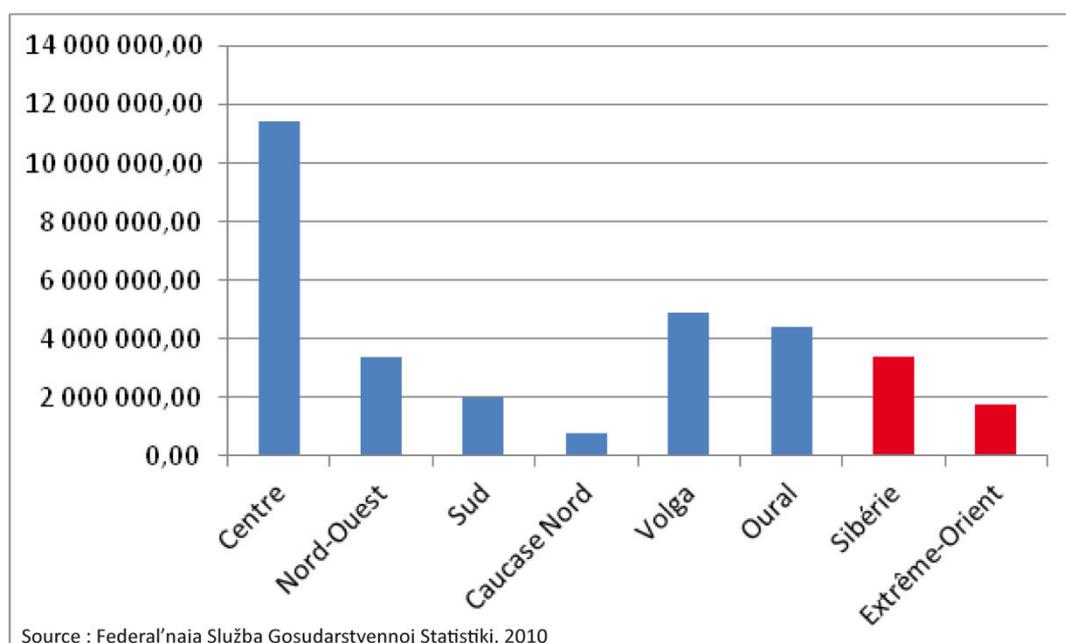
Source : Federal'naja Služba Gosudarstvennoj Statistiki, 2014.

La crise démographique particulièrement prononcée en Extrême-Orient reflète une crise de confiance. Le principal facteur de déclin démographique a été l'émigration, mais la faiblesse de l'accroissement naturel prend le relais aujourd'hui. La natalité est faible et le nombre d'enfants par femme est bien inférieur au seuil de renouvellement : il est de 1,21 seulement (Gras, Shvedov, 2010). La crise structurelle que connaît la région est liée à l'effondrement du système soviétique, qui a suscité de profonds bouleversements économiques :

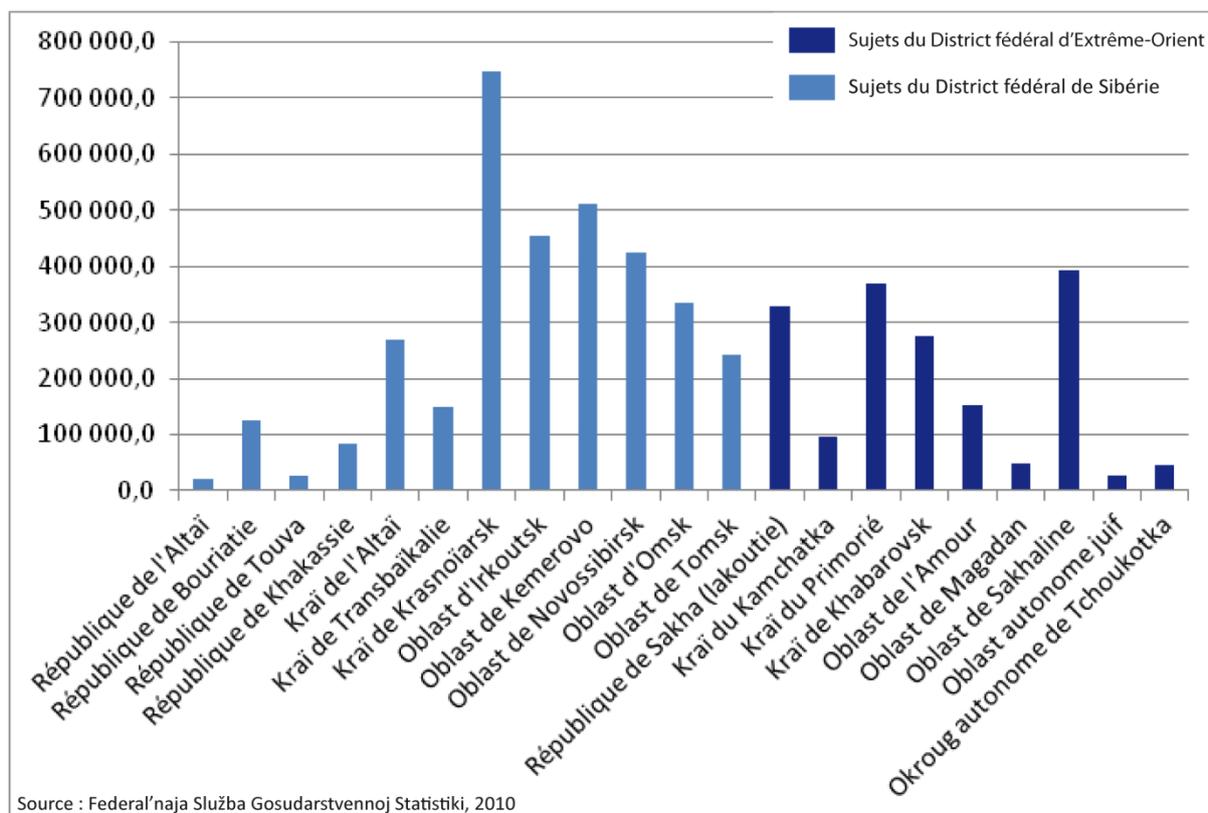
« La dislocation de l'URSS frappa durement l'Extrême-Orient. Jusqu'en 1999, sa population diminua de 4,3 millions alors que le niveau de vie tomba jusqu'à près de 60 % en deçà des moyennes nationales. Pas plus de 1/6 des industries et moins du dixième des exploitations agricoles survécurent. Le BAM se révéla inutile et les forces armées disloquées à travers l'Extrême-Orient diminuèrent aux trois quarts et leur équipement, de moitié. » (Gras, Shvedov, 2010).

La production industrielle a été fortement affectée : entre 1990 et 2000, le volume de production industrielle a presque été divisé par deux en Sibérie orientale et par 2,5 en Extrême-Orient. Ces régions ont connu une désindustrialisation de leur économie : la part du complexe énergétique et des matières premières a augmenté tandis que celle des productions de haute technologie et de l'industrie légère a diminué (Misevra, Ščadov, 2003). Dans l'ensemble, même s'il existe là encore des disparités entre les régions russes orientales, celles-ci se caractérisent par la faiblesse de leur produit régional brut (voir graphes 16 et 17). Quant au coût de la vie, en Extrême-Orient, il est supérieur d'un tiers à la moyenne nationale et la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté était de 26 % en 2005, 6 % au-dessus de la moyenne nationale. La plupart des problèmes auxquels la région est confrontée ne lui sont pas propres mais ils sont presque tous bien plus marqués en Extrême-Orient que dans les autres régions et les crises de 1998 et de 2008-2009 les ont encore exacerbés.

Graphe 16 : Produit intérieur brut par district fédéral en 2009 (millions de roubles)



Graphe 17 : Produit régional brut par sujet fédéral dans les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient en 2009 (en millions de roubles)



Si Sibérie et Extrême-Orient sont ici rassemblés, il ne s'agit pas de négliger leurs différences, qui apparaissent dans les domaines précédemment mentionnés (économie, conditions naturelles et climatiques...). La Russie orientale n'est pas un ensemble uniforme et homogène. Cédric Gras et Vycheslav Shvedov (2010) le soulignent :

« Depuis l'Ouest, [la région de l'Extrême-Orient russe] est d'ailleurs souvent associée à la Sibérie dont elle se différencie pourtant à tous égards, tant sur le plan de la géographie physique que sur celui de ses problématiques économiques et géopolitiques. »

Entre les sujets de la Fédération de Russie qui les composent, il existe également des différences très importantes, ne serait-ce qu'en fonction de leur localisation, leur superficie et leur population (voir tableau 33). Ils se différencient également d'un point de vue strictement administratif par leurs statuts : kraï, oblast, république, okroug autonome. On a choisi de regrouper Sibérie et Extrême-Orient car ces régions sont réunies et désignées comme un tout par Gazprom. D'un point de vue énergétique, elles partagent un certain nombre de

caractéristiques communes, ou du moins se définissent en négatif par rapport à la Russie occidentale.

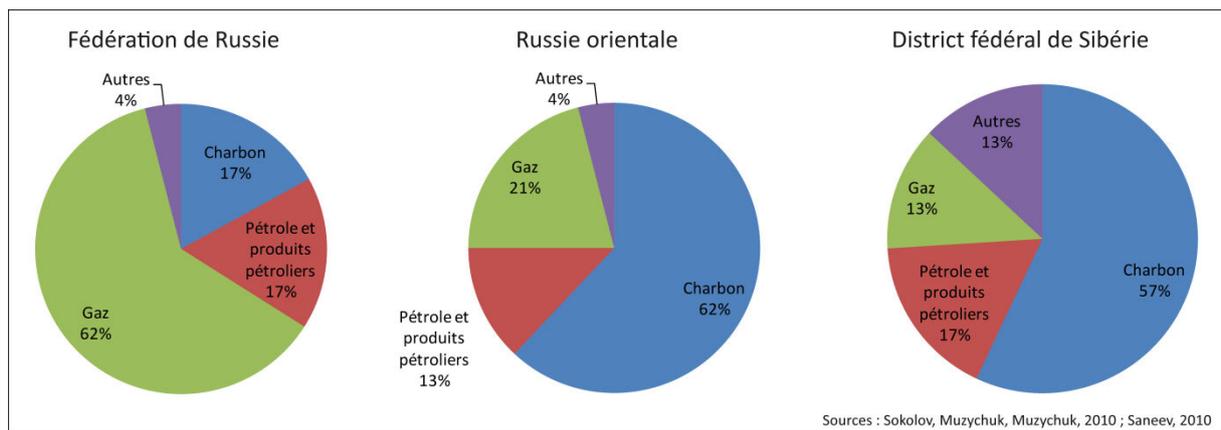
1.4. Caractéristiques énergétiques

Comme le chapitre précédent l'a mis en évidence, l'opposition entre Russie occidentale et Russie orientale, du point de vue de la répartition de la population et des activités, est visible également dans le domaine énergétique. Le système d'approvisionnement unifié en gaz naturel de Gazprom ne couvre pas les territoires orientaux (voir carte 8) et leur mix énergétique est dominé par le charbon et pas par le gaz naturel, ce qui les différencie des régions russes occidentales. Ce contraste existe depuis longtemps (Dienes, 1987). Ainsi, Bradshaw et Kirkow (1998) constataient :

« A la fin de la période soviétique, le mix énergétique russe comprenait 23 % de charbon, 15,5 % de pétrole et de condensats et 47,1 % de gaz naturel. Le mix énergétique correspondant pour l'Extrême-Orient russe était le suivant : 69 % de charbon, 23,5 % de pétrole et condensats et 7,5 % de gaz. »

Ce contraste ne s'est pas résorbé, comme l'indique les graphes ci-dessous (voir graphe 18).

Graphe 18 : Mix énergétique de la Fédération de Russie, de la Russie orientale (Sibérie et Extrême-Orient) et du district fédéral de Sibérie



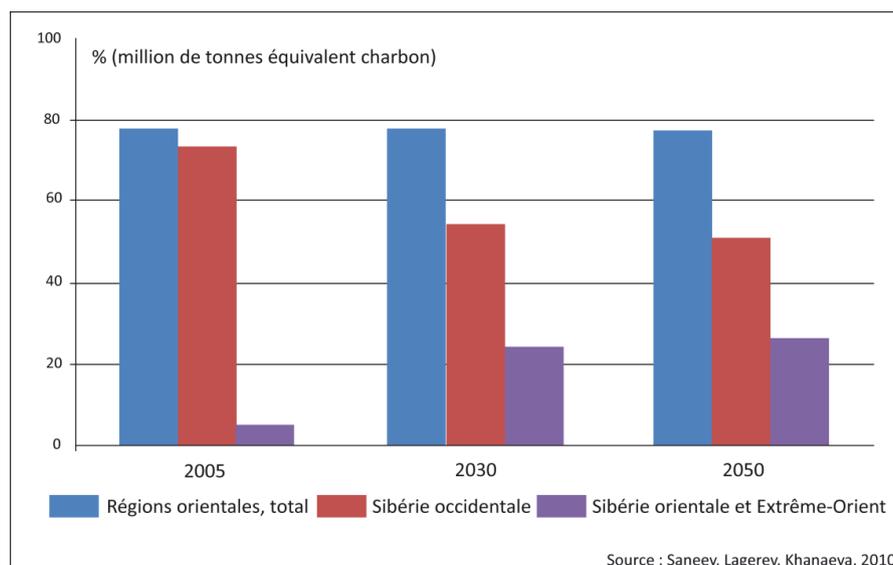
La Sibérie orientale et l'Extrême-Orient, pour lesquels le charbon est la première source d'énergie, représentent plus de la moitié du charbon consommé en Russie (Sokolov, Takaishvili, Agafonov, Muzychuk, 2010). Dans ces régions orientales, le charbon est le

principal combustible des centrales électriques thermiques : il représente plus de 70 % de leur approvisionnement en Sibérie orientale et plus de 60 % en Extrême-Orient (Misevra, Ščadov, 2003).

La chute de l'URSS a également eu des conséquences sur l'approvisionnement énergétique, en particulier de l'Extrême-Orient. Le complexe énergétique de ce dernier reposait sur la coopération interrégionale : il dépendait de la livraison de produits énergétiques importés essentiellement de Sibérie occidentale. Ainsi, dans les années 1960, 60 % du pétrole et des produits pétroliers consommés en Extrême-Orient étaient importés depuis Omsk, d'Irkoutsk, ou encore d'Oufa (en Bachkirie, dans l'actuel district fédéral de la Volga) et Kouïbychev (dans l'oblast de Novossibirsk) (Mieczkowski, 1968). En 1991, c'était 40 % du volume énergétique consommé qui était importé, soit 20 % du charbon et 91 % du pétrole (Kerr, 1998). Le passage à l'économie de marché a eu pour conséquence une hausse brutale des prix. Les tarifs de transport, dont le système soviétique ne tenait pas compte, ont donc été répercutés sur les prix des importations. Les financements fédéraux ont diminué également de façon drastique. A cela s'est ajouté le déclin prononcé de la production de ressources énergétiques qui suivit l'effondrement de l'Union soviétique. L'Extrême-Orient est devenu ainsi la région de Russie pour laquelle les prix de l'énergie sont les plus élevés, parfois au-dessus des prix internationaux (Kerr, 1998), et connaît une crise énergétique se traduisant par des pénuries d'approvisionnement (Bradshaw, Kirkow, 1998). Les questions énergétiques représentent donc un grave problème pour la Russie de l'est : le prix élevé des combustibles et de l'énergie pour la majorité des sujets de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient a des répercussions sur l'efficacité économique et la qualité de vie de la population. Beaucoup de consommateurs ne paient pas leur facture énergétique (Misevra, Ščadov, 2003). De plus, les réseaux énergétiques sont lacunaires et isolés les uns des autres.

Enfin, si les régions orientales russes disposent de réserves en hydrocarbures, peu de gisements sont actuellement en exploitation en dehors des gisements de Sakhaline. Si l'on inclut la Sibérie occidentale dans la Russie orientale, celle-ci apparaît comme la grande région de production de gaz naturel du pays (voir graphe 19). Cependant, la part des seules régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient demeurerait mineure, même dans la perspective où les champs seraient mis en valeur au cours des prochaines décennies.

Graphe 19 : Part des régions russes orientales dans la production de gaz russe



2. Une intégration régionale inaboutie

2.1. Une situation stratégique mais relativement peu mise en valeur

Dans les programmes de développement régionaux, la dimension stratégique de la Russie orientale est soulignée, notamment en raison de sa situation géographique. Ainsi, le Programme fédéral « Développement économique et social de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal jusqu'en 2013 », approuvé par décret en 1996, la met en évidence :

« Il est nécessaire d'accorder une grande attention au développement de l'Extrême-Orient russe, qui apparaît comme l'avant-poste du pays dans la région Asie-Pacifique, aux problèmes géopolitiques, stratégiques, économiques et démographiques, de la résolution desquels dépend en fin de compte la prospérité de tout le pays. La position géopolitique de la Fédération de Russie dans la région de l'Asie-Pacifique, la situation géographique privilégiée, les importantes réserves de matières premières, le potentiel technologique et militaire jouent un rôle significatif dans la situation géopolitique de la Fédération de Russie dans la région de l'Asie-Pacifique¹¹⁸. »

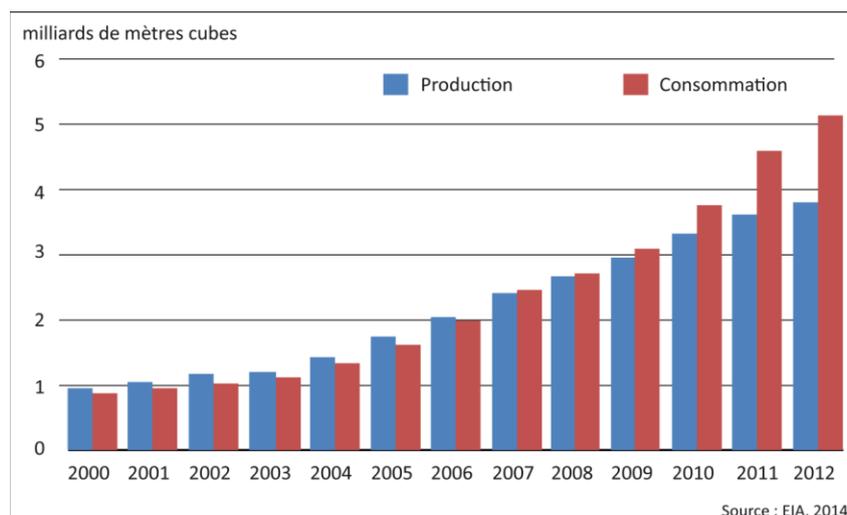
La situation de l'Extrême-Orient n'apparaissait cependant pas comme privilégiée dans le passé. Ainsi, dans les années 1960, elle était vue comme profondément défavorable, la région

¹¹⁸ Traduction de l'auteur.

étant éloignée de Moscou et des principales villes de Sibérie comme Novossibirsk, tandis qu'il existait des tensions avec les pays frontaliers. L'Extrême-Orient était donc considéré comme doublement isolé (Mieczkowski, 1968). D'ailleurs, la fonction de transit des régions orientales est restée très marginale : pour des raisons stratégiques, l'Extrême-Orient constituait davantage un cul-de-sac géré depuis le centre moscovite qu'une ouverture (Radvanyi, 2007). Cependant, le contexte a changé et c'est actuellement le caractère stratégique de l'Est de la Russie qui est mis en avant.

En effet, la Russie orientale bénéficie non seulement d'une ouverture sur le Pacifique, mais aussi d'une longue frontière terrestre (de plus de 4 000 km) avec la Chine. Elle se situe donc dans une région qui connaît une forte croissance économique, qui s'accompagne, d'un point de vue énergétique, d'un essor de la consommation. Les importations en hydrocarbures de la Chine sont de plus en plus grandes. Si jusqu'en 2007 la Chine était un pays exportateur net de gaz naturel, en 2007, les importations l'emportent sur les exportations pour la première fois. Depuis, les importations de gaz ont beaucoup augmenté (voir graphe 20), ce qui va de pair avec la construction de pipelines et d'infrastructures de traitement du gaz. En 2012, les importations de gaz naturel ont assuré 29 % de la demande¹¹⁹. Par ailleurs, la demande chinoise en pétrole s'est également considérablement accrue. En 2014, la Chine est le deuxième pays consommateur de pétrole du monde et serait devenue le premier importateur¹²⁰.

Graphe 20 : Production et consommation de gaz naturel de la Chine entre 2000 et 2012



¹¹⁹ EIA, 2014.

¹²⁰ *Ibid.*

Les relations entre la Russie et les pays asiatiques s'inscrivent également dans le cadre de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique), dont le premier sommet a eu lieu en 1993 à Seattle. Il s'agit pour l'instant d'un forum intergouvernemental dans lequel l'intégration est relativement faible. En septembre 2012, de façon symbolique, c'est à Vladivostok que le Sommet de l'APEC a eu lieu. En novembre 2014, le Sommet de l'APEC, organisé à Pékin, a servi de cadre de discussion pour la Russie, les pays asiatiques et les États-Unis dans le contexte de la crise ukrainienne. Ainsi, la Russie orientale, au cœur d'une région en pleine croissance, se trouve à cheval sur l'Europe et l'Asie, formant ainsi une « sorte de pont continental » (Radvanyi 2013) entre les deux. Cependant, jusqu'à présent, elle a peu mis à profit ces avantages géographiques. Cela s'explique en partie par les relations ambiguës qu'elle entretient avec ses voisins asiatiques.

2.2. Le développement des relations sino-russes

Les relations avec la Chine ont été difficiles durant la période soviétique (Radvanyi, 2007 ; Mieczkowski, 1998). Elles se sont cependant améliorées à partir du milieu des années 1980. Mikhaïl Gorbatchev a ainsi amorcé un rapprochement vers la Chine en juillet 1986 à Vladivostok (Facon, 2010). Après la chute de l'URSS, Russie et Chine se sont penchées sur la question de la délimitation et de la démilitarisation de leur frontière commune. Depuis l'éclatement de l'Union soviétique, les relations sino-russes ont progressé. Durant un sommet avec les dirigeants chinois en 1992, Boris Eltsine a annoncé un changement de la politique étrangère en faveur d'un équilibre entre est et ouest. Cependant, les relations économiques ont stagné jusqu'au milieu des années 1990. A partir de ces années-là, cependant, les deux pays se sont rapprochés, notamment dans le domaine de la politique étrangère (Kerr, 1998). En 1996, la Russie et la Chine sont devenues des partenaires stratégiques et ont signé en 2001 un traité de bon voisinage et de coopération amicale. Depuis, des sommets politiques sont régulièrement organisés entre elles (Norling, 2007) et les relations bilatérales se sont renforcées dans les années 2000. Un accord frontalier a été signé en 2004 et le problème de la frontière a été définitivement résolu en 2008.

La progression des relations russo-chinoises se lit également à travers la formation et le développement de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Elle fut d'abord créée sous la forme du Forum de Shanghai en 1996 à l'initiative de la Russie et de la Chine, désireuses de stabiliser l'Asie centrale post-soviétique. Ses membres étaient la Chine, la

Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. C'est en 2001 que le Forum de Shanghai est devenu une organisation et qu'il a accueilli l'Ouzbékistan. L'OCS sert de cadre de négociation pour régler la question des frontières de l'ex-URSS avec la Chine et possède dès son origine une dimension sécuritaire (Eisenbaum, 2010). La coopération militaire entre la Russie et la Chine se renforce et elle prend la forme de manœuvres militaires communes depuis 2005 (Cabestan, 2010). D'autre part, la Russie fournit à la Chine des armements. Cependant, les deux pays se livrent à une lutte d'influence en Asie Centrale et, malgré les avancées et la constitution de l'OCS, les relations entre eux restent placées sous le signe de la rivalité. De plus, jusqu'à présent, tous deux ont donné la priorité aux relations avec l'Occident (États-Unis et pays européens). Le partenariat sino-russe reposerait « sur des intérêts communs et non sur des valeurs partagées » (Lo, Kastouéva-Jean, 2007), ce qui le rend fragile, ou susceptible d'être remis en cause. De ce point de vue, les relations entre Russie et Chine n'ont pas beaucoup évolué. Le constat effectué par David Kerr (1998) pour décrire la situation à la fin des années 1990 est toujours d'actualité : si les relations entre les deux pays se sont nettement améliorées au cours des années 1990, « le domaine dans lequel les deux puissances manquent d'équilibre dans leurs relations est le domaine économique. » D'ailleurs, les analyses soulignent les avancées politiques mais aussi la faiblesse du partenariat économique (Jakobson, Holtom, Knox, Peng, 2011).

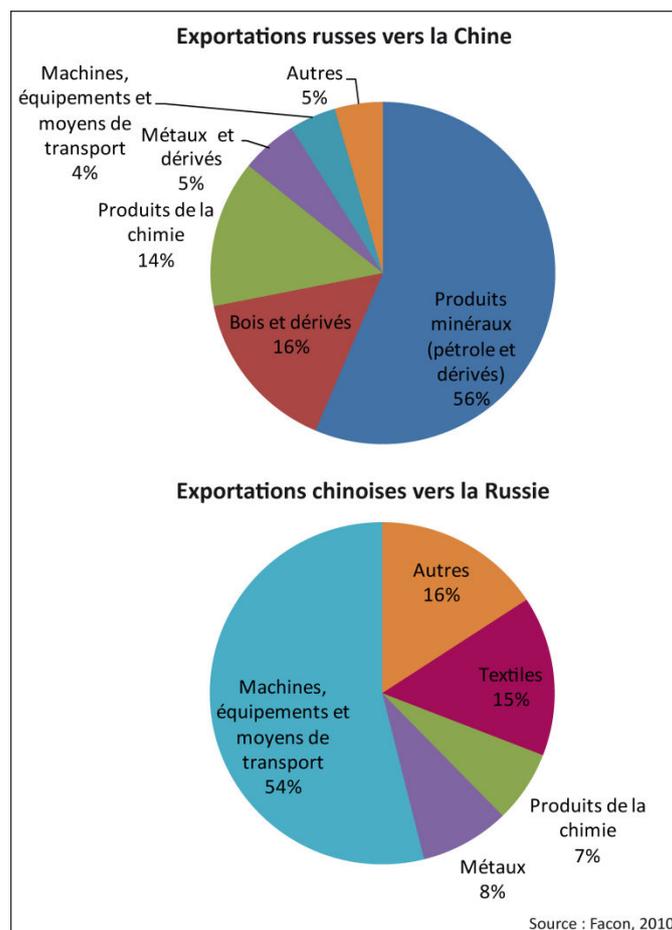
Les relations entre Russie et Chine sont également marquées par un renversement de situation en faveur de la Chine et au détriment de la Russie :

« Pris dans une large perspective, le ratio économique entre l'Union soviétique et la Chine s'est renversé : de 4 à 1 en faveur de l'Union soviétique, il est passé de 4 à 1 en faveur de la Chine par rapport à la Russie depuis la fin des années 1970 jusqu'en 2001 » (Norling, 2007).

Et si en 2010, la Chine est le premier partenaire commercial de la Russie, celle-ci n'a pas la même importance pour la Chine : la Russie ne figure qu'au 10^e rang de ses partenaires (Jakobson, Holtom, Knox, Peng, 2011). Le commerce entre les deux pays est déséquilibré : les échanges se font principalement à sens unique, les importations russes de produits chinois étant bien supérieures aux importations chinoises de produits russes (Kuhrt, 2012). Il faut ajouter à cela que la structure des échanges commerciaux entre Russie et Chine est également déséquilibrée et a connu elle aussi un renversement depuis la fin de la guerre froide. Dans les exportations russes, les matières premières et l'énergie prédominent tandis que la Russie importe des produits manufacturés de Chine (voir graphe 21). Cette tendance s'est renforcée

depuis le début des années 1990. Si les produits primaires représentaient 5 % des exportations russes vers la Chine en 2000, en 2008, cette part s'élevait à 40 %. La relation entre les deux pays ne correspond pas à une interdépendance croissante, mais à un accroissement de la dépendance de la Russie à l'égard de la Chine (Kuhrt, 2012).

Graphe 21 : Produits exportés par la Russie vers la Chine et par la Chine vers la Russie



Ce problème s'observe également au niveau régional. L'Extrême-Orient court le danger de se transformer en marché à sens unique où les consommateurs russes achèteraient des produits finis fabriqués en Chine à partir de matières premières russes. De plus, les politiques mises en œuvre renforcent cette orientation. Ainsi, le 23 septembre 2009, Dmitri Medvedev a signé un « accord de partenariat entre les régions d'Extrême-Orient et de Sibérie orientale et le Nord-Est chinois jusqu'en 2018 ». Il est question d'exploiter de façon commune les ressources de l'Extrême-Orient russe en ayant recours à une main-d'œuvre et des investissements chinois ; le territoire chinois, lui, devrait accueillir des productions à plus forte valeur ajoutée (Gras, Shvedov, 2010).

Enfin, la méfiance éprouvée à l'égard de la Chine est liée au déséquilibre démographique de part et d'autre de la frontière sino-russe, entre les provinces chinoises fortement et densément peuplées et les régions russes faiblement peuplées, ce qui ravive la crainte du « péril jaune »¹²¹. Le nombre de Chinois dans les régions orientales de Russie fait l'objet de spéculations et d'exagérations, notamment dans la presse. L'immigration chinoise en Russie est ainsi un sujet qui peut être source de tensions entre les deux pays (Lo, Rothman, 2006). La frontière représente une nouvelle préoccupation en lien avec les flux migratoires, mais aussi avec l'augmentation des flux de toutes sortes et de la contrebande de produits chinois (Radvanyi, 2007). A l'échelle régionale, l'intégration est donc considérée de façon ambivalente. On observe donc « la délicate cohabitation d'une « régionalisation par le bas » des populations avec une politique de "souverainisation" par le haut, visant à "limiter l'influence économique des pays voisins à l'Est" » (Dubé, 2013).

2.3. Des relations russo-japonaises entachées par le contentieux des Kouriles

Les relations russo-japonaises sont délicates en raison du litige territorial au sujet des îles Kouriles, appelées Territoires du nord par le Japon, qui se trouvent au sud du Kamtchatka et au nord d'Hokkaido¹²². Ces îles représentent un enjeu non seulement dans la mesure où elles se situent dans une zone de pêche très poissonneuse mais où elles permettent aussi le contrôle sur la voie de passage des navires et sous-marins entre la mer d'Okhotsk et le Pacifique (Radvanyi, 2007). Depuis 1855, date du premier accord reconnu par le droit international, plusieurs accords ont modifié le statut territorial de Sakhaline et des Kouriles (Kuroiwa, 2007). C'est après la Seconde Guerre mondiale et la signature du Traité de Paix de San Francisco en 1951 que le Japon a renoncé à ses droits sur les Kouriles et qu'elles ont donc été rattachées au territoire soviétique. Cependant, aussitôt, le Japon a contesté l'interprétation du traité, qui présente certaines ambiguïtés : il ne comporte pas, par exemple, de définition de l'ensemble des Kouriles et l'URSS ne l'a pas ratifié, si bien que le Japon réclame depuis la restitution de ces îles. Cette restitution représente la condition *sine qua non* d'un traité de paix avec la Russie pour le Japon. Des incidents diplomatiques se multiplient, comme en novembre

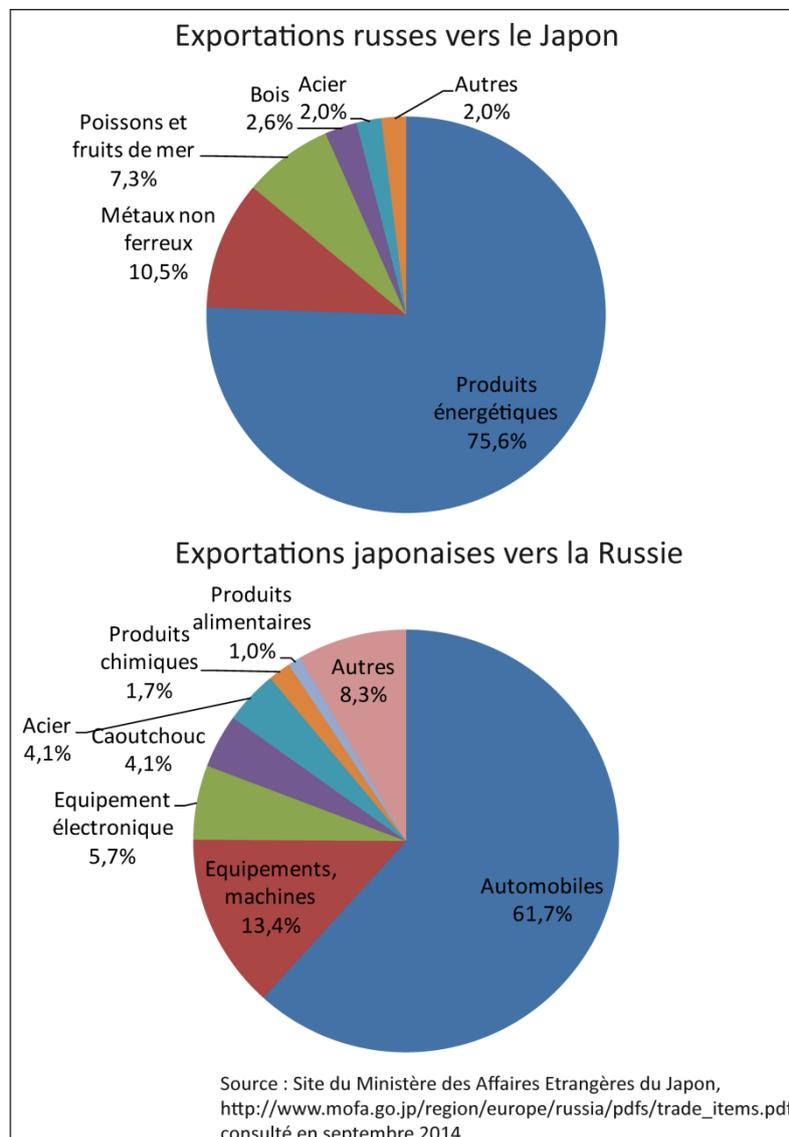
¹²¹ En russe, *želtaja opasnost'*. Cette expression est apparue en Europe à la fin du XIXe siècle et renvoie à la crainte que les peuples asiatiques gouvernent le monde.

¹²² Les îles Kouriles correspondent à un archipel de plus de 180 îles et îlots ; les quatre îles principales étant Habomai, Kunashiri, Shikotan et Etorofu.

2010, lors de la visite du président russe Dmitri Medvedev dans l'une des îles des Kouriles, ou encore en 2011, à l'occasion de la visite d'une délégation russe aux Kouriles, qui soulève les protestations du Japon (Li Jin-Mieung, 2011).

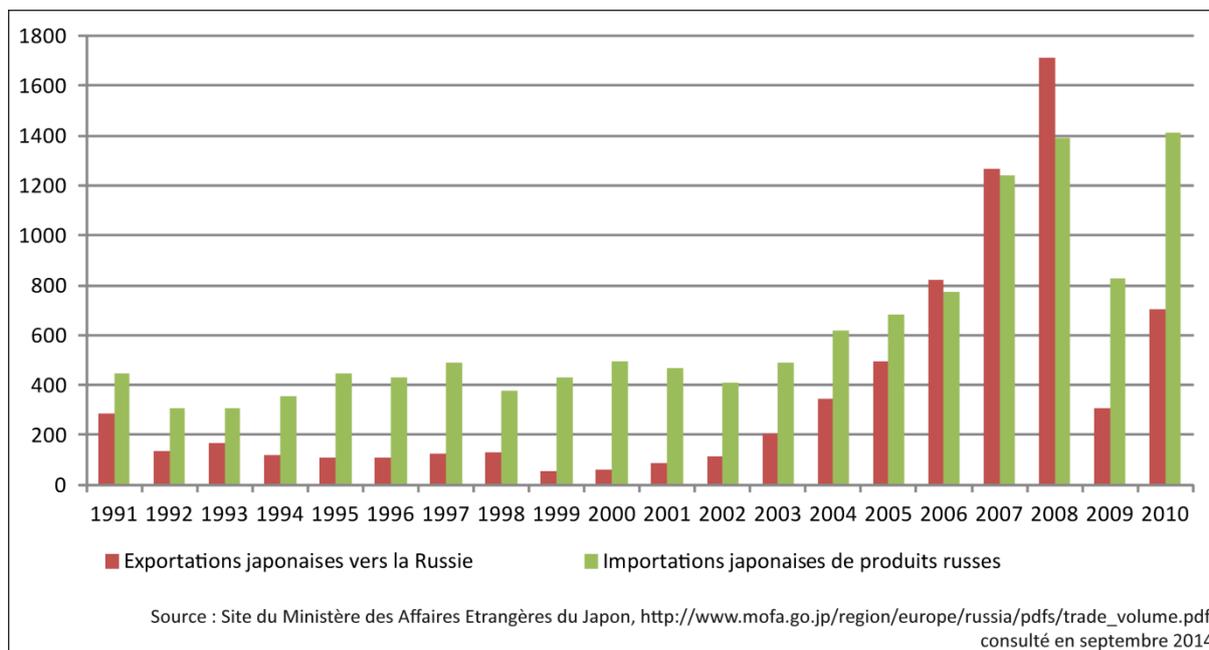
Du point de vue des échanges commerciaux, on observe comme dans le cas des échanges sino-russes un déséquilibre dans la structure des exportations (voir graphe 22). Plus de 75 % des exportations russes en direction du Japon correspondent à des exportations de produits énergétiques, alors qu'automobiles, machines et équipements électroniques représentent plus de 75 % des exportations japonaises vers la Russie.

Graphe 22 : Exportations russes vers le Japon et exportations japonaises vers la Russie en 2010



Les échanges commerciaux entre les deux pays ont considérablement augmenté dans les années 2000 (voir graphe 23). S'ils ont connu un net fléchissement en 2009, ils ont continué à croître au cours des années suivantes et ont atteint 33,5 milliards de dollars en 2012¹²³.

Graphe 23 : Evolution des échanges commerciaux entre la Russie et le Japon entre 1991 et 2010 (en milliards de yen japonais constants)



En 2012, le Japon était le 9e partenaire commercial de la Russie, tandis que la Russie, elle, était le 14e partenaire commercial du Japon. Celui-ci est l'un des dix principaux émetteurs d'investissements étrangers vers la Russie.

La structure des exportations de la Russie vers ses deux grands voisins asiatiques met en évidence le rôle clé de l'énergie dans les relations commerciales qu'elle entretient avec eux. L'épisode de l'oléoduc VSTO témoigne des relations complexes entre Russie, Chine et Japon. Hésitant entre deux variantes du projet de pipeline, l'une à destination de la Chine, l'autre à destination du Japon, la Russie accorda la priorité à l'un puis à l'autre. Initialement, en 2001, le projet concernait la Chine. Au cours de la période d'étude, le Japon et la Chine ont fait des offres à la Russie. Le Japon a ensuite été favorisé, la décision étant prise de construire

¹²³ Ambassade de la Fédération de Russie au Japon, <http://www.russia-emb.jp/english/embassy/economic.html>, consulté en septembre 2014.

un pipeline jusqu'à un terminal pétrolier sur la façade pacifique, jusqu'à ce que la Russie décide de « couper la poire en deux » et de construire à la fois un oléoduc jusqu'au Pacifique pour exporter vers le Japon et une bretelle jusqu'en Chine (Hou, 2008). Par cette décision, la Russie a évité de se lier à un partenaire oriental unique et a attesté sa volonté de diversifier ses exportations en Asie. Cet épisode s'inscrit dans la création de « rapports triangulaires » Russie-Chine-Japon pour éviter les relations bilatérales (Lo, Kastouéva-Jean, 2007).

2.4. Les évolutions récentes liées à la crise ukrainienne

Malgré la croissance des échanges commerciaux entre la Russie et les pays asiatiques, les initiatives prises et les discours tenus, la stratégie russe était considérée comme essentiellement tournée vers l'Occident jusqu'à présent (Facon, 2010). Cependant, la crise ukrainienne de 2014 a changé la donne en modifiant d'une part les relations entre la Russie et les pays européens et d'autre part entre la Russie et les pays asiatiques. Cependant, il faut distinguer les évolutions des relations entre la Russie et la Chine et entre la Russie et le Japon. En effet, si les tensions avec l'Occident ont poussé la Russie à se tourner davantage vers l'est, elles ont surtout eu pour conséquence un resserrement des liens avec la Chine. Les deux pays asiatiques n'ont pas adopté le même comportement à l'égard de la Russie. Si un rapprochement entre Russie et Japon était recherché au cours des dernières années, il a été interrompu par la crise ukrainienne, dans la mesure où le Japon a rejoint la position des États-Unis et de l'Union européenne. Il a lui aussi boycotté le Sommet du G8 prévu à Sotchi et a adopté des sanctions contre la Russie en établissant une liste de personnes interdites d'entrée sur le territoire japonais, dont les actifs ont été gelés, ainsi qu'en interdisant l'exportation d'équipements militaires et l'émission de titres de cinq banques russes au Japon¹²⁴. Ces mesures ont eu pour conséquence l'annulation de discussions qui devaient avoir lieu entre les vice-ministres des Affaires Étrangères russe et japonais en août au sujet des Kouriles¹²⁵. La visite que le président russe Vladimir Poutine devait faire au Japon en automne 2014 a également été annulée par le Premier ministre japonais Shinzo Abe sous la pression des États-

¹²⁴ Bourdillon Yves, « Tokyo renforce ses sanctions contre la Russie », *Les Echos*, 24 septembre 2014, <http://www.lesechos.fr/monde/europe/0203803805068-tokyo-renforce-ses-sanctions-contre-la-russie-1046283.php>, consulté le 5 octobre 2014.

¹²⁵ « Les relations Russie-Japon se refroidissent », *Le Figaro*, 5 août 2014, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/08/05/97001-20140805FILWWW00141-les-relations-russie-japon-se-refroidissent.php>, consulté le 5 octobre 2014.

Unis¹²⁶. Si le Japon a pris position contre la Russie dans le contexte de la crise ukrainienne, les sanctions adoptées sont considérées comme bien moins lourdes que celles prises par les États-Unis et les pays de l'Union européenne¹²⁷.

En revanche, la Chine n'a pas pris de sanctions contre la Russie et s'est déclarée contre les sanctions adoptées par le Japon¹²⁸. La Russie et la Chine ont signé en mai 2014 un contrat de livraison de gaz naturel à la Chine par gazoduc à partir des gisements de la Russie orientale. Les deux pays ont également conclu le 13 octobre 2014, lors de la visite du Premier ministre chinois Li Keqiang à Moscou, plus de 30 accords dans les domaines de l'énergie, des finances et du commerce, dont un accord sur la livraison de 38 milliards de m³ de gaz par le gazoduc « Puissance de Sibérie » pour une période de 30 ans¹²⁹. A l'occasion du Sommet de l'APEC qui s'est ouvert le 9 novembre 2014 à Pékin, la Chine et la Russie ont de nouveau conclu des accords, notamment dans les secteurs gazier et pétrolier¹³⁰.

Le récent mouvement vers l'Est de la Russie s'explique en grande partie par le contexte de la crise ukrainienne. Les relations de la Russie avec l'Asie apparaissent conditionnées une fois encore par celles que le pays entretient avec l'Occident, comme l'observe Paradorng Rangsimaporn (2006) :

« L'idée que la Russie est un pays avec des frontières et des intérêts à la fois en Europe et en Asie a [...] été un argument utile pour les changements de politique étrangère quand la Russie s'est trouvée isolée ou marginalisée en Europe et en Occident. Après les pertes de la guerre de Crimée, la Russie a cherché son salut en Asie en termes de prestige et d'influence. De façon

¹²⁶ « Nezavisimaja Japonija otzvala priglašenje Putina, ustupiv nastojčivym pros'bam SŠA » (« Le Japon indépendant a refusé l'invitation de Poutine, cédant aux demandes insistantes des États-Unis), *Pravda*, 23 septembre 2014, www.pravda.ru/news/world/asia/23-09-2014/1227673-japan-0/, consulté le 5 octobre 2014 ; « Abe drops plan for Japan visit by Putin, eyes summit during APEC meet », *The Japan Times*, 23 septembre 2014, <http://www.japantimes.co.jp/news/2014/09/23/national/politics-diplomacy/abe-drops-plan-for-japan-visit-by-putin-eyes-summit-during-apec-meet/#.VCQ7IRZFv7U>, consulté le 5 octobre 2014.

¹²⁷ Golovnin Vasilij, Strokan' Sergej, Dudina Galina, « Japonija gotovit sankcii bez ostrogo. So storony Tokio Rossiju ždut delikatnye ograničitel'nye mery » (« Le Japon prépare des sanctions sans tranchant. De la part de Tokyo, la Russie attend des mesures restrictives subtiles »), *Kommersant*'', n°172, 24 septembre 2014, <http://www.kommersant.ru/doc/2573531>, consulté le 5 octobre 2014.

¹²⁸ Demidjuk Natal'ja, « Kitaj rešitel'no osudil japonskie sankcii protiv Rossii : "Oni liš' obostrjat situaciju" » (« La Chine a résolument condamné les sanctions japonaises contre la Russie : "Elles ne feront qu'aggraver la situation" »), *Moskovkij Komsomolec*, 18 septembre 2014, <http://www.mk.ru/politics/2014/09/18/kitaj-reshitelno-osudil-yaponskie-sankcii-protiv-rossii-oni-lish-obostryat-situaciju.html>, consulté le 6 octobre 2014.

¹²⁹ Kuznecov Andrej, « Rossija i Kitaj podpisali soglašenija o "Sile Sibiri" i valjutnyh svopah » (« La Russie et la Chine ont signé un accord au sujet de "Force de Sibérie" et des crédits croisés »), *RosBiznesKonsalting*, 13 octobre 2014, <http://top.rbc.ru/economics/13/10/2014/543bc2b8cbb20fe185d5f92e>, consulté le 10 novembre 2014.

¹³⁰ « "Rosneft" planiruet postavljat' v Kitaj dopolnitel'no 5 mln tonn nefti » (« Rosneft prévoit de livrer à la Chine 5 millions de tonnes de pétrole supplémentaires »), *Ria Novosti*, 10 novembre 2014, http://ria.ru/east_economy/20141110/1032484412.html, consulté le 23 novembre 2014.

similaire, le mouvement vers l'est de Lénine a été conditionné par les échecs des révolutions communistes en Europe. Un sentiment similaire a été évident au début des années 1990 au sein d'une certaine élite russe qui, se sentant traitée avec dédain par l'ouest, s'est faite l'avocat d'une politique plus active en Asie. Ainsi, les relations de la Russie avec l'Est ont été largement dépendantes de ses relations avec l'Ouest, "conditionnées par un détournement de l'Europe plus que par des attractions positives vers l'Asie en elles-mêmes".¹³¹ »

3. Des objectifs propres à la Russie orientale

3.1. Développement des régions orientales et intégration à plusieurs échelles

Les territoires de l'Est de la Russie occupent une place particulière dans les projets de développement de la Fédération. Le développement de la Russie orientale peut être considéré sous plusieurs angles, à différentes échelles. Sibérie et Extrême-Orient sont ainsi des régions confrontées à des problèmes démographiques, économiques et sociaux qui peuvent être appréhendés en eux-mêmes. C'est également l'intégration de ces régions au sein du territoire fédéral qui est en question. Enfin, la thématique de leur développement renvoie également à leur intégration dans l'aire de l'Asie-Pacifique, à l'échelle internationale, et possède une forte dimension géopolitique. Le développement de la Russie orientale renvoie à ces trois échelles d'analyse et toutes trois sont liées. Mettre en valeur les régions de l'Est russe permettrait à la Russie de se poser comme puissance asiatique :

« L'appartenance de la Russie à l'Asie et le rôle particulier que l'Extrême-Orient pourrait potentiellement jouer dans cette mission asiatique furent au cœur des réflexions des élites russes au XIXe siècle, et ce, jusqu'à la révolution » (Dubé, 2013).

A l'inverse, le renforcement des liens avec l'Asie permettrait de développer la Russie orientale. Ainsi, pour Mikheev (2001), la Russie doit participer de façon active et approfondie aux processus d'intégration asiatique afin de développer l'économie de la Sibérie et de l'Extrême-Orient. L'accent est mis sur les bénéfices de l'intégration à la région Asie-Pacifique, l'idée étant que cette intégration permettra de résoudre les problèmes de développement de la Russie orientale (Kuhrt, 2012). Cependant, les régions orientales, et en

¹³¹ Traduction de l'auteur.

particulier les régions frontalières avec la Chine, deviennent de plus en plus dépendantes de l'Asie d'un point de vue économique, ce qui n'est pas sans poser question, comme le souligne Natasha Kuhrt (2012) :

« Durant la période soviétique, la région était intrinsèquement liée à l'Europe d'un point de vue économique (jusqu'à 80 %), tandis qu'aujourd'hui la dépendance économique de l'Extrême-Orient russe à l'égard de l'Asie reflète une proportion similaire (Amirov & Mikheev 2009, p. 62). La préoccupation actuelle est que l'économie de l'Extrême-Orient russe devient de plus en plus « coupée » de la partie « européenne » de la Russie [...]. Comme le suggèrent Konstantin Amirov et Vasilii Mikheev, l'intégration économique avec l'Asie-pacifique pourrait, en fait, renforcer la position des autres gouvernements (principalement la Chine) sur le territoire russe, tout en affaiblissant les liens entre les régions et le centre¹³² ».

L'objectif à atteindre est donc double : il s'agit à la fois d'intégrer l'Extrême-Orient russe dans l'aire de l'Asie-Pacifique tout en liant de façon plus étroite la région à la Russie occidentale. Reprenant l'expression de Dmitrii Trenin, Natasha Kuhrt (2012) parle de « double intégration » : intégration au territoire russe et intégration à la région de l'Asie-Pacifique. Pour l'heure, elle s'interroge sur le statut de la Russie orientale : correspond-elle à une région en voie de double intégration ou en situation de double périphérie ?

3.2. Développer les régions orientales : un volontarisme affiché

La problématique de l'intégration de ces régions dans le territoire russe n'a cessé de se poser pendant les périodes tsariste et soviétique. Les réponses apportées ont évolué au cours du temps : création de villes fortifiées, réseau de routes, de voies ferrées, de pipelines. Il s'agissait également d'assurer le peuplement de ces territoires, à la fois par des mesures coercitives et incitatives. Entre la fin du XIXe siècle et les années 1940, la population a doublé et elle a continué à croître rapidement : elle a presque doublé entre 1940 et 1989 (Radvanyi, 2013). Le développement des régions orientales se poursuit avec la constitution de centres industriels et universitaires et avec l'exploitation des différents gisements. Cependant,

« dès les années 1980, de multiples signes de faiblesse se manifestent, au point que l'on parle d'une véritable rupture dans l'expansion asiatique du pays. Alors que tous les regards se portent

¹³² Traduction de l'auteur.

vers la nouvelle zone de développement que sont devenus le Pacifique nord et l'Asie du Sud-Est, le retard russe dans cette région devient criant » (Radvanyi, 2013).

De plus, les infrastructures portuaires russes sur la façade Pacifique restent modestes, en particulier en comparaison de celles des pays voisins.

Les programmes se donnent pour but de remédier à la marginalisation des territoires de l'Est. Une prise de conscience de leur dimension stratégique s'est produite et la politique adoptée est une politique de maîtrise de l'espace. Cette politique est confortée par le volontarisme de Vladimir Poutine. Dès son arrivée au pouvoir, celui-ci a mis l'accent sur le développement économique des régions orientales. Il a obtenu que le sommet de l'APEC de 2012 ait lieu à Vladivostok (Radvanyi, 2013). Le développement des régions orientales a ainsi acquis une nouvelle visibilité dans l'agenda politique. Les visites du gouvernement russe dans les régions orientales se sont multipliées. Dès les années 2000 et 2001, le président Vladimir Poutine s'est rendu en Chine, au Japon, en Inde, en Corée du Sud, en Mongolie et au Vietnam et a apporté son soutien au premier Forum économique du Baïkal organisé en septembre 2000 à Irkoutsk et consacré au développement économique de la Sibérie et de l'Extrême-Orient (Mikheev, 2001 ; Rangsimaporn, 2006). Nodari Simonia (2006) remarque qu'aucun dirigeant soviétique ou russe n'a effectué plus de visites dans la région de l'Asie-Pacifique que Vladimir Poutine.

L'attention accordée aux régions orientales de la Russie et à leur intégration dans l'aire asiatique se manifeste par des visites officielles, des discours, comme celui prononcé en janvier 2006 par Vladimir Poutine en Iakoutie (Simonia, 2006) et par l'organisation d'exercices militaires en Russie orientale. Ainsi, du 19 au 25 septembre 2014 a eu lieu « Vostok 2014 », une série de manœuvres militaires déployées dans les régions de l'Est russe et impliquant 100 000 militaires, 1 500 tanks, 120 avions et 70 navires¹³³. Une opération similaire, « Vostok 2010 », avait été organisée du 29 juin au 8 juillet 2010. Ces opérations ont une portée qui dépasse l'échelle régionale, mais elles attirent toutefois l'attention sur le contrôle des régions orientales russes.

¹³³ Gavrilov Jurij, « Vertoletčiki VVS RF mirovoj rekord » (« Les pilotes d'hélicoptères de l'armée de l'air de la Fédération de Russie ont réalisé un record mondial »), *Rossijskaja Gazeta*, 21 septembre 2014, <http://www.rg.ru/2014/09/21/vertolet-site.html>, consulté le 3 octobre 2014.

3.3. La multiplication des programmes par le passé et à l'heure actuelle

Si plusieurs programmes de mise en valeur de la Russie orientale ont été élaborés dans les années 2000, il ne s'agit en rien d'une nouveauté. Il a existé par le passé bien des plans de développement de ces territoires. A l'époque soviétique, les régions de l'Est russe retenaient l'attention des décideurs. Ainsi, dans les années 1970 et 1980, la Sibérie et l'Extrême-Orient occupaient la première place dans les programmes soviétiques de développement régional (Hill, Gaddy, 2003) et étaient les régions qui recevaient le plus d'investissements (Dellenbrant, 1986). Mikhaïl Gorbatchev a quant à lui annoncé en 1987 un plan pour le développement sur le long terme de l'Extrême-Orient soviétique couvrant la période de 1987 à 2000. Par la suite, les gouvernements ont annoncé d'autres programmes ambitieux de développement : en 1996, Boris Eltsine a présenté un nouveau programme du développement économique et social de l'Extrême-Orient. Ces programmes n'ont cependant donné lieu qu'à peu de réalisations (Kuhrt, 2012).

Dans les années 2000, de nombreux programmes sont consacrés à la Russie orientale et expriment des objectifs de mise en valeur économique et énergétique, comme on l'a vu précédemment (voir chapitre 2). Ils adoptent aussi bien une approche régionale, en retenant différentes échelles, qu'une approche sectorielle, comme dans le cas du « Programme gazier oriental » de 2007. L'intérêt porté à la Russie orientale se traduit également par la création, en 2012, d'un ministère du Développement de l'Extrême-Orient. Les projets de gazéification se superposent aux programmes régionaux. Ces programmes associent les différentes dimensions du développement. Ainsi, la « Stratégie de développement socio-économique de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal jusqu'en 2025 » mentionne la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie comme ses objectifs et « se présente comme une "entreprise géopolitique de fixation de la population" » (Gras, Shvedov, 2010). Cette stratégie, selon Natasha Kuhrt (2012), serait plus réaliste que les précédentes dans les scénarios aussi bien négatifs et positifs qu'elle examine et l'une des principales différences de ce document avec les versions précédentes est qu'il présente la coopération transfrontalière avec la Chine comme un aspect de la plus haute importance pour le succès de la stratégie. Les programmes énergétiques les plus récents, quant à eux, mettent davantage l'accent que les précédents sur l'importance de la diversification des débouchés pour assurer la sécurité énergétique. Des objectifs spécifiques sont fixés en termes énergétiques et l'énergie apparaît ainsi comme un secteur clé pour l'intégration régionale.

Les programmes de développement régional de l'Est se succèdent depuis des décennies avec des résultats très modestes et restent peu précis. Depuis le premier « plan de développement économique et social » lancé en 1996, ces documents se multiplient, se superposent, se déclinent en sous-programmes. Il s'agit de programmes « fourre-tout, calqués sur les modèles soviétiques, qui énumèrent les objectifs sans préciser les ressources ou les acteurs concrets qui permettraient de les réaliser » (Radvanyi, 2013). Cédric Gras et Vyacheslav Shvedov (2010) dénombrent vingt-neuf programmes fédéraux mis en œuvre pour la seule région d'Extrême-Orient. Les résultats de ces plans sont donc difficiles à anticiper et leur réalisation se heurte à des difficultés, parmi lesquelles les faiblesses de l'investissement russe et des ressources démographiques du pays (Marchand, in Ciattoni, 2007). Il semble indispensable de faire appel à l'investissement étranger.

4. Le débat sur la mise en valeur des régions orientales

La mise en valeur de la Russie orientale s'inscrit dans un débat qui a commencé pendant la période soviétique. Les régions délimitées administrativement ont davantage servi de cadres de conception des programmes et de cadre de réalisation pour les actions décidées par le centre que de lieux de décision. Pendant la période soviétique, il existait, comme à l'heure actuelle, deux divisions territoriales, l'une administrative, l'autre économique. Les régions administratives et leurs organismes de planification agissaient essentiellement comme les « agents » des organismes de planification centraux, tandis que les régions économiques constituaient avant tout un cadre pour la prise de décision centralisée. Au sein de l'Union soviétique et de son système de gestion centralisée, le développement régional était déterminé par les choix et les priorités des politiques nationales (Dienes, 1987). C'est d'autant plus marqué dans le cas de la Russie orientale. Son développement a été effectué avant tout sous l'impulsion de facteurs et de forces extérieurs à la région, comme le souligne Leslie Dienes (1987). Ce sont les besoins économiques et militaires de la « métropole » qui ont déterminé le rythme, les étapes et la stratégie de développement de ces territoires, faisant se succéder plusieurs « vagues d'exploitation des ressources ». Jean Radvanyi (2013) revient également sur ce point :

« Le développement de la Sibérie a pratiquement toujours été conçu, dirigé, depuis la capitale – Saint-Petersbourg puis Moscou – et au bénéfice du budget national. Encore aujourd'hui, la part exacte de la région dans le produit national brut est pratiquement impossible à calculer : le

système de comptabilité, basé sur l'emplacement des sièges sociaux, attribue une partie des bénéfices des entreprises sibériennes à Moscou, alors que les mesures récentes de centralisation privent les régions de la majorité des retombées fiscales auxquelles elles pourraient prétendre. »

Le débat sur la mise en valeur de la Sibérie et de l'Extrême-Orient pose la question des modalités, objectifs et bénéficiaires de leur développement. A l'époque tsariste, la Sibérie était considérée comme une colonie fournissant au centre des matières premières (Deshaies, in Wackermann, 2007). Ce modèle colonial, favorisant les intérêts de la métropole au détriment de ceux de la région, a suscité des critiques dès le XIXe siècle (Radvanyi, 2013). Durant la période soviétique, les ressources de la Sibérie ont fait l'objet d'une exploitation planifiée dans le cadre de l'économie socialiste. Les critiques sont réapparues avec plus de virulence sous Gorbatchev, la mise en valeur de la Russie orientale étant dénoncée comme un pillage des ressources. La politique actuelle suscite la même méfiance.

C'est non seulement à propos du caractère centralisé de la mise en valeur des régions orientales que le débat est soulevé, mais aussi à propos de la pertinence de leur mode de développement. La question est posée à la fois par des chercheurs en URSS et à l'extérieur des frontières de l'Union soviétique. Dans les années 1970-1980 deux points de vue s'opposent au sujet de la manière de développer la Russie orientale (Dellenbrant, 1986). L'un promeut un développement circonscrit, fondé sur l'exploitation de l'énergie et des matières premières ; l'autre défend un développement plus exhaustif, reposant sur la stimulation économique de toute la Sibérie notamment par l'installation d'industries. Cette seconde vision correspond au point de vue des membres de l'Académie des Sciences de Novossibirsk. La presse et les journaux scientifiques relaient cette discussion. C'est la rationalité du développement de la Sibérie qui est également mise en cause. Le débat est relancé par Clifford Gaddy et Fiona Hill (2003). Ces deux auteurs préconisent un « rétrécissement de la Russie » : ils n'entendent pas par là un rétrécissement spatial à proprement parler, mais une réorganisation de l'économie. Selon eux, la Russie doit contracter sa géographie économique, concentrer sa population. La Sibérie serait alors surpeuplée par rapport à son économie, elle n'est pas tant sous-développée que mal-développée, l'immensité du territoire russe étant un obstacle bien plus qu'un avantage et le mythe de la Sibérie une entrave à son développement rationnel.

Les régions orientales ont bien du mal à s'adapter à un fonctionnement de marché. Vassili Mikheev (2001) souligne les différences entre partie européenne et partie orientale de l'économie russe :

« La partie orientale, [...] éprouve de grandes difficultés à mettre en place de « pures » relations de marché et des mécanismes de gestion économique. Ainsi, et du point de vue de la logique de fonctionnement des mécanismes de marché, les secteurs du transport et de l'énergie ne peuvent être rentables en Russie orientale. Les tentatives pour en retirer des bénéfices par de « purs » mécanismes de marché ne peuvent mener qu'à l'augmentation des prix, à la baisse de la demande de ce produit et, en fin de compte, à la cessation de production et à l'exode de la population. Le consommateur n'a tout simplement pas assez d'argent pour payer le transport et l'énergie à un prix qui permettrait au producteur de rentrer dans ses frais. Si l'on suit un « pur » raisonnement de marché, le travail du transport et des systèmes énergétiques doit tout simplement cesser. Cela signifierait, pour la Russie, l'abandon de l'exploitation de ses territoires d'Extrême-Orient. »

Pour approvisionner ces territoires en énergie et assurer les services de transport, au secteur privé comme à la population, les subventions gouvernementales et l'investissement étranger sont nécessaires.

Dans ce contexte, les relations avec le centre sont ambiguës, dans la mesure où la Russie orientale est à la fois dépendante de financements extérieurs pour son fonctionnement économique et où elle dispose de ressources, notamment énergétiques dont l'exploitation suscite des débats sur le thème du pillage. La réorientation du commerce des régions d'Extrême-Orient s'est amorcée à partir de la fin des années 1980. L'éloignement par rapport au centre a contribué à renforcer les tendances centrifuges. Les tensions entre le centre fédéral et les régions se sont avivées durant les années 1990, comme dans l'ensemble du pays, dans le contexte de décentralisation qui a suivi la disparition de l'Union soviétique (voir chapitre 2). L'opposition centre/périphérie a été illustrée par les menaces des gouverneurs de faire sécession avec Moscou si le centre faisait trop de concessions à la Chine au cours des négociations pour délimiter la frontière (Kuhrt, 2012). Dans les années 1990-1991, l'Association des soviets d'Extrême-Orient a élaboré une « Conception d'autonomie régionale » visant l'accélération de l'intégration de la région dans la zone Pacifique (Despiney-Zochowska, 2007). D'autres organisations régionales, comme l'Accord sibérien (l'association des représentants des sujets de la région), ont fait leur apparition à cette époque.

Les dirigeants régionaux ont alors cherché à s'affirmer face à Moscou. C'est le cas du gouverneur de l'oblast de Sakhaline, Valentin Fedorov, cité par Shim Kyong-Wook (2003) :

« Ayant obtenu un siège au sein du parlement insulaire en refusant l' » appropriation coloniale » du centre sur les ressources de l'île, il a provoqué le pouvoir moscovite à propos de l'exploration du pétrole et du gaz sur le territoire de l'île et sur la cession des îles Kouriles. En outre, il n'a pas hésité à faire appel à des entreprises étrangères, à travers des joint-ventures, plutôt qu'au gouvernement central, afin d'augmenter les ventes de poisson en provenance de l'île. »

D'autres réactions traduisant le mécontentement des élites de Russie orientale sont observées. Ainsi, Aleksandr Hloponin, alors gouverneur de l'okroug autonome de Taïmyr¹³⁴, a rédigé un article « La Russie gardera-t-elle la Sibérie et l'Extrême-Orient ? » en 2001, mettant en évidence le rôle clé des régions de l'Est russe qui, grâce à l'exportation des ressources naturelles, assurent la stabilité économique pour l'ensemble du pays. Il énonce une critique à l'égard du centre, auquel il reproche de ne pas accorder un intérêt suffisant à la Russie orientale. Cependant, la position d'Aleksandr Hloponin a évolué : après avoir été directeur du kraï de Krasnoïarsk, il est devenu en 2010 le représentant plénipotentiaire du président dans le district fédéral du Caucase Nord.

Une régionalisation des relations internationales s'est opérée dans certains cas (Shim Kyong-Wook, 2003). Certains dirigeants régionaux ont par exemple fait preuve d'autonomie en entretenant des relations diplomatiques avec les pays asiatiques voisins. Ainsi, le gouverneur du kraï de Khabarovsk s'est tourné vers le Japon et a défendu l'établissement d'une Banque de développement entre six nations d'Asie du Nord-Est dans le but de financer des projets d'infrastructure, d'énergie et de transport. Dans le même esprit, le gouvernement de l'oblast de Sakhaline a envoyé une lettre aux États voisins pour défendre la possession des îles Kouriles par la Russie. Cependant, l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine a marqué un mouvement de recentralisation et le renforcement de la « verticale du pouvoir » (Radvanyi, 2007). L'État fédéral a affirmé sa volonté de reprise en main par la création des districts fédéraux, dont ceux de Sibérie et d'Extrême-Orient. Cependant, des tensions centre/périphérie se sont manifestées dans les années 2000. Ainsi, des manifestations ont eu lieu en décembre 2008 dans le kraï du Primorié en protestation à l'augmentation des taxes sur l'importation des

¹³⁴ L'okroug autonome de Taïmyr était un sujet fédéral de Russie situé au nord du kraï de Krasnoïarsk avec lequel il a fusionné en 2007.

voitures japonaises, qui représente une source de revenu importante pour une bonne partie de la population de la région (Kuhrt, 2012).

Conclusion

La « Stratégie de développement socio-économique de la région du Baïkal et de l'Extrême-Orient jusqu'en 2025 » met bien en évidence la spécificité des régions orientales russes et les enjeux auxquels elles doivent faire face. Elle souligne ainsi les principaux problèmes qui s'opposent au développement de la région : son isolement économique et le manque d'infrastructures par rapport au reste du pays, la faiblesse du réseau de transport intérieur pour un territoire extrêmement étendu, la dispersion et la faible densité de population, les dépenses élevées qui lui sont nécessaires. A cela s'ajoute le coût du transport entre Russie orientale et les autres régions du pays, les conditions climatiques extrêmes, l'isolement des systèmes énergétiques et l'inefficacité des structures énergétiques. Les objectifs de la stratégie sont de trois ordres : il s'agit, « dans un souci géopolitique, de renforcer l'implantation démographique en Extrême-Orient et dans la région du Baïkal » cela « en formant une économie développée et un environnement confortable », et aussi de « rattraper le niveau moyen de la Russie de développement socio-économique ». Il s'agit aussi d'affirmer le contrôle de la Russie sur ce territoire face aux pays asiatiques voisins et d'intégrer les régions orientales au reste du pays.

La Russie orientale correspond à des régions dont la situation et le statut au sein du territoire de la Fédération sont particuliers. Ces régions apparaissent comme périphériques par rapport au centre fédéral, aux points de vue démographique, économique, énergétique ou politique. Si, dans ce chapitre, on a cherché à mettre en évidence leurs caractéristiques communes et les problématiques qui les rassemblent, il faut toutefois souligner que « la Sibérie n'est pas un monolithe », pour reprendre l'expression de Leslie Dienes (1987), et c'est encore moins le cas pour la Russie orientale. Dans les années 1980, si la Sibérie occidentale était une colonie énergétique d'importance primordiale pour la partie européenne de l'URSS grâce à ses ressources en hydrocarbures et aux possibilités de les transporter de façon massive, la Sibérie orientale souffrait de l'immobilité de ses ressources énergétiques qui devaient donc être utilisées localement (Dienes, 1987). Ce constat est encore d'actualité à l'heure actuelle. Au début des années 2000, Mikheev (2001) dresse le tableau d'une géographie économique à deux vitesses et distingue les régions selon l'aire d'influence à

laquelle elles se rattachent : la Sibérie se différencie de la Russie d'Europe mais est elle aussi orientée principalement vers l'ouest, tandis que l'Extrême-Orient est tourné vers l'Asie-Pacifique. De plus, en Russie orientale, les différentes régions n'ont pas nécessairement des relations très développées entre elles. Elles sont séparées par de longues distances et mal reliées par les réseaux de transport, aussi leurs liens sont-ils souvent moins forts entre elles qu'entre chacune d'elle et Moscou (Gras, Shvedov, 2010).

Chapitre 8. Le bilan du programme de gazéification

Le programme de gazéification a été lancé il y a plus d'une décennie et les premières régions orientales incluses l'ont rejoint officiellement en 2007 (oblast d'Irkoutsk). Même si ce programme est toujours en cours, il est possible d'en dresser un bilan provisoire afin de mesurer les avancées, dans l'élaboration des documents, c'est-à-dire dans la phase de préparation, mais aussi dans sa dimension concrète, dans la phase de réalisation. Ces avancées sont à mettre en regard avec les objectifs qui ont été initialement fixés.

1. Un bilan difficile à établir, à l'échelle fédérale comme régionale

Etablir un bilan n'est pas aisé. En effet, il est difficile d'obtenir des chiffres fiables et permettant de dresser un état des lieux à une date précise. Les principales sources disponibles sont les rapports d'activité annuels, les communiqués et conférences de presse de la compagnie Gazprom.

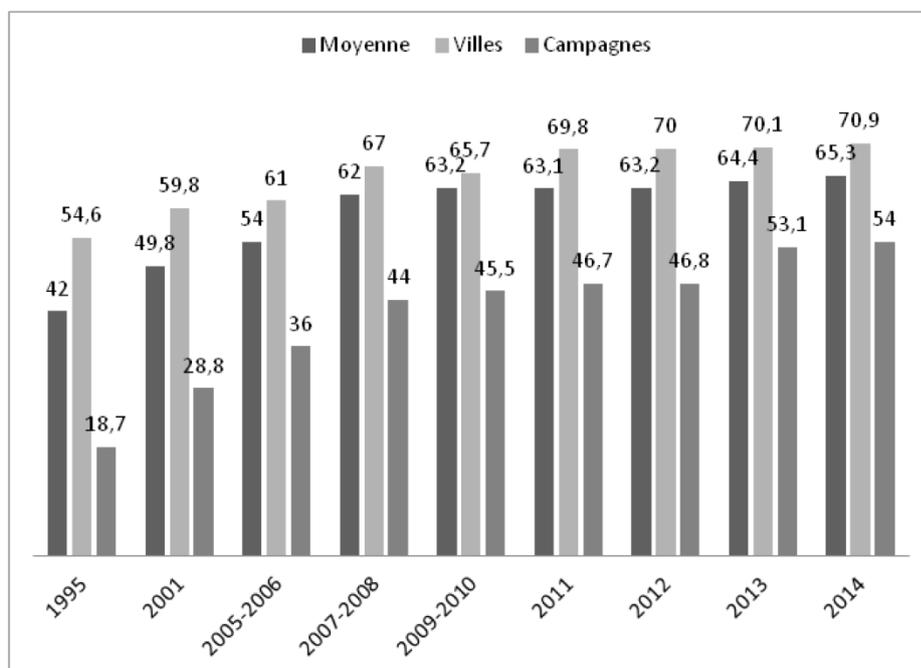
1.1. La gazéification à l'échelle de la Fédération de Russie et son évolution

Dans les rapports et dans les informations communiquées au public, Gazprom fournit une série de chiffres : sont ainsi donnés les kilomètres de gazoducs posés, le nombre de points de peuplement raccordés et le niveau de gazéification, c'est-à-dire le pourcentage de la population qui est raccordée au réseau de gaz naturel. Ainsi, dans son rapport annuel de 2013, Gazprom indique que le niveau de gazéification est de 65,3 % pour l'ensemble de la Russie (70,9 % en ville et 54 % dans les campagnes). Entre 2005 et 2013, la compagnie déclare avoir construit 170 gazoducs entre points de peuplement, représentant une longueur de 2 500 km et concernant en tout 321 communes dans 41 régions russes. Ce seraient 72 000 foyers qui auraient été connectés au réseau d'approvisionnement en gaz.

Depuis 2005, chaque année, la compagnie donne le niveau de gazéification moyen du pays, en distinguant le cas des villes de celui des campagnes, et certains auteurs remontent jusqu'aux années 1990 (voir graphe 24). Il existe un écart important entre milieu urbain et milieu rural, ce dernier étant beaucoup moins gazéifié. Cela n'a rien de surprenant, étant donné les caractéristiques du gaz naturel, de son transport et de sa distribution (voir *supra*). Pour que celle-ci soit rentable, il faut en effet que le marché de consommation soit

relativement dense. Au cours de la période allant de 1995 à 2014, on observe une augmentation du niveau de gazéification pour l'ensemble de la Russie et cette augmentation est particulièrement forte dans le cas des campagnes, pour lesquelles le niveau de gazéification a presque été multiplié par trois. La progression semble particulièrement rapide entre 1995 et 2007. On constate un ralentissement du rythme dans les années 2007 à 2011, où le niveau de gazéification officiel évoqué par les rapports de Gazprom stagne avant de remonter au cours des dernières années. La crise économique a eu un impact visible sur le programme de gazéification (Moiseev, 2014). En effet, la construction des réseaux de distribution du gaz et le raccordement à ces réseaux reposent sur la population et représentent des sommes élevées pour les ménages.

Graph 24 : Niveau de gazéification de la Fédération de Russie entre 1995 et 2014



Sources : Kirill Seleznev, « Postavki gaza na vnutrennij rynek. Rabota ETP. Realizacija Programmy gazifikacija rossijskih regionov », Moscou, 17 juin 2008 ; Kirill Seleznev, « Gas Supply to Domestic Market. Executing Russian Regions Gasification Program in 2010 », Press Conference on Threshold of Gazprom's Annual General Shareholders Meeting, June 27, 2011 ; Gazprom, « Gazprom Annual Report », 2007, 2009, 2010, 2012 ; « Gazprom v voprosah I otvetah », 2010, 2012, 2013, 2014 ; Olga Vinograda, 2012.

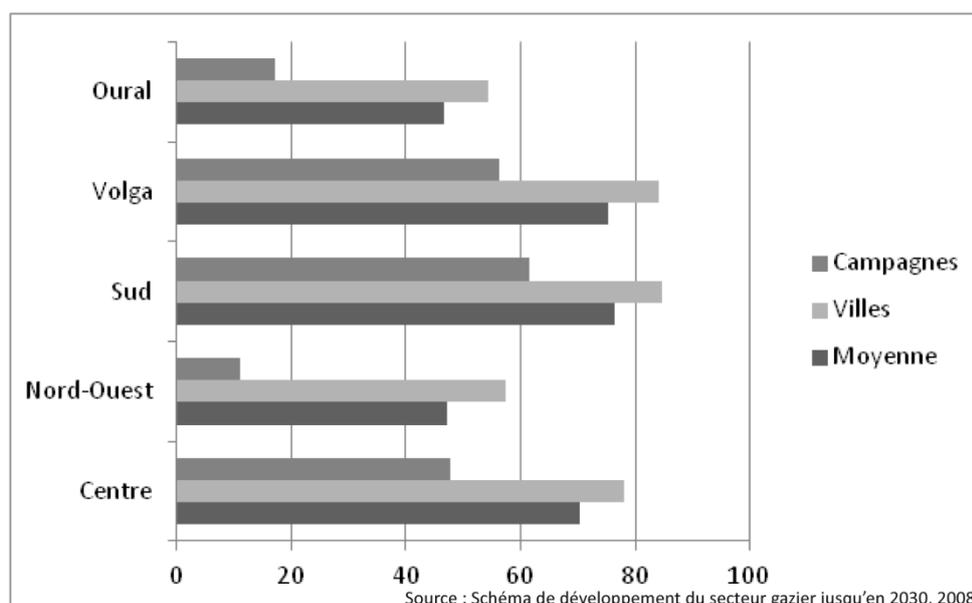
La précision des pourcentages présentés peut sembler étonnante : les pourcentages sont donnés à la virgule près, alors que les incertitudes ne manquent pas. Olga Vinograda (2012) souligne le manque de fiabilité des chiffres disponibles au sujet de la gazéification. Les chiffres officiels, qui attestent d'un niveau de gazéification de 63,2 % en 2012, peuvent donc être remis en question. Ainsi, selon les données collectées par la revue *Neftegazovaja Vertikal'*, le niveau de la Russie serait plutôt de 53,8 % pour cette même année. La différence

est significative. Si les progrès sont mis en exergue dans les discours, on peut s'interroger sur la réalité qu'ils recouvrent, d'autant plus que les objectifs visés sont ambitieux (voir *supra*). Selon Olga Vinograda (2012), le programme de gazéification élaboré pour la période allant jusqu'à 2020 prévoit d'atteindre un niveau de 85 % pour l'ensemble du pays, ce qui représente une augmentation du niveau de gazéification de 22 % en 8 ans, soit 3 % par an, ce qui serait le double du rythme moyen de croissance sur les six années précédentes et ce qui nécessiterait donc des efforts considérables. Dans les discours prononcés au sommet de l'État, par Dmitri Medvedev et par Vladimir Poutine, la gazéification de la Russie et l'accès au gaz naturel des consommateurs russes sont présentés comme la priorité, avant les ventes de gaz à l'étranger. Si de grands objectifs sont mis en avant, les discours des membres du gouvernement contiennent peu de chiffres précis et se contentent d'affirmer l'importance de la gazéification et de sa progression dans les régions.

1.2. Les différences régionales

Le niveau de gazéification fédéral moyen recouvre de très grandes différences entre les sujets de la Fédération. Les chiffres sont essentiellement fournis à l'échelle de la Fédération de Russie et il est plus rare de disposer de ces informations à l'échelle régionale. Dans le « Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030 », ils sont donnés par districts fédéraux (voir graphe 25). Ces chiffres sont relativement anciens, ils datent de 2008, mais ils n'en reflètent pas moins l'existence de forts contrastes régionaux toujours présents. Les districts du Nord-Ouest et de l'Oural se distinguent par leur niveau de gazéification moyen inférieur à 50 % (respectivement 47,3 et 46,7 %) ainsi que par la faiblesse du niveau de gazéification des espaces ruraux, inférieur à 20 %, tandis que les districts de la Volga, du Sud et du Centre ont un niveau de gazéification moyen supérieur à 70 %. Cela s'explique par le fait que les districts du Nord-Ouest et de l'Oural sont deux régions avec des territoires septentrionaux faiblement peuplés, donc peu desservis par les réseaux gaziers. Les informations ne sont pas disponibles pour les districts fédéraux orientaux de Sibérie et d'Extrême-Orient car leurs niveaux de gazéification sont trop faibles.

Graph 25 : Niveau de gazéification par districts fédéraux en 2008



Si des inégalités régionales transparaissent à l'échelle des districts fédéraux, elles sont particulièrement visibles entre les sujets de la Fédération. La compagnie ne diffuse pas de classement des sujets russes selon leur niveau de gazéification et il n'existe pas de bilan détaillé de la gazéification dans les documents rendus publics par Gazprom. Pour obtenir une vision exhaustive de la situation, c'est-à-dire un tableau du niveau de gazéification par région, il faut donc avoir recours à des sources hétérogènes. Pour recueillir les informations, on peut s'appuyer, en dehors des rapports de Gazprom, sur des documents publiés par les administrations régionales ainsi que sur des articles de presse, ces derniers reprenant souvent les données de la compagnie. Les données ainsi recueillies ne sont pas uniformes. Les dates ne sont pas les mêmes : les chiffres disponibles les plus récents datent de 2010 à 2015. De plus, il n'est pas toujours précisé ce qui est comptabilisé exactement et la distinction villes/campagnes n'est pas toujours effectuée. Les informations collectées sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 35 : Les niveaux de gazéification recensés par sujet de la Fédération de Russie

District fédéral	Sujet de la Fédération	Niveau de gazéification (%)	Ville (%)	Campagnes (%)
District central	Oblast de Belgorod	99,8 (1 ^{er} rang)		
	Oblast de Briansk	84,7	95	61,8
	Oblast de Vladimir	77,65	90,62	42,8
	Oblast de Voronej	85	98,6	62
	Oblast d'Ivanovsk	74,21	88,15	28,24
	Oblast de Kalouga	83,2 / 67		

	Oblast de Kostroma	56,76	70,58	26,41
	Oblast de Koursk	93-94 /91		76-77
	Oblast de Lipetsk	87		
	Ville de Moscou	?		
	Oblast de Moscou	97,4 / 93 / 94,4 / 90		
	Oblast d'Orel	94,7	95	86,6 / 68
	Oblast de Riazan	89,1		
	Oblast de Smolensk	66,05		38,26
	Oblast de Tambov	91,9 / 75,5	100 / 93,1	78,4 / 48,13
	Oblast de Tver	59,81 / 62	77,14	27,87
	Oblast de Toula	87,7	91,8	73,6
	Oblast de Iaroslavl'	77	94,7	24,3
District du Sud	République d'Adyguée	83,15	96,68	69,08
	Oblast d'Astrakhan	86,8 /84	89,4	72,1
	Oblast de Volgograd	83,7	91,6	63
	République de Kalmoukie	80,5 / 72,5	99,37 / 98,8	65,41 / 54,6
	Kraï de Krasnodar	78,5 (avec GPL 82,5)		
	Oblast de Rostov	83,09 / 85,5 / 88	90,38	65,75
District du Nord-Ouest	Oblast d'Arkhangelsk	9,63		
	Oblast de Vologda	60,8 (87,12 avec GPL)	80	20
	Oblast de Kaliningrad	58,7 / 64,2 / 62 / 58,7		18
	République de Carélie	4,4 / 9		
	République des Komis	53,9 / 53,3	60	33,4
	Oblast de Léningrad	63,5 / 61,18 / 63,8		
	Oblast de Mourmansk	0 (Non gazéifié) (GPL : 40,2)		36,3 (GPL)
	District autonome de Nénétsie	67,1 (système local d'approvisionnement)	98,1	7,8
	Oblast de Novgorod	55,2 / 54,8 / 55,7	72,5	18,2
	Oblast de Pskov	51,5 / 37	57	5
	Saint-Pétersbourg	80		
Oural	Oblast de Kourgan	40,4		
	Oblast de Sverdlovsk	53,4 / 53,13		
	Oblast de Tioumen	35 / 74,5 / 94,5 / 55,8	25,2	39,9
	District autonome des Khantys-Mansis	39	39,2	40,6
	Oblast de	70,2		

	Tcheliabinsk			
	District autonome de Iamalo-Nénétsie	46,2		
Volga	République de Bachkirie	87,3		
	Oblast de Kirov	38,14		
	République des Maris	85,4	92,2	69,47
	République de Mordovie	99 / 95 / 99,6	97,7	76,4 / 91,1
	Oblast de Nijni-Novgorod	76 (GN) 85 (avec GPL)		
	Oblast d'Orenbourg	99 (GN + GPL) / 99,1 (GN)		
	Oblast de Penza	93 / 88,55	93,28	73,38
	Kraï de Perm	66,9 / 61	71	20
	Oblast de Samara	>95 / 99,7		
	Oblast de Saratov	97,3	99,9	85,4
	République du Tatarstan	99,5		
	République d'Oudmourtie	67		
	Oblast d'Oulianovsk	61,3		47,6
	République de Tchouvachie	84	98,8	65,3
	Nord Caucase	République du Daguestan	89,5	99 / 90,5
République d'Ingouchie		80,9 / 77		
République de Kabardino-Balkarie		98		98,8
République de Karatchaïevo-Tcherkessie		74,07 (GN), (88,73 avec GL)		
République d'Ossétie du Nord		96	95	97,2
Kraï de Stavropol		98,8		
République de Tchétchénie		83 / 96,9 / 86	97	77,5
Sibérie	République de l'Altaï	<1		
	Kraï de l'Altaï	9	12,1	3,1
	République de Bouriatie	0 (15,6 avec GPL)		
	Kraï de Transbaïkalie	0 (47,1 / 7 avec GPL)	(37,4 avec GPL)	(67,1 avec GPL)
	Oblast d'Irkoutsk	8,2 / 4	10,1	0
	Oblast de Kemerovo	2,3 / 1,8		
	Oblast de	31,2 / 36 (GPL)	23	57,6

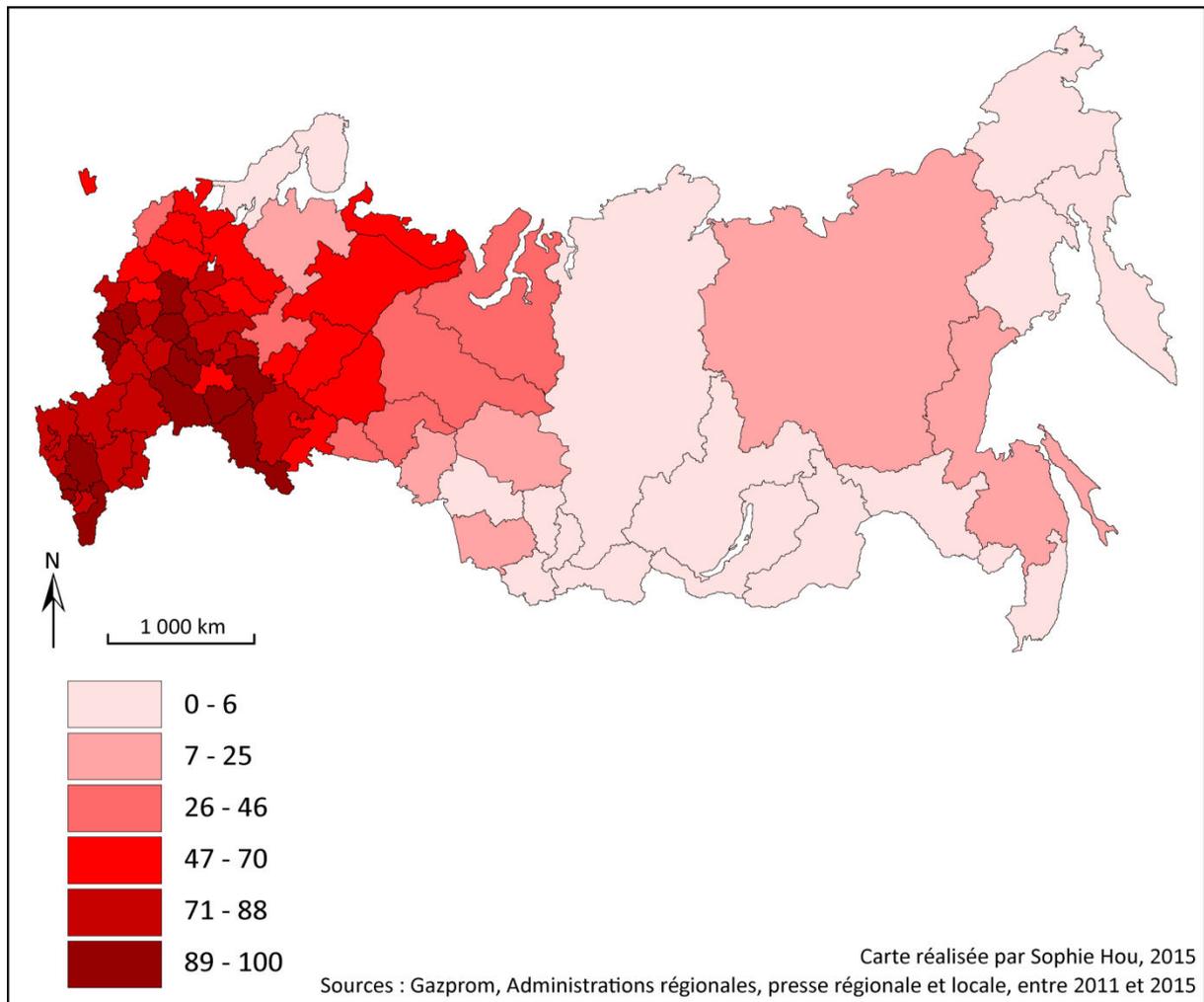
	Krasnoïarsk			
	Oblast de Novossibirsk	6,1		
	Oblast d'Omsk	25 / 26,1	22	27
	Oblast de Tomsk	10		
	République de Touva	0 (71 avec GPL)		
	République de Khakassie	0		
Extrême-Orient	Oblast de l'Amour	0 (33,9 avec GNL)		
	Oblast autonome juif	0 (75,6 avec GL)	(82,5)	(60,9)
	Kraï du Kamtchatka	0,5		
	Oblast de Magadan	0		
	Kraï du Primorié	1		
	République de Sakha	25,5 / 21,1 28,7 (avec GPL)	25,8 (30,6)	11,5 (24,66)
	Oblast de Sakhaline	11,8		
	Kraï de Khabarovsk	17,7 (63 avec GPL)	18,4	1,3
	District autonome de Tchoukotka	0		

Sources : Gazprom, Administrations régionales, presse régionale et locale, entre 2011 et 2015.

Note : Les chiffres présentés dans le tableau émanent de différentes sources. Les dates ne sont pas les mêmes pour tous les sujets de la Fédération mais sont identiques pour chacun d'entre eux.

La carte 17 permet de visualiser le contraste entre régions occidentales et orientales. Lorsque plusieurs chiffres étaient donnés pour une même région, le chiffre le plus bas a été retenu, car il semble plus vraisemblable que les niveaux de gazéification soient surestimés plutôt que sous-estimés. D'autre part, c'est l'approvisionnement en gaz naturel qui a été pris en compte et non l'approvisionnement en gaz naturel et en GPL. La représentation cartographique ne repose pas sur des informations exactes mais elle permet d'avoir une idée des contrastes régionaux et les montre tels qu'ils sont décrits par Gazprom, les administrations régionales et la presse.

Carte 17 : Niveau de gazéification des régions russes (%)



Des différences parfois considérables peuvent être observées entre les chiffres fournis par les diverses sources à des dates proches ou identiques (voir tableau 36).

Tableau 36 : Quelques exemples des différences entre les chiffres concernant la gazéification des régions russes selon les sources

Région	Source	Date	Niveau de gazéification (%)
Oblast de Vladimir	Administration de l'oblast	2014	77,65
	Gazprom	2014	80,7
Oblast de Kalouga	Gazprom	2013	83,2
	Presse régionale	2014	67
Oblast de Lipetsk	Gazprom Mezhregiongaz Lipetsk	2011	87
	Gazprom	2012	85,3
	Gazprom	2013	86
	Kommersant	2013	93
République de Kalmoukie	Gazprom Mezhregiongaz Stavropol	2013	80,5
	Gouvernement de la République	2013	72,5

Source : Données recueillies par l'auteur à partir de sources diverses.

Comment comprendre les écarts entre les chiffres ? On peut proposer plusieurs explications. D'abord, il peut s'agir d'un manque de rigueur en ce qui concerne les dates : les chiffres donnés ne correspondent peut-être pas exactement à la date à laquelle ils sont publiés. Les informations peuvent ne pas être d'une grande fiabilité. Un autre élément d'explication est lié au fait qu'on ne précise pas toujours quel type d'approvisionnement en gaz est pris en compte. En effet, les ménages peuvent utiliser le gaz naturel, mais aussi le gaz de pétrole liquéfié, transporté non par conduites, mais en bonbonnes. Si on tient compte de la consommation de ce gaz de pétrole liquéfié et pas uniquement du gaz naturel acheminé par gazoducs, on obtient dans la plupart des cas un niveau de gazéification significativement plus élevé. Ainsi, le niveau de gazéification du kraï de Khabarovsk serait de 63 % si l'on prenait en considération à la fois le gaz naturel et le gaz liquéfié ; il ne serait que de 17,7 % si l'on ne s'intéressait qu'au gaz naturel¹³⁵. Ce ne sont donc pas nécessairement les mêmes choses que l'on compare.

De plus, il n'est pas systématiquement fait mention des types d'espaces pris en considération. Il est possible que, dans certains cas, ce qui est présenté comme le niveau de gazéification moyen soit en réalité le niveau de gazéification des espaces urbains uniquement, par exemple. Enfin, il n'est jamais fait mention, dans les documents ou articles des modes de

¹³⁵ Le chiffre de 63 % est issu de la presse locale, celui de 17,7 % est donné par Gazprom. Le premier date de 2014 et le second de 2013, il existe donc un écart d'un an entre les deux, mais cet écart peut être considéré ici comme relativement négligeable, il n'explique pas la différence de 45,3 points.

calcul adoptés. Or, ceux-ci peuvent également introduire des distorsions dans les chiffres cités. Lors d'un entretien avec Dmitrij Vejs¹³⁶, directeur du Comité de gazéification de l'oblast de Tomsk, la question des chiffres a été abordée. Selon Dmitrij Vejs, Tomsk et les territoires environnants sont en réalité gazéifiés à 45 %, alors que, dans les documents officiels, ils le sont à 5 % seulement. Les méthodes de calcul utilisées sont celles du ministère du Développement régional. Elles auraient pour effet de sous-estimer le niveau de gazéification en milieu urbain : dans un bâtiment disposant du chauffage centralisé au gaz, si un appartement utilise des plaques électriques, il n'est pas considéré comme gazéifié. Cela expliquerait une situation qui apparaît comme une anomalie à l'échelle nationale : le niveau de gazéification des espaces urbains est de seulement 8,3 %, tandis qu'il est de 12,5 % dans les campagnes. Cependant, cette explication n'est pas pleinement satisfaisante dans la mesure où, dans grande majorité des régions russes, le niveau de gazéification est bien plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural. On peut donc penser qu'il existe plusieurs façons de mesurer le niveau de gazéification. Cette hypothèse a été vérifiée lors d'autres entretiens : la méthode de calcul du ministère du Développement régional de la Fédération de Russie ne fait pas consensus, les filiales de Gazprom ne semblent pas l'adopter¹³⁷.

Par ailleurs, il faudrait opérer une distinction entre le niveau de gazéification théorique et le niveau de gazéification de référence. Ainsi, pour l'oblast de Tomsk, le niveau de gazéification théorique est calculé par rapport aux 1 450 points de peuplement de la région. Cependant, si on retire de la liste les zones vulnérables, les zones éloignées, où ne vivent pas de travailleurs permanents, on obtiendrait un total de 125 points de peuplement (niveau de référence). La tâche du Comité de gazéification de l'oblast de Tomsk est de gazéifier ces 125 points et pas la totalité des communes de l'oblast. Selon les estimations de Dmitrij Vejs, le niveau de gazéification maximal de la région est de 27,7 % des ménages, il n'est pas possible de gazéifier davantage. Actuellement, on a atteint 24 % de ce niveau de référence. Les chiffres de la gazéification n'ont rien de neutre. Le faible niveau de gazéification régional issu des calculs officiels est utilisé comme argument pour demander des financements, tandis que le niveau de gazéification « réel » est celui qui est pris en compte par le Département de l'énergie de l'oblast pour réaliser les projets de gazéification. Les chiffres sont donc

¹³⁶ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de gazéification du Département de l'Énergie de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

¹³⁷ D'après les entretiens réalisés avec différentes filiales régionales de Gazprom.

susceptibles non seulement de varier selon les critères de définition du niveau de gazéification, mais aussi d'être manipulés pour servir divers objectifs.

Ainsi, dresser un tableau de la situation des régions russes du point de vue de la gazéification pose le problème de l'accès et de la fiabilité des informations. Leur diversité pose problème pour certaines régions. Il n'est pas aisé de savoir celui qu'il faut retenir. Parfois, à l'inverse, très peu de chiffres sont disponibles, ce qui rend difficile la confrontation des informations. Cela concerne surtout quelques régions, aussi bien des régions très gazéifiées, comme la ville de Moscou, que des régions où le niveau de gazéification est nul ou quasi nul, comme le district autonome de Tchoukotka.

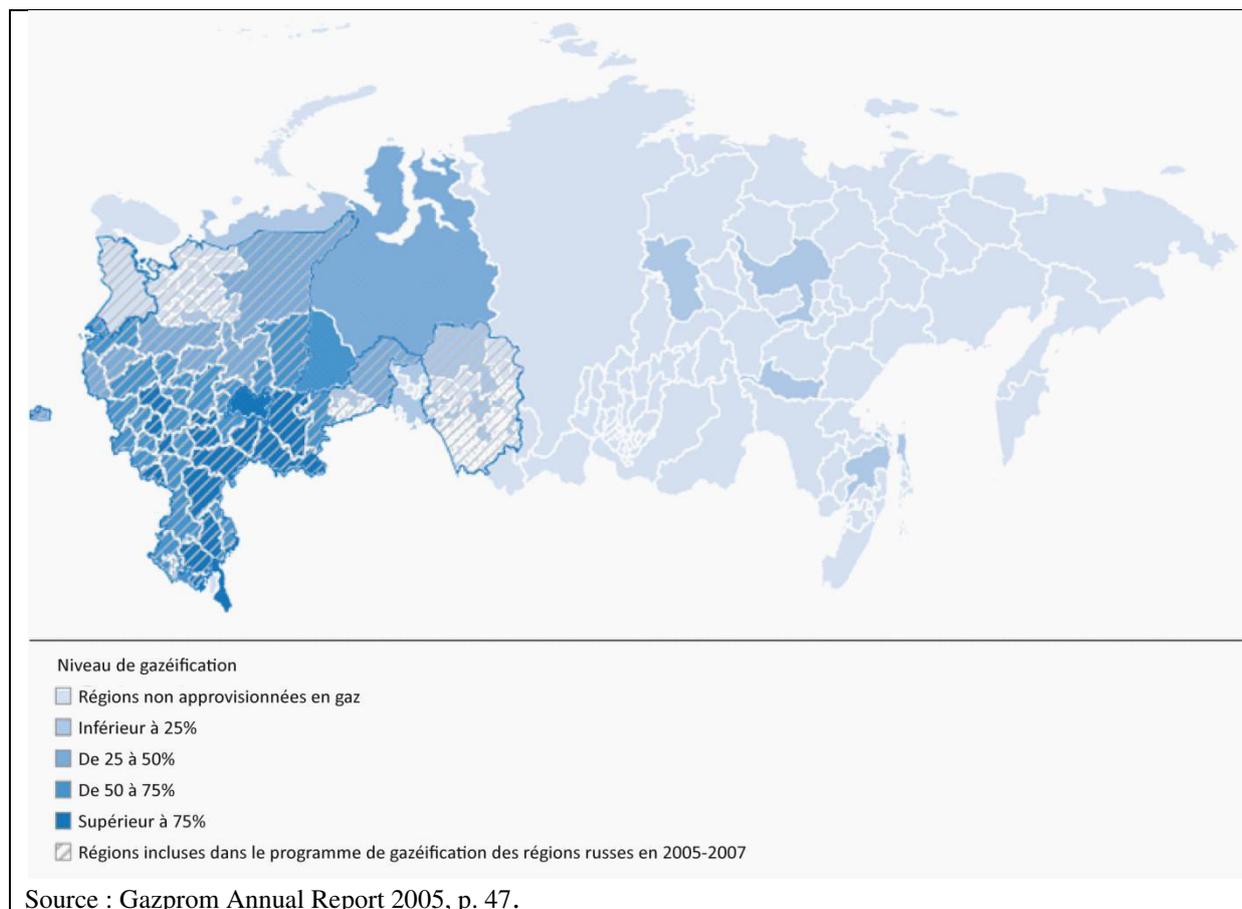
2. La géographie des régions incluses dans le programme de gazéification

Ce n'est pas seulement le niveau de gazéification des régions russes que l'on peut prendre en compte pour effectuer un bilan et évaluer la progression du programme. On peut aussi s'intéresser aux territoires qu'il englobe. Au cours des années 2005 à 2015, le nombre de régions incluses dans le programme de gazéification a varié. Un nombre croissant de sujets a été concerné et le territoire couvert s'est étendu. Cependant, là encore, il n'est pas facile de savoir précisément quelles sont les régions qui, chaque année, participent réellement au programme. Les documents cartographiques disponibles témoignent du flou qui entoure la question.

2.1. Des représentations cartographiques peu nombreuses et peu claires

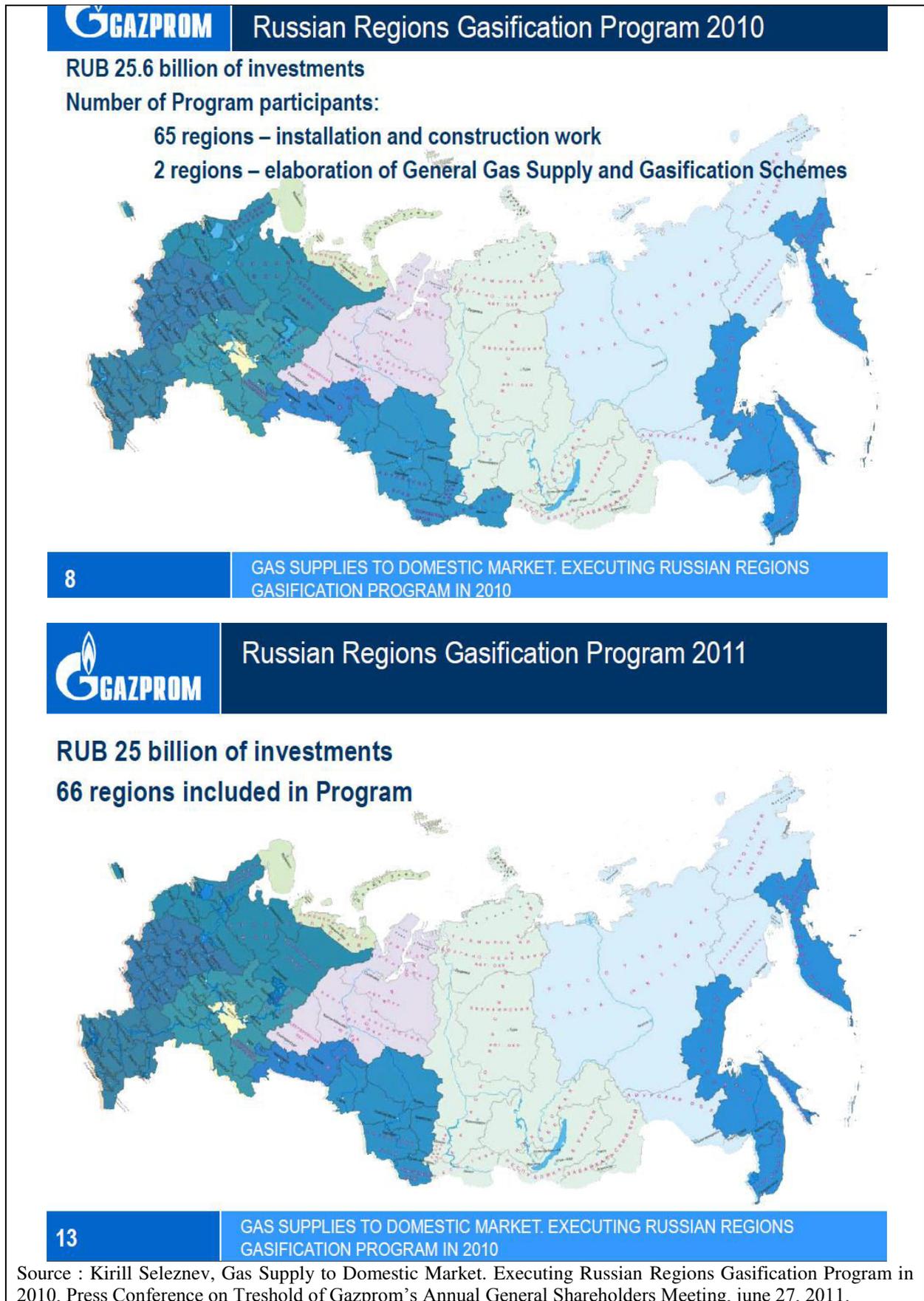
Comme on l'a dit précédemment, les rapports de Gazprom ne contiennent pas de bilan détaillé de la gazéification et il existe relativement peu de cartes à ce sujet. De plus, il est parfois difficile de comprendre quelles sont les régions qui y participent. Le rapport annuel de 2005 comprend une carte qui permet de localiser les territoires où se déroule le programme (voir carte 18), mais par la suite, la compagnie n'a malheureusement plus publié ce type de document pour faire apparaître les régions où la gazéification est en cours.

Carte 18 : Régions incluses dans le Programme de gazéification en 2005-2007 et niveau de gazéification des régions



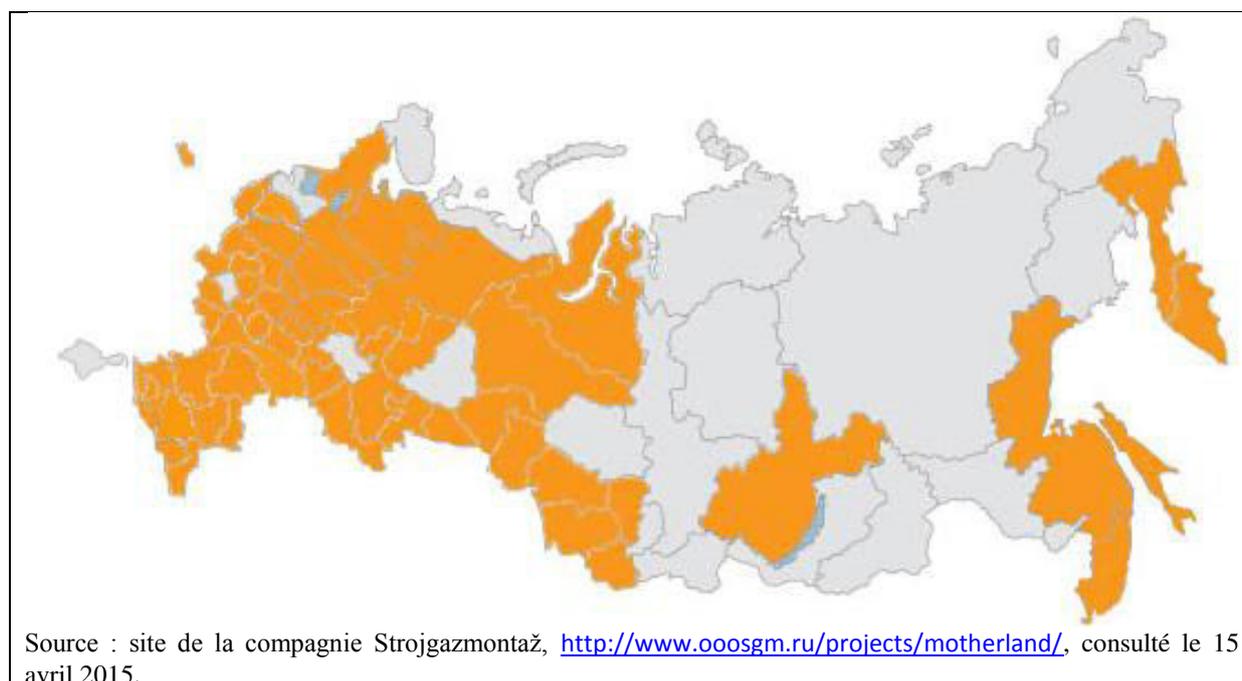
Les rares cartes disponibles diffusées par la suite ne sont pas facilement compréhensibles car elles n'ont pas de légende (voir carte 19). Les régions représentées par un figuré bleu foncé sont probablement celles qui sont concernées par la gazéification. Cependant, on constate que la République de Touva apparaît parmi elles tandis qu'elle n'apparaît plus sur la carte de 2011, ce qui semble en contradiction avec les chiffres qui accompagnent les cartes, faisant état de 65 régions incluses dans le programme de gazéification pour l'année 2010 et de 66 régions pour 2011. De plus, d'autres informations circulent : Olga Vinograda (2012) évoque 68 régions pour cette même année. Par ailleurs, l'oblast d'Irkoutsk apparaît dans les rapports de la compagnie et les communiqués de presse comme une région incluse dans le programme à partir de 2007, or, les cartes ne semblent pas le prendre en compte. L'exemple de ces deux cartes montre qu'il est difficile d'utiliser certains documents car il met en évidence les changements qui peuvent intervenir entre les prévisions et l'application du programme.

Carte 19 : Régions participant au programme de gazéification en 2010 et en 2011



On peut obtenir une vision des régions concernées par le programme de gazéification de façon indirecte, en recourant à d'autres sources que Gazprom. La compagnie est certes l'acteur principal et le responsable du programme, mais d'autres acteurs interviennent au cours de sa mise en œuvre, comme Strojgazmontaž, l'une des principales entreprises russes spécialisée dans la construction d'infrastructures pétrolières et gazières. Elle est ainsi associée au programme de gazéification. Dans le cadre de celui-ci, elle est impliquée dans 66 régions (voir carte 20). La carte permet d'identifier et de localiser les sujets de la Fédération de Russie où les travaux de gazéification sont entrepris. Elle ne permet pas de savoir exactement quelles sont les régions concernées par le programme de gazéification car certaines régions peuvent avoir passé un accord avec Gazprom et être officiellement incluses dans le programme, mais n'en sont encore qu'au stade de l'élaboration. Dans ce cas, la compagnie Strojgazmontaž n'est pas impliquée. Cependant, son aire d'action donne une idée assez précise des régions en cours de gazéification.

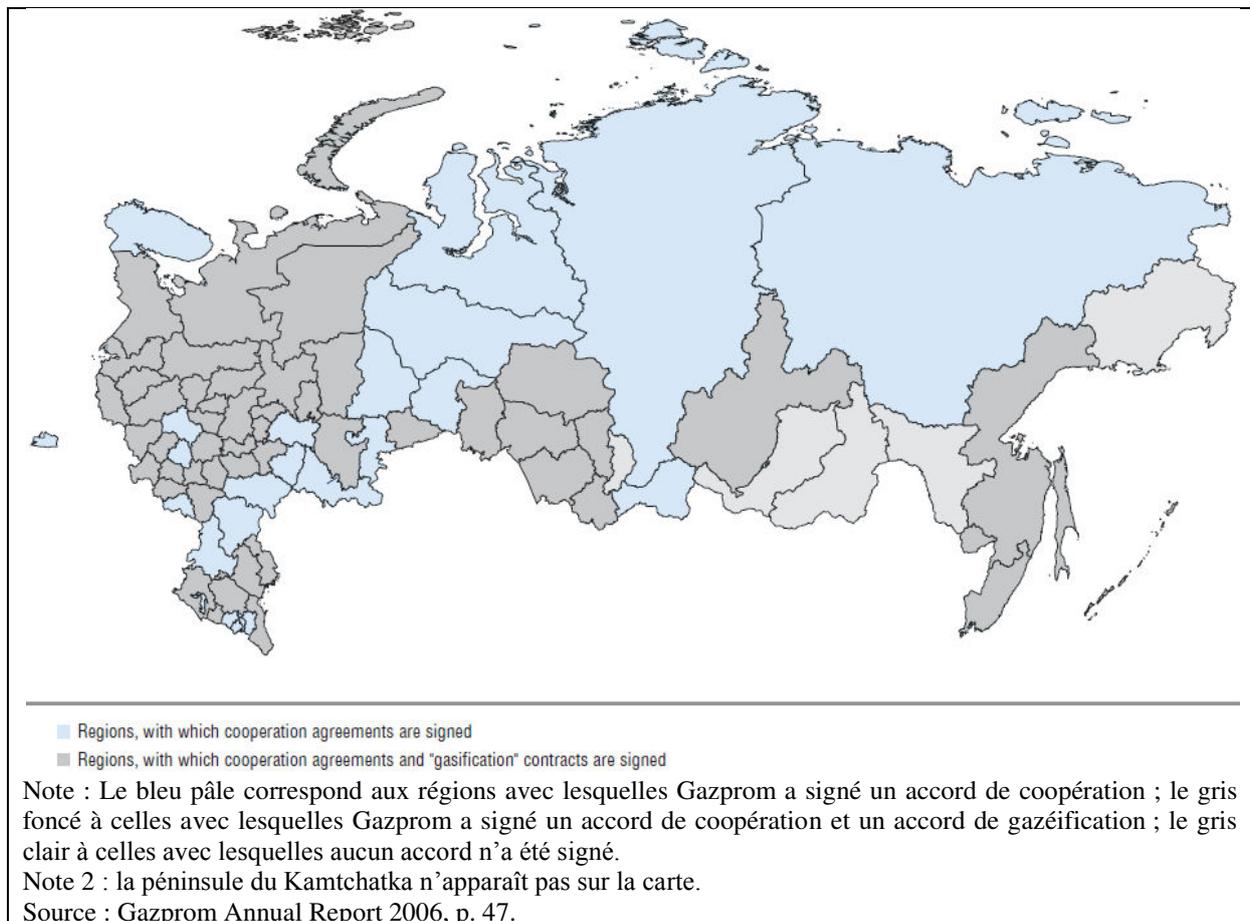
Carte 20 : Régions où intervient la compagnie Strojgazmontaž dans le cadre du programme de gazéification



Il convient donc de préciser ce que l'on entend par la participation des régions au programme de gazéification : il peut s'agir des régions où sont réalisés des travaux de construction de gazoducs et d'autres infrastructures gazières en vue d'approvisionner les consommateurs en gaz naturel, mais aussi de régions avec lesquelles des accords ont été conclus. La carte suivante (carte 21) met en évidence l'inégale progression des négociations

avec les administrations régionales du point de vue de la gazéification. Gazprom signe des accords de différents types avec les sujets de la Fédération. Certains instaurent une coopération entre la compagnie et les autorités régionales. D'autres concernent plus spécifiquement la gazéification. Le document donne un aperçu des régions qui étaient au moins entrées dans la phase d'élaboration du programme en 2006. Malheureusement, la compagnie n'a pas publié de carte de ce type par la suite, ce qui ne permet pas d'évaluer la situation actuelle.

Carte 21 : Base juridique de la participation à la gazéification des régions russes



2.2. Participation et inclusion des régions dans le programme de gazéification

Les rapports de Gazprom font mention des régions qui participent au programme de gazéification. On peut suivre, à travers les publications de la compagnie, l'évolution du nombre de régions concernées entre 2002 et 2013 (voir tableau 37).

Tableau 37 : Nombre de régions concernées par le programme de gazéification entre 2002 et 2013

Date	Nombre de régions :			
	Ayant signé un accord de coopération avec Gazprom	Ayant signé un accord de gazéification avec Gazprom	Dans lesquelles des travaux de gazéification ont été réalisés	Participant au programme de gazéification
2002	67	19	-	-
2003	-	21	-	-
2004	71	-	-	-
2006	-	-	-	53
2007	-	-	-	58
2008	-	-	-	64
2009	81	55	47	69
2010	-	59	-	65 / 67
2011	-	64	49	66
2012	81	66	40	-
2013	-	-	41	-

Sources :

Gazprom, Rapports annuels de 2002, 2003, 2004, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013.

Gazprom, « Postavki gaza na vnutrennij rynek. Rapota elektronnoj trgovoj ploščadki. Realizacija Programmy gazifikacii rossijskih regionov », Conférence du 19 juin 2007.

Gazprom, “Gazprom v voprosah I otvetah”, 2008.

Gazprom, “Press Conference Background Gas Supply to Domestic Market. Executing Russian Regions gasification program”, 27 juin 2011.

Les informations ne sont pas présentées de la même manière selon les publications et les régions peuvent entretenir des relations plus ou moins abouties avec Gazprom. Les dirigeants de la compagnie rencontrent fréquemment les chefs des exécutifs régionaux et des accords sont régulièrement signés. Cependant, ces accords peuvent être de différents types. Il peut s’agir d’accords de coopération ou d’accords qui concernent spécifiquement la gazéification. Ces derniers concernent un nombre plus restreint de régions. On peut donc distinguer plusieurs catégories de régions : celles qui ont seulement signé un accord de coopération avec Gazprom, celles qui ont signé un accord de gazéification et celles qui sont directement concernées par les travaux de gazéification, la construction de gazoducs, de stations de distribution du gaz naturel. Enfin, il est question, dans plusieurs rapports, des régions qui « participent » au programme de gazéification, mais aucune précision n’est donnée sur la signification de cette « participation », d’autant que le nombre de régions qui participent au programme ne correspond ni au nombre de régions qui ont signé un accord de gazéification, ni au nombre de régions sur le territoire desquels des travaux de construction sont entrepris.

De plus, les informations sont parfois contradictoires : des nombres de régions différents sont évoqués, alors même que les publications sont toutes faites par Gazprom. C'est le cas pour l'année 2010 (voir tableau 37 et *supra*), ce qui ajoute à la confusion. Ainsi, 65 ou 67 régions auraient participé au programme de gazéification cette année, mais 59 régions auraient signé un accord de gazéification. Le rapport annuel de la compagnie précise également qu'un schéma général d'approvisionnement en gaz aurait été élaboré pour 74 sujets de la Fédération, ce qui correspond une fois encore à un chiffre différent. Cela signifie-t-il que des plans de gazéification sont préparés avant qu'ils ne soient discutés avec les autorités régionales et approuvés ? Les modalités de participation des régions à la gazéification ne sont donc pas toujours claires. D'autre part, les accords passés et l'inclusion dans le programme ne signifient pas nécessairement que la gazéification progresse réellement, sinon sur le papier. C'est la situation que l'on observe notamment dans l'oblast d'Irkoutsk, officiellement inclus dans le programme de gazéification, mais où les réalisations sont quasiment inexistantes.

Si certains points restent obscurs, on constate qu'au cours de la décennie 2000, de plus en plus de régions ont signé des accords avec Gazprom et ont rejoint le programme de gazéification. Celui-ci vise à englober presque tout le territoire russe. Cependant, on remarque que la progression n'est pas constante : tant le nombre de régions participant au programme de gazéification que le nombre de régions concernées par la mise en œuvre des travaux de construction varient et tendent à diminuer au cours des dernières années. On peut s'interroger sur cette diminution qui signifie que certaines régions sortent du programme de gazéification. Plusieurs raisons pourraient l'expliquer. La première concerne les régions qui ont atteint un niveau de gazéification maximal. Une autre explication serait au contraire que les travaux de gazéification s'avèrent non réalisables, principalement parce qu'ils ne seraient pas rentables. Enfin, plus récemment, une autre raison peut être évoquée. Au cours de l'année 2013, des travaux de gazéification ont été réalisés dans 42 sujets de la Fédération¹³⁸ et seules 11 régions ont rempli les obligations qui étaient fixées par les programmes. En conséquence, Gazprom a réduit les sommes consacrées à la gazéification de 18,6 % et certaines régions ont été exclues du programme. Le bilan de la gazéification est nuancé.

¹³⁸ Gazprom, Rapport annuel de 2013.

3. Un bilan contrasté et des critiques

3.1. Avancées et inerties

Faire le bilan du programme de gazéification suppose de revenir sur les progrès réalisés : on l'a vu, au cours des dernières décennies, le niveau de gazéification de la Russie a connu une progression constante. Un écart demeure entre les villes et les espaces ruraux mais, selon les chiffres, tendrait à s'amenuiser. Du point de vue de la couverture territoriale, de plus en plus de régions sont concernées par le programme de gazéification. Pour mesurer les avancées effectuées, il est nécessaire de connaître la situation avant que le programme ne soit mis en œuvre. Si peu de documents permettent d'avoir un aperçu du niveau de gazéification par région en Russie à une même date, une carte est disponible sur le site de l'Association du secteur gazier de Sibérie et d'Extrême-Orient (voir carte 22). Elle date de l'année 2000, c'est-à-dire avant le véritable lancement du programme de gazéification. Même si elle ne donne que les chiffres pour les villes, cela permet de distinguer les régions fortement gazéifiées et celles qui le sont peu ou pas du tout.

Le contraste entre l'ouest et l'est du territoire est bien visible. Dans les régions orientales, l'utilisation du gaz naturel est négligeable : en 2000, si les habitants consomment du gaz, il s'agit de gaz liquéfié. Les régions septentrionales, dont fait partie l'oblast d'Arkhangelsk, qui n'est pas relié au réseau gazier, sont dans la même situation. Ce sont d'abord les régions occidentales de la Russie qui ont bénéficié des travaux de gazéification. En 2002, la plus grande activité dans ce domaine concernait le kraï de Krasnodar, les oblasts d'Orel, de Kostroma, de Kalouga, ainsi que les Républiques de Tchouvachie, de Mari El et du Tatarstan, c'est-à-dire dans des sujets du Centre et de la Volga (à l'exception du kraï de Krasnodar), donc dans des régions déjà partiellement gazéifiées¹³⁹.

¹³⁹ Gazprom, Rapport annuel, 2002.

Au moment où le programme de gazéification prend une nouvelle envergure, en 2005, les régions qu'il englobe correspondent toujours aux régions russes occidentales (voir carte 18). On retrouve le contraste entre ouest et est : l'approvisionnement en gaz est, de manière générale, plus développé dans l'Ouest du territoire, même s'il existe des variations selon les régions, tandis que l'Est est en majeure partie en dehors de tout système d'approvisionnement gazier car les quelques territoires orientaux qui consomment du gaz sont localisés à proximité de gisements locaux. Ainsi, le kraï de Khabarovsk se trouve à proximité du centre de production de Sakhaline. De la même façon, les premières régions orientales qui ont signé des accords de gazéification avec Gazprom sont l'oblast d'Irkoutsk, les kraïs du Primorié et de Khabarovsk, l'oblast de Sakhaline et l'oblast autonome juif (voir carte 21). Ce sont les régions pour lesquelles il existe des perspectives liées à la mise en valeur de gisements ou au passage de gazoducs d'exportation.

La situation actuelle n'est pas radicalement différente de celle de l'an 2000. La géographie de la consommation de gaz naturel reste relativement similaire. Quelques évolutions méritent toutefois d'être soulignées, notamment au sujet des régions orientales : la République de Sakha, le kraï de Khabarovsk et l'oblast de Sakhaline ont recours au gaz naturel. Malgré le caractère prioritaire du programme de gazéification, plusieurs années après son lancement, le niveau de gazéification reste extrêmement inégal (Mehdiyeva, 2008). « Plus on est proche de Moscou, plus le niveau de gazéification est élevé » (Moiseev, 2014). Il n'est pas possible de résorber rapidement le contraste ouest/est et les régions orientales sont toujours exclues du système d'approvisionnement en gaz unifié de Gazprom.

En dehors de cette inertie bien compréhensible, les projets connaissent des retards. Ceux-ci seraient dus, selon Gazprom, à l'incapacité des administrations régionales à honorer leurs obligations. Les régions qui réussissent à respecter le planning sont minoritaires. La compagnie, en réaction, diminue les financements et exclut les régions les plus « fautives », qui se caractérisent par leur retard dans l'exécution du programme et par l'accumulation des arriérés de paiement. Ainsi, en 2014, les sujets de la Fédération exclus du financement de la gazéification étaient les oblasts d'Arkhangelsk, d'Astrakan, de Vladimir, de Volgograd, de Moscou, de Penza, de Smolensk, de Tver, d'Oulianovsk et de Iaroslavl, ainsi que la République d'Ingouchie¹⁴⁰.

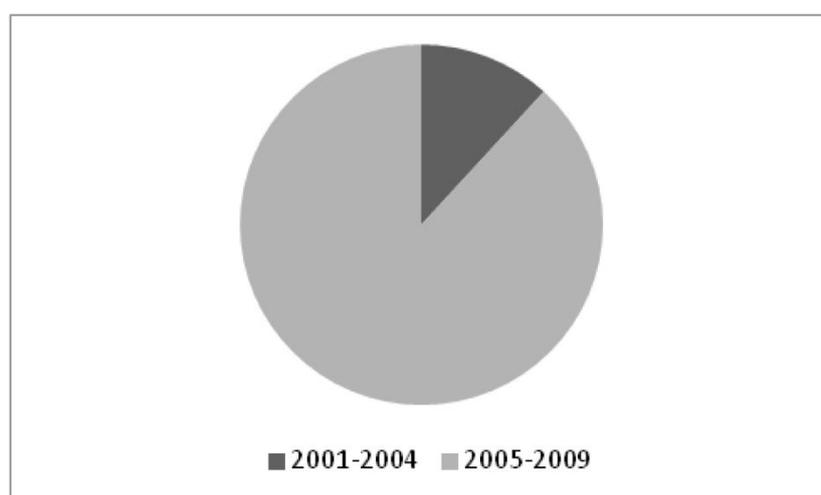
¹⁴⁰ Seleznev Kirill, « Postavki gaza na vnutrennij rynek. Realizacija programmy gazifikacii regionov » (« L'approvisionnement en gaz du marché domestique. La réalisation du programme de gazéification des régions »), 20 mai 2014.

Par ailleurs, les projets régionaux peuvent dépendre les uns des autres. C'est le cas pour les régions orientales, dans la mesure où il n'existe pas d'infrastructures de transport du gaz. Ainsi, les retards qui sont pris dans une région ont des répercussions sur la mise en œuvre du programme dans les régions voisines. Cela peut expliquer les résultats modestes obtenus dans certains cas, voire l'absence totale de résultats et le gel des projets (voir quatrième partie).

3.2. Les critiques adressées à la gazéification

Le bilan en demi-teinte de la gazéification suscite des critiques. Gazprom critique parfois son déroulement en soulignant la responsabilité des acteurs régionaux, tandis que les articles de presse et scientifiques soulèvent d'autres problèmes. Des critiques incitent à remettre en perspective l'importance du programme de gazéification et des sommes qui lui sont consacrées, présentées par Gazprom comme des sommes record. La compagnie met l'accent sur les efforts qui sont réalisés pour la gazéification en mettant en évidence l'accroissement des financements. A partir de 2005, ceux-ci ont considérablement augmenté (voir graphe 26).

Graphe 26 : Investissements pour la gazéification au cours des périodes 2001-2004 et 2005-2009 (101,1 milliards de roubles au total)



Source : Mariničev Anatolij, « Gazifikacija regionov Rossijskoj Federacii » (« La gazéification des régions de la Fédération de Russie »), Vtreča rukovoditelej OAO Gazprom i glavnyh redaktorov regional'nyh SMI, 12 décembre 2011.

Cependant, Olga Vinograda (2012) souligne que, si le budget alloué à la gazéification en 2012 est bien supérieur à celui des années précédentes, il ne représente qu'une « vétille » par rapport aux dépenses qui sont consenties par Gazprom pour construire des gazoducs vers l'Europe. Certains articles rapportent les dépenses consacrées à la gazéification aux bénéfices nets enregistrés par la compagnie. On obtient alors le tableau suivant :

Tableau 38 : Dépenses en faveur de la gazéification et bénéfices nets de Gazprom entre 2001 et 2013

Année	Sommes consacrées à la gazéification (millions de roubles)	Bénéfices nets (millions de roubles)	Part des bénéfices consacrés à la gazéification (%)
2001	906	71 928	1,3
2002	2 624	53 500	4,9
2003	3 529	129 671	2,7
2004	2 930	161 084	1,8
2005	9 178	203 439	4,5
2006	17 920	343 680	5,2
2007	20 800	360 450	5,8
2008	24 180	505 920	4,8
2009	19 310	634 119	3,0
2010	25 000	775 933	3,2
2011	25 000	995 371	2,5
2012	33 800	745 722	4,5
2013	33 400	746 000	4,5
Total	218 577	5 726 817	3,8

Sources : Gazprom, Rapports annuels de 2002 à 2013.

Les dépenses consacrées à la gazéification, au regard des bénéfices nets enregistrés par Gazprom, restent modestes : elles ne dépassent pas 6 % des bénéfices. Il n'est pas aisé de faire la comparaison avec des projets comme le *Nord Stream*, dont le coût s'élève à 7,4 milliards d'euros¹⁴¹. La gazéification est un programme de long terme et Gazprom n'est pas le seul investisseur dans le projet *Nord Stream*. Cependant, il est clair que les investissements nécessaires à un tel projet sont bien supérieurs à la somme de 218,6 milliards de roubles qui

¹⁴¹ *Nord Stream*, « *Nord Stream by numbers* », novembre 2013. Au taux de change de juin 2013, cette somme équivalait à 316,6 milliards de roubles (1 euro était égal à 42,77705 roubles), <http://fr.exchange-rates.org/HistoricalRates/E/EUR/30-06-2013>, consulté le 03 juin 2015.

représente le montant alloué au programme de gazéification pendant plus d'une décennie. En 2013, la compagnie était prête à dépenser dix fois plus pour le gazoduc d'exportation *South Stream* que pour la gazéification¹⁴². De plus, pour l'année 2014, Gazprom a décidé de réduire ses dépenses consacrées au programme en raison de la dette des régions à son égard : son montant s'élevait à 118,2 milliards de roubles en 2013 et s'est encore accru par la suite : au premier quart de l'année 2014, il était de 141,6 milliards de roubles¹⁴³. Environ 70 % de ces dettes sont accumulés par les services publics et la population.

Gazprom souligne l'augmentation des financements alloués à la gazéification durant les années 2000. Cependant, ce ne sont pas les montants en eux-mêmes qui permettent de dresser un bilan, mais l'utilisation de ces dépenses. En 2011, la somme de 29 milliards de roubles représentait un record par rapport aux sommes consacrées précédemment à la gazéification, mais le niveau de gazéification n'a augmenté que de 0,1 % (Vinograda, 2012). Selon Olga Vinograda, ce résultat très modeste ne peut être attribué à la seule inflation. Les sommes consacrées à la gazéification au cours de la période 2005-2011 correspondent en partie à des dépenses qui n'étaient pas liées à la fourniture de gaz à la population et qui n'ont quasiment pas influencé le niveau de gazéification. Ce seraient des dépenses pour construire les infrastructures des Jeux Olympiques de Sotchi et pour préparer le Sommet de l'APEC en Extrême-Orient qui auraient ainsi été incluses dans le bilan chiffré de la gazéification. Par exemple, le gazoduc Džubga-Lazarevskoe-Sotchi, construit de 2009 à 2011 et passant par le fond de la mer Noire sur 90 % de son tracé, avait un coût de 25 à 31,5 milliards de roubles, et la construction du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok s'est élevée à 467 milliards de roubles (aux cours de 2009). Or, si de telles infrastructures sont réalisées, la gazéification de l'Extrême-Orient n'a pratiquement pas avancée (Vinograda, 2012).

Etablir le bilan du programme de gazéification est donc difficile dans la mesure où les avancées sur le papier ne se concrétisent pas toujours. Le terme gazéification est employé dans les rapports et la presse sans que ce soit nécessairement justifié. Ainsi, dans le cas de l'oblast d'Irkoutsk, les publications de la compagnie semblent attester d'une progression, avec

¹⁴² « "Gazprom" i gazifikacija Rossii : monopolija gonit gaz v Evropu, a v Rossii na sele hozjaeva bolee 50 % časnyh domov vynuždeny otaplivat'sja drovami i ugljem » (« Gazprom et la gazéification de la Russie : le monopole transporte le gaz vers l'Europe tandis qu'en Russie, dans les villages, plus de 50 % des habitants sont forcés de se chauffer au gaz et au charbon »), *Energovospros*, 04 février 2013, consulté le 15 avril 2015, <http://energovopros.ru/novosti/gaz/29980/>

¹⁴³Pavlov Aleksej, « Rost dolgov za gaz tormozit gazifikaciju regionov » (« L'augmentation des dettes pour le paiement du gaz freine la gazéification des régions »), *Kaliningradskaja Pravda*, 10 juin 2014, consulté le 22 mars 2015, http://kaliningradka.ru/site_pc/region/index.php?ELEMENT_ID=52763.

la signature de divers accords et la constitution d'un groupe de travail, mais il n'y a en réalité presque aucune réalisation.

L'un des éléments du débat qui apparaît de façon récurrente dans la presse concerne les obligations sociales de Gazprom envers la population russe. Selon Nazrin Mehdiyeva (2008), les deux-tiers des Russes estiment que la priorité de la compagnie devrait être la gazéification des régions russes. L'approvisionnement en gaz et la connexion au réseau gazier des consommateurs domestiques devrait, dans l'opinion publique, être privilégiés par rapport aux exportations vers les pays européens. Des critiques apparaissent dans certains articles : « La Russie a donné à la Chine trois fois plus d'argent qu'elle n'en investit chaque année dans la gazéification de sa propre population¹⁴⁴. » L'argumentaire de l'article n'est pas totalement pertinent car ce sont les faibles prix du pétrole consentis par Rosneft et Transneft à la Chine qui sont évoqués et considérés comme une perte pour la Russie. Il ne s'agit donc pas de projets gaziers concurrents et il ne s'agit pas d'une somme réellement donnée. Ce qui nous intéresse ici n'est pas la cohérence du raisonnement mais le discours tenu et la mise en parallèle de la gazéification et des projets d'exportation. Les critiques sur l'arbitrage réalisé par Gazprom et par l'État russe entre les intérêts domestiques et les intérêts économiques sont récurrentes. On trouve l'idée qu'il est honteux, pour l'une des plus grandes compagnies du monde, de ne pas garantir à chaque citoyen de son pays l'usage du gaz naturel pour ses besoins vitaux¹⁴⁵. Par exemple, le mode de chauffage est associé aux conditions de vie et c'est un retard de développement de la Russie qui est évoqué :

« Au XXI^e siècle, près de la moitié de la population russe chauffe son habitation à l'ancienne, au charbon et au bois. [...] 47 % soit presque la moitié de la population de la puissance gazière était privée de l'usage du gaz naturel [avant la crise]. La Russie occupe la première place au monde pour la production de gaz naturel et en exporte des centaines de milliards de mètres cubes chaque année. Mais ses propres citoyens figurent au dernier rang de ses préoccupations. » (Moiseev, 2014)

Un autre point qui cristallise les critiques est le coût de la gazéification pour les ménages. Comme on l'a dit précédemment, les dépenses budgétaires pour la gazéification de petites villes, villages et campagnes concernent seulement la construction des gazoducs de forte pression. Le financement de la construction des réseaux de distribution du gaz et la

¹⁴⁴ <http://skandaly.ru/2013/06/18/48898/print/>, mis en ligne le 18/06/2013, consulté le 24 juin 2013.

¹⁴⁵ « Trebujte s gubernatora ! » (« Adressez vos exigences au gouverneur ! »), *Zvezda*, 29 décembre 2011.

gazéification des bâtiments reposent sur les épaules de la population. Ainsi, on peut faire une distinction entre la gazéification des points de peuplement et la gazéification des maisons ou des logements des habitants. Une commune est considérée comme gazéifiée lorsqu'un gazoduc de forte pression a été posé pour l'approvisionner et qu'on a construit une station de distribution du gaz. Cependant, le raccordement des habitations au réseau est à la charge des habitants eux-mêmes. Or, le prix du raccordement au réseau gazier en Russie est de 30 à 100 000 roubles¹⁴⁶ et il peut même être plus élevé en fonction de la longueur du gazoduc (Moiseev, 2014). Dans l'oblast d'Irkoutsk, le raccordement coûtait 80 000 roubles en 2012¹⁴⁷. Dans les territoires où vivent de nombreuses personnes recevant de faibles salaires et des retraités, le pourcentage de maisons raccordées au réseau de gaz naturel au cours des dernières années n'est pas élevé. Moiseev (2014) cite l'article de Dmitrij Čislenko, un journaliste de *Krest'janskaja Rys'*, qui a effectué un reportage dans l'oblast d'Orel en février 2008. Le salaire moyen est de 8 619 roubles, les pensions de retraite sont de 3 180 roubles en moyenne, tandis que le raccordement au réseau de gaz coûte de 50 à 60 000 roubles. Le journaliste se montre très critique : « Détrousser les gens et présenter la gazéification d'un nouveau village comme la réussite du pouvoir en place, n'est-ce pas du cynisme ? » Le coût du raccordement pose d'autant plus problème qu'il n'existe pas de système de crédit satisfaisant : le taux d'intérêt annuel d'un prêt contracté pour obtenir le gaz pourrait atteindre 18 %¹⁴⁸. Le cas des vétérans de la Seconde Guerre mondiale suscite, en particulier, des réactions et des critiques. Les vétérans figurent parmi les catégories de population pour lesquelles des aides régionales sont mises en place. Ainsi, dans l'oblast de Samara, un décret du gouverneur a été pris pour que le raccordement au gaz soit gratuit pour les vétérans de la Seconde Guerre mondiale et leurs veuves. Cependant, ce type de mesures n'est pas toujours appliqué, ce qui est fréquemment dénoncé dans des articles de la presse fédérale ou régionale¹⁴⁹.

Les difficultés d'accès au réseau et d'équipement ont été soulignées par les acteurs régionaux en charge de la gazéification aussi bien dans l'oblast d'Irkoutsk que dans l'oblast de Tomsk. Des mesures d'aide sont proposées pour les catégories de population les plus fragiles. Le problème a également été reconnu au niveau de l'État. A la fin de l'année 2007,

¹⁴⁶ Pour avoir un ordre de grandeur, ces sommes correspondent à 400-1 400 euros environ avec les taux de conversion de juillet 2015.

¹⁴⁷ Entretien avec Natalia Bezik, ministère de la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk, Irkoutsk, 29 mai 2012.

¹⁴⁸ Polubota Aleksej, « Minus gazifikacija vsej strany » (« Moins la gazéification de tout le pays »), *Svobodnaja Pressa*, 3 février 2015, consulté le 15 avril 2015, <http://svpressa.ru/economy/article/63808/>

¹⁴⁹ Šabalina Irina, « Est' gaz, da ne pro nas » (« Il y a le gaz, mais pas pour nous »), *Samarskie Izvestija*, consulté le 22 mars 2015, <http://samarskieizvestia.ru/document/13302/?PHPSESSID=9gscg7626sbj9m8feat8fnvtd2>

Dmitri Medvedev, premier vice-président du gouvernement, a fait une déclaration en ce sens : « Le prix du raccordement des habitations au gaz ne doit pas dépasser 25 000 roubles, les régions doivent aider les plus pauvres » (Moiseev, 2014). Cependant, les budgets régionaux et locaux n'accordent pas une grande place à la gazéification du secteur privé et l'État fédéral ne participe pas directement au financement du programme de gazéification, même s'il peut intervenir par le biais d'autres programmes. Des sommes très élevées seraient nécessaires pour aider les ménages à gazéifier leurs habitations : il faudrait, d'après les estimations, une somme de plusieurs centaines de milliards de roubles à l'échelle de la Russie.

En fin de compte, le programme de gazéification est présenté comme un échec par rapport à la présentation qu'en faisait Dmitri Medvedev en 2006, lorsqu'il l'élevait au rang de projet national¹⁵⁰. En 2009, alors président de la Fédération de Russie, il déclarait que le principal but du programme était de fournir du gaz à tous les villages et à toutes les villes d'ici 2015. Or, en 2015, l'objectif n'a pas été atteint. Ce ne sont pas uniquement les hameaux isolés, qui rassemblent quelques maisons, qui restent non gazéifiés, mais aussi des points de peuplement relativement importants. En fait, l'objectif de gazéifier toute la Russie apparaît irréaliste aux yeux de certains spécialistes, dont Natalia Zubarevič¹⁵¹, la directrice du programme régional de l'Institut indépendant de politique sociale :

« Quelqu'un a induit Medvedev en erreur en affirmant qu'il était possible de gazéifier tout le territoire de la Russie. Cela ne se produira ni en 2015, ni en 2020. Et en Extrême-Orient, ce n'est en principe pas réalisable. Il n'y a là-bas tout simplement pas de gazoducs, excepté celui qui a été construit entre Vladivostok et Sakhaline. Il existe bien des régions où presque chaque point de peuplement est gazéifié. Elles sont seulement deux : le Tatarstan et la banlieue de Moscou. Et cela se justifie essentiellement en raison de leur densité de population élevée et de leur forte consommation en gaz. »

Conclusion

Etablir le bilan du programme de gazéification s'avère peu aisé. Les données ne sont pas toujours fiables, précises et uniformisées. D'autre part, il peut exister un intérêt politique à sous-évaluer ou surévaluer le niveau de gazéification. Ce n'est donc pas parce que les publications évoquent des progrès que ceux-ci sont observables. Les séjours de terrain ont

¹⁵⁰ Polubota Aleksej, « Minus gazifikacija vsej strany » (« Moins la gazéification de tout le pays »), *art. cit.*

¹⁵¹ *Ibid.*

permis de constater le décalage entre, d'une part, les informations diffusées par Gazprom ou les autorités régionales et la presse et, d'autre part, la situation réelle. Ainsi, dans l'oblast d'Irkoutsk, presque aucuns travaux n'ont été réalisés. La gazéification piétine et le programme est bloqué, sans que nulle surveillance ou sanction ne menace les responsables du projet. Il n'y a pas de suivi de l'avancée du programme de gazéification et de la conformité des réalisations avec les mesures prévues dans les différents documents.

Les investissements et les travaux nécessaires sont de telle ampleur qu'il faut un certain temps pour que des avancées soient réalisées. Depuis le lancement du programme, si les sommes consacrées à la gazéification ont augmenté et si des initiatives ont été prises dans certaines régions, le tableau de la consommation et de l'approvisionnement en gaz naturel des sujets fédéraux n'a pas fondamentalement changé et la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient se démarquent toujours très nettement de l'ouest du pays.

Le bilan de la gazéification est critiqué pour plusieurs aspects. Les critiques vont au-delà de la progression trop lente du programme. C'est parfois son existence elle-même qui est remise en cause. Ainsi, Vladimir Milov¹⁵², directeur de l'institut de politique énergétique, pose la question de l'intérêt de la gazéification alors que les prix du gaz ont augmenté au cours des dernières années. Les Russes en ont-ils besoin ? Dans certains raïons, la conversion de centrales électriques et de chaufferies au gaz n'aurait plus de sens car le charbon coûte moins cher.

¹⁵² *Ibid.*

Conclusion de la deuxième partie

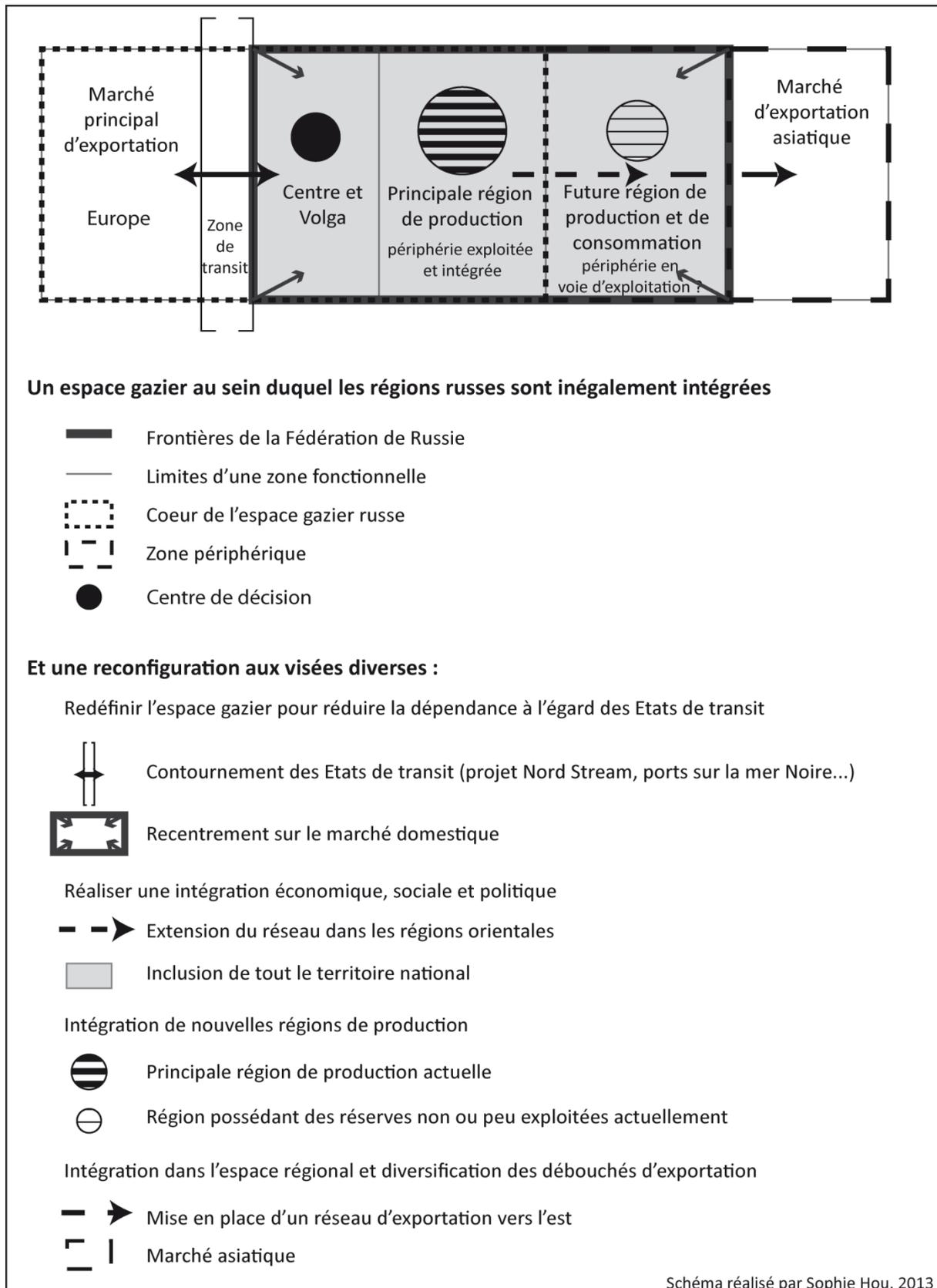
Cette deuxième partie visait à étudier l'organisation spatiale du secteur gazier russe. Celle-ci peut s'étudier par la géographie de la production, par celle de la consommation, par la configuration du réseau de gazoducs et par les tarifs du gaz naturel qui découpent le territoire en différentes zones tarifaires.

Pour l'appréhender, on peut recourir à la notion d'espace gazier, c'est-à-dire identifier les principaux pôles qui sont mis en relation et la nature de cette relation (intensité des échanges, existence d'un réseau de transport, degré de développement de ce derniers). Le fonctionnement du secteur gazier russe doit être considéré à plus petite échelle que celle de la Russie. En effet, il repose sur les flux d'exportation vers les pays européens et s'appuie aussi sur l'importation de gaz d'Asie centrale. Le cœur de l'espace gazier est constitué de plusieurs pôles en relation grâce au réseau de gazoducs de Gazprom. Les principaux pôles de production sont situés dans le district fédéral de l'Oural (bassin de Sibérie occidentale), tandis que les pôles de consommation correspondent à la Russie occidentale et aux pays européens. L'organisation de l'espace gazier montre un fort contraste entre ouest et est. Actuellement, la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient ne sont pas reliés au réseau de Gazprom, consomment peu de gaz naturel et ne représentent que de faibles volumes de production. L'exportation se fait uniquement à partir de l'usine de liquéfaction de Sakhaline.

Plusieurs projets visent à réorganiser l'espace gazier. Ils s'inscrivent dans des objectifs de sécurité énergétique en jouant sur les facteurs externes et domestiques. A l'ouest, il s'agit de contourner les pays de transit. A l'est, plusieurs projets ont été lancés. La Russie orientale occupe une place particulière à l'échelle fédérale et fait l'objet de plusieurs programmes de développement régional. Le « Programme gazier oriental » prévoit la mise en valeur des gisements orientaux et la construction de gazoducs d'exportation vers l'est afin de faire de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient de nouveaux pôles de production et d'exportation. Il prévoit aussi le développement de la gazéification de ces territoires.

Le schéma suivant (schéma 11) propose une représentation de l'espace gazier russe et de ses reconfigurations.

Schéma 11 : L'espace gazier russe et sa réorganisation



Pour l'heure, le bilan de la gazéification est modeste et n'induit pas une remise en cause de l'organisation spatiale du secteur gazier. On observe une permanence des grands contrastes, ce qui s'explique aisément. Les contrastes sont tels qu'ils ne peuvent pas être résorbés rapidement. En outre, il est impossible de construire un réseau aussi dense dans les régions orientales que dans les régions occidentales, même sur le long terme. Le bilan provisoire du programme suscite des critiques. Si les montants des investissements consacrés à la gazéification ont augmenté au cours de la seconde moitié des années 2000, il faut relativiser ces sommes : elles restent inférieures à celles dépensées pour les grands projets d'exportation, ce qui renseigne sur les priorités de la compagnie.

On observe donc un espace gazier au sein duquel les régions se différencient fortement et où les territoires orientaux ont un rôle périphérique. Des projets sont mis en œuvre pour les développer mais rencontrent de nombreux obstacles et sont à l'origine de tensions.

Troisième partie : Les stratégies à l'œuvre et leurs obstacles, révélateurs de tensions centre/périphérie ?

Photographie 9 : Raccordement au gaz naturel, hydroélectricité et chauffage au bois



Photographies prises par Sophie Hou,

- 1- En haut à gauche : Moscou, le 26 avril 2012
- 2- En haut à droite : Tomsk, le 20 juin 2013
- 3- En bas à gauche : Irkoutsk, le 12 mai 2012
- 4- En bas à droite : Tomsk, le 22 juin 2013

Les habitations, immeubles ou maisons individuelles, sont raccordées au gaz par des conduites aériennes, comme les usines et bâtiments d'entreprises (voir photographie 8). Leur diamètre est inférieur, ainsi que la pression du gaz. D'autres sources d'énergie ont une empreinte bien visible dans le paysage. On voit sur la photographie 3 le barrage sur l'Angara et la centrale hydroélectrique d'Irkoutsk, qui assure aux habitants une électricité bon marché. Devant une maison du centre de Tomsk, du bois de chauffage est entassé sur la photographie 4.

Introduction de la troisième partie

Le bilan de la gazéification est à nuancer. Cet échec relatif ouvre plusieurs questionnements. Pourquoi ce bilan en demi-teinte ? Quels sont les facteurs qui expliquent les difficultés à réaliser le programme de gazéification ? Il s'agit dans cette partie de proposer des pistes d'explication. Le programme recouvre de multiples aspects et plusieurs stratégies se superposent. Sont-elles mises en œuvre sur le mode de la complémentarité ou de l'affrontement ? Les acteurs qui participent à leur élaboration et à leur mise en œuvre ont des intérêts parfois divergents et des capacités d'action variables. L'une des lectures que l'on peut faire des relations qu'ils entretiennent relève d'une opposition entre les stratégies du centre et celles des périphéries. Cette lecture est-elle satisfaisante ? Elle se vérifie dans une certaine mesure et permet d'apporter quelques éclairages sur le secteur gazier et le fonctionnement du système fédéral russe, mais il faut cependant faire une analyse plus nuancée, en prenant en considération d'autres aspects.

L'un des premiers obstacles à la gazéification de la Russie orientale réside dans les contraintes physiques et climatiques des territoires qu'elle recouvre et dans la difficulté de la mise en ressource des réserves situées dans ces régions (chapitre 9). Les marchés de consommation locaux ne peuvent absorber que de faibles volumes de gaz, ce qui nécessite de penser leur approvisionnement de concert avec celui des marchés d'exportation (chapitre 10). Les projets gaziers vont dans le sens d'un renforcement du contrôle du centre sur les régions, ce contrôle s'exprimant de plusieurs manières (chapitre 11). Il s'agira de s'interroger sur les tensions qui naissent dans ce cadre (chapitre 12).

Les grandes questions qui émergent sont ici :

- Quelles sont les réserves présentes dans les régions russes orientales ? Peut-on parler de ressources gazières ?
- Pourquoi n'y a-t-il pas ou peu mise en ressource ?
- Dans quelle mesure les projets d'approvisionnement des marchés locaux dépendent-ils des projets d'exportation ?
- Les tensions observées s'inscrivent-elles dans un schéma centre/périphérie ?

Chapitre 9. Une faible mise en ressource des réserves gazières des régions orientales, soumises à de fortes contraintes

Le bilan nuancé du programme de gazéification se vérifie dans les régions orientales. Ainsi, pour plusieurs d'entre elles, les objectifs n'ont pas été atteints. Lors d'une conférence de presse, le bilan dressé par les dirigeants de Gazprom pour l'année 2012 fait état d'un retard des kraï de Khabarovsk et du Primorié ainsi que de l'oblast de Sakhaline¹⁵³. Pour certains sujets orientaux, les projets ont été gelés car considérés comme non rentables actuellement et aucune réalisation ou presque n'a eu lieu. C'est le cas pour l'oblast d'Irkoutsk, la République de Bouriatie ou le kraï de Transbaïkalie.

La gazéification repose certes sur la construction d'un réseau de gazoducs et d'infrastructures gazières telles les stations de distribution et de compression, mais elle nécessite également l'existence et l'utilisation de ressources en gaz et de centres de production gaziers. Le lien entre ressource et gazéification peut ainsi être exploré dans le cas de la Russie orientale, d'autant que les grands centres de production de la Russie se trouvent en Sibérie occidentale (dans le district fédéral de l'Oural) et secondairement dans le district de la Volga. Quelles sont les réserves en gaz des régions orientales ? Comment peut-on expliquer leur faible mise en valeur ? Ce questionnement sera l'occasion d'approfondir la notion de ressource.

1. Quelques préliminaires sur la notion de ressource

Il convient d'apporter immédiatement une précision afin d'éviter toute confusion : dans cette thèse, le terme de ressource n'est pas utilisé dans le sens que lui donnent habituellement les géologues dans les classifications des réserves (voir *infra*). On s'intéresse plutôt à la notion telle qu'elle apparaît dans le champ des sciences humaines et sociales. L'un des points essentiels à souligner est alors le caractère évolutif et construit des ressources, mis en évidence par les travaux de l'économiste et géographe Erich E. Zimmermann : « Resources are not, they become » (1951). Selon lui, le mot ressource repose sur une appréciation. Il s'agit d'un concept subjectif. Il affirme que les ressources n'existent pas en tant que telles, qu'elles prennent une signification et une valeur notamment en fonction des évolutions

¹⁵³ Gazprom, "Gas Supply to Domestic Market. Executing Russian Regions Gasification Program," Conférence de presse, 15 juin 2012.

techniques et scientifiques qui permettent d'en faire des produits de consommation. C'est donc sur le rôle des techniques dans la mise en ressource qu'il insiste particulièrement, tandis qu'il accorde relativement peu d'attention aux aspects politiques, aux questions de propriété et d'usage des ressources.

Cette dimension évolutive de la ressource est également mise en exergue par Claude Raffestin (1980), qui a recours aux termes de « matière » et de « pratique » (pour souligner la mise en ressource :

« La matière (ou substance) se trouvant à la surface de la terre ou accessible depuis celle-ci, est assimilable à un « donné » car elle préexiste à toute action humaine [...]. La matière est un pur donné dans l'exacte mesure où elle résulte de forces qui ont agi au cours de l'histoire de la terre sans aucune participation ou intervention de l'homme. La matière n'est pas d'abord la conséquence d'une pratique mais elle est offerte à la pratique et dès lors elle devient un vaste champ des possibles. »

Quant à la pratique, qui évolue dans l'espace et dans le temps, elle est ce qui transforme la matière : « Sans pratique, la matière demeure un pur « donné » inerte et ses propriétés sont latentes » (Raffestin, 1980). La ressource se distingue donc de la matière car elle est le résultat d'un processus de production. Ainsi, pour parler de ressource, selon Claude Raffestin, il faut un acteur (A), une pratique, c'est-à-dire une technique médiatisée par le travail (r) et une matière (M), ce qui peut s'exprimer par la relation suivante :

$A \ r \ M \rightarrow P$ (ensemble de propriétés ou ressources).

Ainsi, la ressource est le produit d'une relation, ce qui pose la question du contrôle des acteurs sur le processus de création de la ressource.

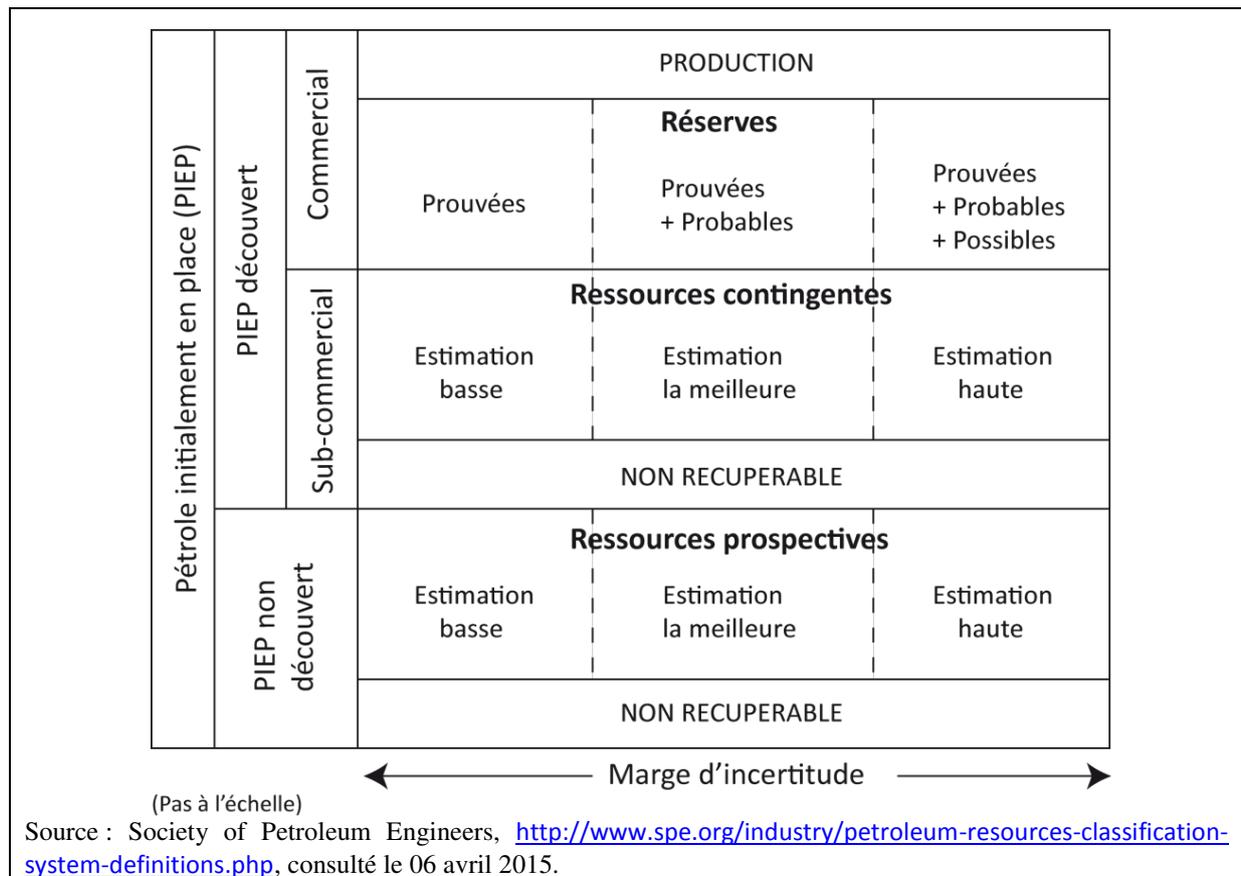
Pour comprendre la mise en ressource en l'appliquant aux gisements d'hydrocarbures de Russie orientale, on pourra reprendre les points identifiés par Gerald Manners (1964) qui met d'abord l'accent sur la localisation : il faut s'intéresser à la question de la distance pour appréhender la ressource. Ce n'est toutefois pas la distance absolue qu'il faut prendre en compte, mais la distance relative d'une ressource par rapport à ses marchés de consommation, en fonction de considérations techniques et économiques : c'est elle qui va en partie déterminer la mise en production éventuelle et le moment où elle s'effectue. Les deux autres éléments aussi importants mis en exergue par Gerald Manners sont la taille de la ressource et sa nature.

C'est en premier lieu à la taille de la ressource, désignant ici le volume de gaz contenu par les gisements, que l'on va s'intéresser.

2. Les réserves en gaz de Sibérie et d'Extrême-Orient

L'estimation des réserves est toujours sujette à des incertitudes et des chiffres différents sont donnés selon les sources et également selon les dates. En fonction de l'évolution des travaux d'exploration, l'évaluation s'affine. De plus, les réserves sont classées en plusieurs catégories selon le degré de certitude de leur existence. Les différentes évaluations ne recouvrent pas systématiquement les mêmes catégories et il n'est pas toujours précisé quelles sont les catégories utilisées quand il est question des réserves d'hydrocarbures. À cela s'ajoute le fait que la Russie utilise des catégories différentes de la classification internationale. Celle-ci a été établie en 2007 et admise par l'Organisation des Nations Unies. Cette classification distingue les réserves des ressources. Le terme de ressources est employé lorsqu'on ne peut évaluer la rentabilité de la production tandis que celui de réserves correspond à une rentabilité économique assurée. La ressource a donc ici le sens contraire à celui qui est donné par Erich Zimmermann ou Claude Raffestin. Le classement international opère des distinctions plus fines au sein de ces deux grandes catégories de réserves et ressources (voir schéma 12).

Schéma 12 : Système international de classification des réserves et des ressources en hydrocarbures



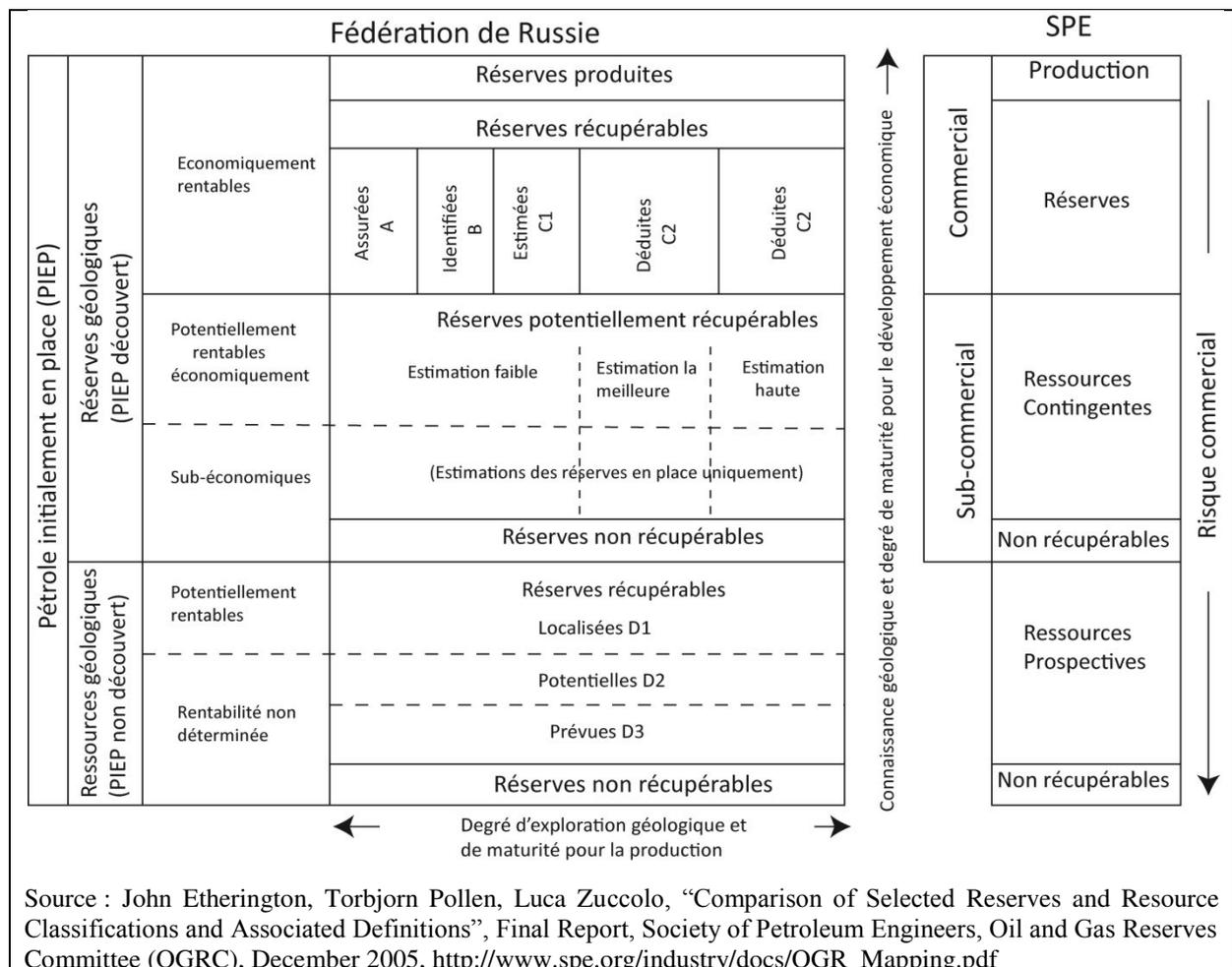
On distingue ainsi les ressources contingentes des ressources prospectives. Les premières désignent « la quantité d'hydrocarbures présente dans une couche géologique donnée, susceptible d'être récupérée, dont la présence est prouvée par des mesures dans des puits ou sur des carottes »¹⁵⁴. Quant aux ressources prospectives, il s'agit des hydrocarbures dont on soupçonne l'existence par extrapolation des mesures, sans qu'elle soit attestée.

Selon la classification internationale des réserves et des ressources réalisée par la *Society of Petroleum Engineers*, l'évaluation des réserves dépend à la fois de la récupération possible avec les moyens techniques maîtrisés au moment de l'évaluation, donc des technologies existantes, et du niveau des prix des hydrocarbures. On tient compte des facteurs géologiques, mais aussi de la rentabilité, c'est-à-dire des aspects économiques et

¹⁵⁴ « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels (Rapport d'étape) », Rapport n° 640 (2012-2013) de MM. Jean-Claude LENOIR, sénateur et Christian BATAILLE, député, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, déposé le 5 juin 2013.

commerciaux. Or, le système russe de classification des réserves est fondé uniquement sur les caractéristiques géologiques des gisements (Mehdiyeva, 2008). Il évalue la présence de gaz sans prendre en considération les facteurs commerciaux, tels que les coûts d'exploitation et de transport. Là encore, plusieurs catégories sont distinguées selon le degré de certitude, les catégories A, B, C1 et C2 correspondant toutes à la catégorie classée comme réserves par la *Society of Petroleum Engineers* (voir schéma 13).

Schéma 13 : La classification russe des réserves et ressources par rapport à la classification internationale



Source : John Etherington, Torbjorn Pollen, Luca Zuccolo, "Comparison of Selected Reserves and Resource Classifications and Associated Definitions", Final Report, Society of Petroleum Engineers, Oil and Gas Reserves Committee (OGRC), December 2005, http://www.spe.org/industry/docs/OGR_Mapping.pdf

Le chiffre des réserves peut ainsi varier selon la ou les catégories à laquelle ou auxquelles il est fait référence. Pour l'illustrer, on peut prendre l'exemple de l'évaluation des réserves de gaz de l'oblast d'Irkoutsk (voir tableau 39). Les deux estimations, datant de 2009 et 2011, ne présentent pas de différences marquées : les volumes de gaz restent dans le même ordre de grandeur et les écarts peuvent s'expliquer par une réévaluation entre les deux dates, liée à la progression des travaux de prospection. Selon que l'on prend en compte seulement

les catégories A, B et C1 ou que l'on y ajoute les catégories C2, C3, D1 et D2, les chiffres varient plus que du simple au double.

Tableau 39 : Evaluation des réserves de gaz naturel de l'oblast d'Irkoutsk en 2009 et en 2011 (milliards de mètres cubes)

Date	A+B+C1	C2	A+B+C1+C2	C3	D1+D2
2009	1 618,5	2 070,7	3 689,1	-	-
2011	1 598	2 211,3	3 809,3	2 600,2	4 614,7

Sources : Koržubaev A. G., Filimonova I. V., Eder L. V., 2010b ; Oblast d'Irkoutsk, portail officiel : http://irkobl.ru/sites/les/Tek/neftegagovyi_kompleks/, page mise à jour le 29/04/2015, consultée le 04/05/2015.

On s'intéresse dans ce chapitre essentiellement à la Sibérie orientale et à l'Extrême-Orient dans la mesure où ce sont les régions qui ne sont pas incluses dans l'ESG (*Edinaja Sistema Gazosnabženija*, ou système d'approvisionnement en gaz unifié) et où les réserves de ces régions possèdent des caractéristiques communes. Les sujets fédéraux pris en considération sont les kraï de Krasnoïarsk et de Transbaïkalie, l'oblast d'Irkoutsk, les Républiques de Bouriatie, de Touva et de Khakassie, ainsi que les sujets du district fédéral d'Extrême-Orient. Les régions occidentales du district fédéral de Sibérie seront peu prises en compte.

Les travaux russes sur les réserves et ressources en hydrocarbures de la Russie orientale s'appuient souvent sur le découpage Sibérie occidentale/Sibérie orientale/Extrême-Orient, en étudiant ensemble Sibérie orientale et Extrême-Orient. La République de Sakha est souvent rattachée à la Sibérie orientale alors qu'elle appartient administrativement, depuis 1965, à l'Extrême-Orient (Radvanyi, 2007). On remarque donc que d'un point de vue énergétique, les divisions administratives ne sont pas pertinentes. L'extension du réseau gazier ne se comprend pas en fonction des limites régionales et l'organisation du secteur gazier ne correspond pas aux découpages institutionnels. Cependant, la Russie orientale, entendue ici comme la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient, constitue une région bien distincte.

Ces territoires disposent de réserves continentales mais également offshore (voir tableau 40). Selon les auteurs et les dates, leur évaluation diffère, mais on reste dans les mêmes ordres de grandeur pour l'estimation des réserves potentielles. Les réserves explorées, dont l'existence est avérée par des travaux de prospection, représentent un faible volume par rapport aux réserves potentielles, ce qui montre qu'il existe encore une forte incertitude autour de ces réserves.

Tableau 40 : Les réserves de gaz de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient selon différentes sources (unité : 1000 milliards de mètres cubes)

Source	Date	Réserves potentielles			Réserves explorées*
		Onshore	Offshore	Total	
Mehdiyeva	2008	43,8	14,5	58,3	-
Ananenkov (Gazprom)	2009	52,4	14,9	67,3	3,7
Korzhubaev et al.	2010	-	-	54	4,9
Henderson, Stern	2014	-	-	65	5

*Ce qui est entendu exactement par les auteurs n'est pas précisé, excepté dans le cas d'Ananenkov (2009) : le chiffre donné correspond aux réserves de gaz de catégorie C1.

Ce sont quelques sujets de Russie orientale qui détiennent ces réserves (voir tableau 41).

Tableau 41 : Réserves et production de gaz en Sibérie orientale et en Extrême-Orient par sujet de la Fédération de Russie en 2009 (milliards de mètres cubes)

Région / sujet de la Fédération de Russie	Réserves			Production en 2009
	A+B+C1	C2	Total	
Sibérie Orientale et République de Sakha	3 777,1	4 447,0	8 224,1	6,4
Oblast d'Irkoutsk	1 618,5	2 070,7	3 689,1	0,2
Krai de Krasnoïarsk	860,3	1 175,4	2 035,7	4,1
République de Sakha	1 298,3	1 201,0	2 499,3	2,1
Extrême-Orient	1 091,5	386,8	1 478,3	14,4
Sakhaline (terre)	46,5	18,2	64,7	0,7
Sakhaline (plateau continental)	1 029	362	1 391,0	13,7
Kamtchatka	16	6,6	22,6	0,0
Total Sibérie orientale et Extrême-Orient	4 868,6	4 833,8	9 702,4	25,3
Russie, total	48 795,9	21 129,3	69 925,2	582

Source : Koržubaev, Filimonova, Eder, 2010a.

Les régions qui possèdent les plus grandes réserves en gaz sont l'oblast d'Irkoutsk, la République de Sakha, le kraï de Krasnoïarsk et l'oblast de Sakhaline. Les réserves du Kamtchatka sont très modestes par rapport à celles des autres régions. À l'échelle de la Russie orientale, on peut donc faire la même observation que précédemment sur la répartition géographique de la production gazière à l'échelle de toute la Russie. La production potentielle est concentrée dans quelques régions, plus précisément dans quelques grands gisements (voir carte) : ceux de Kovykta et Čajanda ont un poids majeur, avec des réserves estimées à 1,5 et 1,3 milliard de mètres cubes respectivement (voir tableau 42).

Carte 23 : Les réserves de gaz naturel en Sibérie orientale et en Extrême-Orient

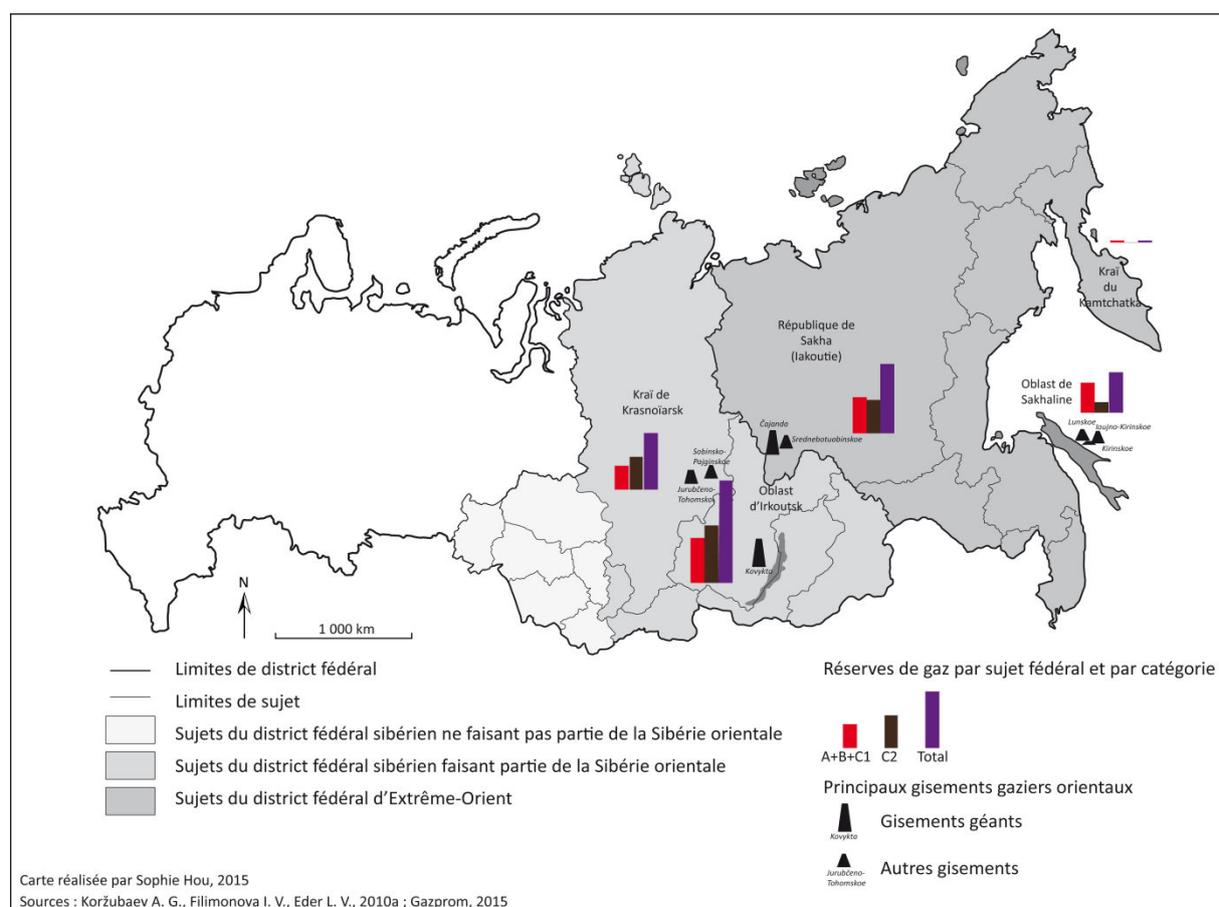


Tableau 42 : Les principaux gisements de Sibérie orientale et de République de Sakha

Gisement	Région	Réserves de gaz (milliards de m ³)	Catégories prises en compte
Kovykta	Oblast d'Irkoutsk	1 500	A, B, C1 + C2
Čajanda	République de Sakha	1 300	C1 + C2
Jurubčeno-Tohomskoe	Kraï de Khabarovsk	699	C1 + C2
Srednebotuobinskoe	République de Sakha	170	C1+C2
Sobinsko-Pajginskoe	Kraï de Khabarovsk	167	C1+C2
Lunskoe (Sakhaline-2)	Oblast de Sakhaline	600	Non précisé
Ioujno-Kirinskoe (Sakhaline-3)	Oblast de Sakhaline	636,6	C1+C2
Kirinskoe (Sakhaline-3)	Oblast de Sakhaline	162,5	C1

Source : Maximov Oleg, Nesterov Valery, Fak Alex, 2012 ; Gazprom, 2015.

La Sibérie orientale et la République de Sakha disposeraient de plus de réserves que le reste de l'Extrême-Orient. Toutefois, du point de vue de la production, l'Extrême-Orient, République de Sakha exclue, produit davantage de gaz que la Sibérie orientale. Si on prend en compte les catégories A, B et C1, l'ensemble de la Russie orientale disposerait d'environ 10 % des réserves russes ; si l'on prend en compte également la catégorie C2, cette part

augmente à près de 14 %. En revanche, du point de vue de la production, le poids de la Russie orientale est faible : en 2009, elle représentait seulement 4,4 % de la production totale russe. Cet écart entre part des réserves et part de la production montre que les réserves des territoires de l'Est russe sont peu mises en valeur. Quel est l'écart entre les potentialités des réserves de la région et leur mise en production ?

Même si des progrès ont été réalisés, les réserves sont encore peu mises en valeur : on observe un écart notable entre les réserves explorées et potentielles (voir tableau 41). Les gisements de Sibérie occidentale¹⁵⁵ ont pour la plupart été découverts dès les années 1970-1980 (Silaev, Peršikov, 2002). A cette époque, ils ne produisaient qu'un très faible volume de gaz à l'échelle de la Russie et les travaux de prospection étaient limités. La situation a commencé à changer au milieu des années 1990 pour les sujets occidentaux du district de Sibérie. Alors qu'avant 1999 tout le gaz consommé dans les régions orientales, dont l'oblast de Tomsk, était importé de régions occidentales, à partir de 2000, les gisements régionaux ont été mis en exploitation et le gaz naturel a été utilisé dans l'oblast (Suržikova, 2010). La Sibérie orientale n'a pas suivi la même trajectoire. Une première phase de mise en valeur des gisements de la Russie orientale a eu lieu en 1980-1990 (Filimonova, 2013), mais les avancées ont été faibles. Ainsi, en 2010, le degré d'exploration des ressources en gaz de la Sibérie orientale était estimé à seulement 8,6 % et celui de l'Extrême-Orient à 11,3 % (Korzhubaev, Filimonova, Eder, 2010a). Les réserves offshore sont encore moins explorées que celles du continent. Le site de Gazprom fait état d'un niveau d'exploration du potentiel gazier plus faible encore et souligne que les réserves du plateau continental sont encore moins explorées que celles du continent : leur degré d'exploration étant respectivement de 6 % et de 7,3 %¹⁵⁶. Les opérations de prospection sont extrêmement coûteuses et les compagnies, de même que certains acteurs politiques, comme le premier adjoint du président du comité de l'énergie de la Douma de la Fédération de Russie, constatent le manque de stimulants adressés aux utilisateurs du sous-sol pour qu'ils investissent dans des travaux de prospection de grande ampleur¹⁵⁷. En 2014, le ministre des Ressources naturelles et de l'écologie de l'oblast

¹⁵⁵ Il s'agit ici d'une référence à la région économique et non au bassin d'hydrocarbures situé dans le District de l'Oural.

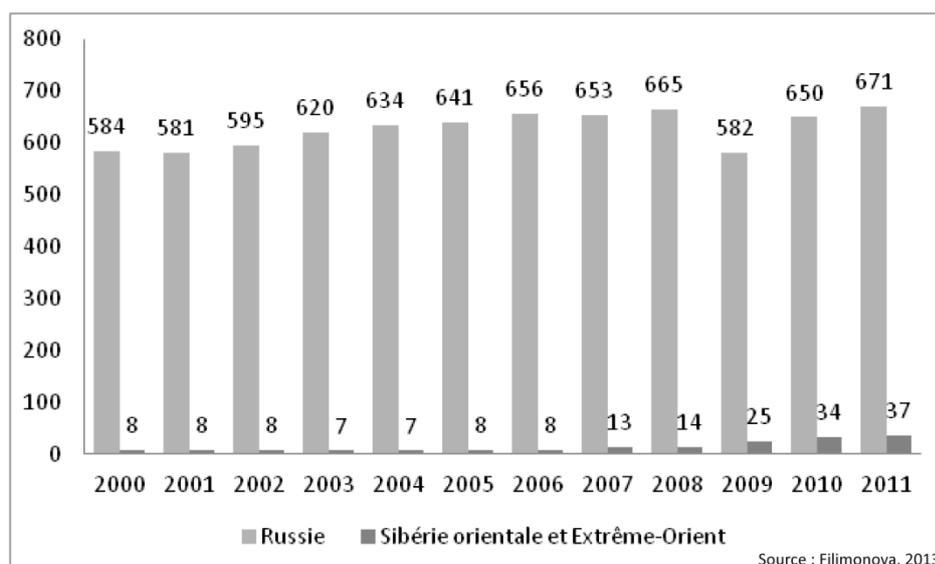
¹⁵⁶ <http://www.gazprom.ru/about/production/projects/east-program/>, consulté le 07 mai 2015.

¹⁵⁷ Tarasjuk V. M., « Neft' i gaz Vostočnoj Sibiri i Dal'nego Vostoka » (« Le pétrole et le gaz de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient »), 21 avril 2014, <http://www.50001.pro/news/articles/2830/>, consulté le 3 avril 2015.

d'Irkoutsk déplorait également la faiblesse des travaux de prospection entrepris dans la région¹⁵⁸.

Cependant, une évolution s'est esquiscée au cours des années 2000 : la production de gaz des régions orientales a augmenté et a représenté une part croissante de la production russe (voir graphe 27). Cela s'observe surtout à partir de 2007, l'année où le « Programme oriental gazier » fut mis en place. Dans la première moitié de la décennie, la production de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient a stagné, mais entre les années 2000 et 2011 la production fut multipliée par 4,6. La mise en valeur des réserves de Russie orientale progresse donc, même si la production ne représente qu'une part marginale à l'échelle fédérale : le gaz extrait en Sibérie orientale et en Extrême-Orient représente en effet 6 % du gaz produit en Russie en 2011. C'est toutefois une augmentation significative par rapport à l'année 2000, où cette part n'était que de 1 % (Filimonova, 2013).

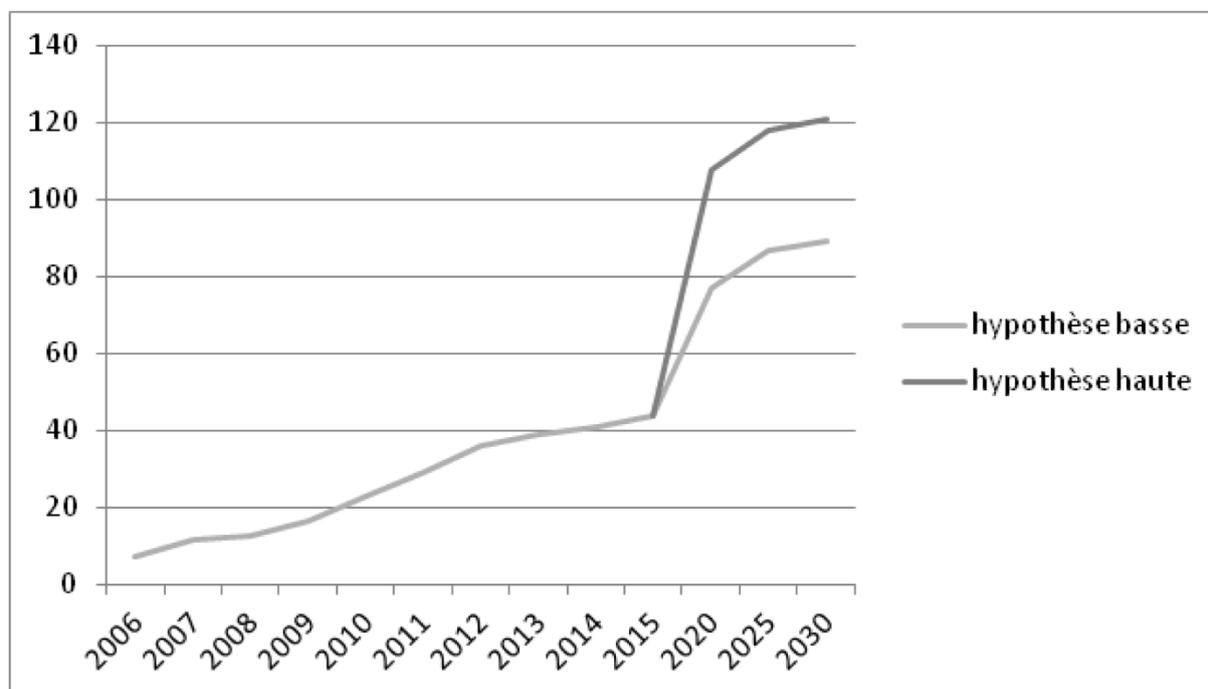
Graphe 27 : Evolution de la production de gaz de la Russie et des régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient entre 2000 et 2011



Les documents fédéraux, comme le « Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030 », prévoient une augmentation de la production de gaz en Russie orientale entre 2006 et 2030 et un décollage à partir de 2015 (voir graphe 28).

¹⁵⁸ « Dobyča nefiti v Irkutskoj oblasti v 2014 godu vyrastet neznačitel'no » (« La production de pétrole de l'oblast d'Irkoutsk augmentera de façon peu significative »), *Novosti oilru.com*, 25 février 2014, <http://www.oilru.com/news/398980/>, consulté le 02 mars 2014.

Graphe 28 : Prévisions de l'évolution de la production de gaz de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient entre 2006 et 2030 (milliards de mètres cubes)



Source : Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030, 2007

Si l'on compare la production de gaz des régions orientales entre 2008 et 2011 aux prévisions du « Schéma général de développement du secteur gazier », on observe que la production a réellement augmenté, davantage même que les prévisions (voir tableau 5). Cependant, la forte croissance prévue entre 2015 et 2020 suppose la mise en valeur des gisements de Kovykta et de Čajanda. Or, même s'il est question, depuis la signature de l'accord avec la Chine en mai 2014, de mettre ces champs en valeur, un retard a été pris par rapport aux objectifs énoncés dans les documents stratégiques fédéraux.

Tableau 43 : Comparaison de la production de gaz de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient avec les prévisions du « Schéma général de développement du secteur gazier » pour les années 2008 à 2011 (milliards de mètres cubes)

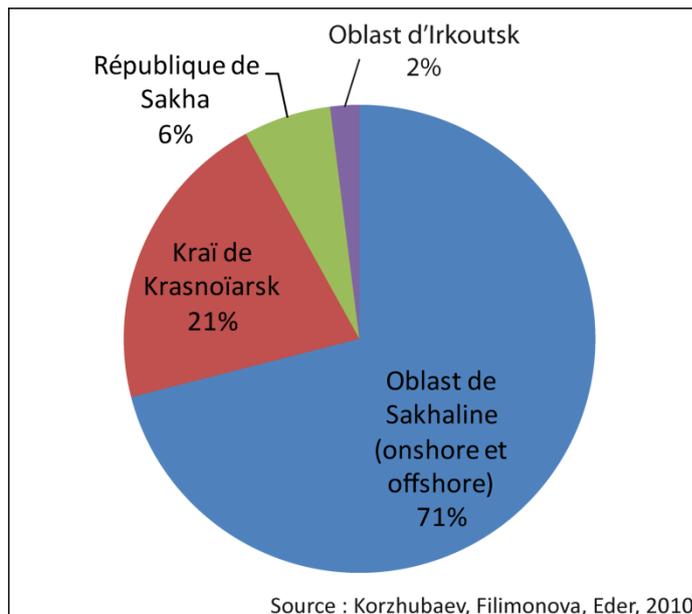
	2008	2009	2010	2011
Production	14	25	34	37
Prévision	12,5	16,7	22,7	29

Sources : Filimonova, 2013 ; Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030, 2007.

La mise en valeur des réserves de la Russie orientale a commencé de façon inégale selon les régions et selon les gisements. Comme on l'a dit, la Sibérie occidentale a été plus précocement mise en valeur, ainsi que les gisements de Sakhaline (Silaev, Peršikov, 2002). A l'heure actuelle, pour l'ensemble de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient, la production

est surtout assurée par l'oblast de Sakhaline (voir graphe 29). Au deuxième rang vient le kraï de Krasnoïarsk, suivi de la République de Sakha et de l'oblast d'Irkoutsk, qui, malgré leurs réserves considérables, fournissent peu de gaz aujourd'hui. Quant aux gisements offshore du Kamtchatka occidental, ils ne sont pas encore mis en exploitation.

Graphe 29 : Part des différents sujets de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient dans la production de gaz de Russie orientale en 2010



La Russie orientale possède donc certes des réserves de gaz, mais elles sont pour l'heure peu exploitées alors que les plus grands gisements disposent de réserves considérables et ont été découverts il y a plusieurs décennies : le gisement de Kovykta a ainsi été ouvert en 1987 et une première évaluation de ses réserves a été faite en 1991 (Art'emev, 2008). Dès lors, pourquoi n'ont-ils pas été mis en valeur précédemment ? On peut proposer quelques premiers éléments d'explication qui seront complétés dans les chapitres suivants.

3. La nature des gisements de gaz de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient

L'un des facteurs d'explication est la nature des gisements gaziers de Russie orientale. Il s'agit de gisements dont la structure est complexe. Le gaz des régions de l'est se caractérise par sa composition, dans laquelle entrent de nombreux composants : en dehors du pétrole, du gaz naturel à proprement parler et des condensats, on trouve de l'éthane, du propane, du butane, de l'hélium... (Filimonova, 2013) La teneur de ces composants varie de 8 à 32 %

selon les gisements (« Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030 », 2007) (voir tableau 44).

Tableau 44 : Composition du gaz des gisements de Sibérie orientale et de République de Sakha (pourcentage des principaux composants)

Gisement	Méthane	Azote	Hélium	Ethane
Kovykta	91,4	1,5	0,3	4,9
Čajanda	85,7	6,5	0,5	4,6
Jurubčeno-Tohomskoe	81,1	6,4	0,2	7,3
Srednebotuobinskoe	88,6	2,9	0,4	5
Sobinsko-Pajginskoe	67,7	26,7	0,6	3,4

Source : Maximov Oleg, Nesterov Valery, Fak Alex, 2012.

Les gisements de la République de Sakha et de l'oblast d'Irkoutsk sont particulièrement riches en hélium. Les champs de Čajanda et de Kovykta rassemblent ainsi 70 % des réserves d'hélium de toute la Russie (Hunsicker, 2006) et, si l'on prend en compte tous les gisements de la République de Sakha et de l'oblast d'Irkoutsk, cette part s'élèverait à près de 80 % (Ananekov, 2009). Les réserves en hélium de Sibérie représentent, selon les estimations, plus de 20 % (Saneev, Saenko, 2010), voire un tiers (Ananekov, 2009) des réserves mondiales. Sur le territoire du district fédéral de Sibérie se trouvent 12 gisements contenant de l'hélium, sur celui du district d'Extrême-Orient, 13¹⁵⁹. L'hélium est particulièrement utilisé comme gaz de refroidissement et ses usages industriels concernent aussi bien la fabrication de fibres optiques, de semi-conducteurs, que les industries métallurgique, aérospatiale et nucléaire (utilisation comme fluide de fonctionnement pour les réacteurs). Il a également des applications en médecine et dans la recherche. Les États-Unis dominant historiquement la production d'hélium et restent aujourd'hui les plus grands producteurs mondiaux, suivis de l'Algérie et du Qatar. La Russie reste pour l'heure un producteur marginal : selon Gazprom, la production annuelle mondiale d'hélium est d'environ 175 millions de mètres cubes, tandis que la Russie en produit environ 5 millions par an¹⁶⁰. Cependant, elle dispose de réserves considérables : d'après les évaluations russes, en 2005, la Russie détenait les plus grandes réserves au niveau mondial, devant les États-Unis¹⁶¹, essentiellement grâce à ses gisements de Sibérie orientale.

¹⁵⁹ « Programme gazier oriental », 2007.

¹⁶⁰ <http://www.gazprominfo.com/articles/helium/>, consulté le 4 mai 2015.

¹⁶¹ « Programme gazier oriental », 2007.

Ces réserves pourraient ouvrir des perspectives prometteuses pour la Russie : dans le futur, elle peut devenir le plus grand exportateur d'hélium. Elle ne dispose à l'heure actuelle que d'une usine de production, située dans l'oblast d'Orenbourg (situé à la frontière avec le Kazakhstan, dans le district fédéral de la Volga), appartenant à une filiale de Gazprom. Cependant, pendant longtemps, la mise en production de l'hélium semblait relativement peu rentable, ce qui tient à l'organisation du marché de l'hélium et à la concentration de la production aux États-Unis. En effet, le prix sur le marché mondial est majoritairement déterminé par celui auquel le *Bureau of Land Management* des États-Unis vend l'hélium issu des réserves fédérales (Bradshaw, Hamacher, 2013). Depuis les années 1960, le gouvernement des États-Unis organise la production de l'hélium et le stocke dans la Réserve Fédérale à Cliffside, au Texas. Cependant, dans les années 1990, le coût de cette réserve a forcé les États-Unis à mettre fin à ce système. En 1996, l'« Helium Act », décrété par le Congrès, a décidé de la vente entière du stock entre 2005 et 2015 (Godfrin, Gianèse, 2013). Le prix de vente restait très faible et influençait celui du marché mondial dans la mesure où les États-Unis sont le principal producteur : en 2012, plus d'un tiers de l'approvisionnement en hélium dans le monde était issu des stocks américains (Mohr, Ward, 2014). Dans ce cadre-là, il n'était pas rentable d'extraire l'hélium à partir de nouveaux gisements¹⁶².

Toutefois, des évolutions se sont esquissées au cours des dernières années. La demande mondiale en hélium s'est accrue, en lien notamment avec l'émergence des pays asiatiques, tandis que la production a diminué. La fermeture de l'un des sites aux États-Unis, en raison de sa vétusté¹⁶³, a affecté le niveau de la production mondiale. Cela a abouti, en 2012, à une situation de pénurie, qui a donné lieu à un envol des prix. Le prix annoncé pour 2013 par le *Bureau of Land Management* s'élevait à 84 dollars par mètre cube, alors qu'il était de 75,75 dollars en 2012 et inférieur à 50 dollars en 2000¹⁶⁴. Pour contrer cette situation de pénurie ainsi que l'augmentation des prix de l'hélium, le président américain Barack Obama a signé le 19 septembre 2013 un décret, l'« Helium Stewardship Act of 2013 », portant sur la privatisation de la réserve fédérale (Godfrin, Gianèse, 2013). Il s'agit de ralentir son

¹⁶² Connor Steve, « A ballooning problem: the great helium shortage », *The Independent*, 04 janvier 2013, <http://www.independent.co.uk/news/science/a-ballooning-problem-the-great-helium-shortage-8439108.html>, consulté le 20 avril 2015.

¹⁶³ « Helium, Inflation Warning », *The Economist*, 28 septembre 2013, <http://www.economist.com/news/finance-and-economics/21586840-americas-dominance-global-helium-market-ending-inflation-warning>, consulté le 20 avril 2015.

¹⁶⁴ Damgé Mathilde, « Les prix de l'hélium s'envolent, les enfants privés de ballons », *Le Monde*, 30 novembre 2012, http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/11/30/les-prix-de-l-helium-s-envolent-les-enfants-privés-de-ballons_1798302_3234.html#dwuWOr6whU069mLX.99, consulté le 20 avril 2015.

épuisement (Mohr, Ward, 2014), de permettre de continuer le stockage et d'encourager la récupération de l'hélium. L'amendement porte aussi sur le prix de l'hélium : il ne doit plus être maintenu artificiellement bas, ce qui permet une exploitation rationnelle des gisements (Godfrin, Gianèse, 2013). Cependant, malgré ces changements, des inquiétudes demeurent. Dans ce contexte, la Russie a l'ambition de devenir un producteur majeur d'hélium grâce à ses gisements de Sibérie orientale¹⁶⁵. Le « Programme gazier oriental » (2007) prévoyait d'ailleurs de lancer la production et la commercialisation de l'hélium dès 2010, mais cela ne s'est pas réalisé.

Ainsi, selon Gazprom, les gisements orientaux ne peuvent pas être mis en exploitation sans que soit assurée l'extraction de l'hélium (Ananenkov, 2009). L'une des raisons pour lesquelles la compagnie retarde la mise en valeur de ces gisements serait la volonté de les exploiter de façon à maximiser les bénéfices en valorisant tous les composants (Hunsicker, 2006). La présence d'hélium est ainsi à double tranchant : elle représente une richesse potentielle, mais elle ralentit la mise en exploitation des gisements de Sibérie orientale et de la République de Sakha (Fond nacional'noj energetičeskoj bezopasnosti, 2011). Ainsi, dans l'oblast d'Irkoutsk, les seuls travaux de gazéification réellement accomplis concernent le gisement de Bratskoe et la ville de Bratsk. Si la mise en exploitation de ce champ a été effectuée, c'est qu'il n'est pas complexe, il contient uniquement du méthane, à l'inverse du gisement géant de Kovykta également situé dans l'oblast¹⁶⁶.

Pour mettre en valeur l'hélium, il faut non seulement assurer son extraction, mais aussi son stockage (« Schéma de développement du secteur gazier jusqu'en 2030 », 2007), ce qui rend les projets de développement des gisements de gaz plus coûteux et, en fin de compte, augmente le prix du gaz. Par ailleurs, les distances sont grandes entre les gisements et les consommateurs potentiels : la demande domestique en hélium est pratiquement nulle et il n'y a aucune infrastructure actuellement pour transporter l'hélium vers les marchés étrangers¹⁶⁷. Le cas de l'hélium met en évidence le problème des infrastructures et également la nécessité de synchroniser le développement de l'industrie gazière avec celui d'autres industries. Cet enjeu existe aussi dans l'industrie pétrolière. Dans la mesure où la majorité des gisements orientaux contiennent à la fois du pétrole et du gaz, une partie du gaz produit dans les régions orientales est extrait par des compagnies pétrolières. Celles-ci, en l'absence d'infrastructures

¹⁶⁵ Site de Gazprom, <http://www.gazprominfo.ru/articles/helium/>, consulté le 04 mai 2015.

¹⁶⁶ Entretien avec Boris Saneev et Svetlana Muzyčuk, Institut des Systèmes énergétiques, Branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 25 mai 2012.

¹⁶⁷ Entretien avec Aleksandr Abalakov, Institut de géographie de l'Oblast d'Irkoutsk, 17 mai 2012.

gazières, réinjectent le gaz associé et le brûlent en torchères, ce qui représente des pertes notables (Filimonova, 2013). Pour le développement et la construction des infrastructures, il existe un décalage entre les industries pétrolières et gazières. Ericka Hunsicker observait en 2006 que, bien qu'il y ait six fois plus de gaz que de pétrole en République de Sakha, il n'était pas exploité.

On voit bien le rôle crucial des techniques et des infrastructures pour la mise en production des réserves, ce qui souligne la nécessité, pour le passage au statut de ressource, de disposer des capacités technologiques et des capacités d'investissement appropriées.

4. La localisation des gisements de gaz de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient

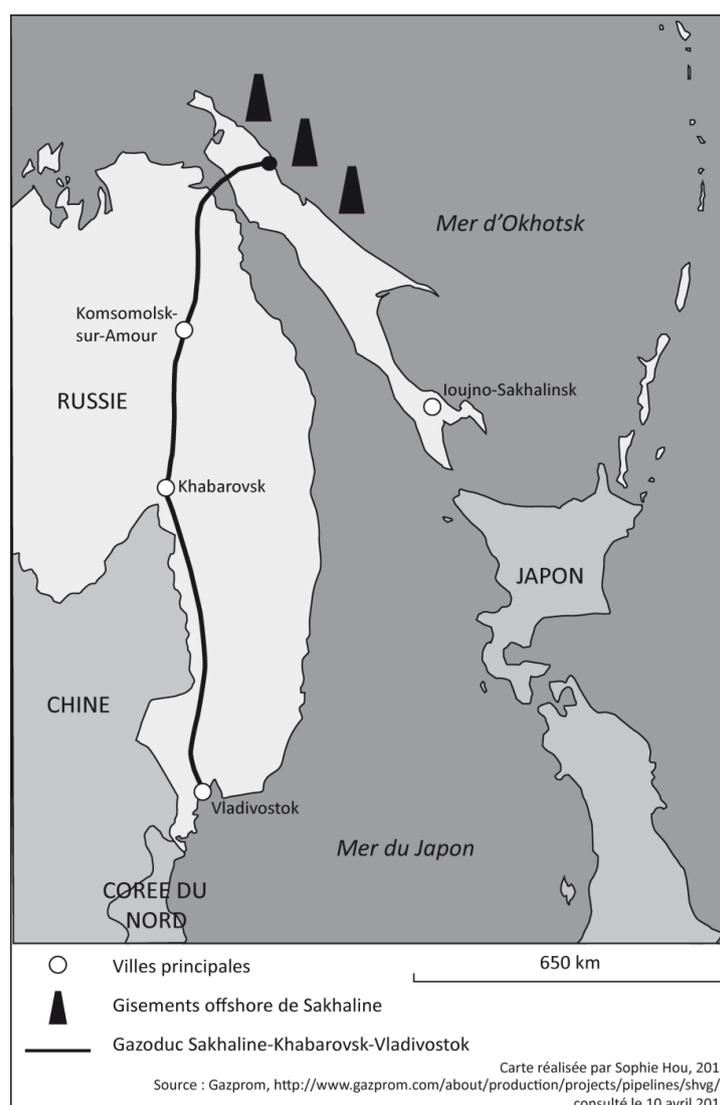
Il s'agit cette fois de s'intéresser à la localisation des réserves et de poser la question des distances à surmonter et des conditions physiques et climatiques auxquelles il faut s'adapter.

La carte 23 met en évidence l'importance qu'il faut accorder à la localisation des gisements. Comme on l'a dit en introduction de ce chapitre, il s'agit de considérer les distances relatives, déterminées par les infrastructures de transport, par leurs caractéristiques et par leurs coûts (Manners, 1964). Relier les gisements de Russie orientale à des infrastructures de traitement et à des marchés de consommation nécessite de parcourir de très longues distances, de l'ordre de centaines ou de milliers de kilomètres, ce qui n'est pas sans conséquence sur les coûts. Cela, additionné à la dispersion des consommateurs sur le territoire, au faible développement des infrastructures de transport et au caractère saisonnier des livraisons, engendre une augmentation importante des coûts du combustible. Dans les régions les plus éloignées, les coûts de transport peuvent ainsi atteindre 70 à 80 % des coûts (Ivanova, Tuguzova, Khalgaeva, Simonenko, 2010).

A l'heure actuelle, on a vu que seule une faible part des réserves de Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient pouvait être considérée comme ressource et était à l'origine d'une production. Si l'on prend en compte la localisation de ces ressources en exploitation, on constate que, pour approvisionner les régions orientales en gaz naturel, il faut soit relier les territoires de l'Est russe à des gisements très distants (essentiellement les gisements du bassin de Sibérie occidentale à l'ouest ou ceux de Sakhaline à l'est), soit commencer l'extraction de champs jusqu'ici pas ou peu exploités. Cela pose la question du développement des infrastructures et du réseau de transport du gaz. Quelles sont les infrastructures existantes à l'heure actuelle ?

Le réseau de gazoducs qui parcourt la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient est lacunaire (voir carte du réseau de gazoducs, première partie). Il faut donc le construire presque intégralement. Il existe bien des infrastructures mises en place pendant la période soviétique en Russie orientale, mais elles sont peu nombreuses et isolées, car non reliées au système unifié de transport et d'approvisionnement en gaz : il s'agit des infrastructures de Norilsk dans le kraï de Krasnoïarsk, d'infrastructures situées dans la République de Sakha et du système de transport du gaz associé de Sakhaline (Ananekov, 2009). Au cours de la deuxième moitié des années 2000, après le lancement du « Programme gazier oriental », quelques projets ont été réalisés. Le premier a été celui du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok, reliant les gisements de Sakhaline à Vladivostok et traversant les kraï de Khabarovsk et du Primorié (voir carte 24). Sa construction a commencé en 2009 et s'est achevée en 2011.

Carte 24 : Le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok



Un système de transport du gaz naturel, d'une longueur de 392 km, a également été mis en place au Kamtchatka pour relier les gisements de l'ouest à Petropavlovsk-Kamchatsky en 2010 (voir carte 25).

Carte 25 : Le gazoduc des gisements de l'ouest jusqu'à Petropavlovsk-Kamchatski au Kamtchatka



On peut aussi mentionner des projets beaucoup plus modestes, associés à des gisements dont les réserves sont beaucoup plus faibles, comme le gazoduc de Bratsk dans l'oblast d'Irkoutsk entre le gisement et la ville de Bratsk. Le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok est actuellement le seul qui traverse plusieurs sujets fédéraux. Les autres projets restent à une échelle très locale. Ces infrastructures ne permettent pas la mise en place d'un système de transport qui relie véritablement les réserves aux grands centres de consommation.

L'absence d'infrastructure de transport, de traitement et d'utilisation du gaz a ralenti le développement de l'industrie gazière dans les régions orientales de la Russie et continue de représenter un obstacle sérieux. Ainsi, en février 2014, Oleg Kravčuk, le ministre des Ressources naturelles et de l'écologie de l'oblast d'Irkoutsk, prévoyait une faible augmentation de la production de pétrole et de gaz pour 2014 par rapport à 2013 et l'expliquait par le fait qu'on avait déjà atteint d'un certain seuil de production, mais aussi à cause de problèmes liés aux infrastructures de transport, plus prégnants encore dans le cas du gaz que dans celui du pétrole. Le pétrole des gisements de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient est en partie transporté par l'oléoduc *Sibérie orientale-océan Pacifique*, mais il n'existe actuellement pas de système de transport comparable pour le gaz¹⁶⁸.

Le manque d'infrastructures de transport ne se limite pas aux infrastructures gazières et pétrolières, c'est un problème général pour les régions russes orientales et cela handicape également le développement des gisements. Il existe peu de routes et de voies ferroviaires, ce qui pose problème pour le transport du matériel, qu'il s'agisse de tubes, de machines, de nourriture, d'abri pour les travailleurs qui doivent œuvrer dans un climat difficile. Tout cela se répercute sur les coûts des infrastructures de transport d'hydrocarbures (Troner, 2000). Gazprom déplore d'ailleurs le manque d'infrastructures routières et souligne que la compagnie, pour réaliser ses projets dans les territoires orientaux, a besoin du soutien de l'État pour résoudre le problème de la construction et du financement des infrastructures de transport en Sibérie orientale et en Extrême Orient¹⁶⁹. Les porte-parole de la compagnie mentionnent le « Programme de développement socio-économique de l'Extrême-Orient et de la Région du Baïkal » approuvé le 15 avril 2014 mais regrettent que les programmes fédéraux et régionaux ne prennent pas en compte le financement de la route de Viliouï et l'entretien des autoroutes fédérales de l'Amour (M-58) et de l'Oussouri (M-60), qui sont deux tronçons du corridor autoroutier transsibérien.

En fin de compte, les coûts des projets de gazoducs dépendent principalement de plusieurs éléments : les coûts de mise en valeur du gisement, la longueur de l'itinéraire suivi pour transporter le gaz, le type de pipeline utilisé (caractéristiques spécifiques adaptées au terrain), la capacité de transport, la pressurisation du pipeline et la dimension et le type du marché de consommation (Troner, 2000). Les coûts d'investissement nécessaires au

¹⁶⁸ « Dobyča nefiti v Irkutskoj oblasti v 2014 godu vyrastet neznačitel'no », Novosti oilru.com, 25/02/2014, consulté le 02/03/2014, <http://www.oilru.com/news/398980/>

¹⁶⁹ Gazprom, "Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets", Press Conference, June 18, 2014.

développement des gisements peuvent varier considérablement selon leur nature, la distance par rapport aux marchés, selon le terrain et le climat. Les gisements de Russie orientale ont ainsi des coûts de mise en valeur variables, mais les sommes en jeu sont toutes élevées. Ainsi, pour le gisement de Kovykta, les estimations varient de 1,5 à 13,6 milliards de dollars, selon notamment que l'on prend en compte ou non des infrastructures d'extraction, de liquéfaction et de stockage de l'hélium¹⁷⁰. De même, des investissements de 1,5 à 13,7 milliards de dollars seraient nécessaires pour le développement du gisement de Čajanda.

Prendre en compte la localisation des gisements suppose également qu'on s'intéresse aux conditions physiques et climatiques des territoires dans lesquels ils se situent. Les caractéristiques de la Russie orientale ont été présentées dans le chapitre 7 et il ne s'agit pas ici de les rappeler en détail. Cependant, il faut souligner le fait que, si les régions orientales russes, dans leur ensemble, s'illustrent par des conditions naturelles contraignantes, celles-ci sont encore renforcées pour les territoires dans lesquels se trouvent les gisements. En effet, ils ne se situent pas à proximité des lieux de peuplement, le plus souvent en position méridionale, mais à des centaines de kilomètres au nord. Dans ces conditions, les contraintes physiques et climatiques s'exercent fortement. Les équipements connaissent un vieillissement rapide. Yvette Vaguet (2009) a étudié les impacts de la mise en valeur des hydrocarbures en Sibérie occidentale. Un certain nombre de points qu'elle souligne sont aussi valables pour la Russie orientale. En hiver, les métaux sont rendus cassants par le froid, le pétrole devient visqueux et doit être chauffé pour le transport. La forte amplitude thermique, caractéristique du climat continental, est également une contrainte pour le transport du gaz, car le gaz transporté par pipeline doit être maintenu à une température relativement stable. Il est donc nécessaire de renforcer l'isolation des gazoducs (Troner, 2000). Les changements saisonniers sont aussi synonymes de dégel et de terrains marécageux. Les gisements de la République de Sakha se situent dans des territoires où la température peut descendre en dessous de -50°C pendant les mois d'hiver et construire des infrastructures pour transporter le gaz de ces gisements nécessite de traverser des zones marécageuses, de montagnes et à forte activité sismique¹⁷¹.

¹⁷⁰ « Glittering vistas: Kovykta is not a priority, but contracts could be big », *The Russian Energy*, 22 avril 2013, <http://rusenergy.com/ru/download/glittering.pdf>, consulté le 3 octobre 2014 ; « Gazprom unveils major \$38 billion Siberian gas development in Asian export drive », *The Siberian Times*, 30 October 2012, <http://siberiantimes.com/business/investment/news/gazprom-unveils-major-38-billion-siberian-gas-development-in-asian-export-drive/>, consulté le 3 octobre 2014.

¹⁷¹ Gazprom, « Prinjato okončatel'noe rešenje po Čajandinskomu mestoroždeniju i gazoprovodu "Jakutija-Habarovsk-Vladivostok" » (« La décision finale a été prise au sujet du gisement de Čajanda et du gazoduc

Or, pour réaliser le « Programme gazier oriental » et remplir les objectifs fixés pour 2030, Gazprom devra construire 11 000 kilomètres de gazoducs dans ces conditions difficiles (Mehdiyeva, 2008).

De plus, environ un tiers des réserves de gaz de Russie orientale se trouve dans des zones offshore, pour lesquelles les conditions physiques et climatiques ne sont pas plus clémentes. Au niveau des zones offshore de Sakhaline, la glace est présente quatre à six mois par an et son épaisseur moyenne peut atteindre deux mètres. Le gel des eaux superficielles peut affecter les infrastructures tandis que les tempêtes, ainsi que l'englacement, limitent les activités d'exploration à moins de six mois par an (Troner, 2000). On peut ajouter à ces nombreuses difficultés des contraintes plus locales et l'existence de zones naturelles protégées. Ainsi, dans le cas de la mise en valeur du gisement de Kovykta, il faut inclure la présence d'une forêt de cèdres ainsi que de zones protégées le long de la Lena et de l'Orlina (Tatarinov *et al.*, 2013).

Les questions de localisation des réserves renvoient donc à celle des distances et à celle des contraintes territoriales. Dans le cas de la Russie orientale, de ces deux points de vue, il existe de nombreux obstacles à la mise en valeur des réserves gazières. L'éloignement et la rudesse des conditions physiques et climatiques font partie des principaux obstacles à l'exploitation (Hunsicker, 2006) et se traduisent par des coûts élevés. Les réserves sont donc mises en exploitation uniquement si ces coûts sont contrebalancés par les bénéfices des projets. Le caractère construit des ressources apparaît donc nettement, ainsi que l'idée que ce qui peut être entendu par ressource évolue en fonction non seulement des technologies, mais aussi des questions de rentabilité. Cette idée est mise en évidence par Al Troner (2000) :

« Observer le développement potentiel des réserves gazières en Extrême-Orient russe permet de comprendre un fait élémentaire : les ressources naturelles, en tant que réalité concrète, et non en tant que virtualité, sont incontestablement « non-naturelles » dans la mesure où elles requièrent trois éléments humains : du travail, du capital et des technologies. Le défi du développement du gaz de l'Extrême-Orient russe est que des investissements substantiels dans ces trois domaines seront nécessaires avant que le gaz soit exporté et vendu pour la première fois. »

5. Les marchés de consommation régionaux

On a vu qu'il était indispensable de prendre en considération les distances entre les réserves et les débouchés. Mais il faut pour cela savoir de quels marchés de consommation il est question. Les distances vont varier selon la réponse apportée. On va s'intéresser tout d'abord aux marchés de consommation régionaux. Ceux-ci justifient-ils, compte tenu de leurs différentes caractéristiques, la mise en exploitation des réserves gazières de Russie orientale ? L'une des caractéristiques déterminantes est la taille du marché, comme le souligne Gerald Manners (1964) :

« Pour une répartition des ressources énergétiques donnée, la taille d'un marché de l'énergie est un facteur majeur pour décider si, quand et à quelle échelle, l'exploitation de ces ressources aura lieu. Les effets de la taille du marché sur la géographie de l'énergie s'expriment principalement à travers les coûts de production et de transport, qui sont à leur tour affectés par les économies d'échelle (de localisation et d'urbanisation). En influençant l'échelle de la production, la taille d'un marché affecte fortement les coûts d'exploitation d'une ressource – et donc sa compétitivité sur le marché¹⁷² » (p. 116).

Pour évaluer la demande régionale, il est nécessaire de rappeler les caractéristiques démographiques de la Russie orientale, évoquées dans le chapitre 7. Les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient sont très peu peuplés par rapport à leur superficie : ils couvrent plus de 60 % du territoire de la Fédération de Russie, mais possèdent moins de 20 % de sa population. La répartition de la population est une caractéristique déterminante pour estimer le potentiel de la consommation régionale. La Russie d'Asie est urbaine à 72,4 % en moyenne en 2012, la part de la population urbaine étant supérieure à 70 % aussi bien pour la Sibérie occidentale, la Sibérie orientale et pour l'Extrême-Orient (Radvanyi, 2013). Cependant, des centaines de kilomètres séparent les principales villes et ces dernières sont relativement petites (voir tableau 45). Si on prend uniquement en compte la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient, il n'y a pas de ville de plus d'un million d'habitants. Si l'on reprend le classement des dix plus grandes villes de chaque district fédéral, on constate que la 10^e ville de Sibérie compte seulement un peu plus de 300 000 habitants et la 10^e d'Extrême-Orient encore moins, 100 000 habitants. De plus, il n'existe pas de réseau urbain dense de villes de petite

¹⁷² Traduction de l'auteur.

taille pour compenser. Il faut donc parcourir des distances considérables pour desservir des centres de consommation modestes. Dans ces circonstances, la demande existante et potentielle des ménages correspond à des volumes relativement faibles de gaz naturel. Les consommateurs sont surtout les centrales électriques et les industries. Or, celles-ci ont recours à d'autres sources d'énergie. Contrairement aux régions occidentales de la Russie, les territoires orientaux se caractérisent actuellement par une part marginale du gaz naturel dans leurs bouquets énergétiques et une prédominance du charbon, qui représente 74 % du mix énergétique de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient (voir chapitre 7).

Tableau 45 : les 10 plus grandes villes des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient en 2010

District fédéral	Ville	Nombre d'habitants (en milliers)
Sibérie	Novossibirsk	1 409,10
	Omsk	1 127,70
	Barnaoul	597,8
	Novokouznetsk	563,5
	Kemerovo	521,2
	Tomsk	508,6
Dont Sibérie orientale	Krasnoïarsk	946,7
	Irkoutsk	586,7
	Oulan-Oudé	377,1
	Tchita	309
Extrême-Orient	Khabarovsk	580,7
	Vladivostok	578,2
	Komsomolsk-sur-Amour	269,8
	Iakoutsk	267,9
	Blagovechtchensk	206,5
	Petropavlovsk-Kamtchatski	194,4
	Ioujno-Sakhalinsk	174,8
	Nakhodka	165,7
	Ooussourisk	152,9
	Artem	101,8

Source : Rosstat, recensement de la population de 2010.

La faiblesse de la demande régionale s'observe dans les chiffres. Au début des années 2000, peu de sujets de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient utilisaient du gaz naturel et leur consommation était modeste : le kraï de Krasnoïarsk, l'oblast de Sakhaline, le kraï de Khabarovsk, la République de Sakha et le kraï du Kamtchatka. En toute logique, ces régions correspondent à celles qui disposent de gisements sur leur territoire ou qui se trouvent relativement proches de celles-ci, comme le kraï de Khabarovsk, proche de Sakhaline, et ceux qui possèdent des infrastructures de transport du gaz (voir tableau 46). Des projections ont été

réalisées. En l'espace de deux décennies, il est prévu que la demande en gaz de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient soit multipliée par quatre. Des retards ont été pris par rapport aux prévisions du « Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030 » : en 2015, la République de Bouriatie et le kraï de Transbaïkalie (ancien oblast de Tchita) ne sont toujours pas approvisionnés en gaz naturel. Les projections ne sont pas aisées à établir car la consommation dépend du développement régional, par exemple de la mise en place de complexes industriels, et donc de la réalisation de programmes de développement régionaux, mais elle dépend aussi de la production.

Tableau 46 : Demande en gaz naturel en Sibérie orientale et en Extrême-Orient et projection pour l'année 2020 (milliards de mètres cubes)

Région	Années			
	2000	2005	2010	2020
Kraï de Krasnoïarsk	4,2	4,4	7,3	10,2
Oblast d'Irkoutsk	-	-	1,4	4,2
République de Bouriatie	-	-	0,3	1,1
Oblast de Tchita*	-	-	-	0,7
Sibérie orientale	4,2	4,4	9,0	16,2
Oblast de Sakhaline	0,7	1,2	2,3	7,5
Kraï de Khabarovsk	1,1	1,4	1,8	2,7
Kraï du Primorié	-	-	-	1,9
Oblast de l'Amour	-	-	-	0,9
République de Sakha	1,9	2,1	2,3	2,8
Oblast du Kamtchatka**	0,05	0,5	0,7	0,9
Extrême-Orient	3,75	5,2	7,1	16,7
Total pour la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient	7,95	9,6	16,1	32,9

*L'oblast de Tchita, en fusionnant avec l'okroug autonome d'Aga-Bouriatie, est devenu en 2008 le kraï de Transbaïkalie.

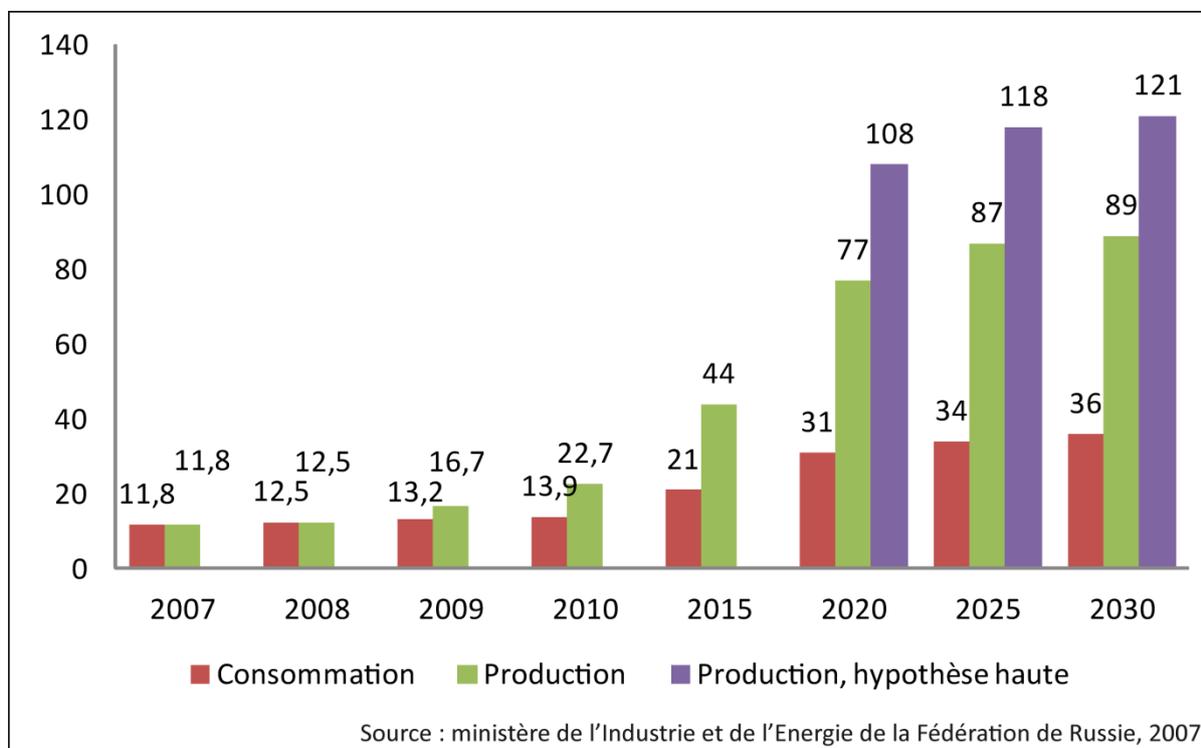
**L'oblast du Kamtchatka, en fusionnant avec l'okroug autonome de Koriakie, est devenu en 2007 le kraï du Kamtchatka.

Source : Saneev, Platonov, Mandelbaum, Sokolov, Sokolov, Batkhuyag, 2010

Le lien entre production et consommation s'observe directement si l'on compare les volumes de gaz produits et consommés dans les régions orientales (voir graphe 30). En 2007, il existe une correspondance parfaite entre les deux. Le gaz produit dans les sujets de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient est utilisé sur place, il n'est pas exporté. La production est limitée. Tandis que les documents des ministères fédéraux et de Gazprom prévoient un accroissement de la consommation, censée tripler entre 2007 et 2020, les projections concernant la production tiennent compte de projets de mise en valeur des gisements et anticipent une augmentation bien plus forte : les volumes de gaz seraient multipliés par 8 ou

10. La production dépend de la consommation. Or, elle correspond à des volumes bien supérieurs à ceux qui sont susceptibles d'être consommés dans les sujets orientaux.

Graphe 30 : Consommation et production de gaz naturel de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient en 2007 et projections jusqu'en 2030



Ainsi, les marchés de consommation régionaux sont limités, ils sont insuffisants pour absorber la production des gisements locaux de gaz naturel dans le cas où ceux-ci seraient mis en valeur de façon intensive. Cette situation est observée en particulier dans l'oblast d'Irkoutsk (voir quatrième partie).

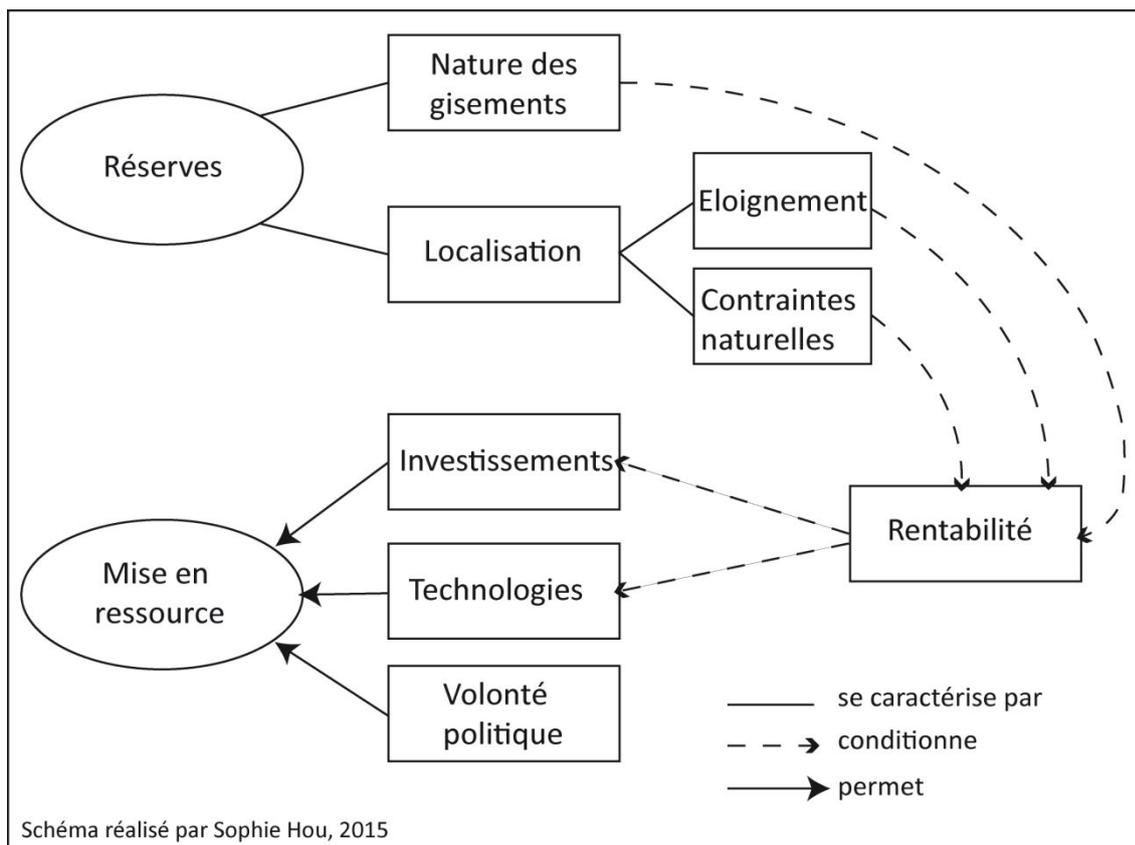
Conclusion

Pour la Russie orientale, la question qui se pose n'est pas celle de la présence de gaz naturel, mais celle des possibilités de son exploitation, c'est-à-dire de sa mise en ressource. Comme l'observe Nazrin Mehdiyeva (2008) :

« S'il ne fait aucun doute que la Russie possède des réserves inexplorées colossales, leur attractivité économique n'est pas incontestable. A cette lumière, il est compréhensible que Gazprom préfère acheter du gaz d'Asie Centrale, d'Azerbaïdjan, d'Algérie et du Nigéria, plutôt que d'investir des milliards pour construire de nouvelles infrastructures domestiques. »

Car il ne s'agit pas uniquement de disposer de réserves connues, il faut être en mesure de les exploiter de façon rationnelle et rentable, ce qui nous ramène à la dimension évolutive de la ressource, soulignée précédemment. Les réserves de gaz deviennent des ressources si les conditions techniques, économiques et commerciales le permettent (voir schéma 14). Il faut aussi tenir compte des critères démographiques, qui se traduisent en termes de marchés de consommation et dont dépend la présence d'une main-d'œuvre temporaire, nécessaire à la construction des infrastructures lors de la phase de développement, ainsi que d'une main-d'œuvre permanente pour assurer l'exploitation des gisements sur le long terme. Les paramètres démographiques ont un poids particulièrement fort pour les régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient. Le contexte politique joue également un rôle, de même que les modalités de gestion des réserves, les acteurs impliqués et la façon dont ils interagissent, comme nous le verrons par la suite.

Schéma 14 : Les principaux éléments intervenant dans la mise en ressource des réserves



On l'a vu, le projet de gazéification n'est pas rentable en lui-même. Il ne fait pas réellement sens à l'échelle locale ou régionale dans la mesure où les marchés régionaux ne permettent pas, d'un point de vue économique, la mise en valeur des gisements et la

construction des infrastructures. Analysés au niveau des périphéries, les projets portés par le centre ne sont pas forcément pertinents ni rationnels. Il existe des différences de situation et d'attitude entre les régions orientales : dans l'oblast Irkoutsk, l'intérêt des projets semble discutable, tandis qu'en République de Bouriatie, le gaz est désiré, mais pas obtenu (voir quatrième partie).

Malgré les difficultés et les caractéristiques contraignantes des régions orientales, il était prévu de construire un réseau de gazoducs sur leurs territoires. Cette volonté était affirmée par Dmitri Medvedev en 2006 :

« Il y a dans notre pays des lieux très éloignés, en particulier en Sibérie et en Extrême-Orient, des villages qui sont dispersés sur des centaines de kilomètres. Mais on a tout de même besoin de transporter le gaz aussi jusque là¹⁷³. »

¹⁷³ Polubota Aleksej, « Minus gazifikacija vsej strany », *Svobodnaja Pressa*, 3 février 2015, consulté le 15 avril 2015, <http://svpressa.ru/economy/article/63808/>

Chapitre 10. Approvisionnement régional et projets d'exportation

Les territoires régionaux ne sont pas suffisamment peuplés pour représenter des marchés en mesure d'absorber le potentiel de production et justifiant la construction d'un réseau de gazoducs desservant les territoires orientaux. Il est prévu d'augmenter la production dans des proportions bien supérieures à celles de la croissance potentielle de la consommation domestique, donc de dégager des surplus destinés à l'exportation. Il existe un lien entre les projets de gazéification et d'approvisionnement domestique et les projets d'exportation. Quel arbitrage est fait entre les deux ? Peut-on concilier les deux aspects dans les faits ou seulement dans les discours ?

1. Une coopération énergétique limitée entre la Russie et les pays de la région Asie-Pacifique

Pendant les décennies 1990 et 2000, malgré les discours russes sur le caractère stratégique du développement des régions orientales et des relations avec les pays de la région Asie-Pacifique, en particulier dans le domaine énergétique, les projets de coopération ont été peu nombreux et freinés par de nombreux obstacles, ainsi que par les contentieux qui opposent la Russie et les pays asiatiques (voir chapitre 7).

1.1. L'échec de multiples tentatives de coopération

La coopération avec les pays d'Asie-Pacifique est vitale pour la réussite des projets énergétiques de Sibérie et d'Extrême-Orient. Ainsi, certains d'entre eux ont échoué faute d'une entente et d'une approche commune avec les pays asiatiques (Kalashnikov, Gulidov, 2010). C'est le cas du gazoduc Altaï, qui est l'objet de discussions entre la Chine et la Russie depuis des années. Dès le 21 septembre 2006, la République de l'Altaï et Gazprom signaient ainsi un accord de coopération sur l'extension de l'ESG dans l'est de la Russie et sur de grands projets gaziers, essentiellement le gazoduc Altaï. Plusieurs options et itinéraires ont été et sont encore envisagés pour livrer du gaz russe par gazoduc à la Chine. La variante occidentale est le projet Altaï. Il s'agit d'un gazoduc qui relie le bassin de Sibérie

occidentale¹⁷⁴ à la Chine en traversant l'Altaï et en passant par le plateau de l'Ukok. Depuis des années, le projet alimente de nombreuses études ainsi que des contestations de la part des associations environnementales¹⁷⁵. Cependant, pour l'heure, aucune décision n'a été prise concernant sa construction. La question du prix du gaz a cristallisé les désaccords entre les deux parties et a sans cesse reporté le lancement du projet. Dans cette situation, la Chine s'est tournée vers d'autres partenaires et a conclu un accord avec le Turkménistan qui a débouché sur la construction d'un gazoduc reliant les deux pays (Paltsev, 2011). Le projet Altaï n'a pas d'objectifs en termes d'approvisionnement domestique, il correspond uniquement à la construction d'un gazoduc d'exportation. Ce type de projet dépend évidemment de la coopération entre les deux partenaires commerciaux.

Cependant, certains projets, qui semblent à première vue moins directement dépendre de la coopération entre la Russie et les pays asiatiques, en sont tributaires. Le projet de mise en valeur du gisement de Kovykta, dans l'oblast d'Irkoutsk, est un bon exemple. Gazprom a élaboré un projet en 2003, prévoyant de construire des infrastructures gazières destinées à approvisionner les marchés de l'Asie du nord-est et de mettre en œuvre un plan de gazéification de la Sibérie et de l'Extrême-Orient (Kalashnikov, Gulidov, 2010). Les deux objectifs sont alors associés. Une coopération entre la Russie et les pays asiatiques a émergé : une étude de faisabilité internationale a été réalisée, impliquant la compagnie russe RUSIA-Petroleum, la compagnie coréenne Kogas et la compagnie chinoise CNPC. Cependant, le problème des prix du gaz vendus aux marchés asiatiques est apparu, ainsi que celui de l'absence d'infrastructures gazières, en Sibérie mais aussi en Chine. Il faut préciser qu'à l'époque, Gazprom ne possédait pas la licence d'exploitation du gisement de Kovykta. Le projet n'a donc pas été mené à terme. En 2007, RUSIA-Petroleum et TNK-BP ont lancé un nouveau projet de mise en valeur qui reposait également sur la construction d'un gazoduc d'exportation vers la Chine, celui-ci devant permettre de supporter les coûts de la gazéification régionale. Il a lui aussi été abandonné. Les compagnies se sont heurtées à l'opposition de Gazprom et aux mêmes problèmes d'absence de coopération entre la Russie, la Chine, les deux Corée et le Japon. Ainsi, on constate que le développement des centres de production de Russie orientale dépend des relations de la Russie avec ses voisins asiatiques.

¹⁷⁴ L'expression de Sibérie occidentale est ici utilisée au sens de bassin d'hydrocarbures et ne correspond pas aux délimitations administratives ou en régions économiques.

¹⁷⁵ Entretien avec Mikhaïl Klejndlin, Greenpeace, Moscou, 17 avril 2012.

La mise en exploitation de Kovykta met non seulement en évidence les problèmes de dépendance par rapport aux perspectives d'exportation du gaz, mais aussi les difficultés pour mettre en place une coopération sur le long terme et concrétiser les projets. Dans le but de mettre en valeur les gisements de l'oblast d'Irkoutsk, en particulier le gisement de Kovykta, la compagnie RUSIA-Petroleum a été créée en 1992. Dès les années 1990, la mise en valeur du gisement est considérée sous deux aspects, dans une dimension régionale et dans une dimension internationale : une première variante prévoyait en priorité de gazéifier l'oblast d'Irkoutsk tandis qu'une deuxième prévoyait d'exporter le gaz (Artem'ev, 2008). Entre 1992 et 1996, le projet, à cause des réticences du gouvernement russe, est resté entièrement national, même si les pays asiatiques manifestaient leur intérêt pour la mise en valeur du gisement.

C'est à partir de 1996 que des tentatives sont faites pour attirer les investisseurs étrangers. La Corée, qui a mené des négociations actives avec l'administration de l'oblast d'Irkoutsk pour participer à l'exploitation, a obtenu, par le biais de la compagnie coréenne Hanbo Group et de sa filiale *East Asia Gas Corporation*, 27,5 % des actions de RUSIA Petroleum. Le Japon s'est également lancé dans les négociations mais sans résultat. Quant à la Chine, elle s'est aussi intéressée au gisement de Kovykta. En 1996, un accord fut conclu entre le ministère de l'Énergie de la Fédération de Russie et la compagnie CNPC au sujet de plusieurs projets pétroliers et gaziers. L'un d'eux concernait la construction d'un gazoduc du gisement de Kovykta vers la Chine (Artem'ev, 2008). En 1997, un protocole d'accord fut signé entre les gouvernements russe et chinois, portant sur la construction d'un gazoduc pour transporter le gaz de Sibérie orientale vers la Chine ainsi que sur l'exploitation du gisement de Kovykta. L'année suivante, en 1998, un groupe de travail rassembla des experts russes, chinois, mongols, coréens et japonais, qui étudièrent un projet de gazoduc de la Russie à la Chine, en passant par la Mongolie et en continuant potentiellement jusqu'à la Corée du Sud et jusqu'au Japon. Les négociations furent menées aux niveaux régional et fédéral et débouchèrent sur la signature, en février 1999, d'un accord général d'élaboration d'un projet de construction de pipeline entre Kovykta et la Chine.

Cependant, aucun accord concret ne fut trouvé. Le 27 février 2001, la Russie et la Corée du Sud conclurent un accord de coopération sur l'exploitation de Kovykta. On voit bien que la mise en valeur de Kovykta a fait l'objet de négociations entre la Russie et les pays asiatiques et a donné lieu à plusieurs accords, mais ces accords ne se sont pas traduits par des réalisations. La compagnie coréenne East Asia Corporation a été la seule entreprise, parmi les entreprises chinoises, japonaises et sud-coréennes, à réussir à obtenir une participation dans la

compagnie RUSIA-Petroleum, mais elle a fait banqueroute et a revendu en 2000 ses actions à TNK-BP. Ainsi, malgré les négociations entre la Russie et les pays asiatiques, ces derniers ont été tenus à l'écart du projet. Les discussions sur la mise en valeur du gisement durent depuis des décennies, mais, en l'absence d'une coopération véritable, qui tiendrait compte des différents aspects du projet (exploitation, transport, traitement, débouchés...), aucune décision n'est prise.

Les avancées dans le domaine énergétique sont lentes et les négociations traînent en longueur. Ce constat peut aussi être fait dans le cas de l'oléoduc Sibérie orientale-Océan Pacifique. Les discussions autour du pipeline ont duré pendant des décennies avant que le projet aboutisse (Hou, 2009). Dans un contexte où il n'existe pas de coopération de longue date avec les voisins asiatiques, la Russie est réticente à s'engager et tente de faire monter les enchères entre eux.

1.2. Le poids des marchés asiatiques pour la Russie à l'heure actuelle

La coopération énergétique entre la Russie et les pays asiatiques est jusqu'alors restée limitée. Cela explique partiellement la part modeste de la région dans les exportations de gaz russe. Aujourd'hui, les livraisons de gaz naturel aux pays d'Asie-Pacifique ne représentent que de faibles volumes par rapport au total des exportations russes. Il n'existe pas encore de gazoduc permettant de transporter le gaz par voie terrestre jusqu'aux pays asiatiques. Le gaz exporté vers ces marchés est donc uniquement du gaz naturel liquéfié (GNL). La seule usine de liquéfaction, située à Sakhaline et appartenant au complexe de Sakhaline-2, c'est-à-dire au consortium *Sakhalin Energy*, a été mise en service en février 2009¹⁷⁶. Les exportations de gaz naturel ont commencé en avril 2009. En 2013, l'usine de liquéfaction de Sakhaline-2 a produit 14,9 milliards de mètres cubes de GNL (Sidortsov, 2014). La vente de ce gaz se fait dans le cadre de contrats à long terme, d'une durée de 20 ans¹⁷⁷. Elle ne permet de satisfaire qu'une faible part de la demande, mais sa part dans l'approvisionnement du marché mondial est croissante. En 2014, le GNL de Sakhaline représentait 6 % des importations de GNL de la région Asie-Pacifique et plus de 4 % du marché mondial¹⁷⁸. Le transport de GNL s'est effectué vers plusieurs destinations. Au cours de la période 2009-2014, il a été exporté vers le

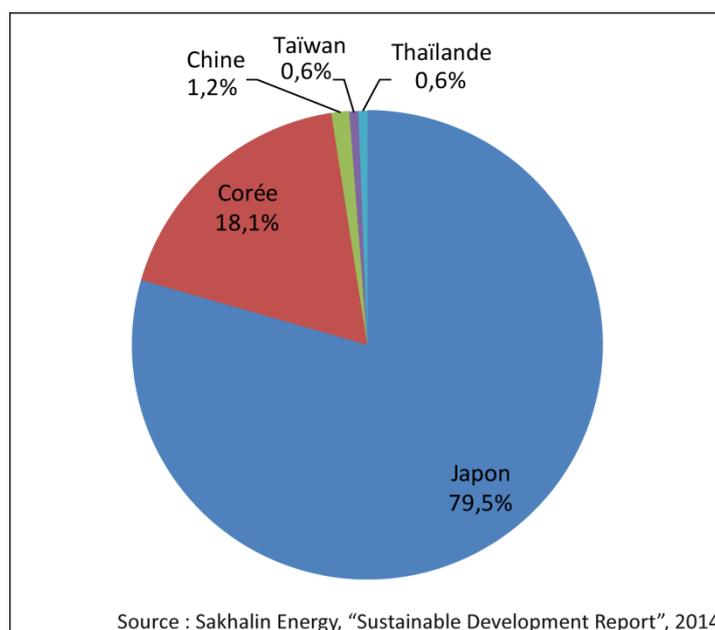
¹⁷⁶ Gazprom, « Gazprom en questions et réponses », 2011.

¹⁷⁷ <http://www.shell.com/global/aboutshell/major-projes-2ct/sakhalin/Ing.html>, consulté le 13 mai 2015.

¹⁷⁸ *Sakhalin Energy*, « Sustainable Development Report », 2014.

Japon, l'Inde, la Corée du Sud, la Chine, Taïwan, la Thaïlande, le Royaume-Uni, le Koweït¹⁷⁹. Ce sont les pays d'Asie-Pacifique qui représentent les principaux marchés d'importations : entre 2011 et 2013, 89 % des livraisons de GNL ont été destinées à ces pays¹⁸⁰. Le Japon est de loin la première destination : il a acheté, en 2014, près de 80 % du GNL de *Sakhalin Energy* (voir graphe 31). La Corée du Sud est le deuxième importateur, la Chine n'achetant qu'une très faible part (1,22 %) de la production.

Graphe 31 : Parts des marchés de vente du gaz naturel liquéfié de Sakhaline en 2014



Les importations du GNL de Sakhaline satisfont environ 10 % de la demande du Japon¹⁸¹, ce qui place la Russie en quatrième position de ses fournisseurs de gaz naturel (Lindgren, 2015). Au cours des années 2010 à 2013, les importations totales de GNL du pays se sont accrues et ses importations de GNL russes ont augmenté de 42 %¹⁸². Les échanges gaziers entre la Russie et ses partenaires de la région Asie-Pacifique sont faibles au regard des exportations de gaz naturel vers l'Europe. Cependant, la part du GNL importé de Russie varie

¹⁷⁹ Gazprom, Rapports de 2011 et 2013.

¹⁸⁰ Gazprom, « Gazprom na Vostoke Rossii, vyhod na rynki stran ATR » (« Gazprom dans l'est de la Russie, entrée sur les marchés des pays de la région Asie-Pacifique »), présentation de conférence de presse, 18 juin 2014.

¹⁸¹ Kazmin Roman, "Sakhalin-2 expects lower LNG production in 2015", ICIS, 02 April 2015, <http://www.icis.com/resources/news/2015/04/02/9873013/sakhalin-2-expects-lower-lng-production-in-2015/>, consulté le 13 mai 2015.

¹⁸² "Tokyo treads delicate path to energy security", *Argus Monthly*, Global LNG, LNG markets, projects and infrastructure, Volume X, Issue 4, April 2014, p.3.

selon les pays asiatiques. Si elle est actuellement très faible pour la Chine, elle est nettement plus grande et tend à croître dans le cas du Japon.

1.3. Les partenariats existants

Quels sont les partenariats entre les pays asiatiques et la Russie dans le domaine énergétique ? Quelles compagnies asiatiques sont impliquées dans les projets russes ? Si l'on s'intéresse uniquement aux cas du Japon, de la Chine et de la Corée, on observe que ces pays sont présents, par l'intermédiaire de quelques grandes compagnies, dans un petit nombre de projets gaziers russes. Deux compagnies japonaises font partie du consortium *Sakhalin Energy* depuis sa création en 1994 : Mitsui et Mitsubishi, qui détenaient respectivement 25 et 20 % des actions de la compagnie avant l'entrée de Gazprom dans le consortium en 2006. Depuis, leurs parts ont diminué, passant à 12,5 et 10 %, au profit de Gazprom. Des entreprises japonaises sont aussi impliquées dans le projet Sakhaline-1. Sodeco, un consortium de compagnies japonaises, détient 30 % de ses actions (Lindgren, 2015). On peut mentionner au passage qu'ONGC Videsh, la compagnie pétrolière contrôlée par l'État indien, possède 20 % des actions de Sakhaline-1.

La Chine est peu présente dans les projets gaziers. La compagnie publique CNPC, dans le cadre d'une *joint-venture* avec Rosneft, a acquis les licences d'exploitation de gisements situés au nord de l'oblast d'Irkoutsk. Il s'agit de gisements essentiellement pétroliers, même s'ils contiennent également du gaz associé. Dans le secteur gazier à proprement parler, CNPC participe au projet Yamal LNG, la joint-venture formée avec Novatek (60 % des actions) et Total (20 %) dont elle détient 20 % des parts.

Les compagnies sud-coréennes sont encore moins présentes dans le secteur gazier russe. Des rencontres entre Gazprom et Kogas ont lieu régulièrement depuis des décennies, mais Kogas ne participe pas aux projets de mise en valeur des gisements non plus qu'aux projets de liquéfaction. Des projets de pipelines pour livrer du gaz à la Corée du Sud sont mentionnés par les dirigeants de Gazprom mais n'ont pas fait l'objet d'accords entre les deux parties.

Les projets de gazoducs ainsi que les projets de création d'infrastructures de liquéfaction du gaz naturel figurent parmi les domaines clés de coopération énergétique entre la Russie et les pays de l'Asie-Pacifique identifiés par le ministère de l'Énergie de la

Fédération de Russie¹⁸³. Ils ont fait l'objet de nombreux discours et négociations mais ont connu peu de développement pendant des années. Cependant, ils sont actuellement en plein essor (voir *infra*).

2. Le « Programme gazier oriental »

L'essor des projets orientaux se traduit par le lancement du « Programme gazier oriental », élaboré par le ministère de l'Énergie et de l'Industrie et approuvé par un décret du gouvernement fédéral le 3 septembre 2007 (voir chapitre 2). Son élaboration fait suite au décret fédéral du 16 juillet 2002 « Sur l'élaboration d'une politique d'exportation dans le domaine des exportations de gaz vers la Chine et les autres pays de la région Asie-Pacifique et d'un programme de création d'un système unifié de production, de transport et d'approvisionnement en gaz en Sibérie orientale et en Extrême-Orient » (Ananekov, 2008). Plusieurs visions du développement du secteur gazier dans l'Est de la Russie se sont affrontées. Aussi les discussions entre les ministères fédéraux et Gazprom autour de l'élaboration du « Programme gazier oriental » ont-elles duré cinq ans. Avant son approbation en septembre 2007, les ministères de l'Industrie et de l'Énergie, le ministère du Développement économique et du Commerce et le ministère des Ressources naturelles ont d'ailleurs soumis, au printemps 2007, une première version au gouvernement, « avec des désaccords entre ministères » (Poussenkova, 2007). Le développement des gisements de Kovykta et de Čajanda fait particulièrement débat : les acteurs impliqués ne s'entendent pas sur les dates de mise en valeur ni sur la destination du gaz de ces champs.

Selon Igor Tomberg¹⁸⁴, un changement de perspective a été opéré entre les deux versions du programme, celle de 2003 et celle de 2007, donnant une plus grande importance aux exportations. L'intitulé complet du programme de 2007 est d'ailleurs « Programme de développement d'un système intégré de production, de transport et de distribution de gaz en Sibérie orientale et en Extrême-Orient en prenant en compte les exportations potentielles de gaz vers la Chine et les autres pays de l'Asie-Pacifique », l'accent est explicitement mis sur les exportations. Il s'inscrit dans une stratégie politique plus large qui prône une réorientation

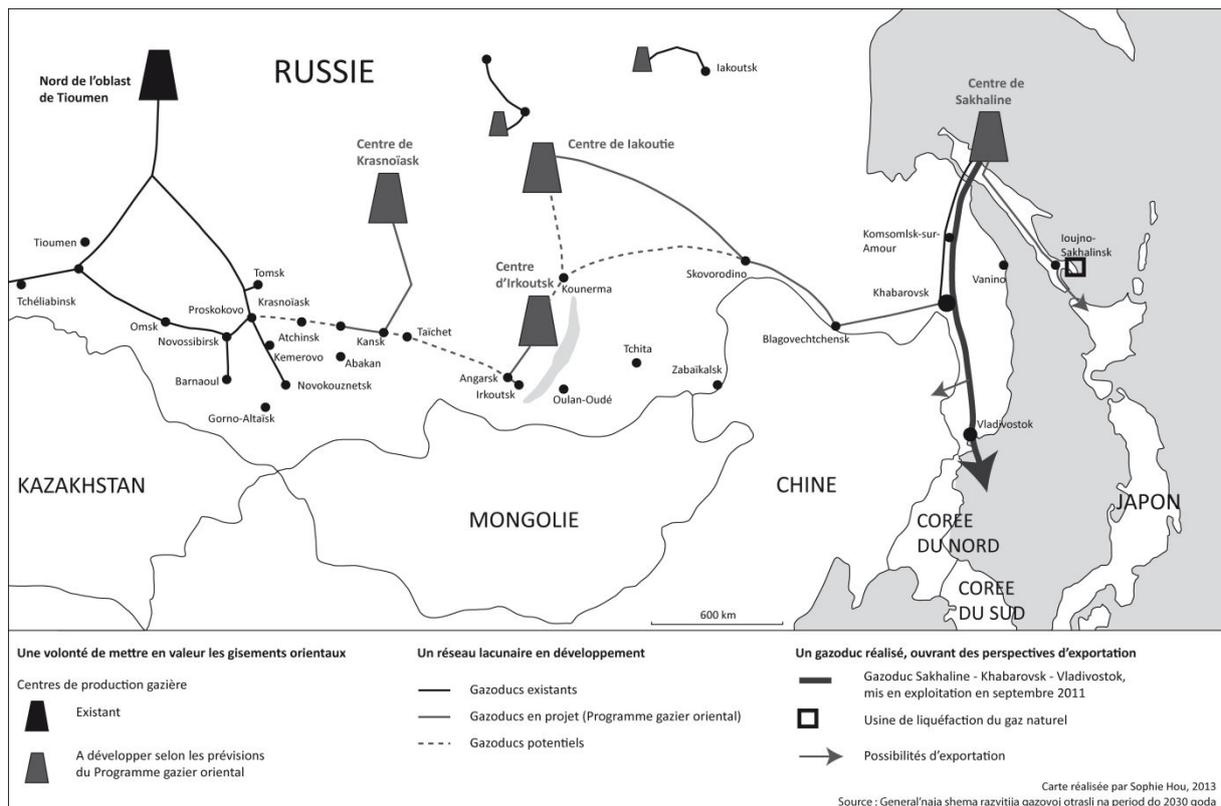
¹⁸³ Ministry of Energy of the Russian Federation, Russian Energy Agency, "Present and Future Cooperation in the Energy Field within Asia-Pacific Region, Russian Vision", 2014 Policy Dialogue on Energy for Sustainable Development in Asia and the Pacific, Bangkok, 26-28 November 2014.

¹⁸⁴ Entretien avec Igor Tomberg, Moscou, Institut d'études orientales, 27 mai 2013.

de la Russie vers l'Asie. Selon Goldman (2008), il s'agit également d'une réponse aux critiques à l'égard de Gazprom qui n'investirait pas suffisamment pour garantir la production future. Les deux principes fondamentaux fixés par le gouvernement de la Fédération de Russie en mars 2003 étaient, d'une part, d'accorder la priorité à la satisfaction de la demande en gaz des consommateurs russes et de soutenir la consommation de gaz en Russie en développant l'ESG ; d'autre part, de former un marché du gaz naturel où les prix reposent sur la libre concurrence entre les combustibles, sans régulation administrative directe de la part de l'État.

Les textes officiels mettent donc l'accent sur les marchés domestiques et la question des prix en découle naturellement. L'enjeu est mettre sur pied un secteur gazier rentable dans les régions orientales de Russie et de favoriser, sur cette base, un développement socio-économique de ces territoires. Le « Programme gazier oriental » de 2007 doit créer des centres de production en Russie orientale et les relier grâce à un système de transport unifié, l'idée étant, à terme, c'est-à-dire au milieu du XXI^e siècle, d'intégrer ce système oriental à l'ESG pour former un réseau gazier qui couvre tout le territoire de la Fédération (Ananenkov, 2008). L'idée qui préside la mise en œuvre du « Programme gazier oriental » est certes le développement de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient, mais ce développement est mis explicitement en relation avec les exportations vers la région Asie-Pacifique. Le programme prône également une politique d'exportation fondée sur un exportateur unique, Gazprom (Thornton, 2009) (voir *infra*).

Carte 26 : Le Programme gazier oriental



Comme la carte le montre, l'objectif prioritaire mentionné par le « Programme gazier oriental » est d'approvisionner les régions de Sibirie orientale et d'Extrême-Orient en gaz, mais il suppose la construction de grands gazoducs d'exportation.

Le « Programme gazier oriental » a été élaboré en l'inscrivant dans le cadre plus général de la « Stratégie énergétique de la Fédération de Russie » et du « Schéma général de développement du secteur gazier ». Celui-ci fixe des objectifs quantitatifs à atteindre pour les volumes d'exportation. Ainsi, dans le cadre du « Programme gazier oriental », les exportations par gazoduc étaient censées commencer dès 2015 (9 milliards de mètres cubes) pour atteindre des livraisons de 25 à 50 milliards de mètres cubes en 2020. Pour l'heure, comme on l'a dit précédemment, aucun gazoduc ne permet de transporter le gaz jusqu'aux marchés asiatiques. En ce qui concerne le GNL, le « Schéma général de développement du secteur gazier » prévoyait d'exporter 23 à 52 milliards de mètres cubes en 2015 et 66 à 97 milliards en 2030. Actuellement, la capacité de l'usine de liquéfaction de Sakhaline-2 est de 9,6 millions de tonnes par an, soit environ 13,2 milliards de mètres cubes. Les objectifs en termes d'exportation n'ont donc pas été atteints.

3. La coopération avec les pays asiatiques : une nouvelle impulsion ?

Depuis plusieurs années, le gouvernement russe insiste sur la dimension stratégique du développement des territoires orientaux du pays et de l'insertion de la Russie dans la région Asie-Pacifique, ainsi que sur le dynamisme des marchés asiatiques par rapport aux marchés européens. Ainsi, Dmitri Medvedev, le 19 septembre 2014, lors du XIII^e forum de l'investissement « Sochi 2014 », a souligné la situation eurasiatique de la Russie et a mis l'accent sur sa nouvelle stratégie en Asie¹⁸⁵. De la même façon, lors du Sommet économique de l'APEC du 10 novembre 2014, Vladimir Poutine a déclaré que la coopération avec les pays de la région Asie-Pacifique était une orientation stratégique et prioritaire pour la Russie¹⁸⁶. La volonté de se tourner davantage vers l'est et de développer les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient s'est traduite par la création d'un ministère de l'Extrême-Orient ainsi que l'élaboration d'un programme fédéral de « Développement socio-économique de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal », publié en mai 2013 (voir chapitre 7). Au cours des dernières années, les déclarations allant dans ce sens se sont multipliées. Lors du 11^e forum des ministres de l'Énergie de l'APEC, le 2 septembre 2014, Alexandr Novak, le ministre russe de l'Énergie, a ainsi déclaré :

« Les changements les plus remarquables dans le monde de l'énergie sont liés au rôle croissant du marché énergétique de l'Asie-Pacifique. [...] En tenant compte de la stagnation européenne et de la saturation du marché aux États-Unis, je peux affirmer avec certitude que le rôle de l'Asie-Pacifique dans le monde de l'industrie énergétique ne peut que s'accroître.¹⁸⁷ »

L'accroissement de la place de l'Asie-Pacifique n'est pas uniquement souligné dans les discours : la coopération de la Russie avec les pays asiatiques a connu une progression au cours des années 2010. Les relations russo-japonaises se sont maintenues, malgré le contentieux des îles Kouriles et la crise ukrainienne, dans le contexte de laquelle le Japon a pris des sanctions contre la Russie (voir chapitre 7). Certes, les négociations au sujet de la

¹⁸⁵ Dmitri Medvedev, XIII^e forum de l'investissement « Sochi 2014 », 19 septembre 2014, <http://government.ru/news/14835/>, consulté le 14 avril 2015.

¹⁸⁶ Vladimir Poutine, Sommet économique de l'APEC, conférence sur le thème « La signification de la région Asie-Pacifique pour la Russie », 10 novembre 2014, <http://special.kremlin.ru/events/president/news/46988>, consulté le 13 avril 2015.

¹⁸⁷ «Russia to develop energy cooperation with Asia-Pacific countries», *Tass*, 2 septembre 2014, <http://tass.ru/en/economy/747649>, consulté le 13 avril 2015.

coopération énergétique ont été reportées et les discussions autour de grands projets ont été suspendues, mais les livraisons de gaz au Japon se sont poursuivies (Lindgren, 2015). Selon Wrenn Yennie Lindgren, la crise ukrainienne a ralenti le rapprochement qui s'esquissait entre Russie et Japon depuis mars 2011. La catastrophe de Fukushima a en effet forcé le Japon à restructurer son mix énergétique et des groupes de travail nippon-russes travaillant sur les thèmes du pétrole et du gaz ont été constitués. Le Japon souhaite également diversifier ses importations de GNL, ce qui va dans le sens des intérêts russes.

Dans ce contexte, le Japon et la Russie ont entamé des discussions au sujet de la construction d'une usine de liquéfaction à Vladivostok. En 2011, Gazprom et l'Agence japonaise des Ressources naturelles et de l'Énergie ont signé un accord de coopération pour préparer une étude de faisabilité commune et examiné ce projet¹⁸⁸. Le 8 septembre 2012, Gazprom et l'Agence des Ressources naturelles et de l'Énergie ont signé un mémorandum concernant le projet de GNL de Vladivostok. Ce projet est estimé à 13 milliards de dollars et est préparé conjointement par Gazprom et par un consortium de compagnies japonaises, *Japan Far East Gas Company*. Il permettrait de satisfaire 13 % des importations de gaz du Japon (Lindgren, 2015). Il reste toutefois plusieurs obstacles aux relations russo-japonaises : le contentieux territorial n'est pas réglé et les compagnies japonaises considèrent que le climat des affaires en Russie n'est pas favorable.

C'est la coopération avec la Chine qui a connu une progression remarquable au cours des dernières années, concrétisée par la signature, le 21 mai 2014, d'un accord gazier entre Gazprom et CNPC, conclu à Shanghai en présence des présidents Vladimir Poutine et Xi Jinping. D'après les estimations, cet accord atteint un montant de 400 milliards de dollars¹⁸⁹. Les deux parties se sont entendues au sujet d'un contrat à long terme de livraison de gaz russe à la Chine par gazoduc à partir de 2018. La durée est de trente ans et les volumes de gaz concernés sont de 38 milliards de mètres cubes par an¹⁹⁰. Ce volume représente environ 17 % des exportations totales de la Russie si l'on prend comme référence le volume de gaz exporté

¹⁸⁸ Site de Gazprom, <http://www.gazprom.com/about/production/projects/Ing/vladivostok-Ing/>, consulté le 13 mai 2015.

¹⁸⁹ Weitz Richard, "The Russia-China Gas Deal: Implications and Ramifications", *World Affairs*, September/October 2014, <http://www.worldaffairsjournal.org/article/russia-china-gas-deal-implications-and-ramifications>, consulté le 13 janvier 2015.

¹⁹⁰ Gazprom, « Alexey Miller: Russia and China signed the biggest contract in the entire history of Gazprom », 21 mai 2014, <http://www.gazprom.com/press/news/2014/may/article191451/>, consulté le 24 mai 2014.

en 2013¹⁹¹. Par rapport aux livraisons à l'Europe, cela représente un peu moins d'un quart des ventes de gaz (161,5 milliards de mètres cubes ont été livrés par Gazprom aux pays européens en 2013)¹⁹². La Chine constituerait donc un marché plus modeste que le marché européen. Cependant, si l'on fait une comparaison de pays à pays, la Chine deviendrait le deuxième marché d'exportation de la Russie, après l'Allemagne, qui importe actuellement 41 milliards de mètres cubes de gaz russe en 2013.

Cet accord sino-russe repose sur la construction d'un gazoduc d'environ 4 000 kilomètres. La variante qui a été retenue correspond à l'itinéraire oriental, c'est-à-dire celui qui traverse l'oblast d'Irkoutsk, la République de Sakha et l'oblast de l'Amour pour relier les centres de production d'Irkoutsk et de la République de Sakha au marché chinois. Ce gazoduc était envisagé par le « Programme gazier oriental » de 2007 (voir carte 27). Il s'agit donc d'un projet qui existe depuis plusieurs années. Un accord entre Gazprom et CNPC a été conclu en septembre 2013 concernant les termes de livraisons de gaz par l'itinéraire oriental¹⁹³, mais la construction du gazoduc n'a été lancée qu'une fois l'accord de mai 2014 conclu.

Ce gazoduc, qui doit garantir les livraisons de gaz à la Chine, appelé « *Force de Sibérie* », est aussi présenté comme un moyen de développer l'approvisionnement en gaz des régions russes. Lors du lancement de sa construction, le 1^{er} septembre 2014, Vladimir Poutine a souligné le fait qu'il ne va pas seulement permettre d'exporter du gaz vers la Chine, mais qu'il va aussi permettre de développer la gazéification des régions russes¹⁹⁴. Les exportations sont toutefois l'objectif prioritaire. Le gazoduc doit permettre d'exporter du gaz vers la Chine. Il doit également rejoindre le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok qui existe déjà (voir chapitre 9) et ainsi transporter le gaz vers l'est jusqu'à une usine de liquéfaction sur la côte Pacifique russe¹⁹⁵, ce qui devrait permettre d'accroître les capacités d'exportation de GNL de la Russie et lui ouvrir le marché japonais.

Le cas du gazoduc *Force de Sibérie* montre bien la dépendance des projets de mise en valeur des gisements de Russie orientale vis-à-vis de la coopération entre la Russie et les pays

¹⁹¹ Même si cette référence n'est pas tout à fait adaptée car le gaz exporté vers la Chine ne devrait pas provenir des mêmes gisements que celui qui est livré à l'Europe : le volume total des exportations devrait donc augmenter.

¹⁹² Gazprom, « Gazprom in Questions and Answers », 2014.

¹⁹³ Gazprom Export, <http://www.gazpromexport.com/en/projects/3/>, consulté le 13 mai 2015.

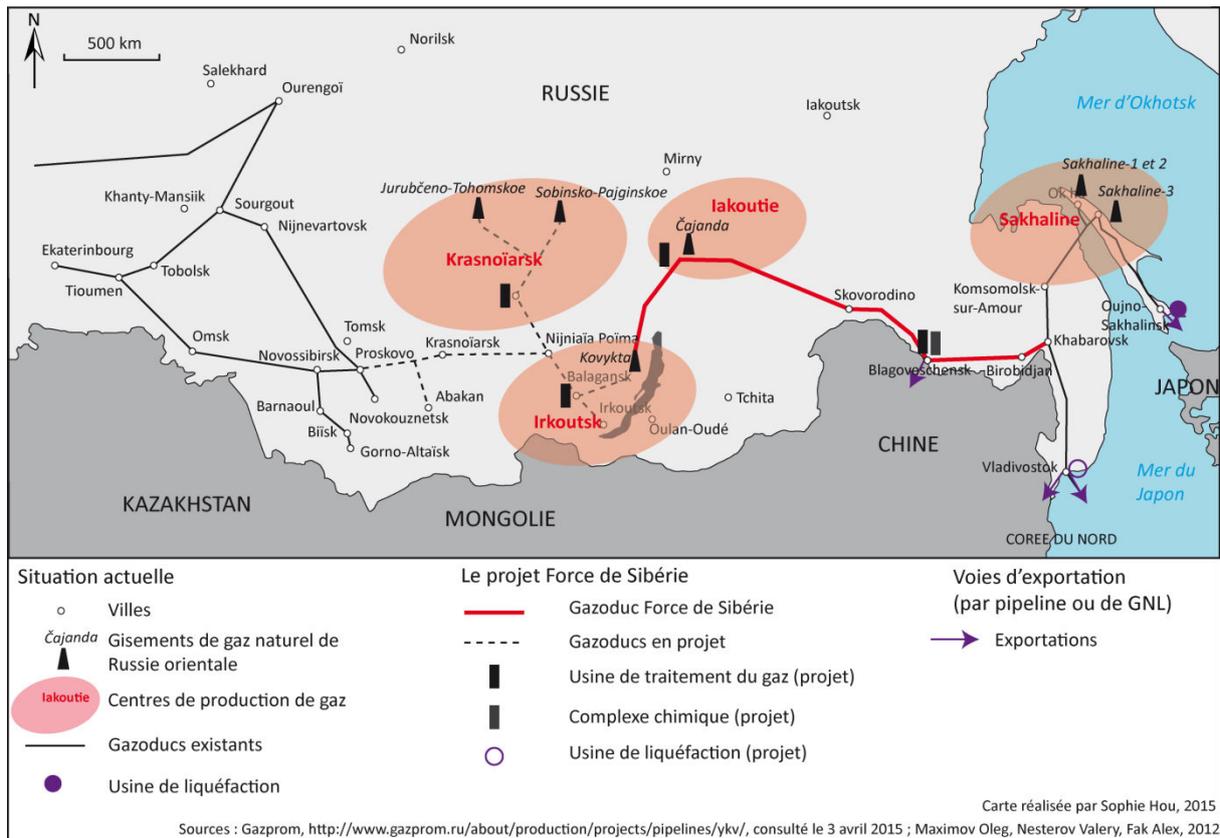
¹⁹⁴ « Vladimir Putin dal start stroitel'stvu gazoprovoda v Kitaj « Sila Sibiri » », (« Vladimir Poutine a lancé la construction du gazoduc « *Force de Sibérie* » »), OilCapital.ru., 1^{er} septembre 2014, <http://www.oilcapital.ru/transport/251384.html>, consulté le 20 mars 2015.

¹⁹⁵ Metelitsa Alexander, « Russia-China deal will supply Siberian natural gas to China's northern, eastern provinces », EIA, August 20, 2014, <http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=17631>, consulté le 29 mars 2015

d'Asie-Pacifique et des projets d'exportation. Même si la construction de ce pipeline a été prévue dès 2007 et que des études préparatoires ont été réalisées, le projet n'a réellement été lancé qu'à partir du moment où un accord a été conclu avec la Chine. A l'inverse, en raison de l'absence de consensus entre les parties russe et chinoise, les projets d'exploitation du gaz de Sibérie orientale et de construction d'infrastructures de transport et de traitement ont été reportés. Le « Schéma général de développement du secteur gazier » prévoyait, en 2008, de commencer l'exploitation du gisement de Čajanda à partir de 2016 et celle de Kovykta à partir de 2017. En 2013, Gazprom envisageait de commencer la mise en valeur de Čajanda en 2017. Il est actuellement prévu de lancer l'exploitation industrielle du gisement en 2018. Pour le gisement de Kovykta, les dates ne sont pas encore déterminées. Čajanda doit être développé avant Kovykta car il se trouve à une moins grande distance de la Chine et présente moins de difficultés d'un point de vue géologique : la première étape du projet *Force de Sibérie* consiste à construire un gazoduc République de Sakha-Khabarovsk-Vladivostok. Il est prévu de relier le centre de production d'Irkoutsk dans un second temps. L'absence de perspectives d'exportation a longtemps retardé la mise en œuvre des projets russes. La mise en exploitation industrielle de Kovykta devrait se produire en 2021-2022¹⁹⁶. Le report constant de la signature d'un accord avec la Chine a affecté les délais de construction de *Force de Sibérie* et a eu des conséquences négatives sur le développement des régions de Russie et sur les délais de livraisons de gaz aux consommateurs russes (Ekonomičeskaja Laboratorija Aleksandra Kliment'eva, 2013).

¹⁹⁶ Alekseeva Irina, «Sil'naja Sibir'. Gazoprovod "Sila Sibiri" obespečit gazom naselenie vostočnyh regionov strany I pridast novyj impuls' mestnoj ekonomike » (« Une Sibérie forte. Le gazoduc "*Force de Sibérie*" livre du gaz à la population des régions orientales du pays et donne une impulsion nouvelle à l'économie locale »), site de la ville de Bratsk, 10 décembre 2014, <http://bratsk.org/2014/12/10/strong-siberia>, consulté le 4 avril 2015.

Carte 27 : Le gazoduc Force de Sibérie



La signature de l'accord sino-russe de mai 2014 constitue donc une avancée pour la Russie et ranime les projets en attente. Cependant, certaines incertitudes demeurent autour de ces projets. D'abord, la coopération sino-russe n'est pas sans poser quelques problèmes. La situation de la Russie vis-à-vis de la Chine n'est pas avantageuse. En effet, elle a contracté un engagement auprès d'un partenaire unique qui peut avoir recours à plusieurs options pour assurer son approvisionnement en gaz. La Chine peut se tourner vers d'autres partenaires, comme les pays d'Asie centrale ou le Myanmar, et vers d'autres moyens d'approvisionnement en gaz. Elle peut également recourir à son propre charbon ou opter pour la production de gaz de schiste¹⁹⁷. Cette situation correspond à celle d'un monopsonne¹⁹⁸ (Ekonomičeskaja Laboratorija Aleksandra Kliment'eva, 2013). Les auteurs du rapport du Laboratoire Aleksandr Kliment'ev considèrent que les projets de Gazprom de liquéfaction du gaz naturel à Vladivostok ne sont pas rentables en raison des coûts d'exploitation et de transport, mais

¹⁹⁷ Zaslavskiy Ilya, « Insiders Benefit from Gazprom-CNPC Gas Deal, but Russia's Budget Loses », Chatham House, 02 June 2014, <http://www.chathamhouse.org/expert/comment/14633>, consulté le 13 mai 2015.

¹⁹⁸ La situation de monopsonne correspond à l'inverse de celle de monopole : il existe un seul demandeur pour un grand nombre d'offreurs.

qu'ils se justifient parce qu'ils permettent de faire pression sur la Chine en soulignant l'existence d'autres possibilités d'exportation dans la région Asie-Pacifique. Le projet de l'usine de liquéfaction aurait été utilisé pour tenter d'accélérer la signature d'un accord sur la construction d'un gazoduc. La Russie orientale est en effet confrontée à un problème de débouchés. Certes, la région Asie-Pacifique est une zone en plein essor économique, mais il existe pour la Russie peu d'options pour exporter le gaz par pipeline. Si elle construit un gazoduc, ce ne peut qu'être que vers la Chine, la Corée du Nord et la Corée du Sud. Un obstacle s'oppose à la variante sud-coréenne : il faut trouver une entente avec la Corée du Nord puisqu'il est nécessaire de traverser son territoire. Le gazoduc *Force de Sibérie* crée un lien avec un unique importateur, ce qui place la Russie en situation de vulnérabilité. Dans le cadre du projet d'oléoduc Sibérie orientale-Océan Pacifique, dont la construction a été lancée en 2009, la Russie s'était déjà trouvée dans la nécessité de choisir entre deux partenaires, la Chine et le Japon, et avait fini par opter, après une longue phase de négociation, pour un compromis en construisant un pipeline jusqu'à la côte Pacifique afin d'exporter du pétrole au Japon et une bretelle jusqu'à la Chine. Cette solution lui a permis de sortir d'une relation de dépendance envers un partenaire unique (Hou, 2009).

D'ailleurs, pendant des années, les discours de Gazprom ou des dirigeants russes témoignaient d'une volonté d'arbitrage entre les différents marchés gaziers, notamment pour exporter le gaz du gisement de Kovykta et du centre de production d'Irkoutsk. Gazprom mettait l'accent sur la localisation des réserves de gaz du kraï de Krasnoïarsk et de l'oblast d'Irkoutsk, proches de l'ESG, qui permettait de mettre en concurrence le marché européen et le marché asiatique et de convoier le gaz vers le partenaire qui proposerait le prix le plus avantageux¹⁹⁹. On peut toutefois s'interroger sur la possibilité réelle de cette mise en concurrence. En effet, des estimations considèrent que le transport de gaz naturel par des pipelines de 1 420 mm de diamètre (soit de grands gazoducs d'exportation) est rentable pour des distances inférieures 4 500 km (Kler, Tyurina, Skripchenko, 2010). Transporter le gaz jusqu'aux marchés européens, dans ces circonstances, n'apparaît pas comme une option intéressante. De plus, la mise en concurrence nécessite l'existence d'un système de transport du gaz qui couvre aussi bien la partie orientale que la partie occidentale du territoire. Or, celui-ci n'existe pas actuellement. L'argument de Gazprom relevait donc davantage de la rhétorique que de la réalité.

¹⁹⁹Gazprom, "Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets", Conférence de presse, 21 juin 2011.

En dehors du fait que l'accord sino-russe place la Russie dans une situation de dépendance à l'égard de la Chine, la coopération entre les deux pays bute encore sur certains aspects. En effet, les détails financiers restent opaques. La question du prix du gaz payé par la Chine, soulevée par les experts, n'est pas totalement éclaircie. Les spécialistes estiment que ce prix devrait s'élever à environ 350 dollars pour 1 000 mètres cubes, ce qui correspondrait au bas de l'échelle du prix payé par les consommateurs européens dans le cadre des contrats à long terme²⁰⁰ et ce qui serait inférieur aux prix discutés au cours de la décennie de négociation entre Gazprom et CNPC²⁰¹. Gazprom aurait signé un accord peu avantageux, qui lui permettrait à peine de rentrer dans ses frais et qui pourrait même mettre en péril son monopole et avoir pour résultats des pertes considérables. Les bénéfices iraient avant tout aux compagnies énergétiques chinoises et au cercle personnel du président Vladimir Poutine²⁰². Les estimations des coûts induits par l'accord conclu entre la Russie et la Chine varient. Ilya Zaslavkiy évoque un montant de 30 milliards de dollars pour la mise en exploitation des gisements de Čajanda et de Kovykta, auquel s'ajoutent 40 milliards de dollars pour construire *Force de Sibérie*, 20 milliards de dollars pour les usines et infrastructures de traitement du gaz et de l'hélium et 10 milliards pour augmenter la capacité de transport du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok, soit un total de 100 milliards de dollars. La marge de profit de Gazprom serait faible. Une autre conséquence néfaste de l'accord pour le développement du secteur gazier en Russie orientale serait de détourner à la fois du gaz et des investissements du projet de GNL de Vladivostok et des projets de Sakhaline-2 et Sakhaline -3.

La coopération entre la Chine et la Russie, malgré la signature de l'accord gazier en 2014, n'est pas parfaitement harmonieuse. Si les deux pays ont réussi à s'accorder au sujet du gazoduc oriental et des prix du gaz, ils ne s'entendent pas sur tous les points. Au moment où l'accord a été conclu, il était question d'un prêt de 25 milliards de dollars de la Chine à la Russie pour construire le gazoduc²⁰³. Cependant, au début de l'année 2015, Aleksandr Medvedev, le vice-président de Gazprom, a affirmé que la compagnie n'avait pas eu et

²⁰⁰ Weitz Richard, "The Russia-China Gas Deal: Implications and Ramifications", *art. cit.*

²⁰¹ Zaslavskiy Ilya, « Insiders Benefit from Gazprom-CNPC Gas Deal, but Russia's Budget Loses », *art. cit.*

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Suvorova Natalia, "Moscow's great new gas game: Russia will become a bigger player – but in a bigger market", *Energypost*, July 10, 2014, <http://www.energypost.eu/moscows-great-new-gas-game-russia-will-become-bigger-player-bigger-market/>, consulté le 13 février 2015.

n'aurait pas recours à l'argent chinois pour réaliser le projet *Force de Sibérie*²⁰⁴. Selon les dirigeants de Gazprom, ce prêt pourrait être un moyen pour la Chine d'obtenir une réduction du prix du gaz. Toutefois, les experts estiment que la Russie n'a pas accepté la proposition de financement de la Chine parce que les deux pays ne sont pas parvenus à s'entendre sur les conditions du prêt. Les intérêts, selon les estimations, seraient beaucoup plus élevés que pour un emprunt effectué auprès des grandes banques internationales²⁰⁵.

Cependant, les relations russo-chinoises connaissent d'autres avancées. Un autre accord a été conclu entre CNPC et Gazprom le 8 mai 2015 à Moscou, en présence de Vladimir Poutine et de Xi Jinping²⁰⁶. Ce deuxième accord porte sur la livraison de gaz russe à la Chine par conduite suivant l'itinéraire « occidental », c'est-à-dire par le gazoduc Altaï, évoqué précédemment. Selon Gazprom, les ressources en gaz pour alimenter le gazoduc sont déjà à moitié prêtes et la compagnie pourra commencer les exportations dès que le pipeline sera construit. Alexeï Miller insiste également sur le fait que la conclusion de cet accord n'a aucune influence sur la réalisation du projet *Force de Sibérie*. Il s'agit de livrer 30 milliards de mètres cubes à la Chine pendant une durée de 30 ans²⁰⁷. La question des prix du gaz n'a pas été mentionnée dans les communiqués de presse. Les volumes de gaz exportés vers la Chine, si l'on prend en compte le projet *Force de Sibérie* et le gazoduc Altaï, atteindraient 68 milliards de mètres cubes dans les années à venir, ce qui placerait la Chine au premier rang des clients de Gazprom. Contrairement au gazoduc *Force de Sibérie*, le pipeline Altaï permet de faire jouer la concurrence entre deux marchés : le marché européen et le marché chinois et donc d'exercer un certain contrôle sur les acheteurs²⁰⁸. C'est d'ailleurs ainsi qu'il était présenté par Alexeï Miller, qui déclarait qu'il s'agissait du concurrent direct des livraisons de

²⁰⁴ « Kitaj ne dal « Gazpromu » deneg na stroitel'stvo "Sily Sibiri" », (« La Chine n'a pas donné d'argent à Gazprom pour la construction de *Force de Sibérie* »), OilCapital.ru, 24 septembre 2014, <http://www.oilcapital.ru/transport/252992.html>, consulté le 25 janvier 2015.

²⁰⁵ Zaslavskiy Ilya, « Insiders Benefit from Gazprom-CNPC Gas Deal, but Russia's Budget Loses », *art. cit.*

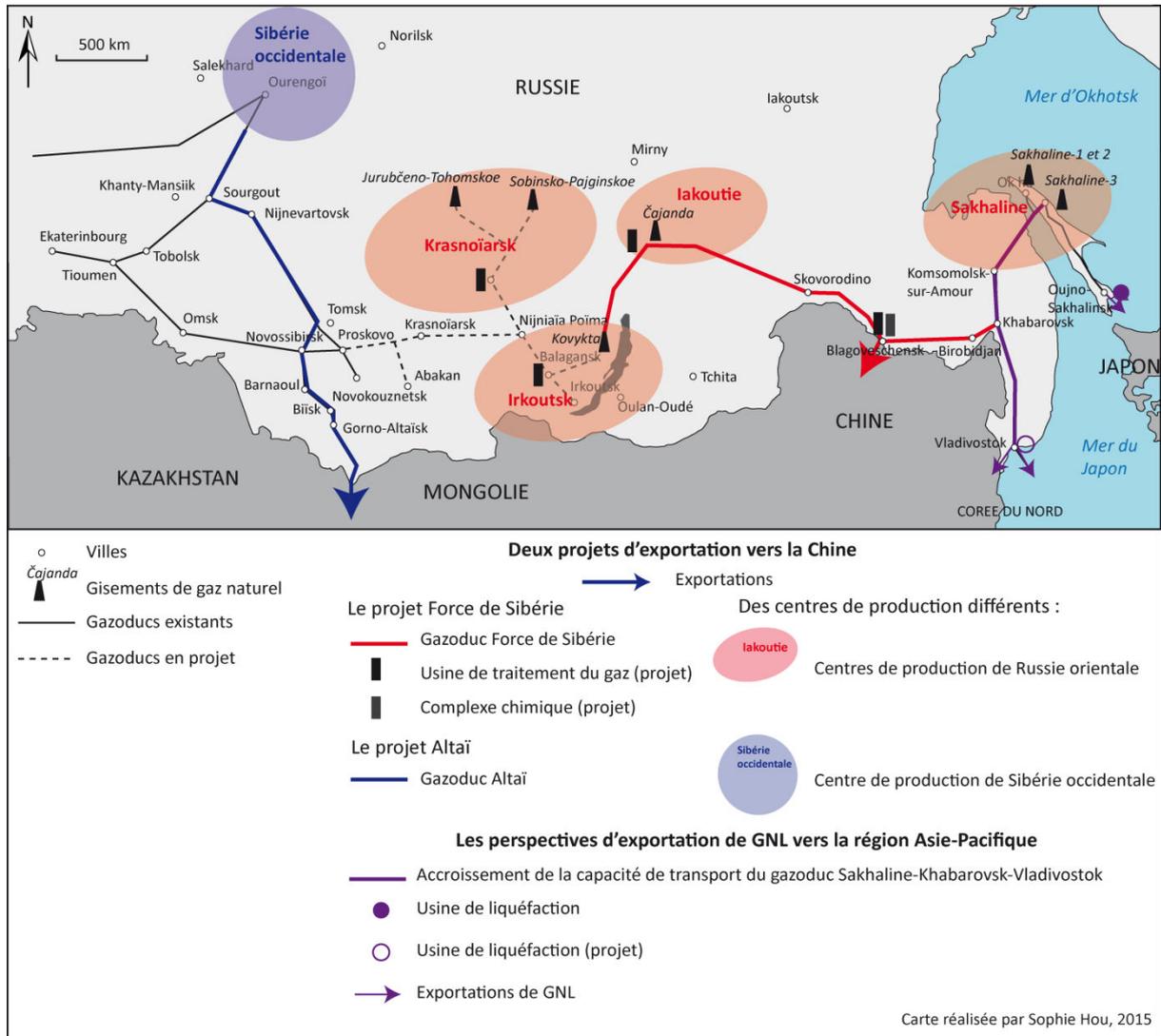
²⁰⁶ Gazprom, « Gazprom i CNPC podpisali Soglašenje ob osnovnyh usloviyah postavok gaza po "zapadnomu" maršrutu », (« Gazprom et CNPC ont signé un accord sur les conditions fondamentales des livraisons de gaz à la Chine par l'itinéraire occidental ») 8 mai 2015, <http://www.gazprom.ru/press/news/2015/may/article226157/>, consulté le 14 mai 2015.

²⁰⁷ Starinskaja Galina, « Gazprom uhodit vse dal'she na vostov », (« Gazprom s'étend encore plus à l'est »), *Vedomosti* N°3828, 12 mai 2015, <http://www.vedomosti.ru/business/articles/2015/05/12/gazprom-i-cnpc-dogovorilis-ob-usloviyah-postavok-gaza-po-zapadnomu-marshrutu>, consulté le 13 mai 2015.

²⁰⁸ Analytical Group ERTA, « The Eastern Gas Programm is to be corrected... », *Energy News, Weekly Analytical Comments*, N°38, mars 2011.

gaz à l'Europe²⁰⁹. En effet, le gazoduc Altaï devrait être alimenté par les gisements de Sibérie occidentale qui fournissent le gaz transporté vers l'Europe (voir carte 28).

Carte 28 : Les projets d'infrastructures d'exportation de gaz naturel vers la Chine et la région Asie-Pacifique



Le premier accord signé avec la Chine le 21 mai 2014 a privilégié l'itinéraire oriental, le gazoduc *Force de Sibérie*, qui renforce le lien de la Russie avec la Chine et repose sur la mise en valeur des gisements gaziers de Sibérie orientale. Cette option ne va pas dans le sens d'une mise en concurrence entre marchés européens et asiatiques puisque le gaz livré par *Force de Sibérie* ne peut provenir que des champs de Russie orientale. En revanche, l'accord

²⁰⁹ « Gazoprovod "Altaj" budet prjamym konkurentom postavkam rossijskogo gaza v Evropu » (Le gazoduc "Altai" sera le concurrent direct des livraisons de gaz russe à l'Europe), 14 avril 2015, *OilCapital.ru*, <http://www.oilcapital.ru/transport/266052.html>, consulté le 30 avril 2015.

conclu un an plus tard, le 8 mai 2015, prévoit d'utiliser les ressources de Sibérie occidentale, utilisées pour approvisionner les pays européens, pour les exporter vers la Chine.

4. Quelle complémentarité entre les projets d'approvisionnement régional et d'exportation ?

4.1. Une nécessaire complémentarité ?

Les projets gaziers domestiques et les projets d'exportation du gaz peuvent être examinés sous l'angle d'une double relation de dépendance. D'une part, la coopération entre la Russie et les pays asiatiques semble nécessaire pour la réalisation des projets domestiques de mise en valeur des gisements et de gazéification des régions de Russie orientale. Les projets d'exportation permettent d'effectuer les investissements et rendent la construction des infrastructures rentable. D'autre part, le développement des marchés domestiques de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient peut permettre d'atténuer la dépendance de la Russie par rapport aux pays importateurs et en particulier à l'égard de la Chine. Il existe donc une relation entre gazéification et exportation, c'est la raison pour laquelle le « Programme gazier oriental » est conçu pour développer les deux en parallèle²¹⁰.

Livrer le gaz sur le marché domestique permet à Gazprom de réaliser des bénéfices depuis que le prix du gaz a augmenté pour les consommateurs russes. Selon Alexey Gromov²¹¹, l'approvisionnement des régions russes est devenu rentable dans toutes les régions, excepté dans celles du Caucase Nord, même si le niveau de rentabilité varie selon les régions. D'ailleurs, Alexeï Miller, le directeur de Gazprom, a déclaré à plusieurs reprises que la compagnie disposait d'un potentiel considérable de croissance sur le marché gazier russe quand des difficultés sur les marchés d'exportation sont apparues. Cependant, à cause du report de l'alignement des prix du gaz sur les marchés domestique et d'exportation, l'intérêt de Gazprom pour le développement du système de transport et d'approvisionnement domestique a décliné au cours des dernières années. De plus, les dépenses nécessaires sont

²¹⁰ Entretien avec Aleksandr Nefjodovič Gul'kov, directeur de Dvnipti Neftegaz et professeur à l'Université d'Extrême-Orient, Vladivostok 06 août 2013.

²¹¹ Entretien avec Alexey Gromov, Institut du secteur énergétique et des finances, Moscou, 24 mai 2013.

extrêmement élevées. Le directeur de l'institut du complexe énergétique national, Sergueï Pravosudov²¹², déclare :

Il faut comprendre que la déclaration de Medvedev sur la gazéification de tout le pays d'ici 2015 était plus une déclaration populiste que fondée sur de réels calculs. Toute cette histoire est un casse-tête pour Gazprom. Il fait son principal bénéfice en vendant à l'étranger, tandis que le combustible est vendu à la population russe à des prix qui peuvent être plus faibles que le coût de revient. C'est la raison pour laquelle Gazprom, pour parler franchement, réalise la gazéification de la Russie à reculons.

L'arbitrage entre les marchés d'exportation et le marché domestique se fait en grande partie en fonction des prix. Tant que les niveaux des prix sont distincts, les deux débouchés n'ont pas la même attractivité pour Gazprom et ne correspondent pas à la même logique : les exportations permettent de réaliser des bénéfices tandis que les livraisons au marché domestique relève de la responsabilité sociale de l'entreprise. La rentabilité de la gazéification est liée aux prix du gaz. Or, cette question des prix se pose tout particulièrement en Russie orientale. On a parlé précédemment des évaluations des marchés régionaux. Ces estimations ne doivent pas uniquement prendre en compte les volumes livrés, mais aussi le prix de vente du gaz naturel sur ces marchés. A l'heure actuelle, la consommation potentielle de la Russie orientale est faible et, même si elle connaît un développement au cours des prochaines décennies, elle devrait rester modeste en comparaison des capacités de production. Dans le cadre des projets de développement de l'Est russe, la libéralisation des prix du gaz sur le marché domestique est un point important (Mehdiyeva, 2008). La question des prix peut être considérée de deux points de vue. D'abord, celui des régions consommatrices : en fonction du niveau des prix, le gaz apparaîtra ou non comme un combustible avantageux. Elles ont donc intérêt à ce que le gaz soit vendu à bas prix. A l'inverse, la question des prix pose celle de la rentabilité des projets de Gazprom et de la possibilité de réaliser des bénéfices pour la compagnie. Gazprom est cependant bien conscient de la nécessité de fixer des prix du gaz qui soient abordables pour les consommateurs de Russie orientale, au moins pendant la période de formation du marché du gaz et de transition entre l'utilisation du charbon et le recours au

²¹² Polubota Aleksej, « Minus gazifikacija vsej strany », *Svobodnaja Pressa*, 3 février 2015, <http://svpressa.ru/economy/article/63808/>, consulté le 15 avril 2015.

gaz²¹³. Le problème des prix du gaz est mentionné dans les documents émis par l'État fédéral et par Gazprom. En effet, en l'absence d'infrastructures, les territoires orientaux ne sont pas inclus dans l'ESG de Gazprom, les prix ne sont donc pas déterminés selon les mêmes modalités. Initialement, l'objectif annoncé dans le « Programme gazier oriental » était de mettre en place un marché du gaz non régulé dans ces régions²¹⁴.

Il était prévu de fixer, pour la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient, des prix du gaz équivalents aux prix à l'exportation, moins les coûts de production, de transport, et les taxes (Saneev, Saenko, 2010). L'absence de régulation des prix du gaz en Russie orientale était une concession accordée à Gazprom par l'État, pour compenser les dépenses très élevées que la compagnie doit consentir dans ces régions pour construire de nouvelles infrastructures. La décision prise était un compromis : le gaz devait être livré à des prix non régulés pour les consommateurs industriels et à des prix régulés pour les ménages²¹⁵. Les prix sont pour l'instant gelés.

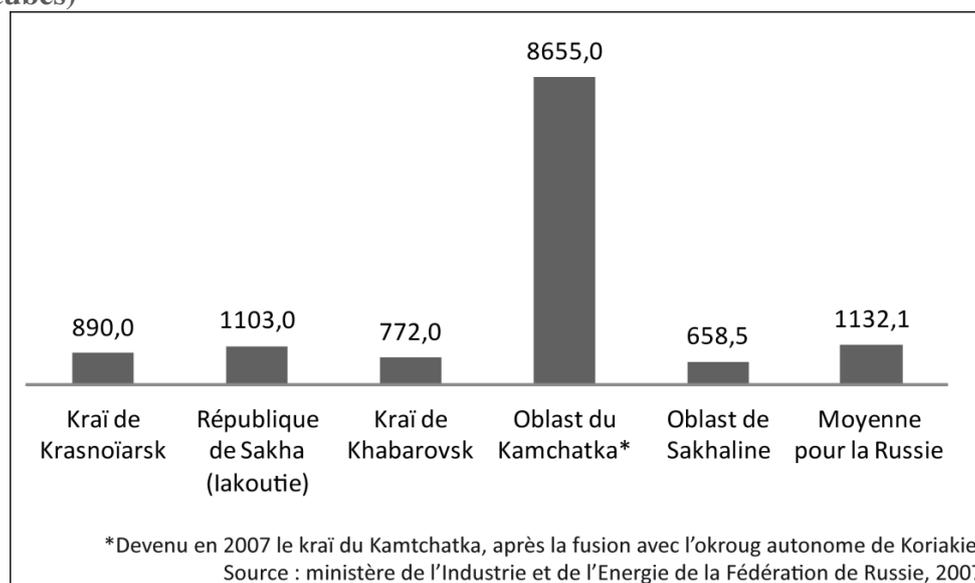
Qu'en est-il actuellement ? En 2007, au moment de la mise en place du « Programme gazier oriental », le gaz naturel était livré à la République de Sakha, aux kraï de Khabarovsk, de Krasnoïarsk et du Kamtchatka et à l'oblast de Sakhaline. Le gaz était vendu aux consommateurs industriels de ces régions selon les prix déterminés par le Service Fédéral des Tarifs de Russie (voir graphe 32).

²¹³ Timoshilov Viktor, "Basic Scheme of UGSS in Eastern Russia", meeting of Gazprom's top executives with chief editors of Russian regional mass media, Moscow, December 12, 2011.

²¹⁴ « Programme gazier oriental », 2007.

²¹⁵ Entretien avec Alexey Gromov, Institut du secteur énergétique et des finances, Moscou, 24 mai 2013.

Grphe 32 : Prix de gros du gaz naturel vendu aux consommateurs industriels dans les sujets de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient au 1^{er} janvier 2006 (roubles pour mille mètres cubes)



Le Kamtchatka est un cas particulier : en 2007, les prix du gaz étaient particulièrement élevés, ils étaient plus de 6,5 fois plus élevés que la moyenne russe en raison du caractère péninsulaire de la région, de son éloignement et des coûts de transport. Pour les autres sujets orientaux, les prix du gaz pour les consommateurs industriels étaient inférieurs à cette moyenne. Si on compare les prix du gaz des régions orientales en 2007 à ceux de 2013, on s'aperçoit qu'ils ont considérablement évolué. A l'exception du Kamtchatka, pour lequel les prix ont diminué, même s'ils restent nettement au-dessus de la moyenne, les prix du gaz pour les consommateurs industriels ont augmenté sensiblement (voir tableau 47). Dans un tel contexte, le gaz constitue-t-il un combustible concurrentiel pour les régions orientales ?

Tableau 47 : Prix du gaz pour les consommateurs industriels des sujets de Russie orientale en 2007 et en 2015 (roubles pour 1 000 mètres cubes)

Sujet fédéral	2007	2015
Kraï de Krasnoïarsk	890	2 315
République de Sakha	1 103	2 955,33
Kraï de Khabarovsk	772	2 624,07
Kraï du Primorié	-	4 343
Oblast de Sakhaline*	658,5	2 032,4
		4 053,83
		2 875,6
Kraï du Kamtchatka	8 655	5 416,39
Okroug autonome de Tchoukotka	-	5 335,7

*Les prix diffèrent selon les compagnies présentes dans l'oblast de Sakhaline.

Sources : Ministerstvo Promыshlennosti i energetiki Rossijskoj Federacii, 2007; FST, 2015.

D'après le « Programme oriental gazier » (2007), la proximité des consommateurs de l'oblast de Sakhaline, de la République de Sakha, des kraïs de Khabarovsk et du Kamtchatka et de l'oblast d'Irkoutsk par rapport aux ressources en gaz naturel, ainsi que les prix élevés des autres ressources énergétiques rendent le gaz naturel hautement compétitif dans ces régions. Les livraisons de gaz naturel devraient également être une option intéressante pour le kraï du Primorié, l'oblast de l'Amour, l'okroug autonome juif, le kraï de Transbaïkalie et la République de Bouriatie. De plus, le gaz devrait bénéficier d'une position de niche dans les territoires qui connaissent les problèmes environnementaux les plus aigus.

Cependant, le gaz naturel n'apparaît pas comme une source d'énergie aussi intéressante pour toute la Russie orientale. En effet, le charbon possède des atouts pour les régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient. Dans ces régions, le prix final du charbon est bien moins élevé que la moyenne russe, essentiellement parce que l'extraction est réalisée sur place²¹⁶. De plus, le charbon est produit dans des mines à ciel ouvert, ce qui induit moins de dépenses. Le « Programme gazier oriental » tablait sur une diminution de la part du charbon dans le bouquet énergétique de la Russie orientale.

Quelques années plus tard, on peut faire un constat plus nuancé en ce qui concerne la compétitivité des prix et l'attrait du gaz naturel pour les consommateurs. Dans une conférence de presse, Kirill Seleznev, directeur général de la filiale Gazprom Mezhregiongaz, déclare : « Les schémas de gazéification ont été réalisés pour chaque région de Russie orientale, mais tous les consommateurs ne sont pas prêts à acheter le gaz au prix auquel nous le vendons. »²¹⁷ La concurrence avec d'autres sources d'énergie, en particulier le charbon, est forte. Ainsi, dans l'oblast d'Irkoutsk, un accord d'approvisionnement en gaz a été conclu, mais le propriétaire d'une chaufferie a refusé de la convertir au gaz naturel en raison des coûts : il est moins cher de brûler du charbon. Cette situation a été confirmée dans un entretien²¹⁸ : la compagnie Irkutskenergo ne veut pas convertir ses centrales au gaz. Si les consommateurs industriels expriment des réticences, la population n'est pas non plus toujours disposée à recourir au gaz. Dans le cas de l'oblast d'Irkoutsk, le gaz n'apparaît pas davantage comme une option rentable pour les ménages. En effet, l'oblast dispose de trois centrales hydrauliques. Grâce à elles, l'oblast d'Irkoutsk bénéficie de l'électricité la moins chère du

²¹⁶ « Programme gazier oriental », 2007.

²¹⁷ Gazprom, « Gas Supply to Domestic Market. Executing Russian Regions Gasification Program », Conférence de presse, 27 juin 2010.

²¹⁸ Entretien avec Boris Saneev et Svetlana Muzyčuk, Institut des Systèmes énergétiques, Branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 25 mai 2012.

pays et le gaz ne peut pas être moins cher que l'énergie électrique, utilisée pour les besoins domestiques²¹⁹. Cependant, le cas de l'oblast d'Irkoutsk est particulier en raison des capacités locales de production d'énergie hydraulique. Les situations varient selon les régions.

A l'échelle de la Fédération de Russie, Gazprom n'accorde pas la priorité à la gazéification, source de faibles profits. On constate que les intérêts de l'État russe ne sont pas toujours en parfaite adéquation avec ceux de la compagnie. Cependant, dans les régions orientales russes, la gazéification peut présenter un intérêt particulier pour Gazprom et pour le gouvernement russe. Ainsi, la gazéification des régions de Sibérie et d'Extrême-Orient est conçue comme une aide pour les projets d'exportation²²⁰. Elle permet en effet de développer les infrastructures qui sont également nécessaires aux exportations. De plus, la gazéification doit créer des marchés de consommation du gaz en Russie orientale, ce qui peut permettre d'atténuer la dépendance vis-à-vis de la Chine. On l'a vu, actuellement, la Russie ne peut exporter son gaz par pipeline que vers la Chine. Développer la demande des marchés de Sibérie et d'Extrême-Orient est un moyen de sortir d'une relation exclusive avec la Chine, comme le souligne le rapport du Laboratoire d'économie Aleksandr Kliment'ev (2013). Ce dernier préconise notamment de développer dans les régions orientales le secteur de la chimie gazière, afin de constituer un débouché pour le gaz de Russie orientale. La gazéification de la République de Bouriatie et du kraï de Transbaïkalie aurait un caractère stratégique : elle ferait émerger une demande dans des sujets fédéraux qui ne sont pour l'heure pas approvisionnés en gaz naturel. Le rapport ayant été rédigé avant la signature de l'accord du 21 mai 2014 avec la Chine, il souligne également le fait que la gazéification de ces deux régions sibériennes rendrait la mise en valeur des gisements de Čajanda et de Kovykta moins tributaire des livraisons de gaz à la Chine.

La gazéification des sujets de Russie orientale contribuerait à créer un débouché pour le gaz produit dans la région et permettrait de faire pression sur la Chine en instaurant une situation de concurrence entre marchés domestique et chinois. Ces idées ont une certaine pertinence d'un point de vue théorique. Cependant, elles ne se vérifient pas lorsque l'on étudie la situation actuelle. Tout d'abord, le rapport élaboré par le Laboratoire d'économie Aleksandr Kliment'ev s'intéresse en particulier à la République de Bouriatie et au Kraï de Transbaïkalie, deux sujets fédéraux pour lesquels la gazéification est considérée comme

²¹⁹ Entretien avec Natalia Sysoeva, Département des problèmes économiques et sociaux régionaux, Centre scientifique d'Irkoutsk de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 12 mai 2012.

²²⁰ Entretien avec Alexey Gromov, Institut du secteur énergétique et des finances, Moscou, 24 mai 2013.

particulièrement peu rentable, qui ne disposent pas de réserves de gaz sur leurs territoires et qui ne sont pas situés sur l'itinéraire des gazoducs d'exportation. Les approvisionner en gaz naturel suppose donc que l'on construise des infrastructures de transport dédiées.

La gazéification de ces deux régions a été envisagée par Gazprom. Les schémas généraux d'approvisionnement en gaz et de gazéification du kraï de Transbaïkalie et de la République de Bouriatie ont été élaborés en 2009. Ils examinent plusieurs variantes d'approvisionnement en gaz, dont la construction d'un gazoduc qui traverserait le lac Baïkal. Cette option a été proposée mais immédiatement contestée par les mouvements écologistes aussi bien que par l'Institut des systèmes énergétiques d'Irkoutsk²²¹. D'après le rapport, la consommation totale potentielle du kraï de Transbaïkalie s'élèverait à 5 milliards de mètres cubes par an et celle de la République de Bouriatie à 4 milliards de mètres cubes par an. Le volume total de la consommation potentielle pour les deux régions serait donc de 9 milliards de mètres cubes annuellement. Les auteurs du rapport estimaient que ce volume était comparable à celui des livraisons de gaz à la Chine dans le cadre d'un contrat de longue durée, estimé à 12 milliards de mètres cubes par an. Ce volume est bien inférieur à celui qui est prévu par le contrat du 21 mai 2014 (38 milliards de mètres cubes). Les marchés potentiels du kraï de Transbaïkalie et de la République de Bouriatie, dans ces circonstances, n'offrent pas des perspectives comparables au marché chinois. Il faut ajouter que les estimations du Laboratoire d'économie Aleksandr Kliment'ev sont très élevées par rapport à celles effectuées par l'Institut des Systèmes énergétiques de la Branche sibérienne de l'Académie des Sciences, qui considérait en 2012 que la demande de la République de Bouriatie s'élevait à 0,5 à 1,1 milliard de mètres cubes et qui prévoyait qu'elle pouvait atteindre d'ici 2020 1,4 milliard de mètres cubes par an²²².

De plus, Gazprom considère que la gazéification de ces sujets n'est pas rentable dans les conditions actuelles et les projets de gazéification ont été gelés en 2012²²³. Ce ne sont pas les seules régions de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient pour lesquelles ce verdict a été prononcé. Récemment, malgré le lancement du projet *Force de Sibérie*, la gazéification de

²²¹ Entretien avec Boris Saneev et Svetlana Muzyčuk, Institut des systèmes énergétiques de la Branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 24 mai 2012.

²²² Denisova Marina, « Gazifikacija Burjatii : mif ili real'nost' ? » (« La gazéification de la Bouriatie : mythe ou réalité ? »), *Vostok-Teleinform*, 02 août 2012, <http://vtinform.ru/detail/208/59890.php>, consulté le 08 avril 2013.

²²³ « Mihail Slipenčuk : v Burjatii i Zabajkal'skom krae v nastojačšij moment gazifikacija nevozmožna » (« Mihail Slipenčuk : La gazéification de la Bouriatie et du kraï de Transbaïkalie n'est pas possible actuellement »), *Vostok-Teleinform*, 23 juillet 2012, <http://vtinform.ru/vti/142/59604.php>, consulté le 08 avril 2013.

l'oblast d'Irkoutsk a ainsi été considérée par les représentants de Gazprom comme non rentable lors de la réunion du groupe de travail sur la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk, le 22 octobre 2014²²⁴. Selon les estimations, la demande de gaz de la région est de 2,3 à 2,9 milliards de mètres cubes par an. Gazprom ne privilégie donc pas les tentatives de développement des marchés domestiques régionaux, qu'il considère comme trop limités et non rentables. Pour l'heure, la signature de l'accord avec la CNPC n'a pas donné l'impulsion nouvelle à la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk qui était espérée dans certains articles de la presse régionale²²⁵. L'option de développer à la fois l'industrie chimique et de traitement du gaz et la gazéification des sujets orientaux pour être en mesure de faire pression sur la Chine au sujet des prix du gaz ne semble pas avoir été retenue par Gazprom.

4.2. Le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok : quelles ressources et marchés ?

Le cas du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok (voir carte 24) met également en évidence la dépendance des projets d'infrastructures gazières de Russie orientale à l'égard des projets d'exportation ainsi que les problèmes de coordination entre ces différents projets. Les calendriers de développement du secteur gazier russe ne correspondent pas toujours aux calendriers des relations internationales. Il était question de construire un gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok dans le cadre d'un premier projet de gazéification de l'oblast de Sakhaline, des kraï de Khabarovsk et du Primorié, en 1998. Le plan fut approuvé par un décret gouvernemental, mais il rencontra un échec (Kalashnikov, Gulidov, 2010). Le principal problème est l'insuffisante demande domestique en gaz pour que le pipeline soit rentable. En l'absence de coopération avec la Chine et les deux Corée, le projet fut abandonné. Le projet a été repris dans le « Programme gazier oriental » de 2007, confié par le président Vladimir Poutine à Gazprom. La construction du gazoduc a commencé en 2009 et il a été mis en service en septembre 2011. Sa capacité de transport était alors de 6 milliards de mètres cubes ; il était prévu d'atteindre 30 milliards de mètres cubes en 2019. L'objectif était pour la Russie de fournir du gaz aux infrastructures construites pour accueillir le sommet de l'APEC à

²²⁴ Eremenko Ekaterina, « Komu eto južno. Gazifikacija Irkutskoj oblasti priznana necelesoobraznoj I vazmožnoj tol'ko pri gospodderžke », (« La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk est reconnue comme non rentable et possible seulement avec le soutien de l'État »), *Kommersant*'' (Irkutsk), №193, 23 octobre 2014, <http://www.kommersant.ru/doc/2595408>, consulté le 3 avril 2015.

²²⁵ Alekseeva Irina, « Sil'naja Sibir'. Gazoprovod "Sila Sibiri" obespečit gazom naselenie vostočnyh regionov strany I pridast novyj impuls' mestnoj ekonomike », *art. cit.*

Vladivostok en 2012, ce qui explique que la construction ait été ordonnée par le Premier ministre Vladimir Poutine en personne. Le coût du projet, selon le devis de 2009, atteignait 467 milliards de roubles, soit 16 milliards de dollars (Fond nacional'noj energetičeskoj bezopasnosti, 2011).

Plusieurs analyses estiment que l'existence du gazoduc ne se justifie ni par le marché de consommation ni par les ressources disponibles²²⁶. Ainsi, en 2011, au moment de la mise en service du pipeline, les dirigeants de Gazprom ont cherché à accélérer la mise en valeur du gisement de Kirinskoe (Sakhaline-3), initialement prévue pour 2014, pour que son gaz puisse alimenter le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok²²⁷. En 2008, Gazprom avait obtenu plusieurs licences pour constituer une base de ressource pour le nouveau gazoduc (Fond nacional'noj energetičeskoj bezopasnosti, 2011). Cependant, alors que la mise en service du pipeline a commencé en 2011, les travaux d'exploration supplémentaires à Sakhaline 3 exigeaient sept à dix ans. Le gisement de Kirinskoe n'a été mis en production qu'à partir d'octobre 2013²²⁸. Gazprom a donc été confronté à un problème de décalage entre la mise en service du gazoduc et la mise en exploitation industrielle des gisements dont la compagnie avait reçu les licences. En 2011, Gazprom ne produit pas de gaz à Sakhaline²²⁹. Le gouvernement russe a dû prendre des mesures pour assurer le remplissage du tube : le 6 septembre 2011, la veille de la mise en service du gazoduc, Vladimir Poutine a signé un décret qui autorise Gazprom à transporter le gaz extrait de Sakhaline-2 jusqu'en 2014²³⁰. Selon la clause 1.4 de l'accord de partage de production de Sakhaline-2, la Fédération de Russie reçoit des *royalties* en nature : une partie du gaz produit par le consortium *Sakhalin Energy* lui revient. C'est cette part qui est utilisée pour remplir le gazoduc. Jusqu'alors, Gazprom ne disposait pas de ce gaz. Il a été utilisé pour réaliser des livraisons sur le marché domestique pour la première fois en mars 2011, pour approvisionner la centrale de Ioujno-Sakhalinsk.

Au moment de sa construction, non seulement les ressources pour remplir le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok étaient insuffisantes, mais il manquait également de

²²⁶ Analytical Group ERTA, "The Eastern Gas Program is to be corrected...", *Energy News, Weekly Analytical Comments*, N°38, mars 2011.

²²⁷ Gazprom, "Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets", Conférence de presse, 21 juin 2011.

²²⁸ Gazprom, <http://www.gazprom.com/about/production/projects/deposits/sakhalin3/kirinskoye/>, consulté le 3 avril 2015.

²²⁹ Gazprom, "Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets", *art. cit.*

²³⁰ Timoshilov Viktor, "Basic Scheme of UGSS in Eastern Russia", meeting of Gazprom's top executives with chief editors of Russian regional mass media, Moscow, December 12, 2011.

consommateurs : la demande des kraïs de Khabarovsk et du Primorié, qu'il permet d'approvisionner, n'atteignait pas la moitié de sa capacité de transport (Henderson, Stern, 2014) et il n'y avait aucune exportation effectuée vers les pays asiatiques (voir tableau 48).

Tableau 48 : Volumes de gaz transportés par le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok en 2012 et prévisions pour 2020

	En 2012	Prévisions pour 2020
Capacité de transport du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok	6 milliards de m ³	30 milliards de m ³
Volumes transportés par le gazoduc vers les kraïs de Khabarovsk et du Primorié	2,8 milliards de m ³	4 à 6,3 milliards de m ³
Volumes consommés par l'oblast de Sakhaline*	0,7 milliard de m ³	1 milliard de m ³
Volumes devant être exportés vers la Chine par <i>Force de Sibérie</i>	0	38 milliards de m ³

*En 2013.

Sources : Spektor, 2014 ; Saneev *et al.*, 2010 ; Gazprom, "Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets", Conférence de presse, June 13, 2013.

Les marchés de consommation domestiques sont trop peu développés par rapport à la capacité de transport du gazoduc, dont l'existence n'est justifiée que dans un objectif d'exportation. La part du gaz destiné aux kraïs de Khabarovsk et du Primorié ne représente qu'une faible proportion des volumes qu'il est prévu de transporter par ce pipeline. Depuis la signature de l'accord avec la Chine et le lancement du projet *Force de Sibérie*, Gazprom doit augmenter sa capacité. Le cas du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok montre comment l'absence de coopération entre la Russie et ses voisins asiatiques peut avoir des conséquences négatives sur les projets gaziers russes. Le gazoduc a été construit pour le Sommet de l'APEC, dans un contexte où il ne pouvait servir qu'à satisfaire la demande de deux des sujets fédéraux d'Extrême-Orient. Sa capacité était alors disproportionnée par rapport à la base locale de ressources aussi bien que par rapport à la consommation régionale. Or, depuis le lancement du projet d'exportation vers la Chine, cette capacité est insuffisante et il faut l'accroître.

4.3. Besoins et satisfaction de la demande en gaz des marchés domestiques et d'exportation

Les projets d'approvisionnement en gaz des régions de Russie orientale et les projets d'exportation sont liés, mais ils ne reposent pas nécessairement sur la mise en valeur des mêmes gisements. Observe-t-on, de ce point de vue, une concurrence ou une complémentarité entre les utilisations du gaz ? Quels sont les champs gaziers auxquels il est prévu de recourir et quels sont ceux qui permettent actuellement l'approvisionnement des sujets d'Extrême-Orient ? S'agit-il des mêmes gisements qui seront utilisés pour les projets d'exportation et pour les livraisons aux consommateurs russes des régions orientales ?

La question de l'utilisation du gaz des gisements orientaux a été soulevée tout au long des années 2000 et les propos tenus par les dirigeants de Gazprom et le gouvernement russe témoignent d'hésitations entre plusieurs options, en particulier pour les gisements de Kovykta et de Čajanda. Les ministères et la compagnie ont soutenu des points de vue différents, mais Nodari Simonia (2004) relève également des contradictions dans le discours des cadres de Gazprom au sujet du gisement de Kovykta. Ainsi, en mars 2004, Alexandre Ananekov, vice-président du conseil d'administration de Gazprom a recommandé, pour la gazéification de la région d'Irkoutsk et des autres régions sibériennes, le recours aux petits gisements locaux, tandis que le gisement de Kovykta, serait incorporé au Système unifié d'approvisionnement en gaz et relié au réseau d'exportation. Or, en janvier 2004, Gazprom rejetait le projet d'exportation de RUSIA-Petroleum à partir de Kovykta en soutenant que la priorité devait être l'approvisionnement des consommateurs russes (Poussenkova, 2007). Les opinions défendues ne concernent en réalité pas uniquement la hiérarchisation des priorités et des marchés, elles sont liées aux intérêts des compagnies. En effet, Gazprom, en critiquant le projet d'exportation de RUSIA-Petroleum, s'attaquait avant tout au projet d'une entreprise concurrente (voir quatrième partie).

Actuellement, le gaz produit en Russie orientale, à l'exception du gaz associé produit par les compagnies pétrolières, provient uniquement de Sakhaline. En 2014, il s'agit du gaz de Sakhaline-2 pour les livraisons au kraï du Primorié et de Sakhaline-1 pour le kraï de Khabarovsk²³¹. Le gaz produit à Sakhaline-3 devrait être utilisé dans les prochaines années

²³¹ Gazprom, "Press Conference Background, Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets", June 18, 2014.

pour approvisionner les sujets de l'Extrême-Orient : la mise en valeur du gisement de Kirinskoe a commencé mais pas son exploitation industrielle. Sakhaline-1 livre du gaz aux consommateurs du kraï de Khabarovsk depuis 2005²³². Sakhaline-1 est à l'origine un projet pétrolier, ce sont donc des compagnies pétrolières qui forment le consortium *Sakhalin Energy* qui met en valeur les gisements dans le cadre d'un accord de partage de la production signé en 1995 (Krysiek, 2007). Les actionnaires de *Sakhalin Energy* sont Exxon (30 % des actions), Rosneft (20 %), SODECO (30 %) et ONGC Videsh (20 %)²³³. La production et l'exportation de pétrole ont commencé en 2005 ainsi que les livraisons de gaz au kraï de Khabarovsk. Selon l'accord passé en 2004 entre le gouvernement russe et *Sakhalin Energy*, le consortium était tenu de livrer du gaz au kraï de Khabarovsk par pipeline à partir de 2007 (Krysiek, 2007). Actuellement, le pétrole produit par Sakhaline-1 est exporté vers les marchés asiatiques tandis que le gaz est vendu uniquement sur le marché domestique à des prix plus bas que celui du marché. L'utilisation du gaz associé de Sakhaline-1 est l'un des points d'achoppement dans les relations de *Sakhalin Energy* avec le gouvernement russe : ce gaz a d'abord été essentiellement réinjecté dans le gisement afin d'augmenter la pression et d'accroître la production de pétrole. Une partie était également brûlée en torchères : selon Timothy Fenton Krysiek (2007), en 2006, cela aurait correspondu à un tiers de la production annuelle de gaz.

Les livraisons au kraï du Primorié ont commencé plus tardivement, en 2011, après la construction du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok²³⁴. Le gaz utilisé provient de Sakhaline-2 : il s'agit, comme on l'a dit précédemment, des royalties perçues par l'État russe, selon le décret du 6 septembre 2011. D'après ce décret, Gazprom devait disposer de ce gaz jusqu'en 2014. Depuis 2011, la compagnie argumente en faveur de la prolongation de cette situation jusqu'en 2040. Ce serait, selon elle, une nécessité pour assurer le développement des programmes de gazéification de l'oblast de Sakhaline et dans les kraïs de Khabarovsk et du Primorié²³⁵. Le recours au gaz de Sakhaline-2 est en effet dans l'intérêt de Gazprom : son utilisation pour la gazéification des sujets fédéraux règle la question de l'approvisionnement

²³²Exxon Neftegas Limited, http://www.sakhalin-1.com/Sakhalin/Russia-English/Upstream/benefits_gas.aspx, consulté le 28 avril 2015.

²³³ Exxon est une filiale d'Exxon Mobil, transnationale pétrolière et gazière américaine ; Rosneft est une compagnie pétrolière russe dont le capital est majoritairement détenu par l'État ; SODECO (*Sakhalin Oil and Gas Development Company*) est un consortium de compagnies japonaises ; ONGC Videsh (*Oil and Natural Gas Corporation Videsh*) est une entreprise publique indienne.

²³⁴Timoshilov Viktor, "Basic Scheme of UGSS in Eastern Russia", meeting of Gazprom's top executives with chief editors of Russian regional mass media, Moscow, December 12, 2011.

²³⁵ *Ibid.*

en gaz des régions de l'Extrême-Orient, tandis que la compagnie peut se consacrer à des projets d'exportation plus rentables.

Cependant, l'accord de partage de production conclu entre l'État russe et *Sakhalin Energy* stipule que le gaz produit par Sakhaline-2 peut être vendu uniquement à des prix comparables à ceux des contrats d'exportation entre la Russie et les compagnies d'Europe occidentale, donc à des prix qui sont trop élevés pour que le gaz naturel soit compétitif dans les sujets russes orientaux et pour qu'il soutienne le développement économique et social de ces régions²³⁶. L'octroi du gaz de Sakhaline-2 à Gazprom, qui le livre aux consommateurs aux prix déterminés par l'État et transfère les bénéfices au budget fédéral, avait d'abord été refusé par le ministère des Finances avant la signature du décret de 2011. En 2014, Gazprom a obtenu une extension de la durée fixée par ce décret²³⁷. Cependant, la prolongation accordée par le gouvernement russe ne couvre que trois ans, jusqu'à la fin du mois de décembre 2017. On voit ici émerger un conflit d'intérêt entre le ministère des Finances de la Fédération de Russie, qui escomptait que ce gaz serait exporté, ce qui aurait permis des retombées budgétaires supérieures en raison de l'écart entre les prix sur le marché domestique et les prix à l'exportation. La décision prise est une concession afin de donner le temps à Gazprom de mettre le gisement de Kirinskoe en exploitation mais ne répond pas aux demandes de la compagnie, qui militait pour que la prolongation soit valable jusqu'en 2040, puis, après avoir assoupli sa position, jusqu'en 2020.

Tableau 49 : Approvisionnement en gaz des kraï de Khabarovsk et du Primorié

Sujet fédéral	Approvisionnement par	Statut	A partir de
Kraï de Khabarovsk	Sakhaline-1	Gaz produit par un consortium (dont Exxon et Rosneft)	2005
Kraï du Primorié	Sakhaline-2	Gaz correspondant aux <i>royalties</i> revenant à l'État russe d'après les termes de l'Accord de Partage de production	2011 (jusqu'en 2017 ?)
	Sakhaline-3 (Kirinskoe)	Gaz produit par Gazprom	2017

²³⁶ Analytical Group ERTA, "The Eastern Gas Programm is to be corrected...", *Energy News, Weekly Analytical Comments*, N°38, mars 2011.

²³⁷ Podobedova Ljudmila, « Gazprom pobedil Minfin v voprose vyplaty rojalti s Sahalina-2 » (« Gazprom a convaincu le ministère des Finances sur la question du versement des royalties de Sakhaline-2 »), *Izvestija*, 14 février 2014, <http://izvestia.ru/news/565766>, consulté le 3 avril 2015.

Dans le cadre des projets Sakhaline-1 et 2, quels sont les volumes de gaz disponibles pour l'exportation ? Pour Sakhaline-2, en 2013, la production de gaz s'élevait à 17,5 milliards de mètres cubes et les volumes livrés aux consommateurs du kraï du Primorié et à l'oblast de Sakhaline étaient de 1,45 milliard de mètres cubes seulement²³⁸ : une première part importante de la production est liquéfiée et vendue aux pays d'Asie-Pacifique. La question se pose davantage dans le cas de Sakhaline-1. A l'origine, on l'a dit, il s'agit d'un projet pétrolier. La production de gaz était marginale, mais elle a augmenté depuis 2005. Timothy Fenton Krysiak (2007) soulignait déjà que cette croissance de la production ouvrait des possibilités d'exportation. Or, l'exportation de ce gaz soulève certaines interrogations car Gazprom ne fait pas partie du consortium qui exploite Sakhaline-1. Ce dernier, en vertu de l'accord de partage de production, a en théorie le droit d'exporter le gaz, mais cela se heurte aux intérêts de Gazprom, qui souhaite acquérir le contrôle des exportations de gaz à partir de Sakhaline-1. La question du conflit d'intérêt entre Rosneft et Gazprom sera abordée plus en détail dans les chapitres suivants. Le statut de Gazprom en tant que responsable du « Programme gazier oriental » et de la constitution d'un marché et d'un réseau gazier en Russie orientale lui sert de prétexte pour revendiquer le gaz de Sakhaline-1. La compagnie a mentionné dès 2008 le fait que ce gaz devait approvisionner les consommateurs russes²³⁹.

Gazprom projette de construire une usine de liquéfaction à Vladivostok. En dehors de la compagnie, il existe de nombreux demandeurs pour le gaz de Sakhaline, comme le souligne Tatiana Mitrova (2013), d'autant que les projets de liquéfaction du gaz se multiplient. Rosneft et Exxon ont également un projet à Sakhaline et il est envisagé d'accroître les capacités de l'usine de liquéfaction existante à Sakhaline-2. En parallèle, le gaz doit continuer à être livré aux consommateurs russes d'Extrême-Orient. Or, à Sakhaline, Gazprom dispose uniquement du projet Sakhaline-3. Les ressources utilisées pour la liquéfaction du gaz à Vladivostok, selon les plans de la compagnie, proviendront uniquement des champs de Kirinskoe et de Ioujno-Kirinskoe²⁴⁰. Sakhaline-3 devrait donc être utilisé pour remplir deux objectifs : il devrait constituer la principale source d'approvisionnement du gazoduc Sakhaline-

²³⁸ Gazprom, « Spravka k press-konferencii « Gazprom na Vostoke Rossii, vyhod na rynki stran ATR » » (« Information pour la conférence de presse « Gazprom dans l'est de la Russie, l'entrée sur les marchés des pays de la région Asie-Pacifique »), 18 juin 2014, <http://www.gazpromvideo.ru/fileadmin/press/2014/1806/background-press-conf-2014-06-18-ru.pdf>, consulté le 3 avril 2015.

²³⁹ Gazprom, « Gazprom in Eastern Russia. Entry into Asia-Pacific Markets », Conférence de presse, 24 juin 2008.

²⁴⁰ Gazprom, « Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets », Conférence de presse, June 13, 2013.

Khabarovsk-Vladivostok et alimenter le projet de GNL à Vladivostok²⁴¹. Selon Tatiana Mitrova (2013), la mise en exploitation du champ de Ioujno-Kirinskoe doit commencer en 2018 et arrivera trop tard pour le lancement du projet. La principale source du projet Vladivostok-GNL sera donc le gisement de Čajanda. La construction du gazoduc reliant la République de Sakha à Sakhaline est prévue pour 2017. Cependant, il est douteux que toutes les infrastructures nécessaires à la mise en exploitation industrielle de Čajanda soient prêtes à temps.

Quant aux livraisons de gaz à la Chine, elles ne reposent pas sur les mêmes sources d’approvisionnement que celles qui assurent les livraisons au marché domestique. Le gazoduc *Force de Sibérie* doit transporter du gaz des gisements de Sibérie orientale. Les dirigeants de Gazprom ont d’ailleurs déclaré qu’utiliser le gaz de Sakhaline pour remplir *Force de Sibérie* était une « idée exotique »²⁴². Il existe des possibilités de tensions entre les livraisons de gaz aux marchés domestiques et d’exportation, mais cela concerne davantage le gaz produit à Sakhaline qu’en Sibérie orientale (voir tableau 50).

Tableau 50 : Origine du gaz selon les projets d’exportation et d’approvisionnement des sujets d’Extrême-Orient

	Destination	Origine du gaz livré
Projets d’exportation	Chine (<i>Force de Sibérie</i>)	Gisements de la République de Sakha (Čajanda) et de l’oblast d’Irkoutsk (Kovykta)
	Chine (Altaï)	Gisements de Sibérie occidentale
	Usine de liquéfaction de Sakhaline-2 (<i>Sakhalin Energy</i>)	Sakhaline-2
	Vladivostok-GNL (Gazprom)	Sakhaline-3 + Čajanda
	Usine de GNL de Sakhaline-1 (Exxon et Rosneft)	Sakhaline-1
Approvisionnement des marchés domestiques	Kraï de Khabarovsk	Sakhaline-1
	Kraï du Primorié	Sakhaline-2 puis Sakhaline-3

²⁴¹ Gazprom, Rapport annuel, 2013.

²⁴² Gazprom, « Press-Conferencija na temu «Gazprom» na Vostoke Rossii, Vyhod na rynki ATR » (« Conférence de presse sur le thème : Gazprom dans l’Est de la Russie, l’entrée sur les marchés de la région Asie-Pacifique »), 18 juin 2014, <http://www.gazpromvideo.ru/fileadmin/press/2014/1806/asia-pacific-stenogram-2014-06-18-ru.pdf>, consulté le 3 avril 2015

Conclusion

La réalisation des projets gaziers en Sibérie orientale et en Extrême-Orient dépend étroitement des relations qu'entretient la Russie avec les pays de la région Asie-Pacifique. En raison de leur fragilité et de l'absence de coopération avec ces pays, la mise en exploitation des réserves et la construction des infrastructures de transport, de stockage et de transformation ont été retardées. Les objectifs de Gazprom et du gouvernement n'ont pas été atteints. Selon James Henderson et Jonathan Stern (2014), le report constant d'un accord avec la Chine a miné la stratégie de Gazprom toute entière dans l'Est de la Russie. Celle-ci a hésité entre plusieurs options. Ainsi, le « Programme gazier » envisageait plusieurs variantes pour l'utilisation des gisements de Sibérie orientale (voir tableau 51).

Tableau 51 : La destination du gaz des centres de production de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient selon les variantes proposées par le Programme gazier oriental

	Irkoutsk	Iakoutie	Krasnoïarsk	Sakhaline
Variante « Ouest »	Vers l'ouest et vers l'est	Vers l'ouest et vers l'est	Vers l'ouest et vers l'est	Marchés du GNL
Variante « Centre »	Vers l'ouest (ESG)	Vers la Chine	Non développé	Vers la Corée (gazoduc) Marchés du GNL
Variante « Est »	Connecté à l'ESG Marché de consommation régional	Marché de consommation régional	Connecté à l'ESG Marché de consommation régional	Marchés du GNL Vers la Chine et la Corée (gazoduc)

Ces variantes montrent l'hésitation entre les marchés domestiques et les marchés d'exportation, mais aussi entre les marchés d'exportation (direction occidentale ou orientale). En 2007, Nina Poussenkova observait que Gazprom avait choisi la variante « Est », nécessitant le moins d'investissement et dépendant le moins de l'exportation, bien que cette option ne soit pas en accord avec la création d'un unique système de production et de transport pour la Russie orientale. Selon ce scénario, la mise en exploitation du gisement de Čajanda était repoussée à une période ultérieure à 2030. La stratégie récemment adoptée par la Russie ne correspond pas à cette variante et privilégie au contraire l'exportation : à terme, il est prévu de relier les deux principaux gisements de Sibérie orientale (Kovykta et Čajanda) au gazoduc *Force de Sibérie* pour exporter vers la Chine. A l'inverse, il semble que l'approvisionnement des marchés domestiques régionaux soit en partie délaissé.

Tableau 52 : La destination principale du gaz extrait des grands centres de production de Russie orientale selon les projets actuellement mis en œuvre par Gazprom

Kovyta	Čajanda	Sakhaline
Vers la Chine et les pays de l'Asie-Pacifique (2 ^e étape)	Vers la Chine et les pays de l'Asie-Pacifique (1 ^{ère} étape)	Marchés du GNL

Les projets de développement des marchés domestiques de Russie orientale et les projets d'exportation sont parfois difficiles à concilier. Les intérêts des compagnies se portent essentiellement sur les livraisons aux marchés asiatiques, qu'il s'agisse de gaz transporté par pipeline ou de gaz naturel liquéfié. Les objectifs de Gazprom et de l'État russe dépassent le cadre régional de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient, ils renvoient à la conception d'une stratégie fédérale et internationale. La périphérie est alors considérée comme faisant partie d'un tout plus vaste. Les intérêts de Gazprom, qui, en tant que responsable du « Programme gazier oriental », représente en partie l'État fédéral, ne sont pas forcément en totale adéquation avec ceux des régions russes orientales.

Les compagnies impliquées dans la production et l'exportation du gaz prévoient de recourir à différents gisements pour assurer l'approvisionnement des différents projets. L'étude effectuée dans ce chapitre permet de prolonger la réflexion sur les ressources entamée précédemment. On peut évoquer, en un sens, une situation de surabondance de ressources en Sibérie orientale et en Extrême-Orient, par rapport aux débouchés existants. En fait, il s'agit davantage d'une surabondance de réserves que de ressources (si l'on se réfère à la définition évoquée dans le chapitre 9 et non au classement des réserves et ressources international). En effet, le gaz dont il est question n'est pour l'heure que très peu mis en exploitation et l'on se trouve finalement plutôt dans une situation de pénurie relative ou de risque de pénurie. Si la mise en ressource des gisements n'est pas réalisée suffisamment rapidement par rapport aux infrastructures qui doivent être approvisionnées en gaz (gazoduc, usines de liquéfaction, centrales électriques et chaufferies des sujets d'Extrême-Orient), malgré la présence de grandes réserves, les ressources peuvent manquer. C'est le rapport entre l'évolution des projets et la mise en exploitation des gisements gaziers qui détermine le besoin en ressources. Le cas du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok le montre bien : lors de sa construction, sa capacité de transport était trop élevée à la fois pour les ressources disponibles et pour la demande existante. Elle est jugée insuffisante par rapport aux projets en cours de réalisation.

Chapitre 11. Le contrôle sur les ressources en gaz de Russie orientale : renforcement de l'emprise du centre et lutte pour l'appropriation

Plusieurs projets de grande envergure sont en cours de réalisation en Russie orientale. La Sibérie orientale et l'Extrême-Orient étant jusqu'aux années 2000 des régions relativement négligées par les industries pétrolière et gazière et par l'État fédéral, il s'agit de mettre en valeur les réserves. Pour cela, des outils sont mis en place par le gouvernement russe et un rôle clé est donné à Gazprom. Au cours de la deuxième moitié des années 2000, la présence de la compagnie et son contrôle sur les réserves se sont nettement accrus en Russie orientale, grâce au soutien du gouvernement. Cependant, la domination de Gazprom sur la région est contestée et ses privilèges partiellement remis en cause.

1. La reprise en main de l'État sur le secteur des hydrocarbures

On observe un intérêt croissant pour les réserves en gaz et en pétrole de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient au cours des années 2000, c'est-à-dire dans le contexte d'une reprise en main du gouvernement russe sur le secteur des hydrocarbures. Par le biais de la législation adoptée, le rôle de l'État fédéral se renforce.

1.1. Secteur des hydrocarbures et évolutions juridiques des années 2000

Quelle est la législation russe appliquée aux gisements d'hydrocarbures ? Qui est propriétaire du sous-sol et quelles sont les modalités d'accès pour les compagnies ? La loi principale qui détermine les modalités d'accès des compagnies pétrolières et gazières aux gisements est la loi sur le sous-sol, promulguée en 1992. Selon cette loi, la propriété du sous-sol, réserves en hydrocarbures incluses, revient à l'État. Leur possession, leur utilisation et leur gestion relèvent de la responsabilité conjointe de la Fédération de Russie et des sujets fédéraux²⁴³. Les compagnies ont accès aux réserves par le biais des licences d'exploration et d'exploitation accordées par l'État russe. Le sous-sol est propriété de l'État, mais celui-ci renvoie, dans la loi initiale, à la fois au gouvernement fédéral et aux administrations régionales. Les autorités régionales sont ainsi impliquées dans la gestion du sous-sol. Selon la

²⁴³ « Zakon Rossijskoj Federacii « O nedrah », Article 1.2, « Sur la propriété du sous-sol ».

loi de 1992, elles pouvaient même attribuer seules les licences pour certains gisements d'importance locale (Locatelli, 2010).

Cependant, la législation a évolué au cours des années 2000. Des amendements ont été introduits en 2004 et sont entrés en vigueur en 2005. Ils concernent d'abord les acteurs impliqués dans l'attribution des licences. Ils ont instauré la création d'une commission d'appel d'offres, désignée par le ministère fédéral des Ressources naturelles et ayant la charge de délivrer les licences d'exploitation. Cette commission inclut certes un ou des représentant(s) de la région concernée (Tompson, 2005), mais leur rôle est surtout consultatif. Les modifications apportées à la loi ont réduit le rôle des autorités régionales. De plus, les bénéficiaires des taxes liées à l'attribution des licences ont changé :

« Les taxes sur la participation à l'appel d'offre/enchères, sur la délivrance de la licence et sur l'information géologique sont versées désormais au budget fédéral. Le montant des « paiements réguliers pour l'utilisation de sous-sol » (couvrant les étapes de prospection d'étude et d'évaluation) sera défini pour chaque gisement par le ministère des Ressources naturelles sur la base fixée par la loi amendée (plutôt que par les gouvernements régionaux sur proposition fédérale) » (Tompson, 2005).

Là encore, l'amendement a privilégié l'État fédéral par rapport aux sujets de la Fédération.

Les réformes de 2004-2005 ont également établi un classement parmi les gisements, en distinguant des « objets d'importance fédérale ». Ce statut a été créé « dans des objectifs de défense et de sécurité de l'État ». Il est déterminé en fonction de deux critères : la taille des réserves et leur localisation (Sidortsov, 2014). En effet, la liste des gisements d'importance fédérale inclut tous les gisements dont les réserves sont d'au moins 70 millions de tonnes de pétrole ou d'au moins 50 milliards de mètres cubes de gaz naturel, ainsi que les champs qui, quelle que soit leur taille, sont situés dans les eaux territoriales, la zone économique exclusive²⁴⁴ et sur le plateau continental. Les droits d'exploration et d'exploitation de ces gisements sont alloués de façon particulière : le gouvernement fédéral contrôle l'accès et la gestion de ces gisements et peut les attribuer sans passer par la procédure d'appel d'offre qui était stipulée par la loi (Locatelli, 2006). Il est en mesure de restreindre l'accès des

²⁴⁴ Les zones économiques exclusives (ZEE) ont été créées lors de la Convention de Montego Bay (1982). Le droit de la mer définit la ZEE comme un espace maritime qui s'étend jusqu'à 200 milles marins des côtes d'un État (à partir de la ligne de base). L'État côtier dispose de droits souverains d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources sur cet espace.

compagnies étrangères à ces gisements (Sidortsov, 2014) et même de leur retirer une licence qu'elles possèdent, comme l'explique Andrei Belyi (2011, p. 4) :

« Les décisions concernant les droits des gisements d'importance fédérale sont prises uniquement par le gouvernement russe. Si une compagnie étrangère, ou une compagnie russe avec participation étrangère, découvre un gisement dont les caractéristiques en font un gisement d'importance fédérale, le gouvernement peut refuser de lui accorder les droits d'exploration et de production du gisement, ou, s'il s'agit d'une licence combinée, peut mettre fin aux droits d'exploration et de production, en invoquant une menace pour la défense nationale et la sécurité. Cette législation fournit des avantages supplémentaires à Gazprom dans l'allocation des réserves en amont. »

Ainsi, par cet outil juridique, le gouvernement de la Fédération de Russie choisit qui peut explorer, mettre en valeur et extraire les hydrocarbures ainsi que les lieux concernés (Sidortsov, 2014). Une partie des gisements d'importance fédérale, dont des ressources mises en valeur et prêtes à l'exploitation, est incluse dans un Fond fédéral de réserve.

Une distinction est effectuée entre les gisements d'importance fédérale continentaux et les gisements d'importance fédérale offshore. Dans le cas des gisements continentaux, la procédure d'attribution ne passe pas nécessairement par un appel d'offre, mais dans le cas des gisements offshore, cette procédure est systématiquement supprimée. Le contrôle sur les champs offshore a encore été renforcé par les amendements apportés en 2008 à la loi sur le sous-sol, qui stipulent que les licences de ces gisements seront attribuées uniquement aux compagnies d'État, c'est-à-dire Rosneft et Gazprom.

En mai 2008 est également édictée une loi sur les investissements étrangers dans les entreprises stratégiques. Cette loi limite la part des investissements étrangers dans les entreprises d'hydrocarbures : elle ne peut pas être supérieure à 10 % dans le cas des investisseurs étrangers privés. La restriction est encore plus importante pour les entreprises publiques étrangères : leur part ne peut pas dépasser 5 %, à moins d'avoir obtenu une autorisation spéciale délivrée par une commission présidée par le Premier ministre (Locatelli, 2010).

Les évolutions juridiques des années 2000 ont donc changé l'équilibre instauré par la loi de 1992 entre les différents échelons de la fédération en renforçant considérablement le contrôle de l'État fédéral sur les ressources. Le gouvernement fédéral a la prééminence sur les autorités régionales. Cette évolution se comprend dans le contexte plus large du renforcement du pouvoir fédéral sur les régions (voir chapitre 2). Les changements dans la répartition des

rôles dans l'attribution des licences incitent les compagnies à développer leurs activités de lobbying à Moscou plutôt qu'au niveau régional et ne permettent plus aux autorités régionales d'obtenir des compagnies des investissements dans les infrastructures de transport (voirie) ou des équipements tels que les hôpitaux et les écoles (Tompson, 2005). Le rôle de l'État est renforcé par deux biais, comme le fait observer Catherine Locatelli (2010) :

« Le nouvel arrangement institutionnel mis en œuvre depuis le début des années 2000 repose sur deux facteurs principaux : la compagnie d'État et un contrôle plus étroit de la puissance publique sur l'accès aux ressources en hydrocarbures. »

Dans le cadre de cette reprise en main du secteur des hydrocarbures par l'État, ce sont aussi les compagnies étrangères dont la situation est devenue plus précaire.

1.2. Les réformes et la mise en valeur des réserves de Russie orientale

Les réformes adoptées sont à mettre en relation avec le lancement de programmes de mise en valeur des réserves de Russie orientale. Il s'agit de créer des conditions favorables à la mise en valeur des gisements des régions de l'est en suivant les objectifs déterminés par le gouvernement, de créer des incitations pour le développement des industries gazières et pétrolières de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient (Locatelli, 2010).

Dès 2007, Gazprom a milité pour que les gisements de Russie orientale mentionnés dans le « Programme gazier oriental » aient le statut d'importance fédérale, ce qui lui permet d'obtenir plus facilement les licences d'exploitation. Alexandre Ananekov, le directeur adjoint de Gazprom, a déclaré à ce sujet :

« Gazprom considère aujourd'hui que tous les objets du « Programme gazier oriental », dont Sakhaline-3 et le gisement de Čajanda, doivent recevoir le statut d'objet d'importance fédérale et que l'attribution de leur licence doit relever du contrôle du gouvernement. C'est seulement dans ces conditions que le Programme oriental sera réalisé.²⁴⁵ »

²⁴⁵ Martynov Kirill, « Dve storony odnogo gosydarstva » (« Deux aspects d'un même État »), *Kommersant*'' , "Business Guide (Nef't' I gaz)", Priloženie N°154, 28 août 2007, <http://www.kommersant.ru/doc/797529>, consulté le 01 mai 2015.

La Sibérie orientale et l'Extrême-Orient comptent aujourd'hui un grand nombre de gisements d'importance fédérale (voir tableau 53).

Tableau 53 : Lots d'importance fédérale dans les sujets des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient (hydrocarbures)

Sujet fédéral	Gisement	Composition
Oblast de Tomsk	Lugineckoe	Gaz
	Myl'džinskoe	Gaz
Kraï de Krasnoïarsk	Južno-Tersko-Kamovskoe	Pétrole, gaz
	Severo-Vostočno-Tersko-Kamovskoe	Pétrole, gaz
	Kujumbinskoe	Pétrole, gaz
	Jurubčenskoe	Pétrole, gaz
	Vankor	Pétrole, gaz
	Severo-Vankorskoe	Pétrole, gaz
	Tagul'soe	Pétrole, gaz
	Agaleevskoe	Gaz
	Gisement de Peljatinskoe	Gaz
	Gisement de Sobinskoe	Gaz
	Gisement de Lodočnoe	Gaz
	Derjabinskoe	Gaz
	Ušakovskoe	Gaz
Oblast d'Irkoutsk	Verhnečonskoe	Pétrole, gaz
	Zapadno-Južno-Kovyktinskoe	Gaz
	Kovyktinskoe	Gaz
	Handinskoe	Gaz
	Dulis'minskoe	Gaz
	Levoberežnoe	Gaz
	Angaro-Lenskoe	Gaz
	Pravoberežnoe	Gaz
	Partie du gisement Angaro-Lenskoe	Gaz
Partie du gisement de Kovykta	Gaz	
République de Sakha (Iakoutie)	Talanskoe	Pétrole
	Verhnepeledujskoe	Gaz
	Sredneviljujskoe	Gaz
	Srednebotuobinskoe	Gaz
	Čajanda	Gaz
	Soboloh-Nedželinskoe	Gaz
	Partie du gisement de Srednetjungskoe	Gaz
	Gisement de Tas Jurjahskoe	Gaz
Gisement de Verhneviljučanskoe	Gaz	

Source : Federal'noe Agenstvo po nedropol'zovaniju, 2010.

Sans compter les gisements offshore, les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient possèdent 34 gisements d'hydrocarbures d'importance fédérale, sur un total de 163 de ces gisements pour l'ensemble de la Russie. La majorité de ces gisements se trouve en Sibérie

occidentale, dans les principaux bassins de production pétroliers et gaziers, dans l'oblast autonome des Iamalo-Nenets (72) et dans celui des Khantys-Mansis (36). Presque tous les champs d'importance fédérale de Russie orientale contiennent du gaz naturel : seul le gisement de Talakanskoe, en République de Sakha, est uniquement pétrolier. Si l'on ne tient compte que des gisements détenant des réserves en gaz ou en gaz et en pétrole, environ un tiers se situe dans les districts de Sibérie et d'Extrême-Orient (33 sur 117). Le statut de gisement d'importance fédérale concerne donc les réserves de gaz de Russie orientale. Les deux gisements géants de Kovykta et de Čajanda figurent sur la liste. Quant aux réserves du plateau continental de Sakhaline et du Kamtchatka occidental, elles ont été placées sous le contrôle de l'État par la loi de 2008.

Les amendements des lois sur le sous-sol et le secteur des hydrocarbures ont eu des applications en Russie orientale. L'attribution des licences d'exploitation des gisements s'est en particulier faite au bénéfice de Gazprom.

2. Une reprise en main au bénéfice de Gazprom

Gazprom se prévaut, pour obtenir l'accès aux gisements, de la mission qui lui a été confiée par l'État fédéral et s'appuie sur son statut de coordinateur du « Programme gazier oriental », par lequel la compagnie est chargée de la mise en valeur des réserves et de la construction des infrastructures, ainsi que de la gazéification de la Sibérie Orientale et l'Extrême-Orient. Elle évoque ces responsabilités pour justifier son besoin en ressources. Gazprom escomptait ainsi récupérer tous les plus grands gisements d'hydrocarbures de Russie orientale en ne passant par aucun appel d'offres grâce au statut de gisements d'importance fédérale.

En outre, la compagnie dispose d'un atout essentiel : le monopole d'exportation du gaz naturel. La loi « Sur l'approvisionnement en gaz de la Fédération de Russie », place le développement du système de transport du gaz sous la responsabilité de son propriétaire, c'est-à-dire Gazprom. C'est également en tant que propriétaire de l'ESG que Gazprom détient le monopole d'exportation, qu'il possédait de fait (Belyi, 2011) et qui a été confirmé par la loi de 2006 « Sur l'exportation du gaz » (Sidortsov, 2014) ainsi que par la Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020. L'objectif est d'éviter la concurrence entre différents projets russes (Hunsicker, 2006). Le statut de Gazprom lui donne donc des avantages auxquels la compagnie a eu recours en Russie orientale. Cependant, son attention ne s'est tournée vers l'est que dans les années 2000.

2.1. Le relatif désintérêt de Gazprom pour la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient jusqu'aux années 2000

Aujourd'hui, les régions orientales de la Russie sont encore largement inexplorées et inexploitées (voir chapitre 9). Il s'agissait au début des années 1990 d'un terrain vierge pour les grandes compagnies gazières et pétrolières. Les réserves de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient, pendant la période soviétique, n'ont d'abord suscité que peu d'intérêt, les ressources de la Sibérie occidentale étant considérées comme illimitées. C'est seulement entre 1977 et 1987, lorsque l'URSS a connu la première crise de production pétrolière, que la décision fut prise de développer de nouvelles provinces pétrolières (Poussenkova, 2007). Un décret est pris à cet effet le 21 mars 1979 (« Sur l'intensification des activités pétrolières et gazières en Sibérie orientale ») par le Comité central du Parti communiste et le Conseil des Ministres de l'Union soviétique. Cependant, les projets de développement n'ont jamais été réalisés, en partie en raison de la chute de l'URSS. Au cours des décennies 1970 et 1980, des découvertes géologiques ont bien été faites, mais l'exploitation industrielle n'a pas commencé (Simonia, 2004). Durant les années 1990, la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient ont été délaissés par les autorités fédérales. Nina Poussenkova (2007) souligne qu'aucun projet de grande ampleur n'a été élaboré pour le développement de ces régions pendant cette période, qui fut aussi celle de la déstabilisation liée à la chute de l'URSS.

Nodari Simonia (2004) identifiait trois étapes dans la redistribution des licences d'exploration et d'exploitation des réserves de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient. Ces étapes reflètent les évolutions qu'a connues l'ensemble de la Russie, mais elles eurent un caractère particulier dans le cas des régions orientales. Lors d'une première période allant de 1992 à 1998 les actifs furent confisqués par un petit groupe de personnes. Le programme de privatisation fut en effet lancé en 1992 en Russie. La privatisation des entreprises d'État fut réalisée en plusieurs phases. Lors de la première, on eut recours aux coupons, les *vouchers*, puis la privatisation fut faite par enchères (Dufy, 2010). Le mécanisme « crédits contre actions » fut ainsi mis en place. A l'issue de cette privatisation, réalisée dans des conditions opaques, marquées par la collusion, la corruption et le favoritisme (Durand, 2007), un cercle restreint, proche du pouvoir, racheta les entreprises d'État à des prix très bas (Petrovski, Fabre, 2002). La deuxième étape identifiée par Nodari Simonia va de 1998 à 2002 et correspond à la redistribution des actifs acquis. Enfin, en 2003-2004, la redistribution des

actifs se poursuivait et l'État reprit en main une partie de ces actifs, notamment dans le secteur des hydrocarbures. Qu'en est-il pour les régions orientales ?

Lors de la première période (1992-1998), en l'absence d'une industrie pétrolière et gazière réellement établie (Poussenkova, 2007), l'acquisition des licences pour prospecter et exploiter les hydrocarbures fut surtout le fait des entreprises locales, l'attention des acteurs fédéraux se portant ailleurs. Cependant, un problème se posa pour la mise en exploitation : ni les autorités régionales, ni les entreprises privées régionales n'avaient les moyens financiers et techniques de réaliser les travaux d'exploration et de mise en valeur des gisements dont elles avaient reçu la licence (Simonia, 2004). Elles entretenaient l'espoir d'obtenir la permission du gouvernement fédéral d'attirer les investisseurs étrangers. Dans un deuxième temps (1998-2002), les ministères fédéraux et les oligarques se tournèrent vers la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient et participèrent au processus de redistribution des licences. Puis, en 2003-2004, ces régions furent choisies par le gouvernement fédéral comme terrain d'essai pour la nouvelle « Stratégie énergétique » de la Russie, adoptée en mars 2003, qui insistait sur la nécessité de développer les réserves de la Russie orientale pour former de nouvelles régions pétrolières et gazières. Le président et son équipe dirigèrent leur attention vers la Russie orientale. La Sibérie orientale et l'Extrême-Orient étaient alors, selon Nodari Simonia (2004), des « terres vierges », au sens où les oligarques ne s'y étaient pas encore enracinés profondément.

Quant à Gazprom, il était pratiquement absent de ces régions jusqu'au début des années 2000 (Dienes, 2007). De façon générale, la compagnie n'a pas du tout modifié la géographie de sa production pendant des décennies. La faible croissance du secteur gazier a été le fait des producteurs indépendants et des compagnies pétrolières, tandis que Gazprom, selon l'expression de Leslie Dienes (2007), a continué à « vivre de son héritage soviétique ». Si les réserves de Gazprom se sont accrues, peu d'efforts ont été réalisés pour la préparation à l'exploitation et la construction des infrastructures, notamment de transport. En Sibérie orientale et en Extrême-Orient, les réserves étaient aux mains d'autres compagnies, notamment pétrolières (Locatelli, 2008), ainsi que des autorités régionales.

Au début des années 2000, Gazprom s'est implanté dans le district fédéral de Sibérie, mais cette implantation concernait essentiellement les sujets occidentaux et non la Sibérie orientale. Ainsi, des gisements ont été mis en exploitation dans l'oblast de Tomsk et, en 1999, Gazprom a créé une filiale, Vostokgazprom, afin de mettre en valeur les réserves de la région (Silaev, Peršikov, 2002). Vostokgazprom a le droit exclusif de mener des négociations au nom de Gazprom pour les projets de la compagnie dans l'Est de la Russie. La création de

Vostokgazprom a eu lieu dans le contexte où Gazprom est devenu le coordinateur étatique de tous les projets ayant pour objectif d'exporter du gaz vers la Chine et vers les autres pays d'Asie-Pacifique. Cependant, au cours de la première moitié des années 2000, l'action de Vostokgazprom a été limitée. Les dirigeants de Gazprom étaient absorbés par leurs intérêts en Europe occidentale (Simonia, 2004), même si le Conseil d'administration de Gazprom a élaboré une stratégie de développement de la compagnie dans l'Est de la Russie en 2003.

Ainsi, aucun grand gisement n'a été développé en Sibérie orientale et en Extrême-Orient et la gestion effectuée par Gazprom s'est surtout bornée à empêcher les autres compagnies, russes ou étrangères, de briser le monopole de Gazprom sur les exportations de gaz. En effet, même pendant cette période où la compagnie a manifesté peu d'intérêt pour les régions orientales et ne possédait pratiquement aucune licence d'exploitation dans ces territoires, Gazprom a joué un rôle non négligeable, même si ce rôle a été en grande partie de freiner les projets d'autres compagnies. La compagnie détient un grand pouvoir de décision au sujet des infrastructures de transport du gaz naturel, ce qui lui permet d'avoir un impact sur la viabilité des projets des entreprises implantées en Russie orientale (Ahrend, Tompson, 2005). L'exemple de la mise en valeur de Kovykta le montre bien. Gazprom, après avoir mené des négociations avec RUSIA-Petroleum, qui détenait la licence du gisement, a déclaré s'en désintéresser en octobre 2004. Cette décision a eu pour conséquence le gel du projet puis la perte de la licence d'exploitation par RUSIA-Petroleum, dépourvu des moyens de transporter le gaz extrait du gisement. Le développement du secteur gazier en Russie orientale est donc bien conditionné par l'implication de Gazprom. Le développement de grande ampleur de la région ne peut se faire qu'avec le volontarisme de Gazprom (Locatelli, 2008).

2.2. L'accroissement du poids de Gazprom en Russie orientale

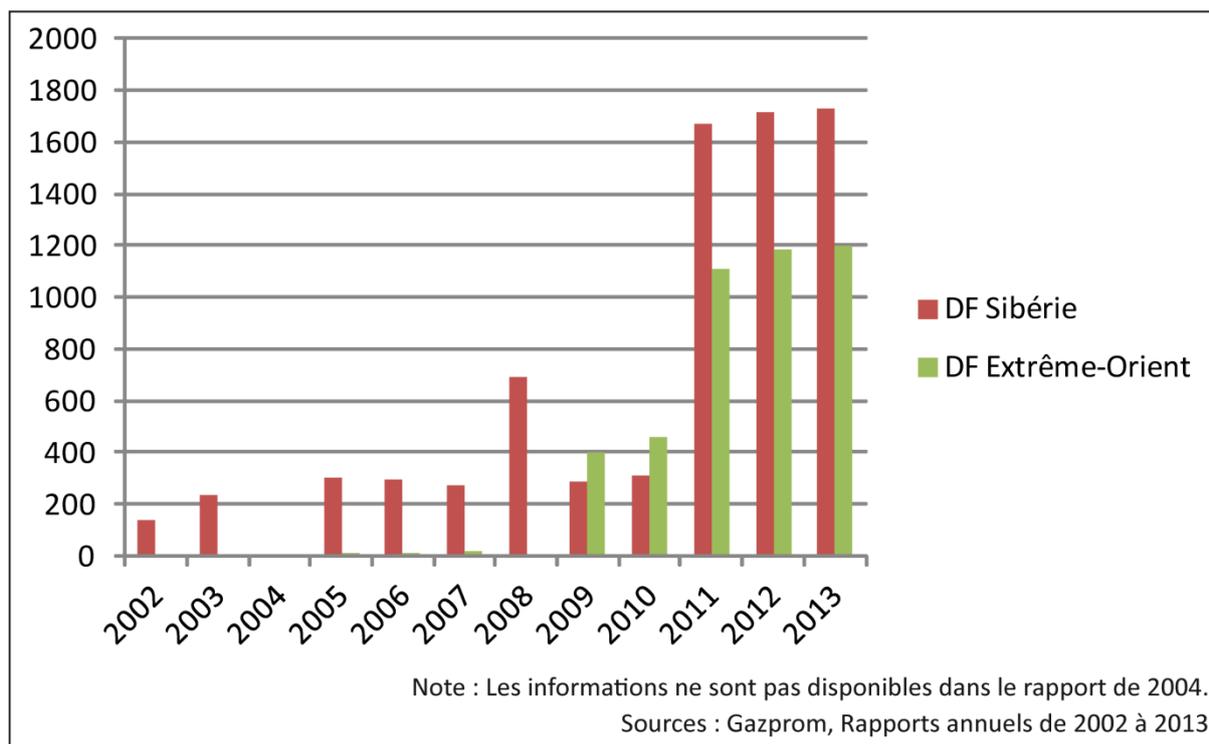
C'est surtout depuis le lancement du « Programme gazier oriental » de 2007 que Gazprom fait preuve d'une stratégie plus volontaire en Sibérie orientale et en Extrême-Orient. Alors que la compagnie a été désignée responsable de ce Programme, elle n'avait quasiment aucune ressource dans les régions orientales. En 2008, le Conseil d'administration de Gazprom a donc pris la décision d'accroître ses réserves en Sibérie orientale et en

Extrême-Orient²⁴⁶. La même année, Mike Bradshaw constatait les progrès de Gazprom dans la région :

« Il y a moins de cinq ans, Gazprom ne contrôlait pas les réserves en Sibérie orientale et en Extrême-Orient, aujourd'hui, c'est le cas (à l'exception de Sakhaline-1) et il a reçu de l'État russe le monopole pour réaliser le programme et développer les exportations de gaz vers la région Asie-Pacifique » (Bradshaw, 2008).

Le tournant qui s'est opéré à partir de 2007 se traduit par l'augmentation des réserves contrôlées par Gazprom dans la région (voir graphe 33). En 2002, les réserves détenues par la compagnie dans le district fédéral de Sibérie ne s'élevaient qu'à 136,5 milliards de mètres cubes, tandis que celles de l'Extrême-Orient étaient inexistantes, alors qu'en 2013, elles étaient de 2 926,4 milliards de mètres cubes pour les deux districts.

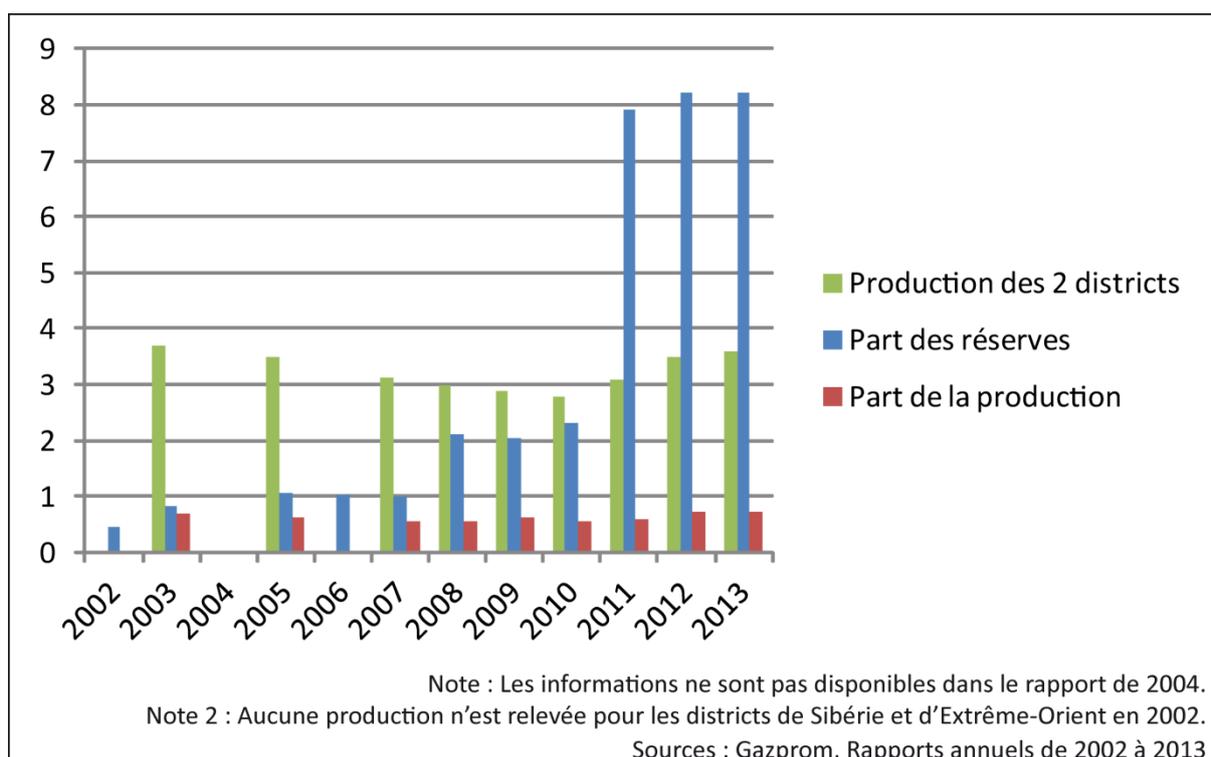
Graphe 33 : Evolution des réserves de gaz naturel (A+B+C1) contrôlées par Gazprom dans les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient entre 2002 et 2013 (en milliards de mètres cubes)



²⁴⁶Gazprom, "Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets", Conférence, 7 juin 2010.

La part des réserves de gaz naturel des districts de Sibérie et d'Extrême-Orient était dérisoire en 2002 : elle n'atteignait pas 0,5 % des réserves totales de Gazprom en Russie (voir graphe 34). Au cours des années 2000, elle n'a cessé d'augmenter pour atteindre plus de 8 % en 2013. Entre 2010 et 2011, les réserves de la compagnie dans les deux districts ont plus que triplé. Cela est lié à l'acquisition de licences, dont celle du gisement de Kovykta. En revanche, on observe que les deux régions sont, en volume de gaz extrait, des centres de production mineurs. En effet, si les réserves augmentent, la mise en exploitation n'est pas immédiate : entre 2003 et 2013, la production des deux districts est restée à peu près constante et n'a jamais dépassé 1 % de la production totale de Gazprom. C'est dans le district de Sibérie que Gazprom produit du gaz naturel, pratiquement aucune production n'ayant été réalisée en Extrême-Orient avant 2013 et la mise en exploitation du gisement de Kirinskoe (Sakhaline-3).

Graphe 34 : Production de gaz naturel des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient entre 2002 et 2013 (en milliards de mètres cubes) et part de ces districts dans les réserves totales de Gazprom en Russie et dans la production totale de Gazprom en Russie (en %)



L'augmentation des réserves de Gazprom dans les deux districts orientaux est liée à l'acquisition de licences d'exploitation en Russie orientale. Ainsi, en 2002, la compagnie ne

détenait que deux licences dans la région. En 2009, elle en possédait 45²⁴⁷. Si le nombre de licences pour exploiter les réserves de Russie orientale qui appartiennent à Gazprom a considérablement augmenté depuis 2007, il n'est pas aisé de faire la liste exhaustive de tous les gisements concernés, d'autant plus que les appellations varient selon que l'on prend en compte le gisement ou les lots qui le composent. Le tableau 54 indique les gisements qui sont mentionnés dans les publications de Gazprom. L'accès de la compagnie aux gisements a été en partie facilité par les statuts particuliers dont disposent les gisements d'importance fédérale. Ainsi, en 2011, les licences de quatre gisements situés en République de Sakha sont attribuées à Gazprom par décret du gouvernement de la Fédération. C'est également par ce biais qu'il avait acquis la licence de Čajanda. De la même façon, en 2009, Gazprom avait reçu, sans passer par la procédure d'appel d'ordre, les licences de quatre gisements offshore d'importance fédérale sur le plateau de la mer d'Okhotsk. L'attribution des licences correspond à une redistribution des cartes entre les acteurs du secteur gazier en Russie orientale. En effet, parmi les gisements reçus par Gazprom en 2009, trois d'entre eux (Vostočno-Odoptinskoe, Ajašskoe et Kirinski) avaient été remportés aux enchères par des compagnies étrangères, Exxon Mobil et Chevron, en 1993. En 2004, le gouvernement russe leur a retiré leurs licences et les a réattribuées quelques années plus tard à Gazprom (Hunsicker, 2006). Dans le cas de Kovykta, la licence appartenait à RUSIA-Petroleum jusqu'à sa banqueroute en 2007, puis Gazprom a obtenu les droits d'exploitation en 2011.

²⁴⁷ Gazprom, Gazprom Press release, 14 septembre 2009.

Tableau 54 : Principaux gisements acquis par Gazprom en Sibérie orientale et Extrême-Orient (date et statut)

Année	Gisement	Région
2007	Sakhaline-2 (Gazprom acquiert la part majoritaire du consortium)	Sakhaline-2
	Čajanda	République de Sakha
	Kirinskoe	Sakhaline-3
2008	Čikanskoe	Oblast d'Irkoutsk
	Južno-Kovyktinskoe	
	Bohanskoe	
	Južno-Ust-Kutskoe	
	Sobinskoe	Kraï de Krasnoïarsk
2009	Kirinski*	Sakhaline-3
	Ajaškoe	
	Vostočno-Odoptinskoe	
	Zapadno-Kamčatckoe	Kraï du Kamtchatka
2011	Kovykta	Oblast d'Irkoutsk
	Srednetjungskoe	République de Sakha
	Verhneviljušanskoe	
	Soboloh-Nedželinskoe	
	Tas-Jurjahskoe	
2013	Kshukskoe	Kraï du Kamchataka
	Kolpakovskoe	

*Il ne s'agit pas du gisement de Kirinskoe.

Légende :

	Statut d'objet d'importance fédérale
	Gisements offshore

Sources : Gazprom, *Gazprom Žurnal*, 2010 ; Comptes-rendus de conférence de presse, 2010-2012 ; Rapports annuels, 2007-2013.

L'attribution de licences par décision gouvernementale n'est pas la seule façon pour Gazprom d'accroître son contrôle sur les réserves de Russie orientale. La compagnie est devenue l'actionnaire majoritaire de *Sakhalin Energy* en 2007. Sakhaline-2 était aux mains d'entreprises étrangères avant l'entrée en scène de Gazprom. Les représentants de la Fédération de Russie et de l'oblast de Sakhaline et ceux de cinq compagnies pétrolières étrangères avaient signé un accord de partage de la production en 1994. Aucune de ces compagnies ne détenait plus de 30 % du projet à l'origine : initialement, Marathon possédait 30 % des parts, McDermott 20 %, Mitsui 20 %, Shell 20 % et Mitsubishi 10 %²⁴⁸. En 1997 et 2000, McDermott et Marathon vendirent leurs parts à leurs partenaires. A la fin de l'année

²⁴⁸ Marathon et McDermott sont des entreprises américaines, Mitshui et Mitsubishi des entreprises japonaises, Shell une entreprise anglo-néerlandaise.

2000, les compagnies participant à *Sakhalin Energy* étaient Shell (55 %), Mitsui (25 %) et Mitsubishi (20 %) (Krysiek, 2007). Gazprom a manifesté son intérêt pour Sakhaline-2. Tout d'abord, il a signé un Mémoire de compréhension pour acquérir 25 % des parts plus une de *Sakhalin Energy* avec Shell en 2005 (Hunsicker, 2006). Le gouvernement russe s'est appuyé sur l'argument environnemental pour retarder la mise en œuvre des projets de développement de Sakhaline-2 et de liquéfaction. Mitsui et Mitsubishi ont envisagé dans un premier temps de vendre 3 et 2 % de leurs parts afin que Gazprom ait une part plus grande que celle de Shell (Poussenkova, 2007). Cependant, la solution finalement adoptée fut encore plus favorable à Gazprom. En décembre 2006, Shell, Mitsui et Mitsubishi conclurent un accord avec la compagnie pour lui vendre la moitié de leurs parts. En avril 2007, Gazprom acquit ainsi 50 % plus une des parts de *Sakhalin Energy* (Krysiek, 2007). La compagnie a également racheté, en 2013, l'entreprise Kamchatgazprom à Rosneftgaz, ce qui lui a permis d'obtenir les licences de deux gisements au Kamtchatka²⁴⁹.

L'implication accrue de Gazprom en Russie orientale se traduit également par la multiplication des accords de coopération et de gazéification entre la compagnie et les sujets orientaux à partir de 2007 (voir chapitre 2). Dans les années 1990, Gazprom coopérait avec 50 régions ; ce chiffre est passé à 80 en 2011 en raison de l'installation de la compagnie en Sibérie orientale et en Extrême-Orient²⁵⁰.

Enfin, le développement des activités de Gazprom dans ces régions se manifeste par la progression de l'exploration, nécessaire à la formation des centres de production mentionnés par le « Programme gazier oriental ». Depuis 2011, la compagnie a pris la décision d'augmenter les travaux de prospection dans les lots dont elle possède les licences (Davydov, 2015). En 2014, plus de 3 500 personnes ont participé à ces travaux de prospection. Aleksej Davydov, le directeur de la filiale de Gazprom « Gazprom Geologorazvedka », commente ainsi la situation : « Je pense que la Sibérie orientale n'a jamais vu autant de géologues. » L'exploration est effectuée pour tous les gisements de Gazprom, dans les kraï de Krasnoïarsk et du Kamtchatka, en République de Sakha, dans l'oblast d'Irkoutsk ainsi qu'à Sakhaline. Des avancées ont été réalisées. Ainsi, en 2013, les travaux de prospection de Kirinskoe ont pris fin et les réserves de catégories C1+C2 de Iujno-Kirinsjoe ont augmenté de 13 %²⁵¹.

²⁴⁹ Gazprom, Rapport annuel, 2013.

²⁵⁰ Gazprom, *Gazprom Žurnal*, N°5, 2011

²⁵¹ Gazprom, "Press Conference Background, Gazprom in Eastern Russia, Entry Into Asia-Pacific Markets", June 18, 2014.

2.3. Extension de l'aire d'implantation de Gazprom : concrétisation par la présence de ses filiales dans l'Est russe

L'extension de l'aire d'action de Gazprom est illustrée également à travers l'implantation de ses filiales. Plusieurs d'entre elles sont actives en Russie orientale. Gazprom Mezhregiongaz, qui vend le gaz aux consommateurs russes, est présente dans quelques régions de Sibérie et d'Extrême-Orient (voir carte 29). Son implantation met en évidence la limite entre Sibérie occidentale et Sibérie orientale ainsi que la faible consommation en gaz naturel des sujets situés dans l'est de la Russie.

Carte 29 : Implantation de Gazprom Mezhregiongaz



D'autres filiales de Gazprom existent en Russie orientale. On a retenu ici celles que la compagnie contrôle à plus de 50 % et qui sont présentes dans les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient (voir tableau 55). En dehors des compagnies œuvrant dans les oblasts

d'Omsk et de Tomsk, en Sibérie occidentale, on constate que la plupart de ces filiales ont été créées à la toute fin des années 1990 et dans les années 2000. Les compagnies chargées de la mise en valeur des gisements de Russie orientale sont nées à ce moment-là, ce qui illustre l'intérêt nouveau porté par Gazprom aux réserves de Sibérie orientale. Gazprom Invest Vostok, qui a la charge de réaliser les objectifs du « Programme gazier oriental », a été créé l'année de sa publication. Gazprom détient également des parts dans les compagnies de distribution de gaz (gaz naturel et gaz de pétrole liquéfié) qui opèrent dans plusieurs sujets des deux districts fédéraux orientaux.

Tableau 55 : Les filiales de Gazprom en Sibérie et en Extrême-Orient

Filiale	Date de création	Domaine d'activité	Echelle d'action
Omskoblgaz	1965	Exploitation du réseau de gazoducs de faible pression	Régionale
Tomskoblgaz	1973 (Tomskgorgaz)	Exploitation du réseau de gazoducs de faible pression	Régionale
Gazprom Transgaz Tomsk	1977 (Tomsktransgaz)	Construction et exploitation du réseau de gazoducs de forte pression	Districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient
Kamchatgazprom	1998 (rachat par Gazprom à Rosneftegaz en 2013)	Exploration, production, transport et exploitation des infrastructures	Régionale
Krasnoïarskgazprom	1999	Exploration et production	Régionale
Vostokgazprom	1999	Exploration et production	Régionale
Gazprom Dobycha Irkutsk	2000	Exploration et production	Régionale
Gazprom Invest Vostok	2007	Donneur d'ordre	Régions du Programme gazier oriental
Gazprom Dobycha Yuzhno-Sakhalinsk	2008 (Gazprom Dobycha Shelf)	Exploration et production	Régionale
Vladivostok LNG	2013	Liquéfaction	Locale

Gazprom possède la part majoritaire de compagnies de plusieurs sujets de Russie orientale qui opèrent essentiellement dans les régions de production (kraïs de Krasnoïarsk et du Kamtchatka, oblasts d'Irkoutsk et de Sakhaline) ainsi que dans les régions où ont été construits des gazoducs de forte pression (voir carte 30).

Carte 30 : Les filiales de Gazprom en Russie orientale



Dans le cadre du « Programme oriental gazier » et avec le soutien du gouvernement russe, Gazprom s'est constitué une base de réserves en Sibérie orientale et en Extrême-Orient, censée lui permettre de réaliser les projets de gazéification et d'exportation. Cependant, son expansion soulève quelques questions. Au cours des dernières années, le contrôle de Gazprom a été contesté.

3. Gazprom, une position contestée en Russie orientale ?

3.1. Avant l'arrivée de Gazprom : des projets non réalisés

Gazprom a été longtemps absent de Russie orientale, mais son emprise s'est renforcée sur la région, en particulier depuis 2007, et la compagnie entend s'imposer comme acteur principal, voire unique. Sa stratégie est parfois comparée à celle de Rosneft et le constat suivant est dressé : Gazprom travaille en solitaire tandis que Rosneft essaie d'attirer des investisseurs étrangers et de former avec eux des partenariats en leur accordant des parts minoritaires dans ses projets²⁵². Certes, Gazprom compose avec des partenaires étrangers à Sakhaline-2, mais c'est parce que les entreprises étrangères étaient déjà implantées. Pour les nouveaux projets, Gazprom est peu disposé à se tourner vers des partenaires étrangers. Alexandre Ananikov, directeur adjoint de Gazprom, déclarait dans un entretien, en 2007, que Gazprom pouvait très bien mener les travaux de prospection et d'exploitation des gisements. Les domaines plus ouverts aux compagnies étrangères sont ceux du traitement du gaz et de l'industrie chimique²⁵³. Cette volonté de Gazprom de travailler seul a été réaffirmée en 2012 : Alexandre Medvedev, vice-président du Conseil d'administration de Gazprom et directeur de la filiale Gazprom Export, à qui était posée la question de la participation d'investisseurs étrangers et en particulier chinois, déclarait :

« Vous comprenez, nous ne brûlons pas d'envie d'attirer quiconque dans nos projets d'extraction. Nous avons tout pour réaliser ces projets nous-mêmes : nous avons et la technologie, et l'argent, et le personnel.²⁵⁴ »

Gazprom souhaite donc conserver son indépendance et sa position dominante et insiste sur sa capacité à le faire.

La compagnie est parvenue, jusqu'en 2013, à conserver et à affirmer son monopole d'exportation du gaz naturel. Si des projets d'exportation furent élaborés par d'autres compagnies avant que Gazprom ne s'implante en Sibérie orientale et en Extrême-Orient (voir

²⁵²Martynov Kirill, « Dve storony odnogo gosudarstva » (« Deux aspects d'un même État »), *Kommersant*’, “Business Guide (Nefť I gaz)”, Priloženie N°154, 28 août 2007, <http://www.kommersant.ru/doc/797529>, consulté le 01 mai 2015.

²⁵³ *Ibid.*

²⁵⁴Gazprom, « Gazprom na Vostoke Rossii, vyhod na rynki stran ATR » (« Gazprom dans l'Est de la Russie, l'entrée sur les marchés des pays de la région Asie-Pacifique »), Conférence de presse, 18 juin 2012.

tableau 56), aucun n'a été réalisé, en grande partie en raison de l'opposition de Gazprom. La compagnie a bénéficié du soutien du gouvernement russe dans les cas de Kovykta et de Sakhaline-2, ainsi que pour contrer les vellétés d'ExxonMobil d'exporter du gaz vers la Chine par pipeline (Dienes, 2007). Elle a d'abord joué essentiellement un rôle indirect. Ainsi, en juillet 2001, lorsque des négociations ont été sérieusement amorcées entre la Russie et la Chine au sujet de l'exportation du gaz de Sibérie orientale, Gazprom s'est assuré d'être nommé gestionnaire de tous les projets russo-chinois (Simonia, 2004).

Tableau 56 : Les projets d'exportation à partir de la Russie orientale et leurs concepteurs avant l'arrivée de Gazprom

Projets de gazoduc	Concepteurs	
	Compagnies/acteurs russes	Compagnies étrangères
Kovykta-Chine-Corée	RUSIA-Petroleum	CNPC* Kogas**
République de Sakha-oblast de l'Amour-Chine	Sakhaneftegaz	CNPC
Sakhaline-kraï de Khabarovsk-kraï du Primorié-Corée du Nord-Corée du Sud	Rosneft-Sakhalinmorneftegaz Administrations des kraï du Primorié et de Khabarovsk	
Sakhaline-île d'Hokkaido-île d'Honshu		

*China National Petroleum Corporation, entreprise publique chinoise.

**Korea Gas Corporation, entreprise publique sud-coréenne.

Source : Saneev, Platonov, Mandelbaum, Sokolov, Sokolov, Batkhuyag, 2010.

Si la Russie orientale apparaissait, au début des années 2000, comme un terrain vierge pour les compagnies pétrolières et gazières, Rosneft a devancé Gazprom. Tandis que la compagnie faisait figure de nouvel arrivant avant 2007, Rosneft était impliqué dans plusieurs projets en Russie orientale. En Extrême-Orient russe, il participe à Sakhaline-1 depuis son lancement et a manifesté son intérêt pour les projets de Sakhaline-3, 4 et 5, ainsi que pour le Kamtchatka et a obtenu des licences d'exploration dans Sakhaline-4 et 5 en 2002 (Poussenkova, 2006). En 2006, la compagnie détenait davantage de réserves de gaz que Gazprom dans le district fédéral d'Extrême-Orient : elles étaient évaluées à 63,3 milliards de mètres cubes (Hunsicker, 2006), tandis que Gazprom n'en avait que 8,8 milliards²⁵⁵. De plus, les premiers projets de gazéification en Extrême-Orient impliquaient uniquement Rosneft. Le gaz utilisé était extrait de Sakhaline-1 et transporté par gazoduc par une filiale de la compagnie, Sakhalinmorneftegaz. Par ailleurs, Daltransgaz, le gestionnaire du transport du

²⁵⁵ Gazprom, Rapport annuel, 2006.

gaz entre Komsomolsk-sur-Amour et Khabarovsk, était également une filiale de Rosneft, également détenue par les administrations des kraïs de Khabarovsk et du Primorié. Rosneft était également présent en Sibérie orientale : en septembre 2004, il a reçu 10 licences d'exploration dans cette région (Poussenkova, 2006).

Cependant, dans un premier temps, lorsque Gazprom est arrivé en Russie orientale, Gazprom et Rosneft ont fait front commun. Le 17 février 2003, Alexeï Miller et Sergueï Bogdanchikov, respectivement directeurs de Gazprom et de Rosneft, ont adressé une lettre au président Vladimir Poutine au sujet de la Sibérie orientale. Ils proposaient alors de former un complexe commun en rassemblant plusieurs gisements de Sibérie orientale et de la République de Sakha et de développer les ressources pétrolières et gazières de façon simultanée, en particulier pour les gisements de Čajanda, Kovykta, Talakan, Verkhnechorsk et Sredne-Botuobinskoe (Simonia, 2004). Comme le fait remarquer Nodari Simonia, seuls deux de ces cinq gisements n'étaient alors pas attribués, les licences des trois autres appartenant à d'autres compagnies, indépendantes de Rosneft et Gazprom. En 2003, à la suite de cette déclaration, un consortium fut formé, réunissant Gazprom, Rosneft et Surgutneftegaz, c'est-à-dire deux grandes compagnies étatiques, et Surgutneftegaz, société privée qui entretenait de bonnes relations avec le gouvernement. L'initiative bénéficia du soutien du ministère des Ressources naturelles et fut perçue favorablement par le gouvernement fédéral²⁵⁶. Celui-ci entendait utiliser ce consortium pour établir la domination de l'État en Russie orientale et réduire l'influence des compagnies privées, dont Youkos (Poussenkova, 2006) et Sibneft (Simonia, 2004).

En 2003, le consortium semblait en position de force. Cependant, l'alliance entre les trois compagnies n'a pas tenu. Dès 2006, Nina Poussenkova constatait :

« A présent, le consortium ne fonctionne pas, probablement en raison des désaccords entre ses membres : alors que Rosneft devient un poids-lourd, le rapport de forces entre eux pourrait avoir été perturbé » (Poussenkova, 2006).

Des dissensions sont apparues. En effet, le projet d'exportation d'ExxonMobil et de Rosneft à partir de Sakhaline-1, induisant la construction d'un gazoduc qui leur appartiendrait, s'est heurté à l'ambition de Gazprom de devenir le principal exportateur de gaz en Russie orientale.

²⁵⁶ « “Rosneft”, “Gazprom” i “Surgutneftegaz” sozdajut konsorcium » (« Rosneft, Gazprom et Surgutneftegaz créent un consortium »), Grani.ru, 25 décembre 2003, <http://grani.ru/Economy/m.55171.html>, consulté le 25 avril 2015.

En théorie, les deux compagnies avaient la possibilité de construire ce gazoduc, malgré le monopole de Gazprom sur l'exportation du gaz naturel. Les termes de l'accord de partage de production, antérieur à l'obtention du monopole par Gazprom, le leur permettaient (Hunsicker, 2006). Rosneft a pris plusieurs initiatives en Extrême-Orient : la compagnie a élaboré un projet de gazoduc avec l'administration du kraï de Khabarovsk en 2006 et signé, la même année, un accord avec la Chine pour la livraison annuelle de 8 milliards de mètres cubes de gaz naturel (Thornton, 2009). Cependant, ces projets n'ont pas été mis en œuvre. Le gouvernement russe les a bloqués et Gazprom a racheté le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk en 2007. Durant cette deuxième période, les intérêts de Gazprom ont été préservés aux dépens de ceux de Rosneft. La compagnie s'est appuyée sur le gouvernement fédéral pour entraver les projets de ses concurrents et obtenir l'accès aux principaux gisements en Russie orientale.

3.2. Gazprom face à la montée en puissance de Rosneft

Gazprom est l'acteur dominant du secteur gazier russe, de la production à la vente. Cependant, la part des producteurs indépendants s'est accrue au cours des deux dernières décennies (Lunden, Fjaertoft, Overland, Prachakova, 2013). En effet, en 2000, Gazprom assurait environ 90 % de la production de gaz russe (Henderson, 2013). Cette part est tombée à 85,2 % en 2005 et en 2013 à 71,3 % selon le ministère de l'Énergie²⁵⁷, 73 % selon Gazprom²⁵⁸. Novatek occupe actuellement la deuxième place et a produit 62,2 milliards de mètres cubes en 2013²⁵⁹. Sa production représentait 7,9 % de celle de la Russie²⁶⁰ mais cette compagnie n'est pas présente en Russie orientale. Rosneft est le troisième producteur de gaz de Russie, avec une production de 42,1 milliards de mètres cubes en 2013²⁶¹. La compagnie a pour objectif d'accroître sa production : pour 2014, elle planifiait de produire plus de 55 milliards de mètres cubes de gaz. Elle est présente en Sibérie orientale et en Extrême-Orient, où elle détient des réserves non négligeables (voir graphe 35). Si la Sibérie occidentale représente 67 % des réserves de gaz de la compagnie, plus d'un quart sont situées en Sibérie orientale et en Extrême-Orient.

²⁵⁷ Ministère de l'Énergie de la Fédération de Russie, <http://minenergo.gov.ru/activity/gas/>, consulté le 20 mai 2015.

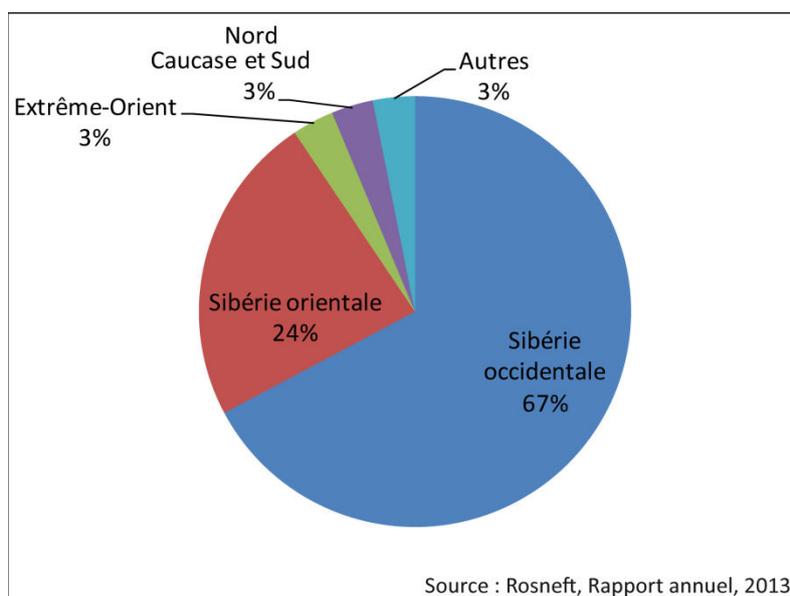
²⁵⁸ Gazprom, « Gazprom in questions and answers », 2014.

²⁵⁹ Novatek, Rapport annuel, 2013.

²⁶⁰ Ministère de l'Énergie de la Fédération de Russie, *art. cit.*

²⁶¹ Rosneft, Rapport annuel, 2013.

Graphe 35 : Répartition des réserves (A+B+C1+C2) de gaz naturel de Rosneft

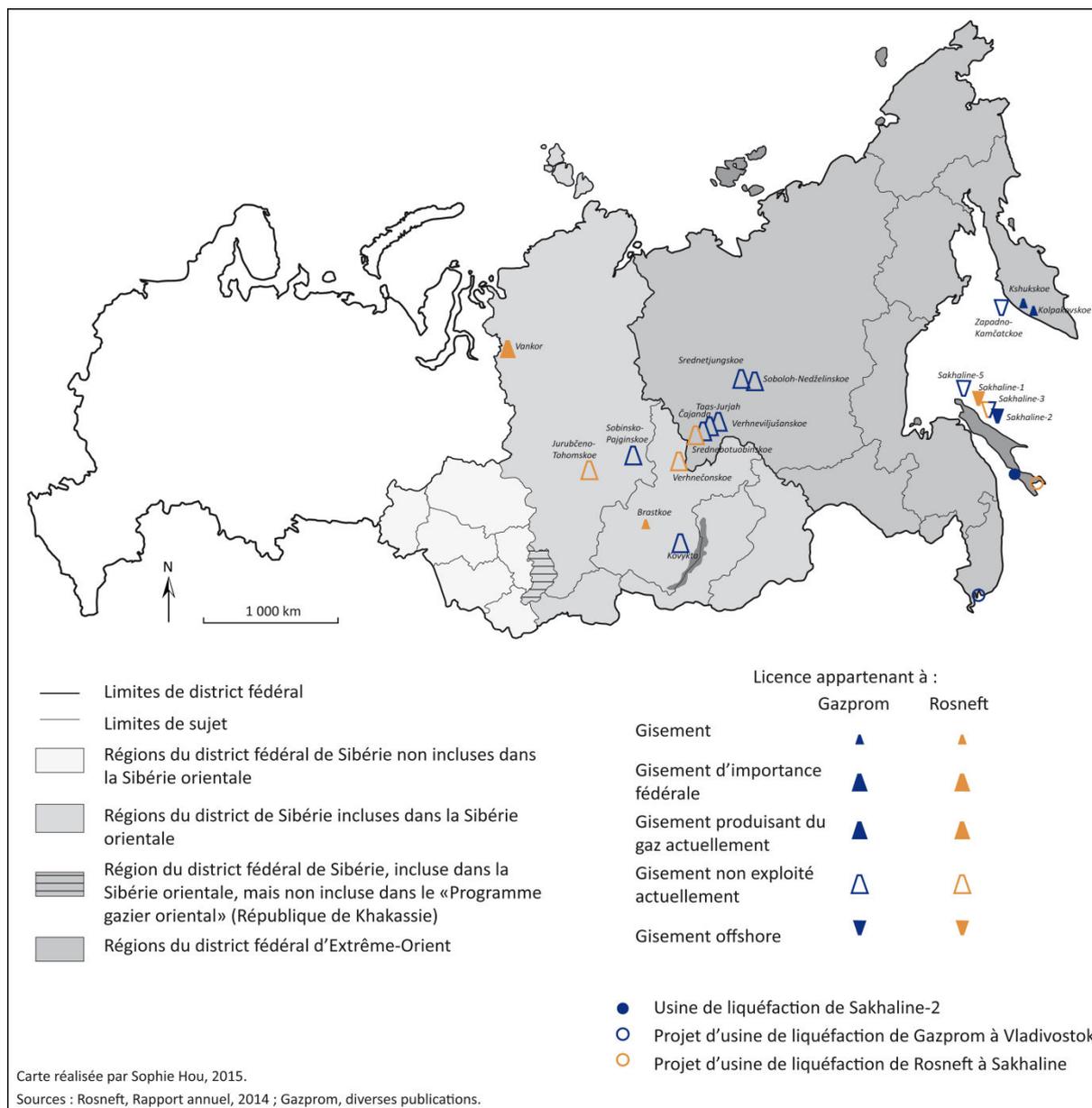


En 2013, Rosneft a extrait 1,6 milliards de mètres cubes en Sibérie orientale et en Extrême-Orient²⁶², ce qui correspond à 44 % de la production de Gazprom dans ces régions (3,6 milliards de mètres cubes)²⁶³. D'ici 2030, Rosneft a fait part de son intention d'augmenter considérablement la production dans la région et d'extraire 45 milliards de mètres cubes. La compagnie possède des gisements dans le kraï de Krasnoïarsk, dans l'oblast d'Irkoutsk et en République de Sakha. Elle participe à la mise en valeur des gisements de Sakhaline-1 et est impliquée dans l'exploration de Sakhaline-3 et 5 (voir carte 31). Gazprom et Rosneft détiennent les licences d'exploitation des gisements d'importance fédérale de Russie orientale. L'exploitation industrielle de la plupart devrait débuter dans les prochaines années.

²⁶² Ponomarev Vadim, « Brosok na Vostok » (« Ruée vers l'Est »), *Ekspert Sibir'*, N°27 (424), 30 juin 2014, <http://expert.ru/siberia/2014/27/brosok-na-vostok/>, consulté le 3 avril 2015.

²⁶³ Gazprom, Rapport annuel, 2013.

Carte 31 : Les principaux gisements de Gazprom et Rosneft en Sibérie orientale et Extrême-Orient

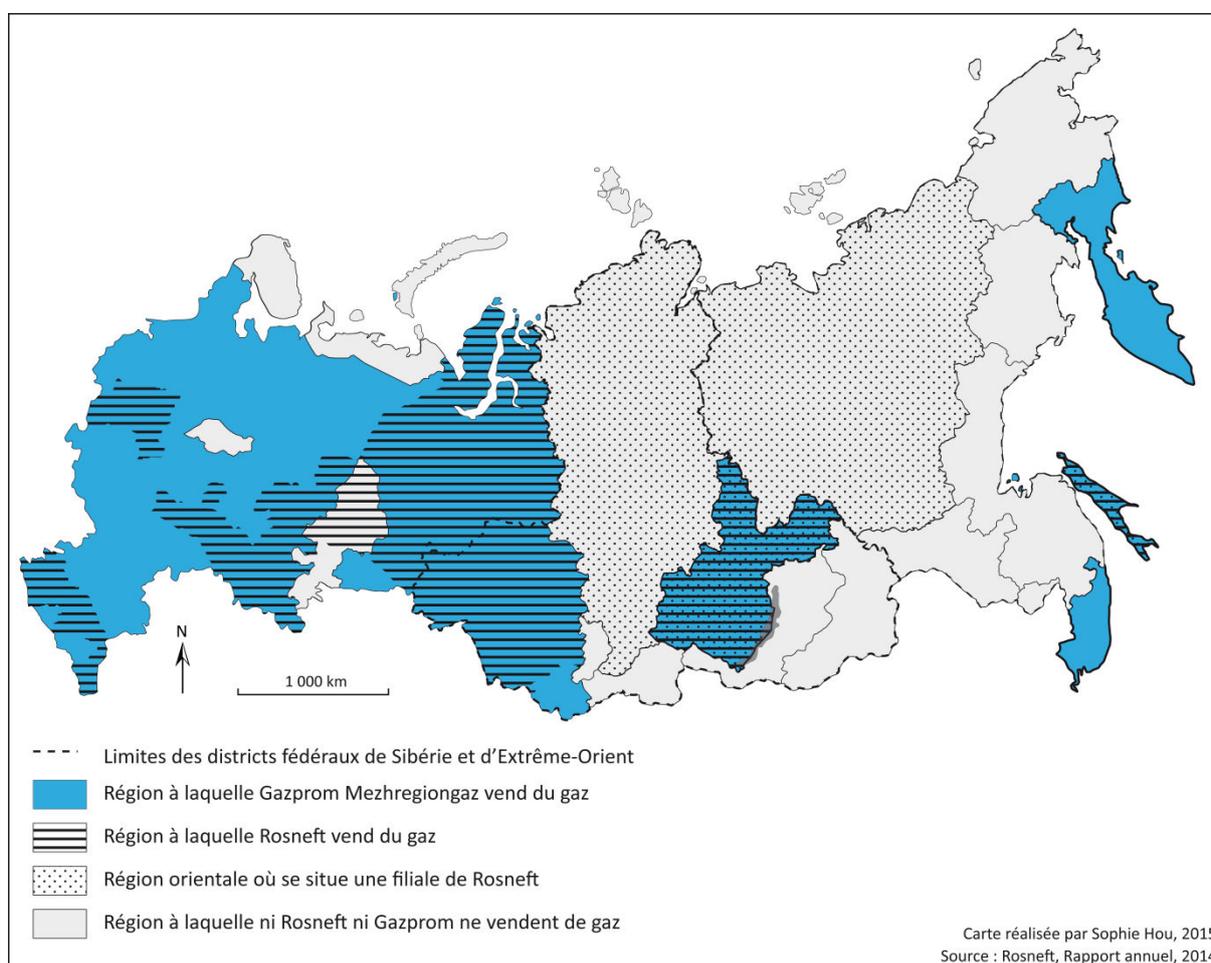


Surgutneftegaz possède la licence du gisement d'importance fédérale de Talakan, situé en République de Sakha. Il s'agit d'un champ pétrolier, c'est pourquoi il n'a pas été représenté sur la carte. En dehors de Gazprom, de Rosneft et de Surgutneftegaz, les compagnies qui exploitent des gisements gaziers en Sibérie orientale et en Extrême-Orient

sont plus petites : il s'agit de Petromir, Irkutskaja Neftjanaja Kompanija et Jakutskaja toplivo-energetičeskaja kompanija²⁶⁴.

Rosneft est moins présent en Russie orientale que Gazprom : ses filiales se trouvent, en toute logique, dans les régions où des gisements sont explorés et mis en valeur. Son implantation est donc relativement similaire à celle de Gazprom. La compagnie vend également du gaz à certains sujets de la Fédération, qui correspondent aux régions où elle extrait des hydrocarbures : en Sibérie orientale et en Extrême-Orient, il s'agit de l'oblast d'Irkoutsk et de l'oblast de Sakhaline (voir carte 32).

Carte 32 : La présence de Rosneft en Russie orientale



La progression de l'implantation de Rosneft en Russie orientale s'est également traduite par des visites d'Igor Setchine, le président de Rosneft, dans les pays asiatiques. En

²⁶⁴ Sotnikova Asja, « Monopolija na eksport prirodnogo gaza v Rossii ostanet'sja za "Gazpromom" » (« Gazprom conservera le monopole de l'exportation de gaz naturel en Russie »), *RosBiznesKonsalting*, 24 juillet 2014, <http://www.rbcdaily.ru/industry/562949991960001>, consulté le 30 avril 2015.

février 2013, il s'est rendu au Japon, alors qu'historiquement, c'est Gazprom qui travaillait avec ce pays²⁶⁵, ainsi qu'en Chine.

3.3. L'accès de Rosneft et des producteurs indépendants au réseau de transport du gaz

La montée en puissance de Rosneft a suscité des tensions avec Gazprom. Des conflits ont ainsi écloré autour de l'accès aux infrastructures de transport du gaz naturel. La question s'est posée pour le gazoduc *Force de Sibérie*. Au lendemain de la signature de l'accord entre Gazprom et CNPC en mai 2014, Igor Setchine, le directeur de Rosneft, envisageait de participer au projet²⁶⁶. Cependant, non seulement Gazprom n'a pas été disposé à coopérer avec Rosneft, mais Alexeï Miller a déclaré que la compagnie n'avait pas la capacité de transporter le gaz des producteurs indépendants par le gazoduc *Force de Sibérie* et a souligné : « Le gazoduc *Force de Sibérie* est conçu seulement pour les livraisons de gaz qui ont fait l'objet d'un contrat entre Gazprom et CNPC.²⁶⁷ » Il a également insisté sur le fait que Gazprom est à même de remplir le gazoduc par ses propres moyens, grâce à ses propres ressources.

Cela a provoqué une réaction de Rosneft, qui s'est déclaré prêt à porter l'affaire devant les tribunaux et a critiqué l'attitude de Gazprom comme allant à l'encontre de la tâche qui lui a été donnée de développer les régions de Sibérie et d'Extrême-Orient, ainsi que de la législation en vigueur²⁶⁸. Dans ce contexte, le Service antimonopole de Russie a déclaré, en juillet 2014, que les producteurs indépendants pourraient utiliser le nouveau gazoduc pour effectuer des livraisons de gaz à la Chine²⁶⁹. Rosneft est disposé à construire ses propres

²⁶⁵ « Konec monopolii ili Počemu dešveet "Gazprom" » (« La fin du monopole ou pourquoi Gazprom perd de sa valeur », *Kompanija*, 22 février 2013, <http://ko.ru/exclusives/157>, consulté le 12 avril 2015.

²⁶⁶ « Sečín sšitaet vozmožnym učastie "Rosnefti" v proekte "Sila Sibiri" », *OilCapital.ru*, 26 mai 2014, <http://www.oilcapital.ru/transport/243461.html>, consulté le 30 mai 2014.

²⁶⁷ « "Rosneft" obratitsja v cud, otstaivaja poziciju po dostupu k "Sile Sibiri", no vse možno rešit' postanovleniem pravitel'stva » (« Rosneft ira en justice pour disputer l'accès à *Force de Sibérie*, mais tout peut se décider par décret du gouvernement »), *OilCapital.ru*, 2 juillet 2014, <http://www.oilcapital.ru/transport/247772.html>, consulté le 28 septembre 2014.

²⁶⁸ « Rosneft "gotova sudit'cja s "Gazpromom" za dostup k eksportnoj trube "Sila Sibiri" » (« Rosneft est prête à attaquer Gazprom en justice au sujet de l'accès au gazoduc d'exportation *Force de Sibérie* »), 1^{er} juillet 2014, *OilCapital.ru*, <http://www.oilcapital.ru/transport/247700.html>, consulté le 28 septembre 2014.

²⁶⁹ « Proekt gazoprovoda v Kitaj "Sila Sibiri" ocenen v \$60-70 mld » (« Le projet de gazoduc jusqu'à la Chine *Force de Sibérie* est estimé à 60-70 milliards de dollars »), *OilCapital.ru*, 9 juillet 2014, <http://www.oilcapital.ru/transport/248445.html>, consulté le 28 septembre 2014.

gazoducs d'exportation en Sibérie orientale et en République de Sakha si Gazprom n'autorise pas l'accès à *Force de Sibérie*²⁷⁰.

À Sakhaline également, des tensions ont émergé entre les deux compagnies. Rosneft a prévu, dans le cadre de Sakhaline-1 et en partenariat avec ExxonMobil, de construire à Sakhaline une usine de liquéfaction d'une capacité de 5 millions de tonnes par an. Pour réduire les coûts du projet, la compagnie souhaiterait avoir accès au gazoduc de Sakhaline-2, contrôlé par *Sakhalin Energy*, qui traverse l'île de Sakhaline, afin de transporter 8 milliards de mètres cubes de gaz par an des gisements à l'usine de liquéfaction. Si le ministère de l'Énergie a déclaré être disposé à examiner cette demande, les représentants de Gazprom ont exprimé des doutes sur la rentabilité de la construction d'une autre usine de liquéfaction à Sakhaline²⁷¹. De plus, selon Gazprom, les infrastructures seraient insuffisantes pour transporter le gaz des projets des deux compagnies²⁷². Rosneft a soumis sa demande à plusieurs reprises à *Sakhalin Energy* : le 21 octobre et le 14 novembre 2013, puis le 24 février 2014²⁷³. La compagnie a fait appel au Service fédéral antimonopole de Russie, qui a examiné la plainte de Rosneft. Le 10 juillet 2014, il a pris une décision en faveur de Rosneft et a fait part à *Sakhalin Energy* de la nécessité de prendre en compte la requête de Rosneft avant le 31 juillet 2014. Selon cette décision du Service Fédéral antimonopole, si les conditions économiques et/ou techniques le permettaient, *Sakhalin Energy* était tenu de conclure un accord avec la compagnie à ce sujet. Le gouverneur de l'oblast de Sakhaline, Aleksandr Horošavin, s'est également prononcé en faveur du projet de Rosneft et d'ExxonMobil. Si les acteurs fédéraux et régionaux étaient favorables à la demande de Rosneft, le refus de Gazprom de lui accorder l'usage du gazoduc de Sakhaline s'explique par la concurrence que représente son projet de liquéfaction par rapport à ceux de Gazprom, qui envisage à la fois

²⁷⁰Ponomarev Vadim, « Broso na Vostok » (« Ruée vers l'Est »), *Ekspert Sibir*, N°27 (424), 30 juin 2014, <http://expert.ru/siberia/2014/27/brosok-na-vostok/>, consulté le 3 avril 2015 ; « "Rosneft" gotova stroit' svoi magistral'nye gazoprovody v Vostočnoj Sibiri » (« Rosneft prêt à construire ses propres gazoducs en Sibérie orientale »), *OilCapital.ru*, 22 mai 2014, <http://www.oilcapital.ru/transport/242924.html>, consulté le 28 septembre 2014.

²⁷¹« Sečhin prosit Medvedeva podklučit' proekt "Rosnefti" k GTS "Gazproma" na Sahaline » (« Setchine demande à Medvedev de connecter le projet de Rosneft au système de transport du gaz de Gazprom à Sakhaline »), *OilCapital.ru*, 25 avril 2014, <http://www.oilcapital.ru/transport/240014.html>, consulté le 10 septembre 2014.

²⁷²Homeriki Leonid, « Rosneft takes on Gazprom in Russian Far East over pipeline access », *Russia Beyond The Headlines*, July 14, 2014, http://rbth.co.uk/business/2014/07/14/rosneft_takes_on_gazprom_in_russian_far_east_over_pipeline_access_38191.html, consulté le 28 avril 2015.

²⁷³« "Rosneft" rassčityvaet polučit' dostup k GTS proekta "Sakhaline-2" v ob''eme do 8 mlrd kub. m v god » (« Rosneft escompte obtenir l'accès au système de transport du gaz du projet Sakhaline-2 pour un volume de 8 milliards de mètres cubes par an »), *OilCapital.ru*, 15 juillet 2014, <http://www.oilcapital.ru/transport/248711.html>, consulté le 12 septembre 2014.

d'accroître les capacités de l'usine de liquéfaction de Sakhaline-2 et de construire une nouvelle usine à Vladivostok.

Dans le cas du gazoduc *Force de Sibérie* et dans celui de Sakhaline, on constate que des tensions ont existé entre Gazprom et Rosneft au cours des dernières années. Gazprom utilise son emprise sur le réseau de transport du gaz, ce qui met en évidence le rôle clé du réseau dans le contrôle de la ressource. Dans le cas du gaz naturel, qu'il est difficile de transporter en raison de son état gazeux, le réseau est intimement lié à la ressource. On peut même considérer qu'il est lui-même une ressource.

3.4. La perte de Gazprom du monopole d'exportation du gaz naturel liquéfié

Pour les producteurs indépendants, l'accès au réseau de Gazprom est d'autant plus crucial que la compagnie détient le monopole d'exportation. Les conflits pour l'accès au réseau de transport ont donc été prolongés par des tensions au sujet du monopole d'exportation. Si Rosneft, tout en développant des projets de GNL, a dans un premier temps tenté d'éviter le conflit et a fait front commun avec Gazprom, notamment pour empêcher les investisseurs étrangers d'accéder aux gisements offshore, un changement s'est esquissé en février 2013 (Mitrova, 2013). Novatek a, le premier, demandé la libéralisation des exportations de GNL et Rosneft s'est alors rallié à sa cause à la fin du mois de juin 2013²⁷⁴. De plus, Rosneft a également réclamé ouvertement des gisements également convoités par Gazprom. Vladimir Poutine a évoqué une fin graduelle du monopole sur les exportations gazières²⁷⁵. Cette intention, réitérée dans un discours au forum économique de Saint-Petersbourg, était directement mise en relation avec la croissance de la demande dans la région Asie-Pacifique et juste après la signature d'un accord de livraison de gaz naturel entre Novatek et CNPC²⁷⁶. En conséquence, des décisions ont été prises au niveau du gouvernement fédéral.

²⁷⁴ Serov Mihail, « U Gazproma otobrali monopoliju » (« On a retiré le monopole à Gazprom ») *Vedomosti*, N°3486, 03 décembre 2013, « <http://www.vedomosti.ru/newspaper/articles/2013/12/03/u-gazproma-otobrali-monopoliju>, consulté le 14 avril 2014.

²⁷⁵ Shiryayevskaya Anna, Bierman Stephen, « Putin Calls to Phase Out Gazprom Monopoly on LNG Export », *Bloomberg*, 13 février 2013, <http://www.bloomberg.com/news/articles/2013-02-12/putin-set-to-discuss-ending-gazprom-s-monopoly-on-lng-exports>, consulté le 14 avril 2014.

²⁷⁶ « Putin signals end to Gazprom's Russian gas export monopoly », *Reuters*, 21 juin 2013, <http://www.reuters.com/article/2013/06/21/us-putin-gas-exports-idUSBRE95K0P220130621>, consulté le 14 avril 2014.

Des amendements ont été apportés à la loi « Sur l'exportation du gaz » et sont entrés en application le 1^{er} décembre 2013. Ils ont accordé le droit d'exporter le gaz naturel liquéfié à plusieurs catégories d'acteurs. La première correspond à Gazprom, qui, en tant que propriétaire de l'ESG, détient le droit d'exporter le GNL. La deuxième catégorie est celle des utilisateurs des ressources du sous-sol qui détiennent les droits d'exploitation de gisements d'importance fédérale et qui possèdent, grâce à leur licence, l'autorisation de construire une usine de liquéfaction du gaz naturel ou de le transporter jusqu'à une usine de liquéfaction. Il faut également que cette clause ait figuré dans les termes de leur licence avant le 1^{er} janvier 2013 (Sidortsov, 2014). Enfin, la troisième catégorie rassemble les compagnies détenues à plus de 50 % par le gouvernement russe pour le gaz uniquement produit dans des gisements offshore ou dans le cadre d'un accord de partage de la production (Mitrova, 2013). Seul un nombre très restreint de compagnies répondait à ces critères et a donc bénéficié de ces amendements. En dehors de Gazprom, les compagnies concernées sont Rosneft et Novatek. Rosneft, compagnie étatique, est la seule autre compagnie autorisée à exploiter les gisements d'hydrocarbures du plateau continental russe. Dans le cas de Novatek, le rôle de Gennady Timchenko, membre du conseil d'administration de Novatek et propriétaire de 23,5 % des actions de la compagnie a été souligné : il entretiendrait des relations personnelles et financières avec Vladimir Poutine²⁷⁷ (Sidortsov, 2014).

Ainsi, les amendements n'ont pas permis une réelle libéralisation du secteur du GNL, mais ils ont élargi le cercle des compagnies autorisées à exporter le GNL à un très petit nombre d'entités, contrôlées par le gouvernement fédéral par plusieurs biais : par la détention de parts de propriété (contrôle direct), ainsi que par le statut des gisements (contrôle indirect). Par ailleurs, Gazprom a perdu le monopole qu'il détenait pour l'exportation du gaz naturel sous toutes ses formes, gazeuse aussi bien que liquide. Cette évolution reflète la décision du gouvernement fédéral : la promulgation des amendements s'est faite en grande partie grâce au soutien du gouvernement fédéral, en particulier du président Vladimir Poutine. Roman Sidortsov (2014), après avoir analysé les amendements apportés au sujet de l'exportation du GNL, conclut qu'ils « ont été conçus pour les compagnies que le gouvernement russe contrôle en en étant propriétaire et/ou par le biais des relations personnelles ».

²⁷⁷ Vasjukov Aleksej, « Monopolija s ograničenoj otvtstvennost'ju » (« Un monopole avec une importance limitée »), KM. RU, 03 décembre 2013, <http://www.km.ru/economics/2013/12/03/gazprom/726746-monopoliya-s-ogranichennoi-otvtstvennostyu>, consulté le 14 avril 2014.

La remise en cause du statut de Gazprom est allée plus loin. Le monopole détenu par la compagnie sur les exportations de gaz par pipeline a également été contesté. En juin 2014, Igor Setchine a demandé que soit examinée la possibilité d'exporter du gaz des nouveaux gisements de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient pour les producteurs indépendants²⁷⁸, ce qui permettrait de donner une impulsion supplémentaire au développement de l'ensemble de la région²⁷⁹. Cependant, si le gouvernement fédéral a mis fin au monopole de Gazprom sur les exportations de GNL, il a réaffirmé son monopole pour les exportations par le gazoduc *Force de Sibérie*²⁸⁰.

Même si Gazprom a conservé son monopole sur les exportations par gazoducs, sa situation en Russie orientale semble donc fragilisée. La compagnie a bénéficié pendant des années du soutien du gouvernement fédéral : pour faire obstruction au projet de Sakhaline-1 d'exporter le gaz vers la Chine, par exemple. Cependant, les intérêts et les objectifs de Gazprom ne sont pas toujours ceux du gouvernement et vice-versa. Ainsi, c'est en partie sous la pression du gouvernement que Gazprom a développé des projets de GNL (Mitrova, 2013). En 2009, Gazprom était fortement opposé à l'extension des capacités de l'usine de liquéfaction de Sakhaline-2 et considérait que les réserves n'étaient pas suffisantes pour la justifier. Cependant, en 2012, la compagnie a changé d'attitude, en raison d'un contexte favorable, celui de l'essor du marché de l'Asie-Pacifique, et des incitations du gouvernement russe. La décision d'étendre le monopole d'exportation à Rosneft et Novatek peut se comprendre en partie par les faibles réalisations de Gazprom dans le secteur du gaz naturel liquéfié ; Gazprom a échoué à développer des projets dans ce domaine²⁸¹. Aucune usine de liquéfaction n'a été construite en dehors de celle de Sakhaline-2. Tatiana Mitrova (2013) le souligne : les années 1990-2010 ont été une période de « désappointement » pour le

²⁷⁸ Poluhin Aleksej, « Sečinizacija "Gazproma" » (« La setchinisation de Gazprom »), *Novaja Gazeta*, 06 juin 2014, <http://www.novayagazeta.ru/economy/63923.html>, consulté le 15 avril 2015.

²⁷⁹ Papčenkova Margarita, Serov Mihail, « Monopolija treščit po švam » (« Le monopole s'effondre »), *Vedomosti*, N°3635, 22 juillet 2014, <http://www.vedomosti.ru/business/articles/2014/07/22/monopoliya-treschit-po-shvam>, consulté le 2 mai 2015.

²⁸⁰ Sotnikova Asja, « Monopolija na eksport prirodnogo gaza v Rossii ostanet'sja za "Gazpromom" » (« Gazprom conservera le monopole de l'exportation de gaz naturel en Russie »), *RosBiznesKonsalting*, 24 juillet 2014, <http://www.rbcdaily.ru/industry/562949991960001>, consulté le 30 avril 2015 ; « "Gazprom" ostaetsja edinyim eksporterom gaza pri postavah po gazoprovodu "Sila Sibiri" » (« Gazprom restera le seul exportateur de gaz par le gazoduc *Force de Sibérie* »), *OilCapital.ru*, 15 avril 2015, <http://www.oilcapital.ru/transport/266149.html>, consulté le 30 avril 2015.

²⁸¹ « Russia targets Gazprom's LNG export monopoly », *Business Standard*, October 30, 2013, http://www.business-standard.com/article/pti-stories/russia-targets-gazprom-s-lng-export-monopoly-113103001152_1.html, consulté le 15 avril 2014.

développement du GNL en Russie, alors que la Russie l'avait présenté comme un enjeu de taille dans sa Stratégie énergétique. Ce manque d'avancées de Gazprom peut expliquer en partie la perte de son monopole sur les exportations de GNL.

Conclusion

En 2004, Nodari Simonia identifiait trois étapes dans la prise de possession des réserves d'hydrocarbures en Russie orientale : une première lors de laquelle ce sont les acteurs régionaux qui se sont emparés des droits d'exploitation ; une deuxième qui a vu les grandes compagnies s'intéresser aux gisements orientaux ; une troisième pendant laquelle le gouvernement russe s'est réapproprié une bonne partie des réserves. Si l'on complète ce tableau à la lumière des évolutions postérieures à 2004, on peut ajouter une quatrième phase, marquée par le poids croissant de Gazprom, qui a obtenu, grâce à la création du statut de gisement d'importance fédérale, l'accès à des champs gaziers en Sibérie orientale et en Extrême-Orient alors que la compagnie était jusqu'alors quasiment absente de ces régions. Enfin, on peut identifier une dernière étape. Celle-ci se caractérise toujours par la domination de Gazprom sur une bonne partie des réserves et sur les projets gaziers en Russie orientale, mais cette domination est remise en cause, l'un des signes les plus visibles étant la perte du monopole d'exportation du gaz naturel liquéfié et les discussions autour du maintien du monopole d'exportation par gazoduc. Le contexte de la promulgation de la loi de 2006, qui donnait le monopole d'exportation du gaz naturel à Gazprom, était celui de l'élaboration de grands projets vers les pays européens : *Nord Stream* et *South Stream*²⁸². Au cours des années 2010, les projets d'exportation vers la région Asie-Pacifique, par pipeline mais aussi GNL, se sont multipliés, malgré le faible intérêt que leur témoignait Gazprom à l'origine, en raison de son manque de familiarité avec les marchés asiatiques, mais aussi de la nécessité de développer les livraisons de GNL et de réaliser des investissements élevés.

Si Gazprom perd de son influence, c'est que plusieurs acteurs se disputent le contrôle des ressources en hydrocarbures de la Russie orientale. Philippe Subra (2008), en réfléchissant à la notion de territoire et à l'appropriation dont il est l'objet dans le cadre de son aménagement, soulignait le fait qu'appropriation ne signifiait pas nécessairement contrôle

²⁸² Vasjukov Aleksej, « Monopolija s ograničenoj otvtstvennost'ju » (« Un monopole avec une importance limitée »), *KM.RU*, 03 décembre 2013, <http://www.km.ru/economics/2013/12/03/gazprom/726746-monopoliya-s-ogranichennoi-otvetstvennostyu>, consulté le 14 avril 2014.

politique ou militaire, mais que le contrôle renvoyait à l'application, la non application ou l'absence de règles juridiques.

« Dans le domaine de l'aménagement, ce qui fait le contrôle c'est l'usage. Il y a appropriation quand un acteur peut user de l'espace en fonction de ses besoins et de ses intérêts. Le contrôle permet l'usage de l'espace et l'usage permet en retour de déterminer qui exerce un contrôle sur l'espace » (Subra, 2008).

Certes, il ne s'agit pas ici d'aménagement du territoire. Cependant, la réflexion de Philippe Subra peut s'appliquer à notre analyse. On peut la paraphraser en disant que le contrôle des ressources par un acteur lui permet d'en faire usage en fonction de ses besoins et de ses intérêts, cet usage permettant de l'identifier comme détenant le contrôle. Il ne s'agit pas uniquement d'avoir accès aux droits d'exploitation. L'enjeu pour les compagnies est d'exploiter les gisements de manière à en retirer des bénéfices, c'est-à-dire non seulement de produire du gaz, mais aussi de l'acheminer jusqu'aux marchés de consommation et de le vendre. L'usage des ressources possède donc plusieurs aspects : il englobe les activités de production mais aussi le transport et la vente des hydrocarbures extraits. Le contrôle sur la production fait intervenir le gouvernement russe, en tant que propriétaire du sous-sol et en vertu du statut de gisement d'importance fédérale, et les compagnies, en tant qu'exploitants. Le contrôle sur le transport et l'exportation renvoie aux prérogatives de Gazprom.

Dans ses réflexions sur la ressource, Claude Raffestin (1980) distinguait quatre catégories d'acteurs, selon leur contrôle sur les techniques et la matière (voir tableau 57).

Tableau 57 : Les catégories d'acteurs selon Claude Raffestin (1980)

Catégories	Caractéristiques
A	Acteur ne contrôlant ni les techniques, ni la matière
Ar	Acteur contrôlant les techniques
AM	Acteur contrôlant la matière
ArM	Acteur contrôlant les techniques et la matière

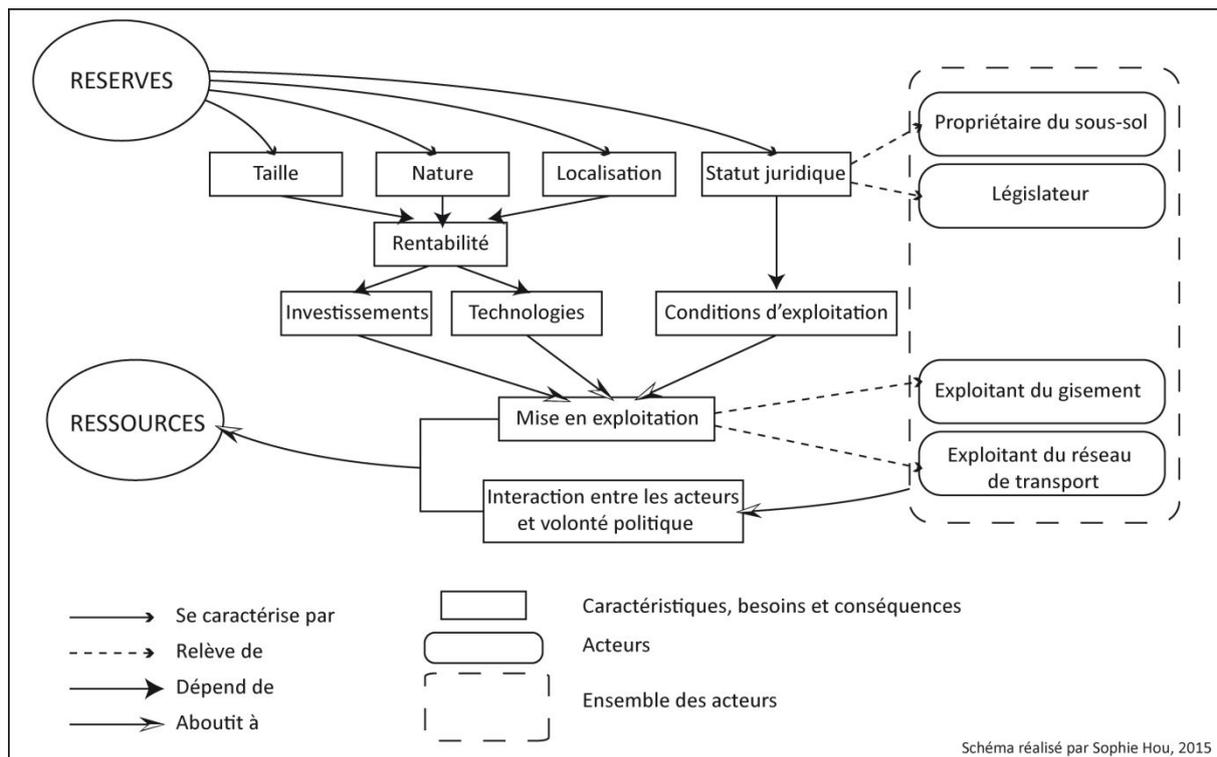
Dans le cas du gaz naturel en Russie, on peut également opérer une distinction entre les acteurs qui disposent de la matière et/ou les techniques et les acteurs qui contrôlent le réseau de transport : la maîtrise des infrastructures de transport et d'exportation a une importance cruciale pour les acteurs (voir tableau 58).

Tableau 58 : Reprise des catégories d'acteurs de Claude Raffestin en intégrant les infrastructures

Catégories	Caractéristiques
A	Acteur ne contrôlant ni les techniques, ni la matière, ni les infrastructures
Ar	Acteur contrôlant les techniques
AM	Acteur contrôlant la matière
Ai	Acteur contrôlant les infrastructures
ArM	Acteur contrôlant les techniques et la matière
Ari	Acteur contrôlant les techniques et les infrastructures
AMi	Acteur contrôlant la matière et les infrastructures
ArMi	Acteur contrôlant les techniques, la matière et les infrastructures.

On peut faire une lecture des tensions qui se nouent entre les différentes compagnies en Russie orientale en fonction du contrôle qu'elles exercent sur ces composantes. Les producteurs de gaz indépendants, comme Rosneft, ont accès à la matière mais ne peuvent pas user des ressources selon leurs intérêts. Ils se heurtent à des problèmes d'utilisation des infrastructures de transport, détenues par Gazprom. Gazprom contrôle la matière et les infrastructures, mais la compagnie est peu familière avec les techniques de liquéfaction. L'appréhension de la ressource doit donc prendre en compte les interactions entre les conditions et acteurs nécessaires à la mise en ressource. Ces interactions sont déterminées par des rapports de forces et des règles juridiques. Il convient ainsi d'intégrer la dimension politique dans la notion de ressource. On peut proposer un nouveau schéma, plus complet que le précédent, pour comprendre le processus de mise en ressource (voir schéma 15).

Schéma 15 : Le passage des réserves aux ressources et le rôle des acteurs



Le cas du gaz naturel produit par le gisement de Bratsk, dans l'oblast d'Irkoutsk, permet de prolonger les réflexions sur la ressource. Le gisement, dont les réserves sont de 820 000 tonnes de condensats et de 10,8 milliards de mètres cubes de gaz, appartient à Rosneft, qui a racheté la compagnie Itera, qui en détient la licence. Or, l'oblast d'Irkoutsk est très peu gazéifiée. Il n'existe donc pas de marché de consommation local pour le gaz produit et il n'existe pas d'infrastructures de transport permettant de l'acheminer vers d'autres marchés. Rosneft est ainsi à la recherche d'un usage pour ce gaz et envisage de construire une usine de traitement d'une capacité de 200 à 422 mètres cubes par an. Cependant, les experts émettent des réserves sur la rentabilité de ce projet, les volumes étant très faibles²⁸³. Le gisement de Bratsk produit du gaz, mais celui-ci est à la fois surabondant par rapport aux marchés de consommation et en quantité insuffisante pour créer un complexe de traitement. Peut-on, dans ce cas, parler de ressource ? Le problème de la coopération et de la synchronisation entre les acteurs apparaît également. Gazprom a élaboré plusieurs projets de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk et les compagnies présentes auparavant avaient aussi

²⁸³ « Gaz s Bratskogo mestoroždenija okazalsja ne vostreboban » (« Le gaz du gisement de Bratsk s'avère non demandé »), *Pronedra*, 17 mars 2014, <http://pronedra.ru/gas/2014/03/17/nevostrebovannyj-gaz/>, consulté le 14 avril 2015.

présenté plusieurs propositions qui visaient à intégrer le centre de production de Bratsk. Or, aucun de ces projets n'ayant été réalisé, l'exploitation du gisement de Bratsk a peu de raisons d'être.

L'analyse menée dans ce chapitre conduit à s'interroger sur la notion de centre. Le centre dont il est question dans le cadre du programme de gazéification et de la mise en valeur des réserves de Russie orientale est difficile à appréhender. Sa configuration est mouvante car il n'inclut pas toujours les mêmes acteurs. Ainsi, les compagnies publiques et l'État russe ne constituent pas un tout homogène. Leurs intérêts peuvent se rejoindre lors de périodes plus ou moins longues, mais ils ne sont toujours pas en parfaite harmonie. Le gouvernement fédéral rassemble également plusieurs ministères qui ne parlent pas toujours d'une même voix. Enfin, il existe des relations d'ordre personnel entre les membres du gouvernement et les dirigeants des compagnies d'État. Alexeï Miller, arrivé à la tête de Gazprom au début des années 2000, est considéré comme un proche de Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev a siégé au conseil de surveillance de Gazprom avant de participer au gouvernement. Quant à Igor Setchine, le directeur de Rosneft, il fait également partie du cercle proche de Vladimir Poutine. Dans ces conditions, les faveurs peuvent aller d'une compagnie à l'autre.

Chapitre 12. Répartition des compétences et tensions centre/périphérie

Le chapitre précédent a mis en évidence l'existence de dissensions entre Gazprom et Rosneft au sujet des projets gaziers en Russie orientale, ce qui conduit à remettre en cause le recours à la grille de lecture centre/périphérie puisque ces désaccords mettent au jour l'absence de consensus entre deux grandes compagnies étatiques. Ils permettent aussi de mettre en évidence les divergences qui se manifestent parfois entre les intérêts du gouvernement de la Fédération de Russie et ceux des compagnies. Il convient donc de prendre en compte le fait que le centre n'est pas un ensemble homogène. Toutefois, l'analyse centre/périphérie peut-elle éclairer les tensions observables à propos de la gazéification ? Pour répondre à cette question, on reviendra plus en détail sur la répartition des responsabilités, abordée dans le chapitre 2. On s'intéressera également en particulier aux acteurs régionaux. Ici, on traitera peu des régions dans lesquelles un séjour de terrain a été accompli car elles feront l'objet d'une analyse plus détaillée dans la quatrième partie).

1. La notion de conflit

S'intéresser aux tensions nécessite de revenir sur la notion de conflit. Selon Amaël Cattaruzza et Pierre Sintès (2011) :

« La notion de conflit peut être définie comme une situation relationnelle structurée autour d'un antagonisme. Cet antagonisme est dû à la présence de forces opposées (rapport de force), à un désaccord (valeurs ou opinions divergentes), à une rivalité (concurrence vis-à-vis d'un but commun) ou à une inimitié (affects). »

Ici, les conflits seront surtout étudiés sous l'angle des rapports de forces, des désaccords et des rivalités. Les désaccords portent notamment sur la réalisation et les modalités de réalisation du programme de gazéification et des projets gaziers. Les rivalités s'exercent pour le contrôle des gisements et des infrastructures.

Les conflits peuvent avoir plusieurs formes et se différencient par leur degré d'intensité. Anne Cadoret (2011) souligne la différence entre tensions et conflits :

Le conflit correspond à une opposition manifeste entre deux ou plusieurs acteurs : il se distingue des tensions par un passage à l'acte qui prend des formes diverses (menaces, voies de faits, recours aux tribunaux, verbalisation, médiatisation, etc.).

Elle insiste sur la dimension de processus du conflit. Ainsi, s'il ne correspond pas à un processus strictement linéaire, il se déroule selon plusieurs phases : son émergence, puis les manifestations d'opposition et enfin la régulation. Le conflit se caractérise également par plusieurs échelles, qu'il s'agisse des échelles d'implication et d'action des acteurs ou des échelles spatiales du conflit (Cadoret, 2011).

Les conflits auxquels on s'intéresse sont des conflits internes à la Fédération de Russie. Peuvent-ils pour autant être considérés comme des conflits locaux ? Philippe Subra (2012) en propose la définition suivante :

« Ce qui fait le caractère local d'un conflit, ce n'est [...] pas son caractère interne ou infraétatique. Ce n'est pas non plus seulement l'échelle géographique à laquelle il se déroule [...]. C'est la combinaison d'un territoire de relativement petite dimension (en général) et de la présence d'enjeux et d'acteurs qui sont locaux. Un conflit est local dans la mesure où une partie significative de ses enjeux, de ses acteurs, et donc de ce qu'on pourrait appeler sa logique, sont locaux. Il ne l'est pas lorsqu'ils sont d'abord nationaux ou internationaux. On peut donc définir la géopolitique locale comme une démarche scientifique étudiant, avec les outils et les raisonnements de la géopolitique, les rivalités de pouvoir sur du territoire, en général à l'intérieur des États et dans la majorité des cas sur des territoires relativement petits ; rivalités qui portent sur des enjeux locaux [...] et mobilisent principalement des acteurs locaux. »

Les territoires étudiés ici sont de vastes dimensions (qu'il s'agisse de la Russie orientale, des districts fédéraux ou même des sujets : le kraï de Krasnoïarsk, par exemple, a une superficie de plus de deux millions de km²), cependant, ils correspondent à des échelles infraétatiques. Quant aux enjeux et aux acteurs, ils sont en partie locaux, mais pas uniquement. Le programme de gazéification renvoie certes à des enjeux locaux, dont celui de l'approvisionnement en énergie des consommateurs des régions orientales russes et la modification du bouquet énergétique de ces régions, mais il soulève aussi des enjeux nationaux. Il est question du développement économique et du maintien démographique de régions dont la situation géographique est stratégique (frontière avec la Chine et ouverture sur le Pacifique), ainsi que de la mise en valeur de réserves jusqu'alors inexploitées, permettant d'exporter le gaz russe vers de nouveaux marchés. Il induit même des enjeux internationaux car il est lié aux relations avec les pays asiatiques et influe sur la place de la Russie en tant que producteur et exportateur de gaz naturel. Certains conflits qui émergent

autour de la gazéification ont donc un caractère local, mais d'autres dépassent cette dimension.

Dans le cas de la gazéification, le projet se déploie à l'échelle fédérale et est porté par Gazprom, qui raisonne à l'échelle fédérale, voire internationale. Des tensions apparaissent à plusieurs échelles : entre Gazprom et d'autres compagnies, essentiellement Rosneft, des tensions entre Gazprom et les autorités régionales, entre Gazprom et les compagnies régionales. La gazéification est également à l'origine de conflits locaux (revendications des habitants, conflits autour des terrains utilisés pour construire les gazoducs...), mais elles sont peu abordées dans nos recherches. Aborder le conflit comme processus permet de voir de quelles façons les acteurs s'affrontent et quelles sont les formes prises par le conflit. Les conflits peuvent être considérés comme des révélateurs. Ils font non seulement apparaître des rapports de forces préexistants mais les mettent en évidence et contribuent à les faire évoluer (Subra, 2008). Il s'agit donc également de s'intéresser à la situation entérinée par la résolution : qui apparaît comme le vainqueur ? Comment se résolvent les conflits ? Y a-t-il intervention d'un acteur extérieur ? Par exemple, intervention de l'État fédéral lors des conflits entre autorités régionales et Gazprom ? Quel est le résultat du rapport de forces ?

L'étude des conflits permet de révéler et d'affirmer les ancrages territoriaux des différents acteurs (Cattaruzza, Sintès, 2011). D'après Philippe Subra (2008), le conflit est d'ailleurs « le produit de la rencontre d'un projet ou d'une activité et d'un territoire ». Il est donc lié au territoire et dépend de ses caractéristiques. Les acteurs se différencient par leur rapport au territoire et « le conflit naît de la confrontation entre plusieurs projets d'appropriation (ou d'usage) concurrents de la part d'acteurs distincts, projets partiellement ou totalement incompatibles » (Subra, 2008). Philippe Subra utilise ainsi l'expression de « territoires de références », désignant par là les « échelles auxquelles les acteurs définissent leurs stratégies (objectifs, modes d'action, lecture du système d'acteurs, conduisant au passage d'alliances) ».

Les intérêts des acteurs ne se situent pas nécessairement aux mêmes échelles. Le programme de gazéification des régions de Sibérie et d'Extrême-Orient entre dans une réflexion plus vaste de mise en valeur de ces territoires et d'utilisation des réserves de Russie orientale et implique des acteurs qui agissent à différentes échelles.

Le rapport de la Commission des Communautés européennes sur le système énergétique des pays en voie de développement, après avoir mentionné les acteurs impliqués, constate :

« Les stratégies de ces acteurs peuvent être antagoniques et engendrer plusieurs types de tensions ou de conflits : conflits institutionnels relatifs aux délimitations de leurs champs de compétence respectifs (État/entreprises, État/régions, entreprises/entreprises, administration/administration...), concurrence entre entreprises énergétiques pour la conquête des marchés et la recherche de positions dominantes, conflits entre producteurs et consommateurs, et même rivalités entre groupes de consommateurs en vue d'accéder plus rapidement à des sources d'énergie dont la disponibilité n'est pas assurée pour tous ou en vue de bénéficier d'allègements fiscaux particuliers. Les conflits, les rivalités, les relations de pouvoir font partie du fonctionnement normal du système énergétique, et celui-ci ne peut être réduit à sa seule composante technique (circulation de l'énergie et équipements) ni aux mécanismes économiques de l'offre et de la demande » (Girod, 1991).

Ces observations amènent une réflexion sur les différents types de conflits qui se manifestent dans le cadre des projets gaziers en Russie orientale et sur l'implication des acteurs régionaux dans ces conflits. Ils peuvent se déclarer autour du contrôle des ressources. Dans ce cas, les acteurs régionaux peuvent être concernés dans la mesure où ils avaient un rôle à jouer dans l'attribution des licences d'exploitation des gisements et détenaient certaines d'entre elles ou possédaient du moins des actions dans les compagnies en charge de l'exploitation. Le contrôle des ressources inclut également la maîtrise du processus et de la finalité de leur mise en valeur : son calendrier, ses modalités, l'usage du gaz... A qui profite la mise en ressource ? Quel est le partage des bénéfices entre les acteurs ? Cette question est également susceptible de donner naissance à des conflits. Ces derniers peuvent aussi porter sur l'emplacement des infrastructures, notamment des complexes de traitement du gaz. Ils peuvent aussi bien émerger au sujet de la répartition des compétences, comme on l'a vu dans le cas du monopole de l'exportation du gaz naturel, que dans celui de la délimitation des responsabilités dans le cadre du programme de gazéification.

2. Une répartition des responsabilités problématique

Les acteurs régionaux interviennent à plusieurs niveaux dans les projets de gazéification. En amont, ils participent à l'attribution des licences des gisements d'hydrocarbures situés sur leur territoire. Ils peuvent également être impliqués dans la mise en valeur de ces gisements. Enfin, dans le cadre du programme de gazéification, des responsabilités leur sont échues, comme on l'a expliqué dans le chapitre 4.

En ce qui concerne l'attribution des licences d'exploration et d'exploitation des gisements, les autorités locales ont un rôle à jouer, mais, comme on l'a vu (voir chapitre 11)

ce rôle a été fortement réduit par les amendements apportés à la loi sur le sous-sol au cours des années 2000. Ce sont non seulement leurs pouvoirs de décision qui ont diminué, mais aussi, comme le souligne William Tompson (2005), les bénéfices perçus lors du processus d'attribution des droits d'accès aux gisements. Les taxes associées sont versées au budget fédéral et plus au budget régional. De plus, le montant des impôts pour l'utilisation du sous-sol est défini pour chaque gisement par le ministère fédéral des Ressources naturelles et plus par les gouvernements régionaux sur proposition fédérale. Du point de vue fiscal, des réformes ont modifié l'équilibre entre sujets et centre fédéral. Quelles sont les capacités financières des régions ?

2.1. Une centralisation du système budgétaire

Le processus de centralisation (voir chapitre 4) qui s'est affirmé au cours des années 2000 s'est également traduit par des réformes du système budgétaire. La répartition des recettes budgétaires reflète bien le mouvement de décentralisation-centralisation qui s'est opéré entre les décennies 1990 et 2000. En effet, en 1992, le centre fédéral représentait l'essentiel des dépenses et des recettes, mais la situation s'est inversée par la suite (Sapir, 2001). Durant la décentralisation des années 1990, le degré d'autonomie fiscal a varié selon les régions : leurs moyens financiers dépendaient de la capacité de négociation de chacune (Desai, Freinkman, Goldberg, 2003). Au cours de la deuxième moitié des années 1990, les régions russes faisaient de la rétention fiscale, celle-ci variant selon les régions et les années. En moyenne, elles ont conservé les deux tiers des impôts collectés sur leur territoire. Les autorités régionales aidaient les entreprises implantées sur leur territoire à échapper aux impôts fédéraux, ce qui affaiblissait la capacité fiscale du centre fédéral (Zhuravskaya 2010).

Cependant, en 2000, des réformes sont lancées par le gouvernement de Vladimir Poutine et les relations fiscales entre le centre et les sujets de la Fédération de Russie sont redéfinies. Jean Radvanyi (2007) évoque ainsi la « guerre des budgets ». L'objectif annoncé en 2000 était de rendre les pratiques budgétaires moins opaques. Les réformes devaient également permettre aux régions d'être plus autonomes. Cependant, une grande partie d'entre elles dépend des subventions du centre fédéral. La redistribution des recettes fiscales s'est faite en faveur de l'échelon fédéral :

« [...] concrètement, c'est le gouvernement fédéral qui s'attribue l'essentiel des recettes les plus importantes et les plus fiables (TVA, impôt sur le chiffre d'affaire, rente sur les matières

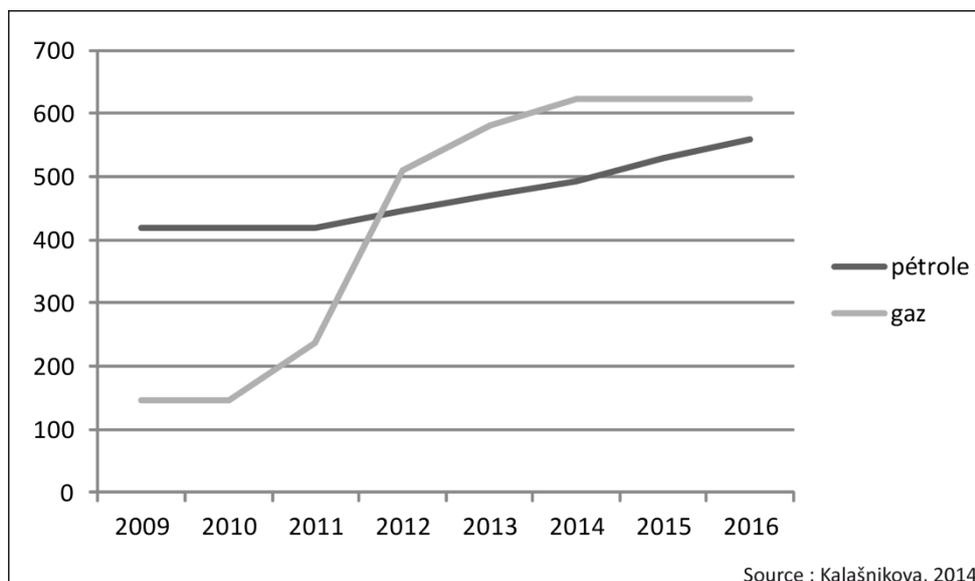
premières) alors que les impôts cédés aux régions (taxe foncière, impôt sur le revenu) sont incertains » (Radvanyi, 2007).

Ross Cameron (2010) parle quant à lui de « centralisation fiscale » et considère que le « fédéralisme fiscal a été remplacé par le centralisme fiscal ». Les chiffres sont très parlants : en 1996, 57,95 % des recettes budgétaires totales revenaient aux régions, tandis qu'en 2005, cette part est tombée à 31,57 %. La même année, la part des recettes des régions et municipalités dont elles peuvent disposer librement correspond, en moyenne, à environ 10 % du total (Novikov, 2005). De plus, le gouvernement fédéral dispose de nouveaux moyens d'intervention : les régions dont le déficit budgétaire est supérieur à 30 % de leurs revenus passent sous l'administration directe du gouvernement fédéral (Cameron, 2010). Ainsi, l'écart entre les obligations statutaires et les revenus des pouvoirs locaux et régionaux ne cesse de grandir, ce qui maintient leur dépendance vis-à-vis des redistributions opérées par le centre fédéral (Radvanyi, 2007). On peut faire un lien entre centralisation fiscale et hydrocarbures.

L'une des principales sources de revenu pour la Fédération de Russie est l'impôt sur l'extraction des minerais, payé par les utilisateurs du sous-sol, qui constitue l'élément central du système d'imposition des ressources naturelles (Kalašnikova, 2014). Les régions russes en étaient, dans les années 1990, les principales bénéficiaires et tiraient une bonne part de leur richesse de la production des ressources naturelles. En effet, avant 2002, 60 % des impôts sur l'extraction des minerais revenaient aux budgets des régions dans lesquelles ils étaient extraits, et seulement 40 % au budget fédéral (Kurljandskaja, 2007). Avec l'augmentation des prix du pétrole et du gaz, les régions productrices d'hydrocarbures se sont enrichies et le gouvernement fédéral a alors pris la décision de changer la répartition des recettes fiscales dans ce domaine à son profit. Ainsi, au cours de l'année 2002, la part perçue par les budgets régionaux est passée de 60 à 20 % pour le pétrole, puis à 15 % en 2003 et 5 % en 2005. Pour le gaz naturel, le changement a été encore plus prononcé : à partir de 2004, l'impôt sur l'extraction est versé uniquement au budget fédéral.

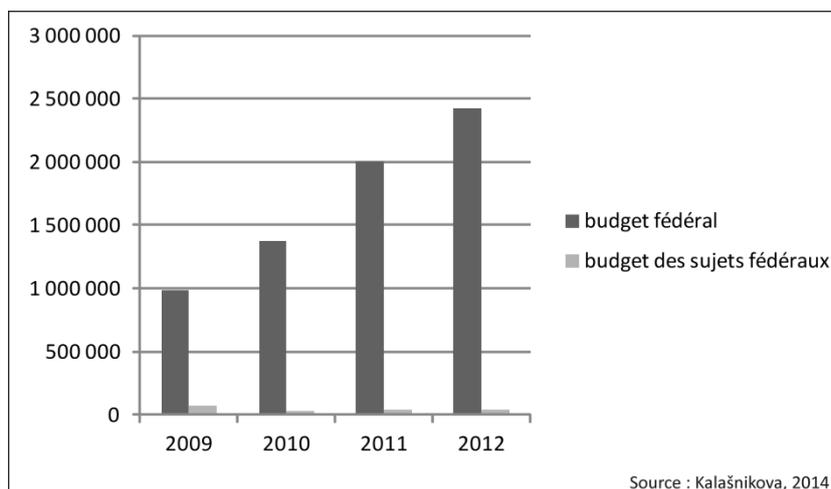
L'État fédéral s'est attribué l'essentiel des revenus fiscaux liés à l'extraction des minerais au début des années 2000. De plus, le montant de l'impôt a augmenté par la suite, en particulier pour l'extraction de pétrole et de gaz (voir graphique 36). Entre 2009 et 2014, on constate une forte augmentation pour le gaz naturel. Entre 2011 et 2012, il a plus que doublé, passant de 237 à 509 roubles pour 1 000 mètres cubes. L'évolution a été moins brutale pour le pétrole.

Graphe 36 : Evolution du montant de l'impôt sur l'extraction des minerais pour le pétrole (en roubles par tonne) et pour le gaz (en rouble pour 1000 mètres cubes) entre 2009 et 2016



En conséquence, les recettes fédérales liées à l'extraction des minerais ont augmenté (voir graphe 37), tandis qu'elles sont bien plus faibles pour les régions.

Graphe 37 : Recettes issues de l'impôt sur l'extraction des minerais pour le budget fédéral et le budget des sujets de la Fédération de Russie entre 2009 et 2012 (millions de roubles)



Les impôts sur l'extraction des minerais ont représenté plus d'un tiers du budget fédéral au cours de la période 2009-2012, tandis qu'ils n'ont que très faiblement contribué aux budgets régionaux (moins de 1 % à partir de 2010). En 2015, ces impôts n'ont ainsi représenté

que 0,4 % des revenus des okrougs autonomes des Khantys-Mansis et des Iamalo-Nenets, qui sont les grandes régions productrices d'hydrocarbures²⁸⁴. La réduction des recettes régionales liées à l'extraction des minerais en 2010 est principalement due à leur centralisation accrue par le budget fédéral (Kalašnikova, 2014). Celui-ci, en 2012, touche 98,4 % des impôts sur l'extraction des minerais (voir tableau 59).

Tableau 59 : Part de l'impôt sur l'extraction des minerais dans les budgets fédéral et régionaux et part perçue par le budget fédéral entre 2009 et 2012 (en %)

	Part de l'impôt sur l'extraction des minerais dans :		Part de l'impôt sur l'extraction des minerais perçue par le budget fédéral
	Le budget fédéral	Le budget des sujets fédéraux	
2009	39,3	1,91	93,1
2010	43,4	0,7	97,9
2011	44,9	0,7	98,3
2012	35,8	0,67	98,4

Source : Kalašnikova, 2014.

Les réformes du système fiscal, de la répartition des recettes budgétaires et de l'impôt sur l'extraction des minerais témoignent donc du processus de centralisation ainsi que de la reprise en main du secteur des hydrocarbures par l'État fédéral. A ce propos, Vladimir Gelman (2007) affirme :

« [...] la politique de recentralisation reflète le rôle croissant de la gestion des rentes dans le développement du pays : plus la Russie dépend de l'exportation des ressources énergétiques, plus les élites dirigeantes cherchent à concentrer l'exploitation de ces rentes et plus elles prônent la centralisation. »

Le gaz naturel a été particulièrement concerné par ces évolutions : comme on l'a dit, l'impôt sur son extraction est intégralement versé à l'État.

La question de la répartition du financement entre les différents échelons administratifs se pose également pour les programmes de développement régionaux. En effet, le financement du « Programme de développement socio-économique de la région du Baïkal et de l'Extrême-Orient pour 2002-2010 » a été critiqué par le gouverneur du kraï de Khabarovsk, Viktor Ishaev, car il ne prévoyait qu'environ 3,6 milliards de dollars annuellement, ce qui est inférieur aux 4,8 milliards de dollars alloués en 1999-2001

²⁸⁴ Ministère des Finances de la Fédération de Russie, 2015.

(Troyakova, Wishnick, 2003). Viktor Ishaev critiquait également le fait que l'Extrême-Orient russe devait payer davantage pour des programmes qui étaient auparavant financés par le gouvernement fédéral dans le contexte décrit précédemment où les capacités financières des régions ont diminué au profit du centre. Quelle est la situation des régions de Russie orientale ?

2.2. La situation budgétaire des régions de Russie orientale

Au 1^{er} janvier 2015, les sujets de la Fédération de Russie sont presque tous en situation déficitaire : pour neuf seulement d'entre eux, les revenus sont supérieurs aux dépenses (voir tableau 60). Il existe de forts contrastes entre les soldes budgétaires de ces régions, qui diffèrent également par leurs caractéristiques. On trouve dans cette liste de grandes régions productrices d'hydrocarbures : l'oblast de Sakhaline ainsi que les okrougs autonomes des Khantys-Mansis et des Iamalo-Nenets. Ces sujets, auxquels on peut ajouter l'oblast de Leningrad, réalisent de bonnes performances économiques et leur produit régional brut est élevé. Figurent aussi parmi les neuf régions au solde budgétaire positif des sujets dont les revenus dépendent des transferts budgétaires du centre fédéral et dont le produit régional brut est faible. Ces régions sont la République d'Ingouchie et la République de l'Altaï, pour lesquels les transferts du budget fédéral représentent plus des trois quarts de leurs revenus, et dans une moindre mesure l'oblast de Kaliningrad. Les deux régions situées dans les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient appartiennent à deux catégories : l'oblast de Sakhaline, en tête du classement, bénéficie des grands projets pétroliers et gaziers de son plateau continental, tandis que la République de l'Altaï dépend en grande partie des mécanismes de redistribution budgétaire.

Tableau 60 : Sujets dont le budget est excédentaire au 1^{er} janvier 2015

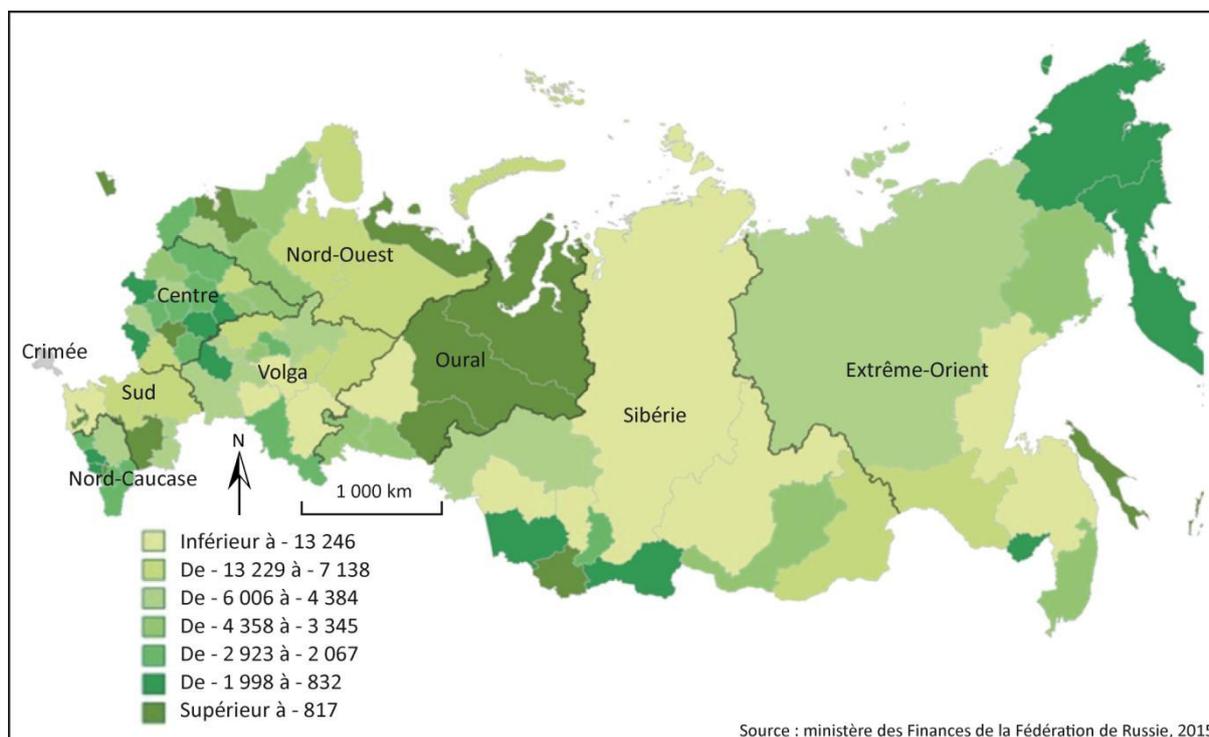
Sujet	Solde budgétaire (millions de roubles)	Part des transferts du budget fédéral dans les revenus (%)	Produit régional brut (millions de roubles)* (rang parmi les sujets de la Fédération de Russie)
Oblast de Sakhaline	23 106,34	4,3	492 730 (20)
Oblast de Leningrad	13 350	10,8	502 126 (19)
Okroug autonome des Khantys-Mansis	7 594,19	3,4	1 976 224 (3)
Okroug autonome des Iamalo-Nenets	6 990,48	1,2	771 769 (10)
Oblast de Kaliningrad	876,41	34,8	195 063 (45)
République de l'Altaï	229,69	77,1	21 636 (82)
Oblast de Lipetsk	172,86	19,4	254 738 (38)
République d'Ingouchie	168,83	85,6	21 537 (83)

*En 2011.

Source : ministère des Finances de la Fédération de Russie, 2015.

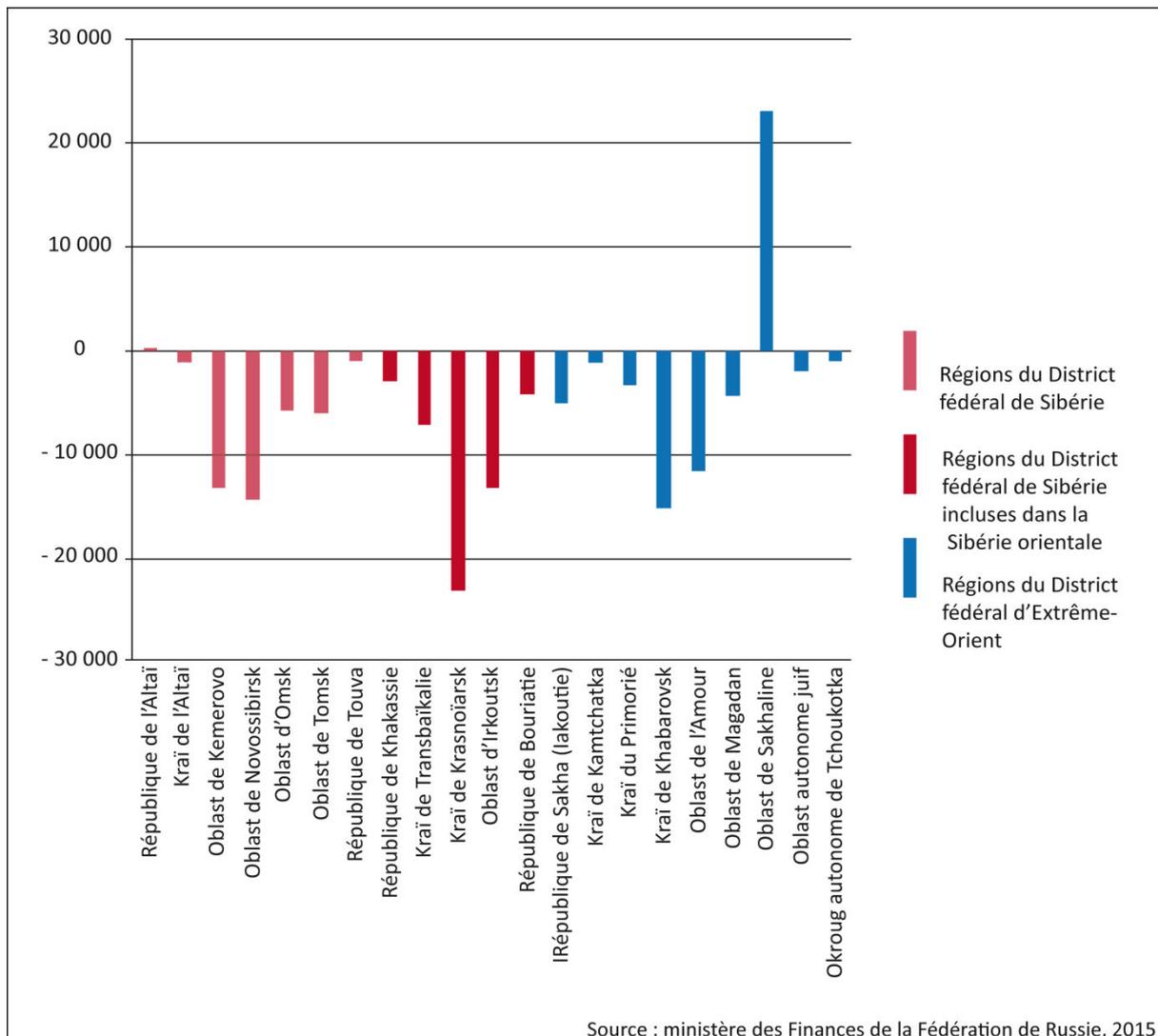
A l'échelle de la Fédération de Russie, on observe des contrastes sensibles entre les régions du point de vue du solde budgétaire (voir carte 33).

Carte 33 : Solde budgétaire des sujets de la Fédération de Russie au 1^{er} janvier 2015 (en millions de roubles)



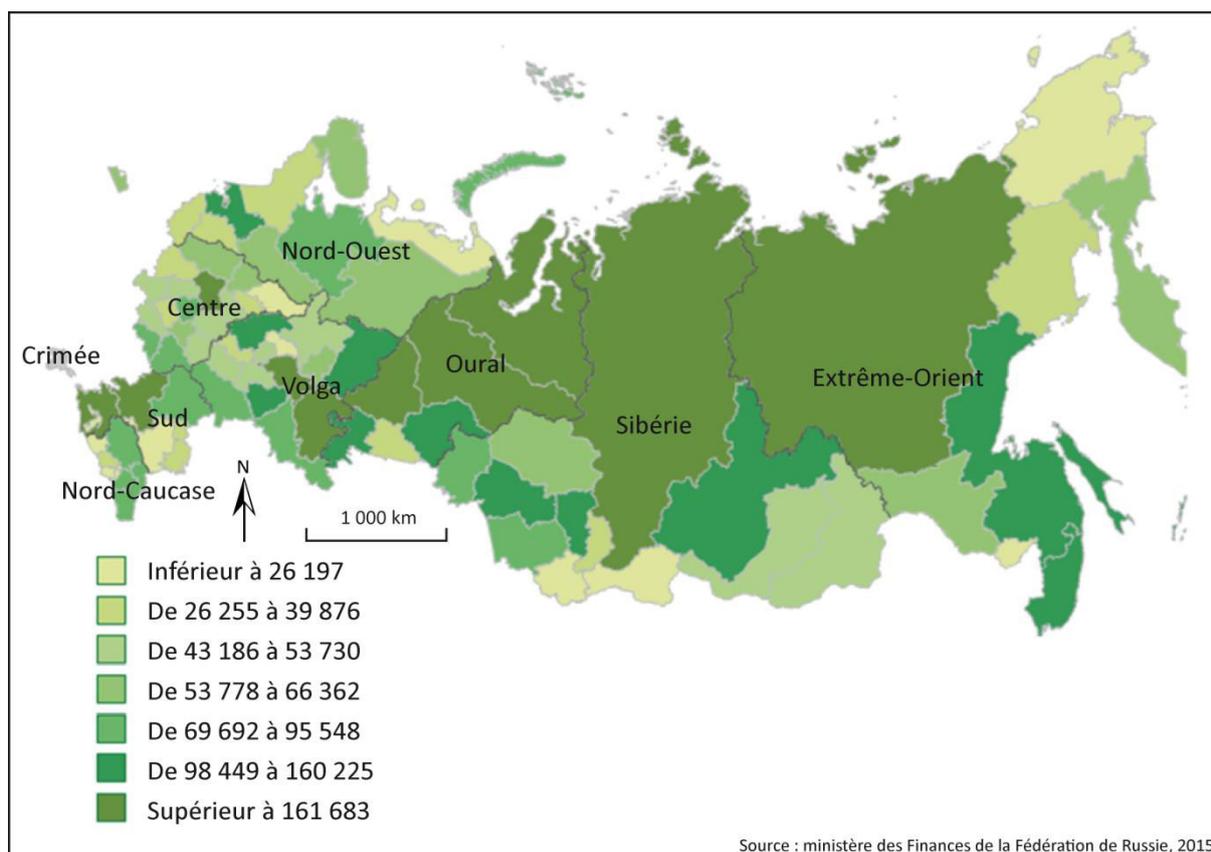
Les sujets de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient présentent des profils différents : on y trouve aussi bien des régions fortement déficitaires, comme le kraï de Krasnoïarsk, l'oblast d'Irkoutsk et le kraï de Khabarovsk, que l'oblast de Sakhaline, qui fait figure d'exception en Russie orientale (voir graphe 38).

Graphe 38 : Le solde budgétaire des sujets des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient au 1^{er} janvier 2015 (en millions de roubles)



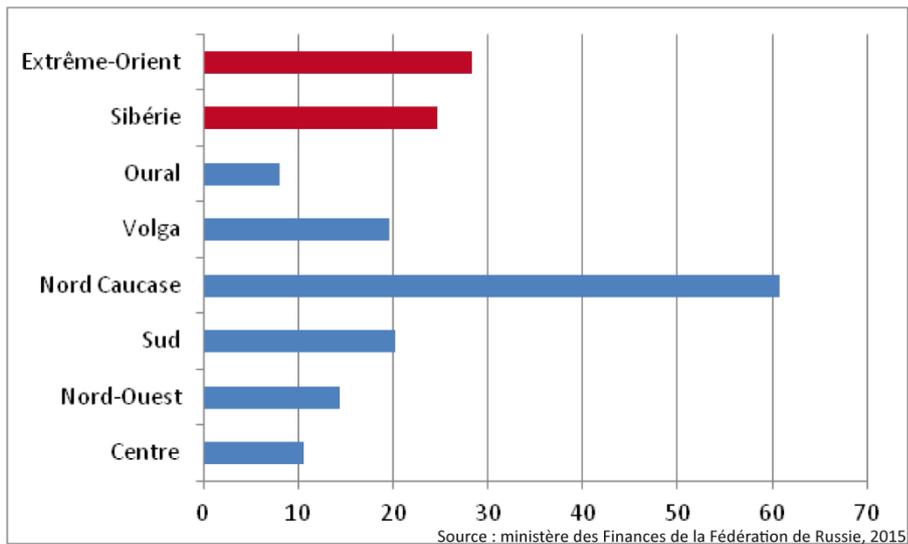
La carte des revenus des sujets de la Fédération de Russie diffère de celle des soldes budgétaires. Les régions productrices d'hydrocarbures se démarquent une fois encore grâce à leurs recettes élevées (okrougs autonomes des Khantys-Mansis et des Iamalo-Nenets). On trouve dans le groupe des régions dont les revenus sont les plus hauts deux sujets de Russie orientale : le kraï de Krasnoïarsk et la République de Sakha (Iakoutie).

Carte 34 : Revenus des sujets fédéraux, millions de roubles



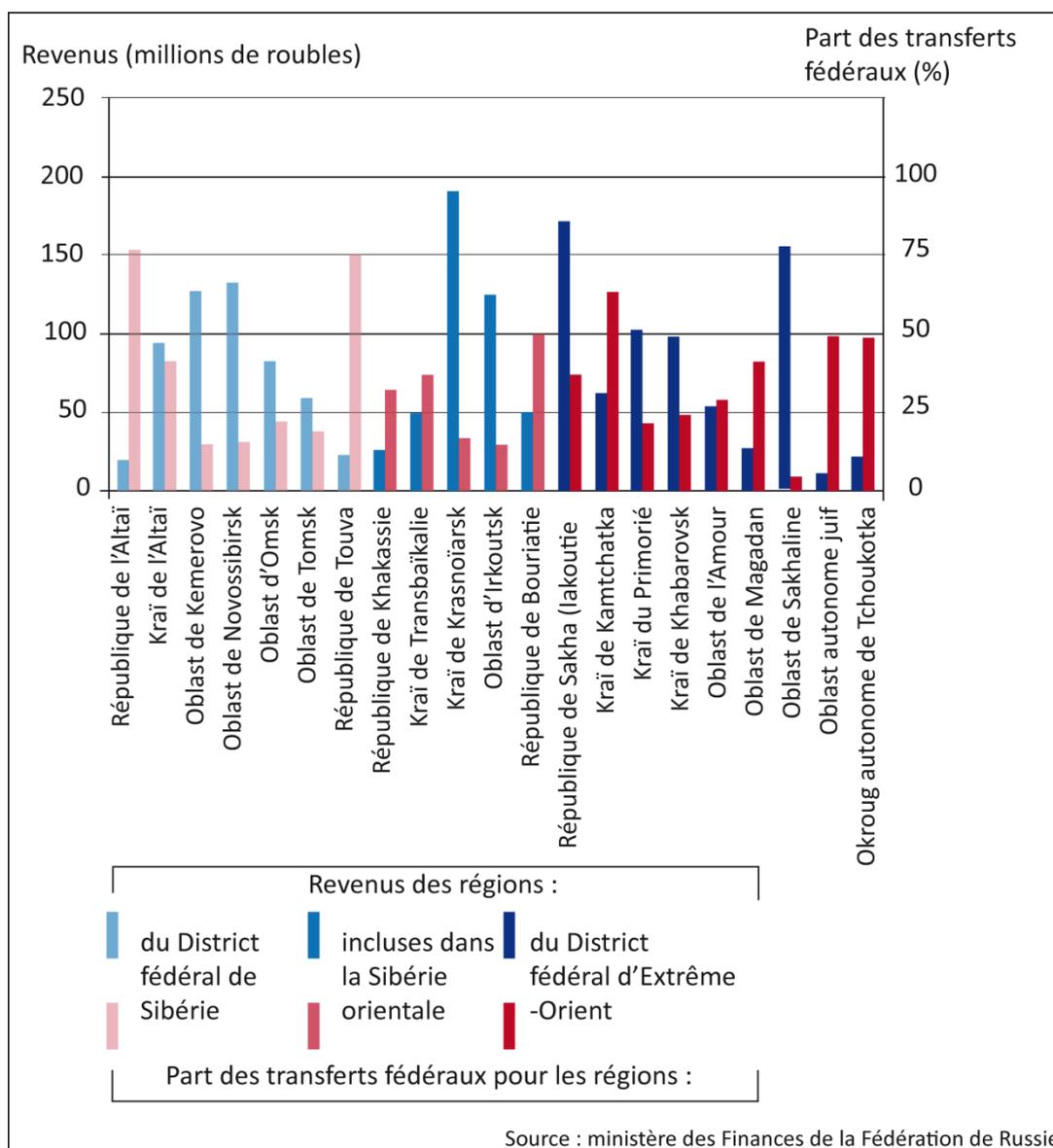
Le niveau de dépendance aux transferts budgétaires de l'État fédéral est variable. En moyenne, ces transferts correspondent à 17,6 % des revenus totaux des régions. En dehors du district du Nord-Caucase qui fait figure d'exception, c'est dans les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient que le poids de ces transferts dans les budgets régionaux est le plus élevé (24,7 % pour la Sibérie et 28,2 % pour l'Extrême-Orient) (voir graphe 39).

Graphe 39 : La part des transferts issus du budget fédéral dans les revenus des districts fédéraux



Cependant, il existe des différences notables entre les sujets de Russie orientale en matière de revenus comme de dépendance par rapport aux transferts de l'État fédéral (voir graphe 40) : celle-ci est très forte pour les sujets dont les revenus sont faibles, les petites Républiques sibériennes, les régions septentrionales, périphériques et peu peuplées, comme le kraï du Kamtchatka, l'okroug autonome de Tchoukotka et l'oblast de Magadan. A l'inverse, l'oblast de Sakhaline se démarque une fois encore : la région dispose de revenus élevés et s'illustre par une très faible dépendance vis-à-vis des transferts du budget fédéral, qui ne représentent que 4,3 % de ses revenus.

Graphe 40 : Revenus des sujets des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient et part des transferts du budget fédéral dans leurs revenus au 1^{er} janvier 2015



Si les régions russes se trouvent, de façon générale, dans une situation financière difficile, les régions orientales constituent un ensemble hétérogène. Cependant, pour toutes, l'absence d'infrastructures et la nécessité de construire un réseau de transport et de distribution à partir de zéro rendent le problème des coûts plus aigu.

2.3. Le financement et le coût de la gazéification pour les régions

Les capacités financières des acteurs impliqués dans la gazéification sont à l'origine de problème de fonctionnement et de tensions entre Gazprom et les autorités régionales. La compagnie accuse celles-ci de ne pas tenir leurs engagements dans de nombreuses régions

(voir chapitre 8). Comme on l'a vu, les régions doivent assurer la construction des conduites à l'échelle des villes et des villages. Dans ce but, elles élaborent leurs propres programmes de gazéification. Quels sont les montants inscrits dans les programmes régionaux de gazéification et que représentent-ils ?

Le problème principal souligné aussi bien par le Comité de gazéification du Département de l'Énergie de l'oblast de Tomsk²⁸⁵ que par le Département de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk²⁸⁶ est l'insuffisance des ressources financières disponibles au niveau régional. Ainsi, Dmitrij Vejs, le Directeur du Comité de gazéification de Tomsk évoquait en 2013 les décrets de l'État fédéral qui ont imposé des réformes, notamment concernant les salaires et les retraites et les mettait en lien avec la réduction des financements accordés au programme de gazéification. Il déplorait le fonctionnement du système budgétaire et le poids des transferts fédéraux dans le budget régional, ainsi que le fait que la majorité des impôts tombe dans l'escarcelle fédérale. « Après quoi, la fédération, comme un père, donne de l'argent à ses enfants »²⁸⁷. Cette expression est significative de la perception qu'une partie des acteurs régionaux a du centre fédéral.

Pour évaluer le coût financier de la gazéification pour les régions, on peut comparer les programmes de gazéification de trois sujets : l'oblast de Tomsk, situé dans le district fédéral de Sibérie, l'oblast d'Irkoutsk, situé en Sibérie orientale, et la République de Sakha (Iakoutie), située en Extrême-Orient (voir tableau 61). Il s'agit ici de documents régionaux, élaborés par les administrations régionales, et non des plans de Gazprom. Il est à la fois difficile et instructif de comparer ces données, pour plusieurs raisons. En effet, la gazéification relève d'un organe différent selon les régions : il peut s'agir d'un Comité, d'un Département, d'un ministère, et les documents peuvent être des programmes ou des « sous-programmes » qui ne présentent pas les données de la même façon et qui ne concernent pas des périodes identiques. Ici, on a retenu les trois années pour lesquelles les données sont disponibles dans les trois régions. Ces dernières ne se trouvent pas dans les mêmes situations : l'oblast de Tomsk est rattachée à l'ESG, l'oblast d'Irkoutsk et la République de Sakha ne le sont pas. Le réseau gazier de l'oblast d'Irkoutsk est quasiment inexistant. Leurs relations avec

²⁸⁵ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de gazéification du Département de l'Énergie de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

²⁸⁶ Entretien avec Nata'jia Bezik, Directrice du Département de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk, Irkoutsk, 29 mai 2012 et entretien avec le Département de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk, Irkoutsk, 02 juillet 2013.

²⁸⁷ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de gazéification du Département de l'Énergie de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

Gazprom et l'implication de cette dernière diffèrent également : la compagnie intervient dans le cas de l'oblast de Tomsk, elle ne participe pas dans celui de l'oblast d'Irkoutsk et de la République de Sakha. Dans ces circonstances, les objectifs visés sont très variables, de même que les sources de financement et les montants alloués à la gazéification.

Tableau 61 : Les financements prévus par les programmes de gazéification régionaux des oblasts d'Irkoutsk et de Tomsk et de la République de Sakha (Iakoutie) entre 2013 et 2015 (en millions de roubles)

		Oblast d'Irkoutsk	Oblast de Tomsk	République de Sakha (Iakoutie)*
Investissements prévus par les programmes régionaux	2013	109, 443	410,65	1 029,4
	2014	109,826	1 304, 61	1 791, 9
	2015	110, 248	1 559, 19	1 995
	Total 2013-2015	329, 517	3 374, 45	4 816, 3
A la charge du budget régional	2013	105, 609	390, 12	-
	2014	105, 609	1 239, 38	
	2015	105, 609	1 481, 23	
	Total 2013-2015	316, 827	3 110, 73	
A la charge des municipalités	2013	3, 834	20, 53	0
	2014	4, 217	65, 23	
	2015	4, 639	77, 96	
	Total 2013-2015	12, 690	163, 72	
Investissements hors-budgets	2012-2015***	0	1 500	-
Financements du budget fédéral	2012-2015***	0	0	-
Investissements réalisés par Gazprom (hors programme)**	2012-2015***	0	7 500	0

*Les montants mentionnés correspondent à la première variante proposée par le programme, la seconde étant plus ambitieuse. La ventilation des sources de financement n'est pas précisée pour la République de Sakha et les données concernant les investissements hors-budgets et les financements fédéraux ne sont pas disponibles pour les années 2013-2015.

** Dans le document élaboré par l'oblast de Tomsk, ce montant n'apparaît pas, mais il est évoqué par le Département de l'Énergie de l'oblast.

*** Certains chiffres n'étaient donnés que pour la période 2012-2015 et non 2013-2015.

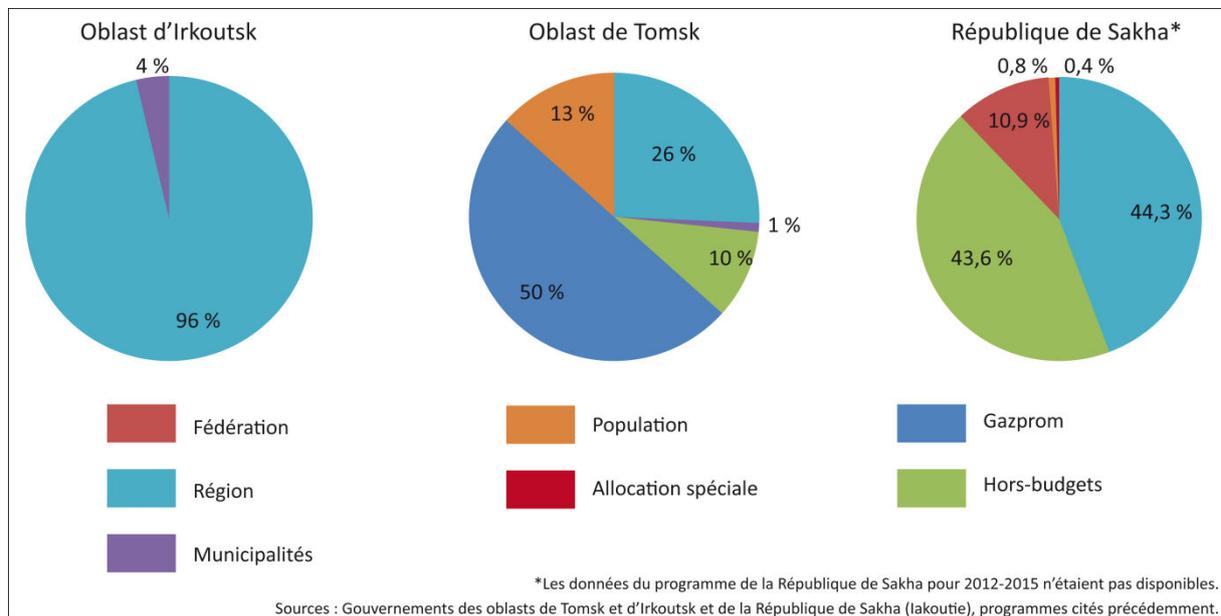
Sources : Gouvernement de l'oblast d'Irkoutsk, décret N°266 « Sur la validation du programme cible de long terme « La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk de 2011 à 2015 », 18 octobre 2010 ; Administration de l'oblast de Tomsk, Département de l'Énergie, « Programme de développement de l'approvisionnement en gaz et de la gazéification de l'oblast de Tomsk jusqu'en 2015 » ; Gouvernement de la République de Sakha, Sous-

programme « La gazéification des points de peuplement », Programme de la République de Sakha « La gazéification des points de peuplement et la garantie de la fiabilité des infrastructures gazières de la République de Sakha (Iakoutie) de 2012 à 2016 », 12 octobre 2011.

Les sommes investies dans les programmes de gazéification de ces trois régions ne correspondent pas aux mêmes ordres de grandeur. Si l'on s'en tient aux financements de la gazéification strictement compris dans les budgets régionaux et des municipalités pour la période 2013-2015, il existe un écart de un à dix entre l'oblast d'Irkoutsk et l'oblast de Tomsk, et cet écart est encore supérieur entre l'oblast d'Irkoutsk et la République de Sakha. Si on prend en compte les financements que Gazprom a prévu d'allouer à la gazéification de l'oblast de Tomsk, le total s'élève à 15 milliards de roubles, cette fois-ci pour les années 2012 à 2015. La somme atteinte est alors quarante-cinq fois supérieure à celle du programme de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk pour la même période. Les trois programmes de gazéification régionaux ont une envergure bien différente. Ils ne recouvrent ni les mêmes objectifs, ni les mêmes travaux et ils ne concernent pas les mêmes consommateurs.

La comparaison de la ventilation des sources de financement des programmes des trois sujets fédéraux met en évidence plusieurs éléments (voir graphe 41). D'abord, on peut évoquer le rôle crucial des régions dans le financement : elles apparaissent clairement comme l'échelon administratif principal. C'est particulièrement le cas pour l'oblast d'Irkoutsk, où le budget régional est presque l'unique source de financement (96,3 %). Les choses sont plus nuancées pour l'oblast de Tomsk et la République de Sakha. La gazéification de ces deux régions repose sur davantage de sources de financement. L'une d'elles est constituée par des investisseurs extérieurs (hors budgets fédéral, régional ou municipaux). Dans le cas de l'oblast de Tomsk, il est prévu que ces derniers prennent en charge la conversion des chaufferies au gaz. Ils occupent une place encore plus grande dans le programme de la République de Sakha. Il s'agit vraisemblablement de la participation de la compagnie Sakhatransneftgaz, la compagnie chargée de l'exploitation de gisements d'hydrocarbures et des infrastructures gazières de la région. La moitié des financements de la gazéification de l'oblast de Tomsk doit être assurée par Gazprom : c'est en effet le principe qui figure dans le programme de gazéification tel qu'il est défini par la compagnie. Celle-ci n'est pas impliquée dans l'oblast d'Irkoutsk et la République de Sakha. En revanche, dans le cas de cette dernière, l'État fédéral participe au financement du programme. Enfin, celui-ci dépend en partie des consommateurs eux-mêmes, c'est-à-dire des habitants, ce qui est pris en compte dans les estimations de l'oblast de Tomsk et de la République de Sakha (raccordement au réseau).

Grappe 41 : Sources de financement des programmes de gazéification des oblasts d'Irkoutsk, de Tomsk entre 2012 et 2015 et de la République de Sakha entre 2011 et 2016



La comparaison de ces trois régions témoigne de la différence qui existe entre les régions orientales russes. L'oblast de Tomsk est déjà relié au système de transport de Gazprom et est inclus dans le programme de gazéification. L'oblast d'Irkoutsk est pour l'heure isolée et Gazprom n'est pas impliqué dans sa gazéification. Cela rend difficile la mise en œuvre de projets de grande ampleur (voir quatrième partie). La compagnie ne participe pas non plus à la gazéification de la République de Sakha, mais celle-ci repose sur plusieurs sources de financements et se donne des objectifs bien plus ambitieux. Dans le cadre de son programme régional, elle reçoit également des fonds du budget fédéral.

Cependant, la République de Sakha ne participe pas au programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie. Et l'État fédéral ne finance pas ce programme, comme l'a rappelé le Premier ministre Dmitri Medvedev devant la Douma, le 22 avril 2015 :

« Il est bien que Gazprom continue d'accorder des financements à ce programme [de gazéification], car, je le souligne une fois encore, actuellement, les investissements ne sont pas réalisés par l'État, mais par l'entreprise propriétaire des infrastructures²⁸⁸. »

²⁸⁸ « Naibolee slozhnaya situatsiya s gazifikatsiej slozhilas' v Primor'e i na DV » (« La situation la plus difficile pour la gazéification s'observe dans le Primorié et en Extrême-Orient »), *Primamedia*, 22 avril 2015, <http://primamedia.ru/news/politics/22.04.2015/433774/naibolee-slozhnaya-situatsiya-s-gazifikatsiey-slozhilas-v-primore-i-na-dv-dmitriy.html>, consulté le 14 mai 2015.

La gazéification est qualifiée de projet national en raison de son envergure et du contrôle exercé par le dirigeant de la Fédération de Russie. L'appellation est donc méritée, selon Vladislav Karasevič²⁸⁹. Cependant, pour avoir le statut de projet national, il faut qu'un programme entre dans le budget national, ce qui n'est pas le cas pour la gazéification. Dans le cadre du programme de gazéification de Gazprom, la seule participation financière de l'État est indirecte : elle passe par le biais d'autres programmes fédéraux, essentiellement le programme « Développement social des campagnes » qui vise à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales²⁹⁰. Il n'y a pas de financements spécifiquement consacrés à la gazéification. Toutefois, Gazprom demande régulièrement que l'État intervienne pour aider les régions à faire face à leurs responsabilités dans le cadre du programme de gazéification. Selon la compagnie, l'État doit soutenir les régions afin qu'elles développent les infrastructures de transport du gaz. Gazprom insiste sur le fait que toutes les régions n'ont pas la capacité de financer ces programmes²⁹¹. Ces déclarations montrent que la répartition des responsabilités pour réaliser le programme de gazéification pose problème.

Que représente la gazéification dans les budgets régionaux ? Les trois régions étudiées sont déficitaires en 2015, le déficit de l'oblast d'Irkoutsk étant supérieur à celui de l'oblast de Tomsk et de la République de Sakha (voir graphe 38). Ces deux régions sont en revanche plus dépendantes des transferts fédéraux. Le tableau suivant (voir tableau 62) permet d'évaluer la part de la gazéification dans les dépenses régionales de l'oblast de Tomsk.

Tableau 62 : La gazéification dans le budget régional de l'oblast de Tomsk

	2013	2014	2015
Investissements totaux dans la gazéification (millions de roubles)	462,98	1350,11	1559,19
Investissements dans la gazéification pris en charge par l'oblast (millions de roubles)	390,12	1239,38	1481,23
Dépenses régionales (millions de roubles)	50 837,8	49 724,3	53 963,4
Solde budgétaire (millions de roubles)	-2 916,4	-1 629	-3 920,4
Part de la gazéification dans les dépenses régionales (%)	0,8	2,5	2,7

Sources : Administration de l'oblast de Tomsk, Département de l'Énergie, « Programme de développement de l'approvisionnement en gaz et de la gazéification de l'oblast de Tomsk jusqu'en 2015 » ; Otkrytyj bjudžet Tomskoj oblasti, <http://open.findep.org/>, consulté le 30 mai 2015.

²⁸⁹ Entretien avec Vladislav Karasevič, Promgaz Gazprom, Moscou, 22 mai 2013.

²⁹⁰ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de gazéification du Département de l'Énergie de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

²⁹¹ Gazprom, Conférences de presse, 2012, 2013, 2014.

On constate que les montants prévus dans le programme de gazéification régional représentent une faible part des dépenses totales de l'oblast : elle est inférieure à 1 % en 2013, puis se situe autour de 2,5 % en 2014 et 2015. Si l'on fait le calcul pour la République de Sakha et l'oblast d'Irkoutsk, on obtient respectivement 1,1 % et 0,1 % en 2015. Il faut toutefois émettre des réserves par rapport à ces pourcentages ; ils peuvent servir d'ordre de grandeur, mais ne reflètent pas entièrement la réalité. En effet, ce sont ici les financements prévus par le programme régional qui sont pris en compte et pas forcément les financements effectifs qui sont consacrés à la gazéification. Ainsi, selon Dmitrij Vejs, le Directeur du Comité de gazéification de Tomsk, en 2013, le programme de gazéification de l'oblast était financé à hauteur d'environ 70 % seulement²⁹². Les députés de la région n'ont pas débloqué les fonds nécessaires en raison du déficit du budget régional. Les sommes allouées au programme peuvent donc être inférieures.

Si les financements régionaux peuvent différer de ceux qui apparaissent dans les programmes réalisés par les administrations des sujets de la Fédération de Russie, ils peuvent aussi différer de ceux qui apparaissent dans les documents de Gazprom. On peut prendre l'exemple du kraï du Primorié.

Tableau 63 : Répartition des financements de la gazéification du kraï du Primorié entre 2012 et 2015 (millions de roubles)

	2012-2015	2012	2013	2014	2015
Gazprom	8 558,28	1 215,36	3 052,75	2 645,13	1 645,04
Région	22 487,06	542	7 966	6 892	7 087,06
Dont, pour la construction d'une centrale électrique	18 000	500	6 000	6 000	5 500

Source : Gazprom, « Programme de développement de l'approvisionnement en gaz et de la gazéification du kraï du Primorié au cours des années 2012 à 2015 », 2012.

Le document élaboré par les filiales de Gazprom en 2012 fait de l'administration régionale le premier investisseur du programme de gazéification. Cela est lié aux travaux envisagés : il revient à Gazprom de construire des gazoducs de haute pression entre les communes, tandis que les infrastructures intracommunales sont sous la responsabilité des régions. Ainsi, la construction d'une centrale électrique à Nakhodka représente 80 % du montant total que la région doit allouer à la gazéification entre 2012 et 2015 selon Gazprom.

²⁹² Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de gazéification du Département de l'Énergie de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

Cependant, si l'on s'intéresse aux financements que le kraï du Primorié accorde à la gazéification, on constate qu'on est loin des sommes prévues par la compagnie. En effet, le programme de gazéification du kraï du Primorié, rectifié le 31 décembre 2014, a prévu de consacrer 230 millions de roubles à la gazéification en 2015²⁹³. Cette somme est allouée dans le cadre de deux programmes : le Programme « Création et développement du système d'approvisionnement en gaz du kraï du Primorié » pour 2013-2017 et le Programme « Efficacité énergétique, développement de l'approvisionnement en gaz et du secteur énergétique dans le kraï du Primorié » (215 millions de roubles), ainsi que dans le cadre du développement du complexe sportif et culturel de Fetisov Arena (15 millions de roubles)²⁹⁴.

Les articles de presse soulignent que la gazéification de la région dure depuis presque 20 ans, que des programmes ont été élaborés au niveau fédéral et régional, mais que les avancées sont insignifiantes. La somme qui a été dévolue à la gazéification du kraï du Primorié est bien inférieure à celle qui figurait dans le document de Gazprom de 2012. Il était prévu que la région dépense 7 087,06 millions de roubles en 2015, soit un montant 30 fois supérieur à celui ratifié. Même sans compter la construction de la centrale électrique, Gazprom prévoyait que la région octroierait 1 587,6 millions de roubles aux travaux de gazéification. Il existe donc des écarts entre les prévisions des administrations régionales et à celles de la compagnie.

3. Des protagonistes aux points de vue et intérêts divergents

Les protagonistes impliqués dans la gazéification ne partagent pas exactement les mêmes intérêts. Leurs territoires de référence, pour reprendre l'expression employée par Philippe Subra (2008), sont différents. Le développement des territoires riches en ressources naturelles se caractérise par de forts contrastes liés à la répartition des ressources, aux retombées budgétaires et au niveau de vie de la population. Au niveau fédéral, ces questions sont essentiellement abordées dans le cadre du maintien de la stabilité macro-économique, tandis que les autorités régionales portent les intérêts du territoire régional et de ses habitants

²⁹³ « Gazifikacija Primor'ja : 20 let programm, zajavlennij proektov – bez real'nogo rezul'tata » (« La gazéification du Primorié : 20 ans de programmes, de déclarations, de projets, sans résultat réel »), Primamedia, 09 avril 2015, <http://primamedia.ru/news/politics/09.04.2015/431225/gazifikatsiya-primorya-20-let-programm-zayavleniy-proektov---bez-realnogo-rezul.html>, consulté le 25 avril 2015.

²⁹⁴ « Gazifikaciju Primorja v 2015 godu "ocenili" v 230 mln rublej » (« La gazéification du Primorié en 2015 a été évaluée à 230 millions de roubles »), Primamedia, 26 mai 2015, <http://primamedia.ru/news/politics/26.05.2015/439825/gazifikatsiyu-primorya-v-2015-godu-otsenili-v-230-mln-rublej.html>, consulté le 28 mai 2015.

(Dumova, Belousova, Dayneko, 2010). La vision du développement du secteur gazier de la Russie orientale véhiculée par les programmes fédéraux n'est pas la même que celles des administrations régionales de Sibérie et d'Extrême-Orient.

3.1. Gazprom et le gouvernement fédéral

Les programmes fédéraux reflètent les objectifs de l'État et des grandes compagnies avant tout. La gazéification n'est pas rentable pour Gazprom. Au contraire, c'est un projet déficitaire²⁹⁵, ce qui explique que la compagnie ne la place pas au premier rang de ses priorités. Selon Alexey Gromov²⁹⁶, initialement, Gazprom n'était pas intéressé par ce programme, qui est véritablement un programme du gouvernement. Ainsi, selon Ivan Makarov, le directeur de Sakhatransneftegaz, la compagnie iakoute qui exploite le réseau de gazoducs et certains gisements d'hydrocarbures de la République de Sakha, pour Gazprom, la gazéification est un problème secondaire²⁹⁷. En République de Sakha, le principal objectif de la compagnie est d'exploiter le gaz du gisement de Čajanda et de le transporter par le gazoduc Iakoutie-Khabarovsk-Vladivostok afin de l'exporter vers la Chine.

Par ailleurs, Erika Hunsicker (2006) faisait remarquer, avant le lancement du « Programme gazier oriental », que les dirigeants régionaux étaient favorables à un développement plus rapide des gisements, que celui prévu par les autorités fédérales dans leurs plans de développement des territoires de l'Est. Dans ces conditions, même si le contrôle de Gazprom s'accroissait dans la région, la compagnie ne serait pas forcément disposée à entreprendre les investissements de grande ampleur nécessaires au développement des champs gaziers. Ce décalage entre le calendrier souhaité par les acteurs régionaux et celui fixé par Gazprom et les « s du gouvernement fédéral a existé à propos du gisement de Kovykta. Le gouvernement de l'oblast d'Irkoutsk a cherché à le mettre en valeur pendant des décennies pour approvisionner les consommateurs régionaux, tandis que Gazprom, même lorsqu'il n'était pas propriétaire de la licence d'exploitation, prévoyait de le garder en réserve pour les projets d'exportation, vers l'ouest ou vers l'est. Le « Programme gazier oriental » prévoyait la

²⁹⁵ Entretien avec Vladislav Karasevič, Promgaz Gazprom, Moscou, 22 mai 2013.

²⁹⁶ Entretien avec Alexey Gromov, Institut du secteur énergétique et des finances, Moscou, 24 mai 2013.

²⁹⁷ Martynovna Irina, « Ivan Makarov : "Sahatransneftegaz" – kusoček, kotoryj Jakutiya ostavila sebe » (« Ivan Makarov : Sakhatransneftegaz est le morceau que la Iakoutie s'est laissé »), Aartyk.Ru, 04 juin 2012, <http://www.aartyk.ru/obshestvo/item/1163-ivan-makarov-sahatransneftegaz-kusoček-kotoryy-yakutiya-ostavila-sebe>, consulté le 20 mai 2015.

mise en exploitation de Kovykta en 2017. Il n'a été question de sa mise en exploitation qu'à partir du moment où un accord avec la Chine a été signé, donc dès que des perspectives extrarégionales ont existé.

Le gouvernement fédéral russe, même s'il n'est pas impliqué directement dans la gazéification des régions de la Fédération de Russie, présente le programme comme l'expression d'une coopération de l'État avec Gazprom. Ainsi, lors d'une conférence tenue le 16 décembre 2005 à Novy Ourengoï au de sujet l'approvisionnement en gaz des régions russes, le Premier vice-Premier ministre, Dmitri Medvedev, a déclaré :

« Le programme de gazéification est un exemple de partenariat fructueux entre l'État et le monde des affaires pour résoudre les principaux problèmes des Russes. Nous parlons assez souvent de la coopération entre les entreprises et le pouvoir. Dans ce cas précis, il ne s'agit pas seulement de mots, mais d'un réel programme d'action²⁹⁸. »

C'est avec l'arrivée au pouvoir de Dmitri Medvedev que la gazéification est devenue un grand programme. Elle est passée sous contrôle fédéral, ce qui, selon Vladislav Karasevič, directeur de Promgaz Gazprom²⁹⁹, permet une meilleure coordination. Il mentionne l'existence d'un système vertical entre le président et les dirigeants régionaux : les gouverneurs des sujets fédéraux doivent rendre des comptes au président. Le programme de gazéification est sous le contrôle de ce dernier. S'il y a un problème, le gouverneur est convoqué pour qu'il soit résolu : les choses se règlent au niveau fédéral, même si aucune agence fédérale n'est impliquée³⁰⁰. Le programme de gazéification est ainsi « un programme privé mais fédéral »³⁰¹. Dans les régions orientales, il est adossé au « Programme gazier oriental », dont la réalisation a également été confiée à Gazprom par le gouvernement fédéral.

Le soutien de l'État à Gazprom prend plusieurs formes. L'élaboration de programmes de développement régionaux permet à Gazprom d'estimer les besoins en gaz des régions et d'entreprendre des travaux de développement des infrastructures de communication. Après le lancement du « Programme gazier oriental », la compagnie demandait au gouvernement d'attribuer rapidement les licences d'exploitations et de créer une base juridique pour le

²⁹⁸ « Medvedev : Gazifikacija – uspešnyj primer vzaimodejstvija gosudarstva i biznesa » (« Medvedev : La gazéification est un bon exemple de coopération entre le gouvernement et le monde des affaires »), *Ria Novosti*, 16 décembre 2005, <http://ria.ru/economy/20051216/42512570.html>, consulté le 20 mai 2015.

²⁹⁹ Entretien avec Vladislav Karasevič, Promgaz Gazprom, Moscou, 22 mai 2013.

³⁰⁰ Entretien avec Alexey Gromov, Institut du secteur énergétique et des finances, Moscou, 24 mai 2013.

³⁰¹ Entretien avec Vladislav Karasevič, Promgaz Gazprom, Moscou, 22 mai 2013.

développement des activités gazières³⁰². En effet, pendant longtemps, l'absence d'avantages fiscaux a été un obstacle sérieux pour les compagnies qui souhaitaient s'implanter dans les régions orientales de Russie (Poussenkova, 2007). On peut citer le cas du gisement de Čajanda : des décisions auraient dû être prises sur sa mise en valeur en 2011, mais au moment de décider d'un programme d'investissements, Gazprom a repoussé cette démarche, estimant que le développement du gisement n'était pas rentable sans suspensions des taxes³⁰³. Entre 2007 et 2014, Gazprom a adressé régulièrement des demandes au gouvernement fédéral afin d'obtenir des allègements en Russie orientale pour mettre en valeur les gisements.

Des lois ont été adoptées par le gouvernement, notamment les lois fédérales N°263 FZ et 268 FZ, approuvées le 30 septembre 2013 et entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Elles apportent plusieurs changements : d'abord, une suspension des impôts sur les bénéfices réalisés lors de l'exploitation des gisements situés dans l'oblast d'Irkoutsk, dans le kraï de Krasnoïarsk, dans le district fédéral d'Extrême-Orient et dans la mer d'Okhotsk pour la période allant de 2014 à 2033³⁰⁴. Une autre évolution apportée par les changements de législation concerne plus particulièrement la mise en valeur des gisements offshore : il s'agit de l'exonération d'impôts pour la propriété de certaines infrastructures situées sur le plateau continental ainsi que de l'exclusion des plates-formes offshore, des équipements de forage et des navires de forage de la liste des actifs soumis aux taxes de transport. Gazprom souhaiterait que les mesures aillent plus loin encore et continue à réclamer un soutien gouvernemental dans les domaines fiscal et douanier et dans celui de la réglementation des prix pour réduire le fardeau fiscal des entreprises productrices d'hydrocarbures en Russie orientale³⁰⁵.

Cependant, Gazprom est un acteur au sens plein du terme (voir chapitre 4). Il ne fonctionne pas uniquement comme une courroie de transmission des décisions du gouvernement fédéral, car il dispose de ses propres intérêts et stratégies qui ne correspondent pas toujours aux objectifs fédéraux et aux intérêts régionaux (Saneev *et al.*, 2010). L'État a en

³⁰² Gazprom, « Gazprom in Eastern Russia. Entry into Asia-Pacific Markets », Conférence de presse, 24 juin 2008.

³⁰³ Kristallinskaya Svetlana, « Gazprom Gives Chayanda the Go! », *Oil and Gas Eurasia*, March 28, 2013, https://www.oilandgaseurasia.com/en/tech_trend/gazprom-gives-chayanda-go, consulté le 4 novembre 2014.

³⁰⁴ Federal'nyj zakon Rossijskoj Federacii ot 30 sentjabrja 2013 g. N263-FZ, « O vnesenii izmenij v glavu 26 časti vtoroj Nologovogo kodeksa Rossijskoj Federacii i stat'ju 31 Zakona Rossijskoj Federacii "O tamožennom tarife" » (Loi Fédérale de la Fédération de Russie du 30 septembre 2013, N°263-FZ, « Sur le dépôt d'amendements au chapitre 26 de la deuxième partie du code fiscal de la Fédération de Russie et à l'article 31 de la Loi de la Fédération de Russie "Sur le tarif douanier" », <http://www.rg.ru/2013/10/04/tamojnaya-dok.html>, consulté le 20 mai 2015.

³⁰⁵ Gazprom, « Gazprom in Eastern Russia, Entry Into Asia-Pacific Markets », Conférence de presse, 18 juin 2014.

effet le contrôle de Gazprom puisqu'il dispose de 50,002 % des actions, ce qui lui permet d'exercer une influence par le biais du Conseil d'administration de la compagnie (présidé par Viktor Zubkov qui est élu par les actionnaires), dont le rôle est de définir la stratégie de développement de la compagnie et d'approuver le budget et les programmes d'investissement. Gazprom est également dirigé par un Comité de Direction, à la tête duquel se trouve actuellement Alexeï Miller, qui prend les décisions relatives à chaque sphère d'activité. Les membres du Conseil d'administration et du Comité de Direction ne sont pas les mêmes, à l'exception d'Alexeï Miller, qui cumule les fonctions de président du Comité de Direction et de vice-président du Conseil d'administration. Même si l'État exerce son contrôle via le Conseil d'administration, la compagnie n'est pas sous l'emprise totale du gouvernement fédéral.

Les compagnies énergétiques publiques, qu'il s'agisse de Gazprom ou de Rosneft, poursuivent donc des buts spécifiques, qui peuvent contribuer à la réalisation des stratégies fédérales mais aussi s'y opposer. Ainsi, comme on l'a vu, Rosneft cherche à accroître ses réserves et son poids dans le secteur des hydrocarbures, tandis que Gazprom cherche à préserver son monopole sur les exportations de gaz par pipeline, à être impliqué dans et à contrôler tous les projets gaziers principaux ainsi qu'à accroître sa capitalisation en acquérant de nouveaux actifs (Simonia, 2004 ; Poussenkova, 2007).

Comme on l'a dit dans le chapitre 11, le centre ne forme pas un tout unifié. En 2004, Vladimir Poutine avait annoncé que Gazprom et Rosneft fusionneraient pour créer une compagnie énergétique étatique de taille à défendre les intérêts économiques de la Russie (Hunsicker, 2006). Cependant, alors que les préparatifs avaient été faits, la fusion n'a pas eu lieu³⁰⁶ et n'est désormais plus envisagée³⁰⁷. Nina Poussenkova (2007) affirme que la rivalité qui oppose Rosneft et Gazprom correspond en grande partie à des oppositions entre des factions au sein de l'administration présidentielle. En 2007, il s'agissait notamment d'un antagonisme entre Dmitri Medvedev, alors président du Conseil d'administration de Gazprom, et Igor Setchine, président de celui de Rosneft, représentant des « siloviki », c'est-à-dire des anciens membres des KGB et des forces armées. Dmitri Medvedev a été chef de l'administration

³⁰⁶ Veletninskij Igor', « "Gazprom" obojdetsja bez "Rosnefti" » (« Gazprom se passera de Rosneft), *Rossijskaja Gazeta, Stoličnyj vypusk* N°3772, 18 mai 2005, <http://www.rg.ru/2005/05/18/gazprom.html>, consulté le 14 mai 2015.

³⁰⁷ Sečin nazval malooverojatnym ob''efinenie "Gazprom" i « "Rosnefti" » (« Setchine qualifie la fusion de Gazprom et de Rosneft d'improbable »), *Gazeta.Ru*, 24 mai 2014, http://www.gazeta.ru/business/news/2014/05/24/n_6177937.shtml, consulté le 14 mai 2015.

présidentielle, puis président de la Fédération de Russie et en est actuellement le Premier ministre. Ces divergences sont donc toujours présentes au niveau du gouvernement et de la direction des grandes compagnies énergétiques.

Le manque d'unité du centre s'est également manifesté au cours de l'élaboration du « Programme gazier oriental ». La discussion de ce programme a duré de 2002 à 2007 à cause de l'absence de consensus entre les différents ministères fédéraux impliqués (ministères de l'Industrie et de l'Énergie, du Développement économique et du Commerce, des Ressources naturelles) et avec Gazprom (Poussenkova, 2007). Il a finalement été soumis à l'avis du gouvernement « avec des désaccords entre les ministères ».

3.2. Acteurs régionaux et relations horizontales

Les acteurs régionaux ont d'autres intérêts que ceux de Gazprom ou du centre fédéral. Quelles relations entretiennent-ils entre eux ? Si le centre se caractérise par son éclatement, peut-on parler d'une vision commune aux acteurs régionaux ?

Il existe des programmes de gazéification à l'échelle des districts fédéraux, mais il s'agit d'une particularité des districts orientaux. Un programme de gazéification du District fédéral de Sibérie et un programme de gazéification du district fédéral d'Extrême-Orient ont été élaborés et contiennent des prévisions budgétaires à l'échelle des districts fédéraux. Les programmes sont aussi déclinés par région. Il existe ainsi une pyramide de programmes de gazéification : à l'échelle de la Fédération, à celle des districts fédéraux et enfin à l'échelle régionale. Cependant, le programme de gazéification ne prévoit aucune coopération interrégionale³⁰⁸. Si des coopérations entre les régions sont mises en place autour des projets de développement des réseaux gaziers, elles ne sont pas formalisées et n'apparaissent pas dans les programmes.

Il existe des relations d'interdépendance entre les régions qui sont traversées et reliées par les gazoducs, mais elles ne donnent pas lieu à des discussions interrégionales. Dmitrij Vejs, le Directeur du Comité pour la gazéification de l'oblast de Tomsk, observe au sujet de la coopération interrégionale :

³⁰⁸ Entretien avec Vladislav Karasevič, Promgaz Gazprom, Moscou, 22 mai 2013.

« Il existe une coopération, mais elle possède plutôt un caractère scientifique et politique. Il n'y a pas de coopération financière. Les coopérations de type sujet-fédération et sujet-Gazprom dominant. Actuellement il y a des projets avec plusieurs sujets (par exemple le gazoduc « Altaï »), mais ici la coopération se réalise à travers Gazprom, car il s'agit d'une infrastructure d'importance fédérale pour l'exportation du gaz. »³⁰⁹

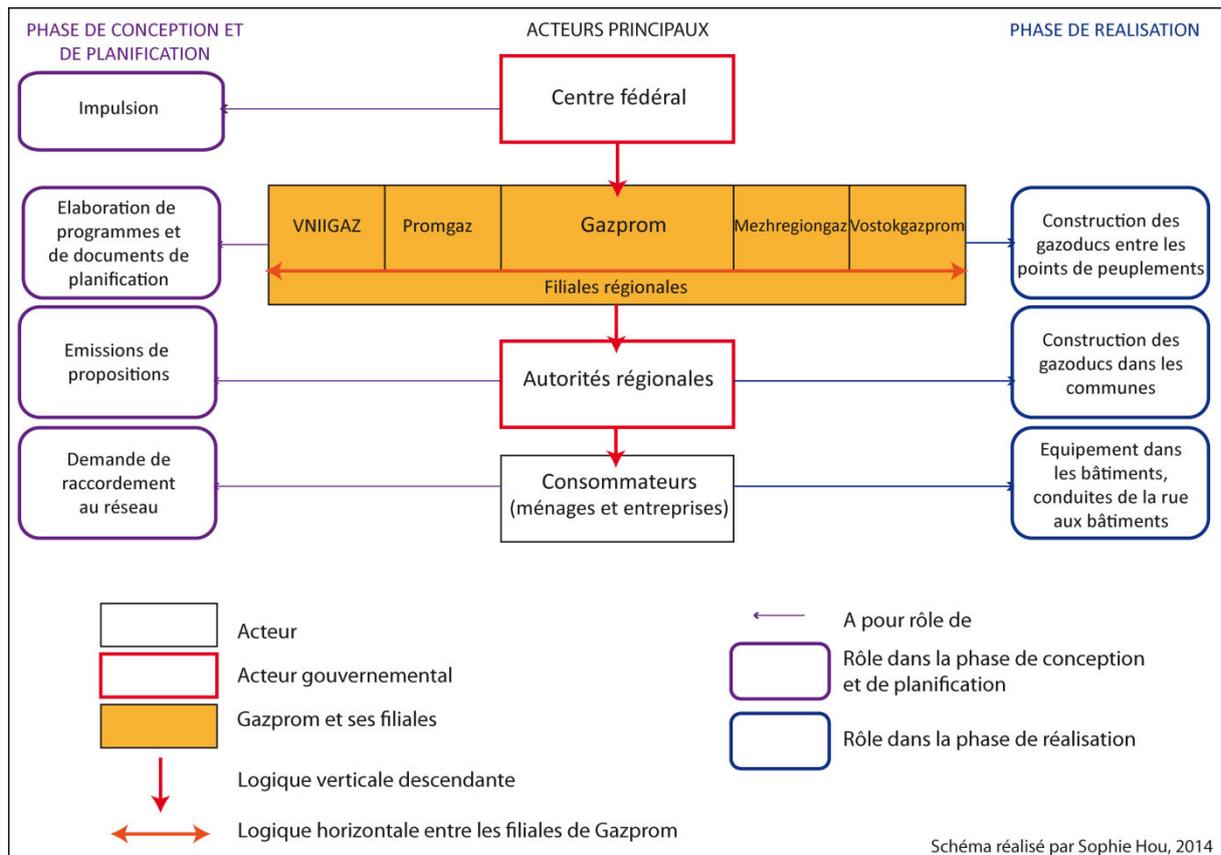
La synchronisation entre les régions est assurée par la coopération entre les filiales de Gazprom. La compagnie possède de nombreuses filiales régionales et l'organisation interne de l'entreprise joue un rôle plus déterminant que la coopération entre les administrations régionales dans le cadre des projets gaziers³¹⁰. Cependant, si les informations circulent entre les filiales de Gazprom, il n'existe pas de système de subventions croisées entre les filiales régionales bénéficiaires et déficitaires pour la gazéification³¹¹. Le rôle central de Gazprom s'affirme une fois encore. L'organisation de la compagnie domine sur la cohésion territoriale et administrative. Dans le cadre des relations entre gouvernement fédéral et région, la logique verticale prime. Le fonctionnement horizontal, entre les régions, relève de la synchronisation des filiales de Gazprom (voir schéma 16).

³⁰⁹ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité pour la gazéification de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 18 juin 2013.

³¹⁰ Entretien avec Oleg Svidan, Gazprom Mezregiongaz, Vladivostok, 21 juillet 2013.

³¹¹ Entretien avec Vladislav Karasevič, Promgaz Gazprom, Moscou, 22 mai 2013.

Schéma 16 : Les relations entre les acteurs de la gazéification, logiques verticale et horizontale



Si le centre présente un manque d'unité, il serait simplificateur de considérer que les acteurs régionaux, à l'inverse, partagent un même point de vue et œuvrent de concert. Ainsi, dans l'oblast d'Irkoutsk, dont le cas sera abordé plus en détail dans la quatrième partie, l'administration régionale était impliquée dans le projet de mise en valeur de Kovykta et de gazéification à partir de ce gisement avant la banqueroute de la compagnie *RUSIA-Petroleum*. Une compagnie régionale avait été créée pour réaliser le projet de gazéification, *Vostočno Sibirskaja Gazovaja Kompanija* (Compagnie gazière de Sibérie orientale). Cependant, selon Anatolij Golovin, directeur adjoint de Sidanko et ex-directeur d'Irkoutsk Gazprom, qui a participé à la création de *RUSIA-Petroleum*, les acteurs régionaux, dans les années 1990, œuvraient activement pour la mise en valeur de Kovykta au profit de la région, tandis qu'actuellement, les administrations travaillent pour Moscou ou pour Saint-Pétersbourg³¹². D'après Anatolij Golovin, les pouvoirs locaux et régionaux se sont mis d'accord avec

³¹² Entretiens avec Anatolij Golovin, Premier directeur général de la compagnie Irkoutsk Gazprom, Directeur adjoint de Sidanko, Irkoutsk, 21 mai et 24 mai 2012.

Gazprom. Par ailleurs, en septembre 2006, la plainte à l'encontre de *RUSIA-Petroleum* et la demande de retrait de sa licence d'exploitation ont été déposées par le procureur de l'oblast d'Irkoutsk auprès de l'Agence fédérale pour l'utilisation du sous-sol. Une partie des autorités régionales a reproché à *RUSIA-Petroleum* d'avoir porté atteinte à l'environnement et de ne pas avoir produit le volume de gaz stipulé dans la licence (Poussenkova, 2007). Tous les acteurs régionaux n'étaient donc pas réunis autour du projet de mise en valeur de Kovykta par *RUSIA-Petroleum*.

Un autre type d'acteurs a été très peu abordé jusqu'ici : il s'agit des habitants, les consommateurs ou potentiels consommateurs de gaz naturel. Pour des raisons méthodologiques, le travail d'analyse réalisé n'a pas été centré sur ces acteurs, mais ils sont impliqués dans la gazéification. Or, les habitants ne la voient pas toujours sous un jour favorable. Ainsi, Grigorij Bojarko³¹³ considère que dans l'oblast de Tomsk, dans de nombreuses communes, seulement 30 % des habitants approuvent la construction des conduites. Dans ces conditions, rien n'est fait, car les ménages qui souhaitent le raccordement au gaz refusent de supporter la totalité des coûts et de payer pour ceux qui ont refusé. Selon Grigorij Bojarko, il s'agit d'une question de mentalité : « Puisque le gouvernement le veut, ils refusent. » Dmitrij Vejs³¹⁴, le Directeur du Comité de gazéification de l'oblast, évoque un travail de communication à faire auprès de la population.

4. La participation des acteurs régionaux dans les projets de mise en valeur des gisements et de gazéification et son évolution

Quelle est la participation des régions aux projets de mise en valeur et de gazéification ? Coopèrent-elles avec Gazprom ou sont-elles en conflit avec la compagnie ? Avant les années 2000, l'implication du gouvernement fédéral dans la gazéification était faible dans l'ensemble des régions de Russie (voir chapitre 2). Dans les régions de Sibérie et d'Extrême-Orient, les initiatives de mise en valeur des gisements et de gazéification étaient celles des gouverneurs des sujets fédéraux.

³¹³ Entretien avec Grigorij Bojarko, Chaire d'économie des ressources naturelles, Université Polytechnique de Tomsk, Tomsk, 05 juin 2013.

³¹⁴ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de gazéification du Département de l'Énergie de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

4.1. Les projets gaziers régionaux avant et après l'entrée en scène de Gazprom

Ainsi, en avril 2001, une conférence consacrée à l'approvisionnement en gaz du district fédéral de Sibérie a eu lieu à Novossibirsk, réunissant des représentants du ministère de l'Énergie, du ministère du Développement économique, de Gazprom, des administrations des sujets sibériens, des principales compagnies pétrolières et gazières, et des membres de la branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie (Silaev, Peršikov, 2002). Le constat établi est la faiblesse du niveau de gazéification du district fédéral de Sibérie, qui souffre notamment de l'absence de programmes fédéraux de gazéification. En réaction, les participants ont pris la décision de s'adresser au gouvernement de la Fédération de Russie en proposant l'élaboration d'un programme de gazéification des régions sibériennes. Il y a donc une remontée de la demande des acteurs sibériens vers l'échelon fédéral.

4.1.1. La gazéification du kraï de Khabarovsk à partir de Sakhaline

En Extrême-Orient, des demandes ont également été adressées au centre, d'autant que la région connaît une crise d'approvisionnement énergétique. En 1996, les gouverneurs de l'oblast de Sakhaline, des kraï de Khabarovsk et du Primorié soumièrent la proposition d'élaborer un programme de gazéification de leurs territoires au gouvernement fédéral³¹⁵. Un décret fédéral sur la gazéification des trois régions fut pris en 1997 et fit du ministère de l'Énergie de la Fédération de Russie le commanditaire de la construction du gazoduc reliant Sakhaline aux kraï de Khabarovsk et du Primorié. Cette tâche fut ensuite transférée à Rosneft. Un programme fédéral de gazéification de l'oblast de Sakhaline, des kraï de Khabarovsk et du Primorié fut également élaboré en 1999 (voir chapitre 9). Cependant, ces mesures ne furent suivies d'aucune réalisation et les autorités régionales décidèrent de ne plus attendre que les travaux débutassent dans le cadre du programme fédéral. En 2000, elles prirent ainsi l'initiative de créer une société par actions, Daltransgaz, afin de construire un gazoduc sur leurs territoires.

Les actionnaires de Daltransgaz ont changé au cours de la première moitié des années 2000 (voir tableau 64).

³¹⁵ « Trudoprovod "Komsomol'sk-na-Amure-Habarovsk" : na polnyj gaz ! » (« Le gazoduc Komsomolsk-sur-Amour-Khabarovsk : à plein gaz ! », *Dal'nevostočnyj energotrebiteľ*, 1^{er} octobre 2004.

Tableau 64 : Actionnaires de la compagnie Daltransgaz en 2000 et 2004

Actionnaires	2000³¹⁶	2004³¹⁷
Agence fédérale de gestion des propriétés publiques	20 %	27,63 %
Rosneft	31 %	25 %
Rosneft-Sakhalinmorneftegaz	20 %	-
Kraï de Khabarovsk	8 %	47,24 %
Kraï du Primorié	8 %	0,13 %
Oblast de Sakhaline	13 %	-
Total pour les 3 régions	29 %	47,37 %

En 2000, lorsque Daltransgaz a été créé, l'actionnaire principal était Rosneft. Les trois régions détenaient le reste des actions. L'État fédéral figurait toutefois également parmi les actionnaires. En 2004, la situation a bien changé. L'actionnaire principal est devenu le kraï de Khabarovsk, tandis que les deux autres régions ne détenaient plus ou presque plus de parts de la compagnie. Mais les différents actionnaires n'ont pas tous investi en proportion de leur part dans Daltransgaz. C'est le kraï de Khabarovsk qui a financé 80 % de la construction du gazoduc, selon Viktor Ishaev, le gouverneur de la région³¹⁸, ce qui montre bien le rôle majeur des acteurs régionaux dans le projet.

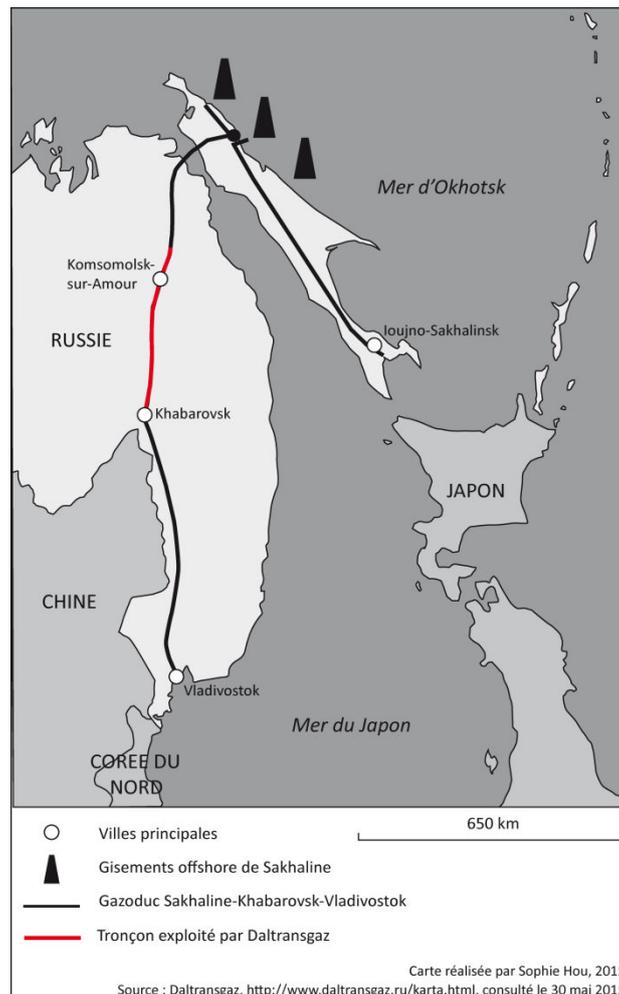
Les premiers projets de gazéification de ces régions reposaient uniquement sur le gaz de Sakhaline-1 et impliquaient Rosneft et non Gazprom (voir chapitre 11). La construction du gazoduc Sakhaline-Komsomolsk-sur-Amour-Khabarovsk a commencé en 2001. Le transport du gaz par le gazoduc reliant Sakhaline-1, Komosmolsk-sur-Amour et Khabarovsk dépendait de deux exploitants : une filiale de Rosneft pour la portion entre Sakhaline-1 et Khabarovsk, Sakhalinmorneftegaz, et Daltransgaz pour le pipeline de Komsomolsk-sur-Amour à Khabarovsk.

³¹⁶ « Pervyj etap gazifikacii Dal'nego Vostoa načnetsja s Habarovskogo kraja » (« La première étape de la gazéification de l'Extrême-Orient commencera avec le kraï de Khabarovsk »), *Tihookeanskoe informacionnoe agentstvo* « Ostrova », 12 octobre 2001, <http://www.tia-ostrova.ru/?div=news&id=2223&day=12&month=10&year=2001>, consulté le 16 mai 2015.

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ « "Gazprom" nameren priobresti u administracii Habarovskogo kraja 47,5 % akciij "Dal'transgaz", vedučšej stroitel'stvo gazoprovoda ot Komsomol'skaja-na-Amure do Habarovska » (« Gazprom a l'intention d'acheter à l'administration du kraï de Khabarovsk 47,5 % des actions de Daltransgaz, le constructeur du gazoduc de Komsomolsk-sur-Amour à Khabarovsk »), *MFD-InfoCentr*, 23 janvier 2006, <http://mfd.ru/news/view/?id=174519>, consulté le 15 mai 2015.

Carte 35 : Le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok et le tronçon exploité par Daltransgaz



Gazprom est entré en scène plus récemment. Des accords ont été passés par la compagnie aux niveaux du district fédéral et du kraï de Khabarovsk. Un Mémorandum de coopération a été signé entre le représentant plénipotentiaire du président dans le district fédéral d'Extrême-Orient et Gazprom le 7 mai 2002, déterminant les grands principes de coopération sur le long terme entre les deux parties. Un accord de coopération a également été signé entre Gazprom et gouvernement du kraï de Khabarovsk le 22 avril 2002 pour une durée de cinq ans. Cependant, dans un premier temps, Gazprom a été peu actif. Il était en fait absent de la région et ne lui livrait pas de gaz. En 2005, les livraisons de gaz au kraï de Khabarovsk ont commencé mais provenaient de Sakhaline-1 et n'impliquait pas Gazprom.

C'est à partir de 2006 que la compagnie a réellement participé aux projets de gazéification de la région. Un accord de gazéification a été signé entre les représentants de

Gazprom et le gouvernement du kraï de Khabarovsk en 2006³¹⁹. Dans le cadre de cet accord, la compagnie s'est intéressée à l'achat de Daltransgaz. Gazprom a exprimé l'intention d'acheter à l'administration du kraï de Khabarovsk 47,5 % des actions de Daltransgaz³²⁰. Cependant, cet achat a été effectué seulement en août 2008³²¹. A la fin de l'année 2008, la compagnie s'est également rendue propriétaire des actions de Rosneft (25 %) et elle a obtenu le contrôle de 100 % des actions de Daltransgaz en 2009.

Cette démarche a été impulsée par le gouvernement fédéral. Le Premier ministre Vladimir Poutine a approuvé le rachat de Daltransgaz par Gazprom le 19 mai 2009, même si l'achat des actions a débuté auparavant. On peut souligner le fait qu'au même moment, le gouvernement a décidé de transférer Kamchatgazprom à Gazprom. L'idée était de donner le contrôle de ces compagnies à Gazprom pour qu'il gazéifie l'oblast de Sakhaline, les kraïs de Khabarovsk et du Kamtchatka. Dans le cas de Kamchatgazprom, l'administration possédait également une part de la compagnie, mais elle était bien plus faible (7,7 %). Cette part a été rachetée par Gazprom, qui a ensuite pris le contrôle des 92,3 % restants qui appartenaient à Rosneft. La décision du gouvernement russe a été prise en vertu du rôle de Gazprom dans le « Programme gazier oriental » et dans la gazéification.

Dans les kraïs de Khabarovsk et du Primorié, l'initiative a donc été prise par les gouverneurs, qui ont d'abord cherché le soutien du gouvernement fédéral, puis, en l'absence de réaction de celui-ci, ont créé une société (avec implication du gouvernement fédéral par l'Agence fédérale de gestion des propriétés publiques) et ont planifié la construction du gazoduc. Lors de la naissance du projet et de la construction du gazoduc, Gazprom n'était pas impliqué et il est resté totalement absent des projets jusqu'au rachat de Daltransgaz. Le gouvernement fédéral s'est également peu investi jusqu'au lancement du « Programme gazier oriental », qui accentue le rôle de Gazprom et réduit celui des régions en dehors de la participation au financement de la gazéification.

Comme on l'a montré précédemment, le kraï de Khabarovsk a financé la majeure partie du gazoduc Komsomolsk-sur-Amour-Khabarovsk. La construction a été réalisée en

³¹⁹ Gazprom, « Ob itogah vizita delegacii "Gazproma" v Hbarovsk » (« Sur le bilan de la visite de la délégation de Gazprom à Khabarovsk », 23 janvier 2006, <http://www.gazprom.ru/press/news/2006/january/article55576/>, consulté le 15 mai 2015.

³²⁰ *Ibid.*

³²¹ Mordjušenko Olga, « "Gazprom" spešit na Dal'nij Vostok » (« Gazprom se rue vers l'Extrême-Orient »), *Kommersant*, N°95 (4150), 29 mai 2009, <http://www.2stocks.ru/main/invest/stocks/article/komas290509>, consulté le 16 mai 2015.

recourant à des emprunts, car la région n'avait pas les moyens budgétaires de construire cette infrastructure, d'un coût de 14 milliards de roubles. Le gouvernement du kraï a pris l'initiative d'enclencher le processus de vente de sa part dans Daltransgaz en adressant une proposition à Gazprom³²². Cependant, la transaction a été très lente et Gazprom a déclaré souhaiter l'accélérer³²³. Si le kraï de Khabarovsk n'a pas tenté de conserver son contrôle sur Daltransgaz, le gouverneur, Viktor Ishaev, a cherché à faire monter les prix de vente du pipeline. Gazprom, en réaction, a suggéré que le kraï n'avait pas l'autorité légale pour construire un tel gazoduc et qu'il pourrait ne pas satisfaire les standards industriels. (Erika Hunsicker, 2006). Des tensions entre Gazprom et le kraï ont donc émergé autour de la vente de Daltransgaz.

On peut remarquer que Viktor Ishaev a été l'un des gouverneurs restés le plus longtemps en poste : il a été à la tête du kraï de Khabarovsk de 1991 à 2009 et était un dirigeant régional qui disposait d'un pouvoir fort ; il a été élu trois fois avec des scores très élevés (en 1996, 2000 et 2004) avant d'être nommé par le pouvoir fédéral en 2007, après la réforme de Vladimir Poutine (Aburamoto, 2010). Alors qu'il était gouverneur du kraï de Khabarovsk, il s'est démarqué par certaines actions en opposition au centre fédéral. En 1995, il a soutenu la création d'une République d'Extrême-Orient (Blank, 1997) et a dirigé le mouvement contre le projet fédéral de monétisation des bénéfices. Il préside l'Association pour la Coopération économique de l'Extrême-Orient et de la Région du Baïkal et a été nommé *polpred* de l'Extrême-Orient en 2009, ce qui peut apparaître comme un moyen, pour le gouvernement fédéral, d'écarter ce gouverneur puissant et populaire³²⁴. Dans le rapport de forces avec Gazprom, les régions ne sont pas toutes égales et la capacité de négocier du dirigeant régional joue un rôle.

Les enjeux de la propriété du pipeline Sakhaline-Komosomolsk-Khabarovsk et de la possibilité d'en construire un nouveau sont importants : celui qui contrôle le pipeline est en mesure de contrôler la direction des exportations vers l'Asie à partir de Sakhaline-1 et des autres projets, ainsi que la nature des exportations (gaz naturel ou GNL) (Hunsicker, 2006).

³²² « "Gazprom" nameren priobresti u administracii Habarovskogo kraja 47,5 % akcijskij "Dal'transgaz", vedučšej stroitel'stvo gazoprovoda ot Komsomol'skaja-na-Amure do Habarovska » (« Gazprom a l'intention d'acheter à l'administration du kraï de Khabarovsk 47,5 % des actions de Daltransgaz, le constructeur du gazoduc de Komsomolsk-sur-Amour à Khabarovsk »), *art. cit.*

³²³ Gazprom, « Gazprom in Eastern Russia. Entry into Asia-Pacific Markets », Conférence de presse, 24 juin 2008.

³²⁴ Petrov Nikolay, "The Kremlin's New Man in the Far East", *The Moscow Times*, May 12, 2009, <http://carnegie.ru/2009/05/12/kremlin-s-new-man-in-far-east/ctbr>, consulté le 20 mai 2015.

Les enjeux autour du gazoduc débordaient donc ceux de la gazéification du kraï de Khabarovsk. D'ailleurs, même si l'acquisition du pipeline par Gazprom par son rachat auprès de Rosneft n'a pas donné lieu à un conflit entre les deux compagnies, on peut s'interroger sur la volonté de Rosneft de céder sa part à Gazprom. Certains articles la mettent en doute³²⁵.

4.1.2. La gazéification en République de Sakha (Iakoutie)

L'exemple de la République de Sakha permet aussi de comprendre le rôle des acteurs régionaux. Le processus de gazéification y a commencé avant que Gazprom ne soit impliqué. Des programmes ont été élaborés et mis en œuvre par la République au cours des années 2000. Selon Anatolij Golovin³²⁶, la situation de la région est particulière : elle est très indépendante du centre fédéral et le programme de gazéification est efficace.

Durant les années 1992 à 2001, des travaux de gazéification ont été effectués, mais c'est à partir de 2002 que la gazéification est devenue un projet de grande ampleur en République de Sakha. Un Programme gouvernemental « La gazéification des points de peuplement de la République de Sakha (Iakoutie) en 2002-2006 et les principales orientations de la gazéification jusqu'en 2010 », puis un deuxième couvrant la période de 2009 à 2011 et déterminant les grandes orientations jusqu'en 2020, furent mis en œuvre. En 2011, le « Schéma général de gazéification et d'approvisionnement en gaz de la République de Sakha (Iakoutie) » élaboré par Gazprom Promgaz fut lancé³²⁷. Cependant, Gazprom ne participa pas véritablement à la gazéification de la région. L'acteur clé est jusqu'à aujourd'hui Sakhatransneftegaz, une compagnie créée en 2003 pour exploiter le gazoduc entre le gisement de Sredne-Viljukoe et Iakoutsk et détenue intégralement par la République de Sakha³²⁸.

Gazprom était absent de la région avant de recevoir les licences d'exploitation de Čajanda et d'autres gisements d'importance fédérale dans la seconde moitié des années 2000 :

³²⁵ Mordjušenko Olga, Grib Natal'ja, « "Rosneft'" ustupila "Dal'transgaz" "Gazpromu" » (Rosneft a cédé Dal'transgaz à Gazprom), *Kommersant*’, N°125, 21 juillet 2008, <http://www.kommersant.ru/doc/914506>, consulté le 16 mai 2015.

³²⁶ Entretien avec Anatolij Golovin, Premier directeur général de la compagnie Irkoutsk Gazprom, Directeur adjoint de Sidanko, Irkoutsk, 24 mai 2012.

³²⁷ Gouvernement de la République de Sakha, « O perspektivah i strategii razvitii gazovoj otrasli Respubliki Saha (Jakutija) » (« Sur les perspectives et stratégies de développement du secteur gazier de la République de Sakha (Iakoutie) »), Klugom stole "Prirodnyj gaz – novyj vektor ekonomičeskogo razvitija Dal'nego Vostoka", V Dal'nevostočnogo meždunarodnogo razvitija ekonomičeskogo foruma, Khabarovsk, 4-5 octobre 2011, <http://www.sakha.gov.ru/node/49603>, consulté le 29 mai 2015.

³²⁸ « "Sakhatransneftegaz" uveličil do 100 % dolju v ustavnom kapitale v "Vostokneftegaza" » (« Sakhatransneftegaz a augmenté jusqu'à 100 % sa part dans le capital de Vostokneftegaz »), *Neft' Rossii*, 6 mai 2010, <http://www.oilru.com/news/176314/>, consulté le 29 mai 2015.

celles de Verhneviljučanskoe, Soboloh-Nedželinskoe, Tas-Jurjahskoe et de Srednetjungskoe. Cette dernière était détenue auparavant par Sakhatransneftegaz³²⁹. Cependant, le transfert de licence ne semble pas avoir donné lieu à des conflits³³⁰ mais s'être opéré avec l'accord de la République de Sakha. L'exploitation du gisement nécessite des technologies et des investissements qui ne sont pas à la portée des compagnies régionales.

Les discours tenus par les acteurs régionaux ne traduisent donc pas de tensions particulières avec Gazprom. Selon le directeur de Sakhatransneftegaz, Ivan Makarov même si la gazéification de la région n'est pas la priorité de la compagnie, son arrivée est un « événement d'importance historique pour toute la République et pour Sakhatransneftegaz » et devrait permettre le développement du secteur des hydrocarbures et « ouvrir de nouvelles et grandioses perspectives »³³¹. La construction du gazoduc *Force de Sibérie* permet en effet la mise en valeur de nouveaux gisements d'hydrocarbures et de relier le gaz iakoute aux marchés russe et mondial.

Dans les kraïs de Khabarovsk et du Primorié et dans l'oblast de Sakhaline, comme dans la République de Sakha et l'oblast d'Irkoutsk, des initiatives de gazéification régionales ont été prises avant l'implication de Gazprom. Ces exemples montrent un changement dans le rôle des acteurs participant à la gazéification au cours des années 2000. Cependant, il ne donne pas nécessairement lieu à des tensions.

4.2. Des relations non institutionnelles avec les acteurs

L'arrestation récente du gouverneur de l'oblast de Sakhaline montre l'existence de relations non officielles entre les acteurs et la difficulté d'évaluer le rôle des différents facteurs (conflits entre grandes compagnies, défense de leurs intérêts, facteurs politiques, corruption), ces derniers étant liés entre eux de façon inextricable. Le gouverneur de l'oblast de Sakhaline, Aleksandr Horošavin, a été arrêté alors qu'il se trouvait dans l'exercice de ses

³²⁹ « Jakutija peredast "Gazpromu" "svoe poslednee" i ostanetsja ni s čem ?! » (« La Iakoutie transférera à Gazprom "son dernier" [gisement] et restera sans rien ?! »), SakhaNews, 22 mars 2010, <http://www.1sn.ru/38756.html>, consulté le 16 mai 2015.

³³⁰ Borisova Natal'ja, « "Sahatransneftegaz" smotrit vpered s optimizmom » (« Sakhatransneftegaz voit l'avenir avec optimisme »), 27 décembre 2013, *Jiakutija*, <http://www.gazetayakutia.ru/index.php/yakutiya/item/8710-sahatransneftegaz-smotrit-vpered-s-optimizmom>, consulté le 16 mai 2015.

³³¹ Členova Irina, « Da budet "svet v konce truby"! » (« Il y aura bien la lumière au bout du tube ! »), *Jakutija*, 9 janvier 2013, <http://www.gazetayakutia.ru/index.php/component/k2/item/2576-da-budet-svet-v-koncze-truby>, consulté le 29 mai 2015.

fonctions. Le 4 mars 2015, il a été inculpé pour corruption. Sakhaline est une région qui se trouve dans une situation particulière en Extrême-Orient. Elle dispose de champs pétroliers et gaziers offshore qui sont exploités par des consortiums auxquels participent des compagnies étrangères (à Sakhaline-1 et Sakhaline-2). L'exploitation des hydrocarbures a occupé une place de plus en plus grande dans l'économie de l'oblast : la part des ressources du sous-sol est passée de 17 % en 2004 à 61 % en 2013. Elle a ainsi été à l'origine d'une croissance économique rapide³³². Entre 2005 et 2012, le produit intérieur brut russe a été multiplié par 2,8 tandis que celui de l'oblast de Sakhaline, au cours de la même période, a été multiplié par 5,3³³³.

Le rôle crucial des hydrocarbures pour la région explique l'influence des compagnies énergétiques et en particulier celle de Rosneft. En 2007, deux candidats pour le poste de gouverneur étaient en lice et tous deux étaient liés à Rosneft. L'un était Nikolaï Borisenko, ancien vice-président de la compagnie, le second Aleksandr Horošavin, le maire de la ville d'Okha, lieu d'implantation de Rosneft à Sakhaline, et proche de Sergueï Bogdanchikov, président de Rosneft de 1998 à 2010³³⁴. Aleksandr Horošavin, lorsqu'il est devenu gouverneur de l'oblast de Sakhaline, apparaissait donc comme un candidat de Rosneft. Cependant, s'il a été nommé à son poste sous le patronage de la compagnie, il avait des relations privilégiées avant tout avec Sergueï Bogdanchikov, à qui a succédé Igor Setchine. De plus, en 2014, des changements se sont produits dans la répartition des postes de pouvoir à Sakhaline : Sergueï Karaganov a été nommé vice-gouverneur, apparaissant comme un successeur probable d'Aleksandr Horošavin à la tête de la région.

À l'origine, Aleksandr Horošavin était lié à Rosneft, mais, en tant que gouverneur, il a tenté d'adopter une attitude de neutralité dans le conflit entre Rosneft et Gazprom au sujet de l'accès au gazoduc trans-Sakhaline. Son arrestation est-elle due à la rivalité entre les deux compagnies ? Il est difficile de répondre à la question, plusieurs interprétations étant possibles. Selon la politologue Evguenija Mintchenko, citée par *Vedomosti*³³⁵, l'arrestation

³³² Frumkin Konstantin, « Čto stoit za arestom gubernatora Sahalina, Gubernator Sahalina okazalsja v opasnoj blizosti k maštabnym proektam » (« Ce qui se cache derrière l'arrestation du gouverneur de Sakhaline, le gouverneur de Sakhaline s'est avéré dangereusement proches de grands projets »), *Kompanija*, 13 mars 2015, <http://ko.ru/glavnoe/item/130042-nekhoroshij-milliard>, consulté le 28 mai 2015.

³³³ Rosstat, « Regiony Rossii. Social'no-ekonomičeskie pokazateli » (« Régions de Russie. Indicateurs socio-économiques »), 2014.

³³⁴ *Ibid.*

³³⁵ Farizova Sjuzanna, Kozlov Petr, « Frontovye Problemy » (« Des problèmes frontaux »), *Vedomosti*, N°3784, 04 mars 2015, <http://www.vedomosti.ru/newspaper/articles/2015/03/04/frontovie-problemi>, consulté le 29 mai 2015.

d'Aleksandr Horošavin peut s'expliquer de deux façons : soit le gouverneur, qui devait son poste à Rosneft, a cessé à un moment ou à un autre de satisfaire les désirs des pétroliers, soit la bonne situation économique de la région lui a permis de devenir trop indépendant au goût du Kremlin.

Cependant, ce point de vue ne fait pas l'unanimité. D'autres éléments sont également à prendre en compte. Le gouverneur de l'oblast de Sakhaline n'était pas seulement confronté au conflit entre les deux compagnies. Il avait aussi suscité les critiques du représentant plénipotentiaire (*polpred*) du président dans le district fédéral d'Extrême-Orient, Iouri Trutnev. Celui-ci, au cours d'une vidéoconférence de presse, a accusé le gouvernement de Sakhaline de falsifier les comptes des recettes budgétaires et de ne pas avoir mis en place de mécanismes appropriés de redistribution de la rente des hydrocarbures. Il faut préciser à ce propos que l'oblast de Sakhaline a le record fédéral de recettes budgétaires rapportées à la population, alors que cela ne se reflète pas sur le niveau de vie des habitants³³⁶.

Cependant, malgré les tensions entre le *polpred* d'Extrême-Orient et le gouverneur de Sakhaline et celles entre Gazprom et Rosneft dans le cadre de la région, le niveau de conflictualité de l'oblast n'est pas considéré comme particulièrement élevé par rapport à d'autres sujets fédéraux³³⁷. Les points de vue exprimés dans les articles de presse suggèrent que l'arrestation du gouverneur Horošavin est une démonstration de force du centre fédéral destinée aux dirigeants régionaux³³⁸. Il s'agirait d'une « nouvelle étape dans les relations entre le centre et les régions »³³⁹. Si l'inculpation du gouverneur de Sakhaline n'est pas la première accusation d'implication dans des activités criminelles formulée à l'encontre d'un dirigeant régional, la procédure est inhabituelle. Dans les cas précédents, la destitution précédait l'arrestation. Le gouvernement fédéral adresse ainsi une mise en garde aux exécutifs régionaux.

Quoi qu'il en soit, même si la destitution d'Aleksandr Horošavin n'est pas directement liée au conflit opposant Gazprom à Rosneft à Sakhaline, les réflexions autour du choix de son

³³⁶ Tagaeva Lola, Rubin Mihail, Opalev Stepan, « Pod konvoem na Zapad : počemu arestovali gubernatora Horošavina » (« Placé sous bonne garde à l'ouest : pourquoi le gouverneur Horošavin a été arrêté »), *RosBiznesKonsalting*, 04 mars 2015, <http://top.rbc.ru/politics/04/03/2015/54f70ee19a7947103ef5c5d5>, consulté le 29 mai 2015.

³³⁷ Frumkin Konstantin, « Čto stoit za arestom gubernatora Sahalina, Gubernator Sahalina okazalsja v opasnoj blizosti k maštabnym proektam » (« Ce qui se cache derrière l'arrestation du gouverneur de Sakhaline, le gouverneur de Sakhaline s'est avéré dangereusement proches de grands projets »), *art. cit.*

³³⁸ Farizova Sjužanna, Kozlov Petr, « Frontovye Problemy » (« Des problèmes frontaux »), *art. cit.*

³³⁹ Mel'nikov Kirill, Samohina Sof'ja, Safronov Ivan, « Sahalinnaja ohota » (« Chasse à Sakhaline »), *Kommersant*, 05 mars 2015, <http://www.kommersant.ru/doc/2679894>, consulté le 29 mai 2015.

remplaçant attestent l'importance de ce conflit pour l'oblast et témoignent de la façon dont il pèse sur le gouvernement régional. En effet, la nomination d'un nouveau gouverneur n'a pas été immédiate en raison des multiples intérêts en présence à Sakhaline³⁴⁰. C'est seulement le 25 mars 2015 que Vladimir Poutine a nommé Oleg Kožemjako gouverneur de l'oblast de Sakhaline. Ce choix s'explique par son origine (c'est un homme de l'Extrême-Orient russe) et également par sa neutralité par rapport à Gazprom et à Rosneft³⁴¹. Sergueï Karaganov, le vice-gouverneur, apparaissait comme un candidat probable, mais il est fortement lié à Rosneft, ayant travaillé pour la compagnie depuis 2000 et ayant été le conseiller d'Igor Setchine de 2012 à 2014³⁴².

L'arrestation d'Aleksandr Horošavin et la nomination d'un nouveau gouverneur pour l'oblast de Sakhaline mettent en évidence la résurgence du rapport de forces entre centre et périphérie. Elles soulignent également l'existence de relations non institutionnelles entre les acteurs impliqués dans les projets gaziers et les autorités régionales. Il n'est pas toujours facile de dissocier les acteurs : les acteurs politiques régionaux peuvent être liés aux compagnies. Certains liens échappent aux logiques institutionnelles, ce qui déforme la verticale du pouvoir. Même si des événements semblent converger – deux semaines avant l'arrestation d'Aleksandr Horošavin, la plainte de Rosneft avait été rejetée par le tribunal de l'oblast de Sakhaline - dans le contexte compliqué de cette oblast, il est peu aisé de faire la part des choses et d'évaluer l'impact de la rivalité entre Rosneft et Gazprom sur la destitution du gouverneur.

Conclusion

Les problèmes dans la répartition des responsabilités et des financements de la gazéification sont liés au rapport entre les compétences dévolues aux sujets fédéraux et les moyens dont ils disposent. La question renvoie ainsi au fonctionnement institutionnel et territorial de la Fédération de Russie, notamment aux relations entre les échelons fédéral et

³⁴⁰ Safronov Ivan, Samohina Sof'ja, Syčeva Evgenija, Percev Andrej, Korčenkova Natal'ja, « Gubernatora Horošavina trudno zamenit' » (« Il est difficile de remplacer le gouverneur Horošavin »), *Kommersant'*, 10 mars 2015, <http://www.kommersant.ru/Doc/2683412>, consulté le 29 mai 2015.

³⁴¹ Alekseeva Julija, Gorjaško Sergej, Percev Andrej, « Novyj gubernator Sahalinskoj oblasti prišel s materika » (« Le nouveau gouverneur de l'oblast de Sakhaline est venu du continent »), *Kommersant'*, 25 mars 2015, <http://www.kommersant.ru/doc/2694107>, consulté le 29 mai 2015 ; Tagaeva Lola, Ul'janova Žanna, Rubin Mihail, « Gkava Amurskoj oblasti možet otravit'sja na Sahalin » (« Le dirigeant de l'oblast de l'Amour pourrait partir à Sakhaline »), *RosbiznesKonsalting*, 24 mars 2015 <http://www.rbcdaily.ru/politics/562949994472969>, consulté le 29 mai 2015.

³⁴² Mel'nikov Kirill, Samohina Sof'ja, Safronov Ivan, « Sahalinnaja ohota » (« Chasse à Sakhaline »), *art. cit.*

régional. L'implication des acteurs régionaux dans la mise en valeur des réserves gazières et dans la gazéification a changé depuis la mise en œuvre des programmes de Gazprom et l'implantation de la compagnie en Russie orientale. Les évolutions dans le cadre des programmes de gazéification régionaux renforcent les observations faites à partir d'autres éléments : on observe une centralisation et une diminution du rôle des acteurs régionaux. Les capacités budgétaires des sujets fédéraux ont été réduites au détriment du centre au cours des années 2000.

Gazprom exerce une influence déterminante sur le programme : la compagnie a des capacités de financement dont ne disposent pas les sujets de la Fédération. Dans bien des régions de Russie orientale, c'est elle qui détermine le lancement ou l'arrêt du programme de gazéification.

Des conflits se cristallisent autour des projets gaziers. Ils peuvent être considérés comme des révélateurs, faisant évoluer les rapports de forces et en entérinant de nouveaux. Dans le cas de la gazéification, Gazprom apparaît en situation de force par rapport aux acteurs régionaux. Dans le cadre des conflits entre Gazprom et Rosneft évoqués dans le chapitre 11), il est plus difficile de trancher. Si l'équilibre entre Rosneft et Gazprom a été modifié, Gazprom conserve toujours des avantages.

Le « Programme gazier oriental » correspond à un tournant important pour le développement des projets gaziers en Russie orientale et traduit une volonté du gouvernement fédéral. Cependant, les projets du gouvernement fédéral et de Gazprom ne répondent pas nécessairement à ceux des acteurs régionaux, ou du moins la hiérarchie de leurs priorités n'est pas toujours la même. On peut alors parler de conflits centre/périphérie. Cependant, les relations entre Gazprom et les régions ne sont pas systématiquement tendues.

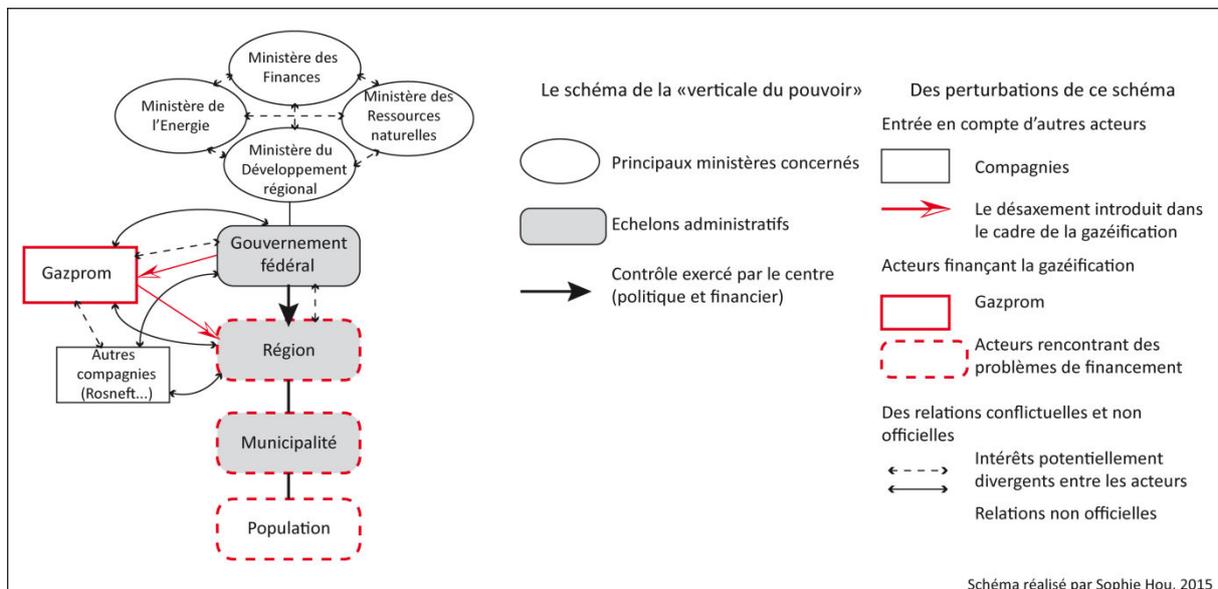
On peut apporter d'autres nuances à la vision centre/périphérie. On a évoqué à plusieurs reprises la fragmentation du centre, tirailé entre plusieurs acteurs et intérêts (voir schéma 17). Les ministères ne défendent pas toujours les mêmes points de vue. Gazprom et Rosneft, les deux compagnies étatiques majeures, sont loin d'œuvrer toujours de concert. Même si elles sont toutes deux détenues à majorité par l'État, elles défendent leurs propres intérêts. De plus, les logiques d'action dominantes peuvent être celles des compagnies : dans l'oblast d'Irkoutsk, comme on le verra dans la quatrième partie, les antagonistes, TNK-BP et Gazprom, sont aussi deux grands groupes aux ambitions internationales dont les stratégies dépassent largement l'échelle régionale. Les compagnies ne prennent pas leurs décisions ni ne sont organisées selon le découpage administratif mais selon les actifs qu'elles possèdent et selon l'implantation géographique de leurs filiales. Leur logique ne correspond pas à une

organisation verticale qui s'appuie sur des échelons administratifs. Elle est plutôt déterminée par leur organisation interne, comme on l'a vu dans le cas de Gazprom. On retrouve donc une opposition entre les logiques territoriale et sectorielle qui se superposent à la relation centre/périphérie. Quand il y a opposition, ce n'est pas nécessairement entre les régions et le centre, mais cela peut être entre les régions et Gazprom, ou encore entre certains acteurs régionaux et Gazprom.

La situation est également celle d'un « décentrement » du centre entre Gazprom et l'État fédéral. Celui-ci a confié à Gazprom la mission de réaliser plusieurs programmes : le programme de gazéification et le « Programme gazier oriental ». Le statut de ces programmes est ambigu. Par leur ampleur et leur origine, ils ont une dimension fédérale. Cependant, ils sont réalisés par une compagnie qui possède ses propres intérêts et poursuit ses propres objectifs. Dans ces conditions, peut-on parler de verticale du pouvoir ?

La figure suivante (voir schéma 17) propose une schématisation de son fonctionnement et de ses perturbations, liées au rôle de Gazprom, au financement de la gazéification, à l'intervention d'acteurs extérieurs au programme ainsi qu'à l'existence d'autres types de relations entre tous les protagonistes.

Schéma 17 : Fonctionnement et perturbations de la « verticale du pouvoir » dans le cas de la gazéification



Conclusion de la troisième partie

Les régions russes orientales sont faiblement mises en valeur dans le domaine des hydrocarbures. Elles possèdent des réserves, mais ces dernières sont encore peu explorées et exploitées. En effet, la rentabilité de leur exploitation paraît faible, voire nulle. La notion de ressource, telle qu'elle est définie dans les travaux en sciences humaines et sociales, insiste sur le caractère non naturel et construit de la ressource, qui induit un processus de mise en ressource. Ce processus n'est que partiellement initié en Russie orientale. Cette faible mise en valeur est liée aux caractéristiques des gisements et des territoires dans lesquels ils se trouvent et à leur éloignement par rapport aux grands centres économiques et de peuplement. Ainsi, la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient sont peu peuplés et ne représentent pas des marchés de consommation suffisants pour rentabiliser l'exploitation des champs gaziers. Dès lors, les projets de mise en valeur des réserves reposent surtout sur les perspectives d'exportation vers les marchés asiatiques.

Les réserves de Sibérie orientale et l'Extrême-Orient sont peu exploitées, mais elles ont fait l'objet d'une attention accrue de la part des grandes compagnies pétrolières et gazières. La reprise en main du secteur des hydrocarbures par l'État fédéral, orchestrée par le gouvernement de Vladimir Poutine, a favorisé les compagnies étatiques, Gazprom et Rosneft, qui ont pu obtenir plus facilement les licences d'exploration et d'exploitation des gisements. Cependant, les deux compagnies étatiques, malgré la formation d'un consortium qui incluait également Surgutneftegaz en 2003, n'œuvrent pas de concert mais sont au contraire en situation de rivalité. Des tensions ont ainsi émergé autour du contrôle des gisements, de l'accès au réseau de transport et du monopole d'exportation.

Les tensions proviennent également de la répartition des responsabilités dans le cadre du programme de gazéification. Les autorités régionales doivent financer une large part des travaux de gazéification, or, dans un système budgétaire de plus en plus centralisé, elles sont dans l'incapacité de rassembler les sommes nécessaires à la réalisation du programme. Cela incite à parler de tensions centre/périphérie. D'autres critères vont dans le sens d'une opposition centre/périphérie si on analyse les acteurs de façon plus approfondie. On peut reprendre les constats faits dans cette partie et dans le chapitre 4.

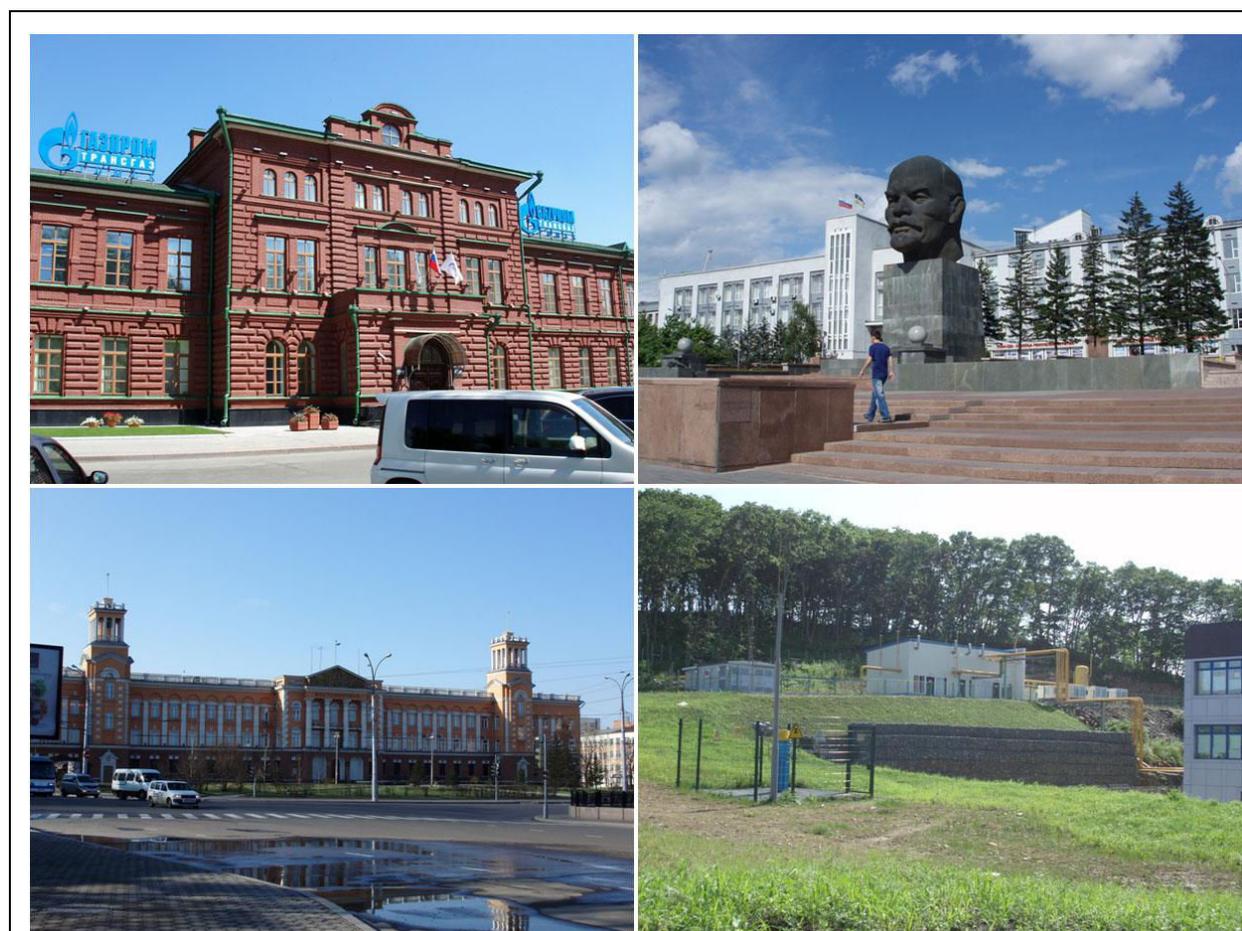
On peut d'abord souligner que les stratégies des acteurs impliqués dans la gazéification ne reposent pas sur les mêmes territoires, elles ne sont pas pensées à la même échelle. Pour reprendre l'expression de Philippe Subra (2008), les protagonistes n'ont pas les

mêmes territoires de référence. Ainsi, Gazprom ou le gouvernement fédéral déploient une stratégie fédérale, voire internationale, alors que la stratégie des acteurs régionaux a un cadre régional, ce qui contribue à expliquer les divergences d'intérêts. Les catégories d'acteurs exogènes, endogènes et transitionnels (Di Méo, Buléon, 2005), renforcent la distinction entre Gazprom et les acteurs régionaux. Gazprom et ses filiales correspondent à des acteurs exogènes face aux autorités et aux compagnies régionales, qui sont des acteurs endogènes. Il est plus délicat d'identifier des acteurs transitionnels. A cette catégorie peuvent correspondre les cadres des filiales régionales de Gazprom originaires de la région. Les acteurs endogènes sont les plus nombreux ; par contre, en termes de pouvoir, la balance penche du côté de Gazprom, acteur exogène. La distinction entre acteurs « actifs », pourvus de la capacité de faire aboutir leurs stratégies, et acteurs « passifs », qui participent au processus de développement mais pas de façon directe à la prise de décision et ont des objectifs et des intérêts sans pouvoir les faire prévaloir (Girod, 1991), oppose également Gazprom aux acteurs régionaux (les autorités et les compagnies régionales). Gazprom est en effet en mesure d'imposer ses intérêts, tandis que les administrations et les compagnies régionales sont impliquées dans la gazéification mais n'ont qu'une marge de manœuvre limitée.

Ces critères mettent en évidence une opposition entre Gazprom et les acteurs régionaux et conforte la grille de lecture centre/périphérie pour appréhender les conflits. Cependant, cette grille gagne à être complexifiée. Il est peu pertinent de classer les acteurs en recourant au critère pour ou contre la gazéification. Il faudrait alors définir de quel projet de gazéification on parle, puisque celui de Gazprom n'est pas nécessairement celui des autorités régionales. Des tensions peuvent émerger sur les modalités de la gazéification plus que sur la gazéification en elle-même. De façon générale, les catégories tendent à opérer des distinctions simplificatrices. Si l'on peut opposer les protagonistes en fonction de leurs intérêts, chacun d'entre eux ne poursuit pas un objectif unique, mais une multitude d'objectifs entre lesquels il arbitre et dont la hiérarchie peut évoluer en fonction des circonstances. On est ici confronté au statut « multi-casquette » de l'acteur, qui change de rôle et/ou en joue plusieurs en même temps (Gumuchian *et al.* 2003). Ainsi, le centre fédéral regroupe différents intérêts et intentionnalités. Il est donc parfois difficile d'identifier une orientation dominante. Gazprom est également tiraillé entre plusieurs objectifs : celui qu'il poursuit en tant qu'instrument au service de l'État et ses objectifs économiques. Si les conflits relèvent en partie de logiques centre/périphérie, ils ne s'y réduisent pas et l'identification des acteurs qui correspondent au centre et à la périphérie est parfois délicate.

Quatrième partie :
Étude de cas : des périphéries plus ou moins intégrées, exploitées ou marginalisées

Photographie 10 : Vues de Tomsk, Irkoutsk, Oulan-Oudé et Vladivostok



Photographies prises par Sophie Hou

- 1- En haut à gauche : Tomsk, siège de Gazprom Transgaz, 24 juin 2013
- 2- En haut à droite : Oulan-Oudé, siège du gouvernement de la République de Bouriatie, 07 juillet 2013
- 3- En bas à gauche : Irkoutsk, siège de la compagnie de charbon Vostsibugol', 08 mai 2012
- 4- En bas à droite : Ile Russkij (Vladivostok), installations de distribution du gaz naturel, 27 juillet 2013

Les régions étudiées correspondent à différents cas de figure. Il existe des infrastructures gazières à Vladivostok et à Tomsk, où sont implantées plusieurs filiales de Gazprom, mais elles sont presque inexistantes à Irkoutsk et à Oulan-Oudé, où le charbon joue un rôle important.

Introduction de la quatrième partie

Cette partie revient sur les cas régionaux qui ont été étudiés dans le cadre d'un séjour de terrain (à l'exception du kraï du Kamtchatka). Ces régions se situent toutes en Russie orientale, celle-ci ayant été retenue pour diverses raisons (voir présentation méthodologique). On peut rappeler que la Sibérie et l'Extrême-Orient, et en particulier la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient, font l'objet de programmes fédéraux de développement régional ainsi que de programmes de Gazprom. Pour la compagnie, ils constituent des territoires bien distincts par rapport au reste du pays. Ils ne sont en effet pas raccordés à son système unifié d'approvisionnement en gaz et la consommation en gaz y est très faible. Leur gazéification est liée au développement de la production des gisements orientaux et à celui des exportations vers les marchés de l'Asie-Pacifique.

Il ne s'agit pas ici d'effectuer une vraie typologie, la diversité des situations des régions orientales n'étant pas épuisée par l'échantillon présenté, mais de comparer et distinguer différents cas, de les mettre en relation avec l'analyse menée précédemment et de caractériser les régions afin de mettre en évidence la progression de la gazéification et les relations entretenues avec le centre. Elle sera l'occasion d'analyser la pertinence de la grille de lecture centre/périphérie.

A propos de celle-ci, Nadine Cattan (2006) cite Roger Brunet et Olivier Dollfus :

« Le modèle centre-périphérie décrit le monde comme « un système dans lequel un noyau donne des impulsions, draine des richesses des périphéries qu'il capitalise à son profit, exerce une surveillance politique et économique sur les auréoles » (Brunet, Dollfus, 1990). »

Le centre est à l'origine des impulsions et vise à développer et s'appropriier les richesses des périphéries. L'absence d'autonomie en matière décisionnelle est également un critère important dans la relation centre/périphérie (Cattan, 2006). A partir de ce concept, on peut classer les territoires dans différentes catégories. Alain Reynaud (1981) distingue ainsi les périphéries intégrées, qui peuvent correspondre à diverses situations, des périphéries dominées et délaissées et des isolats ou angles morts, qui entretiennent avec le centre des liens ténus ou inexistantes. Il convient de prendre en compte la dimension temporelle : les relations entre les territoires ne sont pas figées mais évoluent.

Le couple centre/périphérie est remis en question, notamment parce qu'il propose une lecture en termes de gradient et qu'il accorde ainsi un rôle décisif à la localisation des

territoires par rapport au centre, alors que les analyses mettent de plus en plus en avant la notion de réseau (Offner, Pumain, 1996). Cependant, la notion de territoires en réseau n'entre pas nécessairement en contradiction avec le modèle centre/périphérie³⁴³, que l'on peut manipuler avec une certaine souplesse. On peut ainsi identifier des périphéries situées géométriquement proches du centre. De plus, dans le cas du gaz naturel, les contraintes en matière de transport donnent un rôle clé aux distances entre les lieux. Ainsi, les distances aux marchés de consommation sont cruciales. On voit bien apparaître un gradient dans les prix du gaz en fonction de la distance par rapport aux gisements, ainsi qu'un gradient dans les niveaux de gazéification.

La justification de l'échantillon retenu

Les critères auxquels on s'intéresse pour évaluer les relations entre les régions et le centre ainsi que leur degré de périphéricité sont pluriels. Leur localisation en fait partie. Si la Russie orientale constitue un ensemble bien distinct dans le cadre des discours comme des politiques de développement régional et sectoriel, sa définition se fait en grande partie en négatif : la Russie orientale, c'est la partie du territoire russe qui n'est pas « européenne », et, dans le domaine du gaz naturel, il s'agit de la région qui n'est pas reliée au réseau de Gazprom et dont les gisements ne sont pas ou peu exploités. Cependant, elle représente un très vaste territoire et ne constitue pas un tout homogène. Leslie Dienes (1987) le faisait déjà remarquer au sujet de la Sibérie soviétique : les territoires qui composaient celle-ci se différenciaient par l'importance de leurs ressources pour l'économie nationale et leur degré d'intégration. Les contrastes actuels en matière de peuplement et de dynamisme économique sont forts, par exemple entre le sud de la façade Pacifique et le reste des territoires d'Extrême-Orient (Gras, Shedov, 2010 ; Romanov, 2009). En Sibérie orientale comme en Extrême-Orient, les territoires septentrionaux s'opposent à la partie méridionale (Radvanyi, 2007).

La localisation peut être considérée sous plusieurs angles. Il s'agit d'abord de la localisation par rapport aux limites administratives des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient. S'y ajoute, au sein de la Sibérie, la distinction entre Sibérie occidentale et Sibérie orientale, qui correspond à une délimitation en régions économiques et, pour Gazprom, à celle entre les territoires reliés à son réseau gazier et ceux qui ne le sont pas. Elle

³⁴³ L'entrée « Économie-monde, empire-monde », Beaud Michel, Dollfus Olivier, Grataloup Christian, Hugon Philippe, Kébadjian Gérard, Lévy Jacques (dir.), *Mondialisation: les mots et les choses*, Karthala Editions, 1999, 358 p., rejette l'opposition systématique entre modèle centre/périphérie et territoires en réseau.

renvoie par conséquent à une différence en termes de niveau de gazéification. De la localisation dépend aussi la distance plus ou moins grande par rapport à Moscou et aux grands centres de production et de consommation, ainsi que celle par rapport aux marchés asiatiques d'exportation. Enfin, les régions peuvent se situer sur le trajet des gazoducs d'exportation ou être en marginalisées. Dans quelle mesure la gazéification dépend-elle des projets d'exportation ?

Carte 36 : Localisation des régions étudiées



La Russie orientale a été englobée dans le programme de Gazprom progressivement et tous les sujets fédéraux qui la composent ne sont pas concernés, ce qui réduit le nombre des régions d'étude potentielles car on a laissé de côté les régions non incluses dans le programme de gazéification. En revanche, la dynamique du programme a été prise en compte : les régions se différencient par la date de leur entrée officielle dans le projet de gazéification de Gazprom.

La situation économique des régions a également son importance. On a choisi de retenir des territoires aux caractéristiques diverses. Les oblasts de Tomsk et d'Irkoutsk et la République de Bouriatie appartiennent ainsi à trois catégories différentes de régions identifiées dans la « Stratégie de développement socio-économique de la Sibérie jusqu'en 2020 » (voir tableau 65).

Tableau 65 : Les trois groupes de régions sibériennes distinguées par la Stratégie de Développement de la Sibérie jusqu'en 2020

Régions avec une densité de population relativement forte, des secteurs industriels et agricoles plutôt équilibrés, un haut niveau de développement des infrastructures et de mise en valeur du territoire par rapport à la moyenne sibérienne	Kraï de l'Altai
	Oblast de Novossibirsk
	Oblast d'Omsk
	Oblast de Tomsk
Régions industrielles, caractérisées par leur forte spécialisation, un relativement haut niveau de développement de l'industrie de transformation et du secteur des ressources	Oblast d'Irkoutsk
	Oblast de Kemerovo
	Kraï de Krasnoïarsk
	République de Khakassie
Régions avec une densité de population relativement faible et un niveau de développement socio-économique faible comparativement à la moyenne sibérienne	République de l'Altai
	République de Bouriatie
	République de Touva
	Kraï de Transbaïkalie

Source : Gouvernement de la Fédération de Russie, « Stratégie de développement socio-économique de la Sibérie jusqu'en 2020 », 5 juillet 2010.

Les caractéristiques économiques jouent sur les perspectives de gazéification : un secteur industriel développé est synonyme de davantage de consommateurs industriels potentiels. D'autre part, elles ont pour conséquences une plus ou moins grande dépendance à l'égard du centre. Quelle est la capacité des régions à influencer sur les décisions qui concernent le secteur gazier et la gazéification ? La dépendance politique et financière des régions doit être prise en considération.

Les régions retenues se différencient aussi par les réserves de gaz dont elles disposent. Certaines en sont dépourvues, d'autres en possèdent et elles sont plus ou moins mises en valeur. Des rôles différents leur sont attribués dans le « Programme gazier oriental ». Celui-ci prévoyait par exemple de faire de l'oblast d'Irkoutsk un grand centre de production en Russie orientale. Cet objectif se réalise-t-il ? La gazéification est-elle favorisée par la présence de gisements de gaz naturel sur le territoire régional ? Quelle complémentarité observe-t-on entre la mise en valeur de ces champs gaziers et la gazéification ?

Par ailleurs, la gazéification peut se superposer à des objectifs politiques à l'échelle fédérale, comme l'organisation du Sommet de l'APEC à Vladivostok ou la mise en scène de

l'intégration des régions orientales au reste du territoire russe dans le cas du Kamtchatka. Quel est le poids du facteur politique dans la gazéification ? Le gouvernement fédéral a-t-il un rôle à jouer ? De quelle façon intervient-il ?

Enfin, le bilan de la gazéification varie selon les sujets fédéraux. Le programme de gazéification se déroule de façon plus ou moins satisfaisante et, dans certains cas, suscite des conflits. Que révèlent-ils ?

Le tableau 66 présente un certain nombre d'indicateurs qui permettent de caractériser les régions étudiées.

Tableau 66 : Caractéristiques des régions analysées

	Oblast de Tomsk	Oblast d'Irkoutsk	République de Bouriatie	Kraï du Primorié	Kraï du Kamtchatka
District fédéral	Sibérie	Sibérie (Sibérie orientale)	Sibérie (Sibérie orientale)	Extrême-Orient	Extrême-Orient
Superficie (km²)	314 000	775 000	351 000	165 000	464 000
Nombre d'habitants au 01/01/2015	1 074 294	2 418 248	978 625	1 933 446	319 864
Densité de population (habitant/km²)	3,4	3,1	2,8	11,7	0,7
Part de la population urbaine (%)	72	79,4	58,9	76,9	77,5
Produit régional brut (millions de roubles), en 2011	284 292	539 246	136 374	464 325	101 677
Produit régional brut par habitant (en roubles)	352 660	306 936	171 920	284 789	396 389
Dépenses budgétaires au 01/01/2015 (millions de roubles)	64 723	138 142	54 602	105 944	63 527
Gisements exploités	Myl'džinskoe, Severo-Vasjuganskoe	Čikanskoe, Brastk	-	-	Kšukskoe, Nižne-Kvakčikskoe
Grands gisements non exploités	-	Kovykta	-	-	Gisements offshore du Kamtchatka occidental
Production de gaz naturel (millions de mètres cubes)	4 592 (en 2012)	144 (en 2010)	-	-	394,5 (en 2014)
Date d'entrée dans le programme de gazéification	2006	2007	2008	2009	2009
Niveau de gazéification (%)	8,5 (en 2013)	8,1 (en 2015)*	0	0	< 1

*Le chiffre de 8,1 % est donné par Gazprom mais contesté par l'administration régionale, qui estime que le niveau de gazéification de l'oblast est inférieur.

Sources : Rosstat, 2015 ; ministère des Finances de la Fédération de Russie, 2015 ; Gazprom, 2015 ; Administration de l'oblast de Tomsk, 2013 ; Institut de l'écorce terrestre d'Irkoutsk, Académie des Sciences de Russie, 2011.

Avant le travail de terrain, plusieurs hypothèses sous-tendaient le choix des régions étudiées.

L'oblast de Tomsk (chapitre 13), la seule région parmi elles à être reliée au Système unifié de transport et d'approvisionnement en gaz de Gazprom, dispose de réserves en gaz dont une partie est mise en exploitation. La présence de la compagnie est antérieure au « Programme gazier oriental » et au programme de gazéification et se traduit par l'implantation de plusieurs filiales qui interviennent en Russie orientale. L'hypothèse de départ était que la gazéification y était mise en œuvre sans heurts particuliers. L'idée était de se servir du cas de cette oblast pour établir une comparaison entre une région raccordée au réseau de Gazprom et les autres.

Dans l'oblast d'Irkoutsk (chapitre 14), Gazprom n'était pas présent jusqu'à une date récente. La région dispose de grandes réserves de gaz naturel, concentrées en particulier dans le gisement de Kovykta. Le rôle qui lui est attribué dans les programmes gaziers fédéraux et de Gazprom ainsi que les nombreux discours sur sa gazéification laissaient penser que la gazéification s'y déroulait en lien avec la mise en valeur de Kovykta.

La République de Bouriatie (chapitre 15) est une région dépourvue de réserves en gaz dont la situation économique et énergétique est plus fragile. Gazprom en est absent. La région devait constituer, selon le Programme de gazéification de Gazprom de 2009, un terrain d'expérimentation pour la gazéification avec du gaz liquéfié. Cette région a été choisie car la gazéification y apparaissait comme un projet uniquement social, ne permettant de réaliser aucun bénéfice. La question était de savoir si les seuls objectifs sociaux et politiques défendus dans la présentation du programme débouchaient sur des réalisations.

Quant au kraï du Primorié (chapitre 16), il a vu se développer des projets gaziers au cours des dernières années et des infrastructures ont été construites pour accueillir le Sommet de l'APEC organisé en 2012 à Vladivostok. L'hypothèse était que les enjeux politiques et les perspectives d'exportation jouaient un rôle dans la gazéification de la région.

Enfin, le kraï du Kamtchatka (chapitre 17) correspond au cas d'une région en situation périphérique (péninsule), confrontée à des difficultés d'approvisionnement énergétique. Sa gazéification relève d'un projet social et politique, mais est également associée à la mise en valeur des gisements régionaux. La piste suivie était que la gazéification relevait dans cette région de la volonté du gouvernement fédéral de résoudre la crise énergétique aiguë du Kamtchatka.

Il s'agira donc, à partir des cas de ces sujets fédéraux, de comprendre les logiques à l'œuvre dans le programme de gazéification. Que nous apprend l'étude de ces régions sur les relations entre Gazprom, le gouvernement fédéral et les acteurs régionaux ?

Chapitre 13. L'oblast de Tomsk, une périphérie intégrée ou en voie d'intégration ?

L'oblast de Tomsk se trouve dans une situation périphérique par rapport aux grands centres de production et de consommation de gaz de Russie. Cependant, la région produit des hydrocarbures, elle est reliée au réseau de Gazprom et la compagnie y est présente par le biais de plusieurs filiales.

1. Les caractéristiques de l'oblast de Tomsk, une région raccordée à l'ESG et disposant de réserves en gaz, mais faiblement gazéifiée

1.1. Présentation de la région

L'oblast de Tomsk se situe dans le district fédéral de Sibérie mais ne fait pas partie des régions de Sibérie orientale. En 2015, la région compte 1 074 294 habitants et sa densité moyenne de population est de 3,4 habitants par kilomètre carré (voir tableau 66). Par son produit régional brut par habitant, elle est bien classée à l'échelle fédérale (19^e rang parmi les sujets de la Fédération de Russie, 2^e rang après le kraï de Krasnoïarsk parmi les sujets du district fédéral de Sibérie).

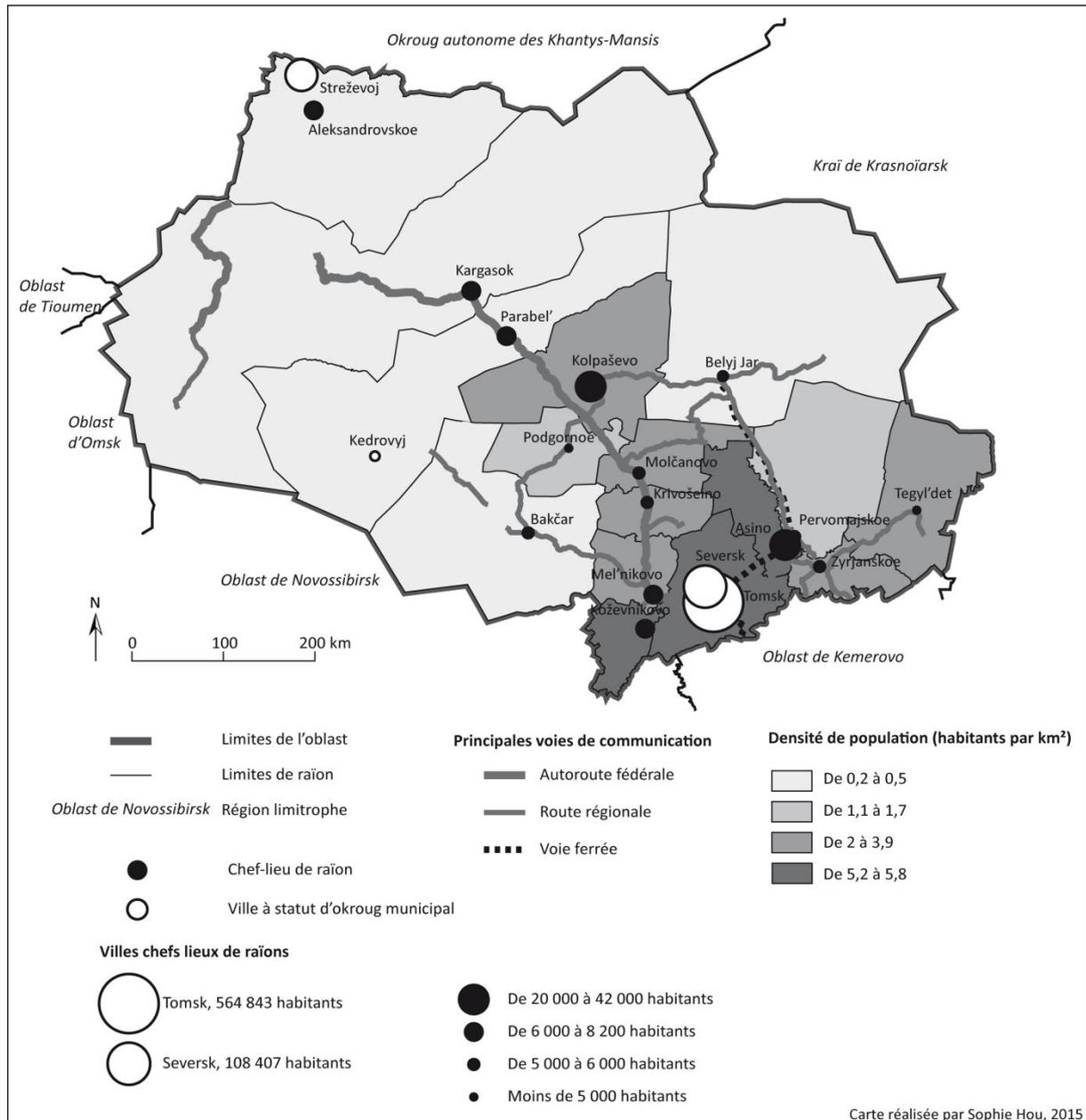
L'oblast dépasse la moyenne russe pour son niveau d'industrialisation. Son économie est dominée par l'industrie, qui représentait près d'un quart des emplois et crée plus d'un tiers de la valeur ajoutée régionale³⁴⁴. Les activités industrielles sont diversifiées : elles relèvent du secteur énergétique et électrique, de la métallurgie, de la chimie et de la pétrochimie, de la construction mécanique, de l'industrie du bois et de l'agroalimentaire.

La région est voisine de six sujets : l'okroug autonome des Khantys-Mansis, le kraï de Krasnoïarsk, les oblasts de Tioumen, d'Omsk, de Novossibirsk et de Kemerovo (voir carte 37). Cependant, les relations économiques se font presque uniquement avec les régions situées au sud : les oblasts de Novossibirsk et de Kemerovo, les autres territoires limitrophes correspondant à des espaces marécageux et peu peuplés. Plus de 85 % du territoire est

³⁴⁴ Administration de l'oblast de Tomsk, « Schéma et programme de développement du secteur électrique de l'oblast de Tomsk pour 2012-2016 », 2011.

difficilement accessible. L'oblast est laissé de côté par les principales voies de communications et les grands flux commerciaux (Krymov, 2003) et se trouve dans une situation d'impasse (Rykuna, Južaninova, 2010). Le relief est peu marqué, l'oblast de Tomsk se trouve dans la partie sud-est de la plaine de Sibérie occidentale, en zone de taïga. Plus de la moitié du territoire est couvert par la forêt (54,2 %) et 29 % par des marécages³⁴⁵.

Carte 37 : Divisions administratives et densités de population de l'oblast de Tomsk



³⁴⁵ Administration de l'oblast de Tomsk, Stratégie énergétique de l'oblast de Tomsk jusqu'en 2020, 2008.

Le climat de la région est continental et se caractérise par des étés chauds et courts et une période froide pendant laquelle les températures sont inférieures à 0°C qui dure 180 à 200 jours. L'amplitude thermique annuelle est forte : la température maximale est atteinte en juillet (+35°C), le minimum en janvier (-55°C). On observe un gradient climatique du nord au sud. Pour l'ensemble de l'oblast, la température moyenne annuelle est inférieure à zéro, mais elle varie de - 0,6°C pour les territoires du sud de l'oblast, où se situe Tomsk, à - 3,5°C pour les territoires du nord-est. Le contraste est également visible dans le peuplement. La ville de Tomsk se situe dans le sud-est de la région et rassemble 547 900 habitants, soit 51 % environ de la population de l'oblast, tandis que les raïons du nord sont peu peuplés.

La région dispose de nombreuses ressources naturelles (métaux, lignite, tourbe...) et l'extraction de ressources du sous-sol représentait, en 2010, 22,3 % du produit régional brut³⁴⁶. Parmi ces ressources, les hydrocarbures ont une place importante pour l'économie de l'oblast, 39 entreprises étant actives dans la prospection et l'exploitation des hydrocarbures dans la région (Prilepskih, 2013).

1.2. Le secteur gazier de l'oblast de Tomsk

La région dispose de réserves en hydrocarbures, estimées, pour les catégories A+B+C1³⁴⁷, à 357,5 milliards de mètres cubes pour le gaz et à 676,2 millions de tonnes pour le pétrole (Prilepskih, 2013). 194 gisements sont ouverts : 85 gisements de pétrole, 13 gisements de pétrole, gaz et condensats et 6 gisements de gaz et condensats (Rykuna, Južaninova, 2010). L'extraction des hydrocarbures concerne trois raïons situés dans le nord de la région (Aleksandrovskij, Kargasoskij, Parabelskij), c'est-à-dire des territoires moins peuplés et dont les conditions climatiques sont plus contraignantes.

En 2005, l'oblast de Tomsk produisait 11,8 millions de tonnes de pétrole et 5 milliards de mètres cubes de gaz, soit respectivement 81,3 % et 58,1 % de la production totale du district fédéral de Sibérie³⁴⁸. La production d'hydrocarbures de la région représente une grande part de celle du district sibérien mais reste marginale à l'échelle de la Russie. Ainsi, en 2010, la production de l'oblast de Tomsk représentait 0,8 % de la production de gaz russe (Suržikova, 2010). Les volumes produits n'ont pas augmenté depuis 2005 : en 2012, la

³⁴⁶ Département des ressources naturelles et de l'environnement de l'oblast de Tomsk, 2011.

³⁴⁷ Il s'agit des catégories d'évaluation des réserves utilisées par la Russie. La catégorie A correspond aux réserves assurées, la B aux réserves identifiées et la C1 aux réserves estimées.

³⁴⁸ Administration de l'oblast de Tomsk, Stratégie énergétique de l'oblast de Tomsk jusqu'en 2020, 2008

production de gaz de l'oblast était de 4, 592 millions de mètres cubes et celle de pétrole d'environ 12 millions de tonnes (Prilepskih, 2013).

Elle est raccordée à l'ESG depuis près de quarante ans, un gazoduc de forte pression traverse entièrement l'oblast du nord-ouest au sud-est. Il s'agit du gazoduc Nižnevartovsk – Tomsk – Kouzbass construit et mis en exploitation en 1978 (Litvak, Lukutin, Javoskij, 2005). A la même époque, Tomsk Transgaz a été créé pour approvisionner en gaz les entreprises du Kouzbass et de la Sibérie occidentale. Cependant, si l'oblast possède des gisements d'hydrocarbures sur son territoire et est relié au réseau de Gazprom, pendant longtemps, jusqu'aux années 2000, la région a surtout été une région de transit qui bénéficiait peu de l'extraction des hydrocarbures³⁴⁹. Les travaux d'exploration ont commencé en 1948 dans l'oblast de Tomsk (Krymov, 2003), mais c'est au milieu des années 1990 que l'industrie pétrolière a commencé à s'intéresser à l'extraction du gaz naturel sur le territoire régional. Auparavant, personne ne s'intéressait à la mise en valeur des gisements de gaz et de condensats de la région et le gaz associé extrait avec le pétrole était simplement brûlé en torchères (Silaev, Peršikov, 2003). Une nouvelle étape a été franchie avec la mise en exploitation du gisement de Myl'džinskoe en 1999, date avant laquelle tout le gaz consommé par la région était importé. En 2002 a été mis en exploitation un deuxième gisement, Severo-Vasjuganskoe. Le gaz associé est également mis en valeur depuis 2000. Au début des années 2000, toutes les grosses entreprises du secteur des hydrocarbures actives dans la région appartenaient à deux compagnies : Ioukos et Gazprom, par sa filiale Vostokgazprom (Krymov, 2003). En 1999-2001, cette dernière a construit des infrastructures de transport et de distribution du gaz naturel dans l'oblast de Tomsk, en accord avec l'administration régionale (construction de 248 km de réseau gazier).

Gazprom est présent dans la région avec plusieurs filiales, qui sont impliquées dans la mise en valeur des gisements, comme Vostokgazprom, ainsi que dans la construction et dans l'exploitation des infrastructures de transport du gaz, comme Gazprom Transgaz Tomsk. Vostokgazprom est la principale compagnie productrice de gaz naturel dans l'oblast. Cependant, ses objectifs ne sont pas toujours en conformité avec ceux de l'administration régionale. Ainsi, le *Programme de développement du secteur pétrolier et gazier de l'oblast de Tomsk jusqu'en 2030* visait une production annuelle de 10 milliards de mètres cubes de gaz et de 1,5 à 2 millions de tonnes de condensats. Il prévoyait la mise en exploitation de cinq à sept

³⁴⁹ Ivanov Vladimir, « Gazifikacija kak ona est' » (« La gazéification comme elle est »), *Nedra i TEK Sibiri*, octobre 2012, p. 15-17.

nouveaux gisements et l'augmentation de la production de gaz associé du gisement de Lugineckoe. Cependant, Vostokgazprom n'a pas suivi ce programme et a mis seulement deux gisements en exploitation, ceux de Myl'džinskoe et de Severo-Vasjuganskoe, même s'il a reçu la licence de cinq autres (Emešev, Parovinčak, 2006).

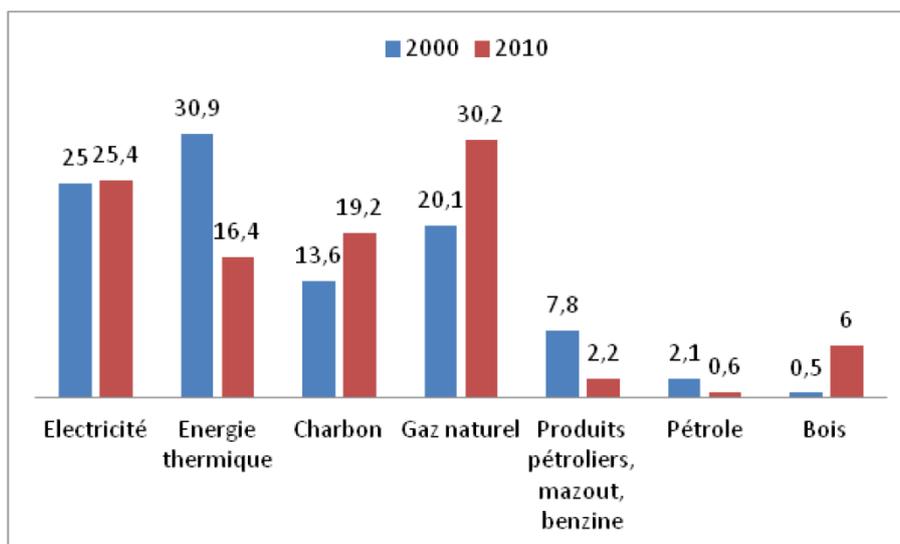
Gazprom Transgaz Tomsk est la plus ancienne des filiales de Gazprom dans la région. Elle a été créée le 28 juin 1977 par décret du ministère de l'Industrie gazière de l'URSS sous le nom de Tomsktransgaz (Tomsktransgaz, 2007). Cette filiale déploie ses activités dans les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient. Elle participe à la réalisation des projets de gazéification de Russie orientale. Ainsi, le directeur général de Gazprom Transgaz Tomsk, Anatolij Titov, déclarait en 2012 (Gazprom Transgaz Tomsk, 2012) :

« Je considère l'Oblast de Tomsk comme le berceau du secteur gazier de Sibérie et d'Extrême-Orient. Et Tomsk, malgré son éloignement de la frontière, est un poste avancé, une fenêtre sur les pays de la région Asie-Pacifique. »

Selon Anatolij Titov, le développement de Tomsktransgaz reflète le mouvement de Gazprom vers l'est du pays et l'expansion de la zone de gazéification. Avec le lancement du « Programme gazier oriental », l'aire d'implantation de Gazprom Transgaz Tomsk s'est élargie à douze régions orientales, incluant les oblasts d'Irkoutsk, de l'Amour et de Sakhaline ainsi que les kraï de Khabarovsk, du Primorié et du Kamtchatka au cours des années 2008 et 2009.

Quelle est la place du gaz dans le bouquet énergétique de l'oblast de Tomsk ? En 2010, il occupe le troisième rang parmi les ressources énergétiques consommées par la région et sa part a augmenté depuis 2000, passant de 20,1 à 30,2 % (voir graphe 42). En dix ans, le volume de gaz naturel consommé dans l'oblast a doublé.

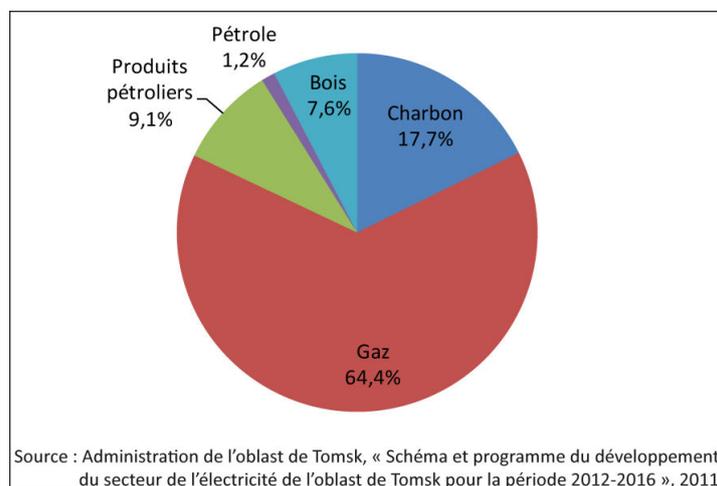
Graphe 42 : Bouquet énergétique de l'oblast de Tomsk en 2000 et en 2010 (en pourcentages)



Sources : Administration de l'oblast de Tomsk, « Schéma et programme du développement du secteur de l'électricité de l'oblast de Tomsk pour la période 2012-2016 », 2011 ; « Programme économie d'énergie et augmentation de l'efficacité énergétique sur le territoire de l'oblast de Tomsk en 2010-2012 et avec des projections jusqu'en 2020 », 2010.

L'électricité consommée est en partie produite à partir de gaz naturel (35 %), ce qui accroît le poids de celui-ci dans la consommation énergétique de l'oblast de Tomsk. En effet, la consommation en combustibles de la région est dominée par le gaz (voir graphe 43).

Graphe 43 : Bouquet énergétique de l'oblast de Tomsk en 2010 (énergie primaire)

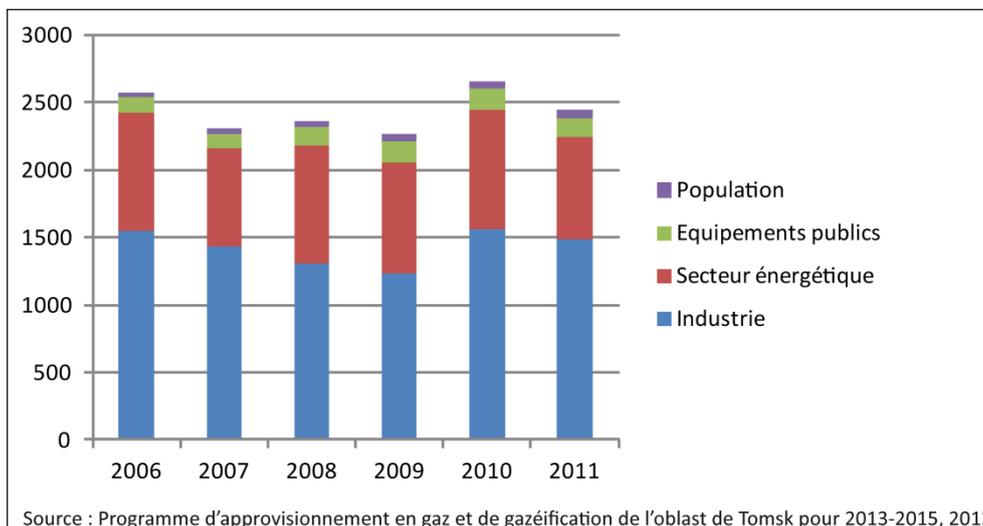


Source : Administration de l'oblast de Tomsk, « Schéma et programme du développement du secteur de l'électricité de l'oblast de Tomsk pour la période 2012-2016 », 2011.

Les consommateurs de gaz de l'oblast de Tomsk sont avant tout des consommateurs industriels et les ménages ne représentent qu'une très faible part des ventes de gaz dans la région. De 2006 à 2011, la répartition des ventes entre les catégories de consommateurs n'a pas connu de bouleversements. On constate qu'en 2011, 92,2 % du gaz vendu l'est à des

entreprises industrielles, tandis que la part du gaz utilisé par les équipements publics est faible (5,5 %) et celle du gaz vendu à la population plus faible encore (2,3 %) (voir graphe 44).

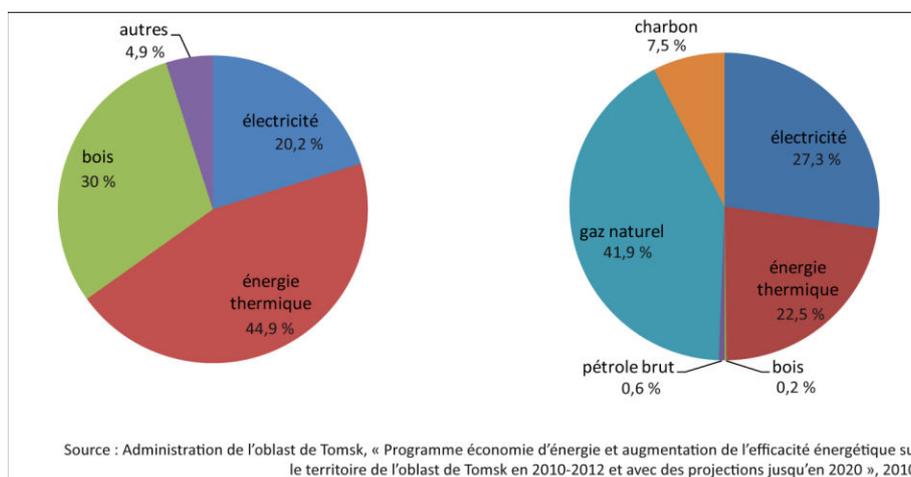
Graphe 44 : Volumes de gaz vendus dans l'oblast de Tomsk par catégories de consommateurs entre 2006 et 2011 (en millions de mètres cubes)



Note : Le secteur énergétique désigne les centrales et chaufferies.

La consommation de gaz naturel ne concerne pas de façon équivalente toutes les catégories de consommateurs, tant en ce qui concerne les volumes vendus que la part du gaz parmi les ressources énergétique utilisées. Le secteur industriel est le principal consommateur d'énergie de l'oblast et, parmi les ressources énergétiques auxquelles il a recours, le gaz naturel occupe la première place : sa part est de 41,1 %. En revanche, les ménages utilisent très peu le gaz naturel (voir graphe 45). Le premier combustible auquel ils ont recours est le bois. Quant aux chaufferies, elles fonctionnent essentiellement avec du charbon importé.

Graphe 45 : Consommation énergétique de la population (à gauche) et de l'industrie (à droite) dans l'oblast de Tomsk en 2009

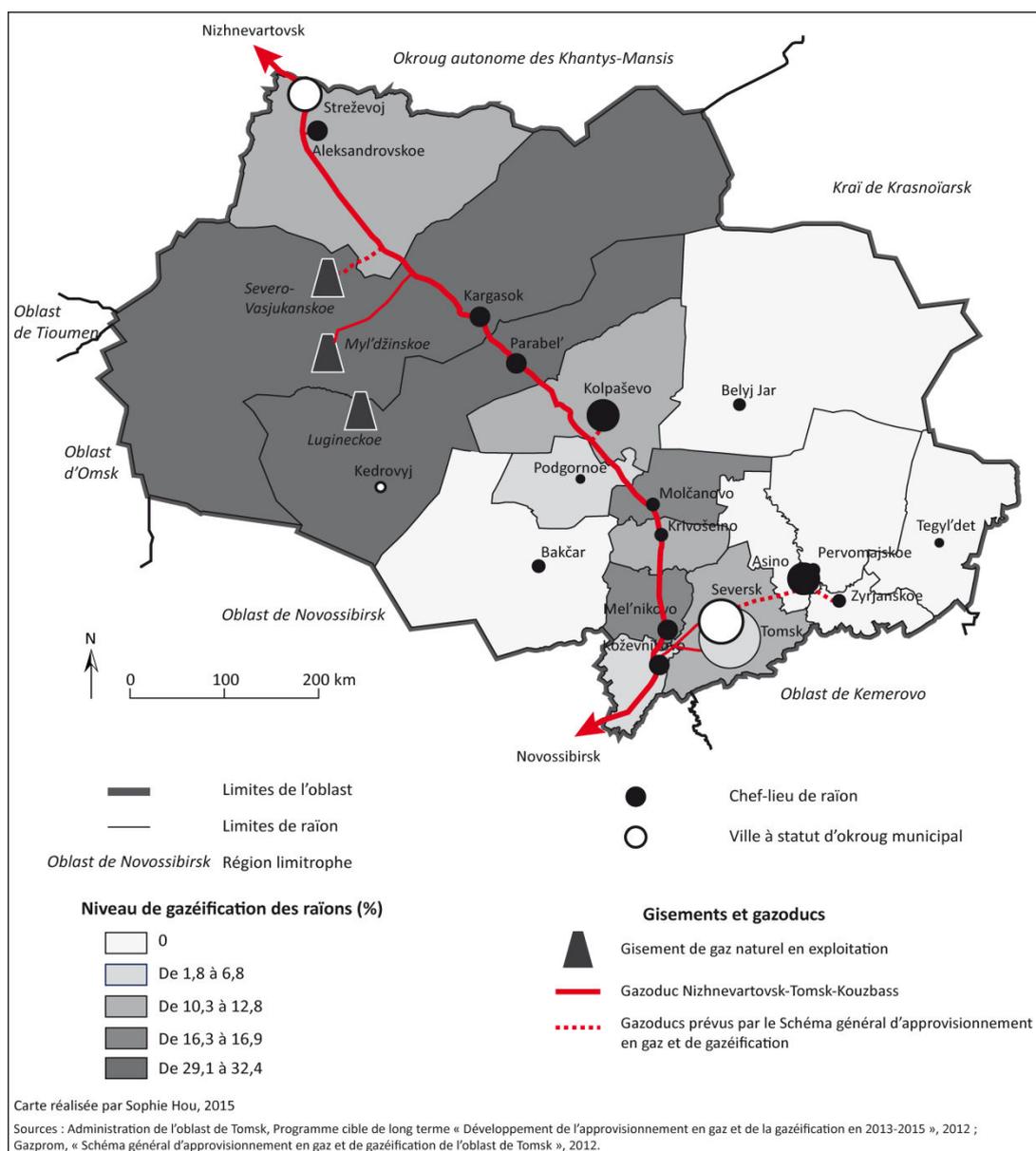


La faible utilisation de gaz naturel par la population découle du faible niveau de gazéification de l'oblast. En 2012, selon le *Programme d'approvisionnement en gaz et de gazéification de l'oblast de Tomsk*, le niveau de gazéification de la région était de 19,2 % pour les ménages en prenant en compte le gaz naturel livré par conduites et le gaz liquéfié et de seulement 6,6 % si l'on ne s'intéressait qu'au gaz naturel distribué par gazoducs. Pour 2013, les chiffres communiqués par l'administration de l'oblast de Tomsk et par Gazprom évoquent une progression. Le niveau de gazéification aurait été de 8,5 % en moyenne : de 7,7 % dans les villes et de 9,9 % en milieu rural. Cependant, les documents ne fournissent pas tous les mêmes chiffres. Selon le *Programme de gazéification du raïon d'Asinovskij pour 2013-2016*, le niveau de gazéification en gaz naturel de l'oblast de Tomsk était de 6,3 % en moyenne et de 3,8 % pour les espaces ruraux en 2012. Les campagnes seraient donc moins gazéifiées que les espaces urbains, ce qui contredit les chiffres publiés. Dmitrij Vejs, le Directeur du Comité pour la gazéification de l'oblast de Tomsk³⁵⁰, explique cette différence par les méthodes de calcul adoptées pour estimer le niveau de gazéification, qui auraient tendance à sous-estimer celui des villes. Selon lui, par exemple, si dans un immeuble avec un chauffage central gazéifié un ou plusieurs appartements utilisent des équipements électriques dans les cuisines, les logements ne sont pas considérés comme gazéifiés.

La faiblesse des chiffres s'explique aussi par les obstacles auxquels se heurte la gazéification : sa faible rentabilité, la faible densité de peuplement et les caractéristiques du territoire (terrains marécageux). Quoi qu'il en soit, le niveau de gazéification de l'oblast de Tomsk est faible, même dans les villes : en 2012, le niveau de gazéification de la ville de Tomsk était par exemple évalué à 6,8 %. Sur un total de 586 points de peuplement, 76 seulement étaient gazéifiés et certains raïons ne l'étaient pas du tout (voir carte 38). Le niveau de gazéification ne dépend pas de la répartition de la population, il est d'abord lié à la situation géographique par rapport aux gisements de gaz naturel et au gazoduc qui traverse l'oblast du nord-ouest au sud-est. Ainsi, les raïons dont le niveau de gazéification est le plus élevé sont les raïons de Kargasoksij et de Parabel'skij, tandis que les raïons où le gazoduc de Gazprom ne passe pas ne sont pas gazéifiés.

³⁵⁰ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de la gazéification de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

Carte 38 : Niveau de gazéification des raïons de l'oblast de Tomsk en 2011, gisements de gaz et gazoducs



2. Les étapes de la gazéification de l'oblast de Tomsk

2.1. L'élaboration de documents sur la gazéification et la coopération avec Gazprom

Un département de la gazéification de l'oblast de Tomsk a été créé en 2002, ce qui a marqué le début des travaux de préparation réalisés par l'administration de l'oblast de Tomsk et Vostokgazprom. L'oblast de Tomsk a été incluse dans le programme de gazéification de Gazprom plusieurs années plus tard, en 2006, date à laquelle a été créé le Comité pour la

gazéification de la région³⁵¹. Afin de gazéifier l'oblast, plusieurs documents ont alors été élaborés par la région et par la compagnie et des accords ont été conclus entre les deux parties (voir tableau 67).

Tableau 67 : Accords et documents sur la gazéification de l'oblast de Tomsk à partir de 2000

Date	Acteurs impliqués	Document/Accord
2000	Gazprom Promgaz	Schéma général d'approvisionnement en gaz et de gazéification de l'oblast de Tomsk
2004	Gazprom et administration de l'oblast de Tomsk	Accord de coopération
2006	Gazprom et administration de l'oblast de Tomsk	Accord sur la gazéification de l'oblast de Tomsk
2008	Administration de l'oblast de Tomsk	Stratégie énergétique de l'oblast de Tomsk jusqu'en 2020
2009	Gazprom et administration de l'oblast de Tomsk	Prolongation de l'accord de coopération
2009	Gazprom et administration de l'oblast de Tomsk	Planning de synchronisation du programme de gazéification de l'oblast de Tomsk pour 2009-2010
2012	Gazprom Promgaz	Schéma général d'approvisionnement en gaz et de gazéification de l'oblast de Tomsk, version actualisée
2012	Administration de l'oblast de Tomsk	Programme cible de long terme Développement de l'approvisionnement en gaz et de la gazéification de l'oblast de Tomsk en 2013-2015
2013	Gazprom et administration de l'oblast de Tomsk	Accord de coopération
2013	Administration de l'oblast de Tomsk	Programme cible de long terme Développement de l'approvisionnement en gaz et de la gazéification de l'oblast de Tomsk en 2013-2018
2013	Gazprom et administration de l'oblast de Tomsk	Programme de développement de l'approvisionnement en gaz et de gazéification de l'oblast de Tomsk en 2013-2015

La gazéification donne lieu à de nombreuses rencontres entre l'administration régionale et Gazprom ainsi qu'à la rédaction de multiples documents à l'échelle de l'oblast. Cependant, malgré les accords passés, les réalisations ont été modestes au cours des années

³⁵¹ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de la gazéification de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

2000. Ce n'est qu'en 2012 que le projet a pris une nouvelle ampleur. Des programmes ont été élaborés aussi bien par la compagnie que par les acteurs régionaux et il existe également des documents à l'échelle des raïons (voir tableau 68).

Tableau 68 : Comparaison des financements locaux des programmes de gazéification de trois raïons de l'oblast de Tomsk pour 2012-2015

	Raïon de Kargasokskij*	Raïon de Zyrjanskij	Raïon d'Asinovskij
Financements pour 2012-2015 (millions de roubles), dont :	85,710	411,335	977,22
Part de l'oblast (%)	36,8	98,2	95,8
Part du raïon (%)	63,2	1,8	4,2

*Pour le raïon de Kargasovskij, la période prise en compte est celle allant de 2011 à 2015.

Sources : Programme de gazéification du raïon de Kargasovskij pour 2011-2015, 2010 ; Programme de gazéification du raïon de Zyrjanskij pour la période 2012-2015, 2012 ; Programme de gazéification du raïon d'Asinovskij pour 2013-2016 avec des projections pour 2020 ; 2012.

Les trois documents n'ont pas été rédigés à la même date. Deux d'entre eux, les programmes de gazéification des raïons de Zyrjanskij et d'Asinoskij, sont les déclinaisons locales du programme de gazéification de l'oblast de Tomsk et ont été élaborés en 2012, la même année. En revanche, le programme du raïon de Kargasovskij date de 2010. Il est donc antérieur au programme régional.

La comparaison entre les financements prévus par ces trois documents est éclairante. Elle montre le changement qui s'est opéré entre 2010 et 2012 : la gazéification a pris une tout autre ampleur pour l'oblast de Tomsk et les financements qui doivent lui être consacrés sont beaucoup plus élevés. Même en tenant compte des caractéristiques différentes des territoires, le montant qui apparaît dans le programme du raïon de Kargasovskij ne correspond pas au même ordre de grandeur. D'autre part, la répartition des financements diffère. Dans les programmes des raïons de Zyrjanskij et d'Asinovskij, l'oblast est la source principale de financement, tandis que c'est la municipalité dans le cas du raïon de Kargasovskij. Ces constats illustrent le fait qu'il n'existait pas de programme de gazéification régional avant 2012, malgré l'inclusion de l'oblast de Tomsk dans le programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie de Gazprom. Les accords de gazéification et l'élaboration de schémas d'approvisionnement en gaz et de gazéification régionaux ne s'accompagnent pas nécessairement de l'élaboration de documents à l'échelle régionale. Ainsi, il existait des initiatives locales avant le programme régional de 2012, mais pas de programme les coordonnant au niveau de l'oblast.

Avant 2012, des mesures isolées relevaient également du programme fédéral « Développement social des villages jusqu'en 2013 », approuvé par le gouvernement de la Fédération de Russie en 2002. Les municipalités doivent dans ce cadre constituer un dossier, déposé au Comité de gazéification, transféré au Département du développement social des villages, puis porté au ministère fédéral, après quoi le financement est transmis à la région qui le redistribue à l'échelon local. Ces projets, qui existent toujours, ne concernaient que les espaces ruraux. Les espaces urbains ne faisaient pas l'objet de travaux de gazéification notables, à quelques exceptions près. Ainsi, en 2006, après la signature de l'accord de gazéification de l'oblast de Tomsk par le gouverneur et Gazprom, il était prévu de commencer par la ville de Kolpaševo. Si des travaux ont été effectués, ils ont été réalisés hors de tout programme régional. Il s'agissait d'un projet municipal, même si des financements étaient alloués par la région³⁵². Cependant, dans le cadre de la gazéification de Kolpaševo, Gazprom a financé à la fois les gazoducs de forte pression et le réseau intraurbain. Les autorités régionales ont pris en charge la conversion au gaz des chaufferies et les équipements urbains. La répartition des financements était différente de celle du programme actuel de gazéification, qui prévoit une plus grande implication des autorités régionales³⁵³.

2.2. Un changement à partir de 2012

On peut donc opposer deux périodes dans la gazéification de l'oblast de Tomsk : la première est celle de 2006-2011, c'est-à-dire la période suivant immédiatement la signature de l'accord de gazéification de l'oblast, et celle de 2012-2018, la période pour laquelle un programme régional de gazéification a été établi. Comme on l'a dit, la gazéification de la région prend une autre ampleur du point de vue des financements à partir de 2012. On peut s'appuyer sur les chiffres mentionnés par les documents élaborés par l'administration de l'oblast. Cependant, il faut les considérer avec une certaine prudence. En effet, les montants évoqués ne sont pas en accord avec les chiffres mentionnés dans les communiqués de presse de l'administration régionale. Par exemple, le programme de 2012 indique que 134,4 millions de roubles ont été consacrés à la gazéification par l'oblast (et 366,6 millions en prenant en

³⁵² Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de la gazéification de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

³⁵³ Entretien avec Grigorij Bojarko, Chaire de l'Economie des ressources naturelles, Université Polytechnique de Tomsk, Tomsk, 05 juin 2013.

compte toutes les sources de financement), tandis que dans un communiqué officiel, étaient mentionnés 77,8 millions de roubles pour l'année 2011³⁵⁴.

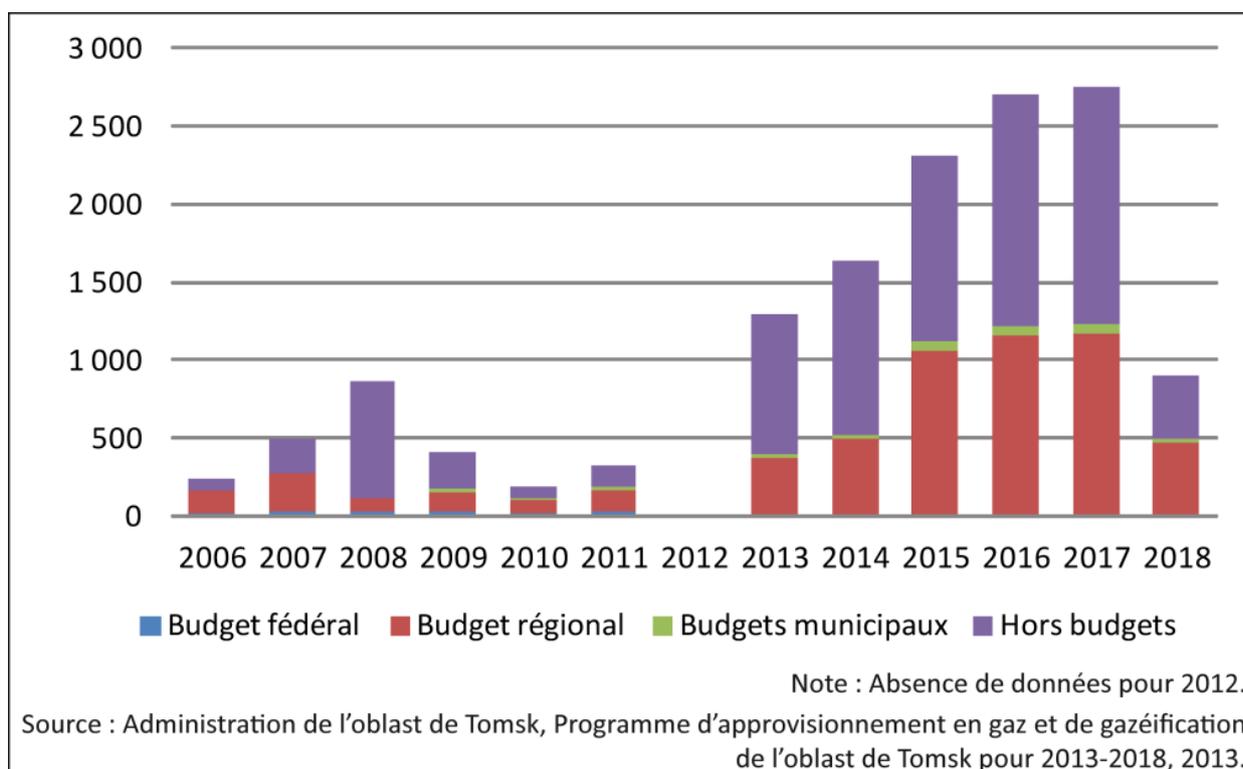
Les investissements qui ont été réalisés pour la gazéification de l'oblast de Tomsk en six ans, de 2006 à 2011, auraient été de 2 549,2 millions de roubles, alors qu'il était prévu, en 2012, d'y consacrer une somme quatre fois supérieure lors d'une période deux fois plus courte (10 560,28 millions de roubles de 2013 à 2015)³⁵⁵, avant que le programme soit modifié en 2013 et que les financements soient répartis sur une période plus longue (de 2013 à 2018). Ce ne sont pas seulement les financements régionaux qu'il est prévu d'augmenter, mais également les financements extérieurs, comme le graphe 46 le montre. Le contraste entre les périodes 2006-2011 et 2013-2018 apparaît clairement.

Les financements hors budgets régional et municipal, qui doivent croître considérablement, sont principalement des investissements de Gazprom. L'État fédéral ne contribue que très peu au financement du programme de gazéification. Le programme de 2013 ne tient pas compte des financements attribués dans le cadre d'autres programmes fédéraux et la participation de l'État fédéral est considérée comme nulle. En revanche, le programme régional de 2012 fait apparaître la participation des municipalités, même si elle apparaît très modeste en regard des autres sources de financement.

³⁵⁴ Portail de l'administration de l'oblast de Tomsk, « V Tomskoj oblasti v 2011 godu na gazifikaciju naselennyh punktov vydeleno okolo 78 mln rublej » (« Dans l'oblast de Tomsk, en 2011, environ 78 millions de roubles ont été affectés à la gazéification des points de peuplement »), 07 novembre 2011, http://tomsk.gov.ru/ru/press-centr/press-relizy/news_item/-/novost-v-tomskoy-oblasti-v-2011-godu-na-gazifikatsiyu-naselennyh-punktov-videleno-okolo-78-mln-rublej, consulté le 05 juin 2013.

³⁵⁵ Ivanov Vladimir, « Gazifikacija kak ona est' » (« La gazéification comme elle est »), Nedra i TEK Sibiri, octobre 2012, p. 15-17 ; Administration de l'oblast de Tomsk, Programme cible de long terme « Développement de l'approvisionnement en gaz et de gazéification de l'oblast de Tomsk en 2013-2015 », 2012.

Graphe 46 : Investissements consacrés à la gazéification et origines de ces investissements entre 2006 et 2018 (en millions de roubles)



Les objectifs sont plus ambitieux : il s'agit d'accélérer le rythme de réalisation des travaux de gazéification. Cependant, si le programme prévoit d'accroître les financements et les réalisations en faveur de la gazéification, les objectifs restent relativement modestes. Les déclarations peuvent être trompeuses. Ainsi, l'adjoint du gouverneur pour l'utilisation du sous-sol et le complexe énergétique, Vladimir Emešev, a déclaré au moment de la préparation de la première version du programme de gazéification régional :

« Nous devons terminer ce programme en 2015, même si je pense que nous le réexaminerons chaque année et introduirons de nouveaux équipements, il est possible que nous le prolongions jusqu'en 2018 ou en 2020. Notre tâche est de gazéifier l'oblast de Tomsk, sinon à 100 %, au minimum à 80 %. »³⁵⁶

En réalité, il ne s'agit pas de raccorder 80 % des logements de l'oblast au réseau de distribution de gaz, mais de gazéifier 80 % des logements considérés comme potentiellement

³⁵⁶ Portail de l'administration de l'oblast de Tomsk, « V gazifikaciju Tomskoj oblasti za tri goda planiruetsja vložit' 13 milliardov rublej » (« Il est prévu de consacrer 13 milliards de roubles à la gazéification de l'oblast de Tomsk en trois ans »), 21 juin 2012, http://tomsk.gov.ru/ru/press-centr/press-relizy/news_item/-/novost-v-gazifikatsiyu-tomskoy-oblasti-za-tri-goda-planiruetsya-vlozhit-13-milliardov-rublej, consulté le 13 juin 2013.

gazéifiables d'un point de vue technique, comme il est précisé dans le document de 2013, soit 37 500 à 38 000 logements dans l'oblast de Tomsk. Ainsi, le niveau de gazéification qu'il est prévu d'atteindre en 2018 à l'échelle de la région est de 13,7 %. Comme le soulignent Grigorij Bojarko³⁵⁷ que Dmitrij Vejs³⁵⁸, le niveau de gazéification envisageable pour les régions de Sibérie n'est pas comparable à celui des régions occidentales, plus peuplées et plus densément peuplées, ce qui réduit les dépenses et permet de réaliser des bénéfices. Dans l'oblast de Tomsk, le niveau de gazéification peut difficilement dépasser 15 %.

3. Le financement de la gazéification de l'oblast de Tomsk

Le financement apparaît comme l'obstacle principal à la réalisation du programme de gazéification. L'oblast de Tomsk ne figure pas sur la liste établie par Gazprom des régions qui ont manqué à leurs obligations ou dont l'endettement est particulièrement fort. Il n'y aurait ainsi pas de problème particulier du point de vue du financement de la gazéification. Il faut toutefois souligner qu'avant 2012, il n'existait pas de projet régional et que les sommes en jeu étaient relativement faibles, sans commune mesure avec celles dont il est à présent question. On peut s'interroger sur le bilan provisoire de la gazéification et sur le respect du programme. Dmitrij Vejs³⁵⁹, le Directeur du Comité pour la gazéification de l'oblast de Tomsk, se déclarait sceptique à propos du bilan de l'année 2013. Selon lui, pendant la première moitié de l'année, presque rien n'a été fait, presque aucun logement n'a été raccordé au réseau gazier.

Le bilan est cependant difficile à établir, car les chiffres disponibles ne sont pas en accord. Selon la presse régionale³⁶⁰, en 2013, la région aurait dépensé environ 450 millions de roubles pour la gazéification ; elle en aurait alloué 600 selon une autre source³⁶¹, ce qui est, dans les deux cas, supérieur aux sommes prévues par le programme régional (environ 400 millions de roubles, budgets de l'oblast et des municipalités réunis). Le bilan de l'année 2014 communiqué à la presse par les responsables, dont Dmitrij Vejs, est positif : la longueur de

³⁵⁷ Entretien avec Grigorij Bojarko, Chaire de l'Economie des ressources naturelles, Université Polytechnique de Tomsk, Tomsk, 05 juin 2013.

³⁵⁸ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de la gazéification de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

³⁵⁹ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de la gazéification de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

³⁶⁰ Il'in Petr, « Gaz dlja nas » (« Du gaz pour nous »), *Novosti v Tomske*, 2 septembre 2014, <http://news.vtomske.ru/details/88964.html>, consulté le 20 mai 2015.

³⁶¹ Aleksandrov Dmitrij, « God bol'shoj gazifikacii » (« L'année de la grande gazéification »), *Nedra i TEK Sibiri*, janvier 2015, p. 18-19.

gazoducs construits et les financements sont conformes aux objectifs du programme³⁶². Selon le directeur-adjoint de Gazprom Gazoraspredelenie Tomsk, la compagnie et l'administration régionale travaillent « côte à côte » et le nombre de logements raccordés par l'oblast de Tomsk correspondait également aux objectifs fixés³⁶³.

Cependant, la difficulté d'assurer le financement de la gazéification régionale était mentionnée explicitement dans le programme de 2012, qui précisait :

« Les moyens indispensables pour réaliser les mesures de gazéification de l'oblast de Tomsk dépassent largement les possibilités des budgets des municipalités concernées. [...] La résolution effective des problèmes posés par la gazéification n'est pas possible dans le cadre du budget actuel, elle exige d'attirer des moyens budgétaires supplémentaires et des sources en dehors du budget. »³⁶⁴

Ce sont non seulement les moyens des municipalités que les concepteurs du programme estimaient insuffisants, mais aussi ceux de l'oblast de Tomsk dans son ensemble. La charge financière non comprise dans le budget était de 69 % du coût du programme, ce qui représentait un risque³⁶⁵. Gazprom était mentionné comme le principal investisseur dans le document. Dans un article de *Nedra i TEK Sibiri*, Vladimir Ivanov explique qu'une grande partie du programme dépend de la bonne volonté et des « caprices » de Gazprom³⁶⁶.

Les modifications apportées au programme de gazéification de 2012 en 2013 se comprennent en grande partie à cause des problèmes de financement. En effet dans un premier temps, s'est engagé un échange entre Gazprom et l'oblast pour élaborer le programme. La région a émis des propositions, Gazprom a fait des estimations et a pris des décisions par rapport à ces propositions³⁶⁷. Le projet a ensuite été soumis au parlement régional. Lors de la séance du 26 juillet 2012, le programme de gazéification a été approuvé par le parlement régional, qui l'a également ajouté au budget de l'oblast³⁶⁸. Le programme a

³⁶² *Ibid.*

³⁶³ Lenskaja Antonina, « Gazifikacija oblasti – proekt social'nyj » (« La gazéification de l'oblast est un projet social », *Nedra i TEK Sibiri*, janvier 2015, p. 20-21.

³⁶⁴ Administration de l'oblast de Tomsk, Programme cible de long terme « Développement de l'approvisionnement en gaz et de gazéification de l'oblast de Tomsk en 2013-2015 », 2012.

³⁶⁵ Ivanov Vladimir, « Gazifikacija kak ona est' » (« La gazéification comme elle est »), *Nedra i TEK Sibiri*, octobre 2012, p. 15-17.

³⁶⁶ *Ibid.*

³⁶⁷ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de la gazéification de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

³⁶⁸ Douma de l'oblast de Tomsk, Reportaž s 11-go sobranija dумы V sozyva, 26 juillet 2012, <http://duma.tomsk.ru/page/22529/>, consulté le 3 juin 2015.

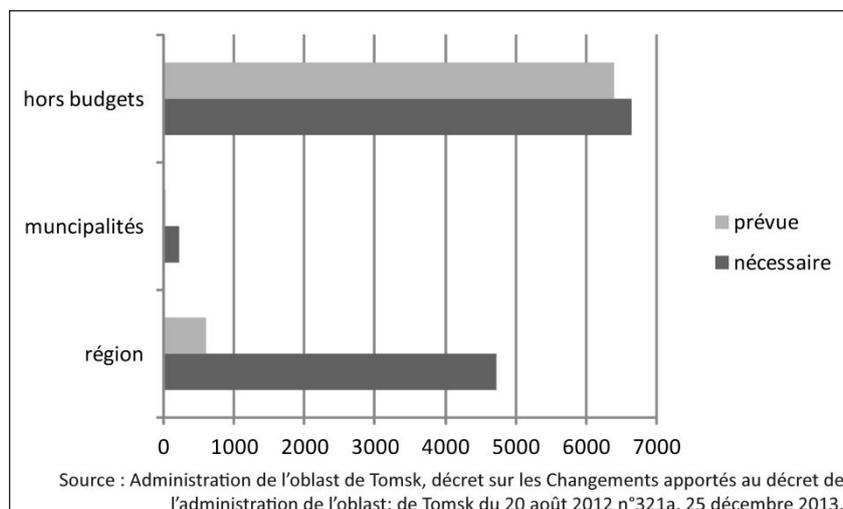
été publié par l'exécutif régional le 20 août 2012. Cependant, le 20 décembre 2012, le budget du programme a été voté pour les années 2013 à 2015 par le parlement régional, qui a accordé au programme des sommes inférieures à celles prévues³⁶⁹. Le 25 décembre 2013, une nouvelle version du programme cible sur le long terme « Développement de l'approvisionnement en gaz et de la gazéification » a été adoptée par l'oblast de Tomsk. L'objectif n'a pas changé : il était d'atteindre un niveau de gazéification de 13,7 % également dans la version de 2012. Toutefois, il devait être atteint initialement en 2015 et a été repoussé à 2018 dans la seconde version. La somme totale qu'on prévoit de consacrer à la gazéification a peu augmenté (elle est passée d'environ 10,6 à 11,6 milliards de roubles). Les financements ont donc été étalés.

On constate ainsi que la gazéification dépend du budget de l'oblast. Le financement et les objectifs du programme peuvent donc être réduits selon les circonstances. Selon Dmitrij Vejs³⁷⁰, l'insuffisance des ressources financières est le principal problème dans le contexte du budget régional déficitaire. Si des montants sont indiqués pour la période de 2013 à 2018, les financements ne sont en réalité pas encore entièrement accordés, ceux de l'oblast et des municipalités devant être approuvés par le Parlement régional, d'où un écart important entre les sommes prévues et les sommes estimées nécessaires à la réalisation du programme (voir graphe 47).

³⁶⁹ Douma de l'oblast de Tomsk, « Zakon Tomskoj oblasti ob oblastnom bjudžete na 2013 god i na planovyj period 2014 i 2015 godov » (« Loi de l'oblast de Tomsk sur le budget de l'oblast en 2013 et planification pour les années 2014 et 2015 »), 20 décembre 2012, décret N°827.

³⁷⁰ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de la gazéification de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

Graphe 47 : Sommes évoquées dans le Programme Développement de l’approvisionnement en gaz et de la gazéification de l’oblast de Tomsk de 2013 à 2018 selon la source de financement (en millions de roubles)



Comme on l’a vu, les municipalités doivent participer au financement du programme, même si cette participation est très modeste par rapport à celle de la région et de Gazprom. Le programme prévoyait que leur financement ne dépasse pas 5 % du total³⁷¹, ce qui n’est déjà pas négligeable pour certains territoires, d’où un changement introduit par le Parlement régional, qui a fixé leur part entre 1 et 5 %. Ainsi, la gazéification de la ville de Tomsk est prise en charge à 95 % par le budget de l’oblast et à 5 % par le budget de la ville³⁷². Les limites indiquées lors d’un entretien au Département des grands travaux de la ville³⁷³, en charge de la gazéification, sont les financements, qui sont loin de permettre de tout gazéifier.

Si le problème du financement se pose à l’échelle de l’oblast et à celle des municipalités, il se pose également pour les consommateurs. En effet, comme le disait Aleksandr Terečsenko, député de la Douma de l’oblast de Tomsk :

« Le gaz, évidemment, c’est bien, mais que faire des gens qui n’ont pas les moyens de construire les conduites de gaz jusqu’à leur maison ? Dans l’oblast de Tomsk, il y a déjà

³⁷¹ « Anatolij Rožkov o razvitii municipal’nyh obrazovaniy Tomskoj oblasti » (« Anatolij Rožkov au sujet du développement des municipalités dans l’oblast de Tomsk »), 24 août 2012, <http://toms.gov.ru/ru/press-centr/tomskaya-oblast-v-smi/tomskaya-oblast-v-smi/-/novost-anatolij-rozhkov-o-razvitii-munitsipalnyh-obrazovaniy-tomskoy-oblasti>, consulté le 05 juin 2013.

³⁷² Entretien avec Evguenij Makarenko, Département des grands travaux de l’administration de la ville de Tomsk, Tomsk, 13 juin 2013.

³⁷³ *Ibid.*

l'exemple de la gazéification du raion de Kolpaševo, où une partie significative de la population a refusé de participer financièrement au projet. »³⁷⁴

Le coût de la gazéification peut ainsi engendrer des résistances de la part des habitants. Pour gazéifier un logement, il faut respecter une procédure (ce qui représente des complications) et payer le raccordement, l'équipement, les radiateurs, la cuisinière, il faut effectuer des dépenses immédiates, même si à long terme, elles sont rentables³⁷⁵. En effet, selon Dmitrij Vejs, les tarifs sont de 2 500 roubles par Gigacalorie pour une chaudière au charbon, de 3 500 à 4 000 roubles pour une chaudière au pétrole et de 1 600 roubles pour une chaudière au gaz. Dans les régions où l'électricité est très peu chère, la situation peut différer, en particulier dans celles qui produisent de l'énergie hydraulique, mais dans l'oblast de Tomsk, l'électricité a un coût très élevé. On peut rappeler à cet égard que la région importe 30 à 40 % de l'électricité qu'elle consomme³⁷⁶.

Le gaz naturel apporte également un niveau de confort supérieur, aussi est-il attendu par une grande partie des ménages. Aleksandr Terečšenko³⁷⁷ le soulignait, l'une des premières questions posées par les habitants des villages concerne la gazéification de leurs communes. Dmitrij Vejs³⁷⁸ a également évoqué les demandes adressées aux municipalités, au gouverneur ou au Comité pour la gazéification (voire, par courriel, au président de la Fédération) par les habitants pour obtenir le gaz.

Etant donné le coût de la gazéification pour un logement (40 à 120 000 roubles), la question du soutien social de la population est déjà examinée par les autorités régionales. Il a été initialement proposé que la gazéification des ménages serait à la charge de la population et que les mesures d'aide sociale concerneraient uniquement certaines catégories de population. Les aides reçues par la population relèvent de financements fédéraux par le biais du Fonds des retraités de la Fédération de Russie. Ainsi, en 2008, des aides à hauteur de 2,52 millions de roubles ont été reçues par les raions et les arrondissements où ont été construits des réseaux de distribution de gaz. Cependant, le montant maximal de ces aides était fixé à 50 % des

³⁷⁴ Efimova Oksana, « Čto gaz grjaduščij nam gotovit... » (« Ce que nous prépare prochainement le gaz... »), *Nedra i TEK Sibiri*, octobre 2012, p. 18-19.

³⁷⁵ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de la gazéification de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

³⁷⁶ Entretien avec Grigorij Bojarko, Chaire de l'Economie des ressources naturelles, Université Polytechnique de Tomsk, Tomsk, 05 juin 2013.

³⁷⁷ Efimova Oksana, « Čto gaz grjaduščij nam gotovit... », *art. cit.*

³⁷⁸ Entretien avec Dmitrij Vejs, Directeur du Comité de la gazéification de l'oblast de Tomsk, Tomsk, 10 juin 2013.

dépenses effectuées par ceux qui en bénéficiaient³⁷⁹. Des mesures d'aide ont également été mises en place au niveau de l'oblast. En 2010, les aides provenaient à plus de 75 % du budget régional, les 25 % restants étant issus du Fonds des retraités de la Fédération de Russie. Le montant et la répartition des aides ont évolué : en 2011, 6,6 millions de roubles ont été attribués (contre 4,3 millions l'année précédente) et provenaient à parts égales de la région et du Fonds des retraités. En 2012, les sommes accordées par la région ont encore augmenté et atteignaient 4,6 millions de roubles³⁸⁰. Que représentent ces aides par rapport au nombre de logements qui doivent être gazéifiés ? Le nombre de personnes concernées peut paraître modeste : en 2010, 213 individus ont bénéficié des aides et en 2011 environ 300, alors que 1 952 logements ont été raccordés aux réseaux de distribution de gaz cette même année. Ce sont donc environ 15 % des habitants qui ont reçu une aide en 2011.

Les mesures d'aide ont été renforcées avec l'entrée en vigueur d'une loi régionale le 1^{er} janvier 2014 « Sur l'assistance sociale aux catégories de citoyens réalisant la gazéification de leurs logements ». Les catégories sociales concernées sont les invalides, les vétérans de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi les ménages dont les revenus sont inférieurs à un seuil minimal. Un an après la promulgation de la loi, 246 demandes pour bénéficier de cette aide ont été déposées, émanant surtout de familles avec enfants touchant de faibles revenus et de retraités.

4. Une question politique liée au gouverneur ?

La gazéification est un thème abordé par les autorités régionales dans leurs discours. Dans le cas de l'oblast de Tomsk, le gouverneur a participé aux initiatives prises dans ce domaine. La région a été dirigée par deux gouverneurs seulement depuis la disparition de l'URSS. En 1991, Viktor Kress a été nommé à la tête de l'administration l'oblast de Tomsk par Boris Eltsine et a conservé son poste jusqu'en 2012, à l'issue de trois élections puis de sa nomination en 2007 par le président Vladimir Poutine. Au cours de ses mandats, il a abordé la

³⁷⁹ Portail de l'administration de l'oblast de Tomsk, « Vydeleny sredstva na gazifikaciju žil'ja nerabotajuščih pensionerov i invalidov » (« Des moyens sont affectés pour la gazéification pour les retraités et les invalides »), 02 juin 2008, http://tomsk.gov.ru/ru/press-centr/press-relizy/news_item/-/novost-vydeleny-sredstva-na-gazifikatsiyu-zhilya-nerabotayuschih-pensionerov-i-invalidov, consulté le 3 juin 2013.

³⁸⁰ Portail de l'administration de l'oblast de Tomsk, « Iz bjudžeta Tomskoj oblasti vydeleno 4,6 milliona rublej na adresnuju pomošč' pensioneram v gazifikacii žil'ja » (« Dans le budget de l'oblast de Tomsk, 4,6 millions de roubles sont destinés à aider les retraités pour la gazéification de leur logement »), 24 février 2012, http://tomsk.gov.ru/ru/press-centr/press-relizy/news_item/-/novost-iz-byudžeta-tomskoy-oblasti-vydeleno-4-6-milliona-rublej-na-adresnyu-pomosch-pensioneram, consulté le 06 juin 2013.

gazéification à de nombreuses reprises, à l'échelle de l'oblast mais aussi du district fédéral de Sibérie. Ainsi, en 2004, lors d'une réunion en présence du représentant plénipotentiaire du président de la Fédération de Russie dans le district fédéral de Sibérie, il s'est attribué le rôle de « prophète-gazéificateur de la terre sibérienne » et a affirmé qu'en dépit de tous les problèmes, la gazéification de la Sibérie avait un avenir³⁸¹. De même, en juin 2006, lors l'une réunion de « l'Accord sibérien³⁸² » ayant pour thème principal la gazéification des régions du district fédéral de Sibérie, Viktor Kress a critiqué la répartition inégale des financements, principalement dirigés vers les régions occidentales de Russie dont le niveau de gazéification était plusieurs fois supérieur à celui des régions de Sibérie³⁸³. Cependant, si Viktor Kress mentionnait régulièrement la gazéification comme une tâche de premier ordre pour la région, elle est restée avant tout un sujet de discours et peu de progrès ont été réalisés depuis 2004³⁸⁴.

Un changement a eu lieu avec l'arrivée au pouvoir de Sergueï Žvačkin, qui a succédé à Viktor Kress en 2012. Sur son initiative, le programme régional de gazéification, nettement plus ambitieux que les projets des années précédentes, est élaboré dès son entrée en fonction. Il a ainsi déclaré en avril 2012 :

« Je considère la gazéification de la région comme l'une des tâches prioritaires du pouvoir. [...] »

Je prends les questions de gazéification sous mon contrôle personnel. »³⁸⁵

Sergueï Žvačkin est qualifié de « gouverneur-gazovik »³⁸⁶ (le mot *gazovik* désignant un travailleur du gaz) : en 1994, il a été nommé directeur de la compagnie Tomskgaz, a été l'initiateur du Programme gazier, rédigé la même année par l'oblast de Tomsk. Il est ensuite devenu directeur de Vostokgazprom lors de la création de cette filiale de Gazprom et des

³⁸¹ Efimova Oksana, « Čto gaz grjaduščij nam gotovit... » (« Ce que nous prépare prochainement le gaz... »), *Nedra i TEK Sibiri*, octobre 2012, p. 18-19.

³⁸² L'Accord sibérien (« Sibirskoe Soglašenje ») est une association de coopération économique fondée le 2 octobre 1990 rassemblant quinze sujets de la Fédération de Russie, les douze sujets du District fédéral de Sibérie et trois sujets limitrophes du District fédéral de l'Oural (l'oblast de Tioumen et les okrougs autonomes des Khantys-Mansis et des Iamalo-Nenets).

³⁸³ Portail de l'administration de l'oblast de Tomsk, « Koordinacionnyj sovet obsudil problemy gazifikacii » (« Le conseil de coordination a examiné les problèmes de la gazéification »), 20 juin 2006, http://tomsk.gov.ru/ru/press-centr/press-relizy/news_item/-/novost-koordinatsionnyy-sovet-obsudil-problemy-gazifikatsii, consulté le 06 juin 2013.

³⁸⁴ Burov Anatolij, « Tomskaja oblast', Itogi » (L'oblast de Tomsk, bilan »), *Rossijskaja Gazeta*, 20 décembre 2012, N°293 (5966).

³⁸⁵ Portail de l'administration de l'oblast de Tomsk, « Guernator sčitaet gazifikaciju regiona odnoj iz pervoočerednyh zadač vlasti » (« Le gouverneur considère que la gazéification de la région est l'une des tâches prioritaires du pouvoir »), 10 avril 2012

³⁸⁶ Ivanov Vladimir, « Gazifikacija kak ona est' » (« La gazéification comme elle est »), *Nedra i TEK Sibiri*, octobre 2012, p. 15-17.

débuts de l'exploitation gazière dans la région. Il a par la suite continué à travailler dans le secteur du gaz, dans la filiale de Gazprom « Gazprom Transgaz Krasnodar », de 2004 à 2012³⁸⁷. On peut mentionner également que la première version du « *Schéma général d'approvisionnement en gaz et de gazéification de l'oblast de Tomsk* » réalisée par Gazprom Promgaz date de 2000, alors que Sergueï Žvačkin était devenu directeur de Vostokgazprom. L'actuel gouverneur de l'oblast de Tomsk est donc issu de Gazprom et a participé à la constitution du secteur gazier de la région.

Conclusion

La gazéification n'a pas la même signification dans les territoires orientaux qu'en Russie occidentale. Même dans le cas de l'oblast de Tomsk, qui est raccordée à l'ESG depuis des décennies et sur le territoire de laquelle du gaz est produit, les perspectives sont loin d'être partout semblables. Les niveaux de gazéification visés restent bas, bien loin de la moyenne russe, supérieure à 60 %.

On a pu identifier plusieurs étapes dans la gazéification de l'oblast. D'abord une période pendant laquelle les réalisations ont été très modestes et pendant laquelle il n'existait pas de programme à l'échelle régionale : les travaux ont alors presque exclusivement concerné la ville de Kolpaševo. Puis une période, à partir de 2012, où un programme régional a été élaboré, avec des objectifs nettement plus ambitieux et des financements plus grands.

Plusieurs points ont été mis en évidence. Le premier est le rôle du gouverneur de l'oblast. Le programme de gazéification réalisé actuellement est un projet porté par l'équipe de Sergueï Žvačkin, qui est issu du secteur gazier. Le programme a été préparé dès son arrivée au pouvoir en 2012. D'autre part, la gazéification est l'objet de discours politiques. A ce titre, les chiffres sont parfois utilisés de façon imprécise (on peut évoquer le chiffre de 80 % donné pour le niveau de gazéification visé). Dmitrij Vejs ne cachait d'ailleurs pas qu'ils étaient utilisés à des fins diverses. Dans les documents techniques de travail, les chiffres « pragmatiques » servent de référence, tandis que dans d'autres circonstances, leur faiblesse est mise en avant pour obtenir des aides financières.

Le troisième point sur lequel on peut revenir est le financement de la gazéification. Il existe des difficultés de financement à toutes les échelles et la gazéification dépend de la

³⁸⁷ Site du gouverneur de l'oblast de Tomsk, « Biografija, Sergej Anatol'evič Žvačkin » (« Biographie, Sergueï Anatol'evič Žvačkin »), <http://gubernator.tomsk.ru/biografiya>, consulté le 12 juin 2015.

situation budgétaire de l'oblast. Dans ce cadre, le poids de Gazprom apparaît crucial : sans les investissements de la compagnie, le programme régional ne peut pas exister.

Enfin, il semble que la gazéification ait bien un caractère social dans le cas de l'oblast de Tomsk. Igor Domarenko, le directeur adjoint de Gazprom Gazoraspredelenie Tomsk le souligne : « Qu'est-ce que le programme de gazéification ? C'est un projet social. »³⁸⁸ La gazéification des gros consommateurs industriels est rentable, mais pas celles des ménages.

Ainsi, dans l'oblast de Tomsk, la gazéification implique de Gazprom mais ce n'est pas parce que la région a été incluse dans le Programme de gazéification de Gazprom que des travaux ont été réalisés. Des difficultés s'élèvent en raison des investissements nécessaires et du manque de rentabilité, mais il n'y a pas particulièrement de conflits. Le programme de gazéification est en cours de réalisation dans la région, son étude permet donc de comprendre comment ce programme se déroule et d'avoir un point de comparaison par rapport aux sujets fédéraux où il n'est pas mis en œuvre.

A l'échelle de la Fédération de Russie, l'oblast de Tomsk apparaît comme une périphérie du point de vue du secteur gazier. Même s'il s'agit d'une région productrice d'hydrocarbures, les volumes extraits sont marginaux par rapport à la production totale russe. Elle est raccordée au système d'approvisionnement et de transport de Gazprom mais est davantage une région de transit qu'une région de destination, comme l'atteste son faible niveau de gazéification, comparable (oblast de Novossibirsk) ou inférieur (oblast d'Omsk, kraï de l'Altaï) à celui des régions sibériennes voisines. L'évolution des programmes pour développer les réseaux de distribution et l'approvisionnement de gaz naturel montrent le rôle crucial de Gazprom mais également l'importance des autorités régionales dans leur mise en œuvre. Si la région dépend de la compagnie, qui octroie des financements et prend en charge la construction des gazoducs de forte pression, elle est à l'origine du lancement des travaux de gazéification. Du point de vue décisionnel, on peut donc nuancer la dépendance de la région à l'égard du centre. Le programme de gazéification, impulsé par le gouvernement central, n'est mis en œuvre qu'à la condition qu'il soit relayé par le gouvernement régional.

On l'a vu, le fonctionnement de la gazéification reflète une verticale du pouvoir désaxée, dominée par Gazprom. L'oblast de Tomsk apparaît comme une périphérie si l'on prend la Fédération de Russie comme référence. Cependant, il en est autrement si l'on considère la logique de la compagnie. Certes, Tomsk n'est pas la plus grande ville du district

³⁸⁸ Lenskaja Antonina, « Gazifikacija oblasti – proekt social'nyj » (« La gazéification de l'oblast est un projet social »), *Nedra i TEK Sibiri*, janvier 2015, p. 20-21.

fédéral de Sibérie et c'est Novossibirsk qui possède le statut de capitale de ce district. Mais Tomsk est qualifiée de « capitale gazière » de la Sibérie et de l'Extrême-Orient et on donne à la compagnie Vostogazprom l'appellation officielle de « poste avancé de Gazprom en Russie orientale ». Le siège des principales filiales de Gazprom qui interviennent en Russie orientale se trouve à Tomsk (Gazprom Tomsk Transgaz notamment). L'oblast de Tomsk peut être considérée comme un centre secondaire pour Gazprom, ce qu'elle n'est pas d'un point de vue politique et administratif. Ainsi, le programme gazier oriental a nécessité une nouvelle organisation de Gazprom puisqu'il n'existait aucune structure dans l'Est³⁸⁹. L'oblast de Tomsk constitue un relai pour la compagnie.

³⁸⁹ Entretien avec Andrej Dmitriev, Directeur de l'Institut des ressources naturelles de l'Université Polytechnique de Tomsk, Tomsk, 04 juin 2013.

Chapitre 14. L'oblast d'Irkoutsk, une périphérie dominée, théâtre de tensions

L'étude de l'oblast d'Irkoutsk s'appuie sur deux missions de terrains à Irkoutsk, en 2012 et en 2013, qui ont permis de rencontrer des chercheurs de l'Institut des systèmes énergétiques de la branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, des acteurs régionaux à l'origine du projet de gazéification de RUSIA-Petroleum, et le département de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk. Il n'a pas été possible de s'entretenir avec des employés des filiales de Gazprom implantées dans la région. Après plusieurs prises de contact et deux brefs entretiens, le directeur de la filiale de Gazprom Mezhrefiongaz Novossibirsk à Irkoutsk, Aleksandr Bel', a refusé de répondre aux questions ou de fournir des informations. On se heurte donc à un problème d'accès aux données. Cependant, si les filiales de Gazprom se sont refusées à tout commentaire, cette réaction est en elle-même source d'information. Vladislav Karasevič, directeur de Promgaz Gazprom, lors d'un entretien à Moscou, avait expliqué que la filiale Gazprom Dobyča Irkutsk ne « marchait pas très bien ». D'autre part, si les données n'ont pas été obtenues auprès de Gazprom, les acteurs régionaux qui ont participé aux projets de RUSIA-Petroleum disposaient non seulement de rapports de cette compagnie, mais aussi de documents élaborés par Gazprom.

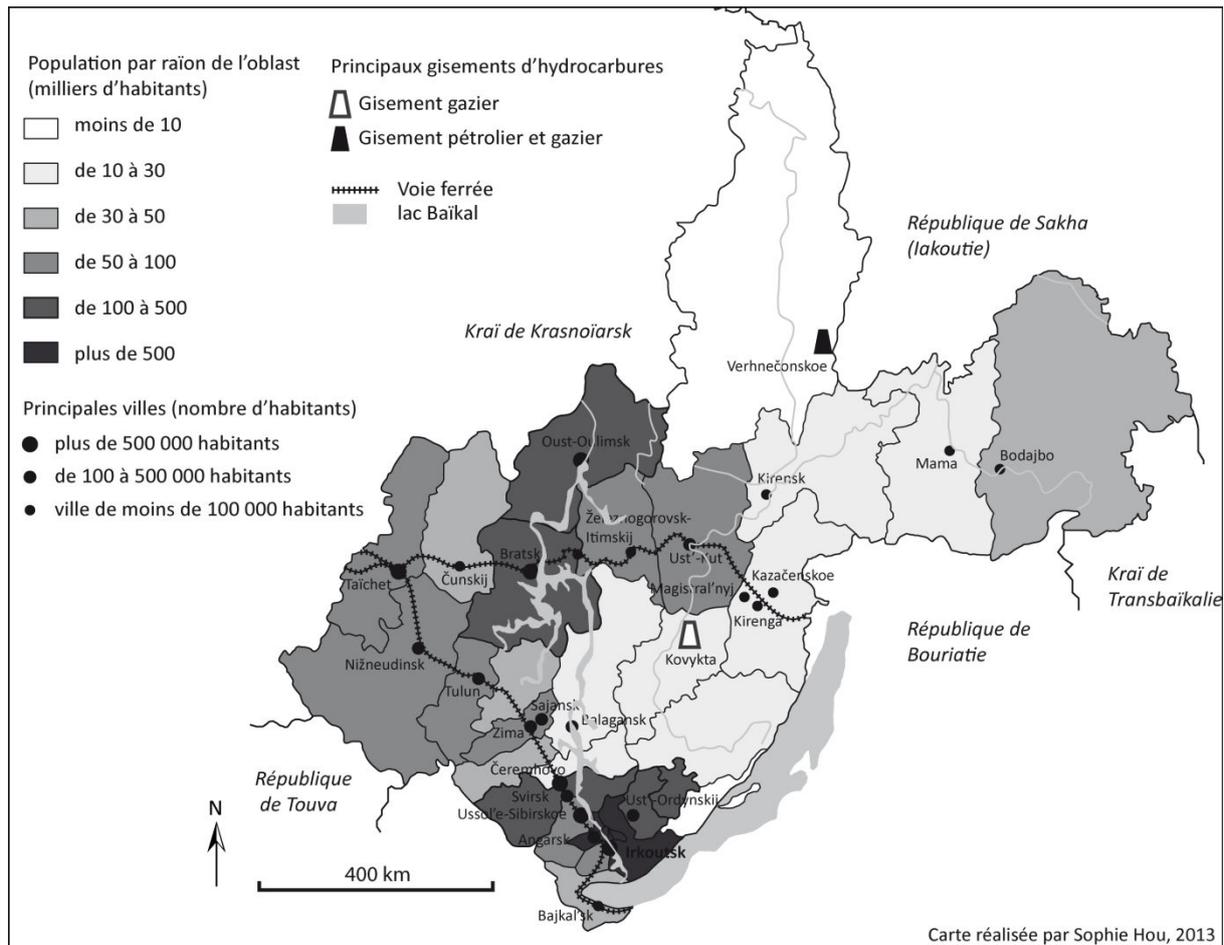
1. Présentation de la région

L'oblast d'Irkoutsk se situe dans le district fédéral de Sibérie et fait partie des régions de Sibérie orientale. Irkoutsk, la capitale régionale, se trouve à 5 192 km de Moscou et à 4 106 de Vladivostok par voie ferrée. Elle est limitrophe de cinq régions : la République de Touva, le kraï de Krasnoïarsk, la République de Sakha (Iakoutie), le kraï de Transbaïkalie et la République de Bouriatie, dont elle est partiellement séparée par le lac Baïkal. Par sa superficie (774 800 km²), il s'agit d'une des plus grandes régions de Russie (la 6^e). D'ouest en est, elle s'étend sur 1 500 km et sur 1 400 km du nord au sud. Cependant, l'oblast d'Irkoutsk n'est peuplée que de 2,4 millions d'habitants³⁹⁰. Cette population, à plus de 79 % urbaine, est très inégalement répartie (voir carte 39). Elle se concentre dans le sud de l'oblast, en particulier le long du Transsibérien et dans l'Angara moyen, dans les agglomérations

³⁹⁰ Rosstat, 2015.

d'Irkoutsk et Angarsk (Tarakanov, 2006). Les trois villes les plus importantes (Irkoutsk, Angarsk et Bratsk) rassemblent environ 43 % de la population. La densité moyenne est extrêmement faible, elle est de 3,1 habitants par km² et ce chiffre est encore plus faible dans les raïons du nord de l'oblast, comme celui de Katanskij, où la densité de population est de 0,03 habitants au km².

Carte 39 : Principales villes, population et principaux gisements de l'oblast d'Irkoutsk



L'oblast d'Irkoutsk présente de fortes contraintes physiques et climatiques. Ces contraintes sont d'abord celles du froid et de la forte continentalité. L'amplitude thermique annuelle peut dépasser 80°C et l'amplitude thermique diurne 30°C (Vinokurov et Suhodolov, 2009). La température moyenne annuelle est négative sur la quasi-totalité du territoire, exceptée sur les rives du lac Baïkal (+0,5°C), avec un gradient nord/sud. Elle est de -1°C à Irkoutsk, de -2°C à Bratsk et de -9°C dans le raïon de Katanskij. Les températures sont négatives pendant 160 à 180 jours par an (jusqu'à 200 dans les territoires septentrionaux) et les températures moyennes du mois de janvier, le mois le plus froid, sont comprises entre

-18°C dans le sud et -35°C dans le nord. La partie nord-est du territoire est intégralement recouverte par le pergélisol. De plus, la région se trouve au contact de la plateforme sibérienne et de la zone de rift du Baïkal. Celle-ci se caractérise par une activité tectonique et une forte sismicité. S'ajoutent des contraintes environnementales, dont la plus visible, et aussi la plus symbolique, est celle du lac Baïkal. La « Mer Sacrée » se situe en partie sur le territoire régional, dans le sud-est de l'oblast d'Irkoutsk, à la frontière avec la République de Bouriatie. Autour du lac, une zone de protection de 30 km est délimitée. D'autres protections ont été mises en place, dont le parc national Pribajkalskij (417 297 ha), qui coïncide en partie avec le territoire inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'Humanité de l'UNESCO depuis 1996.

La région a un fort caractère industriel : en 2008, le secteur industriel représentait 26 % du produit régional brut³⁹¹. Les principales activités industrielles de l'oblast correspondent à des secteurs orientés vers exportation : l'extraction de minerais, la métallurgie, l'industrie du bois, l'industrie de la cellulose et du papier. La région dispose de ressources minérales : or, mica, fer, lignite, houille, sel et hydrocarbures.

L'oblast d'Irkoutsk dispose en effet de grandes réserves en hydrocarbures : par ses réserves de gaz, elle apparaît comme l'une des régions les plus prometteuses de Russie orientale (voir chapitre 9). En 2011, les réserves de catégories A+B+C1 étaient évaluées à environ 1 600 milliards de mètres cubes³⁹². Cependant, ces réserves sont peu exploitées actuellement (voir *infra*). Les volumes de gaz produits dans la région sont faibles et essentiellement extraits par des compagnies pétrolières (voir tableau 69). Le gisement de Kovykta, le principal gisement de l'oblast, qui possède le statut d'importance fédérale, n'est pas exploité.

³⁹¹ Gouvernement de l'oblast d'Irkoutsk, « Programme de développement socio-économique de l'oblast d'Irkoutsk pour les années 2011-2015 », 2010.

³⁹² Site de l'oblast d'Irkoutsk, http://irkobl.ru/sites/les/Tek/neftegagovyi_kompleks/, page actualisée le 29 avril 2015 et consultée le 10 juin 2015.

Tableau 69 : Production d'hydrocarbures de l'oblast d'Irkoutsk en 2010

Compagnie	Pétrole et condensat (milliers de tonnes)	Gaz naturel (million de mètres cubes)
Verhnečonskneftegaz (Rosneft)	2 602,7	248
Ust'-Kutneftegaz	604,2	243,8
NK Dulis'ma	72	105,2
NK Danilovo	32,7	40,1
RUSIA Petroleum*	1,8	3,7
Total de ces compagnies	3 313,4	640,8

*La compagnie RUSIA Petroleum détenait la licence d'exploitation du gisement de Kovykta mais a fait banqueroute en 2010 et a été rachetée par Gazprom en 2011.

Source : http://irkobl.ru/sites/les/Tek/neftegagovyj_kompleks/, page actualisée le 29 avril 2015 et consultée le 10 juin 2015.

L'utilisation du gaz associé extrait par ces compagnies pose problème : si les gisements sont reliés à l'oléoduc *Sibérie orientale-océan Pacifique*, il n'existe aucun réseau gazier pour transporter le gaz produit. Ainsi, une grande part est brûlée en torchères. En 2013, selon Andreï Tatarnikov, le directeur de Gazprom Dobyča Irkutsk, sur 3,3 milliards de mètres cubes de gaz extraits des gisements de l'oblast d'Irkoutsk, presque 2,4 milliards ont été brûlés en torchères et une partie a été réinjectée dans les gisements³⁹³.

En effet, la région n'est pas incluse dans le Système unifié d'approvisionnement en gaz, *Edinaja Sistema Gazosnabženija* (ESG) de Gazprom. A l'heure actuelle, la gazéification de l'oblast repose, non sur du gaz naturel, mais sur du gaz naturel liquéfié provenant d'autres régions, ainsi que sur du gaz de pétrole liquéfié transformé à Angarsk. Malgré la présence de grandes réserves de gaz naturel sur le territoire, celles-ci ne sont pas consommées par la région.

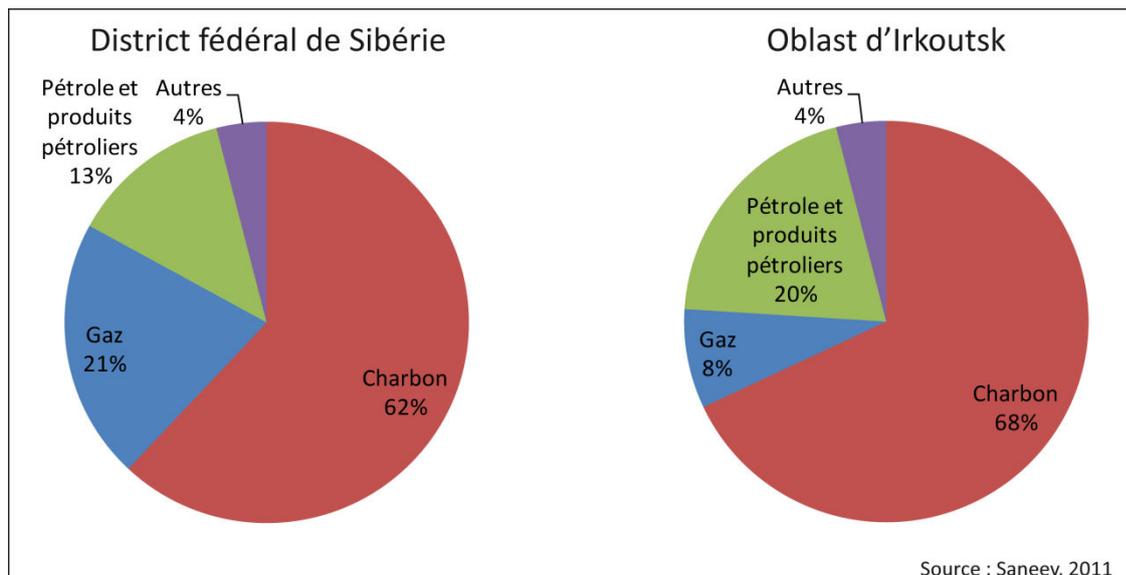
Le gaz naturel occupe une place marginale dans le mix énergétique régional. Comme le graphe 48 le montre, par son bouquet énergétique³⁹⁴, l'oblast d'Irkoutsk se différencie nettement de la Russie dans son ensemble. La principale source d'énergie consommée est à plus de 60 % le charbon et l'oblast d'Irkoutsk dépend encore moins du gaz naturel que l'ensemble de la Sibérie, le gaz ne correspondant qu'à 8 % environ de l'énergie consommée par la région. Le charbon est le combustible fondamental. Il est utilisé massivement par les centrales électriques et les chaufferies (82-88 % des centrales électriques et 61-71 % des

³⁹³ Eremenko Ekaterina, « Fakel'naja gazifikacija. Rukovodstvo Irkutskoj oblasti i "Gazprom" obmenjalis' obvinenijami v bezdejstvii » (« La gazéification brûlée en torchère. La direction de l'oblast d'Irkoutsk et Gazprom s'accusent mutuellement de l'inaction », *Kommersant'' (Irkoutsk)*, N°49, 25 mars 2014, <http://www.kommersant.ru/doc/2437087>, consulté le 08 juin 2015.

³⁹⁴ Il s'agit ici uniquement des combustibles.

chaufferies fonctionnent au charbon³⁹⁵) (Saneev, 2011). L'utilisation du charbon est liée à la présence de ressources dans l'oblast : au 1^{er} janvier 2008, on dénombrait 31 gisements sur son territoire et la région est la quatrième productrice de charbon de Russie³⁹⁶. Les prix du charbon sont relativement bas, et dans ce contexte, le gaz ne semble pas concurrentiel (Stojanov *et al.*, 2011).

Graph 48 : Mix énergétiques du district fédéral de Sibérie et de l'oblast d'Irkoutsk (consommation en combustibles)



Gazprom est présent notamment par le biais de sa filiale Gazprom Dobycha Irkutsk, créée en 2000, mais la production de gaz de cette compagnie est pratiquement inexistante. Il existe également une filiale de Gazprom Mezhrefiongaz Novossibirsk à Irkoutsk, cependant, dans la mesure où, comme on le verra, Gazprom n'est que très peu impliqué dans la gazéification de la région et ne lui livre que des volumes très faibles de gaz, elle est également peu active. Rosneft est également présent dans la région : la compagnie possède, par le biais de sa filiale Verkhnechonskneftegaz, la licence du gisement d'importance fédérale de Verkhnechonskoe, mis en exploitation industrielle en 2008. Verkhnechonskneftegaz était, lors de sa création en 2002, détenue par RUSIA-Petroleum et ses actionnaires étaient TNK-BP (62,71 %), Interros, une société russe d'investissement (25,94 %) et l'administration de

³⁹⁵ Il s'agit des chiffres pour les années 2000 à 2008. Les fourchettes correspondent aux variations au cours de cette période.

³⁹⁶ Ministerstvo Ekonomičeskogo Razvitija Irkutskoj Oblasti, « Irkutskaja oblast', Investicionnyj pasport 2014-2015 » (« Oblast d'Irkoutsk, passeport pour les investisseurs 2014-2015 »), 2014, http://invest.irkobl.ru/_stock/page/part_6/63/docs/Invest_pasport_1710.pdf, consulté le 12 juin 2015.

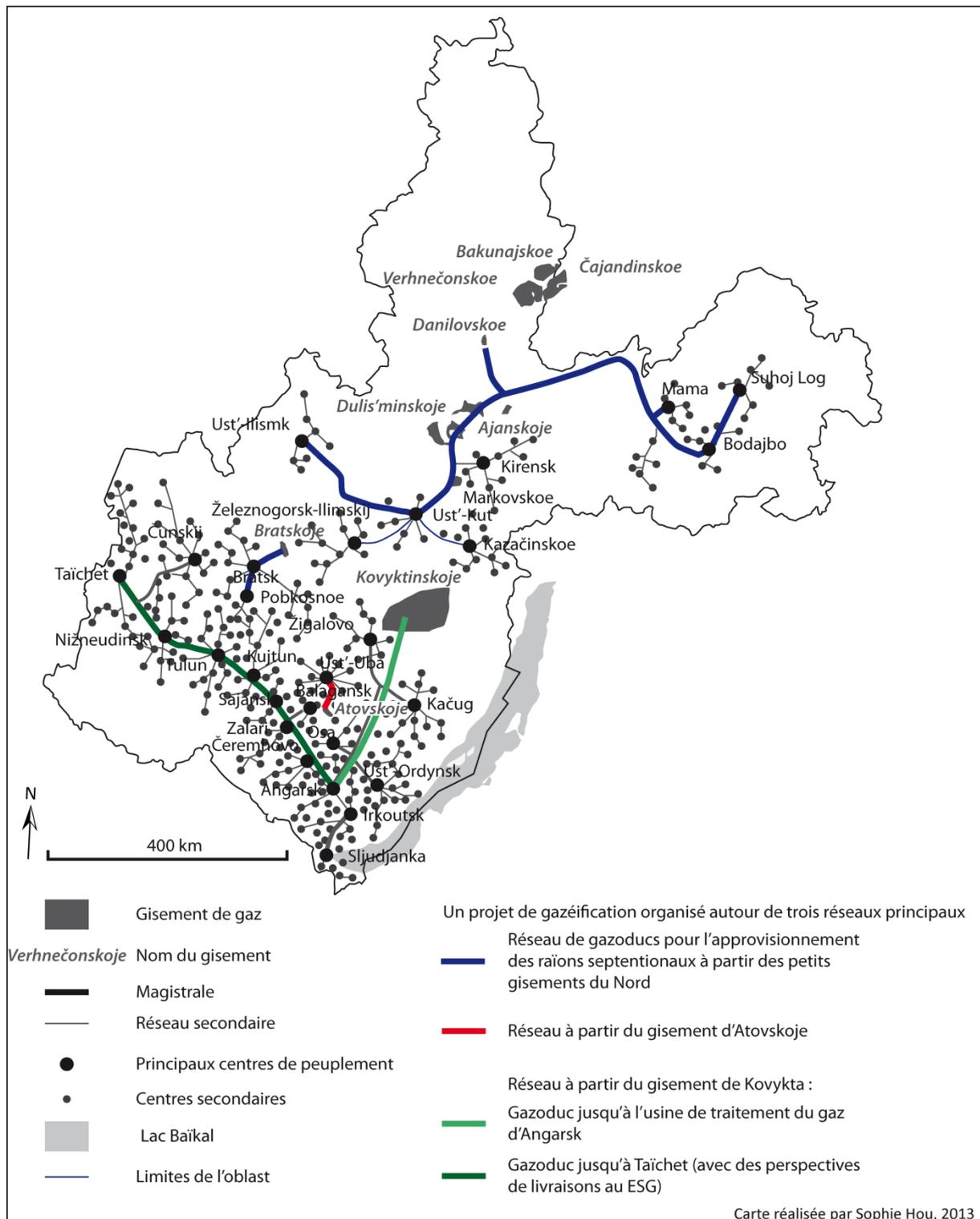
l'oblast d'Irkoutsk (11,29 %). Rosneft est devenu actionnaire en 2005, en rachetant la part d'Interros, et possède aujourd'hui 99,94 % de Verkhnechonskneftegaz.

2. L'échec de la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk

Au premier abord, l'oblast d'Irkoutsk semble se trouver dans une situation plus favorable que bien d'autres sujets de la Fédération. Elle possède « toutes les conditions nécessaires pour développer l'exploitation du gaz naturel, la chimie gazière et l'industrie de distribution : des réserves en hydrocarbures, un complexe chimique, des compagnies telles que Sajanskhimplast... » (Stojanov *et alii*, 2011). Pourtant, très peu d'avancées ont été faites dans le développement du secteur gazier et la gazéification de la région. Les ressources en hydrocarbures existent, mais elles ne sont pas mises en valeur. La question n'est pas nouvelle : Aleksandr Košelev (2012) rappelle qu'au début des années 1970 déjà, l'académicien Andrej Trofimuk s'étonnait que l'un des plus grands gisements du nord de la Sibérie orientale (le gisement de Kovykta) ne soit pas exploité et que la source presque unique d'énergie de la région soit le charbon. La situation n'a guère évolué depuis.

L'oblast d'Irkoutsk fut la première région de Russie orientale incluse dans le programme de gazéification de Gazprom. Un « Schéma général de gazéification et d'approvisionnement en gaz naturel de l'oblast d'Irkoutsk » est élaboré par Promgaz Gazprom dès 2005. Le projet était ambitieux. Alors que le gaz naturel n'était pas utilisé par la région, le « Schéma d'approvisionnement en gaz et de gazéification » prévoyait de gazéifier 899 points de peuplement et de « faire de l'oblast d'Irkoutsk l'une des régions au niveau de gazéification le plus élevé de Russie » en atteignant 82 %. Il s'agissait de raccorder 2,1 millions de personnes au réseau gazier et de construire 3 800 km de gazoducs de forte pression (voir carte 40).

Carte 40 : Schéma de gazéification et d'approvisionnement en gaz de l'oblast d'Irkoutsk élaboré par Gazprom en 2005



En 2007, l'administration régionale a élaboré en parallèle un programme cible à long terme « La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk en 2008-2010 ». Cependant, son bilan est très modeste. Les tâches du programme « La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk en 2008-2010 »

n'ont pas été exécutées et les financements consacrés à la gazéification au cours de la période ont été presque 14 fois inférieurs à ceux qui étaient initialement prévus³⁹⁷. Entre 2008 et 2010, 2,6 milliards de roubles devaient être dépensés par l'oblast pour la gazéification et 2,9 par Gazprom. Presque rien n'a été fait en dehors de travaux à Bratsk.

La région a élaboré un nouveau programme en 2010, « La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk en 2011-2015 ». Cependant, il est uniquement porté par la région et ne prévoit pas une complémentarité d'action entre l'oblast et Gazprom ou d'autres compagnies. Son envergure est très modeste, il est seulement question de construire quelques infrastructures isolées. Comparer les objectifs du plan de Gazprom de 2005 à ceux fixés par l'administration de l'oblast cinq ans plus tard permet de mesurer l'écart entre ces projets et les faibles avancées réalisées ou planifiées (voir tableau 70).

Tableau 70 : Comparaison du Schéma de Gazprom de 2005 et du programme de l'administration régionale de 2010

Programme	Schéma général de gazéification et d'approvisionnement en gaz naturel de l'oblast d'Irkoutsk	Programme ciblé de long terme « La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk de 2011 à 2015 »
Auteur	Gazprom	Administration régionale
Date d'élaboration	2005	2010
Gazoducs prévus	3 800 km de gazoducs à haute pression, 6 200 km de conduites	45 km de réseaux urbains de distribution
Population approvisionnée en gaz naturel	899 points de peuplement, soit 2,1 millions d'habitants	780 propriétaires

Sources : Gazprom, Schéma général de gazéification et d'approvisionnement en gaz naturel de l'oblast d'Irkoutsk, 2005 ; Administration de l'oblast d'Irkoutsk, Programme cible de long terme « La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk de 2011 à 2015 », 2010.

Les objectifs ont été revus de fond en comble. Il n'est plus question d'assurer l'approvisionnement de tous les consommateurs, mais seulement de construire des infrastructures de façon très ciblée. A l'heure actuelle, le bilan de la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk est très modeste. La longueur des réseaux de gaz sur le territoire régional ne serait que de 178 km (Vinokurov et Suhodolov, 2009). Seuls quelques centres de peuplement sont desservis. Un gazoduc a ainsi été construit à partir du gisement de Kovykta jusqu'au village

³⁹⁷ Commission de contrôle d'activité de l'oblast d'Irkoutsk, « Rapport de la commission de contrôle d'activité à l'Assemblée législative de l'oblast d'Irkoutsk pour l'année 2012 », 2013.

de Žigalovo, qui a été équipé de quelques chaufferies fonctionnant au gaz. Ces conduites représenteraient l'essentiel du réseau de l'oblast. Le deuxième projet, actuellement en cours, est la gazéification de la ville de Bratsk sur la rive droite de l'Angara grâce au gaz extrait du gisement de Bratskoe. Ce sont les seules réalisations. L'administration de l'oblast a adapté le programme à la situation et aux contraintes économiques et techniques. Les moyens financiers sont modestes, car Gazprom n'a pas participé aux travaux de gazéification. Dans la région, en 2009, les réseaux urbains de distribution s'étendaient sur seulement 4,166 km, le gaz n'était utilisé par les chaufferies qu'à hauteur de 0,06 %. Le niveau de gazéification, en 2010, n'atteignait que 8,2 %, 10,1 % en milieu urbain et 0 % en milieu rural³⁹⁸. Il faut souligner que le gaz dont il s'agit n'est pas du gaz naturel transporté par pipelines mais du gaz liquéfié importé d'autres régions russes. Cinq ans plus tard, Gazprom donne un chiffre semblable : selon la compagnie, en 2015, le niveau de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk serait de 8,1 %³⁹⁹. On constate une certaine confusion dans les chiffres. En mars 2014, le gouverneur de l'oblast d'Irkoutsk, Sergueï Eroščenko, a déclaré que le niveau de gazéification de la région était inférieur à 1 %⁴⁰⁰. On peut penser que le chiffre auquel il faisait référence correspondait aux consommateurs raccordés au gaz naturel par conduites.

3. Un échec qui s'explique par les caractéristiques des gisements et du territoire

Le peuplement est faible et dispersé : il n'y a pas de marché de consommation potentiel attractif dans l'oblast, comme les estimations de la consommation potentielle de la région en gaz naturel le montrent bien (voir tableau 71). Selon les estimations les plus optimistes, seulement 3,5 à 5,5 milliards de mètres cubes pourraient être consommés dans l'oblast et les deux régions voisines. A court et moyen terme, les perspectives de la consommation de gaz sont donc limitées, en tout cas insuffisantes pour que la construction d'un gazoduc soit rentable (Košelev, 2012).

³⁹⁸ Gouvernement de l'oblast d'Irkoutsk, Programme cible de long terme « La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk pour les années 2011-2015 », 2010.

³⁹⁹ <http://www.gazprom.ru/press/news/2015/april/article225203/>, consulté le 10 mai 2015.

⁴⁰⁰ Eremenko Ekaterina, « Fakel'naja gazifikacija. Rukovodstvo Irkutskoj oblasti i "Gazprom" obmenjalis' obvinenijami v bezdejstvii » (« La gazéification brûlée en torchère. La direction de l'oblast d'Irkoutsk et Gazprom s'accusent mutuellement de l'inaction », *Kommersant'' (Irkoutsk)*, N°49, 25 mars 2014, <http://www.kommersant.ru/doc/2437087>, consulté le 08 juin 2015.

Tableau 71 : Consommation potentielle annuelle de gaz naturel de l'oblast d'Irkoutsk, la République de Bouriatie et du kraï de Transbaïkalie selon les tarifs pratiqués

Prix du gaz (en milliers de roubles pour 1000 m ³)	Consommation potentielle (milliards de m ³)	
	Selon Gazprom	Selon l'Institut des systèmes énergétiques
1,5-2,6	5,5	3,5
2,4-4,2	3,1	0,8
2,1-3,6	2,4	0,5

Source : Košelev, 2012.

Pour compléter le tableau, il faut ajouter que les consommateurs de l'oblast d'Irkoutsk bénéficient d'une électricité bon marché grâce aux usines hydrauliques. 75,9 % de l'électricité est produite par les centrales hydrauliques. En effet, quatre centrales hydroélectriques se trouvent sur le territoire régional, dont celle de Bratsk, l'une des plus grandes du monde, ainsi que 15 centrales thermiques et électriques. Les prix régionaux de l'électricité, fournie par la compagnie Irkutskenergo, sont les plus bas du pays : le tarif est trois fois inférieur à la moyenne russe (Vinokurov, Suhodolov, 2009). Ils seraient même les plus bas au monde selon certains auteurs (Černikov, 2003). En 2014, le prix de l'électricité était de 0,02 \$ par kWh pour la population et de 0,04 à 0,06 kWh pour les consommateurs industriels⁴⁰¹. La production d'électricité par habitant de l'oblast d'Irkoutsk est 3,4 fois supérieure à celle des autres régions russes. Cette particularité régionale explique une partie des réticences à l'égard du développement des réseaux de distribution de gaz. Le gaz n'est pas toujours perçu par les ménages comme une source d'énergie désirable. S'il présente des avantages en termes environnementaux, il peut être malcommode, voire dangereux pour les consommateurs, surtout s'il est comparé à l'électricité⁴⁰². Ces deux facteurs, charbon bon marché⁴⁰³ et électricité la moins chère du pays, laissent de faibles perspectives au gaz naturel dans l'oblast

⁴⁰¹ Ministerstvo Ekonomičeskogo Razvitija Irkutskoj Oblasti, « Irkutskaja oblast', Investicionnyj pasport 2014-2015 » (« Oblast d'Irkoutsk, passeport pour les investisseurs 2014-2015 »), 2014, http://invest.irkobl.ru/_stock/page/part_6/63/docs/Invest_pasport_1710.pdf, consulté le 12 juin 2015.

⁴⁰² Entretien avec Natal'ja Sysoeva, Département des problèmes économiques et sociaux, Centre de recherche d'Irkoutsk, branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 12 mai 2012 ; Entretien avec Anatolij Malevskij, Président du comité d'État de protection de l'environnement de l'oblast d'Irkoutsk, ex-directeur du département de sécurité industrielle, de protection du travail et de l'environnement de la Vostočno-Sibirskaja Gazovaja Kompanija, Institut de géographie, Branche sibérienne de l'Académie des sciences de Russie, Irkoutsk, 15 mai 2012 ; Entretien avec Aleksandr Košelev, Institut des systèmes énergétiques, Institut des systèmes énergétiques de la branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 01 juillet 2013.

⁴⁰³ Entretien avec Il'ja Usov, Directeur de la direction des innovations du ministère des Technologies de l'information, du développement de l'innovation et des communications de l'oblast d'Irkoutsk, Irkoutsk, 13 mai 2012.

d'Irkoutsk : le gaz naturel ne pourra pas obtenir une position dominante dans le bilan énergétique et son marché sera limité (Vinokurov, Suhodolov, 2009). Par ailleurs, développer massivement l'utilisation du gaz naturel pose également des problèmes sociaux et économiques : le secteur du charbon de l'oblast et ses employés seraient affectés⁴⁰⁴.

Non seulement le marché de consommation n'atteint pas une taille critique, mais la répartition de la population sur le territoire ne correspond pas à celle des réserves (voir carte 40). Les centres de peuplement sont éloignés des centres de production. Or ces centres de peuplement sont aussi les lieux de consommation : les noyaux industriels de Sajansk, Usol'e-Sibirskoe, Angarsk et Irkoutsk représentent plus de 60 % de la consommation des ressources thermiques et énergétiques de l'oblast. Les gisements de gaz naturel se situent dans les raïons septentrionaux aux densités extrêmement faibles et aux infrastructures inexistantes. L'absence d'infrastructures est l'un des obstacles principaux souligné par le département de la gazéification du ministère des Transports, des Communications et de l'Énergie de l'oblast d'Irkoutsk⁴⁰⁵. Pour gazéifier la région, il faudrait construire intégralement le réseau de transport et de distribution. De plus, d'autres infrastructures sont nécessaires. En effet, les gisements situés sur le territoire régional possèdent une structure et une composition complexes. Le gaz est associé à de nombreux composants de valeur, tels que l'hélium, l'éthane, le propane-butane, notamment à Kovykta (voir *infra*). Exploiter ces gisements nécessite la création d'un complexe chimique permettant la séparation des différents composants et leur traitement.

4. Conflit autour de la mise en valeur du gisement de Kovykta

4.1. La lutte pour le contrôle d'un gisement géant

La gazéification étant au cœur de multiples enjeux, elle se trouve aussi aux prises avec des conflits qui lui sont liés mais sollicitent d'autres leviers de compréhension et la dépassent. L'un des enjeux associés à la gazéification qui a contribué à son échec est celui du contrôle des ressources. Le projet a donné lieu à une lutte pour la maîtrise du gisement géant de

⁴⁰⁴ Entretien avec Boris Saneev et Svetlana Muzychuk, Institut des systèmes énergétiques, Branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 24 mai 2012.

⁴⁰⁵ Entretien avec Natalia Bezik et les membres du Département de la gazéification, ministère des Transports, des Communications et de l'Énergie de l'oblast d'Irkoutsk, 29 mai 2012.

Kovykta. À l'origine, celui-ci est attribué à la compagnie RUSIA-Petroleum. TNK-BP a acquis des actions dans RUSIA-Petroleum en 2000 (Artem'ev, 2010) et est intervenu à ce titre dans des projets de gazéification. En effet, le contrat de licence comportait deux clauses : il déterminait les volumes produits et les délais de production⁴⁰⁶. Le marché régional devait être approvisionné par le gaz extrait du gisement. TNK-BP détenait donc, par l'intermédiaire de RUSIA-Petroleum, la licence d'exploitation de Kovykta, mais en 2010, la compagnie l'a perdue et la banqueroute de la compagnie RUSIA-Petroleum a été prononcée par le tribunal de l'oblast d'Irkoutsk.

Comment en est-on arrivé là ? La principale raison évoquée pour justifier le retrait de la licence à TNK-BP a été le non-respect des clauses stipulées. Les volumes de gaz produits étaient bien inférieurs à ceux fixés par le contrat (9 milliards de m³) et les livraisons aux consommateurs régionaux étaient estimées insuffisantes. TNK-BP a donc été accusée de ne pas avoir rempli ses engagements et de ne pas avoir assuré l'approvisionnement régional. Or la situation n'est pas sans présenter quelques absurdités. En effet, il était impossible pour TNK-BP de produire de tels volumes de gaz, pour plusieurs raisons. Le manque de consommateurs en est une. Le marché régional est peu développé et ne peut absorber 9 milliards de m³ de gaz naturel à l'heure actuelle (voir tableau 71). La seconde raison découle de la première : pour exploiter le gisement, il aurait donc fallu élargir le marché de consommation et non le limiter au marché régional. Cependant, pour cela, des infrastructures de transport du gaz auraient été nécessaires, en particulier des gazoducs d'exportation vers les pays asiatiques. TNK-BP avait prévu de construire un gazoduc d'exportation, cependant Gazprom a obtenu le monopole de l'exportation du gaz naturel (loi de 2006) ce qui a rendu ce projet caduc⁴⁰⁷.

La compagnie s'est donc trouvée dans une impasse : elle possédait le droit d'exploitation d'un des plus grands gisements de Sibérie orientale, mais elle n'avait aucun moyen d'écouler la production. Elle a tenté dès 2007 de vendre sa licence à Gazprom, mais sans succès ; l'accord sur les prix n'a pas été trouvé. C'est ainsi qu'on a abouti au retrait de TNK-BP et à la banqueroute de RUSIA-Petroleum, et que la licence d'exploitation de Kovykta est finalement revenue à Gazprom. Le gisement de Kovykta étant classé parmi les objets d'importance fédérale, la compagnie a obtenu la licence sans passer par la procédure

⁴⁰⁶ Entretien avec Anatolij Golovin, ex-directeur général de la compagnie Irkoutsk Gazprom, Directeur adjoint de Sidanko, Irkoutsk, 24 mai 2012.

⁴⁰⁷ Entretien avec Boris Saneev et Svetlana Muzychuk, Institut des systèmes énergétiques, Branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 24 mai 2012.

d'appel d'offre. La gazéification de l'oblast a été évoquée comme l'un des éléments clés du problème dans les discours, mais les acteurs s'accordent pour la plupart pour la considérer comme un prétexte. Il s'agissait pour Gazprom d'évincer TNK-BP afin de mettre la main sur un gisement aux réserves prometteuses : ce qui était en jeu était le contrôle des ressources.

4.2. Le contrôle des exportations de gaz

Le second enjeu également à l'origine d'une confrontation entre les deux compagnies et indissociable du développement du secteur gazier de l'oblast d'Irkoutsk, est celui de l'exportation. Dès les premiers projets autour de Kovykta, une tension entre marché domestique et exportation s'est dessinée. Dès les années 1990, deux orientations de la mise en valeur du gisement sont apparues : une régionale et une internationale. La première variante prévoyait une orientation prioritaire vers la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk, la seconde une exportation du gaz (Artem'ev, 2010). Ces deux variantes sont restées constamment présentes dans les projets gaziers qui ont concerné la région et sont apparues tantôt en opposition, tantôt en concordance. Dès 1996, RUSIA-Petroleum a envisagé de construire un pipeline pour exporter le gaz de Kovykta vers la Chine et l'administration régionale a tenté d'attirer des investisseurs étrangers pour développer le gisement (Simonia, 2004). Toutefois, les négociations se sont multipliées sans qu'il y ait eu d'avancées.

Dans les années 2000, TNK-BP a de nouveau proposé la construction d'un gazoduc pour exporter le gaz vers la Chine. Le lien entre gazéification et exportation était alors explicite, comme le rapport de l'analyse du projet de gazoduc (Kašircev *et al.*, 2007, p 115) le souligne : « Le gisement de Kovykta est un projet fondamental pour commencer la mise en exploitation de grande ampleur des réseaux et des ressources de gaz de Sibérie orientale. Sa réalisation va permettre l'approvisionnement en gaz des consommateurs de l'oblast d'Irkoutsk en 2007 et [...] en 2013-2015, les livraisons commerciales aux consommateurs d'Asie-Pacifique. » Le projet reposait sur la complémentarité entre les livraisons au marché régional et les exportations : il était prévu de pratiquer des prix peu élevés pour les consommateurs de l'oblast d'Irkoutsk, compensés par les bénéfices réalisés à l'exportation. Ce projet n'a cependant jamais vu le jour puisque TNK-BP n'a pu construire un gazoduc d'exportation et qu'elle a fini par céder sa licence à Gazprom. Celle-ci avait d'ailleurs clairement manifesté son opposition : en janvier 2004, Alexeï Miller a déclaré que Gazprom ne permettrait pas de développer le gisement de Kovykta en dehors de son contrôle et a rejeté l'étude de faisabilité

pour un gazoduc d'exportation, affirmant que la priorité devait être de fournir du gaz aux consommateurs russes (Simonia, 2004).

En 2006, le décret de la Fédération de Russie sur le « canal unique d'exportation » du gaz naturel russe vers les marchés de la région Asie-Pacifique a renforcé la position de Gazprom et lui a donné le monopole de l'exportation du gaz. Les évolutions du secteur gazier russe, notamment sa reprise en main par l'État, ont ainsi affecté la gazéification. La mise en valeur du gisement de Kovykta est conditionnée à l'accès à des marchés d'exportation. RUSIA-Petroleum a proposé à plusieurs reprises à Gazprom de s'associer au projet afin de pouvoir exporter mais Gazprom a refusé. C'est pourquoi Aleksandr Košev (2012) met l'accent sur qu'il qualifie de « paradoxe désagréable » : alors que la région du Baïkal dispose de réserves de gaz significatives à l'échelle internationale, sa gazéification dépend de projets d'exportation du gaz de Kovykta vers la Chine, puisque le marché régional est insuffisant pour le développer.

4.3. Les manifestations du conflit entre TNK-BP et Gazprom

Le conflit entre RUSIA-Petroleum et Gazprom a duré plusieurs années et s'est traduit de plusieurs manières. Ainsi, Gazprom s'est opposé aux projets d'exportation de RUSIA-Petroleum en mettant en doute l'évaluation des réserves de Kovykta. Au moment où les négociations ont débuté entre RUSIA-Petroleum et la Chine, les projets reposaient sur les données issues des travaux de prospection réalisés pendant la période soviétique. La remise en cause des estimations a conduit la partie chinoise à demander de nouvelles prospections pour estimer les réserves, tandis que Gazprom proposait un projet concurrent d'exportation de gaz à partir de la Sibérie occidentale (Simonia, 2004).

L'octroi du statut de coordinateur des projets gaziers de Russie orientale à Gazprom a également mis RUSIA-Petroleum en difficulté. Dès 2000, Gazprom est chargé par le gouvernement fédéral de coordonner le développement du secteur gazier en Sibérie orientale et en Extrême-Orient. Cette mission a été réaffirmée par le « Programme gazier oriental » de 2007. Le statut de Gazprom a donné lieu à des incompréhensions entre RUSIA-Petroleum et ses partenaires chinois et coréens, qui ne savaient pas s'ils devaient mener les négociations avec la compagnie ou avec Gazprom. Cela a causé l'interruption des discussions pendant un an (Simonia, 2004 ; Poussenkova, 2007).

Les projets de gazéification ont également reflété l'opposition entre les compagnies. La proposition d'un projet de gazéification par Gazprom, concurrent de celui de RUSIA-Petroleum, avait pour but de saper les tentatives de RUSIA-Petroleum de développer le gisement de Kovykta. RUSIA-Petroleum a développé un projet de gazéification pour tenter de conserver sa licence d'exploitation et pour commencer l'exploitation industrielle du gisement en livrant le gaz aux consommateurs régionaux. Tandis que RUSIA-Petroleum tentait de développer les gisements de Kovykta et de Verkhnečonskoe, Gazprom, pour contrer ses avancées, a conclu un accord de gazéification avec le gouverneur Aleksandr Tišanin. Le projet de la compagnie s'appuyait sur la mise en valeur des gisements de petite et de moyenne taille, situés dans le nord de la région, tandis que l'exploitation de Kovykta devait être reportée ou être mise en relation avec le réseau gazier du pays (Simonia, 2004).⁴⁰⁸

Si le principal conflit a opposé RUSIA-Petroleum à Gazprom, des dissensions ont été observées entre les actionnaires de RUSIA-Petroleum et en particulier au sein du consortium TNK-BP. En mars 2002, TNK a ainsi proposé de construire un gazoduc jusqu'au port de Nakhodka au lieu d'exporter directement le gaz vers la Chine. Cette proposition était soutenue par Transneft, qui souhaitait combiner le gazoduc avec un oléoduc à partir d'Angarsk. Ce projet a suscité l'opposition de BP, car la compagnie préférait l'option chinoise. Elle détenait des intérêts en Chine et ne voulait pas porter préjudice à ses relations avec le pays. BP a donc fait une contreproposition : s'allier avec Ioukos et construire un gazoduc suivant le même itinéraire que l'oléoduc Angarsk-Daqing (Simonia, 2004). On constate que, dans ce cas précis, TNK s'alliait avec Transneft, la compagnie publique russe détenant le monopole du transport par oléoducs, alors que BP s'associait à Ioukos, une compagnie pétrolière privée.

Mettre en valeur Kovykta sans la participation de Gazprom s'est révélé impossible. Tout projet d'exportation était compromis et les tentatives d'approvisionnement régional se heurtaient à la concurrence de Gazprom. Dans ces circonstances, la banqueroute de RUSIA-Petroleum en 2010 apparaît comme la conclusion inévitable du conflit entre les deux compagnies. Les enjeux qui gravitent autour de la gazéification, en particulier celui du contrôle des ressources et celui de l'exportation, expliquent l'opposition entre les deux grandes compagnies énergétiques que sont Gazprom et TNK-BP (au travers de RUSIA-Petroleum). Ce n'est pas seulement la gazéification en soi qui est source de conflit mais ses objectifs annexes.

⁴⁰⁸ Entretien avec Boris Saneev et Svetlana Muzychuk, Institut des systèmes énergétiques, Branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 24 mai 2012.

Le discours des cadres de Gazprom au sujet de la gazéification et en particulier de la mise en valeur du gisement de Kovykta a reflété une certaine confusion car il n'a cessé d'évoluer. Différentes options ont été envisagées pour la date de mise en exploitation ainsi que pour la destination du gaz extrait de ce champ. Fallait-il approvisionner le marché domestique régional, expédier du gaz vers l'ouest ou exporter vers les pays asiatiques ? Ces discours contradictoires dépendent des conjonctures : des relations avec la Chine, mais aussi du statut du gisement de Kovykta par rapport à Gazprom. Ils ont ainsi constitué un instrument contre les projets de RUSIA-Petroleum.

En effet, quand Gazprom ne disposait pas de la licence du gisement de Kovykta, il préconisait l'approvisionnement des consommateurs régionaux. La compagnie a critiqué le projet de RUSIA-Petroleum de livrer seulement 4 milliards de mètres cubes à la région et d'en exporter 30 aux pays asiatiques (Poussenkova, 2007). En 2004, Alexeï Miller a déclaré : « Approvisionner en gaz les consommateurs russes doit être la priorité du développement des réserves de la Sibérie orientale »⁴⁰⁹. Gazprom a alors affirmé vouloir prendre en main la gazéification (Simonia, 2004).

Dans un deuxième temps, Gazprom a défendu le report de la mise en valeur de Kovykta et a proposé de gazéifier l'oblast d'Irkoutsk grâce aux petits gisements (voir encart et infra). Or, RUSIA-Petroleum était contraint par les termes de sa licence de commencer l'exploitation industrielle avant 2006. Le projet de gazéification de Gazprom, comme on l'a dit, s'opposait alors à la tentative de RUSIA-Petroleum de remplir en partie les clauses de sa licence en envisageant des livraisons aux consommateurs régionaux.

Une fois que Gazprom a obtenu la licence d'exploitation de Kovykta, les projets de mise en valeur du gisement ont été gelés. Les dirigeants de Gazprom font explicitement le lien entre les perspectives d'exportation et le développement du champ⁴¹⁰. Le lancement du projet de gazoduc *Force de Sibérie* a changé la donne et des travaux sont réalisés afin de pouvoir exploiter le champ lorsqu'il sera raccordé par pipeline au centre de production de Iakoutie et à la Chine.

⁴⁰⁹ Gazprom, « Kovyktinskij gaz dolžen doйти do mestnyh potrebitelej » (« Le gaz de Kovykta doit arriver jusqu'aux consommateurs locaux »), *Gazprom Žurnal*, février 2004, p 4.

⁴¹⁰ Eremenko Ekaterina, « Kurs na sžičeniye. "Gazprom" predložil Irkutskoj oblasti novuju shemu gazifikacii » (« Cap sur la liquéfaction. Gazprom a proposé à l'oblast d'Irkoutsk un nouveau schéma de gazéification »), *Kommersant'' (Irkutsk)*, N°52, 28 mars 2014, <http://www.kommersant.ru/doc/2439228>, consulté le 02 juin 2015.

Les revirements de Gazprom au sujet de Kovykta montrent bien que la gazéification a été utilisée comme prétexte pour défendre d'autres objectifs. Dans le cas de l'oblast d'Irkoutsk, l'approvisionnement des consommateurs n'est pas la priorité de la compagnie.

Encart 3 : la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk selon Gazprom en 2006

L'opposition entre les projets de Gazprom et de RUSIA-Petroleum est illustrée dans cette publication de Gazprom. Le bateau qui avance, toutes voiles déployées, est intitulé : « La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk », tandis que le skieur qui le regarde passer porte un manteau au dos duquel on lit « VSGK », c'est-à-dire Vostočno-Sibirskaja Gazovaja Kompanija, la compagnie créée par RUSIA-Petroleum pour réaliser son projet de gazéification. L'image suggère donc que la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk est en train de s'effectuer sans elle.



Source : Natalija Gulejkova, « Delo za malym, "Gazprom" gazificiruet Irkutsuju oblast' za sčet nebol'sih mestoroždenij » (« L'affaire est pour les petits. Gazprom gazéfie l'oblast d'Irkoutsk en recourant aux petits gisements. »), *Gazprom Žurnal*, N°3, mars 2006, p. 34-35. Dessin de Julija Rusenko.

5. Positionnement des acteurs régionaux

Dans le cas de l'oblast d'Irkoutsk, on voit se dessiner une opposition entre acteurs régionaux et Gazprom.

5.1. Initialement, participation des acteurs régionaux à la mise en valeur de Kovykta et au projet de gazéification

Le premier projet de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk a été porté en partie par des acteurs régionaux. En 1992, l'administration de l'oblast d'Irkoutsk et plusieurs compagnies sont à l'origine de la création de RUSIA-Petroleum pour développer le gisement de Kovykta et celui de Verkhnečonskoe (Simonia, 2004). La base initiale de la compagnie était régionale : il s'agissait d'exploiter les ressources d'hydrocarbures régionales en associant les plus grandes compagnies énergétiques de l'oblast d'Irkoutsk et son administration. A l'origine, l'administration régionale est donc impliquée dans la mise en valeur de deux gisements qui figurent parmi les plus grands de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient et les intérêts régionaux sont représentés dans les projets pétroliers et gaziers. Cependant, à partir de 1996, la composition des actionnaires a évolué, la participation des compagnies régionales est devenue minime tandis que des actionnaires étrangers sont entrés en scène : d'abord une compagnie sud-coréenne, puis TNK-BP (Art'emev, 2010). L'administration de l'oblast d'Irkoutsk demeurait partie prenante, mais la part qu'elle détenait a diminué progressivement. Finalement, au cours des années 2000, elle s'est retirée de l'exploitation des grands gisements régionaux et leurs licences sont revenues aux deux grandes compagnies étatiques que sont Gazprom et Rosneft.

En tant que détenteur de la licence d'exploitation de Kovykta, RUSIA-Petroleum a proposé un programme de gazéification. Les plans de Gazprom sont postérieurs. En effet, la Vostočno-Sibirskaja Gazovaja Kompanija (Compagnie gazière de Sibérie orientale, ou VSGK) a été créée en 2004 par RUSIA-Petroleum. Elle était contrôlée conjointement par l'administration de l'oblast d'Irkoutsk et TNK-BP et jouait le rôle d'opérateur du projet. Chargée du transport et de la distribution, elle agissait en étroite coopération avec RUSIA-Petroleum, chargée de l'extraction, et Sajanskhimplast, chargée du traitement du gaz. La gazéification a donc suscité une opposition entre Gazprom, compagnie étatique présente sur une grande partie du territoire russe, et une compagnie régionale, la VSGK.

Le projet de la VSGK s'inscrivait dans la logique de la mise en valeur du gisement de Kovykta. Il s'agissait de gazéifier non pas l'oblast toute entière, mais les points de peuplement situés le long d'un gazoduc de 645 km, reliant Kovykta à Irkoutsk en passant par la ville de Sajansk. Le schéma de gazéification établi concernait plus de 100 points de

peuplements situés dans 11 raïons de l'oblast d'Irkoutsk⁴¹¹. En parallèle, Gazprom soutenait un projet différent : la compagnie défendait un projet de gazéification à partir des petits gisements locaux⁴¹² et ne souhaitait pas impliquer Kovykta, du moins pas à court terme. Les deux compagnies ont choisi deux localités pilotes différentes pour leurs deux programmes de gazéification, Bratsk pour Gazprom, Irkoutsk pour la VSGK.

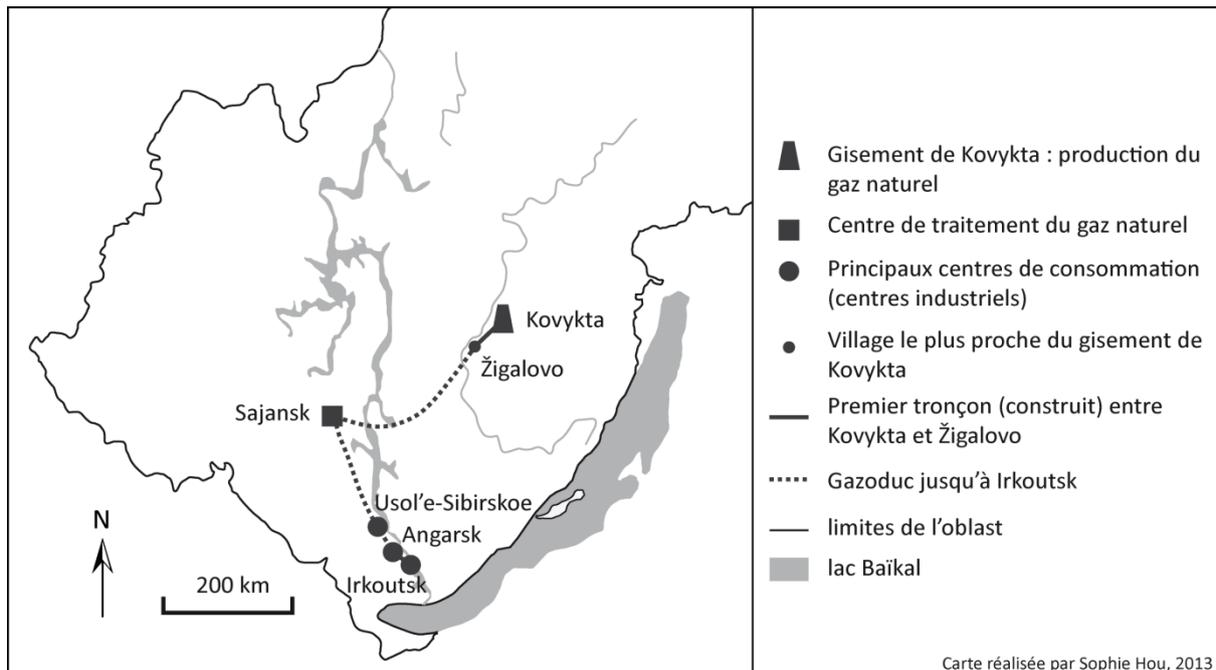
Les deux projets auraient dû être complémentaires, mais ils ont en fait traduit des rivalités entre les compagnies et n'ont jamais fonctionné de pair, leurs contenus étant incompatibles. La VSGK se revendiquait comme une compagnie purement régionale, qui ne comptait aucun actionnaire étranger et n'avait aucun rapport capitalistique avec des firmes de Moscou ou de Saint-Pétersbourg, tandis que Gazprom était perçue par les acteurs régionaux comme négligeant les intérêts locaux⁴¹³. La gazéification apporte ainsi un éclairage intéressant sur les rapports centre-périphérie en les mettant en évidence dans la sphère économique, par le biais des compagnies impliquées. Il convient toutefois de relativiser cette approche centre-périphérie dans la mesure où la logique de TNK-BP était prégnante. Les intérêts de cette compagnie internationale primaient sur les intérêts locaux. Il s'agissait pour elle de mettre en production l'un des plus grands gisements gaziers de Russie orientale. Cependant, le projet élaboré était qualifié de « régional » et les acteurs régionaux soulignaient cette caractéristique en l'opposant au caractère « central » de la proposition de Gazprom.

⁴¹¹ RUSIA-Petroleum, « Kovyktinskij proekt » (« Le projet de Kovykta »), décembre 2009.

⁴¹² Entretien avec Boris Saneev et Svetlana Muzychuk, Institut des systèmes énergétiques, Branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 24 mai 2012.

⁴¹³ Entretien avec Anatolij Malevskij, Président du comité d'État de protection de l'environnement de l'oblast d'Irkoutsk, ex-directeur du département de sécurité industrielle, de protection du travail et de l'environnement de la Vostočno-Sibirskaja Gazovaja Kompanija, Institut de géographie, Branche sibérienne de l'Académie des sciences de Russie, Irkoutsk, 15 mai 2012.

Carte 41 : Projet de gazéification de la VSGK sur la base du gisement de Kovykta



L'opposition centre-périphérie peut se lire de façon plus classique à travers la gazéification de l'oblast : le centre fédéral s'oppose à la région. Les acteurs en charge des programmes de développement de l'oblast d'Irkoutsk sont parfois peu enthousiastes à l'égard des programmes qui concernent la région et qui sont portés par le gouvernement fédéral, comme la « Stratégie de développement économique et social de la région du Baïkal et de l'Extrême-Orient »⁴¹⁴. Le caractère hiérarchique et descendant des relations entre l'État fédéral et l'oblast d'Irkoutsk dans le cadre du développement gazier suscite des mécontentements. Les acteurs ont le sentiment que les ressources régionales vont être mises en valeur au profit du centre mais au détriment de la région, dans une logique prédatrice - le gaz naturel de l'oblast ne sera exploité que lorsque des perspectives d'exportation apparaîtront, et non dans le but d'approvisionner le marché local⁴¹⁵. Plus généralement, le thème du pillage des ressources ressort souvent dans les rapports entre centre et régions sibériennes (Radvanyi, 2007). Pour la région, les profits semblent limités : la rente des

⁴¹⁴ Entretien avec Natal'ja Sysoeva, Département des problèmes économiques et sociaux, Centre de recherche d'Irkoutsk, branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 12 mai 2012.

⁴¹⁵ *Ibid.* ; entretien avec Anatolij Malevskij, Président du comité d'État de protection de l'environnement de l'oblast d'Irkoutsk, ex-directeur du département de sécurité industrielle, de protection du travail et de l'environnement de la Vostočno-Sibirskaja Gazovaja Kompanija, Institut de géographie, Branche sibérienne de l'Académie des sciences de Russie, Irkoutsk, 15 mai 2012.

hydrocarbures et les revenus liés à l'exportation du pétrole et du gaz vont principalement au budget fédéral et une première part insignifiante revient aux budgets locaux et régionaux⁴¹⁶.

5.2. Le lien entre gazéification et gouvernement régional

Malgré ou à cause des faibles résultats, la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk a fait et continue de faire l'objet de nombreux discours officiels, de la part de Gazprom ou du gouvernement régional, ce qui met une fois de plus en évidence sa dimension politique. Ainsi, le gouvernement régional fait toujours de la gazéification l'un de ses objectifs. L'année de son arrivée au pouvoir, en 2012, Sergueï Eroščenko, le nouveau gouverneur de l'oblast, a créé un groupe de travail sur la gazéification composé des représentants du gouvernement régional, du directeur de Gazprom Dobyča Irkustk, des directeurs d'Irkutskenergo, d'Irkutskoblgaz, de Bratskekogaz, d'Irkutskaja Neftegazovaja Kompanija, de Boris Saneev, directeur-adjoint de l'Institut des systèmes énergétiques de la branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, des maires des municipalités de l'oblast, des représentants des entreprises industrielles de la région et de la Chambre civile⁴¹⁷ de l'oblast d'Irkoutsk⁴¹⁸. Au début de l'année 2013, Sergueï Eroščenko a assuré que le gouvernement de l'oblast et Gazprom étaient prêts à tout faire pour que le raïon de Žigalovo reçoive du gaz avant la fin l'année 2013 ou le début de l'année 2014⁴¹⁹. La gazéification est donc un thème politique bien présent. Cependant, les initiatives n'ont pas de conséquences concrètes. Entre 2012 et 2013, aucune avancée n'a été

⁴¹⁶ Entretien avec Aleksandr Abalakov, Faculté de géographie, Université d'Irkoutsk, Irkoutsk, 17 mai 2012.

⁴¹⁷ En russe, *Obščestvennaja palata Irkutskoj oblasti*. Créée en 2007, elle a notamment pour but de soutenir les initiatives citoyennes dans la région, d'examiner les projets de lois, d'exercer un contrôle sur le pouvoir exécutif régional et les institutions locales, d'adresser des propositions au gouverneur et aux institutions régionales. Elle doit coopérer avec les autres Chambres civiles régionales et avec la Chambre civile de la Fédération de Russie, créée en 2005, qui a un rôle de comité de surveillance et a un pouvoir consultatif.

⁴¹⁸ Site de l'oblast d'Irkoutsk, « Sozdana rabočaja gruppa po gazifikacii i gazosnabženiju Priangar'ja » (« Un groupe sur la gazéification et l'approvisionnement en gaz de l'oblast d'Irkoutsk a été créé »), 07 novembre 2012, http://www.irkobl.ru/sites/gkh/news/detail.php?ID=257416&sphrase_id=1268592, consulté le 12 février 2013.

⁴¹⁹ « Sergej Eroščenko : Gazifikacija Irkutskoj oblasti dolžna "rabotat" ne tol'ko na obespečenie naselenija toplivom, no i na krupnyj promyšlennyj sektor » (« Sergueï Eroščenko : la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk doit fonctionner non seulement pour approvisionner la population en gaz, mais aussi le secteur industriel »), SIA.RU, 12 février 2013, http://sia.ru/?section=483&action=show_news&id=255570, consulté le 15 juin 2015.

observée⁴²⁰. Huit mois après sa création, le groupe de travail sur la gazéification n'avait jamais été rassemblé⁴²¹.

Les relations de Gazprom avec les acteurs régionaux, en particulier avec le gouvernement de l'oblast, jouent un rôle clé dans les projets de gazéification et les tensions entre eux expliquent en grande partie le mauvais bilan de la gazéification. En 2012, le directeur de la compagnie Agroenergosbyt, Aleksandr Kiško, commentait ainsi le manque d'avancées de la gazéification de la région : « Le problème de la gazéification est banal. Il s'explique par le fait que le pouvoir exécutif régional et Gazprom, en tant qu'opérateur de la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk, ne s'entendent pas »⁴²². La même année, Sergueï Serebrennikov, le maire de Bratsk, a reconnu que la gazéification de l'oblast se limitait à des « vœux pieux » et que le problème venait du désaccord entre la région et Gazprom⁴²³.

Il faut ajouter que l'oblast d'Irkoutsk a connu plusieurs changements de gouverneur sur une courte période. Cinq gouverneurs se sont succédé depuis 2005 : Boris Govorin (1997-2005), Aleksandr Tišanin (2005-2008), Igor Esipovskij (2008-2009), Dmitrij Mezencev (2008-2012), Sergeï Eroščenko (à partir de 2012). Les changements de gouverneurs induisent des changements de politique et d'attitude à l'égard de la gazéification et de Gazprom. L'Institut des systèmes énergétiques a ainsi élaboré un programme sur la demande de l'administration régionale, mais il n'a jamais été réalisé en raison du changement de l'équipe au pouvoir. Les changements incessants au niveau de l'administration régionale sont un frein à la continuité des projets⁴²⁴.

De plus, les différents gouverneurs entretiennent des relations variables avec Gazprom. Ainsi, Boris Govorin, à la tête de la région de 1997 à 2005, était lié à RUSIA-Petroleum. Il privilégiait son projet et mettait le gisement de Kovykta au cœur de la gazéification de la région (Poussenkova, 2007). Il faisait donc preuve d'une certaine résistance à l'égard de Gazprom. Alexei Miller avait alors déclaré : « Nous gazéifierons

⁴²⁰ Entretien avec Anatolij Malevskij, Président du comité d'État de protection de l'environnement de l'oblast d'Irkoutsk, ex-directeur du département de sécurité industrielle, de protection du travail et de l'environnement de la Vostočno-Sibirskaja Gazovaja Kompanija, Institut de géographie, Branche sibérienne de l'Académie des sciences de Russie, Irkoutsk, 02 juillet 2013.

⁴²¹ Entretien avec Svetlana Muzychuk, Institut des systèmes énergétiques, Branche sibérienne de l'Académie des sciences de Russie, Irkoutsk, 01 juillet 2013.

⁴²² Latynina Svetlana, « Irkutskaja oblast' ne rešaetsja podnažat' na gaz » (« L'oblast d'Irkoutsk ne se décide pas à passer au gaz »), *FederalPress*, 18 avril 2012, <http://fedpress.ru/news/econom/reviews/irkutskaya-oblast-ne-reshaetsya-podnazhat-na-gaz>, consulté le 10 juin 2015.

⁴²³ Latynina Svetlana, « Temperatura kipenija "Itery" grozit konservaciej », *Sibinform*, 10 août 2012, <http://sibinform.com/news/analytic/a21890.html>, consulté le 10 juin 2015.

⁴²⁴ Entretien avec Boris Saneev et Svetlana Muzychuk, Institut des systèmes énergétiques, Branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 24 mai 2012.

l'oblast avec un autre gouverneur »⁴²⁵. Son successeur, Aleksandr Tišanin, a signé un accord avec Gazprom pour gazéifier l'oblast en mettant en exploitation les petits gisements. Les gouverneurs suivants n'étaient pas liés au projet initial de gazéification de RUSIA-Petroleum. Anatolij Golovin leur reproche de travailler pour Moscou ou pour Saint-Pétersbourg et non pour la région⁴²⁶. En 2010, une lettre avait été rédigée par le maire d'Irkoutsk, demandant à Gazprom de prendre des mesures pour accélérer la correction et la réalisation du « Schéma général de gazéification et d'approvisionnement en gaz de l'oblast d'Irkoutsk », mais elle n'a jamais été envoyée car les pouvoirs locaux se sont entendus avec Gazprom⁴²⁷.

5.3. Une opposition entre acteurs régionaux et Gazprom qui perdure

L'opposition perdure entre les acteurs régionaux et Gazprom. Les plans du gouvernement actuel de l'oblast d'Irkoutsk vont à l'encontre de ceux de la compagnie. Ainsi, des projets de développement des industries pétrolière et gazière ont été élaborés par l'administration régionale et le groupe de travail responsable de ces projets était dirigé par Aleksej Kontorovič, de l'Institut de géologie et de géophysique des hydrocarbures de l'Académie des Sciences de Russie, dont le point de vue diffère de celui de Gazprom. Il critiquait notamment l'idée de gazéifier la région par la mise en valeur des petits gisements et insistait sur l'exploitation de Kovykta pour approvisionner l'oblast⁴²⁸. Le gouvernement régional et Gazprom ont continué de s'affronter sur la date de mise en valeur du gisement. En janvier 2012, le gouverneur de l'oblast a par exemple adressé une lettre officielle à Alexeï Miller pour demander que la mise en valeur de Kovykta commence avant 2017⁴²⁹ et le

⁴²⁵ Boroëva Marina, « Miller privezet plan » (« Miller apportera un plan »), *Novaja Burjatija*, N°29, 23 août 2010, p. 3.

⁴²⁶ Entretien avec Anatolij Golovin, ex-directeur général de la compagnie Irkoutsk Gazprom, Directeur adjoint de Sidanko, Irkoutsk, 21 mai 2012.

⁴²⁷ Entretien avec Anatolij Golovin, ex-directeur général de la compagnie Irkoutsk Gazprom, Directeur adjoint de Sidanko, Irkoutsk, 24 mai 2012.

⁴²⁸ Bostrikova Ekaterina, « Na forsaze, Kak Irkutskaja oblast' provela god s očerednym novym gubernatorom » (« A pleine puissance, Comment l'oblast d'Irkoutsk a passé l'année avec un autre nouveau gouverneur »), *Rossijskaja Gazeta*, 20 décembre 2012, N°293 (5966), p. 18.

⁴²⁹ Pavlova Anna, « Gazofikcija ili gazifikacija. Otvetit' pytalis' eksperty TEK Irkutskoj oblasti » (« Gazéification ou gazéification : des experts du secteur énergétique de l'oblast d'Irkoutsk tentent de répondre », *Sibirskij Energetik*, 01 mars 2013, <http://www.vsp.ru/economic/2013/03/01/529669>, consulté le 09 juin 2015.

gouvernement régional estimait en 2013 que les projets d'exploitation du gisement de Gazprom étaient extrêmement confus⁴³⁰.

Le gouvernement régional et Gazprom se renvoient l'un l'autre la responsabilité de l'échec de la gazéification. En mars 2014, les dirigeants de Gazprom évoquaient l'insuffisance des financements accordés par la région au programme de gazéification de 2008-2010 tandis que Sergueï Eroščenko faisait remarquer que Gazprom ne tenait pas ses promesses⁴³¹. Le directeur de Gazprom Dobycha Irkutsk a également critiqué le manque de cadres qualifiés dans le domaine de la gazéification dans l'administration régionale et des municipalités⁴³². Les compagnies régionales ont également critiqué le bilan de la gazéification de l'oblast et le rôle de Gazprom. Le directeur de Sajanskhimplast, Nikolaj Mel'nik, a déclaré en mars 2013 que le gouvernement de l'oblast d'Irkoutsk devait dicter ses conditions à Gazprom, et non l'inverse⁴³³. Il faut toutefois rappeler que Sajanskhimplast était une compagnie associée aux projets de gazéification de RUSIA-Petroleum. Les consommateurs industriels potentiels de l'oblast ne partagent pas nécessairement un intérêt pour la gazéification de la région. Ainsi, Alekseïj Sobol', le directeur du Partenariat des producteurs et des entrepreneurs de l'oblast d'Irkoutsk, observait :

« Pour parler franchement, la région elle-même n'est que faiblement intéressée par la gazéification. Nous avons une électricité bon marché, de trop grandes réserves de charbon et un secteur du charbon développé »⁴³⁴.

La compagnie Itera⁴³⁵, qui exploite le gisement de Bratsk par le biais de sa filiale Bratskekgaz, a également accusé Gazprom d'être responsable du dysfonctionnement du

⁴³⁰ « Gazifikacija Žigalovskogo raiona v Irkutskoj oblasti budet uskorena – Sergej Eroščenko » (« La gazéification du raion de Žigalovo dans l'oblast d'Irkoutsk va être accélérée, selon Sergueï Eroščenko »), *Irkutskmedia*, 11 mars 2013, <http://irkutskmedia.ru/news/economics/11.03.2013/262255/gazifikatsiya-zhigalovskogo-rayona-v-irkutskoy-oblasti-budet-uskorena-sergej-erosch.html>, consulté le 02 juin 2015.

⁴³¹ Eremenko Ekaterina, « Fakel'naja gazifikacija. Rukovodstvo Irkutskoj oblasti i "Gazprom" obmenjalis' obvinenijami v bezdejstvii » (« La gazéification brûlée en torchère. La direction de l'oblast d'Irkoutsk et Gazprom s'accusent mutuellement de l'inaction »), *op. cit.*

⁴³² *Ibid.*

⁴³³ « Gazifikacija Žigalovskogo raiona v Irkutskoj oblasti budet uskorena – Sergej Eroščenko » (« La gazéification du raion de Žigalovo dans l'oblast d'Irkoutsk va être accélérée, selon Sergueï Eroščenko »), *op. cit.*

⁴³⁴ « Problemy gaza obsudili bez Gazproma v Irkutske » (« La question du gaz a été discuté sans Gazprom à Irkoutsk »), *IrkutskMedia*, 26 février 2013, <http://irkutskmedia.ru/news/economics/26.02.2013/259795/problemi-gaza-obsudili-bez-gazproma-v-irkutske.html>, consulté le 30 mai 2015.

⁴³⁵ Itera est une compagnie gazière russe dont la majorité des actions est détenue par Rosneft depuis mai 2013.

programme de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk⁴³⁶. 79 % des actions de Bratskekogaz appartiennent à Itera et 21 % sont détenus par l'administration de Bratsk. La gazéification de Bratsk constituait la première étape du programme de Gazprom et c'est la seule qui a été partiellement réalisée. Cela s'explique en partie par le fait que le gisement de Bratskoe n'a pas une structure complexe : sa mise en exploitation en est facilitée⁴³⁷. De plus, en réalisant la gazéification de la ville, Gazprom a décidé de montrer sa capacité à utiliser de petits gisements. Il faut enfin ajouter que la ville, grand centre industriel, est très polluée, les premiers émetteurs de pollution atmosphériques étant l'usine d'aluminium puis les centrales thermiques (elle fait partie des « *dirty thirty* », les trente lieux considérés comme les plus pollués au monde par le Blacksmith Institute). Le gazoduc reliant le gisement de Bratskoe à la ville a été construit entre 2007 et 2009. En 2008, Aleksandr Ananekov, le vice-président de Gazprom, la présentait comme le « modèle d'une coopération efficace avec les producteurs de gaz indépendants pour la mise en valeur de nouvelles régions de production en Sibérie orientale et en Extrême-Orient »⁴³⁸. Cependant, Bratskekogaz se trouve en difficulté. En effet, dans le programme de gazéification de Bratsk, il était initialement prévu de produire plus de 420 millions de mètres cubes par an. Or, en 2012, la compagnie extrayait à peine 6 millions de mètres cubes de gaz et il n'existait pas de marché de consommation local⁴³⁹. En effet, en 2013, la consommation de gaz naturel de Bratsk et de son raïon aurait été inférieure à 5 millions de mètres cubes, tandis que la capacité du gazoduc est de 262 millions de mètres cubes⁴⁴⁰. Les difficultés de la gazéification de Bratsk peuvent en partie être expliquées par l'implication d'Itera (filiale de Rosneft) et de Gazprom et aux tensions entre les deux compagnies⁴⁴¹.

La gazéification de Bratsk se heurte à un double problème. D'une part, les ménages de la rive droite de l'Angara ont été raccordés au gaz à contrecœur en raison du coût élevé de la

⁴³⁶ Latynina Svetlana, « Temperatura kipenija "Itery" grozit konservaciej », *Sibinform*, 10 août 2012, <http://sibinform.com/news/analytic/a21890.html>, consulté le 10 juin 2015.

⁴³⁷ Entretien avec Boris Saneev et Svetlana Muzychuk, Institut des systèmes énergétiques, Branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 24 mai 2012.

⁴³⁸ Lagunova Irina, Gulejkova Natalija, « Eto tol'ko načalo » (« C'est seulement le début »), *Gazprom Žurnal*, N° 1-2, janvier-février 2008, p. 28-29.

⁴³⁹ Latynina Svetlana, « Temperatura kipenija "Itery" grozit konservaciej », *art. cit.*

⁴⁴⁰ Eremenko Ekaterina, « Fasel'naja gazifikacija. Rukovodstvo Irkutskoj oblasti i "Gazprom" obmenjalis' obvinenijami v bezdejstvii » (« La gazéification brûlée en torchère. La direction de l'oblast d'Irkoutsk et Gazprom s'accusent mutuellement de l'inaction »), *art. cit.*

⁴⁴¹ Entretiens avec Anatolij Golovin, Premier directeur général de la compagnie Irkoutsk Gazprom, Directeur adjoint de Sidanko, Irkoutsk, 21 mai et 24 mai 2012.

connexion, malgré les prix subventionnés⁴⁴². D'autre part, Gazprom n'a pas construit les infrastructures gazières planifiées, qui auraient permis de livrer les ressources du gisement de Bratskoe à la rive gauche de l'Angara, où se trouvent les gros consommateurs industriels, susceptibles de consommer des volumes élevés de gaz. Dans ces conditions, Itera a depuis longtemps cherché à revendre ses actions dans Bratskekogaz à Gazprom, mais les négociations ont abouti à un refus de la compagnie. Le projet de gazéification apparaît comme non rentable et exclusivement politique. La gazéification de Bratsk devait être le projet pilote de Gazprom et il a également servi d'instrument de campagne politique pour Sergueï Serebrennikov, le maire de la ville⁴⁴³. Le projet de Bratsk est donc le seul qui a été partiellement réalisé par Gazprom, mais il n'implique pas la compagnie actuellement. Par ailleurs, il est inachevé et pose de nombreux problèmes.

Les discussions entre Gazprom et les acteurs régionaux au cours des dernières années n'ont pas permis la poursuite des travaux de gazéification dans la région. Le 27 mars 2014, une délégation de Gazprom a rencontré les membres du gouvernement de l'oblast à ce sujet⁴⁴⁴. La proposition de Gazprom était de fournir les consommateurs de la région en gaz liquéfié et de réaliser une « gazéification économe », ciblée et de faible ampleur, qui correspondrait à la demande régionale. Le gouverneur de l'oblast d'Irkoutsk a contesté l'estimation du marché de consommation de gaz de la région de la compagnie et a affirmé qu'il existait, au contraire, une demande de la part des entreprises liées au traitement des hydrocarbures et dans les territoires septentrionaux. Les chiffres sont là encore manipulés pour servir les objectifs des différents acteurs.

En 2014, Gazprom a jugé la gazéification des territoires méridionaux de l'oblast d'Irkoutsk non rentable. Selon la compagnie, la construction des infrastructures est trop coûteuse, les consommateurs trop peu nombreux et le charbon et l'électricité d'origine hydraulique moins chers que le gaz⁴⁴⁵. La gazéification de la région est donc gelée et

⁴⁴² Entretien avec Svetlana Muzychuk, Institut des systèmes énergétiques, Branche sibérienne de l'Académie des sciences de Russie, Irkoutsk, 01 juillet 2013.

⁴⁴³ Latynina Svetlana, « Temperatura kipenija "Itery" grozit konservaciej », *art. cit.* ; Latynina Svetlana, « Irkutskaja oblast' ne rešaetsja podnažat' na gaz » (« L'oblast d'Irkoutsk ne se décide pas à passer au gaz »), *art. cit.*

⁴⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁴⁵ Kuprijanov Timur, « Kovyktinskij gaz – ne dlja Priangar'ja » (« Le gaz de Kovykta n'est pas pour l'oblast d'Irkoutsk »), *Ircity*, 23 octobre 2014, articles.ircity.ru/2481/, consulté le 12 juin 2015 ; « "Gazprom" priznal poka necelesoobraznoj gazifikaciju Irkutskoj oblasti » (« Gazprom a reconnu que la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk n'était pas encore rentable »), *OilCapital.ru*, 22 octobre 2014, <http://www.oilcapital.ru/transport/255047.html>, consulté le 3 mars 2015.

Gazprom n'envisage un développement futur qu'à partir de 2024, après la mise en exploitation de Kovykta.

La décision de Gazprom d'interrompre le programme en raison de son absence de rentabilité a conduit le gouvernement régional à envisager une gazéification sans Gazprom. En fait, il en a été question avant le diagnostic officiel de Gazprom. Au début de l'année 2013, le vice-gouverneur de l'oblast d'Irkoutsk déclarait :

« Nous, le gouvernement de l'oblast d'Irkoutsk, réaliserons la gazéification. Gazprom peut s'y associer comme ne pas s'y associer. Nous travaillerons avec les potentiels producteurs indépendants de gaz associé, Dusil'ma, Petromir et Rosneft »⁴⁴⁶.

Actuellement, les projets de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk sont donc menés avec les autres compagnies pétrolières et/ou gazières présentes dans la région. Ainsi, la gazéification de la ville d'Ust-Kout devrait être réalisée par les compagnies *Dulis'ma* et *Irkutskaja Neftjanaja Kompanija*⁴⁴⁷ alors qu'elle devait l'être initialement par Gazprom⁴⁴⁸. Un accord a également été conclu entre Rosneft et l'oblast le 19 juin 2015 au sujet de la gazéification de la ville de Bratsk⁴⁴⁹.

6. Des divergences entre logiques des compagnies et intérêts régionaux ou fédéraux

Les acteurs qui interviennent dans la gazéification et plus largement dans les projets de développement du secteur gazier régional défendent des intérêts multiples et ambigus. La gazéification dépend en grande partie des entreprises gazières, ce qui n'est pas sans conséquences sur les projets de gazéification. Les compagnies poursuivent ainsi des objectifs qui leur sont propres et qui ne sont pas compatibles avec les projets de développement régionaux, voire fédéraux.

⁴⁴⁶ « Problemy gaza obsudili bez Gazproma v Irkutske » (« La question du gaz a été discuté sans Gazprom à Irkoutsk »), *art. cit.*

⁴⁴⁷ *Irkutskaja Neftjanaja Kompanija* est une compagnie pétrolière privée russe dont le siège se trouve à Irkoutsk, de même que *Dulis'ma*.

⁴⁴⁸ « NK "Dusil'ma" i Irkutskaja Neftjanaja kompanija budut gazificirovat' Ust'-Kut vmesto Gazproma » (« Dusil'ma et Irkutskaja Neftjanaja Kompanija gazéifieront Ust-Kout à la place de Gazprom), *Neftegazovaja Vertikal'*, 30 juin, 2014.

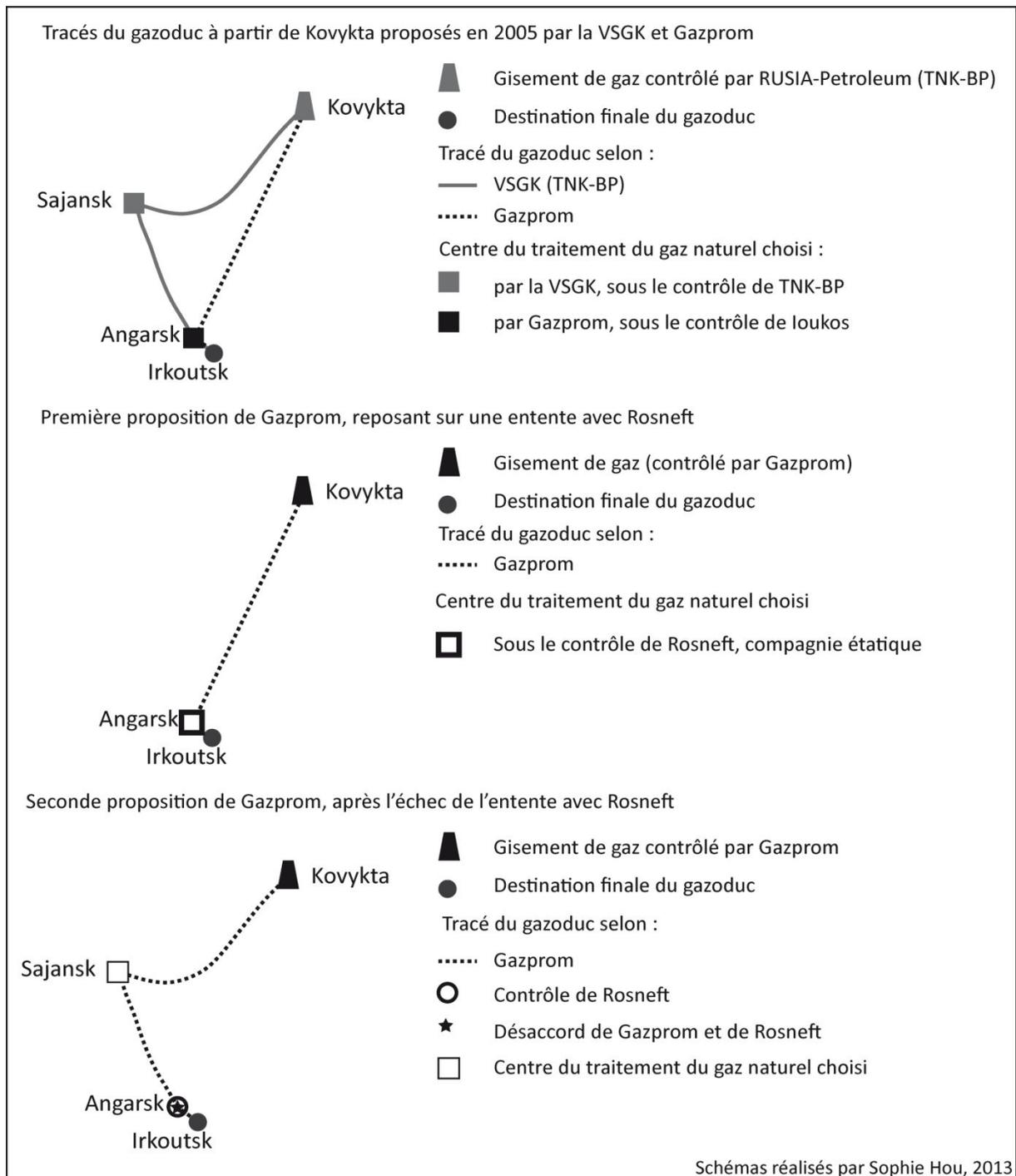
⁴⁴⁹ « Pravitel'stvo Irkutskoj oblasti i NK "Rosneft" budut razvivat' gazifiakciju municipal'nyh obrazovaniy severnyh territorij regiona » (« Le gouvernement de l'oblast d'Irkoutsk et la compagnie pétrolière Rosneft développeront la gazéification des municipalités des territoires du nord de la région »), Site de l'oblast d'Irkoutsk, 19 juin 2015, <http://www.irkobl.ru/news/164444/>, consulté le 20 juin 2015.

L'exemple du choix de l'itinéraire du gazoduc à partir de Kovykta le montre. Avant de transporter le gaz jusqu'à Irkoutsk, il faut le traiter, et deux solutions ont été envisagées pour cela : faire étape à Angarsk ou à Sajansk. Dans les années 1990, le projet de RUSIA-Petroleum était de transporter le gaz de Kovykta en passant par Angarsk. Puis, dans les années 2000, la VSGK, dont le projet reflétait les intérêts de RUSIA-Petroleum, prévoyait de convoier le gaz jusqu'à Irkoutsk via Sajansk. En 2005, Gazprom projetait de construire un gazoduc Kovykta-Angarsk-Irkoutsk, auquel il a finalement préféré un gazoduc via Sajansk. Ces choix ne relèvent pas uniquement de considérations techniques et économiques. Le trajet du gazoduc est déterminé par les logiques internes des compagnies.

Si TNK-BP envisageait de faire passer le gazoduc par Sajansk, c'était pour que le gaz y soit traité par la compagnie Sajanskhimplast, contrôlée par Alpha-Renova, c'est-à-dire par TNK-BP elle-même, Alpha-Renova étant une filiale de TNK-BP. Quant à Gazprom, sa préférence se portait d'abord sur Angarsk, car la compagnie Angarskaja Neftehimičeskaja Kompanija, qui traiterait le gaz naturel, appartenait à Rosneft, compagnie pétrolière également contrôlée par l'État⁴⁵⁰. Sa volte-face a été causée par l'incapacité des deux compagnies étatiques à s'entendre. On voit apparaître, là encore, le problème des relations entre Gazprom et Rosneft. A cause de leur désaccord, Gazprom a opté pour Sajansk. Or, le choix de Sajansk plutôt que d'Angarsk aurait augmenté les coûts du projet : il fallait créer les infrastructures nécessaires (traitement de l'éthylène, etc.), qui n'existaient pas à Sajansk, alors qu'Angarsk en était équipée (Golovin, 2011). A partir du moment où les acteurs principaux sont des compagnies, les intérêts pris en compte ne sont pas uniquement les intérêts régionaux ou même fédéraux, mais ceux qui sont leur sont propres, qui relèvent de stratégies industrielles.

⁴⁵⁰ Entretien avec Anatolij Golovin, Premier directeur général de la compagnie Irkoutsk Gazprom, Directeur adjoint de Sidanko, Irkoutsk, 21 mai 2012.

Schéma 18 : Les différentes propositions d'itinéraire du gazoduc à partir de Kovykta, reflet des logiques internes aux compagnies



Conclusion

Le tableau récapitule les grandes étapes de la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk. Le premier projet élaboré a été celui de RUSIA-Petroleum. Un projet concurrent a vite été présenté par Gazprom. La région a également élaboré un premier document à l'échelle de

l'oblast. Cependant, après l'échec de RUSIA-Petroleum et sa banqueroute, Gazprom s'est désintéressé de la gazéification. On peut penser que la compagnie, après avoir obtenu le gisement de Kovykta, ne voyait plus la nécessité d'entreprendre des projets de gazéification qui visaient en partie à contrer RUSIA-Petroleum. Depuis, la région réalise seule quelques projets de faible envergure et, au cours des dernières années, s'est tournée vers d'autres compagnies.

Tableau 72 : Chronologie des projets de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk de RUSIA-Petroleum, de Gazprom et de l'administration régionale

Date	RUSIA-Petroleum	Gazprom	Oblast d'Irkoutsk
2004	Projet de gazéification Kovykta-Sajansk-Irkoutsk à partir de Kovykta		
2005		Schéma général de gazéification et d'approvisionnement en gaz de l'oblast d'Irkoutsk à partir de petits gisements	
2007		- Inclusion de l'oblast dans le programme de gazéification des régions de Russie. - Début des travaux de construction du gazoduc entre le gisement de Bratskoe et la ville de Bratsk	Programme cible de long terme « La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk en 2008-2010 »
2008	Liquidation de VSGK		
2009		- Actualisation du Schéma général de gazéification et d'approvisionnement en gaz - Livraison de gaz à Zjaba puis à Bratsk	
2010	Banqueroute de RUSIA-Petroleum		Programme cible de long terme « La gazéification de l'oblast d'Irkoutsk en 2011-2015 »
2011		Gazprom obtient la licence de Kovykta	
2013			Projet de gazéification de la ville d'Ust-Kout avec les compagnies Dulis'ma et Irkutskaja Neftjanaja Kompanija
2014		Réévaluation de la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk, considérée comme non rentable. Gel du programme	
2015			Accord avec Rosneft pour la gazéification de Bratsk

Dans l'oblast d'Irkoutsk, un premier projet de gazéification était donc porté par des acteurs régionaux et une grande compagnie énergétique, TNK-BP, et s'est heurté à celui de Gazprom. En un sens, on peut y voir un conflit centre/périphérie, entre Gazprom, compagnie étatique, et des acteurs régionaux, entreprises et administration. Il faut toutefois nuancer cette façon de présenter les choses, car le conflit correspond aussi à l'opposition entre les deux grandes compagnies que sont Gazprom et TNK-BP. Il a abouti à la victoire de Gazprom, qui a bénéficié du soutien du centre fédéral et qui a reçu la licence du gisement géant de Kovykta. Cependant, cela n'a pas favorisé la gazéification de la région par Gazprom. Dix ans après l'élaboration de la première version du « Schéma général de gazéification et d'approvisionnement en gaz de l'oblast d'Irkoutsk », les réalisations sont presque nulles. Anatolij Golovin commentait : « Dans l'oblast d'Irkoutsk, Gazprom n'a rien fait, à part construire une piscine et des jeux pour enfants. Ce sont là les plus sérieuses réalisations de Gazprom dans l'oblast d'Irkoutsk »⁴⁵¹.

Le cas de l'oblast d'Irkoutsk le montre : même si elle est qualifiée de « cinquième programme national », la gazéification est bel et bien le programme d'une compagnie, Gazprom. Aucun document fédéral n'en détermine les modalités. Gazprom, au nom de l'État russe, est chargé de réaliser la gazéification, mais agit aussi selon des logiques économiques et des critères de rentabilité. Ainsi, l'entrée en scène de Gazprom, compagnie contrôlée par l'État, ne signifie pas une meilleure adéquation aux objectifs affichés par celui-ci, au contraire. Selon Artem'ev (2010), la désignation de Gazprom comme coordinateur de la mise en valeur des ressources en gaz de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient, parmi lesquelles Kovykta, a ajouté à l'incertitude des relations entre les partenaires commerciaux internationaux, les compagnies étatiques et les compagnies-opérateurs des gisements. Gazprom, vue d'Irkoutsk, est perçue comme une compagnie financière qui obéit à une stratégie globale : l'acquisition de la licence de Kovykta peut être appréhendée dans une logique d'augmentation de la valeur financière de la compagnie qui fait peu de cas de la mise en valeur réelle du gisement et de l'approvisionnement en gaz des consommateurs régionaux⁴⁵². Quand elle n'est pas considérée comme une compagnie à la recherche de son

⁴⁵¹ Entretien avec Anatolij Golovin, ex-directeur général de la compagnie Irkoutsk Gazprom, Directeur adjoint de Sidanko, Irkoutsk, 24 mai 2012.

⁴⁵² Entretien avec Natal'ja Sysoeva, Département des problèmes économiques et sociaux, Centre de recherche d'Irkoutsk, branche sibérienne de l'Académie des Sciences de Russie, Irkoutsk, 12 mai 2012 ; Entretien avec Aleksandr Abalakov, Faculté de géographie, Université d'Irkoutsk, Irkoutsk, 17 mai 2012 ; Entretiens avec Anatolij Golovin, Premier directeur général de la compagnie Irkoutsk Gazprom, Directeur adjoint de Sidanko, Irkoutsk, 21 mai et 24 mai 2012.

propre profit, elle apparaît comme un agent de Moscou ou de Saint-Pétersbourg qui ne tient aucun compte du développement régional. Après avoir fait l'objet de nombreux discours et programmes, la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk a été déclarée non rentable et provisoirement abandonnée par Gazprom.

Le cas de la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk met en évidence le lien entre les projets d'approvisionnement régional et d'exportation. Si dans les discours, l'accent était mis sur la gazéification de la région et les livraisons aux consommateurs domestiques, le facteur clé est la possibilité d'exportation, qui déterminait la rentabilité des projets. Selon le « Programme gazier oriental », le développement du centre de production de l'oblast d'Irkoutsk devrait suivre la mise en valeur de Čajanda (en Iakoutie). La signature de l'accord avec la Chine en 2014 et le lancement de la construction de *Force de Sibérie* devrait déboucher, à moyen terme, sur la mise en exploitation de Kovykta. Cependant, celle-ci ne garantit pas l'approvisionnement en gaz de l'oblast d'Irkoutsk. Il n'est en effet pas exclu, que le gaz produit par le gisement de Kovykta soit intégralement exporté, échappant à la région.

L'oblast d'Irkoutsk peut apparaître comme une périphérie dominée dans le sens où Gazprom a acquis la licence d'exploitation et a la maîtrise du programme de gazéification. Sans sa participation, seules des initiatives très locales peuvent être entreprises. Quant à son intégration, du point de vue du secteur gazier, elle n'est pour l'heure pas incluse dans l'ESG ni au réseau de gazoducs orientaux en voie de constitution. Il n'existe sur le territoire régional que quelques tronçons de gazoducs isolés (entre Bratskoe et Bratsk, entre Čikanskoe et Žigalovo). Alors que les acteurs régionaux défendent la mise en exploitation de Kovykta, sa mise en valeur a été reportée par Gazprom pour répondre aux objectifs de la stratégie de la compagnie et du centre fédéral, selon les programmes de développement de Gazprom et les négociations menées au niveau de l'État fédéral avec les pays asiatiques. En conclusion, on peut dire que l'oblast d'Irkoutsk joue actuellement un rôle marginal dans le secteur gazier. L'évolution changera peut-être avec la mise en exploitation de Kovykta.

Chapitre 15. La République de Bouriatie, une périphérie délaissée

La République de Bouriatie a été incluse dans les projets de Gazprom dans le cadre du « Programme gazier oriental » et elle entre également dans le programme fédéral de développement de la région du Baïkal et de l'Extrême-Orient. Cependant, si des réflexions et des plans ont été élaborés au sujet de la gazéification de la région, elle fait partie des territoires pour lesquels les travaux n'ont jamais été mis en œuvre et ont été arrêtés pour une durée indéterminée.

1. Présentation de la région

La République de Bouriatie se trouve dans le district fédéral de Sibérie, elle fait partie des régions de Sibérie orientale et est voisine de l'oblast d'Irkoutsk, du kraï de Transbaïkalie et de la République de Touva. Elle partage également, au sud, une frontière avec la Mongolie. Par la voie ferrée, sa capitale, Oulan-Oudé, se trouve à 5 519 km de Moscou et à 3 500 km de l'océan Pacifique. Sa superficie est de 350 000 km² et elle est peuplée de moins d'un million d'habitants en 2015. La densité de population de la région est donc inférieure à 3 habitants par km². Les 4/5^e du territoire régional sont montagneux et fragmentés par plusieurs chaînes de montagne (Saïan oriental, Monts Baïkal), le point culminant correspondant au Mounkou Sardyk, dans le massif du Saïan oriental, à la frontière entre Bouriatie et Mongolie (3 491 m d'altitude) (Bortalevič, 2012). Ce relief complique le transport. Le pergélisol permanent représente une autre contrainte. Par ailleurs, presque tout le territoire de la région se situe dans une zone de forte sismicité (Granberga, Minakira, Pomanova, 2005).

Le climat de la République de Bouriatie a un caractère fortement continental, avec une forte amplitude thermique annuelle, des hivers froids et secs et des étés chauds. En hiver, la température moyenne est de - 22°C et le minimum absolu atteint en janvier est inférieur à - 50°C sur la plus grande partie du territoire ; la température moyenne est de 18,5°C en été. La température moyenne annuelle est de - 1,6°C et la période végétative dure de 90 à 155 jours par an (Bortalevič, 2012). Environ 60 % du territoire entrent juridiquement dans l'Extrême-Nord⁴⁵³.

⁴⁵³ Gouvernement de la République de Bouriatie, « Stratégie de développement du complexe énergétique de la République de Bouriatie jusqu'en 2030 », 2009 ; l'Extrême-Nord correspond à la partie du territoire russe se

Plus de 65 % du territoire de la Bouriatie est recouvert par des forêts (Bortalevič, 2012). La République de Bouriatie est toujours apparue comme une région peu peuplée de Russie. Avant 1928, sa densité de population était inférieure à 1 habitant par km² (Philipova, 2006). Elle a un peu augmenté depuis mais reste très faible : 2,8 habitants au km² actuellement⁴⁵⁴. Cependant, sur plus de la moitié du territoire, elle est inférieure à 1 habitant au km². La population est inégalement répartie sur le territoire (voir carte 42). Une grande partie vit dans les raïons qui se trouvent le long du transsibérien et du BAM ainsi que dans les raïons méridionaux, alors qu'une grande partie du territoire, en particulier le nord (plus de 40 %), est peu mise en valeur et peu peuplée. Près de 60 % de la population vit dans six villes. Oulan-Oudé, la capitale régionale, compte 426 650 habitants, soit 43,6 % de la population de la Bouriatie. La part de la population rurale est plus élevée que la moyenne russe et que celle des autres régions étudiées : elle est de plus de 40 %.

Dans la « Stratégie de développement de la Sibérie jusqu'en 2020 », la région est classée parmi celles dont le niveau de développement social et économique est faible par rapport à la moyenne sibérienne. Son produit régional brut est ainsi deux fois inférieur à celui de l'oblast de Tomsk et quatre fois moins élevé que celui de l'oblast d'Irkoutsk. Si l'on prend en compte le nombre d'habitants et que l'on retient le produit régional brut par habitant, celui de la République de Bouriatie est deux fois inférieur à celui des deux autres régions. Ainsi, le développement économique et le niveau de vie de la Bouriatie sont faibles, non seulement par rapport à la moyenne russe, mais aussi par rapport aux régions sibériennes et extrême-orientales. La République de Bouriatie fait partie des régions de Russie dont le niveau de développement industriel est faible (Bortalevič, 2012). La situation budgétaire régionale est délicate en raison de la faiblesse des revenus propres. Les transferts financiers de l'État fédéral dans le budget régional jouent un rôle crucial, ce qui renforce la dépendance de la région au centre fédéral. En 2005, le budget de la République de Bouriatie dépendait à 55 % des transferts fédéraux. (Granberga, Minakira, Pomanova, 2005). En 2015, cette dépendance est de 50,4 %⁴⁵⁵.

La République de Bouriatie souffre de plusieurs problèmes, parmi lesquels le haut niveau de chômage, la pauvreté de la population, le faible niveau de diversification de l'économie et des infrastructures de communication insuffisamment développées. Elle se

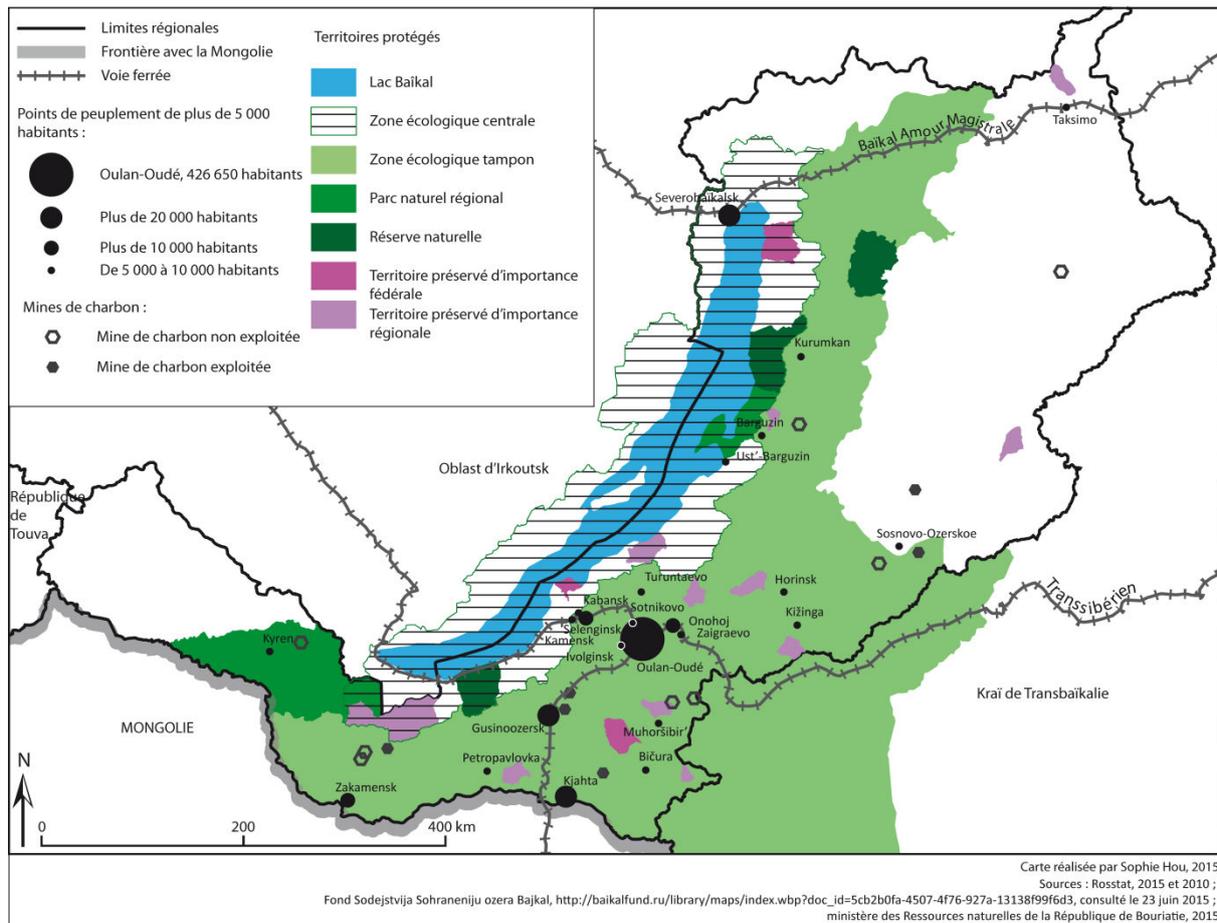
situant au nord du Cercle polaire arctique ainsi qu'aux territoires voisins « assimilés », marqués par de fortes contraintes climatiques. Il y existe notamment des privilèges concernant les conditions de travail.

⁴⁵⁴ Selon Rosstat, 2015.

⁴⁵⁵ Ministères des Finances de la Fédération de Russie, 2015.

trouve également dans une situation périphérique dans le système territorial macroéconomique de la Russie (Philipova, 2006). En outre, plus de la moitié du territoire est incluse dans le territoire naturel du Baïkal, délimité par la loi fédérale « Sur la protection du lac Baïkal », ce qui implique des contraintes particulières, le territoire étant fortement protégé (Granberga, Minakira, Pomanova, 2005 ; Bortalevič, 2012) (voir carte 42).

Carte 42 : La République de Bouriatie, principaux points de peuplement et territoires protégés



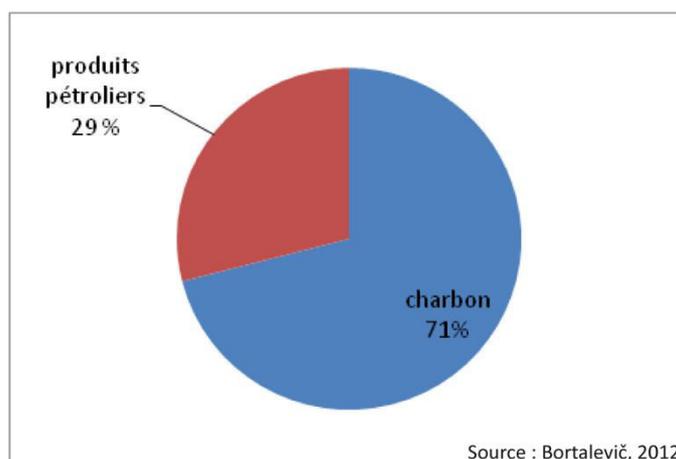
La région possède divers minerais : il y a 600 gisements sur son territoire, dont 247 gisements d'or⁴⁵⁶. La Bouriatie possède des réserves en charbon dont plusieurs mines sont en exploitation. En 2007, elle produisait 6,1 millions de tonnes de charbon⁴⁵⁷. En revanche, elle ne dispose d'aucune réserve en hydrocarbures. Le charbon est donc la principale source d'énergie. Il occupe une place prédominante dans le bouquet énergétique et représentait

⁴⁵⁶ Gouvernement de la République de Bouriatie, « Stratégie de développement du complexe énergétique de la République de Bouriatie jusqu'en 2030 », 2009.

⁴⁵⁷ *Ibid.*

environ 95 % des ressources en énergie primaire utilisées par la région en 2007. En 2012, parmi les deux catégories de combustibles utilisés, il a de loin la première place (voir graphe 49).

Graphe 49 : Parts des combustibles consommés par la République de Bouriatie en 2012



Photographie 11 : La centrale thermique 1 d'Oulan-Oudé

La centrale thermique 1 d'Oulan-Oudé, entrée en exploitation en 1936 et située au centre de la ville, fait partie des grands consommateurs de charbon de la région. Elle est à l'origine d'émissions atmosphériques qui affectent l'ensemble de la ville (Dambiev *et al.*, 2014) et représente la première source stationnaire d'émissions polluantes (33 %) suivie par la centrale thermique 2 (19 %) ⁴⁵⁸.

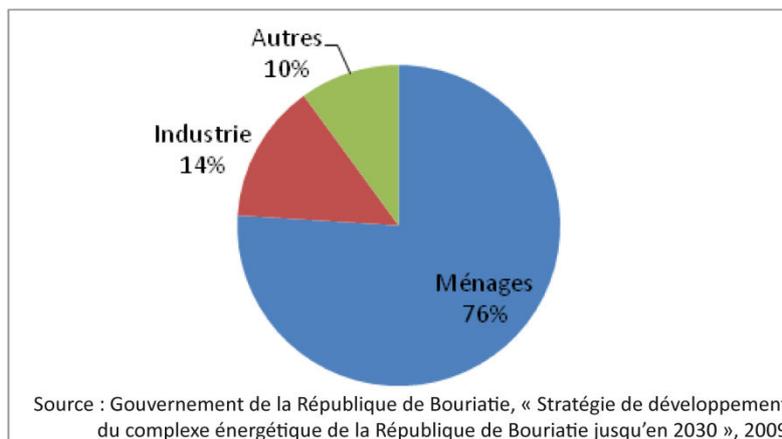


Source : Photographie prise par Sophie Hou, 11 juillet 2013.

⁴⁵⁸ Žapov Vladimir, « Po urovnju zagryaznenija vozduha Ulan-Ude dognal Ulan-Bator i Sankt-Peterburg » (« Le niveau de pollution atmosphérique d'Oulan-Oudé a rejoint celui d'Oulan-Bator et de Saint-Petersbourg »), *Infopol.ru*, 10 janvier 2014, <http://www.infopol.ru/obshchestvo2/item/799-po-urovnyu-zagryazneniya-vozdukha-ulan-ude-dognal-ulan-bator-i-sankt-peterburg.html>, consulté le 11 juin 2014.

En l'absence de ressources en gaz, on utilise uniquement du gaz de pétrole liquéfié (GPL) dans la région. La République de Bouriatie a donc l'un des plus faibles niveaux de gazéification du pays. Il est nul si l'on ne prend en compte que le gaz naturel et s'élève à 13,3 % en moyenne, 2,6 % en milieu urbain et 28,5 % en milieu rural si l'on prend en considération le gaz de pétrole liquéfié (Bortalevič, 2012). Les principaux consommateurs de ce GPL sont les ménages (voir graphe 50).

Graphe 50 : Part des consommateurs de gaz de pétrole liquéfié dans la République de Bouriatie



Le GPL est consommé dans seulement quatre raïons de la République (sur 21) ainsi que dans la ville d'Oulan-Oudé, où est consommée la plus grande part du GPL (environ 97 %) ⁴⁵⁹. Son prix n'en fait pas une source d'énergie très concurrentielle : selon le Département du développement du complexe énergétique de la République de Bouriatie, le prix du GPL, importé de l'oblast d'Irkoutsk et de Sibérie occidentale, est supérieur à celui du charbon ou du bois ⁴⁶⁰.

La République de Bouriatie ne bénéficie pas d'une électricité bon marché, contrairement à l'oblast d'Irkoutsk. Ainsi, dans cette dernière, depuis le 1^{er} janvier 2015, le prix de l'électricité est de 84 kopecks par kWh, tandis que, depuis le 1^{er} juillet 2015, il est de 3,024 roubles en République de Bouriatie, soit un tarif presque 3,6 fois supérieur ⁴⁶¹. Pour les

⁴⁵⁹ Rosstat, section de la République de Bouriatie, « Ispol'zovanie topliva, teploenergii, elektroenergii organizacijami Respubliki Burjatija » (« Utilisation de combustible, d'énergie thermique, d'électricité par les organisations de la République de Bouriatie »), Bulletin statistique n°14-04-04, Oulan-Oudé, 2013, 24 p.

⁴⁶⁰ Entretien avec Temur Boldaev et Aleksej Burkov, Département du développement du complexe énergétique de la République de Bouriatie, Oulan-Oudé, 08 juillet 2013.

⁴⁶¹ « My ne dogonim. Stoimost' elektroenergii v Irkutskoj oblasti ostanet'sja odnoj iz samyh nizkih v strane » (« Nous ne nous alignerons pas. Le prix de l'électricité dans l'oblast d'Irkoutsk restera l'un des plus bas du

entreprises et les habitants de Bouriatie, les dépenses consacrées à l'électricité sont donc non négligeables⁴⁶².

2. Les projets de gazéification de la République de Bouriatie

Des projets de gazéification ont été élaborés dans le cadre de la coopération entre Gazprom et la région. En 2008, un accord de coopération et un accord de gazéification ont été signés entre les deux parties. Le « Schéma général d'approvisionnement en gaz et de gazéification de la République de Bouriatie » a été approuvé en 2009. En 2010, Gazprom et le gouvernement régional ont approuvé le plan des premières mesures pour réaliser la gazéification de la République au cours de la période 2010-2013⁴⁶³. En septembre 2011, un projet alternatif fut proposé par la compagnie : il était question d'utiliser du GPL et du GNL pour les territoires septentrionaux de la Bouriatie⁴⁶⁴.

Gazprom prévoyait de réaliser la gazéification de la région en plusieurs étapes étant donné les caractéristiques de la région (faible peuplement, absence de ressources gazières). Le « Schéma général d'approvisionnement en gaz et de gazéification de la République de Bouriatie » distinguait ainsi trois grandes étapes. Dans un premier temps, à partir de 2011, la gazéification devait reposer sur l'augmentation des livraisons de GPL et la conversion au gaz de chaufferies. La deuxième étape correspondait à une gazéification locale avec du GN transporté par les réseaux ferroviaire et routier depuis l'oblast d'Irkoutsk et éventuellement la construction d'une usine de traitement du gaz en Bouriatie⁴⁶⁵. Enfin, la compagnie envisageait la construction d'un gazoduc de forte pression reliant l'oblast d'Irkoutsk à la République de Bouriatie et au kraï de Transbaïkalie, soit par l'itinéraire Skovorodino-Tchita-Oulan-Oudé (itinéraire sud, 1 300 km), soit par l'itinéraire Angarsk-Oulan-Oudé-Tchita (itinéraire nord, 1 090 km)⁴⁶⁶ (voir carte 43). La gazéification devait concerner 19 des 21 raïons de Bouriatie, 262 points de peuplement, 270 000 logements et plus de 836 000 personnes. Elle reposait sur

pays », *BaikalFinans*, 12 janvier 2015, <http://baikalfinans.com/ekonomika/myi-ne-dogonim-stoimost-elektroenergii-v-irkutskoy-oblasti-ostanetsya-odnoy-iz-samyih-nizkih-v-strane.html>, consulté le 28 juin 2015.

⁴⁶² « Cena energobezopasnosti Burjatii » (« Le prix de la sécurité énergétique de la Bouriatie »), *Novaja Burjatii*, N°6, septembre ; 2010, p. 7.

⁴⁶³ Lanskaja Lada, « V Burjatii dan start gazifikacii » (« La gazéification a été lancée en Bouriatie »), *Innovator*, N°3, octobre-novembre 2010.

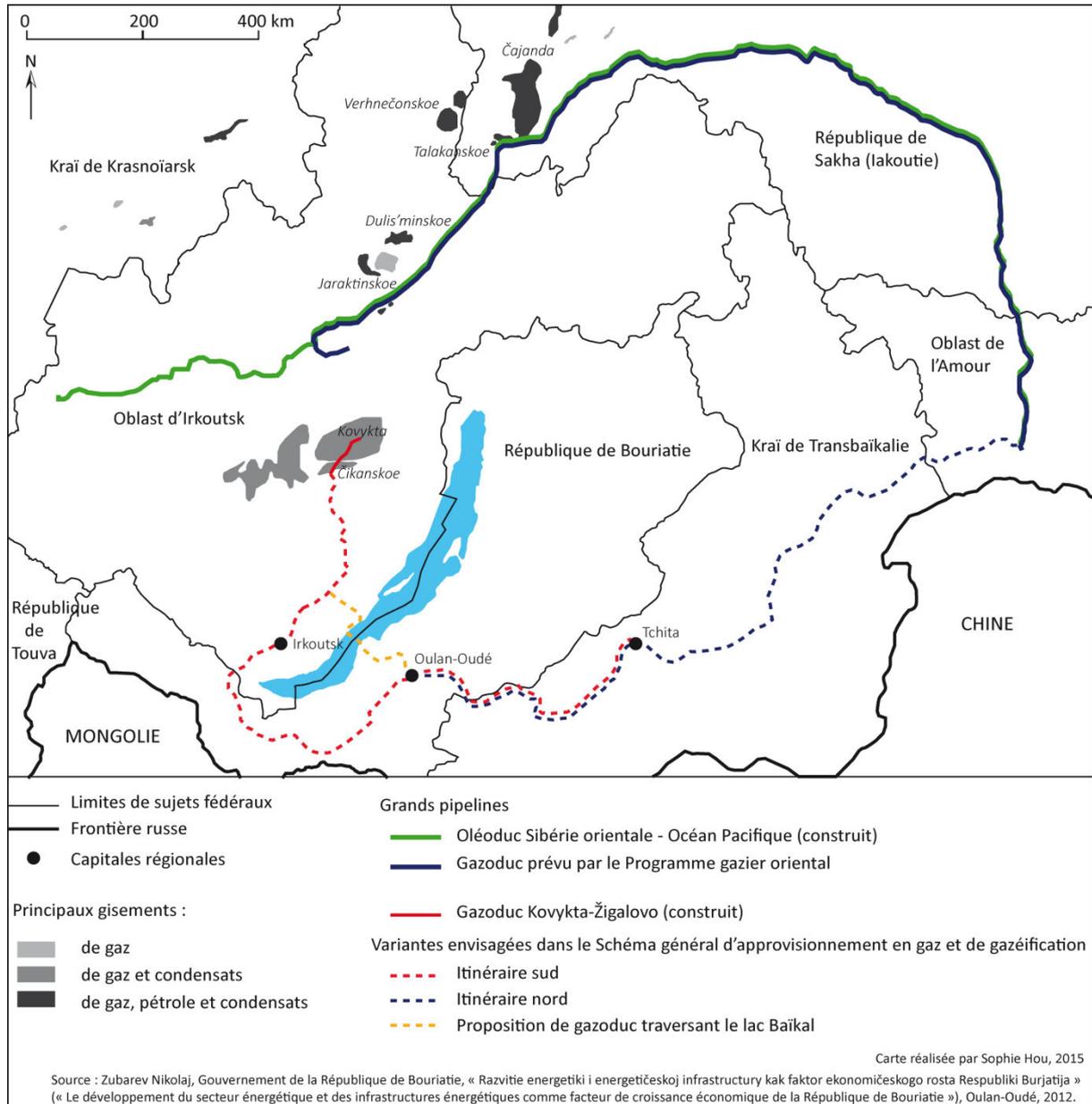
⁴⁶⁴ « Gaz nužen Burjatii » (« La Bouriatie a besoin du gaz »), *Central'naja Gazeta Respubliki Burjatija*, N°47 (608), 21 novembre 2012, p. 3.

⁴⁶⁵ Gazprom, «Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets», Conférence de presse, 21 juin 2011.

⁴⁶⁶ Denisova Marina, « Gazifikacija Burjatii : mif ili real'nost' ? » (« La gazéification de la Bouriatie : mythe ou réalité ? », *Argumenty nedeli*, N°29 (321), 02 août 2012, p. 15.

la construction de gazoducs parcourant de longues distances qui devaient également approvisionner le kraï de Transbaïkalie. Le niveau de gazéification de la région, devait donc, à terme, atteindre plus de 85 %.

Carte 43 : Schéma général d’approvisionnement en gaz et de gazéification de la République de Bouriatie



Un certain flou était maintenu sur les dates de la mise en œuvre des différentes étapes. Ainsi, les livraisons de GNL produit et élaboré dans l’oblast d’Irkoutsk devaient commencer à

partir de 2015 selon certains articles⁴⁶⁷, d'autres évoquaient 2017⁴⁶⁸. Quant à la dernière étape, la construction d'un gazoduc de forte pression, aucune date n'était donnée, mais toutes les sources s'accordaient pour dire qu'elle ne pouvait être antérieure à 2020. Les projets de gazéification de la République de Bouriatie et leur avancée dépendaient de ceux de l'oblast d'Irkoutsk puisque la région devait être la principale source d'approvisionnement en gaz. Etant donné les hésitations et retournements qui se sont observés dans l'oblast d'Irkoutsk (voir chapitre 14), les imprécisions et les évolutions des estimations de la gazéification de la République de Bouriatie sont aisément compréhensibles. Gazprom éprouvait également des réserves face à la perspective de réaliser des investissements coûteux et peu rentables et de construire des gazoducs uniquement pour le profit de la Bouriatie. Le projet de gazéification dépendait doublement de projets externes à la région : il était lié étroitement à celui de l'oblast d'Irkoutsk ainsi qu'aux projets d'exportation vers la Chine. Le projet a donc évolué au cours des années. Les objectifs et investissements ont été revus à la baisse. Ainsi, dès 2011, Gazprom envisageait de réaliser la « gazéification autonome »⁴⁶⁹ de la Bouriatie uniquement en recourant au GPL⁴⁷⁰.

La gazéification est apparue fréquemment dans les discours des membres du gouvernement de Bouriatie et dans les articles de la presse régionale. Les propos ont évolué au cours du temps. En 2008, Vjačeslav Nagovicyn, le président de la République de Bouriatie, désignait la gazéification par l'expression de « problème numéro 1 » pour la région et déclarait que sa résolution pouvait être déterminante pour l'avenir de la région⁴⁷¹. Il associait la gazéification à plusieurs progrès : ceux-ci concernaient aussi bien le confort des habitants que le domaine environnemental et le secteur du tourisme. En 2010, le président de Bouriatie soulignait toujours que la gazéification de la République était l'une des priorités pour le développement économique et social de celle-ci⁴⁷². La réduction des émissions polluantes était toujours mise en exergue. Selon Vjačeslav Nagovicyn, l'accord concernant la mise en

⁴⁶⁷ « Gazifikacija Burjatii načalas' » (« La gazéification de la Bouriatie a commencé », *Nomer Odin*, 20 octobre 2010, http://gazeta-n1.ru/arhiv/paper/detail.php?ELEMENT_ID=11316, consulté le 25 juillet 2013.

⁴⁶⁸ Lanskaja Lada, « V Burjatii dan start gazifikacii » (« La gazéification a été lancée en Bouriatie »), *art. cit.*

⁴⁶⁹ C'est-à-dire d'approvisionner la Bouriatie en GPL transporté et distribué dans des bonbonnes au lieu de construire un réseau de gazoducs.

⁴⁷⁰ « Gaz dlja svoih » (« Du gaz pour les nôtres »), *Gazprom Žurnal*, n°7-8, juillet-août 2011, p. 18-19.

⁴⁷¹ Valerij Cydypov, « Burjatija "davit na gaz" » (« La Bouriatie pèse sur le gaz »), *Informpolis*, 26 février 2008, collecté par le Service de presse du Président et du gouvernement de la République de Bouriatie.

⁴⁷² Service de presse du Président et du gouvernement de la République de Bouriatie, « Podpisan plan pervoočerednyh meroprijatij po gazosnabženiju I gazifikacii Burjatii na 2010-2013 gody » (« Un plan de mesures préliminaires pour l'approvisionnement en gaz et la gazéification de la Bouriatie pour 2010-2013 a été signé »), 19 octobre 2010.

place de premières mesures pour la gazéification entre 2010 et 2013, signé le 19 octobre 2010 à Oulan-Oudé entre Gazprom et le gouvernement régional, était un « événement historique, non seulement pour la République, mais pour tous ceux qui aiment le Baïkal »⁴⁷³. Cependant, en 2012, les discours ont un peu changé. Les conséquences bénéfiques de la gazéification sur le développement économique et social ont été mises en doute, les prix du gaz n'apparaissant pas nécessairement inférieurs à ceux des autres sources d'énergie, mais le dirigeant régional soutenait toujours la gazéification pour ses conséquences positives en matière environnementale⁴⁷⁴. Cependant, dès 2010, les interrogations sur les prix du gaz naturel et sur son caractère concurrentiel par rapport aux autres énergies ont été soulevées⁴⁷⁵. L'évolution de ces discours correspond à une évolution dans les projets de gazéification.

3. Bilan de la gazéification en Bouriatie : gel du projet et réactions des acteurs régionaux

Les projets de livraisons de gaz naturel vers la République de Bouriatie ne se sont jamais réalisés. Dès septembre 2012, tous les travaux de gazéification ont été arrêtés et le projet a été reporté à une date indéterminée⁴⁷⁶. En décembre 2012, lors d'une entrevue entre Alexeï Miller et le président de Bouriatie, la décision d'écarter l'option du GNL a été réaffirmée⁴⁷⁷. Gazprom a légèrement modéré sa position au sujet du développement des livraisons de GPL et de la construction d'une usine de traitement, que la compagnie avait estimé trop coûteux. Ils restaient envisageables selon les prix du GPL, qui devaient être fixés d'après les résultats de la gazéification du sud de l'oblast d'Irkoutsk. Quant aux projets de gazoducs, ils n'étaient pas définitivement rejetés, mais devenaient une perspective plus lointaine.

Les acteurs régionaux ont adressé plusieurs demandes à Gazprom afin que la compagnie réexamine le projet de gazéification de la Bouriatie. Dès que Gazprom a pris la

⁴⁷³ Service de presse du Président et du gouvernement de la République de Bouriatie, « Gazifikacija Burjatii pozvolit rezko snizit' antropologennuju nagruzku... » (« La gazéification de la Bouriatie permettra de diminuer drastiquement la charge anthropique... »), 19 octobre 2010.

⁴⁷⁴ « Poezda glavy Burjatii v Moskvu byla plodotvornoj » (« Le voyage du dirigeant de Bouriatie à Moscou a été fructueux »), *Burjatija*, 04 décembre 2012, p. 1.

⁴⁷⁵ Bauman Anna, « Gaz nam dorog. Burjatija nužna "Gazpromu", no vzaimen li interes » (« Le gaz est cher pour nous. Gazprom a besoin de la Bouriatie, mais est-ce réciproque ? »), *Novaja Burjatija*, N°37, 18 octobre 2010, p. 6.

⁴⁷⁶ Čiž Olga, « Gazprom idjet na ustupki » (« Gazprom fait des concessions »), *Argumenty nedeli* N°46 (338), 29 novembre 2012, p. 15.

⁴⁷⁷ Hal'baškeev Andrej, « "Otkrovenno i bez prikras" o gazifikacii Burjatii » (« La gazéification de la Bouriatie "Franchement et sans fioritures" »), *Burjatii*, 05 décembre 2012, p. 2.

décision de l'interrompre, les autorités régionales ont cherché à renouer le dialogue⁴⁷⁸. Avant que la gazéification soit gelée, des discussions avaient porté sur le commencement des travaux dans la région et sur la date de construction d'un gazoduc de forte pression, prévue pour après 2020. Les députés et le président de la Bouriatie avaient entrepris des démarches dans le but d'avancer cette date et avaient ainsi envoyé une lettre à Vladimir Poutine et à Alexeï Miller⁴⁷⁹. Certains acteurs régionaux avaient proposé de construire un gazoduc au fond du lac Baïkal afin de relier l'oblast d'Irkoutsk à la République de Bouriatie par un itinéraire plus court. La proposition émanait de l'Institut de Limnologie d'Irkoutsk⁴⁸⁰ et a été reprise par des chercheurs et des membres du gouvernement de Bouriatie. Cette idée a été soumise et défendue par des acteurs régionaux, Gazprom n'y a jamais réellement adhéré, Alexeï Miller l'ayant qualifiée d'« originale »⁴⁸¹.

La gazéification de la République de Bouriatie a été un enjeu autour duquel se sont regroupés des députés de la Douma. Treize députés représentant l'oblast d'Irkoutsk, la République de Bouriatie et le kraï de Transbaïkalie et issus de différents partis politiques ont ainsi créé un groupe parlementaire le 13 avril 2012, baptisé « Baïkal »⁴⁸². Ils se sont donné pour objectifs premiers la défense du lac Baïkal ainsi que l'amélioration des conditions de vie socio-économiques et environnementales dans la région du Baïkal et ont affirmé la nécessité de gazéifier les trois sujets⁴⁸³, ce qui offrirait de meilleures conditions de vie à la population⁴⁸⁴. Le groupe parlementaire a adressé une lettre au président Vladimir Poutine pour lui demander d'examiner la possibilité de gazéifier ces régions⁴⁸⁵. La réponse reçue des ministères et organismes fédéraux au sujet de la gazéification de la Bouriatie et du kraï de Transbaïkalie a été négative, le cas de l'oblast d'Irkoutsk étant distingué en raison de la présence de gisements gaziers sur son territoire.

⁴⁷⁸ Čiž Olga, « Gazprom idjet na ustupki » (« Gazprom fait des concessions »), *Argumenty nedeli* N°46 (338), 29 novembre 2012, p. 15.

⁴⁷⁹ Molčanova Žanna, « Burjatiju ždut peremeny i bol'sie bjudžety » (« Des changements et de grands investissements sont attendus en Bouriatie »), *InformPolis*, 22 février 2012.

⁴⁸⁰ Entretien avec Jennifer Sutton, Baikal'skaja Ekologičeskaja Vol'na, (ONG pour la protection du lac Baïkal), Irkoutsk, 13 mai 2012.

⁴⁸¹ Lanskaja Lada, « V Burjatii dan start gazifikacii » (« La gazéification a été lancée en Bouriatie »), *art. cit.*

⁴⁸² « Deputatskaja Gruppa "Bajkal" » (« Le groupe de députés "Baïkal" »), *Mir Bajkala*, N°2 (34), 2012, p. 12-13.

⁴⁸³ <http://baikalduma.ru/group/index.wbp>, consulté le 25 juin 2015.

⁴⁸⁴ Dambinova Elena, « Konstantin Il'kovskij podderžit razvitie TEC i gazifikacju » (« Konstantin Il'kovskij soutient le développement de la centrale thermique électrique et de la gazéification »), *Novaja Burjatija*, N°8 (106), 26 février 2012, p. 5.

⁴⁸⁵ Trjamaja Anna, « Kogda budet gaz v Burjatii ? » (« Quand y aura-t-il du gaz en Bouriatie ? »), *Argumenty i fakty v Burjatii*, N°45 (724), 07-13 novembre 2012, p. 1.

L'échec de la gazéification de la République de Bouriatie s'explique par plusieurs raisons. A elle seule, la région ne constitue pas un marché de consommation rentable pour Gazprom. Sa consommation potentielle de gaz est estimée à 0,5 à 1,4 milliards de mètres cubes par an⁴⁸⁶. Il n'existe à l'heure actuelle aucune infrastructure pour transporter et traiter le gaz naturel, des investissements très élevés seraient donc nécessaires pour acheminer le gaz jusqu'à la région. De plus, pour sa gazéification, la République de Bouriatie dépend d'autres régions, en premier lieu de l'oblast d'Irkoutsk. Or la gazéification de cette région n'a donné lieu à presque aucune réalisation et a été interrompue. En juin 2012, le président de Bouriatie, Vjačeslav Nagovicyn, a mis en cause le désaccord entre Gazprom et l'oblast d'Irkoutsk pour expliquer le blocage de la gazéification de la Bouriatie⁴⁸⁷. Il n'existe par ailleurs pas de coopération entre les régions pour la réalisation des projets gaziers. Il n'a jamais existé d'accord entre l'oblast d'Irkoutsk et la République de Bouriatie sur la gazéification⁴⁸⁸. Temur Boldaev, du Département du développement du complexe énergétique de la République de Bouriatie, soulignait qu'en réalité, tout dépendait de l'oblast d'Irkoutsk et de Gazprom.

Par ailleurs, il n'existe pas de projets d'exportation faisant de la Bouriatie un corridor stratégique. Konstantin Il'kovskij, actuel gouverneur du kraï de Transbaïkalie (depuis 2013) et alors député de la République de Bouriatie à la Douma et président du sous-comité de la politique régionale énergétique du Comité du secteur énergétique, observait en 2012 que beaucoup de dépenses étaient effectuées en faveur de la gazéification, en particulier dans le cadre du « Programme gazier oriental ». Cependant, selon lui, la Bouriatie et le kraï de Transbaïkalie restaient marginalisés dans ce programme, qui donne la priorité à l'exportation du gaz « tandis que la gazéification des territoires russes reste au second plan »⁴⁸⁹. Konstantin Il'kovskij comparait la situation de la Bouriatie et du kraï de Transbaïkalie à celle des kraï de Khabarovsk et du Primorié. Pour ces derniers :

« Il y avait là des conditions politiques, c'est-à-dire le sommet des pays de la région Asie-Pacifique. Malheureusement, sur le territoire de la Bouriatie, il n'y a ni sommet de l'APEC, ni

⁴⁸⁶ Čiž Olga, « Gazprom idjet na ustupki » (« Gazprom fait des concessions »), *op. cit.*

⁴⁸⁷ Denisova Marina, « Gazifikacija Burjatii : mif ili real'nost' ? » (« La gazéification de la Bouriatie : mythe ou réalité ? », *Argumenty nedeli*, N°29 (321), 02 août 2012, p. 15.

⁴⁸⁸ Entretien avec Temur Boldaev et Aleksej Burkov, Département du développement du complexe énergétique de la République de Bouriatie, Oulan-Oudé, 08 juillet 2012.

⁴⁸⁹ Dambinova Elena, « Konstantin Il'kovskij podderžit razvitie TEC i gazifikaciju » (« Konstantin Il'kovskij soutient le développement de la centrale thermique électrique et de la gazéification »), *art. cit.*

Jeux olympiques, ni championnat du monde de football. C'est pourquoi la république ne réussira pas à être gazéifiée aussi rapidement. »⁴⁹⁰

On voit réapparaître la tension entre objectifs de gazéification et d'exportation ainsi que la dépendance par rapport à d'autres enjeux.

Conclusion

La République de Bouriatie présente les caractéristiques d'une région dépourvue de réserves de gaz naturel. Elle dépend donc de ressources extérieures pour son approvisionnement et n'est actuellement pas gazéifiée. Elle a été incluse dans le programme de gazéification de Gazprom et des projets ont été élaborés et ratifiés. Cependant, au cours du temps, les objectifs ont été revus. La Bouriatie devait faire office de région pilote en matière de « gazéification autonome », reposant sur l'usage de GPL. Mais en fin de compte, tous les projets de Gazprom ont été gelés en raison de leur manque de rentabilité. Le caractère concurrentiel du gaz naturel en République de Bouriatie était également mis en doute par le gouvernement régional, qui était intéressé par la perspective d'obtenir des prix subventionnés, comme c'est le cas dans le kraï du Kamtchatka.

En l'absence d'avancées dans l'oblast d'Irkoutsk et sans l'implication de Gazprom, la gazéification de la Bouriatie est abandonnée. Les acteurs politiques régionaux ont cherché à relancer les discussions sur le sujet à plusieurs reprises, mais sans succès.

Du point de vue des projets gaziers de la Fédération de Russie et de Gazprom, la région se trouve marginalisée. Elle n'est pas du tout intégrée au réseau gazier et ne présente pas de perspectives d'intégration. En ce sens, elle peut être considérée comme une périphérie délaissée, un « angle mort ». La situation est différente de celle de l'oblast d'Irkoutsk : il n'a pas existé de concurrence entre plusieurs compagnies et il n'existe pas de lutte pour le contrôle des ressources. La région, dans le secteur gazier, n'est pas porteuse d'enjeux pour le centre, qu'il s'agisse de l'État fédéral ou de Gazprom. La situation du kraï de Transbaïkalie est identique à celle de la République de Bouriatie. Ces deux régions ont donc fait l'objet de discours et ont été intégrées pendant quelques années aux réflexions et programmes sur la gazéification, mais celle-ci n'a donné lieu à aucune réalisation sur leur territoire. On constate

⁴⁹⁰ Vtorušina Nadežda, « Plus gazifikacija vsej respubliki... » (« Plus la gazéification de toute la république... »), *Central'naja Gazeta*, N°9 (571), 29 février 2012, p. 11 ; traduction de l'auteur.

que si les objectifs sociaux de la gazéification peuvent être pris en compte, un projet ne peut pas être mis en œuvre sans une rentabilité minimale.

Chapitre 16. Le kraï du Primorié, une périphérie qui pourrait avoir un rôle stratégique ?

Le kraï du Primorié fait partie du district fédéral d'Extrême-Orient et se situe à l'extrémité orientale du territoire de la Fédération de Russie. La gazéification a été envisagée depuis plusieurs décennies mais elle n'est en cours de réalisation que depuis 2011 et la construction du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok car la région ne possède pas de gisements sur son territoire. Le programme de gazéification du kraï s'est traduit par la construction de quelques infrastructures, notamment pour l'accueil du Sommet de l'APEC à Vladivostok en 2012, mais les réalisations restent modestes.

1. Présentation de la région

Le kraï du Primorié fait partie du district fédéral d'Extrême-Orient et se situe sur la côte Pacifique. Vladivostok, sa capitale, fondée en 1860, est le terminus du Transsibérien et se trouve à environ 6 400 km de Moscou et, selon le système de fuseaux horaires adopté par la Russie, il existe un décalage de sept heures entre Moscou et Vladivostok. La région est voisine du kraï de Khabarovsk au nord et partage 1 145 km de frontières avec la Chine (1 005 km avec la province du Heilongjiang et 140 km avec celle de Jilin) et environ 30 km avec la Corée du Nord. Sa localisation littorale lui donne une ouverture sur la mer du Japon et un débouché vers le Japon et la Corée du Sud ainsi que vers les autres pays de la région Asie-Pacifique. La région est considérée de longue date comme l'avant-poste de la Russie dans la région Asie-Pacifique. Avant et lors de la période soviétique, le gouvernement russe cherchait déjà à renforcer la position géopolitique de la Russie dans la région (Baklanov, Romanov, 2013). Le Primorié est ainsi devenu une base de la flotte militaire russe et a vu se développer sur son territoire les activités liées à la construction navale, au complexe énergétique et aux transports.

La superficie de la région, 165 000 km², est modeste par rapport à celle des autres sujets d'Extrême-Orient. Le territoire du Primorié est en grande partie montagneux (80 % environ) et peut être divisé en trois ensembles. La partie orientale correspond à la cordillère de Sikhote-Aline, qui occupe 70 % du territoire et dont le point culminant sur le territoire régional est le mont Anik (1 933 m d'altitude). La terminaison des montagnes de

Mandchourie orientale occupe les zones frontalières de l'ouest. Entre les deux massifs montagneux se trouve la plaine de Prihankajskaja (Babuškina, Čerepanova, 2006).

Sur une grande partie du territoire du kraï, les conditions naturelles et climatiques sont très rudes et sont même considérées comme extrêmes. Les températures moyennes annuelles sont supérieures à 0°C seulement dans le sud de la région (+4°C) (Piskunov, 2013). Le relief joue un grand rôle et on observe un gradient nord/sud ainsi qu'un gradient ouest/est. Ainsi, l'hiver dure de quatre à cinq mois dans les territoires du centre et du nord, et de trois mois à trois mois-et-demi dans les territoires du sud-ouest. Les températures moyennes de janvier sont de -20°C à -40°C dans les montagnes de Sikhote-Aline, tandis qu'elles sont de -10°C et de -14°C dans les territoires du sud et sur le littoral de la mer du Japon. De la même façon, le nombre de jours avec couverture neigeuse est en moyenne de 140 à 210 pour les territoires montagneux, de 85 à 140 dans la plaine de Prihankajskaja et, sur le littoral de la mer du Japon, il varie de 45 jours au sud à 140 jours au nord. Le climat du Primorié se caractérise également par de fortes précipitations (pas moins de 30 mm par jour) (Baklanov, Romanov, 2012). La région est soumise à l'influence des moussons : l'hiver est sec et froid, l'été est la période pendant laquelle les précipitations sont les plus abondantes et pendant laquelle se manifestent des cyclones tropicaux (Romanov, 2009).

Le kraï du Primorié est peuplé de 1,933 million d'habitants en 2015, sa densité moyenne est donc de 11,7 habitants au km². La région est ainsi celle dont la superficie est la plus petite parmi les sujets fédéraux étudiés, mais sa densité de population moyenne est nettement supérieure à la moyenne russe et douze fois supérieure à la moyenne de l'Extrême-Orient en 2012 (Piskunov, 2013). En 2007, les kraï de Khabarovsk et du Primorié représentaient plus de 50 % de la population du district fédéral et 40 % du produit régional brut (Romanov, 2009), ce qui est toujours le cas en 2015⁴⁹¹. Il faut rappeler qu'il existe de forts contrastes dans la répartition du peuplement et des activités économiques en Russie orientale. Les territoires méridionaux rassemblent la majorité des habitants et leur produit régional brut est bien supérieur à celui des régions septentrionales.

S'appuyant sur les différences entre sud et nord de l'Extrême-Orient en termes de superficie, de conditions climatiques et naturelles, de peuplement, de niveau de vie et de caractéristiques économiques, Matvej Romanov (2009) conteste la pertinence des limites administratives existantes et propose un découpage du district de l'Extrême-Orient en deux

⁴⁹¹ Rosstat, 2015.

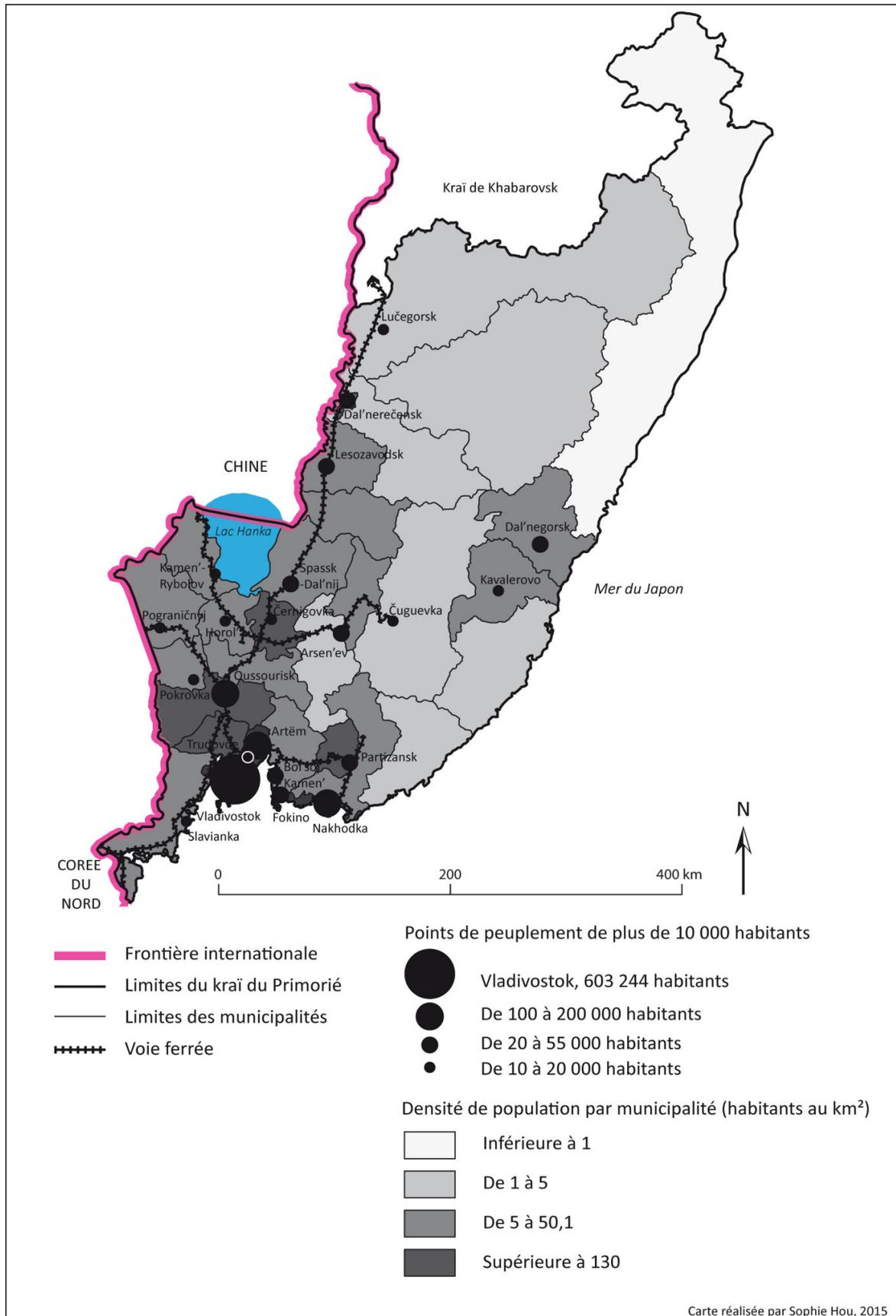
grandes régions, le nord-est et le sud-est. La première correspondrait à la République de Sakha, au Kamtchatka, à la Tchoukotka et à la partie septentrionale du kraï de Khabarovsk, tandis que celle du sud-est inclurait la majeure partie du kraï de Khabarovsk, le Primorié, l'oblast de l'Amour, Sakhaline et le Birobidjan. Cédric Gras et Vyacheslav Shvedov (2010) soulignent également ce contraste nord/sud et mettent aussi l'accent sur la fracture entre l'intérieur des terres et la façade Pacifique. Le Primorié, situé sur ce littoral, correspond à la région la plus active, en particulier autour de Vladivostok (Radvanyi, 2007). Cependant, il connaît des difficultés. Ainsi, après la période soviétique, pendant laquelle fut mise en œuvre une politique volontariste de mise en valeur et de peuplement de la région et plus généralement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient (Baklanov, Romanov, 2013), la population permanente du kraï a diminué de 10 % de 1998 à 2012 (Piskunov, 2013).

Si 68 % du territoire du kraï du Primorié est recouvert par la forêt (Baklanov, Romanov, 2012), sa densité de population est supérieure à celle des autres régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient et il possède également plus de grandes villes que les autres régions étudiées. Elles sont concentrées dans le sud du territoire, où se trouvent quatre villes de plus de 100 000 habitants : Vladivostok (603 244 habitants), Oussourisk (166 819 habitants), Nakhodka (156 442 habitants) et Artëm (102 405 habitants)⁴⁹². La « Stratégie de développement social et économique du kraï du Primorié jusqu'en 2025 »⁴⁹³ distinguait trois groupes de raïons dans le Primorié : les raïons du nord, caractérisés par la mise en valeur de ressources forestières, ceux du centre, par l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire, et ceux du sud, plus diversifiés et dotés de meilleures infrastructures. Le territoire méridional est ainsi une région industrielle et de transport, qui a accueilli plusieurs grands projets d'investissement dans les années 2000, comme le terminal pétrolier de l'oléoduc Sibérie orientale – océan Pacifique et l'usine de traitement du gaz associée au gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok. Cette zone a également été concernée au premier chef par la construction des infrastructures liées au Sommet de l'APEC (Baklanov, Romanov, 2009).

⁴⁹² Rosstat, chiffres de 2014.

⁴⁹³ Gouvernement du kraï du Primorié, « Stratégie de développement social et économique du kraï du Primorié jusqu'en 2025 », 2008.

Carte 44 : Le kraï du Primorié, principaux points de peuplement et densité de population par municipalités



L'économie régionale est marquée par la position frontalière du kraï. Les productions sont en grande partie orientées vers l'exportation (Piskunov, 2013). Les principaux partenaires commerciaux du Primorié en 2014 étaient la Chine (50,6 % des échanges), la Corée du Sud (17 %) et le Japon (16,9 %).

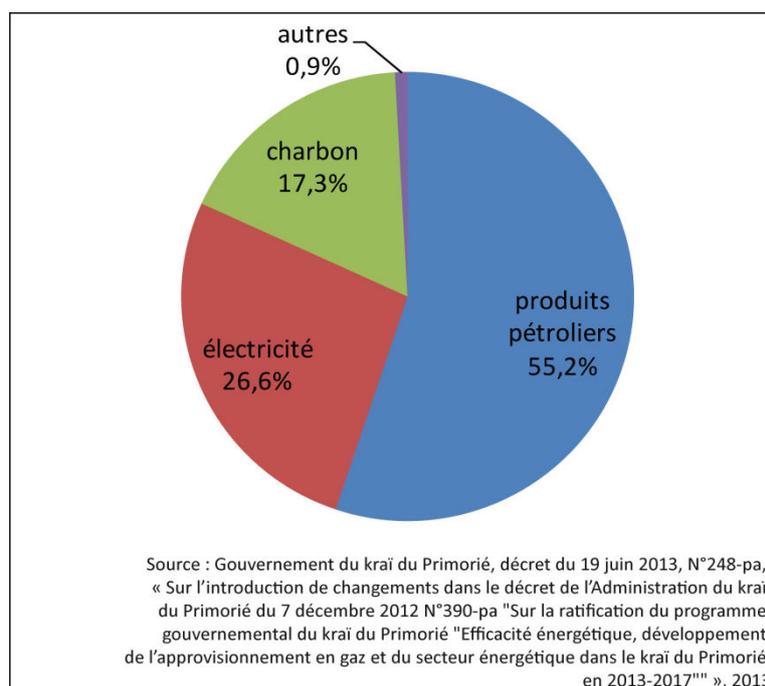
Les recettes fiscales et non fiscales reçues par le kraï correspondaient à 73 % du budget régional en 2012, ce qui attestait une faible dépendance à vis-à-vis du centre dans le domaine budgétaire (Piskunov, 2013). En 2015, la part des transferts budgétaires fédéraux dans les revenus du Primorié est encore inférieure (21,6 %) ⁴⁹⁴.

Le kraï du Primorié dispose de ressources en charbon. Il produisait en 2008 30,5 % du charbon du district fédéral d'Extrême-Orient, ce qui le plaçait à la 2^e place après la République de Sakha (37,9 %) (Baklanov, Romanov, 2012). Près de 100 gisements de charbon se trouvent dans le Primorié, dont les réserves sont estimées à 2,4 milliards de tonnes (Piskunov, 2013). En revanche, la région ne possède pas de réserves en hydrocarbures. Elle est dépendante d'approvisionnements énergétiques extérieurs : elle importe environ 58 % des ressources énergétiques qu'elle consomme. Si elle n'importe que 33,2 % du charbon qu'elle utilise, elle importe la totalité des produits pétroliers dont elle a besoin ⁴⁹⁵. Or, ceux-ci représentent plus de 50 % de la consommation énergétique finale du kraï (voir graphe 51). Quant au gaz naturel, il occupait en 2011 une place marginale.

⁴⁹⁴ Ministère des Finances de la Fédération de Russie, 2015.

⁴⁹⁵ Source : Gouvernement du kraï du Primorié, décret du 19 juin 2013, N°248-pa, « Sur l'introduction de changements dans le décret de l'Administration du kraï du Primorié du 7 décembre 2012 N°390-pa "Sur la ratification du programme gouvernemental du kraï du Primorié "Efficacité énergétique, développement de l'approvisionnement en gaz et du secteur énergétique dans le kraï du Primorié en 2013-2017" » », 2013.

Graphe 51 : Part des ressources énergétiques dans la consommation finale du kraï du Primorié en 2011



Le Primorié fait face à de sérieux problèmes énergétiques. Le secteur énergétique régional repose sur des ressources naturelles non renouvelables, notamment des charbons dont le pouvoir calorifique est faible et le coût de production élevé, ce qui engendre un prix élevé de l'électricité et de l'énergie thermique (Romanov, 2009). Avant les années 1990, quand l'économie du pays fonctionnait comme un complexe économique unique, il n'y avait pas de problèmes particuliers avec les livraisons de combustibles et la transmission de l'électricité dans le kraï et les prix ne posaient pas non plus de problèmes. Mais avec le passage brutal à l'économie de marché et à un système où chaque sujet doit résoudre ses propres problèmes sans le soutien financier de l'État, les choses ont changé. L'éloignement par rapport aux régions économiquement développées du pays s'est alors fait ressentir et les tarifs du transport ont augmenté. Dans le Primorié, le coût de l'énergie est très élevé, en particulier celui du mazout importé, pour lequel le prix de transport représente 60 à 80 % du prix⁴⁹⁶.

Le développement des infrastructures énergétiques était l'un des objectifs de la « Stratégie de développement social et économique du kraï du Primorié jusqu'en 2025 »⁴⁹⁷. Il s'agissait notamment de construire des centrales thermiques et de convertir des centrales

⁴⁹⁶ Entretien avec Elena Parhomenko, directrice-adjointe du département du logement et des ressources en combustibles de l'administration du kraï du Primorié, Vladivostok, 07 août 2013.

⁴⁹⁷ Stratégie de développement social et économique du Kraï du Primorié jusqu'en 2025, 2008.

existantes au gaz. La gazéification du territoire régional était mentionnée mais aucun détail n'était donné. Dans le sous-programme « Le développement de la ville de Vladivostok comme centre de la coopération internationale dans la région de l'Asie-Pacifique »⁴⁹⁸ (2007), la gazéification de la ville de Vladivostok était mentionnée et des objectifs étaient énoncés (la conversion au gaz des centrales et chaufferies de Vladivostok). Le niveau de gazéification était nul en 2013, les ménages n'étant pas raccordés au réseau gazier. En 2015, il serait de 1,5 %⁴⁹⁹, mais il est difficile de trouver des chiffres fiables.

2. Les projets de gazéification du kraï du Primorié

La gazéification du kraï du Primorié n'est pas un sujet neuf. Le premier programme de gazéification de la région a été élaboré il y a vingt ans et les premiers projets d'approvisionnement en gaz sont même apparus antérieurement. Dans les années 1960, il avait ainsi été question de gazéifier le Primorié dans le cadre des projets du Grand Vladivostok, mais celui-ci avait été abandonné⁵⁰⁰. Plus tard, en 1995, le thème de la gazéification refit surface : un décret « Sur la réalisation d'un programme de développement de la gazéification du kraï » fut ratifié par l'exécutif régional le 1^{er} décembre 1995. En 1996, la proposition d'élaborer un programme de gazéification des kraïs de Khabarovsk, du Primorié et de l'oblast de Sakhaline fut émise par les gouverneurs de ces sujets fédéraux (voir *supra*). Elle déboucha sur un décret fédéral portant sur la gazéification des trois régions en 1997, puis sur un programme fédéral au sujet de leur gazéification en 1999. Comme on l'a vu, les acteurs à l'origine du projet étaient alors les administrations régionales, même si le gouvernement fédéral était impliqué (par le biais du ministère de l'Énergie notamment), puis Rosneft. Cependant, ces initiatives échouèrent.

Au cours de la seconde moitié des années 2000, la gazéification du Primorié revint sur le devant de la scène. L'impulsion émanait cette fois du gouvernement fédéral et de Gazprom.

⁴⁹⁸ Programme cible fédéral « Développement économique et social de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal jusqu'en 2013 », décret du 15 avril 1996, modifié le 20 mai 2012, sous-programme « Le développement de la ville de Vladivostok comme centre de la coopération internationale dans la région de l'Asie-Pacifique », 2007.

⁴⁹⁹ « D. Medvedev ocenil na trojku vpolnenie programmy gazifikacii regionov RF Gazpromom » (« D. Medvedev a évalué la réalisation du programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie par Gazprom au cours des trois derniers mois »), *Neftegaz.ru*, 21 avril 2015, <http://neftegaz.ru/news/view/136825>, consulté le 20 juillet 2015.

⁵⁰⁰ Kudinov Viktor, « Truba trebuet žertv ? » (« Le tube exige des victimes ? »), *Zolotoj Rog*, 12 janvier 2010, p. 5.

En 2005, tandis que le programme de gazéification des régions de Russie de la compagnie prenait une importance nouvelle, avec les encouragements du gouvernement fédéral, l'administration régionale élaborait un « Programme de développement de la gazéification du kraï du Primorié ». En 2007, le gouverneur du Primorié, Sergueï Darkin, signait avec Gazprom un accord de gazéification de la région (pour une durée de cinq ans). L'année suivante, en 2008, le kraï fut inclus dans le Programme de gazéification de Gazprom. Cependant, cette entrée dans le programme de la compagnie n'a pas eu de conséquences concrètes à court terme. En effet, la région ne disposant pas de réserves gazières sur son territoire, elle dépend de sa connexion à d'autres régions et aux travaux réalisés sur leur territoire pour le développement de son approvisionnement en gaz. Ainsi, la gazéification du Primorié n'a pu commencer avant la construction du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok, lancée en 2009 et achevée en 2011.

En février 2012, le gouverneur du kraï du Primorié, Sergueï Darkin, annonçait des objectifs ambitieux : il s'agissait notamment de relier au réseau gazier 502 points de peuplement d'ici 2025 et de gazéifier 80 % des bâtiments du secteur privé dans tout le kraï au cours des cinq années suivantes⁵⁰¹. Un niveau de gazéification de 75 % à l'horizon 2020 était évoqué dans le Schéma de gazéification du kraï et 1,9 million d'habitants devaient recevoir le gaz naturel. L'accord de coopération signé quelques mois plus tard entre Gazprom et le gouverneur Vladimir Mikluševskij, le successeur de Sergueï Darkin, prévoyait d'inclure 30 des 34 municipalités du kraï et de gazéifier dix d'entre elles (les territoires méridionaux) au cours de la période 2012-2015⁵⁰².

La gazéification du kraï du Primorié concernait en premier lieu la ville de Vladivostok. Dans son « Schéma de gazéification jusqu'en 2025 », quatre étapes étaient prévues. La première consistait en la conversion de la centrale thermique 2 de Vladivostok. La deuxième était d'assurer l'approvisionnement en gaz des infrastructures construites pour le Sommet de l'APEC sur l'île Russkij. La troisième correspondait à la conversion de la centrale thermique

⁵⁰¹ « Gubernator Sergej Dar'kin : "Prihod prirodnogo gaza v Primorskij kraj daet možnyj impul's dlja social'no-ekonomičeskogo razvitija regiona" » (« Le gouverneur Sergueï Darkin : "L'arrivée du gaz naturel dans le kraï du Primorié donne une puissante impulsion au développement social et économique de la région" »), Site de l'administration du kraï du Primorié, 15 février 2012, <http://primorsky.ru/news/main/876/>, consulté le 25 juillet 2013.

⁵⁰² « Administracija Primorskogo kraja i OAO "Gazprom" podpisali soglašenje o sotrudničestve » (« L'administration du kraï du Primorié et Gazprom ont signé un accord de coopération »), site de l'administration du kraï du Primorié, 23 juin 2012, <http://primorsky.ru/news/main/992/?type=special>, consulté le 23 juillet 2013.

1 de Vladivostok. Enfin, la dernière était la conversion de la chaufferie Severnaja⁵⁰³. Les premiers travaux concernaient la production d'électricité et de chaleur et les infrastructures du Sommet de l'APEC, en particulier sur l'île Russkij. Il était prévu de construire quatre mini-centrales sur l'île ainsi que de poser un gazoduc sous-marin, ce qui nécessitait le recours à de hautes technologies⁵⁰⁴. Les premiers consommateurs de gaz du Primorié devaient donc être la centrale thermique 2 et les infrastructures du Sommet de l'APEC⁵⁰⁵.

En 2013, ces travaux étaient partiellement réalisés. La centrale thermique 1 et Severnaja fonctionnaient au gaz naturel et 8 des 14 chaufferies de la centrale thermique 2 de Vladivostok avaient été converties au gaz. Sur l'île Russkij, trois centrales ont été construites (Central'naja, Okeanarium, mini-TEC). Cependant, en dehors de Vladivostok et de l'île Russkij, le gaz n'était pas consommé dans la région. Pour le reste, il existait seulement des projets. Aleksej Lipatnikov, directeur de Dal'regiongaz, une compagnie créée en 2009 pour participer à la gazéification des kraïs du Primorié, de Khabarovsk et de l'oblast de Sakhaline, soulignait que les programmes existaient mais changeaient constamment et que le plan de 2009 avait été très peu réalisé. Selon lui, il faut se méfier des informations qui circulent au sujet de la gazéification⁵⁰⁶.

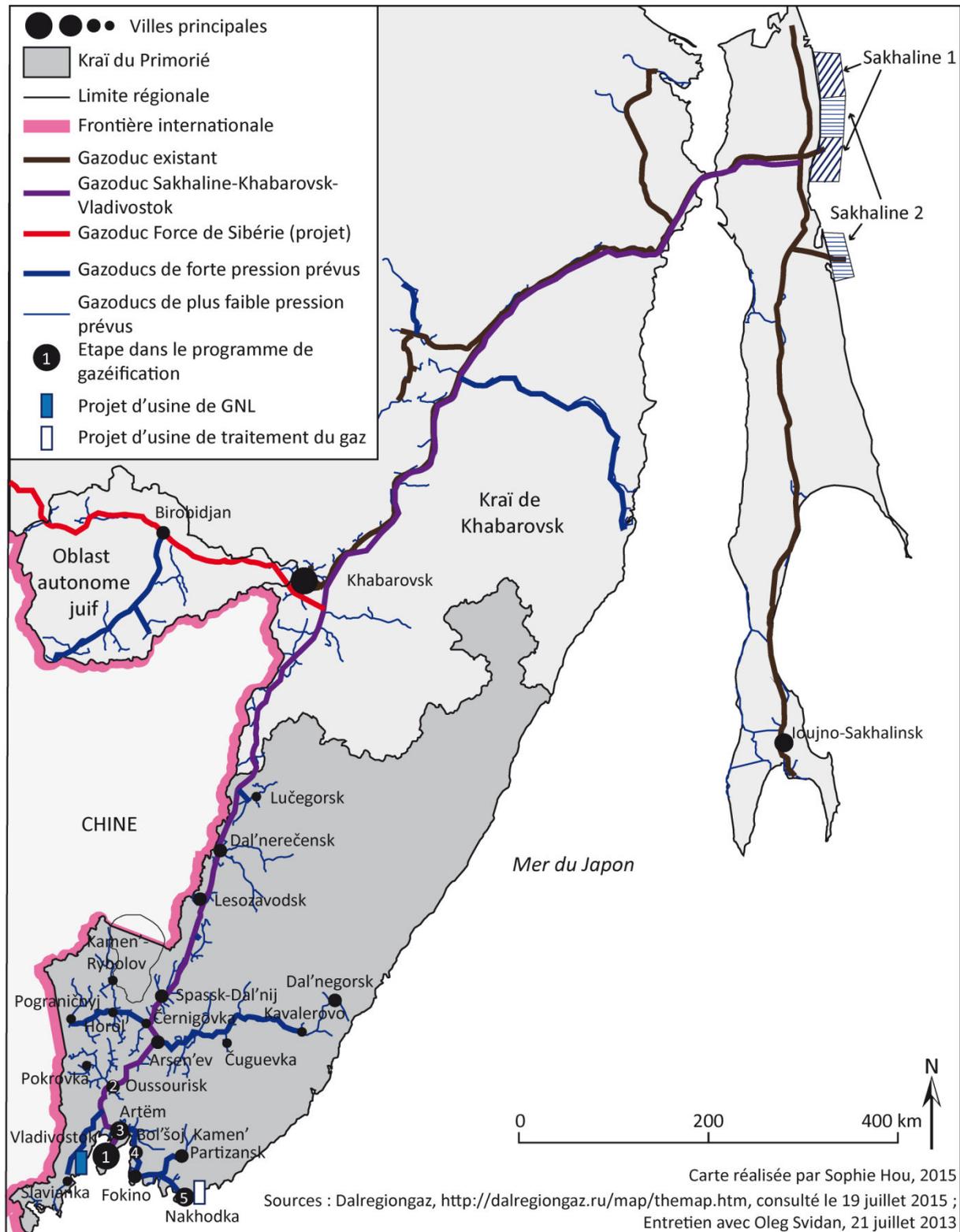
⁵⁰³ Klimenko Oleg, « Gazovyj pšik » (« Le rien gazier »), *Zolotoj Rog*, 9 mars 2010, p. 8.

⁵⁰⁴ Rykova Anna, « Sergej Čerkasov, načal'nik Primorskogo učastka "Gazpromregiongaz" : My možem provesti gaz i na ostrov Russkij » (Sergueï Čerkasov, directeur de la filiale du Primorié de Gazpromregiongaz : Nous pouvons apporter le gaz à l'île Russkij », *Zolotoj Rog*, 24 juin 2010, p. 6.

⁵⁰⁵ « Zaveršena rabota po sozdaniju shemy gazifikacii Vladivostokskogo gorodskogo okruga » (« Les travaux pour la création d'un schéma de gazéification du district urbain de Vladivostok sont terminés »), site de l'administration du kraï du Primorié, 24 décembre 2010, <http://primorsky.ru/news/common/20858/>, consulté le 25 juillet 2013.

⁵⁰⁶ Entretien avec Aleksej Lipatnikov, directeur de la compagnie Dal'regiongaz, Vladivostok, 19 juillet 2013.

Carte 45 : Schéma de gazéification du kraï du Primorié en 2011



Encart 4 : Le raccordement au gaz naturel de l'île Russkij

L'île Russkij fait face à la ville de Vladivostok et se trouve au sud de celle-ci. Son territoire est d'environ 100 km² et moins de 5 500 habitants y vivent. L'île a possédé des fonctions de défense à partir de la fin du XIXe siècle et pendant la période soviétique. Dans le cadre de l'organisation du Sommet de l'APEC en 2012, elle a connu des transformations. Un pont à haubans la reliant à Vladivostok a été construit à travers le Détroit du Bosphore oriental ainsi que des bâtiments pour accueillir les délégations étrangères. Ces travaux de grande ampleur visaient à faire de Vladivostok et de l'île Russkij des vitrines du développement économique. Un gazoduc sous-marin reliant l'île au système de transport Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok permet son approvisionnement en gaz. Plusieurs mini-centrales ont été construites pour assurer la production de chaleur et d'électricité pour les nouveaux équipements, comme celle de Central'naja (voir photographie ci-dessous).



Source : Photographie prise par Sophie Hou, le 26 juillet 2013.

La photographie ci-contre représente les bâtiments construits afin d'accueillir les délégations étrangères venues participer au Sommet. Ces bâtiments doivent devenir le nouveau campus universitaire de l'Université d'Extrême-Orient. Ils sont approvisionnés en gaz naturel (on voit le tuyau de gaz jaune le long du mur de gauche sur la photographie).



Source : Photographie prise par Sophie Hou, le 6 août 2013.

D'après Oleg Svidan, le directeur de la subdivision du Primorié de la filiale de Gazprom Mezhtregiongaz Novossibirsk à Vladivostok, la gazéification de la ville d'Ooussourisk était prévue pour 2014. Elle devait concerner les chaufferies fonctionnant au mazout dans un premier temps, ainsi que les consommateurs industriels, mais pas les particuliers⁵⁰⁷. Il était par la suite prévu d'inclure la ville d'Artëm dans les projets. Ses habitants devaient être les premiers du kraï à bénéficier des travaux de gazéification. Ensuite, les entreprises de Bol'šoj Kamen', où se trouve le centre de construction navale d'Extrême-Orient (sous-marins nucléaires), devaient à leur tour être gazéifiées, puis celles de Nakhodka. Enfin, en 2016-2017, le bourg de type urbain de Vrangel', où se trouve le complexe pétrochimique de Rosneft, devait être approvisionné en gaz naturel. Si les réalisations du programme de gazéification ont d'abord concerné Vladivostok, il n'existait pas de projets pour gazéifier les habitations (sauf éventuellement de nouveaux bâtiments). La gazéification des logements des ménages n'était envisagée qu'après 2017.

Le gaz naturel reçu par le kraï du Primorié provient de Sakhaline 1 et 2 et est transporté par le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok. En 2013, la population ne consommait pas de gaz naturel, seulement de petits volumes de GPL, transporté par chemin de fer à partir d'Angarsk (oblast d'Irkoutsk), d'Atchinsk (kraï de Krasnoïarsk), de Sourgout (district autonome des Khantys-Mansis) et d'Omsk⁵⁰⁸. Les prix du GPL sont élevés car les distances entre l'usine de traitement et les consommateurs sont grandes et le transport ferroviaire pose des problèmes logistiques. Au total, le coût du transport va représenter jusqu'à un tiers du prix du GPL. Les principaux consommateurs de GPL de la région sont la chaufferie de l'usine aéronautique PROGRESS à Ars'enev et l'usine automobile Sollers de Vladivostok. En 2013, les volumes totaux de GPL consommé dans la région s'élevaient à 13 000 tonnes par an⁵⁰⁹. Pour ce qui est de la consommation de la population, elle était, selon Nikolaj Lovygin, de 8 000 tonnes par an. 7 000 logements utilisaient le GPL et le niveau de gazéification du kraï était de 8,5 %⁵¹⁰. Il n'existe pas de projets pour développer l'usage du GPL, cinq fois plus cher que le gaz naturel.

⁵⁰⁷ Entretien avec Oleg Svidan, directeur de la subdivision du Primorié de la filiale de Gazprom Mezhtregiongaz Novossibirsk en Extrême-Orient, Vladivostok, 21 juillet 2013.

⁵⁰⁸ Entretien avec Aleksandr Burnaevskij, Ingénieur en chef de la compagnie Primorskij Gaz, Vladivostok, 02 août 2013.

⁵⁰⁹ *Ibid.*

⁵¹⁰ Entretien avec Nikolaj Lovygin, directeur du Département de l'énergie, du complexe pétro-gazier et de l'industrie du charbon du kraï du Primorié, Vladivostok, 05 août 2013.

La répartition des compétences est définie par le programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie de Gazprom : la compagnie prend en charge la construction des gazoducs de forte pression entre les points de peuplement tandis que la région doit construire le réseau gazier dans les villes et villages. La ville de Vladivostok s'acquitte d'une grande part des dépenses de la gazéification sur son territoire (par rapport aux financements de 5 % relevant des municipalités dans l'oblast de Tomsk, par exemple) : elle assure 30 % des financements, tandis que 70 % sont supportés par le kraï⁵¹¹. L'État fédéral a participé au financement de la gazéification des infrastructures de l'APEC dans le cadre du programme cible fédéral « Le développement de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal », qui prévoyait 7 milliards de roubles à cet effet⁵¹². En dehors des financements liés aux infrastructures du Sommet de l'APEC, aucun financement n'a été alloué par l'État fédéral⁵¹³.

3. Les problèmes et enjeux de la gazéification de la région

Comme dans toutes les régions, l'administration régionale et Gazprom associent dans leurs discours le gaz naturel à une meilleure qualité de vie et à des perspectives de développement économique pour le kraï du Primorié⁵¹⁴. Ce sont également les progrès en matière environnementale qui sont mis en exergue. Ainsi, la conversion au gaz de la centrale thermique 2 de Vladivostok a permis de réduire de 60 % les émissions atmosphériques nocives⁵¹⁵. Nikolaï Lovygin, le directeur du Département de l'énergie, du complexe pétro-gazier et de l'industrie du charbon du kraï du Primorié, avançait même le chiffre d'une réduction de 70 % des émissions⁵¹⁶. Il soulignait également que le gaz naturel permettait une

⁵¹¹ Entretien avec Galina Janbaeva, directrice du Département pour les économies d'énergie et le développement des infrastructures, Direction du complexe énergétique de la ville de Vladivostok, Vladivostok, 06 août 2013.

⁵¹² « Modernizacija elektroenergetiki Primor'ja načnëtsja uže v etom godu » (« La modernisation de l'électricité du Primorié commencera cette année »), Site de l'administration du kraï du Primorié, 15 mai 2008, http://primorsky.ru/authorities/executive-agencies/departments/roads/news.php?ELEMENT_ID=15082, consulté le 25 juillet 2013.

⁵¹³ Entretien avec Oleg Svidan, directeur de la subdivision du Primorié de la filiale de Gazprom Mezhtregiongaz Novossibirsk en Extrême-Orient, Vladivostok, 21 juillet 2013.

⁵¹⁴ « Gubernator : "Perehod na gaz – suščesvennyj šag po ulučšeniju kačestva žizni v Primor'e" » (« Le gouverneur : "Le passage au gaz est un pas essentiel vers l'amélioration de la qualité de vie dans le Primorié" »), *Deita*, 28 octobre 2011, <http://deita.ru/news/economy/28.10.2011/177653-gubernator-perehod-na-gaz--suschestvennyj-shag-po-uluchsheniju-kachestva-zhizni-v-primorje/>, consulté le 24 juillet 2013.

⁵¹⁵ « Malaja energetika Primor'ja polnost'ju obespečena mestnym uglëm » (« Les petits fournisseurs d'énergie du Primorié sont approvisionnés entièrement en charbon local »), site de l'administration du kraï du Primorié, 23 janvier 2013, <http://primorsky.ru/news/common/23982/>, consulté le 23 juillet 2013.

⁵¹⁶ Entretien avec Nikolaj Lovygin, directeur du Département de l'énergie, du complexe pétro-gazier et de l'industrie du charbon du kraï du Primorié, Vladivostok, 05 août 2013.

meilleure fiabilité et réduisait les avaries. La gazéification apparaît comme souhaitable pour l'administration régionale car les prix du gaz sont avantageux par rapport à ceux des autres sources d'énergie et en particulier du mazout. En 2013, ce dernier était 2,5 fois plus cher que le gaz naturel⁵¹⁷. En 2011, au moment de la rédaction du programme de gazéification du kraï de 2012 à 2017, le gouverneur déclarait qu'il était trois fois plus cher⁵¹⁸. Cela explique que la gazéification soit un critère pris en compte par les compagnies étrangères qui veulent s'implanter dans la région. Pour les attirer, il est donc important de la réaliser⁵¹⁹.

On a évoqué précédemment les discussions au sujet de la rentabilité du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok. Avant sa mise en service, sa construction était critiquée par Aleksandr Gul'kov, directeur de l'Institut du pétrole et du gaz de l'Université d'Extrême-Orient⁵²⁰. Au point d'arrivée d'un gazoduc, il faut nécessairement qu'il y ait un gros consommateur, ce que le kraï du Primorié n'est pas. En 2006, les spécialistes de l'administration du Primorié prévoyaient que la demande de gaz de la région serait de 2,85 milliards de mètres cubes en 2015, de 4 milliards de mètres cubes en 2015 et de 4,94 milliards de mètres cubes en 2020⁵²¹. En 2010, d'autres estimations étaient nettement plus modestes et prévoyaient une consommation en gaz du kraï de 1,9 milliards de mètres cubes (Saneev, Platonov, Mandelbaum, Sokolov, Sokolov, Batkhuyag, 2010) (voir *supra*). Les chiffres de 2012 étaient également bien inférieurs aux estimations réalisées en 2006 : la région a consommé, en 2012, 680 millions de mètres cubes de gaz naturel⁵²².

Dans ce contexte, le marché régional représente des profits limités pour Gazprom. La construction d'une usine de GNL pourrait faire évoluer la situation. Aleksandr Gul'kov estime que le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok deviendra rentable quand une usine de liquéfaction et un complexe de transformation du gaz seront mis en service⁵²³. Les bénéfices

⁵¹⁷ *Ibid.*

⁵¹⁸ « Gubernator : "Perehod na gaz – suščesvennyj šag po ulučšeniju kačestva žizni v Primor'e" » (« Le gouverneur : "Le passage au gaz est un pas essentiel vers l'amélioration de la qualité de vie dans le Primorié" »), *Deita*, 28 octobre 2011, <http://deita.ru/news/economy/28.10.2011/177653-gubernator-perekhod-na-gaz--suschestvennyj-shag-po-uluchsheniju-kachestva-zhizni-v-primorje/>, consulté le 24 juillet 2013.

⁵¹⁹ Entretien avec Nikolaj Lovygin, directeur du Département de l'énergie, du complexe pétro-gazier et de l'industrie du charbon du kraï du Primorié, *art. cit.*

⁵²⁰ Kudinov Viktor, « Truba trebuet žertv ? » (« Le tube exige des victimes ? »), *Zolotoj Rog*, 12 janvier 2010, p. 5.

⁵²¹ « Podnisan dogovor o gazifikacii Primorskogo kraja » (« Un accord sur la gazéification du kraï du Primorié a été signé »), *Pravda*, 16 novembre 2006, <http://www.pravda.ru/news/economics/16-11-2006/203972-gaz-0/>, consulté le 31 juillet 2013.

⁵²² Entretien avec Oleg Svidan, directeur de la subdivision du Primorié de la filiale de Gazprom Mezhregiongaz Novossibirsk en Extrême-Orient, Vladivostok, 21 juillet 2013.

⁵²³ Entretien avec Aleksandr Gul'kov, directeur de Dvnipti Neftegas et professeur à l'Université d'Extrême-Orient, Vladivostok, 06 août 2013.

des projets gaziers dépendent donc des perspectives d'exportation du gaz et des produits de sa transformation vers les pays de l'Asie-Pacifique.

Si la rentabilité de la gazéification actuelle du kraï du Primorié n'est pas assurée par les consommateurs régionaux, ceux-ci ne sont pas nécessairement intéressés par le raccordement au réseau gazier. Ainsi, la majorité des entreprises ont refusé le raccordement au gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok à cause de l'incertitude qui règne au sujet des prix du gaz. En effet, lors des entretiens⁵²⁴, les membres de l'administration régionale et locale ont exprimé quelques réserves à ce sujet. Les modalités de fixation des prix leur étaient inconnues et ils ignoraient également si, au cours des prochaines années, les tarifs du gaz n'allaient pas augmenter. Plusieurs compagnies préfèrent utiliser du charbon et n'envisagent pas de passer au gaz. Ainsi, selon Valerij Kabanov, ingénieur en chef de la compagnie Ternejles (industrie forestière) :

« Aujourd'hui, il est peut-être avantageux de passer au gaz, mais personne ne sait combien il coûtera demain. La gazéification, c'est un avantage uniquement du point de vue environnemental, mais d'un point de vue économique, c'est une option non profitable »⁵²⁵.

D'autre part, les travaux de gazéification sont coûteux et tous les consommateurs ne peuvent pas se permettre ces dépenses⁵²⁶. Toutefois, l'administration régionale considère que la gazéification est un bénéfice pour les entreprises et qu'il est donc inutile de mettre en place des aides et des mesures destinées à stimuler le passage au gaz⁵²⁷. On retrouve chez les particuliers le problème de l'achat des équipements et de leur coût, observé dans les autres régions. De plus, le gaz naturel n'ayant jamais été utilisé dans la région, les consommateurs n'y sont pas habitués et considèrent que son usage est dangereux. La situation est différente

⁵²⁴ Entretien avec Galina Janbaeva, directrice du Département pour les économies d'énergie et le développement des infrastructures, Direction du complexe énergétique de la ville de Vladivostok, Vladivostok, 06 août 2013 ; entretien avec Elena Parhomenko, directrice-adjointe du département du logement et des ressources en combustibles de l'administration du kraï du Primorié, Vladivostok, 07 août 2013.

⁵²⁵ Pak Marina, « Golubaja Shema. Primorskie predpriyatija nehotjat podključat'sja k gazoprovodu » (« Les entreprises du Primorié ne veulent pas être raccordées au gazoduc »), *Konkurent*, 13-19 novembre 2012, p. 11.

⁵²⁶ Entretien avec Galina Janbaeva, directrice du Département pour les économies d'énergie et le développement des infrastructures, Direction du complexe énergétique de la ville de Vladivostok, Vladivostok, 06 août 2013.

⁵²⁷ Entretien avec Nikolaj Lovygin, directeur du Département de l'énergie, du complexe pétro-gazier et de l'industrie du charbon du kraï du Primorié, Vladivostok, 05 août 2013.

de celle qu'on observe dans l'ouest du pays, où les habitants font eux-mêmes la demande de raccordement⁵²⁸.

Par ailleurs, comme dans l'oblast d'Irkoutsk, le développement du gaz naturel au détriment du charbon pose la question du devenir de l'industrie du charbon régionale. Ainsi, avec la conversion de la centrale thermique 2 de Vladivostok, les pertes étaient estimées à 3 millions de tonnes de lignite par an et SUEK, la compagnie charbonnière présente dans le Primorié, a milité pour une conversion partielle de la centrale. Le *polpred* Viktor Ishaev a apporté son soutien à l'industrie charbonnière et a déclaré :

« Nous pourrions abandonner complètement le charbon pour la centrale-2 seulement quand nous saurons précisément où envoyer le charbon extrait actuellement dans le Primorié⁵²⁹. »

Comme dans les autres régions, les capacités financières du Primorié sont mentionnées par l'administration régionale comme le principal obstacle à la réalisation de la gazéification. Le directeur du Département de l'énergie, du complexe pétro-gazier et de l'industrie du charbon du kraï soulignait ainsi le fait que la région était déficitaire et que les financements du programme posaient problème⁵³⁰. En 2015, le Primorié a diminué les financements alloués au programme de gazéification de la région : ils ont été divisés par 2,5 par rapport aux plans initiaux⁵³¹. Le kraï a prévu de consacrer 230 millions de roubles à la gazéification. En 2014, le kraï avait affecté 222 millions de roubles à la gazéification, notamment pour le cofinancement des programmes de gazéification des municipalités. On peut rappeler (voir chapitre 12) que le document de Gazprom mentionnait des sommes beaucoup plus élevées qui devaient être versées par la région : 6,9 milliards de roubles pour 2014 et 7,08 pour 2015⁵³².

Quel bilan peut-on dresser de la gazéification du kraï du Primorié ?

⁵²⁸ Entretien avec Aleksej Lipatnikov, directeur de la compagnie Dal'regiongaz, Vladivostok, 19 juillet 2013 ; entretien avec Oleg Svidan, directeur de la subdivision du Primorié de la filiale de Gazprom Mezhrefiongaz Novossibirsk en Extrême-Orient, Vladivostok, 21 juillet 2013.

⁵²⁹ Voroncova Nadežda, « Gaz protiv uglja » (« Le gaz contre le charbon »), *Zolotoj Rog*, 16 août 2011, p. 14.

⁵³⁰ Entretien avec Nikolaj Lovygin, directeur du Département de l'énergie, du complexe pétro-gazier et de l'industrie du charbon du kraï du Primorié, Vladivostok, 05 août 2013.

⁵³¹ « Primor'e posporilo s "Gazpromom", čej podrjadčik sorval sroki gazifikacii regiona » (« Le Primorié s'est disputé avec Gazprom, qui n'a pas respecté les délais de la gazéification de la région »), *Vedomosti*, 16 juillet 2015, <http://www.vedomosti.ru/business/news/2015/07/16/600884-primore-posporilo-s-gazpromom-chei-podryadik-sorval-sroki-gazifikatsii-regiona>, consulté le 20 juillet 2015.

⁵³² Gazprom, « Programme de développement de l'approvisionnement en gaz et de la gazéification du kraï du Primorié au cours des années 2012 à 2015 », 2012.

4. Bilan actuel de la gazéification

La presse critique le manque d'avancées de la gazéification dans la région, malgré les nombreux programmes et leur ancienneté⁵³³. On observe en effet des retards et des réalisations très modestes par rapport aux projets initiaux. Ainsi, alors que la gazéification d'Ooussourisk était prévue en 2014, elle a par la suite été reportée à 2015 et n'est toujours pas réalisée. Selon le député de la Douma du district urbain d'Ooussourisk, Aleksandr Sidorenko, ce retard est dû à une mauvaise coordination avec Gazprom, par exemple pour le raccordement du réseau à la station de distribution de la compagnie, alors que l'administration du kraï et celle du district urbain d'Ooussourisk ont déjà alloué les sommes nécessaires. Les discussions avec la compagnie, en revanche, ont avancé lentement et n'étaient pas terminées en mars 2014⁵³⁴.

Le gouvernement régional et Gazprom se renvoient la responsabilité des échecs. Le 16 juillet 2015, au cours d'une réunion de l'administration du kraï du Primorié, le directeur du Département de l'énergie a rapporté le retard pris dans la réalisation du « Programme de développement de l'approvisionnement en gaz et de gazéification du kraï du Primorié en 2012-2015 ». Il a affirmé que Gazprom Mezhhregiongaz n'avait construit aucune des infrastructures dont la compagnie était en charge⁵³⁵. Ainsi, le vice-gouverneur du kraï du Primorié, Evgenij Višnjakov, a reproché à Gazprom de repousser chaque année les délais de construction des infrastructures⁵³⁶. Le gouverneur du Primorié, Vladimir Mikluševskij, a déclaré vouloir en appeler au gouvernement fédéral :

« Le gaz, qui part à l'exportation et représente des recettes budgétaires, doit aussi être utilisé pour les besoins de la population, pour le développement de l'industrie et de l'agriculture.

⁵³³ « Gazifikacija Primor'ja : 20 let programm, zajavlenij, proektov – bez real'nogo rezul'tata » (« La gazéification du Primorié : 20 ans de programmes, de déclarations, de projets sans résultats concrets »), *Primamedia*, 09 avril 2015, <http://primamedia.ru/news/politics/09.04.2015/431225/gazifikatsiya-primorya-20-let-programm-zayavleniy-proektov---bez-realnogo-rezul.html>, consulté le 18 juin 2015.

⁵³⁴⁵³⁴ « Pojvlenie gaza v Ussurijske zaderzivaet OAO "Gazprom" – Aleksandr Sidorenko » (« Gazprom freine l'apparition du gaz à Ooussourisk selon Aleksandr Sidorenko »), *PrimaMedia*, 28 mars 2014, <http://primamedia.ru/news/28.03.2014-346235>, consulté le 6 avril 2014.

⁵³⁵ « Gubernator Primor'ja razberetsja s gazifikaciej » (« Le gouverneur du Primorié s'attaque à la gazéification »), *Vostok.Today*, 18 juillet 2015, <http://vostok.today/2429-gubernator-primorya-razberetsya-s-gazifikaciej.html>, consulté le 20 juillet 2015.

⁵³⁶ Veka Ekaterina, « Vladimir Mikluševskij o gazifikacii : "Nedoprosovestnyj podrjadčik tormozit razvitie Primor'ja" » (« Vladimir Mikluševskij à propos de la gazéification : "L'entrepreneur peu scrupuleux freine le développement du Primorié" »), Site de l'administration du kraï du Primorié, 16 juillet 2015, <http://primorsky.ru/news/common/91294/>, consulté le 20 juillet 2015.

C'est la mission donnée par le président, mais elle n'est pas remplie. [...] Je suis déterminé à rapporter la situation à Iouri Trutnev⁵³⁷, à Dmitri Medvedev⁵³⁸ et, s'il le faut, au président. L'entreprise freine tout simplement le développement de la région »⁵³⁹.

Gazprom Mezhrefiongaz a rétorqué que l'administration du Primorié n'avait pas respecté ses engagements et n'avait pas fourni de données précises, indispensables pour déterminer les paramètres des infrastructures d'approvisionnement en gaz et de gazéification, pour corriger les schémas de distribution de gaz et préparer les projets⁵⁴⁰.

Conclusion

Les premières livraisons de gaz au kraï du Primorié ont eu lieu en 2011, lorsque le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok a été mis en service. Mais la consommation énergétique de la région repose sur le charbon et le mazout. Le gaz naturel, qui vient de faire son entrée dans le bouquet énergétique, occupe une place marginale pour la satisfaction des besoins en énergie du kraï. Le premier projet de gazéification du Primorié date d'il y a vingt ans et émanait des pouvoirs régionaux. Ce projet n'a pas eu de résultats : aucun volume de gaz naturel n'a été livré à la région. La seconde moitié des années 2000 a marqué une nouvelle étape dans la gazéification du kraï, l'initiative provenant cette fois du centre fédéral et de Gazprom. La gazéification est mentionnée dans les programmes de développement régional élaborés par les ministères fédéraux et la compagnie a inclus le kraï du Primorié dans son programme de gazéification en 2008.

Les projets de gazéification ne concernent pas prioritairement la population. Ce sont les producteurs d'énergie et les consommateurs industriels qui sont les premières cibles du programme, avec un bilan modeste. En dehors des centrales thermiques de Vladivostok, les principales réalisations sont les infrastructures construites pour le Sommet de l'APEC qui a eu lieu à Vladivostok en 2012. Le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok a été mis en

⁵³⁷ Iouri Trutnev est le représentant plénipotentiaire du président de la Fédération de Russie dans le District fédéral d'Extrême-Orient.

⁵³⁸ Premier ministre de la Fédération de Russie.

⁵³⁹ Veka Ekaterina, « Vladimir Mikluševskij o gazifikacii : "Nedoprosovestnyj podrjadčik tormozit razvitie Primor'ja" » (« Vladimir Mikluševskij à propos de la gazéification : "L'entrepreneur peu scrupuleux freine le développement du Primorié" »), *art. cit.*

⁵⁴⁰ « OOO "Gazprom Mežregiongaz" ob''jasnil sryv programmy gazifikacii Primor'ja » (« La compagnie Gazprom Mezhrefiongaz a expliqué le ralentissement du programme de gazéification du Primorié », *Zolotoj Rog*, 16 juillet 2015, http://www.zrpress.ru/business/primorje_17.07.2015_73349_gazprom-objasnil-sryv-programmy-gazifikatsii-primorja.html, consulté le 20 juillet 2015.

service l'année précédente, ce qui a permis d'approvisionner les mini-centrales sur l'île Russkij (voir encart 4) via un gazoduc sous-marin entre Vladivostok et l'île. La conversion au gaz des centrales de Vladivostok a bien été faite, mais la poursuite du programme de gazéification se heurte à des problèmes. Des retards ont été pris par rapports aux projets initiaux et la région peine à financer les travaux.

La gazéification de la région possède une forte dimension symbolique. La gazéification s'est produite en lien avec la tenue du Sommet de l'APEC, ce qui explique le calendrier de la construction du gazoduc à partir de Sakhaline. L'inauguration de ce pipeline a été faite par le Premier ministre Vladimir Poutine et par Alexeï Miller le 8 septembre 2011 sur l'île Russkij⁵⁴¹. Lors de la cérémonie, Vladimir Poutine a insisté sur le caractère prioritaire de l'approvisionnement des régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient en gaz naturel et a affirmé que les habitants de l'Extrême-Orient devaient avoir le sentiment d'être une partie du pays et non d'en être la périphérie⁵⁴², faisant apparaître dans son discours l'idée d'une unification politique à travers l'extension du réseau gazier.

Les consommateurs régionaux ne forment cependant pas un pôle de consommation suffisant pour rentabiliser le développement des infrastructures gazières. Les perspectives de développement sont davantage liées à des projets d'exportation et en particulier à la construction d'une usine de liquéfaction par Gazprom à Vladivostok⁵⁴³. Le projet est entré dans la phase d'investissement en février 2013 et une filiale, Gazprom LNG Vladivostok, a été créée en juin 2013.

D'un point de vue gazier, le kraï du Primorié apparaît comme une périphérie. Il n'est pas raccordé à l'ESG et dépend entièrement de régions extérieures (l'oblast de Sakhaline à l'heure actuelle) pour son approvisionnement et sa consommation de gaz naturel est marginale. Le rôle clé de Gazprom dans la réalisation de la gazéification s'affirme une fois encore : la participation de la compagnie a permis de réaliser les premières étapes du programme, cependant ses réticences actuelles entraînent son ralentissement. Celles-ci peuvent s'expliquer par un manque d'intérêt de la compagnie pour les tâches à accomplir. La gazéification des infrastructures du Sommet de l'APEC avait un caractère symbolique pour l'État fédéral et la compagnie a été contrainte de la réaliser. Certes, le centre fédéral cherche à

⁵⁴¹ « Vladimir Putin lično zapustil gazoprovod na ostrove Russkom » (« Vladimir Poutine a lui-même lancé le gazoduc de l'île Russkij »), *Primorskaja Gazeta*, 9 septembre 2011, p. 1.

⁵⁴² Alekseeva Julija, « Region ždet na gaz » (« La région attend le gaz »), *Zolotoj Rog*, 4 août 2009, p. 7.

⁵⁴³ Entretien avec Aleksandr Gul'kov, directeur de Dvniipi Neftegas et professeur à l'Université d'Extrême-Orient, Vladivostok, 06 août 2013.

attribuer au Primorié un rôle nouveau et Gazprom a bien l'ambition de l'intégrer au système d'exportation vers la région de l'Asie-Pacifique par le biais de son projet de liquéfaction. Cependant, la réalisation de ce dernier n'a pas encore commencé et le kraï, même s'il pourrait devenir une tête de pont des exportations de gaz naturel liquéfié vers les pays asiatiques, n'intéresse pas la compagnie à l'heure actuelle.

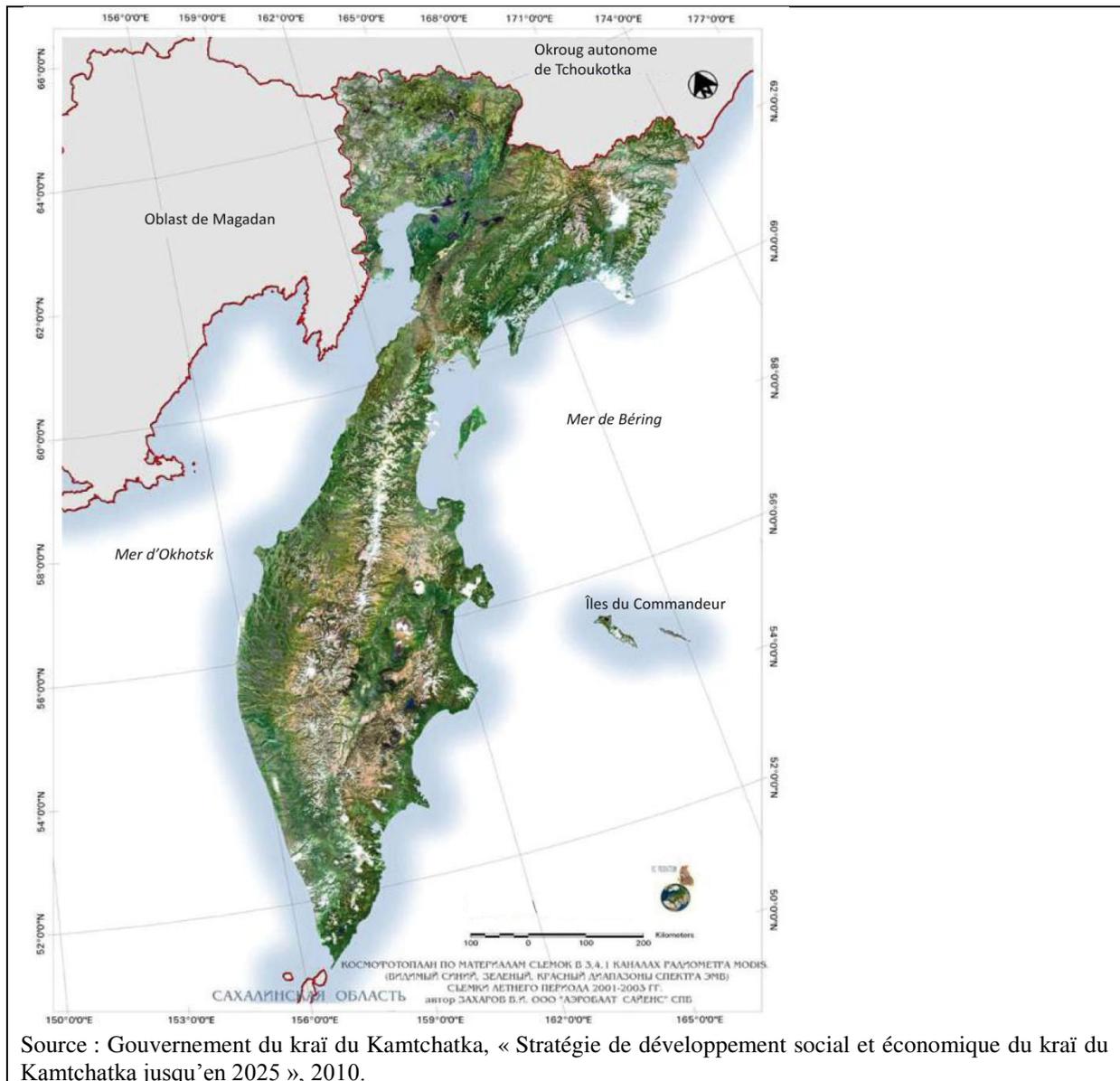
Chapitre 17. Le kraï du Kamtchatka, une périphérie vitrine du volontarisme du centre ?

La situation péninsulaire du kraï du Kamtchatka a rendu les problèmes d'approvisionnement énergétique critiques après la disparition de l'URSS. Cette région dépendait principalement de ses importations pour satisfaire ses besoins énergétiques. Les projets de gazéification, dans les années 2000, ont d'abord impliqué Rosneft, puis Gazprom. Le développement des ressources en gaz naturel et des infrastructures de transport sur le territoire du kraï, ainsi que la conversion au gaz des centrales thermiques dans le cadre du programme de gazéification régional, ont suscité des changements dans le bouquet énergétique local.

1. Présentation de la région

Le kraï du Kamtchatka fait partie des sujets du district fédéral d'Extrême-Orient et est séparée de Moscou par neuf fuseaux horaires. La distance entre sa capitale, Petropavlovsk-Kamtchatski, et Moscou est d'environ 12 000 km. C'est une péninsule d'environ 1 600 km du nord au sud et de 464 300 km², bordée par la mer d'Okhotsk à l'ouest et par la mer de Béring et l'océan Pacifique à l'est. Les régions voisines sont l'okroug autonome de Tchoukotka au nord et l'oblast de Magadan à l'ouest. La péninsule, dont le point culminant est le volcan Kiloutchevskaïa (4 759 m d'altitude), est marquée par une activité sismique et volcanique : elle s'insère dans l'arc volcanique allant de la Koriakie à l'île d'Hokkaido. Le Kamtchatka possède des sites protégés : une partie de ses volcans est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1996 et il existe plusieurs parcs ou réserves naturelles sur le territoire du kraï.

Carte 46 : Le kraï du Kamtchatka



Le climat du Kamtchatka subit l'influence des moussons. Il se caractérise par des vents violents et des ouragans, en particulier dans le sud de la péninsule, ainsi que par des précipitations abondantes, surtout dans la partie orientale. L'influence continentale est plus forte dans le centre de la région, tandis que les territoires septentrionaux sont caractérisés par un climat subarctique. La température moyenne de janvier dans la péninsule est de $-15,5^{\circ}\text{C}$ et elle est inférieure dans la partie continentale du kraï (-25°C) ; la température moyenne de

juillet est de 13,2°C⁵⁴⁴. A Petropavlovsk-Kamtchatski, qui se trouve au pied des volcans, la température moyenne est de -9°C en janvier et de 11°C en juillet et il tombe 1 400 mm de précipitations par an⁵⁴⁵. La gazéification de la péninsule représente donc un défi technique (Gazprom Transgaz Tomsk, 2012). Les conduites, comme les infrastructures de production, doivent supporter des conditions climatiques très rigoureuses et les travaux de construction des gazoducs doivent se faire sur des sols gelés.

Le kraï est peuplé d'environ 320 000 habitants en 2015 et sa densité moyenne est de 0,6 habitant au km². Il est confronté au problème de la diminution de sa population : au cours de la période allant de 1991 à 2008⁵⁴⁶, la population permanente a diminué de 28,2 % et entre 2009 et 2015, la région a perdu 6,7 % de ses habitants⁵⁴⁷. Les trois quarts des habitants sont concentrés dans la baie de Petropavlovsk-Kamtchatski, la capitale régionale.

Les seules activités qui sont réellement développées au Kamtchatka sont liées à la mer et au secteur de la défense (base militaire de sous-marins nucléaires) (Radvanyi, 2007). En 2012, la pêche et la pisciculture représentaient 13,9 % du produit régional brut et l'administration et la défense, 16,6 %, la part des autres secteurs étant inférieure à 10 %⁵⁴⁸. Le rôle majeur de l'industrie de la pêche et de la pisciculture dans l'économie de la région se traduit également par le fait qu'elles représentent plus de 50 % de la production industrielle et près de 90 % des exportations du kraï⁵⁴⁹.

2. La situation énergétique du kraï du Kamtchatka

L'énergie électrique arriva au Kamtchatka le 14 août 1914, lorsque la première station électrique fut construite à Petropavlovsk-Kamtchatski. Au milieu du XX^e siècle, l'énergie électrique était beaucoup plus chère dans la région que dans le reste de l'URSS et sa fourniture n'était pas constante. Dans les années 1950-1970, eurent lieu d'importantes évolutions : entre 1950 et 1970, la production d'électricité de l'oblast fut multipliée par plus

⁵⁴⁴ <http://www.Kamtchatka.gov.ru/index.php?cont=newlibcont&menu=12&menu2=204&id=475>, consulté le 21 juillet 2015.

⁵⁴⁵ Gouvernement du kraï du Kamtchatka, « Stratégie de développement social et économique du kraï du Kamtchatka jusqu'en 2025 », 2010.

⁵⁴⁶ *Ibid.*

⁵⁴⁷ Rosstat, 2015.

⁵⁴⁸ Rosstat, 2014.

⁵⁴⁹ <http://www.Kamtchatka.gov.ru/index.php?cont=newlibcont&menu=12&menu2=204&id=475>, consulté le 19 juillet 2015.

de 23. En 1968, la seconde et la troisième station électrique furent construites⁵⁵⁰. Avant le développement de la gazéification, le kraï dépendait ainsi entièrement de l'électricité générée par ces usines locales, fonctionnant au mazout qui apparaissait comme le combustible idéal durant la période soviétique. Cependant, après la dissolution de l'URSS, l'approvisionnement énergétique du Kamtchatka devint catastrophique. En effet, le coût des transports s'affirma, rendant le mazout très cher, à tel point que le Kamtchatka était alimenté par l'électricité la plus chère de Russie.

Dans les années 2000, les tarifs de l'énergie de la région sont restés les plus élevés de Russie. En 2008, le prix de l'électricité pour les ménages était le plus élevé dans le district d'Extrême-Orient, il s'élevait à 2,5 roubles par kWh. Ce prix était 1,2 fois inférieur pour la population de l'oblast de Sakhaline, 1,1 fois inférieur dans l'oblast de Magadan, 1,3 fois inférieur dans le kraï de Khabarovsk, 1,5 fois inférieur dans l'oblast de l'Amour et 2,2 fois inférieur dans le kraï du Primorie⁵⁵¹. En 2015, les prix de l'électricité ont augmenté dans toutes les régions de Russie mais ils restent parmi les plus élevés dans le kraï du Kamtchatka (6,14 roubles par kWh pour les ménages), même s'ils sont supérieurs dans l'okroug autonome de Tchoukotka et dans l'oblast de Magadan⁵⁵².

Bien qu'il ait lourdement dépendu des importations pour ses besoins énergétiques et qu'il en dépende encore en partie, le kraï du Kamtchatka dispose de ressources énergétiques géothermiques, de gisements de charbon et de gaz naturel sur son territoire. La région possède quatre gisements de houille dont les réserves de catégories A+B+C1+C2 sont estimées à 260,8 millions de tonnes et trois gisements de lignite dont les réserves sont de 14,3 millions de tonnes⁵⁵³. Mais la production est modeste par rapport aux réserves (voir graphe 52).

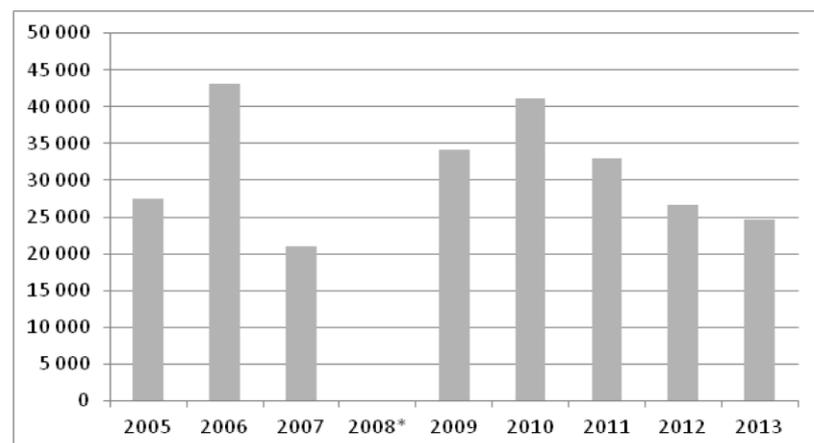
⁵⁵⁰ Minenergo, « Investicii », *TEK Strategii razvitija*, n°3, mai-juin 2010.

⁵⁵¹ Gouvernement du kraï du Kamtchatka, « Stratégie de développement social et économique du kraï du Kamtchatka jusqu'en 2025 », 2010.

⁵⁵² <http://energybase.ru/tariff/electricity>, consulté le 18 juillet 2015.

⁵⁵³ Département de l'utilisation du sous-sol du District fédéral d'Extrême-Orient (Dal'nedra), Mineral'no-syr'evaja baza Kamčatskogo kraja, « Sostojanie mineral'no-syr'evoj bazy tverdyh poleznyh ispokaemyh Kamčatskogo kraja na 01.01.2014 », <http://www.dalnedra.ru/index.php?id=129>, consulté le 22 juillet 2015.

Graph 52 : Production de charbon (lignite et houille) du kraï du Kamtchatka de 2005 à 2013 (tonnes)



*Pas de données pour 2008.

Sources : Gouvernement du kraï du Kamtchatka, « Stratégie de développement social et économique du kraï du Kamtchatka jusqu'en 2025 », 2010 ; Département de l'utilisation du sous-sol du district fédéral d'Extrême-Orient (Dal'nedra), Mineral'no-syr'evaja baza Kamčatskogo kraja, « Sostojanie mineral'no-syr'evoj bazy tverdyh poleznyh ispokaemyh Kamčatskogo kraja na 01.01.2014 », <http://www.dalnedra.ru/index.php?id=129>, consulté le 22 juillet 2015 ; Département du Service fédéral de surveillance dans le domaine environnemental du district d'Extrême-Orient, http://www.prirodnadzordv.ru/?request_uri=news/view/1819/, consulté le 22 juillet 2015.

Quatre gisements de gaz naturel et de condensats ont été ouverts en 1980 sur le territoire du kraï. L'exploitation du gisement de Kšukskoe a commencé en 2000 (Ananenkov, 2008), celle de Nižne-Kvakčikskoe en octobre 2011⁵⁵⁴. Les champs de Sredne-Kunžinskoe et de Severo-Kolpalkovskoe sont en phase d'exploration. Avant la réalisation du programme d'approvisionnement en gaz et de gazéification du kraï et la construction d'un gazoduc jusqu'à Petropavlovsk-Kamtchatski, la production de gaz naturel était modeste. Au cours des années 2000 à 2008, 7,4 à 9,7 millions de mètres cubes étaient produits annuellement (Ananenkov, 2008). Depuis la création d'infrastructures gazières régionales, le gaz est utilisé comme combustible par les centrales thermiques et les chaufferies de la ville de Petropavlovsk-Kamtchatski et sa production s'est accrue. Ainsi, le volume de la production de gaz naturel a augmenté de 22,3 % entre 2012 et 2013 et il représentait 42 fois celui de 2008⁵⁵⁵. En 2013, 380,6 millions de mètres cubes ont été produits dans la région et 394,542

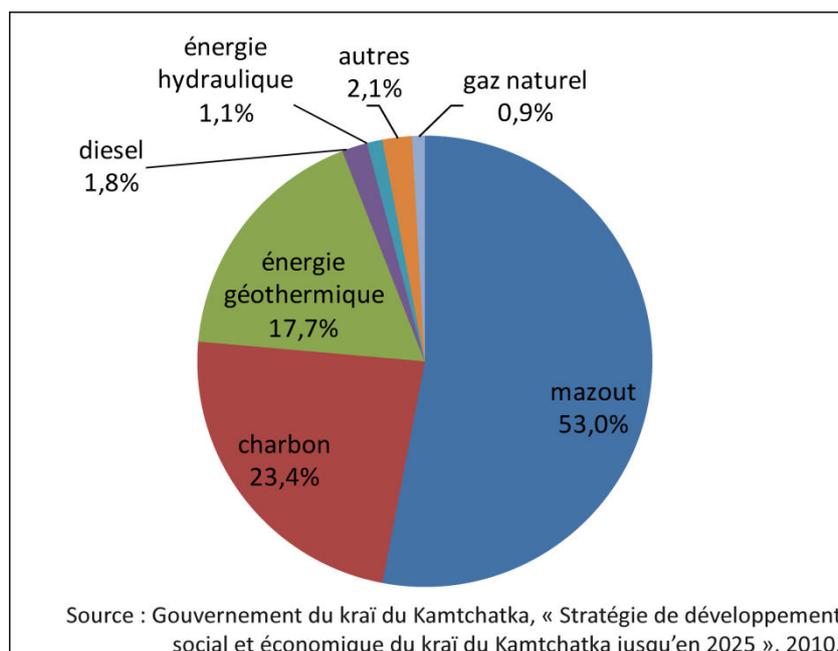
⁵⁵⁴ Site de Gazprom, <http://www.gazprom.ru/about/production/projects/deposits/Kamtchatka/>, consulté le 20 juillet 2015.

⁵⁵⁵ Rosstat, Division territoriale de Rosstat du kraï du Kamtchatka, « Mineral'no-syr'evoj kompleks – real'nyj sektor ekonomiki Kamčatskogo kraja » (« Le complexe des ressources minérales est un véritable secteur de l'économie du kraï du Kamtchatka »), *Press-Vypusk* N°02-01-42, 20 novembre 2014.

millions en 2014⁵⁵⁶. La capacité maximale de production prévue par Gazprom est de 750 millions de mètres cubes par an⁵⁵⁷.

Avant la mise en valeur des gisements gaziers, l’approvisionnement énergétique du kraï du Kamtchatka reposait principalement sur les importations, notamment de mazout. Ainsi, en 2001, Rosneft était la seule compagnie qui approvisionnait le Kamtchatka en combustible. A cause des arriérés de paiements de Kamchatskenergo, la compagnie d’électricité, qui n’était pas non plus payée par ses clients, Rosneft a informé le gouverneur qu’il allait cesser de livrer du mazout à la région, ce qui a donné lieu à une crise énergétique et a nécessité l’intervention du gouvernement fédéral (Poussenkova, 2006). En 2007, le mazout occupait toujours la première place dans le mix énergétique régional (voir graphe 53) et, au total, 78,2 % des combustibles consommés par la région étaient importés. Le gaz naturel était utilisé de façon très marginale.

Graphe 53 : Bouquet énergétique du kraï du Kamtchatka en 2007



La réalisation des travaux de gazéification a fait évoluer la situation. En effet, d’après le directeur de Gazprom Mezhrefiongaz Novossibirsk, Viktor Kvašnev, le gaz naturel

⁵⁵⁶ « Kamčatgazprom razrabatyvaet investicionnyj zamysel po stroitel’svu terminala SPG na Kamčatke » (« Kamchatgazprom élabore un projet d’investissement pour construire un terminal de GNL au Kamtchatka », *Kamčatka-Info*, 7 juillet 2015, http://www.kamchatinfo.com/news/economics_and_business/detail/9993/, consulté le 15 juillet 2015.

⁵⁵⁷ Gouvernement du kraï du Kamtchatka, « Stratégie d’investissement du kraï du Kamtchatka jusqu’en 2020 », 2012.

représentait 32 % de la consommation en combustible du kraï en 2011⁵⁵⁸. En 2012, le gaz naturel avait la première place parmi les ressources énergétiques utilisées pour la production d'électricité (63,6 %) (voir tableau 73).

Tableau 73 : Les centrales électriques du kraï du Kamtchatka (production et ressources utilisées)

Centrale électrique	Production en MWh	Ressources utilisées
Centrale thermique 1	160	Gaz
Centrale thermique 2	235	Gaz
Mutnovskaja	50	Géothermie
Verhne-Mytnovskaja	12	Géothermie
Centrales Tolmačëvskie	90,4	Énergie hydraulique
Bystrinskaja	1,7	Énergie hydraulique
GDES 7	4,3	Gaz
Centrale éolienne	0,5	Énergie éolienne
Centrale au diesel	136,4	Diesel
Total	627,3	

Source : Gouvernement du kraï du Kamtchatka, « Stratégie d'investissement du kraï du Kamtchatka jusqu'en 2020 », 2012.

3. Les programmes de gazéification du Kamtchatka

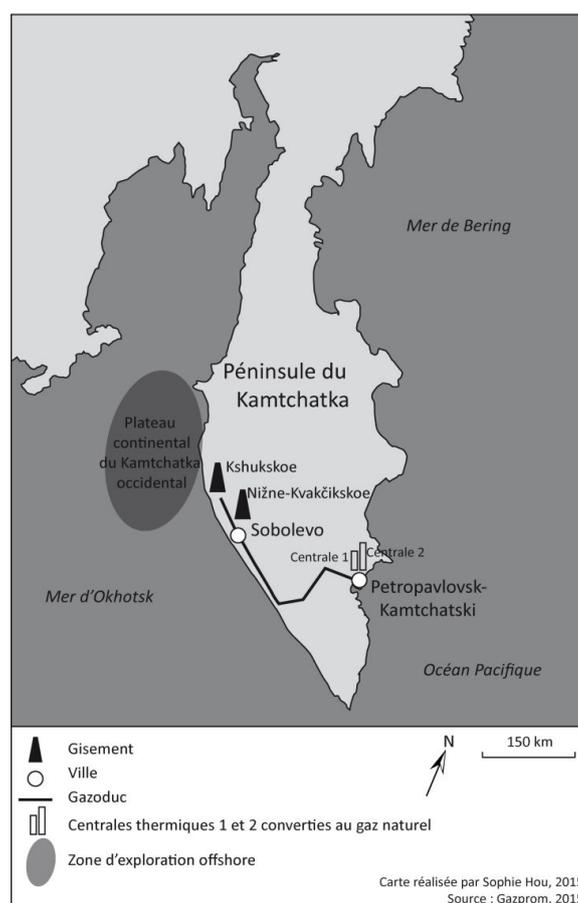
Si les premières initiatives apparurent à la fin des années 1990, le Kamtchatka entra tardivement dans le programme de gazéification de la Fédération de Russie de Gazprom. Dans les années 1990, les pouvoirs régionaux prirent conscience des problèmes économiques et environnementaux associés à l'utilisation du mazout importé d'Angarsk et d'Omsk et dont le transport prenait 30 jours (Gazprom Transgaz Tomsk, 2012). Le recours au gaz naturel fut alors envisagé. Les autorités régionales décidèrent de la construction d'un gazoduc de Kšulskoe à Petropavlovsk-Kamtchatski et firent appel à une firme tchèque, Plynostav. Cependant, en raison de problèmes de financement, le projet ne fut pas réalisé. Il fut repris par Rosneft avant d'être attribué à Gazprom par le Président de la Fédération de Russie en septembre 2007 (Ananekov, 2008).

Le 24 décembre 2007, un accord d'approvisionnement en gaz et de gazéification du kraï du Kamtchatka fut signé et, en 2009, le kraï fut inclus dans le programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie. Le programme régional comportait la

⁵⁵⁸ Semenov Sergej, « Dva desjatiletija na pol'zy ljudjam » (« Deux décennies au service des gens »), *Kamčatskij Kraï*, 20 février 2013, <http://kamkrai.com/2013/02/20/dva-desyatiletija-na-polzu-lyudyam.html>, consulté le 18 juillet 2015.

mise en valeur de deux gisements et la construction d'un gazoduc Sobolevo-Petropavlovsk-Kamtchatski de 392 km de long, reliant les gisements de gaz naturel, situés sur la côte occidentale, et la capitale régionale. Il s'agissait prioritairement d'alimenter les centrales thermiques et d'assurer leur conversion au gaz naturel. Le 29 septembre 2010, le gazoduc Sobolevo-Petropavlovsk-Kamtchatski fut achevé et du gaz naturel fut livré pour la première fois à la capitale du kraï. Avant cela, le gaz naturel était livré uniquement à deux villages qui se trouvaient à proximité du gisement de Kšulskoe (Sobolevo et Krutogorovo) et la production annuelle de gaz naturel était d'environ 10 millions de mètres cubes⁵⁵⁹. Le niveau de gazéification régional était quasiment nul⁵⁶⁰. Si le gaz naturel joue un rôle nouveau dans l'approvisionnement énergétique, le niveau de gazéification du kraï reste extrêmement faible puisque les consommateurs de gaz sont principalement les centrales et les chaufferies.

Carte 47 : La gazéification du Kamtchatka



⁵⁵⁹ Pravosudov Sergej, « Nužen kompleksnoj podhod » (« Une approche complexe est nécessaire »), *Gazprom Žurnal*, N°10, 2007, p. 10-11.

⁵⁶⁰ Site de Gazprom, <http://www.gazprom.ru/about/production/projects/deposits/Kamtchatka/>, consulté le 20 juillet 2015.

La gazéification du Kamtchatka par Gazprom apparaît comme une mission donnée à la compagnie par le gouvernement fédéral. Un décret fédéral a en effet fait de Gazprom la compagnie en charge du programme et ses dirigeants mettent l'accent sur l'idée d'une tâche confiée par le président russe⁵⁶¹. Ainsi, Viktor Timoshilov, en charge de la coordination des projets orientaux de Gazprom, déclarait lors d'une conférence de presse en 2008 :

« Il est en fait très facile de répondre à la question [de savoir à quelle date le Kamtchatka recevra du gaz naturel] car les dirigeants de l'État y ont déjà répondu. On nous a imposé des délais, le pipeline doit être construit et les approvisionnements en gaz à Petropavlovsk commenceront en 2010. Il n'y a pas d'autre option possible⁵⁶² ».

L'importance que le gouvernement fédéral accorde à la gazéification du Kamtchatka s'est illustrée par la présence de Dmitri Medvedev lors de l'inauguration du gazoduc Sobolevo-Petropavlovsk-Kamtchatski.

La première grande compagnie russe implantée au Kamtchatka pour réaliser des projets gaziers était Rosneft. En 2001, un décret gouvernemental attribua à Rosneft la gazéification de la région et la construction du gazoduc jusqu'à Petropavlovsk-Kamtchatski. La compagnie accepta la responsabilité du projet sous la pression du *polpred* de l'Extrême-Orient, Konstantin Pulikovskij, mais elle n'était pas intéressée par la gazéification. En témoigne le fait qu'elle soumit un rapport au gouvernement fédéral en 2003, mettant en doute la rentabilité du projet d'approvisionnement en gaz de Petropavlovsk-Kamtchatski. Rosneft considérait que sa participation à la gazéification minerait sa stabilité financière et son attractivité auprès des investisseurs (Poussenkova, 2006). La compagnie chercha à négocier avec le ministère du Développement économique le remboursement de ses dépenses, soit par des compensations directes, soit en permettant à Rosneft de participer à des projets plus rentables. La compagnie obtint en 2003 les droits d'exploration du plateau continental du Kamtchatka pour une durée de cinq ans et réalisa des travaux de prospection en coopération avec la compagnie pétrolière nationale coréenne dans le cadre de l'entreprise commune Kamchatneftegaz (Hunsicker, 2006). L'obtention de la licence d'exploration pourrait ainsi avoir été un lot de consolation concédé à Rosneft (Poussenkova, 2006).

⁵⁶¹ Ananekov Alexander, "Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets", Conférence de presse, 17 juin 2009.

⁵⁶² Gazprom, "Gazprom in Eastern Russia. Entry into Asia-Pacific Markets", Conférence de presse, 24 juin 2008 ; traduction de l'auteur.

Cependant, entre 2003 et 2007, Rosneft n'entreprit aucuns travaux pour l'approvisionnement en gaz du kraï et, en 2007, un décret présidentiel confia finalement cette tâche à Gazprom. Vladimir Poutine déclara alors : « Si on avait donné le projet à Gazprom, tout serait déjà construit depuis longtemps » (Gazprom Transgaz Tomsk, 2012). L'État fédéral avait transféré la part majoritaire qu'il détenait dans la compagnie Kamtchatkagazprom à Rosneft. Gazprom la racheta en 2013, après une phase de conflit et de négociations⁵⁶³. A l'expiration de la licence, le 1^{er} août 2008, Rosneft ne conserva pas les droits d'exploration du plateau du Kamtchatka occidental. Le gouvernement fédéral, par le décret du 15 juin 2009, accorda la licence à Gazprom, qui en avait fait la demande (Blagov, 2008). Les droits d'exploration des gisements offshore du Kamtchatka apparaissent donc comme une compensation à la participation au projet de gazéification du kraï. Gazprom souligne le fait que les perspectives de production de gaz naturel reposent sur le développement du plateau continental du Kamtchatka⁵⁶⁴. Pour ce projet, comme pour celui de Sakhaline 3, la compagnie a affirmé sa volonté de travailler en solo⁵⁶⁵.

Conclusion

Le kraï du Kamtchatka est une région qui se trouve dans une situation périphérique d'un point de vue économique, politique et gazier. Son approvisionnement énergétique reposait, avant la construction du gazoduc Sobolevo-Petropavlovsk-Kamtchatski, sur des importations de mazout. La gazéification du kraï a apporté des changements considérables dans le mix énergétique et dans le niveau de dépendance extérieure de la région. Elle a été réalisée par Gazprom, sur ordre du gouvernement fédéral. Le Kamtchatka est l'exemple d'une région pour laquelle la gazéification est un projet social, qui ne permet pas à la compagnie d'effectuer des bénéfices. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Rosneft, qui avait d'abord été chargé du projet, ne l'a pas réalisé. En 2015, selon Gazprom, au Kamtchatka, les tarifs du gaz naturel imposés par l'État ne permettent d'ailleurs pas de faire des bénéfices ou de

⁵⁶³ Nikolaev Sergej, « Gazprom stanet edinstvennym postavšikom gaza na Kamčatke » (« Gazprom devient l'unique fournisseur en gaz du Kamtchatka »), *Kamčatskij Kraj*, 01 mai 2013, <http://kamkrai.com/2013/05/01/4324-gazprom-stanet-edinstvennym-postavschikom-gaza-na-kamchatke.html>, consulté le 16 avril 2014.

⁵⁶⁴ Gazprom, « Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets », Conférence de presse, 21 juin 2011.

⁵⁶⁵ Gazprom, « Gazprom in Eastern Russia, Entry into Asia-Pacific Markets », Conférence de presse, 7 juin 2010.

rentabiliser les investissements⁵⁶⁶. Le prix au détail du gaz naturel dans la région a été fixé pour les ménages à 7 548,81 roubles pour 1 000 mètres cubes⁵⁶⁷. Il fallait trouver un compromis entre les intérêts des compagnies et les objectifs sociaux : si ce prix est trop bas pour rendre la gazéification rentable, il est nettement supérieur aux prix pratiqués dans les autres régions russes (les prix du gaz naturel au détail dépassent rarement 5 500 roubles).

Le cas du Kamtchatka montre l'importance de l'impulsion de l'État fédéral sur le programme de gazéification. Il s'agit ici de se servir de la périphérie comme d'une vitrine pour montrer la réussite de la gazéification dans une région éloignée du centre et en situation de crise énergétique, ainsi que pour symboliser son intégration à la Fédération de Russie. Au Kamtchatka, le programme de gazéification dépend entièrement du centre fédéral. C'est le gouvernement fédéral qui a décidé sa réalisation en désignant Rosneft, puis Gazprom, pour accomplir cette tâche.

Les enjeux économiques, toutefois, ne sont pas entièrement absents. La gazéification en elle-même n'est pas rentable, mais la contrepartie accordée à Rosneft, puis à Gazprom, est le contrôle des droits d'exploration du plateau continental du Kamtchatka.

⁵⁶⁶ Nikolaev Sergej, « Vostočnaja gazovaja programma : postavki na vnutrennij rynek ostajutsja dlja "Gazproma" prioritnymi » (« Le programme gazier oriental : les livraisons au marché domestique restent prioritaires pour Gazprom »), *Kamčatskij Kraj*, 24 juin 2015, <http://kamkrai.com/2015/06/24/vostochnaya-gazovaya-programma-postavki-na-vnutrennij-rynok-ostayutsya-dlya-gazproma-prioritnymi.html>, consulté le 13 juillet 2015.

⁵⁶⁷ Service régional des tarifs du kraï du Kamtchatka, décret N°134 du 17 juillet 2015.

Conclusion de la quatrième partie

Dans cette partie, l'étude de cinq régions a permis de montrer que la gazéification se heurte à de nombreux obstacles en Russie orientale. Dans presque tous les cas, il existe de forts écarts entre les programmes initiaux et les réalisations constatées. On constate également que la gazéification se déroule de façon bien différente selon les sujets fédéraux. La présence de réserves gazières sur le territoire régional n'est pas le gage d'une gazéification dynamique. Au contraire, leur présence peut engendrer des conflits liés à leur usage et à leur contrôle. De plus, il ne suffit pas de disposer de gisements. Encore faut-il qu'il existe des débouchés pour leur production. A l'inverse, l'absence de toute ressource gazière dans la région et l'éloignement des centres de production sont également des difficultés insurmontables pour l'approvisionnement en gaz naturel par gazoduc. Etant donné la dispersion et la faiblesse du peuplement, le développement du réseau gazier dépend en grande partie des projets d'exportation.

Dans tous les cas, les projets de gazéification nécessitent des investissements très élevés et ne peuvent pas être accomplis pas les seules autorités régionales. Le rôle de Gazprom est donc primordial. Les relations entre la compagnie et les autorités régionales sont plus ou moins harmonieuses selon les régions. Si la coopération entre elles ne débouche pas toujours sur un conflit, lorsque le projet rencontre des difficultés, les deux parties se rejettent mutuellement la responsabilité des échecs.

En conclusion, on peut rapidement revenir sur les différents cas étudiés en soulignant les écarts observés par rapport aux hypothèses de départ, énoncées avant les séjours de terrain.

Avant le premier terrain, l'oblast d'Irkoutsk apparaissait dans les discours et programmes comme une région où la gazéification devait jouer un rôle stratégique. L'hypothèse était que la gazéification, même si elle n'atteignait pas parfaitement les objectifs initiaux, progressait dans la région. Or, les réalisations ont été presque inexistantes, à cause des conflits entre les acteurs régionaux et Gazprom. Dans les discours, la gazéification a largement servi de prétexte à la prise de contrôle du gisement de Kovykta mais la mise en valeur de ce dernier est conditionnée par l'existence de perspectives d'exportation.

Pour l'oblast de Tomsk, l'hypothèse était que la gazéification était moins problématique que dans l'oblast d'Irkoutsk, la région étant déjà raccordée à l'ESG. Le programme est en effet réalisé. Si les réalisations sont modestes, cela est lié aux

caractéristiques régionales qui ne permettent pas de construire des infrastructures pour approvisionner la majorité des consommateurs locaux.

Le cas de la Bouriatie a été choisi car le terrain à Irkoutsk avait mis en évidence la dépendance de la république à l'égard de la région voisine. En l'absence de toute progression dans l'oblast d'Irkoutsk, la gazéification de la Bouriatie ne pouvait être réalisée. Le but était de confirmer la situation d'impasse dans laquelle la région se trouvait et de la confronter avec l'objectif énoncé par Gazprom de faire de la république une région pilote pour les projets de gazéification autonome. Le travail de terrain a montré que la gazéification de la Bouriatie est demandée par les autorités politiques régionales mais que ses perspectives économiques sont inexistantes, ce qui fait que le programme de gazéification a été stoppé.

Enfin, dans le cas du kraï du Primorié, il s'agissait de voir si les projets d'exportations et l'organisation du Sommet de l'APEC avaient donné une impulsion au programme et avaient induit un certain dynamisme dans les réalisations. Si des travaux ont effectivement été effectués dans le cadre du Sommet de l'APEC, leur ampleur est restée modeste. La région est actuellement un cul-de-sac pour le transport du gaz naturel. Gazprom a conçu le projet de construire une usine de liquéfaction du gaz à Vladivostok afin d'exporter du GNL mais ne l'a pas encore été mis à exécution et sa réalisation éventuelle ne sera pas forcément synonyme de développement des livraisons aux consommateurs locaux.

Enfin, le kraï du Kamtchatka permettait de montrer la dimension politique et symbolique de la gazéification, ainsi que l'importance d'un système de compensation dans son fonctionnement : la compagnie prenant en charge la gazéification obtient les licences pour l'exploitation des gisements offshore locaux.

Conclusion générale

Apports et intérêts de la thèse

« *Mais pourquoi faire une thèse sur la gazéification des régions orientales de Russie ? Vous êtes venue voir le Baïkal ?* »

A cette qui question m'a été posée lors de mes séjours de terrain, plusieurs réponses peuvent être données. Si l'opportunité d'aller contempler le lac Baïkal lors de mon terrain a été appréciable, ce n'est pas la seule – ni la première – raison d'être de cette thèse.

Elle propose en effet **une approche relativement originale** car les études francophones ou anglophones associant la Russie et l'énergie privilégient dans la plupart des cas les relations entre la Russie et ses partenaires, en particulier européens (Teurtrie, 2010 ; Nies, 2010 ; Van Der Meulen, 2009 ; Defeuilley, 2009 ; Milov, 2008) plutôt que l'analyse de la situation domestique. De plus, d'un point de vue disciplinaire, il s'agit principalement de recherches en économie (Locatelli, 2013) ou en sciences politiques (Bayou, 2007 ; Buckrell, Dubien, 2004). Dans ces approches, le territoire est un peu délaissé.

L'un des objectifs initiaux de ce travail était de mettre en évidence les **liens entre énergie et territoires**, de s'intéresser à la façon dont les territoires se différencient dans le domaine énergétique. L'énergie est en effet souvent considérée d'un point de vue a-territorial, comme si elle représentait un enjeu politique et économique détaché du territoire. Mais les enjeux énergétiques possèdent un fort ancrage territorial. Dans le cas du gaz naturel, en raison des contraintes de transport, cela est particulièrement évident.

Un autre objectif était de s'intéresser aux **relations entre les régions russes et l'État fédéral**. La Russie orientale apparaissait comme un terrain intéressant, la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient entretenant des relations particulières avec le centre fédéral et présentant la caractéristique de n'être pas intégrés au système de transport de Gazprom tout en faisant l'objet de plusieurs programmes de mise en valeur et de développement. Ces territoires se trouvent ainsi à la fois en situation de périphérie et en situation stratégique grâce à leur ouverture sur la région de l'Asie-Pacifique. Dans notre approche, la gazéification a ainsi servi de point d'entrée pour comprendre les liens entre les échelons institutionnels de la Fédération de Russie. Le rôle des acteurs était également appréhendé à travers la gestion des ressources énergétiques (attribution des droits d'exploration et d'exportation, contrôle de ces licences,

droits d'exportation). Il s'agissait en particulier de mieux cerner le **rôle de Gazprom**. L'étude du programme de gazéification permettait de mener une réflexion sur ses relations avec l'État fédéral, sur les responsabilités sociales qui sont les siennes et sur ses objectifs économiques et commerciaux.

Les recherches ont apporté des éclairages sur les notions de **réseau**, d'**espace énergétique** (voir première partieI) et de **ressource** (voir première partieII).

Rappel de la problématique et de la démarche

Dans notre démarche, nous avons choisi d'étudier le programme de gazéification afin :

- de dresser un tableau préliminaire du secteur gazier russe et de sa géographie
- d'analyser son contenu, ses objectifs, ses modalités : pourquoi ce programme a-t-il été mis en œuvre ? Pour répondre à quels enjeux ?
- de l'étudier comme processus, en prenant en compte la chaîne de prise de décisions et les relations entre les acteurs.
- d'en faire le bilan, afin de mesurer les écarts entre le programme sur le papier et sa réalisation, de s'intéresser aux conflits qui surgissent lors de la mise en œuvre.

La problématique est centrée sur les rapports centre/périphérie. Dans l'élaboration du programme, on observe ainsi une domination du centre sur les régions, le premier (ici entendu comme le gouvernement fédéral et Gazprom) prenant des décisions que les périphéries doivent entériner et appliquer. La configuration du réseau gazier met en évidence une structure centre/périphérie dans laquelle la Russie orientale apparaît comme une périphérie, même s'il existe en parallèle une volonté de développer les régions de l'est du pays, en se fondant notamment sur les hydrocarbures. Enfin, les stratégies et objectifs qui s'expriment dans le cadre de la gazéification révèlent des tensions qui peuvent en partie être considérées comme des antagonismes centre/périphérie.

Hypothèses de travail et résultats

Hypothèse 1 : la gazéification des régions orientales de la Fédération de Russie est utilisée comme prétexte pour atteindre d'autres fins.

La gazéification est un projet défini comme social aussi bien par la compagnie que par le gouvernement fédéral : son objectif affiché est de permettre à la population de disposer

d'approvisionnements fiables en énergie et de meilleures conditions de vie (énergie moins chère et confort supérieur). Cependant, le réseau gazier est le support de plusieurs intentionnalités portées par différents acteurs (approvisionnement des consommateurs locaux, développement des exportations, ouverture de nouveaux gisements). Si la gazéification est présentée comme prioritaire, elle apparaît souvent un objectif annexe, au service d'autres buts, économiques et stratégiques.

Retour sur cette hypothèse

On observe en effet un écart entre la présentation de la gazéification et sa mise en œuvre. L'analyse des discours sur la gazéification a mis en évidence l'importance accordée à la dimension sociale dans les publications de la compagnie et dans les sources de presse. Cependant, on s'aperçoit que, dans les régions orientales de la Russie, l'extension du réseau gazier dépend d'autres facteurs. Elle correspond avant tout à un développement du réseau d'exportation. De plus, elle s'accompagne également d'une lutte pour le contrôle des gisements. La situation est différente dans l'Ouest du pays, qui est déjà innervé par un réseau de gazoducs qu'il s'agit donc de développer et non de construire intégralement. Dans l'Est, le réseau nouvellement créé prend forme selon les projets de mise en valeur de nouveaux gisements et selon les perspectives d'exportation. Les différents objectifs poursuivis peuvent être complémentaires ou entrer en opposition.

Hypothèse 2 : la gazéification des régions de Russie est un programme d'envergure fédérale, impulsé par le gouvernement, mais dont l'acteur central est Gazprom.

La gazéification montre bien l'ambiguïté des rapports entre le gouvernement fédéral et Gazprom. Les dirigeants russes ont donné à la compagnie la mission de gazéifier les régions de Russie mais il n'existe aucun programme gouvernemental. La gazéification est donc sous le contrôle de Gazprom. Il s'agissait de réfléchir aux relations entre les acteurs à différentes échelles.

Retour sur cette hypothèse

Les recherches permettent d'affirmer que Gazprom est bel et bien l'acteur clé de la gazéification. Ses capacités de financement sont bien supérieures à celles des régions, qui n'ont pas les moyens de construire elles-mêmes les infrastructures nécessaires à leur approvisionnement en gaz. Les acteurs régionaux peuvent faire des propositions, mais leur marge de manœuvre est limitée. Les relations entre les acteurs et la coopération entre les pouvoirs régionaux et Gazprom sont donc déterminantes pour la réalisation du programme. Ainsi, les relations conflictuelles entre Gazprom et les acteurs régionaux peuvent freiner

considérablement la réalisation des projets gaziers, comme le montre le cas de l'oblast d'Irkoutsk.

Le statut ambigu de Gazprom reflète et conditionne une partie des ambiguïtés de la gazéification. En effet, la compagnie, étant sous le contrôle de l'État sans être un organe gouvernemental, a un double visage et poursuit des intérêts divergents. Elle a des responsabilités sociales, mais cherche également à faire des bénéfices. Il s'agit en outre d'une grosse structure dont les intérêts se comprennent à l'échelle fédérale, voire internationale. Les intérêts régionaux ne coïncident donc pas nécessairement avec la stratégie générale de l'entreprise.

Hypothèse 3 : Le programme de gazéification permet d'opérer des distinctions entre les régions russes et entre les régions de Russie orientale.

Le programme de gazéification se déroule de façon différente selon les sujets de la Fédération de Russie. Son étude permet de faire des distinctions entre les régions russes. Si les régions de Russie orientale se trouvent dans une situation particulière par rapport à l'ensemble de la Fédération, parmi elles, on peut encore également observer des différences.

Retour sur cette hypothèse

Les recherches menées l'ont montré : les objectifs et les réalisations de la gazéification varient selon les régions. Le recours au niveau de gazéification permet d'observer des différences sensibles entre les régions russes. Elles sont dues aux caractéristiques régionales : la présence de gisements, de marchés de consommation suffisants, d'autres sources d'énergie et des perspectives d'exportation. Comme on l'a dit, les relations entre Gazprom et les acteurs régionaux jouent également un rôle déterminant dans le processus et le bilan des programmes de gazéification.

Concepts et objets centraux de la réflexion

Il n'est pas question ici de revenir de façon exhaustive sur les différents thèmes abordés dans la thèse, mais seulement de faire le point sur les éléments centraux : la configuration du réseau gazier russe et son évolution et les rapports centre/périphérie à travers l'étude du secteur gazier.

Le réseau gazier russe

Depuis le début de sa construction, le réseau de gazoducs en Russie a toujours été géographiquement déséquilibré. Durant la période soviétique, son développement s'est fait vers l'ouest et vers des régions qui sont devenues des États indépendants après la chute de l'URSS. La Russie actuelle doit composer avec cet héritage et la reconfiguration de son réseau de gazoducs d'exportation se comprend en partie dans ce cadre : elle cherche à contourner les pays de transit qui la séparent de ses principaux marchés de consommation et à trouver de nouveaux débouchés (Teurtrie, 2008), dans le contexte de tensions avec les pays européens, de la stagnation de leur demande en gaz et de l'émergence de la région Asie-Pacifique. La configuration du réseau gazier est la traduction d'une politique à long terme étant donné l'inertie des infrastructures lourdes. Le réseau est également un instrument de contrôle qui participe à la reprise en main du centre sur le secteur gazier et les ressources (Locatelli, 2010) et traduit la volonté de développer les régions orientales.

Le couple centre/périphérie

La Russie est un terrain privilégié pour l'étude des relations centre/périphéries en raison de sa vaste superficie, des étapes progressives de la conquête du territoire, des gradients ouest-est et sud-nord dans le peuplement, de l'implantation des activités économiques, de la mise en valeur différenciée des régions et du développement des voies de communication. Son héritage soviétique incite à une réflexion sur ses relations avec ses marges extérieures, dont le statut diffère, comme le montre la distinction entre étranger proche (pays de l'ex-URSS) et étranger lointain. Mais les périphéries peuvent être aussi les périphéries intérieures.

Du point de vue politique, depuis l'effondrement de l'Union soviétique et la « parade des souverainetés », les relations centre/périphéries sont un thème clé des recherches sur la Russie (Mandrillon, 1994 ; Radvanyi, 1995), le centre étant ici le centre fédéral et les périphéries les sujets de la Fédération. Depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, on parle de rééquilibrage du système fédéral au profit du centre et de la restauration de la « verticale du pouvoir » (Royer, 2002 ; Raviot, 2003 ; Gazier, 2005 ; Gelman, 2007 ; Radvanyi, 2007).

D'un point de vue économique, plusieurs lectures de l'espace russe peuvent être faites. Le rapport centre/périphéries est très affirmé en matière fiscale (Novikov, 2005). Le système de captation et de redistribution des recettes budgétaires est coordonné par le centre. Cette politique est même qualifiée de « coloniale » par Natal'ja Zubarevič, professeur à la chaire de

géographie économique et sociale de la faculté de géographie de l'université de Moscou⁵⁶⁸. La redistribution repose notamment sur la distinction entre des régions donatrices et des régions réceptrices. Ces dernières reçoivent des dotations, c'est-à-dire des recettes budgétaires versées sans compensation aux régions et allouées sans but précis, tandis que les régions donatrices n'en perçoivent pas. Les tableaux suivants présentent les régions donatrices et réceptrices en 2014.

Tableau 74 : Régions donatrices en 2014

Sujet fédéral	District fédéral	Type de région
Moscou	Centre	Centre économique et financier
Oblast de Moscou	Centre	
Saint-Pétersbourg	Nord-Ouest	
Oblast de Leningrad	Nord-Ouest	
République du Tatarstan	Volga	Région à l'économie développée
Oblast de Samara	Volga	Région industrielle et disposant de ressources en matières premières
Oblast de Tioumen	Oural	Région disposant de ressources en hydrocarbures
Okroug autonome des Khantys-Mansis	Oural	
Okroug autonome des Iamalo-Nenets	Oural	
Oblast de Sakhaline.	Extrême-Orient	

Source : Slobodjan Elena, « Kakie regiony Rossii sčitajutsja dotacionnymi ? » (« Quelles régions de Russie sont-elles considérées comme réceptrices de dotations ? »), *Argumenty i Fakty*, 11 juillet 2014, <http://www.aif.ru/dontknows/eternal/1206689>, consulté le 20 juillet 2015.

⁵⁶⁸ Kolesničenko Aleksandr, « Natal'ja Zubarevič : "Politika v otnošenii regionov u nas kolonial'naja" » (« Natal'ja Zubarevič : Notre politique à l'égard des régions est coloniale », *Argumenty i Fakty*, 19 juin 2014, <http://www.aif.ru/money/economy/1190456>, consulté le 20 juillet 2015.

Tableau 75 : Régions réceptrices de dotations en 2014

Sujet fédéral	District fédéral	Montant des dotations par habitant (roubles)	Montant des dotations (milliards de roubles)
Kraï du Kamtchatka	Extrême-Orient	97 082	31 085
République de Sakha (Iakoutie)	Extrême-Orient	53 053	50 714
Oblast de Magadan	Extrême-Orient	48 003	7 416
République de Touva	Sibérie	36 599	11 307
République de l'Altaï	Sibérie	34 588	7 208
République d'Ingouchie	Caucase Nord	16 111	6 935
République du Daghestan	Caucase Nord	14 637	42 892
Oblast autonome juif	Extrême-Orient	14 230	2 481
République de Bouriatie	Sibérie	14 140	13 735
République de Karatchaïévo-Tcherkessie	Caucase-Nord	13 554	6 434
République de Tchétchénie	Caucase-Nord	13 456	17 523

Source : Slobodjan Elena, « Kakiie regiony Rossii sčitajutsja dotacionnymi ? » (« Quelles régions de Russie sont-elles considérées comme réceptrices de dotations ? »), *Argumenty i Fakty*, 11 juillet 2014, <http://www.aif.ru/dontknows/eternal/1206689>, consulté le 20 juillet 2015.

Quelques constats s'imposent. Les régions donatrices sont en particulier les régions capitales et les grandes régions productrices d'hydrocarbures et seule l'oblast de Sakhaline, parmi elles, appartient à la Russie orientale. A l'opposé, les régions réceptrices se situent soit en Russie orientale, soit dans le Caucase Nord. Cette distinction entre les sujets russes suggère l'existence d'un contraste entre des centres économiques situés dans la partie ouest du pays et des territoires en situation périphérique. Cependant, il faut nuancer cette vision. Jean-Robert Raviot, dans son article « Géographie politique de la Russie de 2010 » (2010), décrit un « éclatement » en quatre Russie : « l'archipel métropolitain », les « îlots de prospérité », parmi lesquels les régions productrices d'hydrocarbures, « la Russie déclassée » et « la Russie des périphéries non russes ». Selon lui, ce qui prime n'est donc pas la localisation géographique et les régions administratives ne sont pas l'échelle la plus pertinente pour comprendre l'organisation territoriale de la Russie. Il faut tenir compte de l'accessibilité des territoires, de leur intégration aux divers réseaux.

Cependant, le couple centre/périphéries reste opératoire, en particulier lorsqu'on s'intéresse aux relations entre le centre fédéral et les régions :

« Observons que le gouvernement des territoires russes continue grandement d'obéir à une logique Centre-périphéries, alors que la société russe se délite et se pluralise, devenant, comme bien d'autres sociétés développées, une société de « communautés » et de « réseaux » » (Raviot, 2010, p. 172).

Le choix de l'échelle régionale se justifie également dans nos recherches puisqu'il s'agit de l'échelle retenue pour l'élaboration et la réalisation de la gazéification. Ici, on utilise le critère du secteur énergétique et plus particulièrement gazier. Les distinctions centre/périphérie sont celles effectuées en fonction de ce critère, elles n'ont pas la prétention d'établir un classement valable de façon générale.

Comment peut-on appliquer la lecture centre/périphérie à l'analyse de la gazéification ? Quels sont les critères utilisés pour caractériser et différencier les régions selon la grille centre/périphérie et le prisme de la gazéification ?

Centre/périphérie : une question de gradient par rapport au centre ou à des centres secondaires ?

Sous l'angle du gaz naturel, on peut faire une lecture spatiale du concept centre/périphérie en prenant en compte, dans une certaine mesure, l'existence de gradients. Les critères sont alors les suivants :

- L'existence et la densité du réseau de gazoducs. Il est dense au centre et inexistant ou lacunaire en périphérie.
- Le niveau de gazéification (la proportion de ménages reliés au réseau gazier).
- La part du gaz naturel dans le mix énergétique régional.
- Le degré et la date de mise en valeur des ressources. La production du gaz naturel a été d'abord développée dans les régions occidentales et un glissement spatial vers l'est s'opère au cours du temps. Même si la tendance générale reflète bien un éloignement croissant par rapport à Moscou, il n'y a pas de parfaite corrélation entre distance géométrique et date de mise en valeur. Ainsi, une partie des gisements de Sakhaline a été mise en exploitation avant le gisement de Kovykta, encore non exploité. L'existence de débouchés intervient également.
- Les prix du gaz naturel pour les territoires russes sont déterminés en fonction de leur distance par rapport aux gisements, comme le montre le système de zones tarifaires définies

par le Service Fédéral des Tarifs. Les régions de Russie orientale n'étant pas raccordées au système de transport de Gazprom, elles correspondent à des territoires hors-zones tarifaires.

- La date à laquelle les régions ont été incluses dans le Programme de gazéification de Gazprom. On observe une intégration progressive des régions orientales.

- Les objectifs fixés par Gazprom (niveau de gazéification maximal) et le mode d'approvisionnement en gaz. Les objectifs sont moins ambitieux en Russie orientale. De plus, il est question de privilégier, dans plusieurs cas, les livraisons de GPL plutôt que de gaz naturel transporté par conduites. Cela est à mettre en lien avec la distance aux centres de production et aux caractéristiques de peuplement.

- Les activités gazières présentes dans les régions. Celles-ci peuvent être des lieux de prise de décisions, des lieux de production, ou de transformation des hydrocarbures. La présence de ces activités définit le rôle des régions et leur attribue une importance plus ou moins grande.

Les rapports de domination et de dépendance

La relation centre/périphérie peut également être explorée sous un angle qui n'est pas territorial, du point de vue des rapports de pouvoir. Les éléments suivants sont alors à prendre en compte :

- Les rapports entre l'État, Gazprom et les régions au niveau décisionnel, qui renvoient au fonctionnement de la verticale du pouvoir.

- Le niveau de contrôle de Gazprom sur la gazéification, la présence de projets concurrents et l'existence de revendications des acteurs régionaux.

D'autres indicateurs utilisés par la lecture centre/périphérie

Enfin, il faut tenir compte des indicateurs utilisés plus traditionnellement dans le modèle centre/périphérie :

- La répartition de la population. Selon les définitions traditionnelles du centre, il est le lieu qui concentre la population. D'un point de vue gazier, le critère du peuplement a une importance : il est lié à la présence de marchés de consommation, définis par leur taille et leur densité.

- La dépendance budgétaire par rapport au centre. Les capacités financières des régions se répercutent sur les programmes de gazéification.

Les limites de la grille d'analyse centre/périphérie

Si la grille d'analyse centre/périphérie offre des éclairages intéressants, elle présente néanmoins des limites. Ces dernières sont d'abord liées au statut de Gazprom. L'acteur central de la gazéification et lié au gouvernement fédéral tout étant distinct de ce dernier, ce qui abouti à une déformation de la Verticale du pouvoir. Les conflits qui opposent les acteurs régionaux à Gazprom sont-ils des conflits centre/périphérie ? Il est difficile de répondre à la question car les pouvoirs régionaux peuvent par exemple faire part de leur intention d'appeler à l'arbitrage du centre fédéral pour résoudre leurs différends avec Gazprom. La relation entre les acteurs n'est donc pas une simple relation centre/périphérie, mais elle peut prendre la forme d'une relation en triangle. Le gouvernement fédéral et Gazprom peuvent constituer un centre unique (unité de vision, d'objectifs) mais peuvent aussi se dissocier. Par ailleurs, le gouvernement fédéral lui-même n'est pas un acteur homogène.

D'autre part, certains facteurs explicatifs n'entrent pas dans le schéma centre/périphérie. Les conflits ne sont pas toujours des conflits entre centre (entendu comme Gazprom et/ou l'État fédéral) et région, mais peuvent opposer de grandes compagnies (TNK-BP et Gazprom, Gazprom et Rosneft).

L'espace gazier

Dans cette thèse, la notion d'espace énergétique, et plus précisément d'espace gazier, a été mobilisée (voir chapitre 9). Les recherches menées permettent d'enrichir l'esquisse de définition proposée par Donald Curran (1981).

L'espace énergétique est un espace dont les limites et l'organisation sont déterminées par le facteur énergétique (par le facteur gaz naturel s'il est question d'espace gazier). Il se différencie donc des territoires politico-administratifs. Cependant, l'un des premiers critères identifiés par Donald Curran était l'existence d'une réglementation cohérente, sinon uniforme. L'espace énergétique se caractérise donc par un régulateur commun ou par une coopération dans le domaine de la réglementation. Dans le cas de la Russie, les frontières étatiques seraient donc pertinentes pour définir l'espace énergétique, même si le rôle crucial des exportations pour le secteur gazier incite à ne pas se limiter strictement au territoire russe. De plus, dans notre étude, les limites politiques et administratives ont un sens car elles servent de cadres aux programmes.

Il s'agit d'un espace qui n'est pas linéaire et continu, mais constitué de pôles mis en réseau. Les distances comptent moins que la connectivité.

Il s'agit également un espace hiérarchisé. La hiérarchie s'opère d'abord selon les fonctions des lieux connectés : prise de décisions, réglementation et coordination, production,

consommation. Elle repose aussi sur leurs poids respectifs : les zones de production ne correspondent pas à des volumes équivalents de gaz, les zones de consommation représentent également des volumes plus ou moins grands et des prix plus ou moins élevés. Quant à la prise de décision, elle peut donner lieu à un emboîtement et un système de relais.

Il faut souligner le fait que les relations entre les pôles sont asymétriques. Cela est bien visible dans la sphère décisionnelle, mais cela s'observe aussi dans les autres domaines. Ainsi, la dépendance entre les pôles n'est pas nécessairement réciproque. Si l'on parle bien d'interdépendance pour qualifier la relation énergétique entre la Russie et l'Union européenne, la Russie ne représente qu'un fournisseur parmi d'autres pour la Chine qui serait l'unique débouché du gazoduc *Force de Sibérie* (voir chapitre 10).

Les centres et périphéries de l'espace gazier

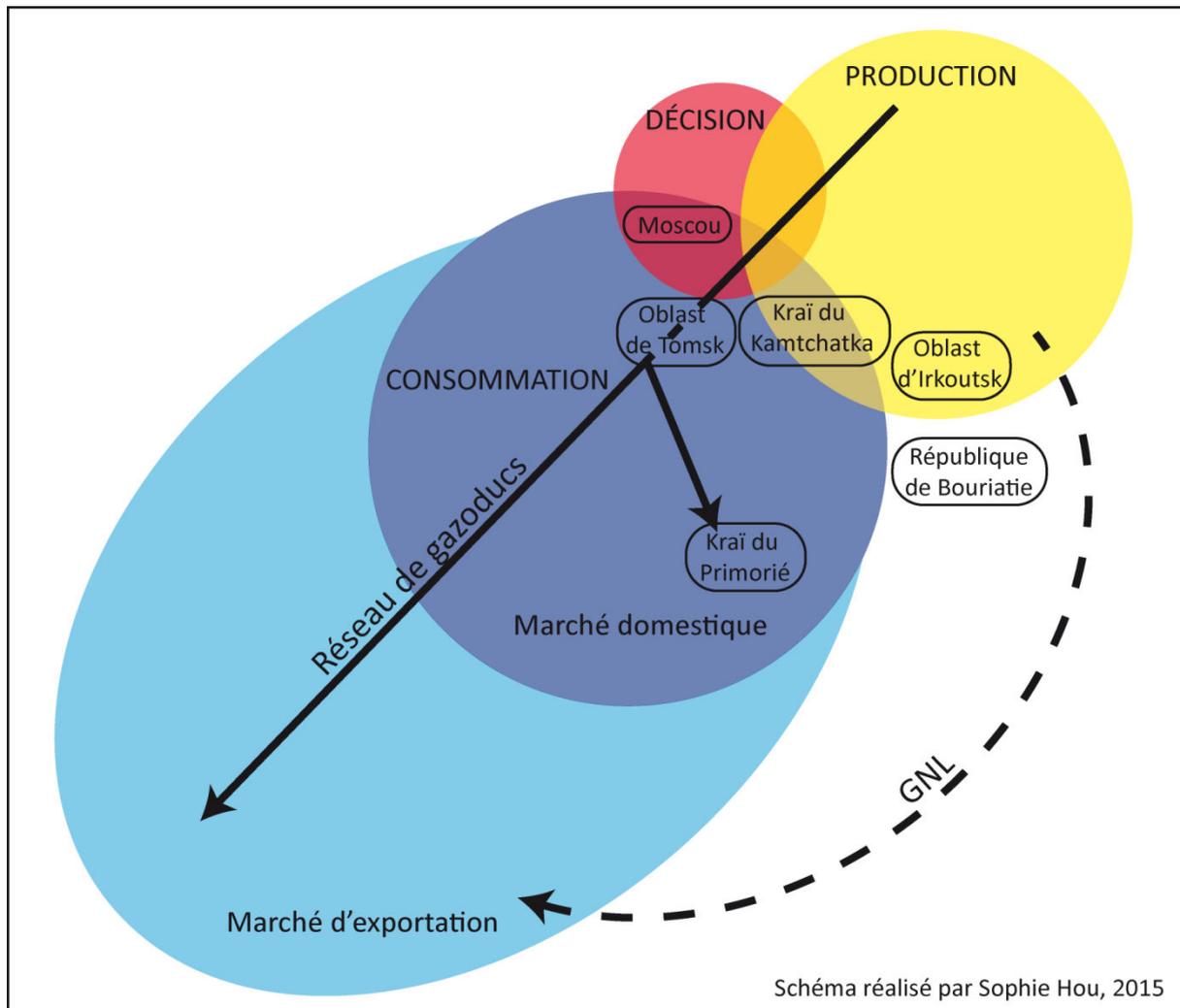
Les territoires se distinguent par les fonctions qu'ils exercent au cœur de l'espace gazier : ils peuvent être des centres décisionnels, des lieux de production et des marchés de consommation. Ces fonctions sont à la fois distinctes et complémentaires et elles peuvent être cumulées par un même territoire. Leur présence et leur superposition permettent d'établir un classement centre/périphéries entre les territoires. Le tableau ci-dessous reprend ces éléments. La colonne exportations correspond ici à la fois à l'usage qui est fait du gaz naturel produit par les territoires et aux caractéristiques de ces derniers (support de gazoducs d'exportation, implantation de terminal gazier).

Tableau 76 : Les centres et périphéries de l'espace gazier

Décision	Production	Consommation	Exportation	Type	Exemple
+	+	+	+	Territoire autonome et exportateur	-
+	+	+	-	Territoire autonome	-
+	+	-	+	Territoire extraverti	-
+	-	+	-	Centre dépendant de ses périphéries pour son approvisionnement	Moscou
-	+	+	+	Périphérie intégrée et stratégique	Oblast de Tomsk
-	+	+	-	Périphérie prise en charge	Kraï du Kamtchatka
-	+	-	+	Périphérie exploitée	Oblast d'Irkoutsk
-	-	+	+	Périphérie intégrée de transit	-
-	-	-	+	Périphérie de transit	-
-	-	+	-	Périphérie intégrée et marginale	Kraï du Primorié
-	-	-	-	Angle mort	République de Bouriatie

Le tableau permet de faire le point de façon synthétique mais il induit certaines simplifications. Ainsi, par exemple, dans le cas de l'oblast d'Irkoutsk, du gaz naturel est consommé localement, mais en de très faibles volumes, c'est pourquoi la consommation a été négligée. De plus, les exportations de gaz à partir de Kovykta n'ont pas encore commencé, mais la production du gisement est destinée à l'exportation. Des nuances pourraient être apportées : il faudrait tenir compte du volume de la production des territoires, de la taille du marché de consommation (permet-il de réaliser des bénéfices ?), de la direction des exportations (ouverture de nouveaux débouchés...). L'oblast de Tomsk correspond à la catégorie qui est qualifiée de périphérie intégrée et stratégique, mais il faudrait relativiser son caractère stratégique car la production régionale est modeste.

Schéma 19 : Positionnement des régions par rapport aux pôles de l'espace énergétique



Note : La représentation ne tient pas compte des localisations géographiques ni de la taille des pôles.

L'un des facteurs clés dans l'organisation de l'espace gazier est la localisation des ressources. Dans la majorité des cas, on constate une dissociation entre le centre politique et économique et les zones de production de l'espace énergétique.

Qu'est-ce que le centre ?

Le centre peut être défini comme le lieu du pouvoir, l'origine des décisions et des investissements, le lieu qui exerce une domination sur les périphéries et qui profite en partie des retombées économiques et financières de cette domination.

La distinction entre centres secondaires et périphéries est parfois délicate. Les centres secondaires se caractérisent par l'implantation de filiales qui jouent un rôle de donneur d'ordre, de coordination ; ils réalisent des bénéfices et attirent des investissements. L'oblast de Tomsk se situe entre le centre secondaire et la périphérie intégrée et stratégique. Elle est classée parmi les périphéries notamment en raison de sa faiblesse vis-à-vis du centre fédéral.

Quelles périphéries ?

Les périphéries, quant à elles, reçoivent des investissements, appliquent les décisions du centre et dépendent de Gazprom pour la réalisation des projets gaziers. Les ressources présentes dans ces territoires sont contrôlées par des compagnies étatiques et mises en exploitation selon les décisions et les intérêts du centre.

On peut distinguer les périphéries intégrées des périphéries exploitées : les premières bénéficient davantage de la situation, tandis que les secondes ne perçoivent que peu de retombées économiques.

Ainsi, le niveau de gazéification et la mise en œuvre des projets gaziers dépendent du rôle des territoires, de leur localisation, de leurs caractéristiques et de la coopération entre les acteurs. Le degré d'intégration des territoires dans l'espace gazier varie en fonction de la connexion au réseau, des investissements reçus, des relations entre le centre et les acteurs régionaux. Le degré de conflictualité pourrait aussi servir à différencier les périphéries.

Des relations évolutives

Les rapports centre/périphérie ne sont pas figés et une intégration peut s'opérer. Yvette Marchand-Vaguet (2005) a ainsi souligné le développement économique de la province de Tioumen en lien avec l'exploitation des hydrocarbures, alors qu'initialement l'exploitation était réalisée par le centre dans le cadre d'une relation de domination. On peut penser qu'une évolution similaire existe pour d'autres régions.

D'autre part, les projets gaziers ont entraîné des changements récents et sont encore en cours de réalisation en Russie orientale. La réalisation du programme de gazéification du kraï du Kamtchatka date de 2010 et le kraï du Primorié pourrait acquérir un caractère stratégique. C'est actuellement une région qui consomme de faibles volumes de gaz mais elle pourrait devenir une région exportatrice si le projet d'usine de liquéfaction du gaz naturel et de terminal gazier se réalise. La situation de l'oblast d'Irkoutsk ou de la République de Bouriatie pourrait également changer au cours de la décennie à venir.

Difficultés et limites

L'accès aux données et à l'information

« Nous ne rencontrons pas les doctorants. »

« Je ne peux pas répondre à vos questions. »

« Envoyez-moi vos questions et nous en discuterons après... Réflexion faite, ces questions sont confidentielles. »

Voici les réponses qui ont été souvent faites à mes demandes d'entretiens. L'accès aux données constitue une première limite aux recherches. La difficulté n'est pas seulement d'obtenir des données, mais d'obtenir des chiffres fiables. Par exemple, ceux des niveaux de gazéification peuvent fournir un ordre de grandeur mais nécessitent d'être maniés avec une certaine prudence. L'accès aux acteurs n'a pas toujours été possible. Les filiales de Gazprom n'ont pas toujours été disposées à communiquer. Cependant, le refus de répondre aux questions peut aussi être considéré comme révélateur et avoir un sens.

A l'inverse, un certain nombre de données collectées n'ont pas pu être entièrement exploitées et il a parfois été difficile de faire le tri, notamment dans les publications abondantes sur la gazéification trouvées dans la presse.

« Comment est-il possible de faire une thèse sur la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk alors que la gazéification est presque inexistante ? »

Cette question m'a été posée par plusieurs personnes au cours de mes missions de recherche. Celles-ci ont permis de mesurer l'écart entre les programmes diffusés par la presse et la compagnie, en particulier dans le cas de l'oblast d'Irkoutsk, et ce qu'on observe sur le terrain. J'ai donc découvert sur place que la gazéification n'existait pratiquement que sur le papier. En réalité, cela n'a pas réellement constitué un obstacle aux recherches. Au contraire, cela s'est révélé un cas d'étude intéressant, voire plus intéressant que celui des régions « où il se passait quelque chose ». Le conflit agit comme un révélateur, un catalyseur des différents intérêts en présence.

Des limites méthodologiques

La Fédération de Russie étant constituée de 83 sujets, il a été nécessaire de limiter le nombre de régions étudiées. L'échantillon choisi n'épuise pas la diversité des situations, même à l'échelle de la Russie orientale. Ainsi, dans l'oblast d'Omsk et dans le kraï de

Khabarovsk, la gazéification aurait progressé à un rythme plus rapide que dans les régions étudiées (ce qui reste à confirmer).

Le choix des régions administratives comme échelle d'analyse se justifie par l'existence de programmes et de données à cette échelle, mais il faut bien souligner que l'espace énergétique peut intégrer des territoires et en marginaliser d'autres au sein d'une même région. Tous les raïons ne sont pas inclus dans les projets gaziers.

L'échelle locale et les recherches auprès des habitants ont aussi été délaissées, d'une part par manque de temps, d'autre part parce qu'il était difficile d'avoir des informations précises sur la gazéification avant d'être sur le terrain et que la préparation en amont ne pouvait pas être effectuée. Il aurait fallu sélectionner des quartiers ou des rues pour faire ce travail, or, les données disponibles étaient insuffisantes pour déterminer les espaces qu'il était pertinent d'analyser.

Enfin, le recours à un logiciel d'analyse de données textuelles aurait été intéressant pour étudier les discours sur la gazéification, mais le temps a manqué pour en acquérir la maîtrise et, l'étude des discours n'étant que l'un des aspects de la thèse, le choix a été fait de ne pas davantage s'y appesantir.

Pistes de réflexion

Ce travail de thèse, loin de répondre à toutes les questions suggérées par son sujet, en a fait émerger de nouvelles et ouvre d'autres pistes de réflexion. Ainsi, l'étude de la notion de ressource et son lien avec celle de réseau pourrait être prolongée, notamment en comparant le gaz naturel à d'autres ressources. De telles recherches ont été menées dans le cadre du laboratoire Prodig et du thème « Géographie politique des ressources » et ont débouché sur la publication d'un ouvrage collectif (Redon, Magrin, Chauvin, Perrier Bruslé, Lavie, 2015). Une comparaison entre les réseaux de gaz et d'électricité a été esquissée dans le cadre d'une intervention commune avec Annaïg Oiry et Angélique Palle à un séminaire de laboratoire⁵⁶⁹, mais elle pourrait encore être développée.

La réflexion sur l'espace énergétique gagnerait à être enrichie, par exemple en comparant le prisme du gaz naturel avec celui d'autres sources d'énergie et en incluant celles-

⁵⁶⁹ Sophie Hou, Annaïg Oiry, Angélique Palle, « Réseaux énergétiques, ressources et pouvoir », Intervention au séminaire du thème « Géographie politique des ressources » du laboratoire Prodig, 03 avril 2014.

ci afin d'obtenir un tableau plus global. Il serait intéressant d'inclure d'autres critères. On peut penser par exemple au niveau de dépendance énergétique en évaluant également le coût des importations.

Les recherches ont permis d'entrevoir une comparaison avec le plan d'électrification de l'Union soviétique lancé au début du XXe siècle. Une comparaison dans les discours et la mise en œuvre des projets pourrait être intéressante.

Enfin, si la thèse dresse le bilan de la gazéification, ce bilan est toujours à compléter car les projets sont encore en cours de réalisation dans la plupart des cas. Ainsi, les impacts du gazoduc *Force de Sibérie* seront visibles dans l'avenir, de même que les conséquences de la mise en valeur des gisements de Čajanda et de Kovykta.

Bibliographie

Administracija Tomskoj Oblasti, Departament Prirodnih resursov i ohrany okružajučšej sredy Tomskoj oblasti, 2012, *Resursno-ekonomičeskij atlas Tomskoj oblasti (Atlas des ressources économiques de l'oblast de Tomsk)*, Tomsk, Izdatel'stvo "Pečatnaja manufaktura", 31 p.

Agence internationale de l'énergie atomique, « Planification énergétique intégrée pour un développement durable », http://www.iaea.org/OurWork/ST/NE/Pess/assets/08-43772_IEPSD-Brochure_French_web.pdf, consulté en 2013.

Ahrend R., 2005, « Can Russia Break the “Resource Curse”? », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 46, n°8, p 584-609.

Ahrend R., Tompson W., 2005, « Unnatural Monopoly: The Endless Wait for Gas Sector Reform in Russia », *Europe-Asia Studies*, Vol. 57, n°6, p. 801-821.

Akoun A. et Ansart P. (dir.), 1999, *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Le Robert, Seuil, 587 p.

Aleksashenko S., « Russia's Budget Dilemma », 2010, *International Economic Bulletin*, <http://www.carnegie.ru/publications/?fa=40817>, consulté le 20 juillet 2013.

Amin S., 1973, *Le développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Editions de Minuit, 365 p.

Analytical Group ERTA, 2011, « The Eastern Gas Programm is to be corrected... », *Energy News, Weekly Analytical Comments*, n°38, p. 1-4.

Ananekov A., 2008, « OAO Gazprom v Kamčatskom krae » (« Gazprom dans le kraï du Kamtchatka »), *Federal'nyj Pravočnik, Specializirovannyj Vypusk 9, Toplivno-Energetičeskij kompleks Rossii*, Moscou, p. 319-324.

Ananekov A., 2008, « Načalo realizacii OAO « Gazprom » Vostočnoj Gazovoj Programmy » (« Le début de la réalisation par Gazprom du Programme gazier oriental »), *Federal'nyj Pravočnik, Specializirovannyj Vypusk 9, Toplivno-Energetičeskij kompleks Rossii*, Moscou, p. 211-216.

Angelier J.-P., 1994, *Le gaz naturel*, Paris, Economica, 125 p.

Artem'ev, I. N., 2008, « Rossiya i Vostok : vzgljad iz Sibiri » (« La Russie et l'Est : un regard de Sibérie »), Vserossijskaja Naučnaja Konferencija, posvjaščennaja 30-letiju centra aziatsko-tihookeanskih issledovanij IGU, Irkutsk, 19 décembre 2008.

Asia Pacific Energy Research Centre, 2007, « A Quest for Energy Security in the 21st Century. Resources and constraints », Institute of Energy Economics, Japan, 100 p.

Avocat H., Chanard C., 2012, « Géographie et énergie : espace, temps, acteurs », *Sciences Humaines Combinées*, n°10 Actes du colloque interdoctoral 2012, <http://revuesshs.u-bourgogne.fr/lisit491/document.php?id=1004> ISSN 1961-9936, consulté le 27 avril 2014.

Babuškina N. P., Čerepanova M. V., 2006, *Vlijanie ekologičeskikh faktorov na razvitie detskogo organizma (L'influence des facteurs environnementaux sur le développement de l'organisme des enfants)*, Vladivostok, Izdatel'stvo Vladivostokskogo gosuzagstvennogo universiteta, 192 p.

Baev P. K., 2008, *Russian Energy Policy and Military Power, Putin's Quest for Greatness*, Routledge, 237 p.

Bailly A., Ferras R., Pumain D. (dir.), 1995, *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica, 2e édition, 1167 p.

Baklanov P. Ja., Romanov M. T., 2009, *Ekonomiko-geografičeskoe i geopolitičeskoe položenie Tihookeanskoj Rossii (Situation économique, géographique et géopolitique de la façade pacifique de la Russie)*, Vladivostok, Dal'nauka, 172 p.

Baklanov P. Ja., Romanov M. T., (dir.), 2012, *Geosistemy Dal'nego Vostoka Rossii na rubeže XX-XI vekov, Territorial'nye social'no-ekonomičeskie struktury (Les géosystèmes de l'Extrême-Orient russe à la charnière des XXe et XXIe siècles, Structures territoriales, sociales et économiques)*, tome 3, Vladivostok, Dal'nauka, 364 p.

Baklanov P. Ja., Romanov M. T., 2013, « Strategija razvitija Primorskogo regiona : ot prošlogo k buduščemu » (« La stratégie de développement de la région du Primorié : du passé au futur »), *Učėnye zapiski zabGU*, Serija Filosofija, sociologija, kul'turologija, socijal'naja rabota, n°4, p. 7-23, <http://cyberleninka.ru/article/n/strategiya-razvitiya-primorskogo-regiona-ot-proshlogo-k-buduschemu>, consulté le 13 juillet 2015.

Battiau M., 2008, *L'énergie, Un enjeu pour les sociétés et les territoires*, Paris, Ellipses, 201 p.

Bayou C., 2007, « L'Europe et la diplomatie énergétique du pouvoir russe. Déficiences et dépendances », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4, n°68, p. 175-186.

Bayou C., 2010, « Russie-Europe : un regard empreint de méfiance », *Agir*, n°41, "Recomposer l'Europe", Paris, Société de Stratégie, p. 71-79.

Beaud M., Dollfus O., Grataloup C., Hugon P., Kébadjian G., Lévy J. (dir.), 1999, *Mondialisation: les mots et les choses*, Karthala Editions, 358 p.

Beltran A., 2003, « La question énergétique en France de 1960 à 1974 : dépendance, crise et rôle de l'État », in *Georges Pompidou face à la mutation économique de l'Occident, 1969-1974*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 189-200.

Belyi A. V., 2011, « Trends of Russia's Gas Sector Regulation », Fourth Annual Conference on Competition and Regulation in Network Industries, Residence Palace, Brussels, 25 November 2011, 13 p.

Blagov S., 2008, « Russia's Rosneft Claims Market Leadership », *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 5, Issue 98, [http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews\[tt_news\]=33657&no_cache=1#.VeXKKJdB9-w](http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews[tt_news]=33657&no_cache=1#.VeXKKJdB9-w), consulté le 12 juillet 2015.

Blank S. J., 1997, *Why Russian Policy is failing in Asia*, 44 p., <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/PUB152.pdf>, consulté le 12 juin 2015.

Bortalevič S. I., 2012, *Problemy povyšeniya energetičeskoj bezopasnosti (Les problèmes de l'amélioration de la sécurité énergétique)*, Oulan-Oudé, Izdatel'stvo Burjatskogo gosuniversiteta, 168 p.

Boussena S., Locatelli C., 2010, « Les développements sur les marchés gaziers et leurs conséquences sur les relations Russie-UE », Laboratoire de l'économie de la production et de l'intégration internationale, *Cahier de Recherche*, n°38, 21 p.

Bouzarovski S., Bassin M., 2011, « Energy and Identity: Imagining Russia as a Hydrocarbon Superpower », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 4, n°101, p. 783-794.

Bradshaw M., 2006, « Observations on the Geographical Dimension of Russia's Resource Abundance », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 47, n°6, p. 724-746.

Bradshaw A. M., Hamacher T., 2013, « Nuclear fusion and the helium supply problem », *Fusion Eng. Des.*, n°88, p. 2694–2697.

Bradshaw M. J., Kirkow P., 1998, « The Energy Crisis in the Russian Far East: Origins and Possible Solutions », *Europe-Asia Studies*, Vol. 50, n°6, p. 1043-1063.

Braudel F., 1967, *Civilisation matérielle et capitalisme (XV^e - XVIII^e siècle)*, tome 1, Paris, Armand Colin, 464 p.

Brault P., Dollet A., « Introduction au mix énergétique », p. 277, in Mosseri R., Jeandel C. (dir.), *L'énergie à découvert*, 2013, Paris, CNRS Editions, 345 p.

Bréchet T., Van Brusselen P., 2007, « Le pic pétrolier : un regard d'économiste », *Reflets et perspectives de la vie économique*, vol. 66, n°4, p. 63-81.

Bros A., Richard Y., 2011, « La relation énergétique Russie-Union européenne. La libéralisation du marché de l'énergie en Europe : chance ou défi pour Gazprom ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°42, p. 151-187.

Brunet R., 2001, « Désaménagement du territoire : l'énergie en France », *Mappemonde*, vol. 1, n°61, p. 40-41.

Buckrell D. et Dubien A., 2004, « Énergie et politique dans la Russie de Poutine », *Revue internationale et stratégique*, vol. 2, n° 54, p. 71-79.

Bushuev V. V., Saenko V. V., Gromov A. I., 2010, « Energy strategy of Russia for the period up to 2030: Eastern vector », Joint Symposium within APEC project "Energy links between Russia and East Asia: Development strategies for the XXI century", Irkoutsk, 30 août-2 septembre 2010, Institut des Systèmes énergétiques, 7 p.

Cabestan J.-P., 2010, « Chapitre 7 : La Chine, la Russie et l'Asie centrale : entre la tentation de l'Eurasie et la persistance des rivalités impériales », in *La politique internationale de la Chine*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 285-314.

Cabestan J.-P., 2011, « L'Asie centrale vue de Chine », *Relations internationales*, vol. 1, n° 145, p. 53-70.

Cadoret A., 2011, « Analyse des processus conflictuels », *L'Espace géographique*, vol. 3, n°40, p. 231-244.

Campaner N., 2006, *Les fondements de l'interdépendance énergétique entre l'Union européenne et la Fédération de Russie*, Thèse de doctorat sous la direction de Du Réau Elisabeth, Université Paris 3, 300 p.

Cattan N., 2006, « Centre-Périphérie », in Ghorra-Gobin Cynthia, *Dictionnaire des mondialisations*, Paris, Armand Colin, p. 47-49.

Cattaruzza A., Sintès P., 2011, *Géographie des conflits*, Bréal, Amphi Géographie, Capes Agrégation, 221 p.

Černikov A. P., 2003, *Strategija razvitija resursnyh regionov Sibiri*, Irkoutsk, Izdatel'stvo BGUEP, 174 p.

Chapman J. D., 1989, *Geography and Energy, Commercial Energy Systems and National Policies*, New York, Longman Scientific and Technical, 260 p.

Cherp A., Jewell J., 2011, « The three perspectives on energy security: intellectual history, disciplinary roots and the potential for integration », *Current Opinion in Environmental Sustainability*, n°3, p. 1–11.

Ciattoni A. (dir.), 2007, *La Russie*, Paris, Sedes, 149 p.

Ciattoni A., Veyret Y. (dir.), 2007, *Géographie et géopolitique des énergies*, Paris, Hatier, 223 p.

Cirelli J.-F., 2014, « Où va l'Europe de l'énergie ? », *Géoéconomie*, vol. 1, n° 68, p. 9-18.

Costescu B. A., 2010, « Energy Security Indicators », Joint Research Centre (JRC), Institute for Energy, Energy Security Unit, Belgrade.

Curran D., 1981, *La nouvelle donne énergétique*, Paris, Masson, 204 p.

Dambiev C. C., Berbidaev G. M., Tyskineeva I. E., Husaeva D. D., 2014, « Ekologo-Ekonomičeskie aspekty energetiki v Burjatii : analitičeskij obzor » (« Aspects environnementaux et économiques du secteur énergétique en Bouriatie : rapport analytique »), *Fundamental'nye issledovanija*, n°9-2, p. 252-255.

Dasseleer P.-H., 2009, *Gazprom : l'idéalisme européen à l'épreuve du réalisme russe*, Paris, L'Harmattan, 156 p.

Davydov A., 2015, « Nikogda Vostočnaja Sibir' ne videla stol'ko geologov », (« Jamais la Sibérie orientale n'a vu autant de géologues »), *Neftegazovaja Vertikal'*, n°8, p. 54-58.

Defeuilley C., 2009, « Le gaz naturel en Europe. Entre libéralisation des marchés et géopolitique », *Flux*, vol. 1, n° 75, p. 99-111.

Dellenbrant J. A., 1986, *The Soviet Regional Dilemma. Planning, People, and Natural Resources*, Londres, M. E. Sharpe, 218 p.

Desai R. M., Freinkman L. M., Goldberg I., 2003, « Fiscal Federalism and Regional Growth Evidence from the Russian Federation in the 1990s », *World Bank Policy Research Working Paper*, n°3138, 26 p.

Deshaies M., 2007, « La Sibérie et l'EO : un réservoir de ressources convoité », in Wackermann Gabriel (dir.), *La Russie : approche géographique*, Paris, Ellipses, 397 p.

Despiney-Zochowska B., 2007, « La Russie entre l'espace européen et l'Asie », *Innovations*, vol. 2, n° 26, p. 177-198.

Dézert B., 1973, *Géographie régionale et générale de l'énergie dans le monde*, Paris, Centre de documentation universitaire, 227 p.

Dienes L., 1987, *Soviet Asia. Economic Development and National Policy Choices*, Boulder; London, Westview Special Studies on the Soviet Union and Eastern Europe, 289 p.

Dienes L., 2007, « Natural gas in the context of Russia's energy system », *Demokratizatsiya*, p. 408-429.

Dienes L., Shabad Theodore, 1979, *The Soviet Energy System: Resource Use and Policies*, New-York, Halsted Press, 298 p.

Di Méo G., 1983, *Pétrole et gaz naturel en France, un empire menacé*, Aix-en-Provence, Edisud, thèse en 2 volumes, 874 p.

Di Méo G., 2008, « Une géographie sociale entre représentations et action », publié dans *Montagnes méditerranéennes et développement territorial*, Numéro Spécial Représentation, Action, Territoire, n°23, p. 13-21.

Di Méo G., Buléon P., 2005, *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris, Armand Colin, 304 p.

Dmitrieva O., 1996, *Regional Development: the USSR and after*, Londres, UCL Press, 211 p.

Dubé F., 2013, « Les politiques migratoires en Russie orientale : rôle et influence du « local » », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 29, n°4, p. 133-157.

Dubois S., 2007, *Les hydrocarbures dans le monde*, Paris, Ellipses, 418 p.

Dubois S., 2009, « La Russie et ses hydrocarbures : la tactique à court terme aux dépens de la stratégie à long terme ? », *Géoéconomie*, vol. 1, n° 48, p. 67-88.

Ducastel V., 2010, « Russie : un nouveau capitalisme par recapitalisation d'État. L'exemple des hydrocarbures », *Management & Avenir*, vol. 5, n° 35, p. 118-129.

Dudek D., Golub A., Strukova E., 2004, *Environmental Aspects of Dual Pricing for Natural Gas in Russia*, Moscow, Environmental Defense, 12 p.

Dufy C., 2010, « L'économie russe en réformes : une décennie perdue ? », p. 227-240, in. Favarel-Garrigues G., Rousselet K. (dir.), *La Russie contemporaine*, Paris, Fayard, 501 p.

Dumova I. I., Belousova S. V., Dayneko D. V., 2010, « Efficiency Problems of Oil and Gas Programs Implementation: the Role of the Regional Participation in These Processes », *Energy Links Between Russia and East Asia: Development Strategies for the XXI Century*, Asia Pacific Economic Cooperation, Joint Symposium, Irkutsk, Energy Systems Institute, August 30 to September 2, 2010, p. 63-66.

Dupuy G., 1987, « Les réseaux techniques sont-ils des réseaux ? » *L'Espace géographique*, Tome 16, n°3, p. 175-184.

Durand C., 2005, « Les privatisations en Russie et la naissance d'un capitalisme oligarchique », *Recherches Internationales*, Institut de Recherches Marxistes, vol. 4, n°74, p. 33-50.

Durand C., Petrovski M., 2008, « Un développementalisme russe ? Les limites du retour de l'État producteur », *Autrepart*, vol. 4, n°48, p. 25-43.

Eckert D., 2007, *Le monde russe*, Paris, Hachette Supérieur, 2^e édition, 254 p.

Eisenbaum B., 2010, « Négociation, coopération régionale et jeu d'influences en Asie centrale : l'Organisation de coopération de Shanghai », *Politique étrangère*, n°1, p. 151-164.

Ekonomičeskaja Laboratorija Aleksandra Kliment'eva, 2013, « Perspektivy Vostočnoj Gazovoj Programmy » (« Les perspectives du Programme gazier oriental »), 14 p., <http://www.esGPC.ru/files/Eastern%20gas%20programm%20-%20monopsony%201.1.pdf>, consulté le 06 août 2013.

Eliseeva O. A., 2008, « Vlijanie izmenenij v cenovoj i tarifnoj politike na razvitie gazovoj otrasli Rossii » (« L'influence des évolutions dans la politique tarifaire sur le développement du secteur gazier de Russie »), Nacional'naja akademija nauk Ukrainy, Institut problem modelirovanija v energetike im. G. Puhova, 13 p., http://www.eriras.ru/files/jelisjejevlijanije_izmjnenij_v_cenovoj_i_tarifnoj_politiki_na_razvitije_gazovoj_otrasli_rossii2007.pdf, consulté le 20 mars 2012.

Elliot I. F., 1974, *The Soviet Energy Balance: natural gas, other fossil fuels and alternative power sources*, New-York/Londres, Praeger, 277 p.

Emešev V. G., Parovinčak M. S., 2006, « Puti optimizacii toplivo-energetičeskogo balansa (TEB) na primere Tomskoj oblasti » (« Les moyens d'optimiser le bouquet énergétique à travers l'exemple de l'oblast de Tomsk »), *Akademija Energetiki*, n°3.

Etherington J., Pollen T., Zuccolo L., 2005, « Comparison of Selected Reserves and Resource Classifications and Associated Definitions », Final Report, Society of Petroleum Engineers, Oil and Gas Reserves Committee (OGRC), http://www.spe.org/industry/docs/OGR_Mapping.pdf, consulté le 13 août 2015.

Facon I., 2010, « Le tandem sino-russe, un défi pour l'Occident ? », *Politique internationale*, n°127, 13 p.

Favennec J.-P., 2007, *Géopolitique de l'énergie : besoins, ressources, échanges mondiaux*, Paris, Technip, 284 p.

Filimonova I. V., 2013, « Perspektivy Razvitija neftegazovogo kompleksa, neftegazohimii i gelievogo proizvodstva v vostočnoj Sibiri i na Dal'nem Vostoke » (« Perspectives de développement du secteur des hydrocarbures, de la chimie pétrolière et gazière et de la production d'hélium en Sibérie orientale et en Extrême-Orient »), *Interkspo Geo-Sibir'*, n°1, p. 32-36.

Finon D., Locatelli C., 2006, « L'interdépendance gazière de la Russie et de l'Union européenne. Quel équilibre entre le marché et la géopolitique ? », *Cahier de Recherche LEPII*, Série EPE, n°41, 35 p.

Fond nacional'noj energetičeskoj bezopasnosti, 2011, « Nastojaščee i buduščee "Gazproma" » (« Le présent et le futur de Gazprom »), *Analitičeskij Doklad*, Moscou, 66 p.

Fonin P. N., Korzhubaev A. G., 2010, « Business strategy of "Petromir" on development of gas resources in Eastern Siberia Eastern Siberia », Joint Symposium within APEC project "Energy links between Russia and East Asia: Development strategies for the XXI century", Irkoutsk, 30 août-2 septembre 2010, Institut des Systèmes énergétiques, 4 p.

Furfari S., 2007a, *Le Monde et l'Énergie : enjeux géopolitiques, Les clefs pour comprendre*, tome 1, Editions Technip, Paris, 431 p.

Furfari S., 2007b, *Le monde et l'énergie : enjeux géopolitiques, Les cartes en main*, tome 2, Paris, Editions Technip, 399 p.

Furfari S., 2012, *Géopolitique et politique de l'énergie : une analyse des tensions internationales au 21e siècle*, Paris, Technip, 454 p.

Gabas J.-J., 2003, « Acteurs et politiques publiques », *Mondes en développement*, vol. 4, n°124, p. 33-47.

Gazier A., 1994, « La réforme du système régional et local russe : un pas en avant, deux pas en arrière », in Berton-Hogge Roberte, Crosnier Marie-Agnès, *Russie : la décentralisation aux prises avec l'étatisme, ex-URSS*, Paris, La Documentation Française, p. 27-38.

Gazier A., 2008, « Le président de la Fédération de Russie et l'instauration d'une "verticale exécutive" », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, n°2, p. 73-92.

Gazprom Transgaz Tomsk, 2012, *Energia Razvitija*, Krasnoïarsk, Sitall, 276 p.

Gelman V., 2007, « Le retour du Léviathan : la politique de recentralisation en Russie depuis 2000 », *Critique internationale*, n°34, p.103-125.

George P., 1950, *Géographie de l'énergie*, Paris, Librairie de Médicis, 469 p.

Giraud A., Boy de la Tour X., 1987, *Géopolitique du pétrole et du gaz*, Paris, Technip, 418 p.

Girod J., 1991, *Le diagnostic du système énergétique dans les pays en développement*, Commission des Communautés européennes, Direction générale Énergie, Programme de coopération sur l'énergie et le développement (COPED), Luxembourg, 276 p.

Godfrin H., Gianèse C., 2013, « Crise de l'hélium : l'inquiétude persiste », *Reflets de la Physique*, n°39, p. 19-21.

Goldman M. I., 2008, *Petrostate. Putin, Power and the New Russia*, Oxford University Press, 244 p.

Golovin A. P., 2011, « Čego stoim ? Kogo ždëm ? (ekskurs v istoriju i geografiju nesostojavšegosja proekta gazifikacii promyšlennyh rajonov juga Irkutskoj oblasti) » (Pourquoi sommes-nous immobilisés ? Qui attendons-nous ? Excursion dans l'histoire et la géographie du projet manqué de gazéification des raïons industriels du sud de l'oblast d'Irkoutsk »), *Eko*, n°6, pp. 86-96.

Granberga A. G., Minakira P. A., Pomanova L. V. (dir.), 2005, *Strategija regional'nogo razvitija : respublika Burjatija – 2015 (La stratégie de développement régional : la République de Bouriatie – 2015)*, Moscou, Ekonomika, 624 p.

Gras C., Shvedov V., 2010, « Extrême-Orient russe, une incessante (re)conquête économique », *Hérodote*, vol. 3, n°138, p. 127-143.

Grossman E., 2010, « Acteur », *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 31-38.

Gumuchian H., Grasset E., Lajarge R., Roux E., 2003, *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris, Economica, 146 p.

Hansen J.-P., Percebois J., 2010, *Énergie. Economie et politiques*, Bruxelles, De Boeck, 779 p.

Henderson J., 2011, « Domestic Gas Price in Russia – Towards Export Netback ? », Oxford Institute for Energy Studies, 45 p.

Henderson J., 2013, « Evolution in the Russian Gas Market. The Competition for Customers », Oxford Institute for Energy Studies, 33 p.

Henderson J., Stern J., 2014, « The Potential Impact on Asia Gas Markets of Russia's Eastern Gas Strategy », *Oxford Energy Comment*, The Oxford Institute for Energy Studies, 13 p.

Hill F., 2004, *Energy Empire: Oil, Gas and Russia's Revival*, The Foreign Policy Centre, 64 p.

Hill F., Gaddy C., 2003, *The Siberian curse: how communist planners left Russia out in the cold*, Washington, D.C., Brookings Institution Press, 303 p.

Hou S., 2009, « Les enjeux géographiques de l'oléoduc Sibérie orientale-Pacifique », mémoire de master 1 sous la direction de Radvanyi Jean et Boulineau Emmanuelle, ENS de Lyon, 113 p.

Hou S., 2011, « Les enjeux de la distribution du gaz naturel en Russie », mémoire de master 2, sous la direction de Korinman Michel, Université Paris IV, 141 p.

Hughes L., 2012, « A generic framework for the description and analysis of energy security in an energy system », *Energy Policy*, n°42, p. 221–231.

Hunsicker E., 2006, « Gazprom's Expanding Role in the Russian Far East: What role for International Companies? », 25 p.

Huotari J., 2011, « Energy policy and (energy security) as a part of Russian foreign policy », *Nordia Geographical Publications*, vol. 40, n°4, p. 121–132.

Hoyaux A.-F., Lajarge R., Gaudin S., Guibert C., Guyot S., Keerle R., Koumba J.-P., Leborgne Y., Le Caro Y., Lenoir C., Philip F., Renaud-Héliier E., Terrier E., Winter A., Houllier-Guibert C.-E., Jacquot S., 2008, « Peut-on parler d'un tournant actoriel ? « Synthèse collective de l'Atelier « acteurs » de l'École d'été de géographie sociale 2006. *Revue ESO*, n°27, p. 17-40, http://eso.cnrs.fr/TELECHARGEMENTS/revue/ESO_27/13atelier_acteurs.pdf, consulté le 3 octobre 2012.

Inkova O., 2008, « Centre » et « périphérie » : l'organisation linguistique de l'espace en russe et en français », p. 125-137, in Ghervas S., Rosset F. (dir.), *Lieux d'Europe*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, <http://books.openedition.org/editionsmsmh/752>, consulté le 30 avril 2015.

Ivanova Yu., Tuguzova T. F., Khalgaeva N. A., Simonenko A. N., 2010, « Factors hindering development of small-scale energy in Russia's East », *Energy Links Between Russia and East Asia: Development Strategies for the XXI Century*, Asia Pacific Economic Cooperation, Joint Symposium, Irkutsk, Energy Systems Institute, August 30 to September 2, 2010, 5 p.

Jaglin S., Steck B., 2008, « Réseaux et frontières. Géopolitiques », *Flux*, vol. 1, n°71, p. 4-7.

Jakobson L., Holtom P., Knox D., Peng J., 2011, « China's Energy and Security Relations with Russia », *SIPRI Policy Paper*, n°29, 43 p.

Jewell J., 2011, « The IEA Model of Short-term Energy Security (MOSES). Primary Energy Sources and Secondary Fuels », IEA, Working Paper, OECD/IEA, 43 p.

Kalashnikov V., Gulidov R., « Energy Development of the Russian Far East and Issues of Cooperation with NEA », 2010, *Energy Links Between Russia and East Asia: Development Strategies for the XXI Century*, Asia Pacific Economic Cooperation, Joint Symposium, Irkutsk, Energy Systems Institute, August 30 to September 2, 2010, p. 200-205.

Kalašnikova N. Ju., 2014, « Sostojanie i ocenka naloga na dobyču poleznyh iskopaemyh v nalogovyh dohodah strany » (« Situation et estimation de l'impôt sur l'extraction des matières premières dans les recettes budgétaires du pays »), *Nauka-RASTUDENT.RU*, n°3, <http://nauka-rastudent.ru/3/1264>, consulté le 3 avril 2015.

Kašircev V. A., Koržubaev A. G., Sadov A. P., Sirina A. A., Vlasov M. V., Neronov V. V., Prasolova A. I., Tul'skaja N. I., Černjanskij S. S., Filimonova I. V., Harimonova V. N., Eder L. V., Žukovskaja N. L., Inešin E. M., Ragulina M. V., Tjuhmeneva S. P., 2007, *Nezavisimyj analiz putej transportirovki uglevododorodnogo syr'ja s Kovyktinskogo gazokondensatnogo mestoroždenija (Analyse indépendante des itinéraires de transport des hydrocarbures à partir du gisement de gaz et de condensats de Kovykta)*, Moscou, Novossibirsk, Irkoutsk, 162 p.

Kaveshnikov N., 2010, « The issue of energy security in relations between Russia and the European Union », *European Security*, vol. 19, n°4, p. 585-605.

Kergomard C., 2013, « Énergie et environnement : la nécessité des approches territoriales », p. 26-28, in Mosseri R., Jeandel C. (dir.), *L'énergie à découvert*, CNRS Editions, Paris, 345 p.

Kerr D., 1998, « Problems in Sino-Russian Economic Relations », *Europe-Asia Studies*, Vol. 50, n°7, p. 1133-1156.

Kler A.M., Tyurina E.A., Skripchenko O.V., 2010, « Comparative efficiency of technologies for conversion and transportation of energy resources of Russia's eastern regions to NEA countries », *Energy Links Between Russia and East Asia: Development Strategies for the XXI Century*, Asia Pacific Economic Cooperation, Joint Symposium, Irkutsk, Energy Systems Institute, August 30 to September 2, 2010, 7 p.

Kobeleva I. V., 2013, « Problemy gazifikacii v Čeljabinskoj oblasti » (« Les problèmes de la gazéification dans l'oblast de Tchélianbinsk »), *Innovacionnaja dejatel'nost' regionov*, n°4, 2, p. 69-73

Kolibaba O. B., Nikišov V. F., Ometova M. Ju., 2013, *Osnovy proektirovanija i ekspluatacii sistem gazoraspredelenija i gazopotreblenija*, Saint-Pétersbourg, Izd. Aan', 208 p.

Kolossov V., 2007, « "Verticale administrative" : fondements et obstacles », *Outre-Terre*, vol. 2, n°19, p. 149-162.

Koržubaev A. G., 2007, *Neftegazovyj Kompleks Rossii V usloviah transformacii meždunarodnoj sistemy energosnabženija (Le complexe des hydrocarbures en Russie dans le cadre des transformations du système international d'approvisionnement en énergie)*, Novossibirsk, Akademičeskoje izdatel'stvo "Geo", 270 p.

Koržubaev A. G., Filimonova I. V., Eder L. V., 2010a, *Koncepcija formirovanija novyh centrov neftegazovogo kompleksa na vostoce strany (La conception de la formation de nouveaux centres du complexe des hydrocarbures dans l'est du pays)*, Novossibirsk, Rossijskaja akademija nauk Sibirskoje otgelenije, Učreždenije possijskoj akademii nauk, Institut Ekonomiki i organizacii promychlennovo proizvodstva sibirskovo otdelenija RAN, 192 p.

Koržubaev A. G., Filimonova I. V., Eder L. V., 2010b, « The concept of integrated development hydrocarbons resources and reserves of the East of Russia », *Energy Links Between Russia and East Asia: Development Strategies for the XXI Century*, Asia Pacific Economic Cooperation, Joint Symposium, Irkutsk, Energy Systems Institute, August 30 to September 2, 2010, 8 p.

Koržubaev A., Sokolova I., Filimonova I., 2012, *Neft' Rossii*, n°1, p. 6-12 ; n°2, p. 6-11.

Korneyev A. G., Bobkov K. A., 2010, « Assessment of Budget Efficiency of Fuel and Energy Complex Development in Russia's East in the context of Energy Cooperation with APR countries », Joint Symposium within APEC project "Energy links between Russia and East Asia: Development strategies for the XXI century", Irkutsk, 30 août-2 septembre 2010, Institut des Systèmes énergétiques, 8 p.

Košev A. A., 2012, « O sud'bah vostočno-sibirskogo gaza » (« Du destin du gaz de Sibérie orientale »), *Energija : Ekonomika, Tehnika, Ekologija*, n°1, pp. 60-66.

Kruyt B., vanVuuren D. P., deVries H. J. M., Groenenberg H., 2009, « Indicators for energy security », *Energy Policy*, n°37, p. 2166–2181.

Krymov S. M., 2003, *Energoekonomičeskaja i ekologičeskaja harakteristika Tomskoj oblasti (Caractéristiques énergétiques, économiques et environnementales de l'oblast de Tomsk)*, Tomsk, Del'taplan, 53 p.

Krysiek T. F., 2007, « Agreements from Another Era. Production Sharing Agreements in Putin's Russia, 2000-2007 », Oxford Institute for Energy Studies, *Work Paper*, n°34, 28 p.

Kuboniwa M., 2009 (juin), « Growth and Diversification of the Russian Economy In Light of Input-Output Tables », *Centr Rossijskih Issledovanij RRC Working Paper Series*, n°18, 23 p.

Kuboniwa M., Tabata S., Ustinova N., 2005, « How Large is the Oil and Gas Sector of Russia? A Research Report », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 46, n°1, p 68-76.

Kuhr N., 2012, « The Russian Far East in Russia's Asia Policy: Dual Integration or Double Periphery? », *Europe-Asia Studies*, vol. 3, n°64, p. 471-493.

Kurljandskaja G., 2007, « Moskva i region deljat nalogovye dohody ot nefti I gaz » (« Moscou et les régions partagent les recettes fiscales issues du pétrole et du gaz »), Forum Federacij, *Vypusk* 6, n°1, p. 18-19 & 25.

Kurlyandskaya G., Potakovitch G., Subbotin M., 2010, « Oil and Gas in the Russian Federation », Conference on Oil and Gas in Federal Systems.

Kuroiwa Y., 2007, « Les relations russo-japonaises à l'ombre de leur contentieux territorial », *Outre-Terre*, vol. 2, n°19, p. 305-316.

Labandeira X., Manzano B., 2012, « Some Economic Aspects of Energy Security », *European Research Studies, Special Issue on Energy*, vol. 15, p. 47-64.

Labussière O., Nadai A. (dir.), 2015, *L'énergie des sciences sociales*, Paris, Alliance Athena, 165 p.

Lavergne D., 2012, « Nabucco est mort ? Vive le corridor Sud ! », *Revue internationale et stratégique*, vol. 2, n°86, p. 38-48.

Legault A., 2007, *Pétrole et gaz et les autres énergies, Le petit traité*, Editions Technip, Paris, 308 p.

Lenoir J.-C., Bataille C., 2013, « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels (Rapport d'étape) », Rapport du Sénat n°640 (2012-2013), <http://www.senat.fr/rap/r12-640/r12-640.html>, consulté le 22 juin 2015.

Li J.-M., 2011, « La question territoriale dans les relations internationales en Asie du Nord-Est », *Hérodote*, vol. 2, n°141, p. 98-114.

Litvak V. V., Lukutin B. V., Javoskij M. I., 2005, *Energetičeskaja geografija Tomskoj oblasti (Géographie énergétique de l'oblast de Tomsk)*, Tomsk, Izd-vo "Del'taplan", 80 p.

Lo B., Kastouéva-Jean T., 2007, « Un équilibre fragile : les relations sino-russes », *Politique étrangère* (Hors série), n°5, p. 141-151.

Lo B., Rothman A., 2006, « China and Russia: Common Interests, Changing Perceptions », *Asian Geopolitics*, Working Paper of Royal Institute for International Affairs, 31 p.

Locatelli C., 1992, *La question énergétique en Europe de l'est*, Paris, L'Harmattan, 255 p.

Locatelli C., 1998, *Énergie et transition en Russie : les nouveaux acteurs industriels*, L'Harmattan, collection Pays de l'Est, 279 p.

Locatelli C., 2008, « Les stratégies d'exportation de Gazprom sous la contrainte institutionnelle du marché russe », *Cahier de recherche du LEPII*, n°6, 17 p.

Locatelli C., 2011, « Quelle politique russe pour le secteur des hydrocarbures ? », *Agir*, n°45, p. 119-129.

Locatelli C., 2011, « Interdépendances et conflictualités russo-européennes en matière de gaz naturel », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4, n°84, p. 95-95.

Locatelli C., 2012, « Relations UE Russie. Les enjeux d'une nouvelle architecture gazière », Laboratoire de l'économie de la production et de l'intégration internationale, Economie du développement durable et de l'énergie, *Cahier de Recherche*, n°18, 21 p.

Locatelli C., 2013, « Les enjeux de sécurité dans la relation gazière UE-Russie », *Revue d'économie industrielle*, vol. 3, n°143, p. 35-69.

Locatelli C., 2013, « Industrie gazière russe. Le « modèle Gazprom » en question ? », *Cahier de recherche EDDEN*, n°2, 14 p.

Lunden L. P., Fjaertoft D., Overland I., Prachakova A., 2013, « Gazprom vs. other Russian gas producers: The evolution of the Russian gas sector », *Energy Policy*, n°61, p. 663-670.

Maingueneau D., 2012, *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand Colin, 279 p.

Makryševa N. E., 2011, *Razvitie gazosnabženija žiliščnogo fonda naseleennyh punktov Dal'nego Vostoka v uslovijah realizacii kompleksnoj programmy gazifikacii regionov Rossii* (Le développement de l'approvisionnement en gaz des logements des points de peuplement de l'Extrême-Orient dans les conditions de la réalisation du programme de gazéification des régions de Russie), Thèse d'économie sous la direction de Afanasiev Valentin Ja., Moscou, 146 p.

Mandrillon M.-H., 1994, « La tension entre le Centre et les régions : une ligne de force de l'histoire russe ? », *Revue des études slaves*, Tome 66, fascicule 1, p. 155-158.

Manners G., 1964, *The Geography of Energy*, Londres, Hutchinson University Library, 205 p.

Marchand P., 2007, *Géopolitique de la Russie : le pouvoir, l'homme et le territoire*, Paris, Ellipses, 619 p.

Marchand P., 2014, *Géopolitique de la Russie. Une nouvelle puissance en Eurasie*, Paris, Presses Universitaires de France, 182 p.

Marchand-Vaguet Y., 2005, « La conquête des hydrocarbures en Sibérie occidentale, le modèle centre-périphérie revisité », *L'Espace géographique*, vol. 2, n°34, p. 145-159.

Maurel M.-C., 1982, *Territoire et stratégies soviétiques*, Paris, Economica, 196 p.

Maximov O., Nesterov V., Fak A., 2012, *Russia Oil and Gas Atlas*, Troika Dialog, 111 p.

Mehdiyeva N., 2008, « Russia versus Gazprom », *European Energy Review*, p. 52-55.

Mérenne-Schoumaker B., 2007, *Géographie de l'énergie : acteurs, lieux et enjeux*, Paris, Belin, 271 p.

Mieczkowski Z., 1968, « The Soviet Far East: Problem Region of the USSR », *Pacific Affairs*, XLI, n°2, p 214-229.

Mikheev V., 2001, « Les nouveaux objectifs de la Russie au sein de la région Asie-Pacifique », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4, n°44, p. 111-118.

Milov V., 2008, « Russia and the West. The Energy Factor », Center for Strategic and International Studies, 20 p.

Milov V., Nemtsov B., 2008, « Putin i Gazprom » (« Poutine et Gazprom »), Moscou, 56 p., <http://web.archive.org/web/20120303190240/http://www.milov.info/cp/wp-content/uploads/2008/09/putin-i-gazprom.pdf>, consulté le 26 novembre 2010.

Minnahmetov D. M., *Programma gazifikacii v Tatarstane*, Adelaida, 2002, 272 p.

Misevra O. A., Ščadov M. I., 2003, *Ugol'no-energetičeskij balans Vostočnoj Sibiri i Dal'nego Vostoka (Le bilan charbonnier et énergétique de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient*, Moscou, Izdatel'stvo MGGU, 472 p.

Mitchell T., 2013, *Carbon Democracy : le pouvoir politique à l'ère du pétrole*, Paris, La Découverte, 330 p.

Mitrova T., 2013, « Russian LNG: The Long Road to Export », *Russie.Nei.Reports*, n°6, Ifri, 34 p.

Mitrova T. A., Makarov A. A., Malahov V. A., 2005, « Effektivnye ceny na prirodnyj gaz v Rossii » (« Des prix efficaces du gaz naturel en Russie »), Vserossijskaja konferencija « Energetika Rossi v XXI veke : razvitie, funkcionirovanie, upravlenie », (Conférence nationale « Le secteur énergétique en Russie au XXIe siècle : développement, fonctionnement, gestion »), Irkoutsk, Institut des systèmes énergétiques, 12-15 septembre 2005.

Mohr S., Ward J., 2014, « Helium Production and Possible Projection », *Minerals*, vol. 1, n°4, p. 130-144.

Moiseev V. V., 2014, *Rossija v global'nom krizise*, Directmedia, 803 p.

Nies S., 2008, *Gaz et pétrole vers l'Europe*, Paris, La Documentation française, Les études, Ifri, 218 p.

Nies S., 2010, « L'Europe, l'énergie et la Russie », *Hérodote*, La Découverte, vol. 3, n°138, p. 79-93.

Norling N., 2007, « China and Russia: Partners with Tensions », *Policy Perspectives*, vol. 4, n°1, p. 33-48.

Novikov A. V., 2005, « Le recul du fédéralisme en Russie : l'exemple du budget », *Pouvoirs*, n°112, p. 111-125.

Offner J.-M., Pumain D. (dir.), 1996, *Réseaux et territoires : significations croisées*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 280 p.

Ougartchinska R., 2008, *Guerre du gaz, La menace russe*, Monaco, Editions du Rocher, 269 p.

Paillard C.-A., 2007, « Gazprom : mode d'emploi pour un suicide énergétique », Ifri, *Russie.Nei.Visions*, n°17, 22 p.

Pallot J., Shaw D., 1981, *Planning in the Soviet Union*, London, Croom Helm, 303 p.

Sergey P., 2011, « Russia's Natural Gas Export Potential up to 2050 », MIT Energy Center for Energy and Environmental Policy Research, 33 p., <http://web.mit.edu/ceepr/www/publications/workingpapers/2011-012.pdf>, consulté le 13 juillet 2015.

Passeron J.-C., 2001, « Acteur, agent, actant: personnages en quête d'un scénario introuvable », *Revue européenne des sciences sociales*, tome XXXIX, n°121, mis en ligne le 10 décembre 2009, <http://ress.revues.org/643>, consulté le 11 octobre 2013.

Petrovski M., Fabre R., 2001, « La « thérapie » et les chocs : dix ans de transformation économique en Russie », *Hérodote*, vol. 1, n°104, p. 144-165.

Percebois J., 2001, « Énergie et théorie économique : un survol », *Revue d'économie politique*, Vol. 111, n°6, p. 815-860.

Philipova I. A., 2006, *Strategičeskoe planirovanie social'no-ekonomičeskoe razvitie regiona : opyt Respubliki Burjatija (La planification pour le développement socio-économique régional : l'expérience de la République de Bouriatie)*, Moscou, Prospekt, 80 p.

Pirani S. (ed.), 2009, *Russian and CIS Gas Markets and Their Impact on Europe*, Oxford, Oxford University Press, 487 p.

Piskunov A. A., 2013, « Otčët o rezul'tatah ekspertno-analitičeskogo meroprijatija "Strategičeskij audit social'no-ekonomičeskogo razvitija Primorskogo kraja" » (« Rapport sur les résultats de l'expertise et analyse "Audit stratégique du développement social et économique du kraï du Primorié" »), *Bjulleten' Sčetnoj palaty*, n°7, 238 p.

Poussenkova N., 2006, "Rosneft as a Mirror of Russia's Evolution", *Pro et Contra Journal*, Vol. 10, Issue 2, 18 p.

Poussenkova N., 2007, « The Wild, Wild East. East Siberia and the Far East: A New Petroleum Frontier? », *Working Papers*, Carnegie Moscow Center, n°4, 60 p., [ii.umich.edu/UMICH/ceseuc/Home/Academics/Research Projects/Energy Security in Europe and Eurasia/The Wild, Wild East.pdf](http://ii.umich.edu/UMICH/ceseuc/Home/Academics/Research%20Projects/Energy%20Security%20in%20Europe%20and%20Eurasia/The%20Wild,%20Wild%20East.pdf), consulté le 10 juin 2015.

Prilepskih T., 2013, *Tomskie Nedra (Les ressources du sous-sol de l'oblast de Tomsk)*, Tomsk, Tomskij Potencial, 83 p.

Raffestin C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques, 249 p.

Radvanyi J., 1982, *Le géant aux paradoxes*, Paris, Éditions sociales, 426 p.

Radvanyi J. (dir.), 1994, *La Russie face à ses régions*, Paris, La Documentation française, 62 p.

Radvanyi J., 1995, « La fronde des régions dans la Fédération de Russie », p. 105-116, in Garros Véronique (dir.), *Russie post-soviétique : la fatigue de l'histoire ?*, Bruxelles, Editions Complexe, 287 p.

Radvanyi J., 2002, « Réseaux de transport, réseaux d'influence : nouveaux enjeux stratégiques autour de la Russie », *Hérodote*, vol. 1, n°104, p. 38-65.

Radvanyi J., 2007, *La Nouvelle Russie*, Paris, Armand Colin, 4^e édition, 462 p.

Radanyi J., 2013, « La Sibérie, eldorado russe du XXI^e siècle ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4, n°92, p. 129-137.

Rangsimaporn P., 2006, « Interprétations of Eurasianism: Justifying Russia's Role in East Asia », *Europe-Asia Studies*, Vol. 58, n°3, p. 371-389.

Raviot J.-R., 1996, « Fédéralisme et gouvernement régional en Russie », *Politique étrangère*, n°4, 61e année, p. 803-812.

Raviot J.-R., 2007, *Qui dirige la Russie ?*, Paris, Lignes de Repère, 155 p.

Raviot J.-R., 2010, « Géographie politique de la Russie de 2010 », *Hérodote*, La Découverte, vol. 3, n°138, p. 161-180.

Redon M., Magrin G., Chauvin E., Perrier Bruslé L., Lavie É., *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015, 336 p.

Richard Y., Cattaruzza A., Bordes C., Darbot-Trupiano S., 2007, « Les voisinages de l'UE sont-ils les périphéries de l'UE ? », *L'Espace Politique*, n°2, <http://espacepolitique.revues.org/989>, consulté le 28 août 2014.

Reynaud A., 1981, *Société, espace et justice : inégalités régionales et justice socio-spatiale*, Paris, PUF, 263 p.

Romanov M. T., 2009, *Territorial'naja organizacija hozjajstva slaboosvoennyh regionov Rossii (Organisation territoriale des régions faiblement développées de Russie)*, Vladivostok, Dal'nauka, 318 p.

Ross C., 2010, « Federalism and Inter-governmental Relations in Russia », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 2, n°26, p. 165-187.

Rousselot H., 2011, « Le Club de l'énergie de l'ocs, un élément (moteur)... d'intégration régionale ? », *Relations internationales*, vol. 1, n°145, p. 117-132.

Rucker L., 2003, « La politique étrangère russe », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 8, n°1038, p. 24-41.

Rutland P., 2008, « Russia as an Energy Superpower », *New Political Economy*, vol. 2, n°13, p. 203-210.

Rykuna A. Ju., Južaninova K. M. (dir.), 2010, *Razvitie toplivo-energetičeskogo kompleksa Zapadnoj Sibiri : social'nye i ekologičeskie posledstvija i perspektivy (Développement du complexe énergétique de la Sibérie occidentale : conséquences sociales et environnementales et perspectives)*, Tomsk, Izdatel'stvo Tomskogo Universiteta, 332 p.

Sagers M. J., 2007, « Developments in Russian Gas Production Since 1998: Russia's Evolving Gas Supply Strategy », *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 48, Issue 6, p. 651-698.

Sagers M. J., Pannell C. W., 2008, « The Clean Energy Dilemma in Asia: Observations on Russia and China », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 4, n°49, p. 391-409.

Saneev B. G. (dir.), 2011, *Energetika Bajkal'skogo regiona : sovremennoje sostojanie, strategija razvitija, mehanizmy realizacii (Le complexe énergétique de la région du Baïkal : situation actuelle, stratégie de développement, mécanismes de réalisation)*, Irkoutsk, Institut Sistem Energetiki, 103 p.

Saneev B. G., Lagerev A. V., Khanaeva V. N., 2010, *Region: Economics and Sociology*, vol. 5.

Saneev B., Platonov L., Mandelbaum M., Sokolov A., Sokolov D., Batkhuyag S., 2010, « Energy Cooperation between Russia and Northeast Asia Countries: Prospects, Possible Directions and Problems », *Energy Links Between Russia and East Asia: Development Strategies for the XXI Century*, Asia Pacific Economic Cooperation, Joint Symposium, Irkutsk, Energy Systems Institute, August 30 to September 2, 2010, p. 36-41.

Saneev B. G., Saenko V. V., 2010, « Role of Fuel and Energy Potential of East Siberia and the Far East in Implementation of Russia's Eastern Energy Strategy », *Energy Links Between Russia and East Asia: Development Strategies for the XXI Century*, Asia Pacific Economic Cooperation, Joint Symposium, Irkutsk, Energy Systems Institute, August 30 to September 2, 2010, 5 p.

Sapir J., 2001, « Différenciation régionale et fédéralisme budgétaire en Russie », *Critique internationale*, vol.2, n°11, p. 161-177.

Sapir J., 2013, « Les défis économiques de la Russie », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4, n°92, p. 97-107.

Saunier G., 2000, « Quelques réflexions sur le concept de Centre et Périphérie », p. 177-180, in Ecole doctorale d'histoire 3, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, *Hypothèses 1999*, Paris, Publications de la Sorbonne, 244 p.

Sébille-Lopez P., 2006, *Géopolitiques du pétrole*, Paris, Armand Colin, 479 p.

Sevette P., 1976, *Géographie et économie comparée de l'énergie*, Grenoble, Université des Sciences sociales, 272 p.

Shadrina E., 2010, « Russia's foreign energy policy: norms, ideas and driving dynamics », *Electronic Publications of Pan-European Institute*, n°18, 187 p., http://www.utu.fi/fi/yksikot/tse/yksikot/PEI/raportit-ja-tietopaketti/Documents/Shadrina_final_netti.pdf, consulté le 13 février 2014.

Sharples J. D., « Russian approaches to energy security and climate change: Russian gas exports to the EU », *Environmental Politics*, 2013 Vol. 22, n°4, p. 683–700.

Shevtsova L., Lomidzé S., 2007, « La Russie de Vladimir Poutine : un virage vers le passé ? », *Politique étrangère* (Hors série), n°5, p. 75-88.

Shim K.-W., 2003, « La Russie d'Extrême-Orient : entre pouvoir régional et pouvoir central », *Revue internationale et stratégique*, vol. 1, n°49, p. 121-129.

Sidortsov R., 2014, « The Myth of Liberalization: The 2013 Changes in the Russian LNG Export Regime », *Energy Law Journal*, vol. 35, n°2, p. 323-343.

Silaev A. P., Peršikov A. N., 2002, « Novaja strategija gazovoj otrasli Sibiri na rubeže XX-XXI vv. » (« La nouvelle stratégie du secteur gazier sibérien à la charnière des XXe et XXIe siècles »), *Sibir' v evrazijskom prostranstve*, *Izvestija Tomskogo Politehničeskogo universiteta*, Tomskij politehničeskij universitet, t. 305, p. 144-163.

Simonia N., 2004, « Russian Energy Policy in East Siberia and the Far East », *The Energy Dimension in Russian Global Strategy*, The James A. Baker III Institute for Public Policy of Rice University, 41 p.

Slavinskaja L., 2013, « Vostočnaja Gazovaja : Beda s logistikoj » (Le gaz oriental : un problème de logistique »), *Neftegazovaja Vertikal'*, n°2 (302), p.48

Smith K., 2004, « Russian energy politics in the Baltics, Poland, and Ukraine: a new stealth imperialism? », *Washington, D.C., Center for Strategic and International Studies*, 2004, 77 p.

Sokolov A. D., Takaishvili L. N., Agafonov G. V., Muzychuk S. Yu., 2010, « Coal Industry Development in Russia's East », *Energy Links Between Russia and East Asia: Development Strategies for the XXI Century*, Asia Pacific Economic Cooperation, Joint Symposium, Irkutsk, Energy Systems Institute, August 30 to September 2, 2010, p. 156-160.

Sovacool B. K., Brown M. A., 2009, « Competing Dimensions of Energy Security: An International Perspective », *Working Paper Series*, Georgia Institute of Technology, n°45, 37 p.

Spektor Ju., 2014, « Osobennosti gazifikacii vostočnyh rajonov Rossii », (« Les particularités de la gazéification des régions orientales de Russie ») *Neftegazovaja Vertikal'*, n°13-14, p. 35-38.

Stern J., 2005, *The Future of Russian Gas and Gazprom*, Oxford, Oxford University Press, 270 p.

Stern J., 2009, « Future Gas Production in Russia: is the concern about lack of investment justified? », The Oxford Institute for Energy Studies, 17 p.

Stern J. Pirani S., Yafimava K., 2015, « Does the cancellation of *South Stream* signal a fundamental reorientation of Russian gas export policy? », The Oxford Institute for Energy Studies, *Oxford Energy Comment*, 15 p, <http://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2015/01/Does-cancellation-of-South-Stream-signal-a-fundamental-reorientation-of-Russian-gas-export-policy-GPC-5.pdf>, consulté le 09 mars 2015.

Stojanov V. Ju., Fedčišin V. V., Kudrjašov A. N., Usov I. Ju., 2011, *Gazifikacija energetiki Irkutskoj oblasti : perspektivy razvitija i vybor optimal'nyh parametrov (La gazéification du complexe énergétique de l'oblast d'Irkoutsk : perspectives de développement et choix des paramètres optimaux)*, Irkoutsk, Izdatel'stvo irkutskogo gosudarstvennogo tehničeskogo universiteta, 136 p.

Subra P., 2008, « L'aménagement, une question géopolitique ! », *Hérodote*, La Découverte, vol. 3, n°130, p. 222-250.

Subra P., 2012, « La géopolitique, une ou plurielle ? Place, enjeux et outils d'une géopolitique locale », *Hérodote*, vol. 3, n°146-147, p. 45-70.

Sugino A., 2004, « Russia's Energy Policies for Asia », Baker Institute study, The Energy Dimension in Russian Global Strategy, 17 p.

Suržikova O. A., 2010, *Toplivo-energetičeskij kompleks : tehniko-ekonomičeskie aspekty: monografija (Le complexe énergétique : aspects techniques et économiques : monographie)*, Moscou, Energoatomizdat, 104 p.

Tarakanov M. A., 2006, *Promyšlennost' Irkutskoj oblasti (L'industrie de l'oblast d'Irkoutsk)*, Irkoutsk, Izdatel'stvo Irkutskogo Universiteta, 282 p.

Tatarinov A. O., Saulenko S. P., Ljugaj D. V., Gereš G. M., Moisejkin P. A., Černyh V. V., 2013, « Sozdanie Irkutskogo centra gazodobyči na baze Kovyktinskogo gazokondensatnogo mestoroždenija » (« La création d'un centre de production gazière à Irkoutsk sur la base du gisement de gaz et condensats de Kovykta »), *Gazovaja Promyšlennost'*, n°01, p. 30-33.

Terrier E., 2006, « Une démarche systémique et multiscalaire pour une meilleure approche du rôle des acteurs : l'exemple de la mobilité des étudiants étrangers », 4 p., <http://eegeosociale.free.fr/rennes2006>, consulté le 3 octobre 2012.

Terzian P., 1998, *Le gaz naturel. Perspectives pour 2010-2020 (disponibilités, contraintes et dépendances)*, Paris, Economica, 183 p.

Teurtrie D., 2008, « La stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification », *Flux*, vol. 1, n°71, p. 24-36.

Teurtrie D., 2010, *Géopolitique de la Russie : intégration régionale, enjeux énergétiques, influence culturelle*, Paris, L'Harmattan, 348 p.

Thornton J., 2009, « The Impact of Nationalization and Insecure Property Rights on Oil and Gas Developments in Russia's Asia Pacific », *GIARI Occasional Paper*, 51 p.

Tomscktransgaz, 2007, *Energija Mečty (L'énergie du rêve)*, Soedinjaja Prostranstva, 189 p.

Tompson William, 2007, « Un Venezuela du froid ? La « malédiction des ressources » et la politique russe », *Politique étrangère*, hors série, Paris, Armand Colin, p. 113-126.

Tompson W., 2005, « Réécrire la loi sur les sous-sols en Russie : de la souveraineté au droit civil ? », *Russie.Cei.Visions*, Ifri, n°3, 14 p.

Touchart L., 1998, *Le lac Baïkal*, Paris, L'Harmattan, 240 p.

Troner A., 2000, « Japan and the Russian Far East: The Economics and Competitive Impact of Least Cost Gas Imports », *Japanese Energy Security Energy Markets and Energy Cooperation in Northeast Asia*, The James A. Baker III Institute for Public Policy of Rice University, 34 p.

Troyakova T., Wishnick E., 2003, « Integration or Disintegration: Challenges for the Russian Far East in the Asia-Pacific Region », in *The Russian Far East Today: Regional Transformations under Globalization*, Slavic Research Center, p. 1-37, <https://src-h.slav.hokudai.ac.jp/coe21/publish/no1/wishnick.pdf>, consulté le 10 juillet 2015.

Vaguet Y., 2009, « Environnement, société et hydrocarbures dans le Grand Nord russe », Dossier : "Ecologie à l'Est", *Regard sur l'Est*, http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=911, consulté le 14 octobre 2013.

Van Der Meulen E. F., 2009, « Gas Supply and EU–Russia Relations, Europe-Asia Studies », vol. 61, n°5, p. 833-856.

Vinograda O., 2012, « Gazifikacija vsej Rossij ? » (« La gazéification de toute la Russie ? »), *Neftegazovaja Vertikal'*, n°6, p. 64-67.

Vinokurov M. A., Suhodolov A. P., 1998-2009, *Ekonomika Irkutskoj oblasti (L'économie de l'oblast d'Irkoutsk)*, Tomes 1-6.

Vivoda V., 2010, « Evaluating Energy Security in the Asia-Pacific Region: A Novel Methodological Approach », *Energy Policy*, vol. 9, n°38, p. 5258-5263.

Voropaj N. I., Saneev B. G. (dir.), 2010, *Toplivno-energetičeskij kompleks Irkutskoj oblasti: sovremennoe sostojanie, perspektivy razvitija*, Irkoutsk, ISEM SO RAN, 81 p.

Wallerstein I., 1980, *Capitalisme et économie-monde. 1450-1640*, Paris, Flammarion, 331 p.

Wallerstein I., 2006, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 176 p.

Wrenn Y. L., 2015, « Energizing Russia's Pivot: Japan-Russia energy relations, post-Fukushima and post-Ukraine », Norwegian Institute of International Affairs, Policy Brief n°4, 4 p.

Zhuravskaya E., 2010, « Federalism in Russia », Centre for Economic and Financial Research at New Economic School, *CEFIR / ES Working Paper series*, n°41, p. 36-39.

Zimmermann E. E., 1951, *World Resources and Industries*, New-York, Harper & Bros, 832 p.

Rapports

BP, 2013, « BP Statistical Review of World Energy », 48 p., http://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/statistical-review/statistical_review_of_world_energy_2013.pdf, consulté le 20 février 2014.

BP, 2014, « BP Statistical Review of World Energy », 48 p., <https://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/Energy-economics/statistical-review-2014/BP-statistical-review-of-world-energy-2014-full-report.pdf>, consulté le 20 août 2014.

BP, 2015, « BP Statistical Review of World Energy », 48 p., <http://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/Energy-economics/statistical-review-2015/bp-statistical-review-of-world-energy-2015-full-report.pdf>, consulté le 13 juillet 2015.

Energy Information Administration, 2014, « China, Country Energy Brief », <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=ch>, consulté le 4 février 2014.

Energy Information Administration, 2013, « Russia Analysis Brief », dernière mise à jour le 26 novembre 2013, <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=rs>, consulté le 20 février 2014.

Energy Information Administration, 2015, « Russia Analysis Brief », dernière mise à jour le 28 juillet 2015, <http://www.eia.gov/beta/international/analysis.cfm?iso=RUS>, consulté le 03 août 2015.

Federal'naja Služba po tarifam, 2014, « Otčet o rezul'tatah dejatel'noti v 2013 i zadačah na srednesročnuju perspektivy » (« Rapport d'activité de 2013 et objectifs à moyen terme »), 190 p., http://www.fstrf.ru/about/activity/reports/12/GO_FST_2013_31_marta_2014.pdf, consulté le 05 août 2014.

Federal'naja Služba po tarifam, 2015, « Otčet o rezul'tatah dejatel'noti v 2014 i zadačah na srednesročnuju perspektivy » (« Rapport d'activité de 2014 et objectifs à moyen terme »), 300 p., http://www.fstrf.ru/about/activity/reports/mainreport/9/Otchet_FST_Rossii.pdf, consulté le 17 juillet 2015.

Gouvernement de la Fédération de Russie, « Développement économique et social de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal jusqu'en 2013 », approuvé le 15 avril 1996 par le décret n°480, 221 p.

Gouvernement de la Fédération de Russie, « Conception de développement socio-économique sur le long terme de la Fédération de Russie jusqu'en 2020 », approuvée le 17 novembre 2008 par le décret n°1662-r, 194 p.

Gouvernement de la Fédération de Russie, « Stratégie de développement socio-économique de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal jusqu'en 2025 », approuvée le 28 décembre 2009 par le décret n°2094-r.

Gouvernement de la Fédération de Russie, « Stratégie de développement socio-économique de la Sibérie jusqu'en 2020 », approuvée le 05 juillet 2010 par le décret n°1120-r.

Gouvernement de la Fédération de Russie, « Développement socio-économique de l'Extrême-Orient et de la région du Baïkal », approuvé le 29 mars 2013 par le décret n°466-r, 2397 p.

Ministère de l'Énergie de la Fédération de Russie, « Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2030 », approuvée le 13 novembre 2009 par le décret n°1715-r du gouvernement de la Fédération de Russie, 174 p.

Ministère de l'Énergie de la Fédération de Russie, « Schéma général de développement du secteur gazier jusqu'en 2030 », approuvé le 06 juin 2011 par le décret n°213 du gouvernement de la Fédération de Russie.

Ministère de l'Industrie et de l'Énergie de la Fédération de Russie, « Programme de création en Sibérie orientale et en Extrême-Orient d'un système unifié de production, de transport et d'approvisionnement du gaz en prenant en compte les perspectives d'exportation en gaz vers les marchés de la Chine et des autres pays de la région Asie-Pacifique » (« Programme gazier oriental »), approuvé le 03 septembre 2007 par le décret n°340.

Ministère de l'Industrie de la Fédération de Russie, « Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020 », approuvée le 28 août 2003 par le décret n°1234-r du gouvernement de la Fédération de Russie.

Gouvernement du kraï du Primorié, « Stratégie de développement socio-économique du kraï du Primorié jusqu'en 2025 », approuvée le 20 octobre 2008 par le décret n°324-KZ.

Gouvernement de l'oblast d'Irkoutsk, « Programme de développement socio-économique de l'oblast d'Irkoutsk pour les années 2011-2015 », approuvé le 31 décembre 2010 par le décret n°143-OZ, 206 p.

Gouvernement de l'oblast de Tomsk, « Stratégie de développement de l'oblast de Tomsk jusqu'en 2020 », approuvée le 27 octobre 2005 par le décret n°2539.

Gouvernement de l'oblast de Tomsk, « Stratégie énergétique de l'oblast de Tomsk jusqu'en 2020 », approuvée le 28 février 2008 par le décret n°1008.

Gouvernement de l'oblast de Tomsk, « Programme cible de long terme "Le développement de l'approvisionnement en gaz et de la gazéification de l'oblast de Tomsk en 2013-2015" », approuvé le 20 août 2012 par le décret n°321a.

Gouvernement de la République de Bouriatie, « Programme cible pour l'économie d'énergie de la République en 2006-2009 », approuvé le 04 octobre 2005 par le décret n°325.

Gouvernement de la République de Bouriatie, « Stratégie de développement socio-économique de la République de Bouriatie jusqu'en 2025 », approuvée le 15 décembre 2007 par le décret n°410.

Gouvernement de la République de Bouriatie, « Plan des mesures prioritaires du gouvernement de la République de Bouriatie et de la compagnie Gazprom pour l'approvisionnement en gaz et la gazéification de la République de Bouriatie en 2010-2013 », approuvé le 24 décembre 2010 par le décret n°881-r.

Sitographie

Site de Gazprom : <http://www.gazprom.ru/>

Site de Gazprom Mezhhregiongaz : <http://mrg.gazprom.ru/>

Site de Transneft : <http://transneft.ru/>

Site du ministère du Développement de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie :
<http://minvostokrazvitia.ru/>

Site du ministère de l'Énergie de la Fédération de Russie : <http://minenergo.gov.ru/>

Site du ministère des Finances de la Fédération de Russie : <http://www.minfin.ru/ru/>

Site du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement de la Fédération de Russie :
<http://www.mnr.gov.ru/>

Site du Service Fédéral des Tarifs de la Fédération de Russie : <http://www.fstrf.ru/>

Site officiel de l'oblast de Tomsk : <http://tomsk.gov.ru/>

Site officiel de l'oblast d'Irkoutsk : <http://irkobl.ru/>

Site officiel de la République de Bouriatie : <http://egov-buryatia.ru/>

Site officiel du kraï du Primorié : <http://www.primorsky.ru/>

Site officiel du kraï du Kamtchatka : <http://www.kamchatka.gov.ru/>

Tables

Table des acronymes

AIEA : Agence internationale de l'énergie atomique

APEREC : *Asia Pacific Energy Research Centre*

APEC : *Asia-Pacific Economic Cooperation* (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique)

BAM : *Bajkalo-Amurskaja Magistral'* (Magistrale Baïkal-Amour)

BP : *British Petroleum*

CEI : Communauté des États indépendants

CNPC : *China National Petroleum Corporation*, compagnie pétrolière publique chinoise

EES : *Edinaja Energetičeskaja Sistema Rossii* (Système électrique unifié de Russie), réseau maillé en tension continue couvrant le territoire russe

EIA : *Energy Information Administration*

ESG : *Edinaja Sistema Gazosnabženija* (Système unifié d'approvisionnement en gaz)

ESPO/VSTO : *Eastern Siberia – Pacific Ocean / Vostočnaja Sibir' – Tihij Okean*, oléoduc Sibérie orientale – océan Pacifique

FST : *Federal'naja Služba po Tarifam* (Service Fédéral des Tarifs de Russie)

IEA : *International Energy Agency*

GNL : gaz naturel liquéfié

GNV : gaz naturel véhicules

GPL : gaz de pétrole liquéfié

GRO : *gazoraspredelitel'nye organizacii*, compagnies de distribution de gaz en Russie

NIMBY : « Not in my backyard », « Pas dans mon arrière-cours » ou « Pas dans mon jardin »

OAO : *Otkrytoe Akcionernoje Obščestvo*, société anonyme à capitale variable

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

ONGC Videsh : *Oil and Natural Gas Corporation*, entreprise pétrolière et gazière publique indienne

PECO : Pays d'Europe centrale et orientale

Rosstat : *Federal'naja služba gosudarstvennoj statistiki*, Service fédéral des statistiques de Russie

RSFSR : République socialiste fédérative soviétique de Russie

SODECO : *Sakhalin Oil and Gas Development Company*, consortium d'entreprises japonaises

TEP : tonne équivalent pétrole

TNK-BP : coentreprise pétrolière russe et britannique entre *Tjumenskaja Neftjanaja Kompanija* (Compagnie pétrolière de Tioumen) et *British Petroleum*

UE : Union européenne

VSGK : *Vostočno-Sibirskaja Gazovaja Kompanija* (Compagnie gazière de Sibérie orientale)

Table des compagnies

Alpha-Renova : entreprise appartenant au consortium *Alfa Group*, l'un des plus grands groupes russes d'investissement, détenu notamment par TNK-BP.

Angarskaja Neftehimičeskaja Kompanija : (Compagnie pétro-chimique d'Angarsk), entreprise de raffinage et de pétrochimie située à Angarsk (oblast d'Irkoutsk) et appartenant à Rosneft depuis 2007.

Bratskekogaz : filiale d'Itera à Bratsk (oblast d'Irkoutsk), dont les activités sont l'exploration et la production de pétrole et de gaz naturel.

CNPC : *China National Petroleum Corporation*, compagnie pétrolière publique chinoise.

Dal'regiongaz : entreprise créée en 2009 pour réaliser des travaux de gazéification dans l'oblast de Sakhaline, les kraïs de Khabarovsk et du Primorié.

Daltransgaz : entreprise créée en 2000 afin de réaliser la gazéification de l'oblast de Sakhaline, des kraïs de Khabarovsk et du Primorié.

Dusil'ma : entreprise pétrolière privée russe dont le siège se trouve dans l'oblast d'Irkoutsk.

Gazprom : entreprise gazière publique russe.

Gazpromgazoraspredelenie : filiale de Gazprom en charge de la distribution du gaz naturel.

Gazprom Invest Vostok : filiale de Gazprom en charge des grands projets d'investissement en Russie orientale.

Gazprom Mezhrefiongaz : filiale de Gazprom en charge de la vente de gaz sur le marché domestique.

Irkutskaja Netjanaja Kompanija : (Compagnie pétrolière d'Irkoutsk), entreprise pétrolière privée russe dont le siège se trouve à Irkoutsk.

Itera : compagnie gazière russe dont la majorité des actions est détenue par Rosneft depuis mai 2013.

Kogas : *Korea Gas Corporation*, entreprise publique sud-coréenne de gaz naturel.

Marathon : entreprise américaine spécialisée dans l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures.

McDermott : entreprise américaine d'ingénierie et de construction spécialisée dans le secteur énergétique.

Mitsubishi : grand conglomérat japonais.

Mitsui : entreprise japonaise active dans de nombreux secteurs.

Novatek : entreprise gazière privée russe, deuxième producteur de gaz naturel en Russie à l'heure actuelle.

ONGC Videsh : *Oil and Natural Gas Corporation*, entreprise pétrolière et gazière publique indienne.

Promgaz Gazprom : filiale de Gazprom au rôle de recherche, d'expertise et d'élaboration de documents.

Rosneft : entreprise pétrolière russe dont l'État russe est l'actionnaire majoritaire.

RUSIA-Petroleum : compagnie créée en 1992 pour mettre en valeur le gisement de Kovykta et ayant fait banqueroute en 2010.

Sajanskhimplast : entreprise située à Sajansk (oblast d'Irkoutsk) et spécialisée dans la production de produits issus de la transformation du pétrole.

Sakhalin Energy : consortium détenant la licence d'exploitation de Sakhaline-2 et l'usine de liquéfaction de Sakhaline. Gazprom en fait partie depuis 2006.

Shell : entreprise anglo-néerlandaise spécialisée dans le secteur des hydrocarbures.

SODECO : *Sakhalin Oil and Gas Development Company*, consortium d'entreprises japonaises.

TNK-BP : coentreprise pétrolière russe et britannique entre *Tjumenskaja Neftjanaja Kompanija* (Compagnie pétrolière de Tioumen) et *British Petroleum*. Elle a été acquise par Rosnet en 2013.

Tomsk Transgaz : filiale de Gazprom dont le siège se trouve à Tomsk.

Transneft : entreprise publique russe détenant le monopole du transport de pétrole par oléoducs.

VNIIGAZ : filiale de Gazprom en charge des recherches scientifiques dans le cadre des grands programmes de la compagnie.

Vostokgazprom : filiale de Gazprom dont le siège se trouve à Tomsk, spécialisée dans la production de pétrole et de gaz, en particulier dans la mise en valeur des gisements d'hydrocarbures à structure complexe.

VSGK : *Vostočno-Sibirskaja Gazovaja Kompanija* (Compagnie gazière de Sibérie orientale), créée en 2004 dans le cadre du projet de gazéification de RUSIA-Petroleum et chargée du transport et de la distribution du gaz naturel, contrôlée conjointement par RUSIA-Petroleum et l'administration de l'oblast d'Irkoutsk.

Table des tableaux

Tableau 1 : Trois approches du programme de gazéification	20
Tableau 2 : Présentation des sources principales	36
Tableau 3 : Phases du programme de gazéification étudiées et sources utilisées	40
Tableau 4 : Les caractéristiques de la Russie orientale du point de vue de la gazéification	42
Tableau 5 : Liste des entretiens réalisés	47
Tableau 6 : Bibliothèques et lieux fréquentés	50
Tableau 7: Les composantes d'un système énergétique selon John Chapman	56
Tableau 8 : Eléments extérieurs pouvant influencer le système énergétique	59
Tableau 9 : Dimensions et indicateurs de la sécurité énergétique pour le gaz naturel selon l'IEA	68
Tableau 10 : Quelques indicateurs de la sécurité énergétique appliquée au gaz naturel d'après Catherine Locatelli (2013).....	68
Tableau 11 : Réserves, production et consommation d'énergie de la Russie en 2013	71
Tableau 12 : Les principaux objectifs de la politique énergétique russe selon la Stratégie énergétique	75
Tableau 13 : Production de gaz naturel russe par région en 2012.....	81
Tableau 14 : Prix du gaz naturel sur les marchés domestique et d'exportation.....	86
Tableau 15 : Prévisions du Service Fédéral des tarifs.....	87
Tableau 16 : Prix moyen du gaz vendu par Gazprom sur différents marchés (en roubles/1 000 m ³)	89
Tableau 17 : Bilan du Programme de gazéification pour la période 2005-2012.....	103
Tableau 18 : Les principaux objectifs mentionnés dans la Stratégie énergétique, le Schéma général de développement du secteur gazier et le Programme gazier oriental	109
Tableau 19 : Les programmes énergétiques et de développement des régions de Russie orientale	111
Tableau 20 : Les objectifs associés à la gazéification selon les échelles considérées	116
Tableau 21 : Les expressions employées au sujet de la gazéification dans les Rapports annuels de Gazprom de 2002 à 2012.....	124
Tableau 22 : Thématiques présentes dans les articles	129
Tableau 23 : Les effets positifs de la gazéification selon les communiqués de presse	134
Tableau 24 : La typologie des régions russes énoncée dans le « Schéma général de développement du secteur gazier »	150
Tableau 25 : Les trois catégories de régions et les options de gazéification selon le Rapport de Durabilité de Gazprom	151
Tableau 26 : Documents successivement élaborés pour réaliser la gazéification d'une région	152
Tableau 27 : Principales filiales de Gazprom impliquées dans la gazéification des régions de Russie orientale	155
Tableau 28 : Des prix du gaz différents selon les pays	194
Tableau 29 : Distances moyennes de transport du gaz extrait par Gazprom et ses filiales en 2013	204

Tableau 30 : Les sept zones tarifaires en 2004.....	204
Tableau 31 : Tarifs du gaz naturel sur le marché domestique au 1er janvier 2007 (en roubles/ 1 000 m ³).....	207
Tableau 32 : L'éventail des tarifs du gaz naturel selon les zones tarifaires à partir du 1 ^{er} juillet 2015 (zones des prix les plus bas et les plus élevés).....	208
Tableau 33 : Population, superficie et densité des régions de Russie orientale en 2010	222
Tableau 34 : Solde migratoire des districts fédéraux orientaux (nombre d'habitants).....	223
Tableau 35 : Les niveaux de gazéification recensés par sujet de la Fédération de Russie.....	251
Tableau 36 : Quelques exemples des différences entre les chiffres concernant la gazéification des régions russes selon les sources	256
Tableau 37 : Nombre de régions concernées par le programme de gazéification entre 2002 et 2013	263
Tableau 38 : Dépenses en faveur de la gazéification et bénéfices nets de Gazprom entre 2001 et 2013	269
Tableau 39 : Evaluation des réserves de gaz naturel de l'oblast d'Irkoutsk en 2009 et en 2011 (milliards de mètres cubes)	286
Tableau 40 : Les réserves de gaz de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient selon différentes sources (unité : 1000 milliards de mètres cubes)	287
Tableau 41 : Réserves et production de gaz en Sibérie orientale et en Extrême-Orient par sujet de la Fédération de Russie en 2009 (milliards de mètres cubes)	287
Tableau 42 : Les principaux gisements de Sibérie orientale et de République de Sakha	288
Tableau 43 : Comparaison de la production de gaz de la Sibérie orientale et de l'Extrême- Orient avec les prévisions du « Schéma général de développement du secteur gazier » pour les années 2008 à 2011 (milliards de mètres cubes).....	291
Tableau 44 : Composition du gaz des gisements de Sibérie orientale et de République de Sakha (pourcentage des principaux composants).....	293
Tableau 45 : les 10 plus grandes villes des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient en 2010.....	303
Tableau 46 : Demande en gaz naturel en Sibérie orientale et en Extrême-Orient et projection pour l'année 2020 (milliards de mètres cubes)	304
Tableau 47 : Prix du gaz pour les consommateurs industriels des sujets de Russie orientale en 2007 et en 2015 (roubles pour 1 000 mètres cubes).....	329
Tableau 48 : Volumes de gaz transportés par le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok en 2012 et prévisions pour 2020	335
Tableau 49 : Approvisionnement en gaz des kraïs de Khabarovsk et du Primorié.....	338
Tableau 50 : Origine du gaz selon les projets d'exportation et d'approvisionnement des sujets d'Extrême-Orient	340
Tableau 51 : La destination du gaz des centres de production de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient selon les variantes proposées par le Programme gazier oriental	341
Tableau 52 : La destination principale du gaz extrait des grands centres de production de Russie orientale selon les projets actuellement mis en œuvre par Gazprom	342
Tableau 53 : Lots d'importance fédérale dans les sujets des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient (hydrocarbures).....	348

Tableau 54 : Principaux gisements acquis par Gazprom en Sibérie orientale et Extrême-Orient (date et statut)	356
Tableau 55 : Les filiales de Gazprom en Sibérie et en Extrême-Orient.....	359
Tableau 56 : Les projets d'exportation à partir de la Russie orientale et leurs concepteurs avant l'arrivée de Gazprom	362
Tableau 57 : Les catégories d'acteurs selon Claude Raffestin (1980)	374
Tableau 58 : Reprise des catégories d'acteurs de Claude Raffestin en intégrant les infrastructures.....	375
Tableau 59 : Part de l'impôt sur l'extraction des minerais dans les budgets fédéral et régionaux et part perçue par le budget fédéral entre 2009 et 2012 (en %).....	385
Tableau 60 : Sujets dont le budget est excédentaire au 1 ^{er} janvier 2015.....	387
Tableau 61 : Les financements prévus par les programmes de gazéification régionaux des oblasts d'Irkoutsk et de Tomsk et de la République de Sakha (Iakoutie) entre 2013 et 2015 (en millions de roubles).....	393
Tableau 62 : La gazéification dans le budget régional de l'oblast de Tomsk	396
Tableau 63 : Répartition des financements de la gazéification du kraï du Primorié entre 2012 et 2015 (millions de roubles).....	397
Tableau 64 : Actionnaires de la compagnie Daltransgaz en 2000 et 2004.....	408
Tableau 65 : Les trois groupes de régions sibériennes distinguées par la Stratégie de Développement de la Sibérie jusqu'en 2020	426
Tableau 66 : Caractéristiques des régions analysées.....	428
Tableau 67 : Accords et documents sur la gazéification de l'oblast de Tomsk à partir de 2000	440
Tableau 68 : Comparaison des financements locaux des programmes de gazéification de trois raïons de l'oblast de Tomsk pour 2012-2015.....	441
Tableau 69 : Production d'hydrocarbures de l'oblast d'Irkoutsk en 2010	458
Tableau 70 : Comparaison du Schéma de Gazprom de 2005 et du programme de l'administration régionale de 2010.....	462
Tableau 71 : Consommation potentielle annuelle de gaz naturel de l'oblast d'Irkoutsk, la République de Bouriatie et du kraï de Transbaïkalie selon les tarifs pratiqués	464
Tableau 72 : Chronologie des projets de gazéification de l'oblast d'Irkoutsk de RUSIA-Petroleum, de Gazprom et de l'administration régionale.....	484
Tableau 73 : Les centrales électriques du kraï du Kamtchatka (production et ressources utilisées)	526
Tableau 74 : Régions donatrices en 2014.....	539
Tableau 75 : Régions réceptrices de dotations en 2014	540
Tableau 76 : Les centres et périphéries de l'espace gazier.....	545

Table des graphes

Graphe 1 : Bouquet énergétique de la consommation en énergie primaire de la Russie en 2011	72
Graphe 2 : Répartition de la production de gaz de Gazprom par districts fédéraux en 2012... 84	84
Graphe 3 : Les consommateurs russes de gaz naturel fourni par Gazprom en 2012	85
Graphe 4 : La structure des exportations de gaz naturel de Gazprom en 2012	89
Graphe 5 : La répartition de ce que couvrent les prix du gaz livré par Gazprom sur le marché domestique	91
Graphe 6 : Nombre de ménages ayant accès au gaz de pétrole liquéfié et au gaz naturel en Russie dans les années 1970 et 2000.....	98
Graphe 7 : Les dépenses consacrées à la gazéification entre 2001 et 2012 (millions de roubles)	102
Graphe 8 : Produit régional brut des districts fédéraux du Centre, de Sibérie et d'Extrême-Orient entre 2005 et 2012 (en millions de roubles).....	113
Graphe 9 : La gazéification par rapport au thème de l'article	128
Graphe 10 : Le nombre d'articles sur la gazéification au cours de la période 2002-juin 2014	129
Graphe 11 : Echelle considérée dans les articles mentionnant le terme gazéification	131
Graphe 12 : Les grandes régions mentionnées dans les communiqués de presse.....	133
Graphe 13 : Prix du gaz naturel pour des systèmes d'approvisionnement en dehors de l'ESG, régulé par le FST (en roubles pour 1 000 m ³) en 2015	211
Graphe 14 : Prix du gaz naturel régulé par le FST et hors ESG pour les consommateurs autres que les ménages en 2015 (en roubles pour 1 000 m ³).....	212
Graphe 15 : Evolution des prix du gaz de 2010 à 2015 (en roubles pour 1 000 m ³)	214
Graphe 16 : Produit intérieur brut par district fédéral en 2009 (millions de roubles).....	224
Graphe 17 : Produit régional brut par sujet fédéral dans les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient en 2009 (en millions de roubles).....	225
Graphe 18 : Mix énergétique de la Fédération de Russie, de la Russie orientale (Sibérie et Extrême-Orient) et du district fédéral de Sibérie	226
Graphe 19 : Part des régions russes orientales dans la production de gaz russe	228
Graphe 20 : Production et consommation de gaz naturel de la Chine entre 2000 et 2012.....	229
Graphe 21 : Produits exportés par la Russie vers la Chine et par la Chine vers la Russie.....	232
Graphe 22 : Exportations russes vers le Japon et exportations japonaises vers la Russie en 2010.....	234
Graphe 23 : Evolution des échanges commerciaux entre la Russie et le Japon entre 1991 et 2010 (en milliards de yen japonais constants)	235
Graphe 24 : Niveau de gazéification de la Fédération de Russie entre 1995 et 2014.....	249
Graphe 25 : Niveau de gazéification par districts fédéraux en 2008.....	251
Graphe 26 : Investissements pour la gazéification au cours des périodes 2001-2004 et 2005-2009 (101,1 milliards de roubles au total).....	268
Graphe 27 : Evolution de la production de gaz de la Russie et des régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient entre 2000 et 2011	290

Graphe 28 : Prévisions de l'évolution de la production de gaz de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient entre 2006 et 2030 (milliards de mètres cubes)	291
Graphe 29 : Part des différents sujets de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient dans la production de gaz de Russie orientale en 2010	292
Graphe 30 : Consommation et production de gaz naturel de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient en 2007 et projections jusqu'en 2030	305
Graphe 31 : Parts des marchés de vente du gaz naturel liquéfié de Sakhaline en 2014.....	312
Graphe 32 : Prix de gros du gaz naturel vendu aux consommateurs industriels dans les sujets de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient au 1 ^{er} janvier 2006 (roubles pour mille mètres cubes)	329
Graphe 33 : Evolution des réserves de gaz naturel (A+B+C1) contrôlées par Gazprom dans les districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient entre 2002 et 2013 (en milliards de mètres cubes)	353
Graphe 34 : Production de gaz naturel des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient entre 2002 et 2013 (en milliards de mètres cubes) et part de ces districts dans les réserves totales de Gazprom en Russie et dans la production totale de Gazprom en Russie (en %) ...	354
Graphe 35 : Répartition des réserves (A+B+C1+C2) de gaz naturel de Rosneft.....	365
Graphe 36 : Evolution du montant de l'impôt sur l'extraction des minerais pour le pétrole (en roubles par tonne) et pour le gaz (en rouble pour 1000 mètres cubes) entre 2009 et 2016....	384
Graphe 37 : Recettes issues de l'impôt sur l'extraction des minerais pour le budget fédéral et le budget des sujets de la Fédération de Russie entre 2009 et 2012 (millions de roubles)	384
Graphe 38 : Le solde budgétaire des sujets des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient au 1 ^{er} janvier 2015 (en millions de roubles).....	388
Graphe 39 : La part des transferts issus du budget fédéral dans les revenus des districts fédéraux	390
Graphe 40 : Revenus des sujets des districts fédéraux de Sibérie et d'Extrême-Orient et part des transferts du budget fédéral dans leurs revenus au 1 ^{er} janvier 2015	391
Graphe 41 : Sources de financement des programmes de gazéification des oblasts d'Irkoutsk, de Tomsk entre 2012 et 2015 et de la République de Sakha entre 2011 et 2016.....	395
Graphe 42 : Bouquet énergétique de l'oblast de Tomsk en 2000 et en 2010 (en pourcentages)	436
Graphe 43 : Bouquet énergétique de l'oblast de Tomsk en 2010 (énergie primaire)	436
Graphe 44 : Volumes de gaz vendus dans l'oblast de Tomsk par catégories de consommateurs entre 2006 et 2011 (en millions de mètres cubes)	437
Graphe 45 : Consommation énergétique de la population (à gauche) et de l'industrie (à droite) dans l'oblast de Tomsk en 2009	437
Graphe 46 : Investissements consacrés à la gazéification et origines de ces investissements entre 2006 et 2018 (en millions de roubles)	444
Graphe 47 : Sommes évoquées dans le Programme Développement de l'approvisionnement en gaz et de la gazéification de l'oblast de Tomsk de 2013 à 2018 selon la source de financement (en millions de roubles)	448
Graphe 48 : Mix énergétiques du district fédéral de Sibérie et de l'oblast d'Irkoutsk (consommation en combustibles).....	459
Graphe 49 : Parts des combustibles consommés par la République de Bouriatie en 2012....	490

Graphe 50 : Part des consommateurs de gaz de pétrole liquéfié dans la République de Bouriatie	491
Graphe 51 : Part des ressources énergétiques dans la consommation finale du kraï du Primorié en 2011	505
Graphe 52 : Production de charbon (lignite et houille) du kraï du Kamtchatka de 2005 à 2013 (tonnes).....	524
Graphe 53 : Bouquet énergétique du kraï du Kamtchatka en 2007.....	525

Table des cartes

Carte 1 : Les gisements de gaz naturel en Russie	82
Carte 2 : Les principales régions gazières actuelles et en devenir	83
Carte 3 : Les régions concernées par les différents programmes	112
Carte 4 : Nombre de mentions des sujets de la Fédération de Russie	132
Carte 5 : La densité de population par région russe	187
Carte 6 : Les systèmes électriques en Russie orientale	188
Carte 7 : Le réseau d'oléoducs de Transneft.....	189
Carte 8 : Le réseau de gazoducs de forte pression sur le territoire russe	190
Carte 9 : La géographie selon Gazprom (d'après Pol-Henry Dasseleer).....	200
Carte 10 : Part du gaz naturel dans la consommation énergétique des sujets de la Fédération de Russie	203
Carte 11 : Les zones tarifaires du gaz naturel en janvier 2007	206
Carte 12 : Les prix de gros du gaz naturel pour la population fixés par le décret du 17 mars 2015 (en roubles pour 1 000 mètres cubes).....	209
Carte 13 : Les prix de gros du gaz naturel vendu par Gazprom aux consommateurs russes (prix maximaux par région) (en roubles pour 1 000 mètres cubes) à partir du 1 ^{er} juillet 2015 selon le décret du 08 juin 2015.....	210
Carte 14 : Les délimitations régionales en Russie orientale.....	218
Carte 15 : L'étendue du pergélisol sur le territoire russe	220
Carte 16 : La sismicité en Russie	221
Carte 17 : Niveau de gazéification des régions russes (%)	255
Carte 18 : Régions incluses dans le Programme de gazéification en 2005-2007 et niveau de gazéification des régions	259
Carte 19 : Régions participant au programme de gazéification en 2010 et en 2011	260
Carte 20 : Régions où intervient la compagnie Strojgazmontaž dans le cadre du programme de gazéification	261
Carte 21 : Base juridique de la participation à la gazéification des régions russes.....	262
Carte 22 : Niveau de gazéification du parc de logement de la Fédération de Russie en milieu urbain en 2000.....	266
Carte 23 : Les réserves de gaz naturel en Sibérie orientale et en Extrême-Orient.....	288
Carte 24 : Le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok	297

Carte 25 : Le gazoduc des gisements de l'ouest jusqu'à Petropavlovsk-Kamtchatski au Kamtchatka.....	298
Carte 26 : Le Programme gazier oriental	316
Carte 27 : Le gazoduc <i>Force de Sibérie</i>	321
Carte 28 : Les projets d'infrastructures d'exportation de gaz naturel vers la Chine et la région Asie-Pacifique	325
Carte 29 : Implantation de Gazprom Mezhrefiongaz	358
Carte 30 : Les filiales de Gazprom en Russie orientale	360
Carte 31 : Les principaux gisements de Gazprom et Rosneft en Sibérie orientale et en Extrême-Orient.....	366
Carte 32 : La présence de Rosneft en Russie orientale	367
Carte 33 : Solde budgétaire des sujets de la Fédération de Russie au 1 ^{er} janvier 2015 (en millions de roubles).....	387
Carte 34 : Revenus des sujets fédéraux, millions de roubles	389
Carte 35 : Le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok et le tronçon exploité par Daltransgaz.....	409
Carte 36 : Localisation des régions étudiées	425
Carte 37 : Divisions administratives et densités de population de l'oblast de Tomsk	432
Carte 38 : Niveau de gazéification des raïons de l'oblast de Tomsk en 2011, gisements de gaz et gazoducs	439
Carte 39 : Principales villes, population et principaux gisements de l'oblast d'Irkoutsk	456
Carte 40 : Schéma de gazéification et d'approvisionnement en gaz de l'oblast d'Irkoutsk élaboré par Gazprom en 2005	461
Carte 41 : Projet de gazéification de la VSGK sur la base du gisement de Kovykta.....	474
Carte 42 : La République de Bouriatie, principaux points de peuplement et territoires protégés	489
Carte 43 : Schéma général d'approvisionnement en gaz et de gazéification de la République de Bouriatie	493
Carte 44 : Le kraï du Primorié, principaux points de peuplement et densité de population par municipalités	503
Carte 45 : Schéma de gazéification du kraï du Primorié en 2011	509
Carte 46 : Le kraï du Kamtchatka	521
Carte 47 : La gazéification du Kamtchatka	527

Table des photographies

Photographie 1 : Présence du réseau de distribution de gaz naturel dans le paysage de Tomsk	53
Photographie 2 : L'exemple d'une vieille femme se chauffant au bois (kraï de Perm)	136
Photographie 3 : Avant et après la gazéification	136
Photographie 4 : Spectacle lors de la cérémonie en l'honneur de la gazéification	137
Photographie 5 : Cérémonie en l'honneur de la gazéification dans la République de l'Altai (« La chaleur de Gazprom pour les habitants de la République de l'Altai ! »)	138
Photographie 6 : Cérémonie du flambeau dans la République de l'Altai	138
Photographie 7 : Cérémonie en l'honneur de la gazéification dans l'oblast d'Irkoutsk	139
Photographie 8 : Zone industrielle de Tomsk	170
Photographie 9 : Raccordement au gaz naturel, hydroélectricité et chauffage au bois	279
Photographie 10 : Vues de Tomsk, Irkoutsk, Oulan-Oudé et Vladivostok	422
Photographie 11 : La centrale thermique 1 d'Oulan-Oudé	490

Table des encarts

Encart 1 : Capture d'écran de la page d'accueil du site de Gazprom, consultée le 9 juillet 2014	120
Encart 2 : Les tâches du Service Fédéral des Tarifs (FST)	205
Encart 3 : la gazéification de l'oblast d'Irkoutsk selon Gazprom en 2006	471
Encart 4 : Le raccordement au gaz naturel de l'île Russkij	510

Table des matières

Remerciements	3
Avant-propos	6
Sommaire	10
Introduction générale	12
Contexte et pré-requis	12
1. La Russie et les hydrocarbures... et le marché domestique	12
2. Particularités du gaz naturel et conséquences spatiales	13
3. Le gaz naturel en Russie.....	13
4. La Russie orientale	14
L'objet d'étude	16
Les objectifs de la thèse.....	17
Problématisation et hypothèses de travail	18
1. Etudier le programme de gazéification sous trois aspects	18
2. Le recours au modèle centre/périphérie	20
4. Formulation de la problématique.....	23
5. Les hypothèses	24
La gazéification est subordonnée à d'autres objectifs et intérêts	24
Gazprom est l'acteur clé de la gazéification et exerce sa domination sur le programme	24
Le programme de gazéification permet de différencier les régions russes et de faire des distinctions entre les régions de Russie orientale	25
Organisation de la thèse.....	26
Présentation méthodologique	30
1. État de l'art	30
1.1. Géographie et énergie.....	30
1.2. Géopolitique, économie et énergie	30
1.3. La Russie et l'énergie	31
1.4. La Russie orientale	35
2. Sources utilisées	36
3. Démarche adoptée	39
4. Le terrain	41
4.1. Le choix du terrain.....	41
4.1.1. Le choix de l'échelle régionale.....	41
4.1.2. La Russie orientale	42

4.1.3. Les critères de sélection des régions étudiées	44
4.2. Déroulement du terrain.....	46
4.2.1. Liste des entretiens et des lieux fréquentés	47
4.2.2. Difficultés et limites du terrain.....	50
Première partie :	53
La gazéification, un programme impulsé par le centre et relayé vers les périphéries	53
Introduction de la première partie	54
Chapitre 1. Le secteur gazier au sein du système énergétique russe	55
1. Le système énergétique	55
1.1. Définition.....	55
1.2. Les éléments d'analyse du système énergétique : les filières, le bilan énergétique, le bouquet énergétique	60
1.2.1. Les filières	60
1.2.2. Le bilan énergétique	61
1.2.3. Le bouquet ou mix énergétique	62
2. La sécurité énergétique.....	63
2.1. Définitions	63
2.2. Sécurité et politique énergétiques russes	69
3. Le secteur énergétique russe.....	70
3.1. La Russie, une puissance énergétique	70
3.2. Le rôle clé des hydrocarbures.....	72
3.3. Défis et conception de la sécurité énergétique de la Russie	74
4. Le secteur du gaz naturel.....	78
4.1. La filière du gaz naturel.....	78
4.2. La base productive.....	81
4.3. La Russie, pays consommateur de gaz	84
4.4. La question des prix du gaz	85
4.5. Le rôle clé des exportations	88
4.6. Le transport et la distribution du gaz naturel en Russie	90
Conclusion.....	92
Chapitre 2. Le programme de gazéification dans son contexte	95
1. Aperçu historique de la gazéification ; un changement d'envergure et d'organisation.....	95
1.1. Les débuts de l'industrie gazière et la gazéification en Union soviétique.....	95
1.2. La gazéification dans les années 1990 : des projets avant tout régionaux.....	98
1.3. Le changement des années 2000 : la prise en main de la gazéification par Gazprom.....	100

1.3.1. L'élaboration d'un programme de gazéification par Gazprom	100
1.3.2. Une nouvelle ampleur et une extension spatiale de la gazéification	102
1.3.3. Une inclusion progressive des régions orientales.....	104
2. Une constellation de programmes	105
2.1. Des programmes relevant d'une logique sectorielle.....	105
2.2. Des programmes relevant d'une logique régionale	110
2.3. Quelle coordination entre les deux types de programmes ?	112
Conclusion.....	115
Chapitre 3. La gazéification présentée dans les discours : un projet ambitieux à forte dimension sociale	118
1. Les discours comme objet d'analyse.....	118
2. La présentation de la gazéification sur le site de Gazprom	119
3. La gazéification dans les rapports annuels de Gazprom.....	121
4. La gazéification dans les articles d'actualité de Gazprom.....	126
4.1. Description des textes et premiers éléments d'analyse	126
4.2. Les thématiques abordées et les régions évoquées	129
5. Une analyse qualitative des discours sur la gazéification dans d'autres documents	135
Conclusion.....	140
Chapitre 4. Le cadre opérationnel du programme de gazéification : acteurs et modalités d'action	142
1. Qu'entend-on par acteur ?	142
2. Des critères de classification ?	145
3. Le cadre du programme de gazéification	149
3.1. Une typologie des régions russes : différentes modalités de gazéification.....	149
3.2. Une procédure et des acteurs identiques dans toutes les régions.....	151
3.2.1. Documents et acteurs.....	151
3.2.2. Gazprom, acteur clé.....	153
3.3. La gazéification, une illustration du fonctionnement de la « verticale du pouvoir » ?.....	156
3.3.1. Une centralisation du pouvoir en Russie depuis les années 2000	156
3.3.2. Fonctionnements et dysfonctionnements de la « verticale du pouvoir » dans le cadre de la gazéification.....	158
3.3.3. Gazprom, une compagnie au cœur de multiples débats	163
Conclusion.....	165
Conclusion de la première partie.....	167
Deuxième partie :	170

Les traductions spatiales de la gazéification, une structuration centre/périphérie du territoire ?	170
Introduction de la deuxième partie	171
Chapitre 5. Énergie et organisation spatiale	172
1. Énergie et territoire	172
2. Énergies et temporalités	177
3. Espace gazier et relations centre/périphérie	180
Conclusion.....	184
Chapitre 6. Un réseau et un espace énergétiques russes déséquilibrés	186
1. Un fort contraste ouest/est	186
2. Des réseaux hérités de l'époque soviétique.....	191
3. Une volonté de réorganiser l'espace gazier.....	193
3.1. Contrôle sur les infrastructures et les voies d'exportation, contournement des pays de transit.....	193
3.2. Créer un réseau sur tout le territoire de la Fédération de Russie, d'ouest en est	196
3.3. Objectifs et perspectives d'évolution : une réorganisation sur le long terme avec une réorientation vers l'est	197
4. La Russie, au cœur d'un espace gazier à l'échelle eurasiatique	199
5. Le gaz naturel, facteur de différenciations spatiales au sein du territoire de la Fédération de Russie	202
5.1. De fortes différences en termes de production et de consommation	202
5.2. Un zonage tarifaire interne à la Russie.....	204
5.2.1. L'évolution des zones tarifaires.....	204
5.2.2. La fixation des prix du gaz dans les régions non raccordées à l'ESG	210
5.2.3. Le système de subventions croisées des prix du gaz et ses évolutions.....	213
Conclusion.....	214
Chapitre 7. La place de la Russie orientale	216
1. Les caractéristiques de la Russie orientale	216
1.1. Quelles délimitations pour la Russie orientale ?	216
1.2. Un territoire marqué par les contraintes physiques et climatiques	219
1.3. Une situation démographique et économique difficile	221
1.4. Caractéristiques énergétiques	226
2. Une intégration régionale inaboutie	228
2.1. Une situation stratégique mais relativement peu mise en valeur.....	228
2.2. Le développement des relations sino-russes.....	230
2.3. Des relations russo-japonaises entachées par le contentieux des Kouriles.....	233

2.4. Les évolutions récentes liées à la crise ukrainienne	236
3. Des objectifs propres à la Russie orientale.....	238
3.1. Développement des régions orientales et intégration à plusieurs échelles	238
3.2. Développer les régions orientales : un volontarisme affiché.....	239
3.3. La multiplication des programmes par le passé et à l'heure actuelle	241
4. Le débat sur la mise en valeur des régions orientales.....	242
Conclusion.....	246
Chapitre 8. Le bilan du programme de gazéification.....	248
1. Un bilan difficile à établir, à l'échelle fédérale comme régionale.....	248
1.1. La gazéification à l'échelle de la Fédération de Russie et son évolution	248
1.2. Les différences régionales	250
2. La géographie des régions incluses dans le programme de gazéification	258
2.1. Des représentations cartographiques peu nombreuses et peu claires	258
2.2. Participation et inclusion des régions dans le programme de gazéification	262
3. Un bilan contrasté et des critiques.....	265
3.1. Avancées et inerties.....	265
3.2. Les critiques adressées à la gazéification	268
Conclusion.....	273
Conclusion de la deuxième partie.....	275
Troisième partie :	279
Les stratégies à l'œuvre et leurs obstacles, révélateurs de tensions centre/périphérie ?.....	279
Introduction de la troisième partie.....	280
Chapitre 9. Une faible mise en ressource des réserves gazières des régions orientales, soumises à de fortes contraintes	281
1. Quelques préliminaires sur la notion de ressource	281
2. Les réserves en gaz de Sibérie et d'Extrême-Orient.....	283
3. La nature des gisements de gaz de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient	292
4. La localisation des gisements de gaz de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient.....	296
5. Les marchés de consommation régionaux.....	302
Conclusion.....	305
Chapitre 10. Approvisionnement régional et projets d'exportation.....	308
1. Une coopération énergétique limitée entre la Russie et les pays de la région Asie-Pacifique	308
1.1. L'échec de multiples tentatives de coopération.....	308
1.2. Le poids des marchés asiatiques pour la Russie à l'heure actuelle.....	311
1.3. Les partenariats existants.....	313

2. Le « Programme gazier oriental »	314
3. La coopération avec les pays asiatiques : une nouvelle impulsion ?.....	317
4. Quelle complémentarité entre les projets d’approvisionnement régional et d’exportation ?..	326
4.1. Une nécessaire complémentarité ?	326
4.2. Le gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok : quelles ressources et marchés ?	333
4.3. Besoins et satisfaction de la demande en gaz des marchés domestiques et d’exportation	336
Conclusion.....	341
Chapitre 11. Le contrôle sur les ressources en gaz de Russie orientale : renforcement de l’emprise du centre et lutte pour l’appropriation.....	344
1. La reprise en main de l’État sur le secteur des hydrocarbures	344
1.1. Secteur des hydrocarbures et évolutions juridiques des années 2000	344
1.2. Les réformes et la mise en valeur des réserves de Russie orientale	347
2. Une reprise en main au bénéfice de Gazprom.....	349
2.1. Le relatif désintérêt de Gazprom pour la Sibérie orientale et l’Extrême-Orient jusqu’aux années 2000	350
2.2. L’accroissement du poids de Gazprom en Russie orientale	352
2.3. Extension de l’aire d’implantation de Gazprom : concrétisation par la présence de ses filiales dans l’Est russe.....	358
3. Gazprom, une position contestée en Russie orientale ?.....	361
3.1. Avant l’arrivée de Gazprom : des projets non réalisés.....	361
3.2. Gazprom face à la montée en puissance de Rosneft.....	364
3.3. L’accès de Rosneft et des producteurs indépendants au réseau de transport du gaz	368
3.4. La perte de Gazprom du monopole d’exportation du gaz naturel liquéfié	370
Conclusion.....	373
Chapitre 12. Répartition des compétences et tensions centre/périphérie.....	378
1. La notion de conflit	378
2. Une répartition des responsabilités problématique.....	381
2.1. Une centralisation du système budgétaire	382
2.2. La situation budgétaire des régions de Russie orientale.....	386
2.3. Le financement et le coût de la gazéification pour les régions.....	391
3. Des protagonistes aux points de vue et intérêts divergents	398
3.1. Gazprom et le gouvernement fédéral.....	399
3.2. Acteurs régionaux et relations horizontales.....	403
4. La participation des acteurs régionaux dans les projets de mise en valeur des gisements et de gazéification et son évolution.....	406
4.1. Les projets gaziers régionaux avant et après l’entrée en scène de Gazprom	407
4.1.1. La gazéification du kraï de Khabarovsk à partir de Sakhaline	407

4.1.2. La gazéification en République de Sakha (Iakoutie).....	412
4.2. Des relations non institutionnelles avec les acteurs.....	413
Conclusion.....	416
Conclusion de la troisième partie	419
Quatrième partie :	422
Étude de cas : des périphéries plus ou moins intégrées, exploitées ou marginalisées.	422
Introduction de la quatrième partie.....	423
Chapitre 13. L’oblast de Tomsk, une périphérie intégrée ou en voie d’intégration ?	431
1. Les caractéristiques de l’oblast de Tomsk, une région raccordée à l’ESG et disposant de réserves en gaz, mais faiblement gazéifiée.....	431
1.1. Présentation de la région	431
1.2. Le secteur gazier de l’oblast de Tomsk	433
2. Les étapes de la gazéification de l’oblast de Tomsk	439
2.1. L’élaboration de documents sur la gazéification et la coopération avec Gazprom	439
2.2. Un changement à partir de 2012.....	442
3. Le financement de la gazéification de l’oblast de Tomsk	445
4. Une question politique liée au gouverneur ?	450
Chapitre 14. L’oblast d’Irkoutsk, une périphérie dominée, théâtre de tensions	455
1. Présentation de la région	455
2. L’échec de la gazéification de l’oblast d’Irkoutsk.....	460
3. Un échec qui s’explique par les caractéristiques des gisements et du territoire	463
4. Conflit autour de la mise en valeur du gisement de Kovykta.....	465
4.1. La lutte pour le contrôle d’un gisement géant	465
4.2. Le contrôle des exportations de gaz	467
4.3. Les manifestations du conflit entre TNK-BP et Gazprom.....	468
5. Positionnement des acteurs régionaux.....	471
5.1. Initialement, participation des acteurs régionaux à la mise en valeur de Kovykta et au projet de gazéification	472
5.2. Le lien entre gazéification et gouvernement régional	475
5.3. Une opposition entre acteurs régionaux et Gazprom qui perdure	477
6. Des divergences entre logiques des compagnies et intérêts régionaux ou fédéraux	481
Conclusion.....	483
Chapitre 15. La République de Bouriatie, une périphérie délaissée	487
1. Présentation de la région	487
2. Les projets de gazéification de la République de Bouriatie	492

3. Bilan de la gazéification en Bouriatie : gel du projet et réactions des acteurs régionaux	495
Conclusion.....	498
Chapitre 16. Le kraï du Primorié, une périphérie qui pourrait avoir un rôle stratégique ?..	500
1. Présentation de la région	500
2. Les projets de gazéification du kraï du Primorié.....	506
3. Les problèmes et enjeux de la gazéification de la région	512
4. Bilan actuel de la gazéification.....	516
Conclusion.....	517
Chapitre 17. Le kraï du Kamtchatka, une périphérie vitrine du volontarisme du centre ?...	520
1. Présentation de la région	520
2. La situation énergétique du kraï du Kamtchatka	522
3. Les programmes de gazéification du Kamtchatka.....	526
Conclusion.....	529
Conclusion de la quatrième partie	531
Conclusion générale	534
Apports et intérêts de la thèse.....	534
Rappel de la problématique et de la démarche	535
Hypothèses de travail et résultats	535
Hypothèse 1 : la gazéification des régions orientales de la Fédération de Russie est utilisée comme prétexte pour atteindre d'autres fins.	535
Hypothèse 2 : la gazéification des régions de Russie est un programme d'envergure fédérale, impulsé par le gouvernement, mais dont l'acteur central est Gazprom.....	536
Hypothèse 3 : Le programme de gazéification permet d'opérer des distinctions entre les régions russes et entre les régions de Russie orientale.	537
Concepts et objets centraux de la réflexion.....	537
Le réseau gazier russe.....	538
Le couple centre/périphérie	538
L'espace gazier.....	543
Les centres et périphéries de l'espace gazier.....	544
Difficultés et limites	548
L'accès aux données et à l'information.....	548
Des limites méthodologiques	548
Pistes de réflexion	549
Bibliographie	551
Sitographie	578
Tables	580

Table des acronymes	580
Table des compagnies	582
Table des tableaux	585
Table des graphes	588
Table des cartes	590
Table des photographies	592
Table des encarts	592
Table des matières	593

Transport et distribution du gaz naturel en Russie orientale

Enjeux économiques, politiques et territoriaux

Résumé

Cette thèse s'intéresse au gaz naturel en Russie. Si les questions énergétiques sont une entrée fréquente dans les études portant sur la Russie, elles sont souvent abordées sous l'angle de ses relations avec les pays européens. Ce travail cherche à opérer un décentrement par rapport à cette approche en analysant prioritairement le marché domestique et le territoire russe et en privilégiant les contrastes observables à l'échelle de la Fédération de Russie. L'analyse porte sur les territoires de Sibérie et d'Extrême-Orient, considérés comme périphériques. Ils le sont d'un point de vue énergétique, n'étant pas raccordés au réseau de transport et de distribution de Gazprom. Cependant, récemment, le « programme de gazéification des régions de la Fédération de Russie », présenté comme un programme social, a été mis en œuvre dans les territoires orientaux. Son élaboration et sa réalisation sont étudiées dans cette thèse. La région apparaît comme une échelle d'analyse privilégiée, le programme étant réalisé conjointement par les administrations régionales et Gazprom sous l'impulsion du gouvernement fédéral. L'étude de quatre régions de Sibérie et d'Extrême-Orient montre que le bilan du programme et son caractère social sont à nuancer. Le développement des réseaux gaziers en Russie orientale est modeste et conditionné par les perspectives d'exportation. De plus, Gazprom en contrôle le processus et les objectifs de la compagnie ne sont pas nécessairement ceux des autres acteurs, ce qui est à l'origine de tensions. Des logiques centre/périphéries sont à l'œuvre, non seulement dans les relations entre les acteurs, mais aussi dans la différenciation des territoires. Ceux-ci se caractérisent par divers degrés d'intégration dans l'espace gazier, entendu comme l'espace organisé par le secteur du gaz naturel.

Mots clés : Russie, Sibérie, Extrême-Orient, gaz naturel, espace énergétique, centre/périphérie, ressource, réseaux de transport et de distribution.

Natural gas transportation and distribution in Eastern Russia

Economic, political and spatial stakes

Abstract

This thesis is about natural gas in Russia. Energy studies are common amongst studies about Russia. However, they often focus on the relationships between Russia and European countries. This study tries to shift from this approach to chiefly analyze the domestic market and Russian territory and to emphasize the contrasts at the scale of Russian Federation. The Siberian and Far Eastern territories are considered as peripheries. From an energy point of view, they are not linked with Gazprom transportation and distribution network. However, the “gasification program of the regions of Russian Federation”, presented as a social program, has been implemented in the eastern territories. In this thesis, its elaboration and its implementation are studied. Preference is given to regional scale, the program being jointly realized by regional administrations and Gazprom at the instigation of the federal government. The analysis of four Siberian and Far Eastern regions show that the results of the program and its social character need to be qualified. The gas networks development in Eastern Russia is modest and conditioned by perspectives of export. Furthermore, Gazprom controls the process and its aims may differ from the other protagonists' aims, which generates some tensions. Center/peripheries logics dynamics are at work and can be seen in the relations between actors and in spatial differentiation. Territories are characterized by diverse degrees of integration in the energy space, organized by the natural gas sector.

Key words: Russia, Siberia, Far East, natural gas, center/periphery, resource, transportation and distribution networks